



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4 SESSION ORDINAIRE 2006-2007

8 ^e séance, mardi	5 décembre 2006
9 ^e séance, mercredi	6 décembre 2006
10 ^e séance, jeudi	7 décembre 2006
11 ^e séance, mardi	12 décembre 2006

Le Président de la Chambre reçu en audience



Lors de sa Visite d'État au Grand-Duché de Luxembourg, la Présidente de la République de Lettonie, Mme Vaira Vike-Freiberga, a reçu en audience le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.
(Photo – © SIP/Luc Deflorenne)

► Luxembourg accueille le Parlement Benelux

Lors de la dernière partie de la session 2006 du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux à la Haye les 1^{er} et 2 décembre 2006, l'Assemblée, composée de parlementaires des trois pays voisins, a nommé M. Roger Negri Président du Parlement Benelux pour les deux années à venir où l'on se réunira à Luxembourg, à la Chambre des Députés, pour les séances plénières et certaines réunions de commission.

Après avoir rendu hommage à la mémoire de son greffier honoraire, M. Nys, décédé en septembre 2006, le Conseil s'est penché, en présence du Ministre des Affaires étrangères néerlandais, sur le 49^e rapport des trois Gouvernements sur la coopération dans le domaine de la politique extérieure, sur l'évolution de la politique de sécurité et de défense - sujet présenté par M. Marcel Oberweis, président de la délégation luxembourgeoise, en sa qualité de rapporteur – ainsi que sur le sujet très actuel du «Benelux après 2010» et sur la question de la révision des traités qui y est inhérente.

C'est ensuite le 50^e rapport commun des Gouvernements sur

l'Union économique qui a retenu l'attention et donné lieu à des rapports des différentes commissions de l'Assemblée, dont celui de M. Emile Calmes sur les affaires économiques, l'agriculture et la pêche et celui de M. Marcel Oberweis sur l'aménagement du territoire et l'infrastructure.

Après de brefs débats sur des sujets relatifs à la coopération transfrontalière et après l'approbation d'un nouveau règlement financier, le Président de l'Assemblée balte, avec laquelle le Parlement Benelux entretient, tout comme avec le Conseil nordique, d'étroits contacts, a pris la parole et a rendu hommage au Président néerlandais sortant M. de Nérée.

Ce dernier a ensuite fait l'objet de marques de reconnaissance de la part des chefs de groupe et de délégation. Toute la délégation luxembourgeoise, qui comprenait également Mmes Sylvie Andrich-Duval et Lydia Mutsch, a soutenu son Président lorsque celui-ci a jeté un regard optimiste sur la présidence luxembourgeoise qui commencera avec un colloque que plusieurs commissions de l'Assemblée tiendront à la mi-février

DANS CE NUMÉRO

Budget 2007

- Rapport de M. Lucien Thiel (p. 93)
- Exposé du Ministre du Budget (p. 97)
- Exposé du Ministre des Finances (p. 100)
- Débats (p. 118)

Interdiction de vente de boissons alcooliques aux moins de 16 ans (p. 107)

2007 à Clervaux sur l'évolution du tourisme rural.

À noter encore que plusieurs projets de recommandation ayant donné lieu à des interventions, dont celle de M. Félix Braz sur la sécurité dans les aéroports du Benelux, ont indiqué dans quelle direction continueront certains futurs travaux de l'Assemblée.

Celle-ci célébrera d'ailleurs le 15 juin prochain son 50^e anniversaire à la Philharmonie de Luxembourg en présence des Souverains des trois pays, événement auquel la Chambre des Députés contribuera à conférer l'importance qui lui revient.

Les Maisons Richard et Printz – Regards sur un Quartier Historique de la Ville de Luxembourg

► Livre édité par la Chambre des Députés

Les Maisons Richard et Printz rénovées, inaugurées le 9 octobre dernier, hébergent l'administration de

la Chambre des Députés. L'îlot Richard-Printz constitue, avec le quartier des alentours, un lieu de

mémoire de la ville de Luxembourg situé dans une partie de la ville classée patrimoine culturel mondial de l'UNESCO depuis 1995.

La Chambre des Députés estime qu'il lui incombe de valoriser ce lieu en le présentant au public par la publication d'un livre édité par elle-même, sous la direction scientifique du Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg.

L'îlot Richard-Printz est présenté non seulement dans sa fonction actuelle qui est celle de lieu de travail pour l'administration de la Chambre des Députés, mais aussi en tant qu'un des plus vieux terrains lotissés de la ville de Luxembourg.

Le livre retrace l'histoire de tout un quartier, berceau de l'État et centre de la vie politique, avec ses habitants dès les premières années de la ville, avec, entre autres, l'Église St-Nicolas retrouvée devant la Chambre des Députés, le Cinéma de la Cour dans la rue de l'Eau ou encore le Conservatoire, dont le bâtiment est occupé aujourd'hui par le musée de la ville.

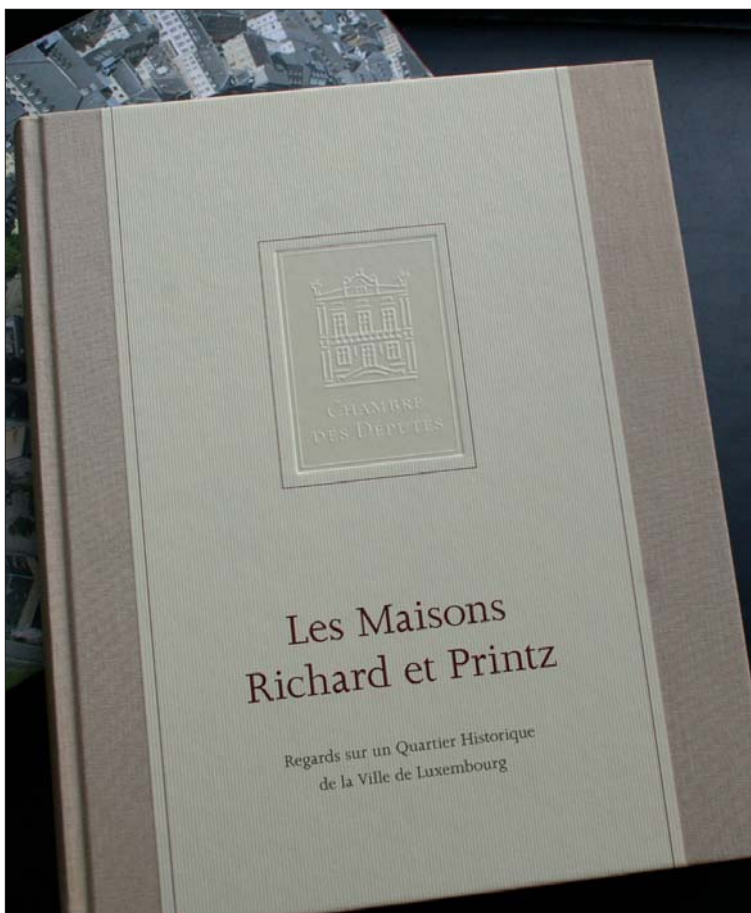
Le livre renseigne également sur les découvertes suprenantes faites lors des fouilles tant du Service des Sites et Monuments Nationaux que du Musée National d'Histoire et d'Art. Le livre est disponible en librairie au prix de 50 €.



(de gauche à droite) Le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, S.A.R. le Grand-Duc et le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen lors de la visite d'une nouvelle salle de commission, équipée de cabines pour traducteurs.

Visite grand-ducale

Fin novembre, S.A.R. le Grand-Duc a visité les Maisons rénovées Richard et Printz au numéro 23 de la rue du Marché-aux-Herbes. Ces locaux regroupent depuis début août 2006 la majeure partie du personnel de l'administration de la Chambre des Députés. Le Grand-Duc a pu se rendre compte sur place des conditions de travail améliorées tant pour les députés que pour les fonctionnaires et employés du Greffe.



Conférence interparlementaire à Bruxelles, les 4 et 5 décembre 2006

► Le futur de l'Europe: de la réflexion à l'action



Mme Lydie Err, M. Marcel Glesener et M. Charles Goerens ont représenté la Chambre des Députés à la conférence interparlementaire

Le titre ambitieux de la conférence de Bruxelles constituait un appel aux élus qui étaient venus nombreux: plusieurs centaines de membres des parlements nationaux des pays de l'Union européenne, des pays candidats, de la Norvège, ainsi que du Parlement européen discutaient autour de différents thèmes, tels que la Constitution européenne ou le financement de l'Union européenne.

«Dans le domaine de la politique étrangère, il n'y a pas trop, mais trop peu d'Europe»: cette idée a fait l'unanimité au groupe de travail discutant de la prévention des

conflits, groupe auquel assistaient les députés luxembourgeois Mme Lydie Err (LSAP), M. Charles Goerens (DP) et M. Marcel Glesener (CSV).

Beaucoup d'orateurs ont souligné que pour faire des progrès notables, il faudrait un accord sur la Constitution.

Le Président du Parlement de Finlande, M. Paavo Lipponen, fut d'ailleurs applaudi lors de l'annonce du vote de la Constitution le jour même, 5 décembre, par l'Eduskunta, le Parlement finlandais.

Jusque-là, seize parlements ont ratifié le Traité constitutionnel, deux l'ont rejeté et sept pays ont reporté sine die ou suspendu le processus de ratification: le Danemark, la Pologne, le Portugal, l'Irlande, la Suède, la République tchèque et le Royaume-Uni. Dans les mois à venir, seule la République tchèque pourrait éventuellement encore se prononcer.

La plupart des députés présents à Bruxelles se sont prononcés contre un morcellement du Traité de Constitution, tandis que quelques autres estimaient qu'il serait de toute façon mort après les rejets français et hollandais.

Une solution envisagée à Bruxelles pour sortir de l'impasse serait un protocole additionnel précisant certains points sensibles.

Le débat autour du financement futur de l'Union européenne a abouti au constat que le système de financement actuel présenterait des défauts très graves.

«Les politiques européennes majeures ne peuvent être financées (...). Le souhait général est de parvenir à un accord politique en 2008-2009 pour une application progressive de la réforme, au plus tard à partir de 2014.», note le rapport de l'eurodéputé français Alain Lamassoure (PPE-DE).

Les députés ont quasi unanimement rejeté l'idée d'introduire un impôt nouveau directement affecté à l'Union européenne. Il importe de savoir que la marge de manœuvre actuelle n'est pas épuisée: si le budget européen est limité à 1,27% du PIB de toute l'Union européenne, le budget 2007 se situe à 0,99% du PIB.

► Échec inévitable?



MM. Claude Adam et Laurent Mosar au cours d'une conférence de presse à leur retour de Genève

Les députés MM. Claude Adam et Laurent Mosar sont rentrés inquiets de Genève, où ils représentaient la Chambre des Députés – début décembre – à la Conférence parlementaire annuelle sur l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

En effet, l'avenir du cycle de Doha semble plus que compromis. Selon M. Laurent Mosar, la cause en est le mode de fonctionnement de

l'OMC: «L'unanimité à 150 membres est simplement une utopie!» Le député luxembourgeois plaide pour une réforme permettant le passage à la règle de l'unanimité qualifiée.

Et si l'échec était inévitable? «Ce sera la fin du multilatéralisme, synonyme de retour à la loi de la jungle», estime M. Claude Adam. Les pays les moins développés en seraient les principales victimes.

► 37^e séance plénière du CPI à Namur



(de gauche à droite) Les députés MM. Claude Adam, Henri Grethen et François Maroldt ainsi que le secrétaire général M. Claude Frieseisen

La 37^e séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional s'est tenue au Parlement de Wallonie le vendredi 15 décembre sous la présidence de M. José Happart, Président du CPI jusqu'en décembre 2007.

Les délégués des assemblées parlementaires de la Grande Région ont adopté quatre recommandations portant sur l'école de la deuxième chance, le potentiel de la biomasse, une communauté des transports en commun pour la

Grande Région et le développement de la coopération des universités de la Grande Région.

La Chambre des Députés était représentée par les députés MM. Claude Adam, Henri Grethen et François Maroldt.

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Congé parental

5161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

4. du Code du Travail;

5. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

6. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le projet de loi sous rubrique a pour objet essentiel de modifier et de préciser les dispositions légales relatives au congé parental telles qu'elles résultent de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raison familiales, et ce afin de pallier aux difficultés d'interprétation et d'application pratiques. Ce faisant, la mise en œuvre des nouveaux instruments s'en trouvera améliorée.

Le congé parental fut institué au niveau européen par la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 qui a repris l'accord-cadre conclu en la matière par l'UNICE, le CEEP et le CES et qui prévoit l'introduction d'un droit individuel à un congé parental pour les travailleurs en raison de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Ladite directive fut transposée au Luxembourg par la loi du 12 février 1999. Au départ, il était prévu que les partenaires sociaux introduisent le congé parental via un accord collectif. Ces derniers n'étant pas parvenus à trouver un compromis, le Gouvernement a dû intervenir par le biais d'une loi. La loi du 12 févier 1999 a fait l'objet d'une évaluation en novembre 2002, conformément à ce qui avait été prévu par la loi elle-même.

Au vu des résultats de l'étude et compte tenu du fait que la majorité des partenaires so-

ciaux et de la population s'est prononcée pour le maintien des dispositions relatives au congé parental, le Gouvernement a décidé de reconduire le congé parental et le congé pour raisons familiales et de les maintenir au-delà du 31 juillet 2003. Il est rappelé dans ce contexte que l'article 19 de la loi du 12 février 1999 a non seulement prévu que les dispositions relatives aux différents congés institués soient évaluées, mais aussi que la durée du congé parental soit automatiquement réduite en l'absence de l'entrée en vigueur avant le 31 juillet 2003 d'une loi prévoyant la prorogation du régime actuel. Le Gouvernement, ensemble avec les partenaires sociaux, a encore suggéré à cette occasion de clarifier le cadre juridique du congé parental afin de résoudre, dans la mesure du possible, les problèmes d'organisation rencontrés par les entreprises dans la gestion du congé parental.

Le projet de loi sous rubrique apporte un certains nombre d'innovations et de modifications majeures:

- intégration des dispositions relatives au congé parental dans le Code du travail et au niveau des législations relatives au statut des agents du secteur public;
- précision du critère de base du droit du congé parental;
- subordination du droit au congé parental au maintien du contrat de travail pendant toute la durée du congé parental;
- atténuation de la condition d'occupation et de l'affiliation continue;
- atténuation des dérogations en cas de changement d'entreprise;
- extension des délais de demande pour le congé parental consécutif au congé de maternité;
- définition de la durée de travail;
- précision des conditions dans lesquelles il peut être mis fin au contrat de travail suite au congé parental et de la procédure y afférente;
- précision et limitation des hypothèses où l'employeur peut refuser un congé parental;
- garantie de réinsertion et maintien du lien avec l'entreprise pendant le congé parental;
- report du congé parental en cas d'interruption par un nouveau congé de maternité;
- prise en compte de l'indemnité du congé parental dans le calcul du RMG et «proratisation» de l'indemnité en cas de cessation du congé parental.

amendée, à savoir celui de la personne ou autorité qui, en dernière analyse, décide du placement. Dans l'état actuel de la loi c'est, aux termes de l'article 5, le directeur de l'établissement, ou désormais le responsable du service de psychiatrie de l'hôpital général, qui «admet» le patient, en d'autres mots qui le place. Il résulte cependant d'une étude comparative réalisée pour le compte de la Commission Européenne par le «Zentralinstitut für psychische Gesundheit» de Mannheim que dans la plupart des pays de l'Union européenne la décision de placer relève d'une autorité judiciaire. Pareille procédure paraît également plus conforme avec la récente Recommandation du Conseil de l'Europe (2004) 10 du Comité de Ministres aux États membres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux.

Mais il est vrai que l'article 20 de cette Recommandation exigeant une décision «prise par un tribunal ou une autre instance compétente» prête à interprétation.

Les consultations menées ont cependant vite fait apparaître des dissensions quant à l'opportunité de faire de la décision de placement une décision judiciaire. Aussi, comme la décentralisation de la psychiatrie est désormais une réalité, le Gouvernement a-t-il jugé préférable de faire passer dans un premier temps ce volet de la question, quitte à revenir ultérieurement sur le caractère judiciaire ou non de la décision de placement. À cette occasion, d'autres questions abordées par la Recommandation, telles que celles de l'isolement et de la contention de la personne placée et du traitement involontaire, devront être abordées.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 12.07.2005	
Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol	
Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):	
29.09.2005	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
19.10.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 07.12.2006	

Conférence de La Haye

5535 - Projet de loi portant approbation des amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005

Le projet de loi sous rubrique entend approuver les amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé adoptés par la Conférence lors de sa 20^e session le 30 juin 2005.

La Conférence de La Haye de droit international est une organisation internationale qui œuvre, depuis la fin du 19^e siècle, pour l'harmonisation et l'unification progressive des règles de droit international privé. Elle fut créée en 1893 à l'initiative du Néerlandais Tobias Michael Carel Asser, qui devint Prix Nobel de la Paix en 1911. La Conférence de La Haye de droit international a adopté son Statut en 1955.

À l'heure actuelle, plus de soixante États sont membres de la Conférence de La Haye de droit international. Le 19 décembre 2002, la Communauté européenne a fait la demande pour devenir membre de cette prestigieuse organisation. Or, pour admettre la Communauté européenne, le Statut de la Conférence de La Haye a dû être modifié préalablement.

Les États membres de la Conférence de La Haye se sont exprimés en faveur d'une adaptation du Statut de la Conférence de La Haye lors de sa 20^e session, qui s'est tenue le 30 juin 2005. Cette modification permettra non seulement à la Communauté européenne, mais également à toute organisation régionale d'intégration économique à laquelle ses États membres ont transféré leur compétence en matière de droit international privé, d'être admise en tant que membre de la Conférence de La Haye.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 20.05.2003	
Rapporteur: M. Jean-Paul SchAAF	
Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):	
25.10.2005	Désignation d'un nouveau rapporteur Présentation des amendements gouvernementaux par Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
26.10.2005	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07.12.2005	Présentation et vote de nouveaux amendements parlementaires
26.06.2006	Présentation d'amendements gouvernementaux
27.07.2006	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
06.11.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.12.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 13.12.2006	

Décentralisation de la psychiatrie

5490 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

La présente réforme tend à apporter dans la législation les changements rendus nécessaires par la décentralisation de la psychiatrie. Certes, la législation actuelle ne s'oppose pas en principe à cette décentralisation. Elle n'identifie en aucune façon le CHNP

comme seul établissement pouvant accueillir des personnes placées, mais évoque bien au contraire en plusieurs endroits le placement dans un «établissement ou service psychiatrique fermé». Il n'en reste pas moins que la rédaction de la loi est faite dans l'optique d'un placement en établissement spécialisé. C'est ainsi qu'elle confère au «directeur de l'établissement» certaines attributions qui devraient passer dans un hôpital général au responsable du service de psychiatrie. Ensuite et surtout un des objectifs de la décentralisation tend à réserver le placement initial aux services de psychiatrie des hôpitaux généraux, l'établissement spécialisé ne prenant en charge que les patients nécessitant une hospitalisation plus prolongée. Ce volet de la réforme requiert absolument l'intervention du législateur.

Le Gouvernement a profité de l'occasion pour engager une réflexion sur un autre aspect de la loi en vigueur, susceptible d'être

Interdiction de vente d'alcool aux moins de 16 ans

5543 - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans

Le projet de loi vise à étendre l'interdiction de la vente d'alcool aux jeunes de moins de seize ans à tous les commerces, notamment aux supermarchés et stations-service.

Actuellement, pareille interdiction concerne exclusivement les débits de boissons concernés par l'article 20 de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets et selon lequel «il est interdit de servir ou d'offrir des boissons alcooliques à des mineurs de seize ans.»

À part donc les débits de boissons, la législation luxembourgeoise en matière de vente

et de consommation d'alcool ne comporte aucune disposition spécifique relative aux mineurs d'âge. Or, force est de constater que la consommation d'alcool parmi les jeunes représente un problème préoccupant. Les premiers contacts avec l'alcool ont tendance à se situer à un âge de plus en plus jeune.

Différentes études ont montré qu'au Luxembourg, tout comme dans les autres pays membres de l'Union européenne, l'âge moyen à partir duquel les mineurs commencent à consommer des boissons alcooliques a tendance à baisser de manière inquiétante.

Cette situation a amené le Gouvernement à proposer la présente interdiction qui s'ajoute d'ailleurs à une autre mesure en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006 consistant à frapper lesdits alcopops d'une taxe substantielle.

Malgré toutes les bonnes intentions, il faut rester conscient que l'interdiction proposée

par le présent projet, si elle est importante, ne suffira toutefois pas à elle seule à endiguer le phénomène de la consommation d'alcool chez les jeunes. N'oublions pas que l'interdit peut paraître particulièrement attrayant aux yeux des jeunes. À côté d'une res-

ponsabilisation accrue des commerçants, il faudra donc procéder à de larges campagnes de sensibilisation au niveau de l'éducation que ce soit dans la sphère familiale ou au sein respectivement dans l'entourage de l'école.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.02.2006	
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol	
Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale	
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):	
09.03.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
19.10.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 07.12.2006	

Immigration

5572 - Projet de loi portant:

1. transposition

- de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;

- de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;

- de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;

- de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers;

2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant

1. l'entrée et le séjour des étrangers;

2. le contrôle médical des étrangers;

3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère

Le présent projet de loi transpose en droit luxembourgeois quatre directives qui traduisent la volonté européenne de mettre en place une politique commune de lutte contre l'immigration clandestine et modifie la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. À noter qu'en raison de l'expiration du délai de transposition de trois des directives, il est exclu d'attendre, comme initialement envisagé, l'élaboration de la nouvelle loi sur l'immigration pour transposer ces directives. Il a par ailleurs été profité de l'occasion pour effectuer un toilettage rédactionnel de la loi modifiée du 28 mars 1972, en tenant compte notamment de la conversion en euros et en adaptant la terminologie entre

autres à l'Arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des Ministères.

Les directives suivantes sont transposées:

- La directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 vise la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers. Son objectif est d'assurer une plus grande efficacité dans l'exécution des décisions d'éloignement.

Suivant l'article 14.-1. nouveau, le Ministre ayant l'Immigration et l'Asile dans ses attributions peut reconnaître une décision d'éloignement prise à l'encontre d'un ressortissant d'un pays tiers par une autorité administrative compétente d'un autre État, lorsque cet étranger se trouve sur le territoire luxembourgeois sans y être autorisé à séjourner et quand la décision d'éloignement est notamment fondée sur une menace grave et actuelle pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

- La directive 2001/50/CE du Conseil du 28 juin 2001 complète les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen concernant certaines obligations des transporteurs. Elle étend le champ d'application des amendes infligées aux transporteurs coupables d'un manquement à leur obligation de contrôle des documents de voyage. La directive impose aussi au transporteur de trouver le moyen de réacheminement et la prise en charge des frais de séjour et de retour de la personne en cause.

- La directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définit l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers. Le nouvel article 33 de la loi modifiée du 28 mars 1972 retient que sont punis d'un emprisonnement de 1 mois à 3 ans et d'une amende de 500 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement ceux qui, par aide directe ou indirecte, auront sciemment facilité ou tenté de faciliter l'entrée ou le transit irréguliers ou, dans un but lucratif, le séjour irrégulier d'un étranger.

- La directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 vise l'obligation des transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers aux autorités chargées du contrôle aux frontières avant la fin de l'enregistrement.

GALILEO

5586 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1^{er} décembre 2005

Le système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil, souvent appelé GALILEO, est un programme européen de radionavigation par satellites. Lancé à l'initiative de la Commission européenne et déve-

loppé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA), il mènera au développement d'une nouvelle génération de services universels dans des secteurs tels que les transports, les télécommunications, l'agriculture ou la pêche.

Les promoteurs de GALILEO entendent stimuler la coopération autour de leur système en associant une série d'autres pays au projet, à son développement et à son exploitation. Les lois approuvant les accords avec les États-Unis, la Chine et l'État d'Israël ont déjà été votés. Le présent texte a pour objet d'approuver l'accord avec l'Ukraine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.06.2006	
Rapporteur: M. Lucien Thiel	
Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture	
(Président: M. Fred Sunnen):	
25.10.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 07.12.2006	

Diversité culturelle

5592 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection

et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005. La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles consacre en droit la reconnaissance internationale du droit souverain des États de mettre en œuvre des politiques culturelles qui assurent le développement de secteurs culturels forts et d'élaborer des politiques culturelles en vue de promouvoir la diversité des expressions culturelles.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.06.2006	
Rapportrice: Mme Martine Stein-Mergen	
Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture	
(Président: M. Fred Sunnen):	
25.10.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 07.12.2006	
Loi du 13 décembre 2006.	
Mémorial A: 2006, N°215, page 3738	

Coopération mexicano-luxembourgeoise

5604 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006

Le projet de loi vise à approuver l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique, signé à Mexico, le 16 février 2006.

Cet accord bilatéral constitue un accord de coopération culturelle avec un pays du continent américain et entend établir des rapports plus étroits entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales dans le domaine de la culture, de la jeunesse et des sports.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.05.2006	
Rapporteur: M. Marc Angel	
Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration	
(Président: M. Ben Fayot):	
26.06.2006	Désignation d'un rapporteur
17.07.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État et de l'avis de la Chambre de Commerce
	Adoption d'amendements
11.09.2006	Échange de vues sur la nouvelle version du projet de rapport
06.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 07.12.2006	

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.08.2006	
Rapporteur: M. Marcel Oberweis	
Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture	
(Président: M. Fred Sunnen):	
25.10.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 07.12.2006	

Annulation des dettes

5610 - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement et

- à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

Lors du sommet du G-8 (grands pays industrialisés) à Gleneagles du 9 juillet 2005, les Chefs d'État ont convenu l'annulation de la dette multilatérale des pays ayant atteint le point d'achèvement (ayant satisfait aux critères qui permettent un allègement intégral de la dette promis au point de décision) au titre de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés), pour la plupart africains, menée conjointement par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Cette décision se situe dans le cadre d'une solution d'ensemble destinée à aider ces pays à atteindre d'ici 2015 les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), visant à réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Conformément à cette initiative, 100% des créances de certains des pays les plus pauvres à l'égard des trois principaux organismes prêteurs multilatéraux, à savoir le Fonds Africain de Développement (FAD), l'Association Internationale de Développement (AID) au sein de la Banque mondiale et le FMI, devraient être annulés.

Le but de l'initiative IADM est d'octroyer un allègement de dette supplémentaire aux pays ayant atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE ou qui vont l'atteindre dans les prochaines années. Le coût total de l'initiative (AID, FMI et FAD) se chiffre à 40 milliards USD pour les 18 pays qui avaient atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE, et à 55 milliards USD au fur et à mesure que d'autres pays seront retenus. Le coût pour l'AID est estimé à 37 milliards USD.

La participation du Grand-Duché à l'initiative IADM se limite au cas de l'AID étant donné

que, d'une part, l'annulation de la dette due au FMI est financée sur ressources propres, et que, d'autre part, le Luxembourg n'est pas membre de la Banque Africaine de Développement.

L'annulation des dettes multilatérales représente un engagement financier luxembourgeois d'environ 29,52 millions d'euros étalé sur la période 2007-2043. Cette durée de 37 ans correspond à la durée des crédits accordés par l'AID et se compose de trois sous-périodes:

Période 1 – durée résiduelle de l'AID-14: 15 janvier 2007 – 25 janvier 2008;

Période 2 – partie résiduelle de la première décennie: 15 janvier 2009 – 15 janvier 2016;

Période 3 – les trois décennies suivantes: 15 janvier 2017 – 15 janvier 2043.

L'instrument de contribution, déposé le 23 mai 2006 par le Luxembourg, prévoit les engagements suivants pour notre pays:

- Un engagement non conditionnel pour la période 1 à hauteur de 650.000 euros sera exécuté par l'accélération des décaissements sur bons du trésor émis en faveur des 13° et 14° reconstitutions des ressources financières de l'AID.

- Les engagements relatifs aux périodes 2 et 3 sont soumis à l'approbation de la Chambre des Députés. À cet effet sont émis des bons du trésor, à rembourser par les crédits budgétaires annuels du Ministère des Finances en faveur des institutions financières internationales. Cette contribution annuelle varie sensiblement durant les périodes 2 et 3, en passant par un maximum de 1.470.000 euros en 2023. Le tirage des bons est prévu d'après l'échéancier suivant:

Le présent projet de loi permet d'ôter toute conditionnalité à la participation du Grand-Duché à l'IADM. En participant au financement de l'IADM, le Luxembourg s'engage également à respecter le principe d'additionnalité qui permet d'éviter que les donateurs ne compensent leurs participations à l'IADM par une diminution de leurs contributions aux reconstitutions régulières de l'AID.

vant à 24.000.000 euros au moins,

- la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,

- le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,

- la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies)

et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes

Le projet de loi fait suite à la décision de la Commission européenne du 19 juillet 2006 concernant le régime d'aide C 3/2006 mis en œuvre par le Luxembourg en faveur des sociétés holding «1929» et des holdings «milliardaires». Plus précisément, les dispositions du projet de loi s'articulent sur cinq axes:

- La loi modifiée du 31 juillet 1929 est abrogée à partir du 1er janvier 2007.

- Les avantages du régime fiscal holding 1929 ne pourront plus être accordés à des sociétés créées à compter du 20 juillet 2006.

- Une période transitoire est prévue pendant laquelle les sociétés holding 1929, constituées avant le 20 juillet 2006 continueront à bénéficier du régime pendant la période entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2010 au plus tard.

- Les sociétés holding 1929 constituées avant le 20 juillet 2006 cessent de bénéficier du régime fiscal, à partir de la date de cession, si toutes ou partie des actions ou parts de la société holding 1929 sont cédées à un tiers.

- Certains transferts et transmissions limitativement énumérés par le projet de loi ne remettent pas en cause le bénéfice du régime transitoire applicable aux sociétés holding 1929 existantes.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.09.2006 Rapporteur: M. Norbert Hauptert
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar): 30.11.2006 Désignation d'un rapporteur 07.12.2006 Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 13.12.2006

Holding 1929

5624 - Projet de loi abrogeant:

- la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies),

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les so-

ciétés holding, pris en exécution de l'art. 1er, 7° alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'éle-

Code du travail

5626 - Projet de loi portant rectification du Code du travail

Le projet de loi a comme objectif de redresser quelques erreurs matérielles intervenues lors du regroupement des dispositions lé-

gales concernant le droit du travail dans le Code du travail faisant l'objet de la loi du 31 juillet 2006. En effet dans cette loi, certains articles ont été reproduits dans une teneur qui ne correspondait pas aux dispositions légales effectivement en vigueur au moment de l'adoption de la loi portant introduction d'un Code du travail.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 26.10.2006 Rapporteur: M. Marc Spautz
Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener): 05.12.2006 Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 13.12.2006



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ordre du jour

- 1. Communications
- 2. Ordre du jour
- 3. Dépôt d’une proposition de loi
- 4. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l’État pour l’exercice 2007

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d’État.

(Début de la séance publique à 15.04 heures)

D’Sitzung ass op.

» M. le Président.- Huet d’Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d’Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5638** - Projet de loi portant approbation de l’Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d’informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l’Immigration, le 24.11.2006

2) **5639** - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 24.11.2006

3) **5640** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le Règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d’Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l’égide des Nations Unies

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 27.11.2006

4) **5641** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le Règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 concernant la participation du Luxembourg à la mission ALTHEA de l’Union européenne en Bosnie-Herzégovine

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 28.11.2006

5) **5643** - Projet de loi portant approbation de l’Accord instituant la Conférence européenne de Biologie moléculaire, fait à Genève, le 13 février 1969

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l’Immigration, le 01.12.2006

6) **5644** - Projet de loi portant approbation de l’Accord instituant le Laboratoire européen de Biologie moléculaire, fait à Genève, le 10 mai 1973

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l’Immigration, le 01.12.2006

7) **5645** - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d’État, le 05.12.2006

3. Par lettre du 29 novembre 2006, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 23 au 26 octobre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l’accord entre la Communauté européenne et la Nor-

vège sur la révision du montant de la contribution de la Norvège prévue dans l’accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège concernant la participation de la Norvège aux travaux de l’Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies (OEDT);

- résolution sur l’établissement d’un partenariat stratégique entre l’Union européenne et l’Afrique du Sud;

- résolution sur l’immigration des femmes: le rôle et la place des femmes migrantes dans l’Union européenne;

- résolution sur les relations entre l’Union européenne et la Russie après l’assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa;

- résolution sur le cancer du sein dans l’Union européenne élargie;

- résolution sur le rapport annuel de la Commission au Parlement européen sur les activités antidumping, antisubventions et de sauvegarde des pays tiers à l’encontre de la Communauté;

- résolution sur le cinquantième anniversaire de la révolution hongroise de 1956 et sa signification historique pour l’Europe;

- résolution sur les suites données à l’avis du Parlement sur la protection de l’environnement: lutte contre la criminalité, infractions et sanctions pénales;

- résolution sur la stratégie de l’Union européenne en vue de la conférence sur les changements climatiques de Nairobi.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d’Präsidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d’Presentatioun vum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 5600, de Statsbudget fir d’Joer 2007.

Muer de Mëtteg um dräi Auer - net wéi gewinnt um hallwer dräi, mä um dräi Auer - d’Ausféierunge vum Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker souwéi den Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d’Joer 2007. A muer hu mer och um Ordre du jour de Projet de loi 5535 iwwert d’Conférence de La Haye.

Iwwermuer, en Donneschdeg, de Projet de loi 5490 iwwert de Placement vu mental gestéierte Leit an zouenen Anstalten. Zweitens, de Projet de loi 5543 iwwert d’Verbidde vum Verkaf vun Alkohol u Jonker ënner 16 Joer. Duerno de Projet de loi 5592, en UNESCO-Ofkommes. Dann e weidert Ofkommes tëschent der Europäescher Unioun an der Ukraine iwwer e weltwäiten Navigatiounssystem. A schlussendlech en Ofkommes mat Mexiko iwwer eng Kooperatioun an de Beräicher vun der Erzéiung, der Kultur, der Jugend an dem Sport. A schliesslech, als leschte Punkt um Ordre du jour, e Projet iwwer eng Transposition vum EU-Direktiven, déi sech mat der Immigratioun befaassen.

Ass d’Chamber mat deem Ordre du jour averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Den Här Fayot wëllt d’Wuert, denken ech, fir d’Motioun, déi d’Madame Brasseur abruecht hat, iwwert d’Reformen am Enseignement.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Jo, Här President. Déi Motioun, déi ass an der Kommissioun diskutéiert ginn, an doriwwer ass och ofgestëmmt ginn. D’Kommissioun freet, dass déi Motioun virun d’Chamber kënnt. Mir hate geduecht, dat dës Woch nach ze maachen, mä et ass vläicht awer besser, wa mer et d’nächst Woch maachen, en Donneschdeg, de 14., direkt am Ufank vun der Sitzung, sou dass mer den Ordre du jour vun dëser Woch net brauchen ze änneren.

» M. le Président.- Très bien. D’Motioun vun der Madame Brasseur: d’nächst Woch, nächsten Dënschdeg, gegebenenfalls no der Heure de questions, wa mer där eng hätten. D’accord?

» Mme Anne Brasseur (DP).- En Donneschdeg.

» M. le Président.- Ah, dësen Donneschdeg?

» Une voix.- Neen, d’nächst Woch, de 14.

» M. Ben Fayot (LSAP).- Donneschdes, de 14., um hallwer dräi, wann d’Sitzung ugeet normalerweis.

» M. le Président.- Très bien.

Den Här Mehlen huet d’Wuert gefrot.

3. Dépôt d’une proposition de loi

» M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, entsprechend den Article 55 a 56 vun eiem Reglement hunn ech d’Freed an d’Éier, lech eng Proposition de loi hei ze presentéieren. An zwar betrëfft se d’Organisatioun vun engem Referendum iwwert d’Realisatioun vun enger ënnerierdescher Zuchstreck ënnert der Stad mat en etlech Arrëten um Terrain vun der Stad.

5646 - Proposition de loi portant organisation d’un référendum populaire concernant la réalisation d’une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg

» M. le Président.- Ech ginn dem Här Mehlen Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi an déi legislativ Prozedur ageleet gëtt.

Mir kommen dann zum éischten an eenzege Punkt vun eiem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dem Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Statsbudget fir d’Joer 2007. An dat esou, wéi et am Artikel 105 vun Chamberreglement festgehalten ass. D’Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel!

4. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l’État pour l’exercice 2007

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Kollegeinnen a Kollegen, Dir erënnert lech nach vläicht un d’Olympiad 2004 deemools zu Athen, an un de Marathon vun de Männer, deen e bëssen en eegenaartegt Enn fonnt hat. Bei Kilometer 35 louch de Brasilianer Vanderlei de Lima mat 48 Sekonne Virsprong un der Spëtzt, wéi en du vun engem aus dem Publikum vun der Strooss gerappt ginn ass. Deen Aarmen huet zwar duerno erëm ugesat, mä hie war duerch de Virfall aus sengem Rhythmus komm a gouf du vun zwee Konkurrenten iwwerholl, esou datt um Enn nëmme méi d’Bronzëmedail fir hie Rescht bliwwen ass.

Firwat ech lech elo déi Geschicht grad hei erzielen? Mä ganz einfach, well ech bei der Analys vun eiser Budgetssituatioun ëmmer erëm un deen ongléckleche Brasilianer erënnert gi sinn. Well kuckt: Och Lëtzebuerg louch mat senge Statsfinanzen ëm-

mer un der Spëtzt, bis dunn 2001 d’Bourssé mat hiner Baisse no der geplatztter Internets-blos an der Attack op d’Twin Towers zu New York eis de Fouss gesat hunn, a mir aus dem Trëtt gerode sinn. Wuel leie mir nach ëmmer gutt an der Course, fir déi meescht vun eisen europäesche Partner souguer beneidenswäert gutt, awer mir kréien eben net méi den éischte Präis, op d’mannst esou laang net, bis mer erëm aus deem Budgets-lach eraus sinn, an dat mer virun e puer Joer geruscht sinn.

De Verglach mat eiem brasilianesche Marathonleefer hält awer Gott sei Dank och schonn do op. Well am Contraire zu him, kënne mir et nach fäerdeg bréngen, erëm no vir un d’Spëtzt ze kommen. An dat misst eis och geléngen, wa mir eis nëmme richtig uleeën.

Allerdéngs setzt dat viraus, datt mir eis mat den Ursaache vun eiser Budgetsentgleichung auserneesetzen an eis net drop beschränken, de Boursen, op déi mer jo souwisou keen Afloss hunn, d’Schold un eiem - loosse mer soen - relative Misär ze ginn.

Well et sinn net d’Finanzmäert eleng, déi eis aus dem Trëtt bruecht hunn. Et hunn och aner Facteure matgespillt, op déi mir am Géigendeel zu de Boursé wuel schonn eng Handhab hunn, fir net ze soen, un deene mir - net eng bestëmmte Regierung oder eng bestëmmte Partei, neen, mir alleguerte wéi mir hei sëtzen, an och nach e puer anerer dobaussen am Land - net ganz onschëlleg sinn.

Dofir loosse mer d’Finanzmäert als Troublemaker op der Säit a beschäftegen eis mat eis selwer a mat deene Feeler, déi eis an der Vergaangenheet ënnerlaf sinn, an déi mir zum Deel bis haut nach mat eis erëmschleefen.

Keen Zweifel: Mir sinn nach ëmmer gutt. Mir sinn nach ëmmer d’Championen an enger ganzer Rëtsch vun Disziplinen. Mä egal wéi gutt een ass, et kann een awer besser ginn. A well mir vläicht awer net méi esou gutt sinn, wéi Einzelner vun eis nach mengen, hu mir all Ursaach, eis eeschlech mat eise Schwächen ausenanerzesetzen an eis op déi hënnescht Been ze setzen an ze probéieren, erëm ganz no vir ze kommen.

Fir dat fäerdeg ze bréngen, musse mer eis dann e Fahrplang ginn. Op deem huet fir d’alleréischte de Retour zum Budgetsgläichgewicht ze stoen, well ouni ausgeglache Statsfinanze léisst sech op Dauer keng seriö Politik maachen, a scho guer keng, déi Akzenter setzt an déi d’Land fit fir d’Zukunft mécht.

Da musse mer derfir suergen, datt déi öfentlech Investitiounsfongen erëm opgepappelt ginn, déi lues awer sécher amgaange sinn ausedréchen an déi spéitstens an zwee Joer eidel sinn, wa mir se net e bësse méi massiv fidderen, wéi dat am Moment mam Budget méiglech ass.

Bis dohinner musse mer eis och doriwwer kloer gi sinn, datt mir mat der Zäit eng Rëtsch strukturell Problemer opgekéipt hunn. An der Héichkonjunktur vun den 90er Joren hu mer déi liicht iwwersinn, mä entretemps hu se sech net zulescht doduerch bemierkbar gemaach, datt d’Recetten an d’Dépenses ëmmer méi auserneegedrift sinn. Deene Strukturdefizienze musse mer seriö op de Pelz réckelen, wa mer op laang Siicht eis Statsfinanzen am Equiliber halen an en plus eist Land a seng Leit esou gutt wéi méiglech op d’Zukunft preparéiere wëlen.

Ob et eis gefällt oder net, laanscht dee Fahrplang komme mer net. Dëst ëmsou manner, well d’Welt net stoe bliwwen ass a munches net méi esou richtig an déi nei Welt passt, wat eis mat der Zäit un d’Häerz gewuess ass.

Déi nei Welt stellt och eis, elo hätt ech bal gesot, eis verwinnte Lëtzeburger, virun nei Erausforderungen. Mir kënnen d’Aen zoumaachen an déi Défien ignoréieren. Mir kënnen och wéi rabbelkappeng Kanner drop reagéieren a refuséieren eis mat deenen Erausforderungen ofzeginn, well si kënnen eis jo emol dat eent oder dat anert klengt Affer ofverlaangen. Emol net an deem, wat mer hunn, mä bei deem, wat mer nach gäre méi hätten.

Mir kënnen eis awer och deenen Erausforderunge vun där neier Welt stellen, där eu-

ropäescher an där globaliséierter Welt, an deeselwechte Courage opbrénge, mat deem eis Pappen a Mammen, eis Grousspäpp an eis Groussmammen ähnlech Situatiounen zu hirer Zäit gemeeschtert hunn an domat och dofir gesuergt hunn, datt et eis bis elo dach net allze schlecht gaangen ass. Ech mengen, fir eis kann nëmmen déi lescht Alternativ a Fro kommen.

Dat wat ech elo beschriwwen hunn, war dann och den Hannergrond bei den Iwwerleeungen an den Diskussiounen, déi Är Finanz- a Budgetkommissioun, Här President, an deene leschte Woche gemaach huet. Mir hunn eis bei der Analys vum Budgetsprojert, deen eis d'Regierung ufanks Oktober virgeluecht hat, virun allem, fir net ze soe bal eleng, vun deem enge Gedanke leede gelooss: wéi een op Dauer dëst Land nach méi erfollegräich a seng Bewunner nach méi zefridde maache kënn.

Och wann an der Kommissioun alt emol d'Meenungen iwwert d'Mëttel an d'Weeër ausenanergaange sinn, wéi een am beschten dohinner kënn, ware mer eis dach awer am grouse Ganzen iwwert d'Zilsetzung d'accord. Duerfir ass et dann och net weider verwonnerlech, datt déi Zilsetzung de Meter war, mat deem mir dese Budgetsprojert fir 2007 gemooss hunn.

Här President, Dir wësst et, esou e Budget ass näischt Einfaches. Fir een, dee weider näischt direkt domat ze dinn huet, ass et souguer e Buch mat siwe Sigelen. Do kann een nach esou interesséiert sinn un der Politik am Allgemengen an um Budget am Besonneschen, soubal wéi ee mierkt, datt een den Duerchbléck net méi huet, leet een déi Pabeierzill, dës Kéier ass et eng orange, op d'Säit an et amëséiert ee sech mat eppes anescht.

Esou soll et awer just net sinn. Schliesslech brezte mir eis gär mat eiser Demokratie, dat heescht mat där Statsform, an där all Pouvoir vum Bierger auszegoen huet. Wéi awer soll deen aarme Bierger seng Prärogativen notze kënnen, wann déi ganz Politik, déi jo a sengem Numm a fir hie veranstalt gëtt, iwwer säi Kapp ewech geet an hien iwwerhaupt net matdécidéiere kann? An dat scho guer net en connaissance de cause, well hien net am Bild ass.

A fréieren Zäiten, wéi se et nach net esou genau mat der Demokratie geholl hunn, waren déi, déi d'Suen haten, déi d'Soen haten, Pardon - och d'Suen -, drop aus,...

(Interruptions)

Majo, et war datselwecht.

...datt d'Vollek esou mann wéi méiglech wouss, well dat d'Regiere vill méi licht gemaach huet. „Obskurantismus“ gouf dat Verhale genannt, well dat Wëssen, dat jo bekanntlech Muecht bedeit, systematesch fir dee verdäischtert ginn ass, deen dunn nach kee Bierger, mä e Sujet oder en Untertan war.

Et kann ee beileiwen net behaupten, datt haut nach een demokratesch gewieltene Politiker drop aus wier, däärs Obskurantismus ze bedreiwen. Mä den onbewossten Obskurantismus, deen, deen net ausdrécklech gewollt ass, mä dee sech awer ënnerschwelleg breetmécht, dee gëtt et wuel och nach haut. Wann e Bierger sech desinteresséiert vun der Politik ofwennt, well him dat, wat do gebuede gëtt, spuenesch virkënn, dann ass dat näischt anescht wéi d'Resultat vun deem modernen Obskurantismus, dee kee wëllt a kee gesäit an deen dach present ass. An deen dofir suergt, datt eis ugebieten Demokratie eigentlech nëmmen eng theoretesch ass, déi esou bal nach net de Wee an d'Praxis vum Alldag fënn, wa mir esou weiderfueren. Dat awer därerf net sinn!

Wa mir déi Statsform, déi mir eis verschriwwen hunn, och wierklech eescht huelen, da musse mer dofir suergen, datt de Bierger méiglechst gutt an iwwer alles informéiert gëtt. Well nëmmen e Bierger, deen am Bild ass, deen interesséiert sech fir d'Politik, deen denkt mat, dee schwätzt mat an en décidéiert mat. Esou an net anescht huet et ze sinn.

Elo huet awer just bei dësem Budget Är Finanzkommissioun misse feststellen, datt mir amgaange sinn, genee den ëmgekéierte Wee ze goen. Net wëllentlech a vläicht souguer emol net bewosst, mä awer an déi

falsch Richtung. D'Erklärung fënn een do, wéi esou dacks, an Europa, mä prezis an de Bestëmmungen, déi d'Bréisseler Kommissioun opgrond vum Maastrichter Vertrag erausginn huet an déi genau festleeën, no wéi enger Method d'Memberslänner hir Finanzdonnéeën op Bréissel liwwere mussen. Déi Donnéeën, déi dann do kontrolléiert ginn, fir datt och assuréiert gëtt, datt d'Maastricht-Kritären agehale ginn. Dofir och de Begrëff vun der Maastricht-Method, mat deem ech lech elo e bësse ploeg muss.

Fir d'Anhale vun deene Maastricht-Kritäre kontrolléieren ze kënnen, huet Bréissel e Kontabilitéitsstandard agefouert, dee SEC 95 heescht, SEC fir „Système européen des comptes“, a 95 wuel well et hie säit 1995 gëtt. Dee Standard déngt virun allem dem Eurostat bei senger Vergläichsstatistiken, well dee jo schlecht Äppel mat Biren zesummerechne kann, wann et drëms geet, déi eenzel EU-Staten an hir divers Date mateeneen ze vergläichen. Et ass nëmmen normal, datt Bréissel elo vu jiddferengem Donnéeën nom SEC 95 verlaangt, wat dann déi national Autoritéiten dozou zwéngt, déi Norm och bei sech ze applizéieren.

Dat ass awer méi séier gesot wéi gemaach! Well déi eenzel EU-Membere si bis elo no hirer eegener Kontabilitéitsmethod gefuer - déi, déi mir hunn, zum Beispill, ass emol nach keng zéng Joer al - a si di sech dofir schweier mat deem neien Eenheitsstandard. Mä egal wéi, si kommen net derlaanscht, an de saueren Apel ze bäissen an op de SEC 95 ëmzeschalten. Dat gëllt selbstverständlech och fir Lëtzebuerg.

Fir de Moment fuere mir zweegleiseg. Fir eise Budget, dee mir elo stëmme sollen, gëtt nach d'Comptabilité de l'État nom klasschesche Muster benotzt, mä déi Zuelen, déi d'Regierung op Bréissel mell, déi ginn nom SEC 95 zesummegeallt. Dat huet als Resultat, datt mir elo mat zwou Zorte Chifferen hantéieren, déi sech zwar op datselwecht bezéien, mä déi awer trotzdem net d'selwecht sinn. Sollt also ee sech d'Méi ginn, de Budget, deen orangen, ze studéieren, a sech dernieft och nach der Regierung hir Donnéeën zu Gemitt féieren, déi si virun zwou Wochen op Bréissel geschéckt huet, da wäert hie seng léif Méi hunn, sech an deem Duercherneen erëmfefannen, well do stëmmt kaum eppes mat deem aneren iwwereneen.

Well et awer am Prinzip nëmmen eng Wourecht ka ginn, misst also entweder déi eng oder déi aner Versioun falsch sinn. Dat ass awer net de Fall! D'Methoden, no deenen déi Budgetszuelen zesummegeallt ginn, sinn eben net déiselwecht. An dofir kann och dat, wat dobäi erauskënn, net iwwerenee klappen.

Do wären zum Beispill emol eng ganz Rëtsch Kontabilitéitsregelen, déi nach net iwwer ee Leescht gezu sinn. Esou ignoréiert Bréissel zum Beispill ganz einfach eis annerhallef Dose Spuerbéchsen, genannt Fonds d'investissements publics, an deene jo awer etlecher där Euro-Millioun stiechen. Op där anerer Säit awer ginn d'Dépensé vun deeneselwechte Fonge voll als Ausgaben ugerechent. Da verstéi emol een dat!

Zweetens wäichen d'Stéchdeeg an d'Zäitram, an deenen d'Zuelen ermëttelt ginn, vuneneen of. Beispill: De SEC 95 fonctionnéiert op enger Quartalsbasis mat aktuelle Chifferen; eis Statskontabilitéit awer leeft op d'Joer, an d'Recetté ginn esou verbucht wéi se grad an d'Keess kommen an net onbedéngt op deen Exercice an deem se ufalen.

Dee ganz groussen Ënnerscheed tëschent deenen zwou Methode kënn schliesslech bei der Festleeung vun de Beräicher, déi bei der Berechnung vun de Maastricht-Kritäre berücksichtegt a mat abezu ginn.

Eis traditionell Kontabilitéit befaasst sech nëmme mat den Zuele vun deem wat een d'Administration centrale nennt. Also de Kär vum Stat mat senger Ministère a senger Verwaltungen. D'Maastricht-Method par contre geet wäit doriwwer eraus. Fir si ass d'Administration publique en Iwwerbegrëff, an dee si dann dräi Secteure paakt: engersäits eben d'Administration centrale, also de Stat a senger klasschescher Definitioun, dann awer och d'ganz Sécurité sociale, an uewendrop och nach eis 116 Gemengen.

Kee Wonner, datt do ënnerschiddlech Zuelen erauskommen, an datt an deem Gewulls eng Gissemmam hir Kleng net méi erëm géif fannen.

(Hilarité)

Laang kënnen och mir Politiker eis net mat där Zuelenzalot erëmschloen, déi dat Ganzt esou schéi verwurrelt a konfus mécht. Duerfir hätt d'Finanz- a Budgetkommissioun am allerléifsten, wann ee sech esou séier wéi méiglech op eng eenheetlech Method ariichte géif. Op wéi eng, ass dobäi sécher-

lech net d'Fro. Wa mir souwisou alles nom Maastricht-Modell, also nom SEC-95-Standard, op Bréissel melle mussen, mécht et bestëmmt kee Sënn, nach un eiser aler Comptabilité de l'État festzehalen.

Allerdéngs geet dat net esou einfach mat där Ëmstellung. Do sinn eenheetlech an detailléiert Kontasregelen néideg, déi strikt bis an déi klengste Gemeng bëuecht musse ginn. Do muss de Stat seng eege Konta ëmbauen, an zwar esou, datt se méiglechst no un d'Regelen erukënn, wéi se och fir d'Privatwirtschaft gëllen, mat Provisiounen, mat Amortissementer an esou weider. A schliesslech muss och eis Sécurité sociale sech an deen neie Kontascorset quëtschen, fir datt um Enn all Donnéeën an all Chifferen iwwerenee stëmmen.

Är Budgetskommissioun ass sech duerch aus de sëlliche Schwiereregkeete bewosst, mat deenen esou eng Ëmstellung verbonne wäert sinn. Geneesou wéi se sech der politescher Brisanz vum Thema bewosst ass. Schliesslech kommen hei souwuel eis Sozialversécherunge wéi och eis Gemenge gewässeremoossen ënnert d'Tutelle vum Zentralstat, wat vläicht net jiddferengem schmaacht.

Trotzdeem ass d'Kommissioun der Meenung, datt een net méi laang waarden an déi Ëmstellung esou séier wéi méiglech iwwert d'Bühn brénge soll. Wat méi fréi, wat besser, well mir hunn elo gesinn, datt et héich Zäit ass, datt mir méi Transparenz an eis Konte kréien. Dat souwuel fir eis selwer hei an der Chamber wéi fir de Bierger dobaussen.

D'Kommissioun ass duerfir der Meenung, datt sech déi Ëmstellung bannen enger gewässer Zäit maache muss, a schwätzt sech fir e rasonnabelen, awer keen ze laberen Délai aus, dee si op dräi Joer fixéiert huet. En attendant, mengt d'Kommissioun, soll probéiert ginn, fir scho fir e bësse méi Duerchbléck ze suergen, a proposéiert duerfir, datt nieft dem traditionelle Budget an dem Budget pluriannuel en drëtte Volume gemaach gëtt, an deem de Budget eben no där neier, der Maastricht-Norm presentéiert gëtt, souzesoen, fir datt mir eis alt elo schonn esou lues dru gewinne kënnen.

Här President, wann een dëser Deeg mat engem auslännesche Frënd gepotert an deem gesot huet, et wier een am Moment mam Lëtzebuerger Statshaushalt beschäftigt, da war d'Reaktioun ëmmer déiselwecht: Dat wier dach eng flott Beschäftegung, sech mam Budget vun engem Land ofzeginn, an deem senger Economie et nëmmen esou fluppt. Wann een dann e bësse schimmeg agesteet, datt et net grad esou roseg wier a mir eis am Moment souguer mat engem nawell seriöen Defizit erëmklappe mussen, da stéisst een op blankt Onversteesdemech. En Auslänner ka sech nun emol net virstellen, datt d'Schlaffelend Lëtzebuerg Problemer mat senger Finanzen sollt hunn.

Souguer fir eis Lëtzebuerger selwer ass et net esou einfach ze bekäppen, datt mir op eemol an de rouden Zuele kludderen, wou dach de Budgetiwwerschoss bei eis geneesou eng Tradition war wéi d'lechternacher Sprangprosessioun. Wuel hate mer alt emol deen een oder deen aneren Exercice, wou d'Konten um Enn net grad opgaange sinn, well d'Konjunktur e bessen ageknéckt war. Wien ernënnert sech net un déi zimlech regelméisseg Konjunkturzyklen, déi et fréier an der Stolindustrie gouf?

Mä éischtens waren esou eng Abréch an de Budget zimlech rar, an zweetens konnt ee se ouni Weideres mat a Kaf huelen, well se ëmmer erëm duerch Reserven a reportéiert Iwwerschëss méi wéi ausgeglaach konnte ginn. Gréisser Lächer hate mer just Enn de 70er, ufanks den 80er Joren, an Dir wësst firwat: Deemools wéi d'Stolindustrie an hirer déifster Kris stoung an d'hallef Lëtzebuerger Economie mat no ënne gezunn huet.

Duerno war erëm alles an der Rei, bis mer dann 2002 an d'rout Zuele gerutscht an ëmmer méi déif dra versackt sinn. Deene jéngste Berechnungen no wäerte mir am lafenden Exercice e Lach an der Keess hunn, dat fir d'éischt déisäits vun der Milliardegrenz, an Euroe selbstverständlech, läit. An dat obscho mer 700 Milliounen méi erakréien, wéi mer gemengt haten.

Wéi konnt dat passéieren? Wéi konnt dat eis passéieren?

Der Konjunktur eleng kann ee wuel net d'Schold ginn. Et ass scho richtig, datt déi konjunkturell Achterbahnfahrt vun de Finanzmäert och eis Banke matziit, a well déi ronn 80% vun der Kierperschaftssteuer bezuelen, gëtt et effektiv e méi oder wéineger direkten Zusammenhang tëschent der Evolutioun vun de Bourssen an de Recetté vun eisem Stat. Mä d'Bourssébaisse vun 2001 kann net eleng un allem schold gewiescht

sinn, well déi läit jo schonn eng gewëssen Zäit zrëck an déi war och net esou dramatesch, datt se sech iwwer Joren a Form vun engem Rekorddefizit an eisem Budget géif nidderschloen.

Wann iwwerhaupt d'Explikatioun vun der Entgleisung op der Recettésäit leie soll, da kann dat net nëmme mat der Konjunktur ze dinn hunn. D'Konte vun de Banken, zum Beispill, an deene leschte Jore weisen, datt eis nei Mëllechkou vun der Natioun iwwert déi lescht Zäit méi oder wéineger konstant an der Entwécklung vun hire Resultater bliwwen ass. Hiert schlechtst Joer war 2003, hiert beschte Joer 2005, an tëschent béide louch am Bruttoresultat knapp eng Differenz vun 9%.

An darselwechter Rechnung fällt engem awer op, datt säit dem Joer 2000 d'Steieropkommes vun de Banken duerch d'Bank ëm 200 bis 300 Milliounen ënnert dem gewinnnten Niveau läit. Dat ass ëmmerhin e gutt Véirel manner wéi soss. Mä dat geet awer elo scho sechs Joer esou, sou datt et rosewéineg mat der Konjunktur därerf zesummenhänken.

Neen, hei spillt eppes ganz anescht, mat eppes, dat deene meeschten e Begrëff ass als Steuerkonkurrenz oder als Steuerkompetitioun. Si liwwert eis och d'Explikatioun dofir, firwat mer säit enger Zäit an der cocasser Situatioun sinn, datt eis Wirtschaft iwwerduerchschnëttlech gutt dréint an trotzdem dem Stat seng Recetten net an deemselwechte Mooss klammen, wat dann natierlech dozou bäidréit, datt mir d'Enner net méi beieneekréien.

Bei de Steiere sinn zwee Phenomeenen amgaang eis e Stréch duerch d'Rechnung ze maachen, an ee vun eise ganz groussen Atouté lues awer sécher ewechzehuwwelen.

Phenomeen Nummer eent, dat sinn déi, alerdéngs net ëmmer erfollegräich, Beméiunge virun allem um europäesche Plang, fir d'Steieren ze harmoniséieren. Dat kréie mir ëmmer méi ze spieren. Lëtzebuerg, dat, net fir d'lescht dank senger gesonde Statsfinanzen, et sech bis elo ëmmer leeschte konnt, d'Kaart vun der Steuerattraktivitéit ze spillen, muss elo nokucken, wéi ëmmer erëm probéiert gëtt, just un deem Advantage ze fréckelen.

Un den Argumenter fir esou eng Steuerugläichung feelt et selbstverständlech net. Et gëtt déi offiziell Argumenter, déi op der Iwwerzeegung baséieren, datt en integréierte Wirtschaftsraum wéi d'Europäesch Unioun nëmme mat eenheetleche Regelen och am steuerleche Beräich fonctionnéiere kann.

An da gëtt et och nach déi heemlech Argumenter vun deem sougenannte Kartell vun den Héichsteierlänner, déi gäre méi an hirer Keess hätten, fir méi verdeelen ze kënnen, an déi dofir mat all deene sougenannte Steuerparadäiser - an Europa ass voll dovun! - opdraume wëllen, well hinnen déi bëlle Konkurrenz op d'Nerve geet.

Mä, wat och ëmmer derhannert stécht, den Dauerbeschoss op déi Länner mat niddreger Besteuerung ass net ouni Wierkung a risquéiert iergendwa säin Zweck ze erreechen. Fir eis ass dat wuel net déi allererfreelechste Perspektiv.

Den zweete Phenomeen kënn iwwert déi aner Bande. Hei musse mir eis net dergéint wieren, datt déi aner eis eis Avantagen ewechbotzen, mä mir hunn et mat enger Konkurrenz ze dinn, déi eis mat hiren eegene Steieravantagen iwwerdubbere wëllt. Ech mengen domat déi nei EU-Länner, déi zum Deel mat allerniddregste Steiertauxé jongléieren, well si sech domat nach méi attraktiv fir d'Investisseure maache wëllen.

Mä ech mengen hei och deen een oder deen anere gudder Bekannte vun eis, wéi zum Beispill eise Benelux-Partner Holland, deen am Moment ganz gehéireg am Steiergaart raibert, an dee sech net genéiert, elo mat enger Variant ausgerechent vun deenen Holdingen opzetrompen, déi mir viru kuerzem vun enger europäescher Kommissärin mat hollänneschem Pass verbuede kruten.

Kee Wonner, datt do d'Entreprises, déi ëmmer méi grouss a méi multinational ginn, probéieren, sech d'Roséngen aus dem Kuch ze picken, an hiren Tax Planning entsprechend ausrichten. Wie bei deem Spill de Kierzeren zitt, läit op der Hand: Deen, dee beim Steierpoker net méi mathale kann. Well hie gëtt vun den Investisseure ganz einfach lénks leie gelooss.

Selbstverständlech muss déi Steierspiral no ënnen och iergendwann en Enn hunn, well jo kee Land ouni e Minimum vu Steierrecetté bestoe kann. Mä, ob den Dumping sech elo vum selwen doutleeft oder ob d'Politik him en Enn bereet, ass net relevant. Déi Fro, op

déi et am Moment ukénnt, ass ganz einfach déi, ob ee mathale kann oder net.

Sou, elo hu mer laang genuch iwwert d'Recettësäit geschwat, eigentlech vill ze laang, wann ee bedenkt, datt eise wierkleche Problem manner bei de Recettë wéi bei den Dépensë läit.

Mir sinn eis däärs eigentlech eréischt virun engem Joer esou richtig bewosst ginn, wéi mer festgestallt hunn, datt op där enger Säit dem Stat seng Recetten e bësse méi lues géife wuessen, derbannst zur gläicher Zäit d'Dépensen amgaange waren eis fortzela-fen.

Dat gesäit een am beschten dorunner, wéi sech d'Relatioun tëschent Dépensen, tëschent Ausgaben a Bruttoinlandsprodukt mat der Zäit entwéckelt huet. Bis 2001 louch dat Verhältnis méi oder wéineger konstant ëm déi 27 bis 28%. Mä dunnt huet et ofge-huewen an ass vun engem op dat anert Joer iwwer 29% geklommen. 2004 huet d'Relatioun vun den Dépensen zum PIB dunnt 30% iwwerschratt, an hire virleefegen Héichpunkt huet se am Budget fir dat lafend Joer mat 31% erreecht.

Ob mir et wëlle wouerhunn oder net: Bei den Dépensen an néierens anescht läit d'Haaptursaach fir eis Budgetsentgleisung an deene leschte Joren. An ee vun de Grënn dofir ass ouni Zweifel eise Pli fir déi Automatismen, déi mir e bëssen iwwerall an eise System agebaut hunn, wéi zum Beispill d'automatesch Upassung vun de Paien a vun enger Rëtsch anere Posten un d'Dei-recht. Wann d'Grompere méi deier ginn, well et e schlechten Hierscht war, da kann et scho virkommen, datt mir alleguer vun engem Mount op deen aneren 2,5% méi verdéngen. A wa mir et weider een oder zwee Joer op eiser Aarbechtsplaz ausgeha-len hunn, da kréie mir eng Annuitéit oder eng Biennale an der Pai derbäi.

Vu datt awer eng Indexbranche alt erëm eng Kéier d'Präisser oundreift, well zum Beispill och d'Geschäftsloyeren indexéiert sinn, bässt sech hei um Enn den Hond an den eegene Schwanz.

Déi Sécherheet, déi mat esou engen Auto-matismen erreecht soll ginn, ass ouni Zwei-fel eppes Feines an eppes Komfortables. Si entschäerft Streidereien ëm méi héich Paien, well déi jo zum Deel automatesch wuessen, a si mécht engem déi eegen Akkomesentwécklung méi prévisibel. Mä si ass awer och geféierlech, well ee sech esou gär dru gewinnt an net méi bereet ass, drop ze verzichten, wann déi baussenzeg Ëm-stänn op eemol esou sinn, datt ee sech den automateschen Akommeszouwuess net méi leeschte kann.

Do läit de Knuet vun deem ganze System. E fonctionnéiert gutt, mä e fonctionnéiert nëm-men esou laang, wéi de Wuesstum vun der Wirtschaft matspillt an op d'mannst esou séier klëmmt wéi den Index. Wann dat net méi synchron geet, well d'Konjunktur méi lues dréint, oder - nach vill méi schlëmm - well op eemol strukturell Mängel sech be-mierkbar maachen, da ka beim beschte Wëllen d'Rechnung net méi opgoen.

Genau déi Iwwerleeung huet d'Regierung virun engem Joer derzou bruecht, op den Alarm ze drécken an d'Tripartite zesammen-zeruffen, fir sech am Konsens op eng Rei Mesuren ze eenegen, déi d'Situatioun sollten ëmdréinen, ier d'Lach an de Finanzen ze grouss gëtt an net méi ze stoppen ass.

Och wann een der Aariichtung Tripartite éischer kritesch begéint, well se net esou richtig an déi konstitutionell Uerdnung passt, muss een dach awer soen, datt si sech och dës Kéier als wäertvollt Instrument erweisen huet, dat erlaabt, a kriddeleche Mo-menter Décisiounen erbäizeféieren, déi vläicht net jiddferengem gefallen, déi awer an eiser aller Interessi sinn.

Mir wäerten hei an der Chamber an zwou Wochen net nëmmen iwwert de Budget fir 2007 ofstëmmen, mä och iwwert de Pak mat den Tripartitesvirschléi. Ech ginn dovun aus, datt jiddferen, deen an der Tripartite mat um Dësch souz, weiderhin zu deem staat, wat do accordéiert ginn ass, an datt mir dann och wierklech déi 400 Milliounen am Budget spuere kënnen, déi do mat vill Ge-drängels a Geknouters zesummege-schrubbt gi sinn.

Domat wäerte mir nach laang net aus dem Schneider sinn, well et bleift och duerno nach e Lach vu ronn enger Milliard am Bud-get. Mä et ass ëmmerhin e gudden Ufank. A virun allem ass et de Beweis, datt mir Lëtze-buerger verstänneg kënnen sinn, wann et drop ukénnt.

Här President, mat deem, wat d'Tripartite der Chamber als Léisungsvirschléi ënner-breet huet, ass schonn e Stéck gemaach, fir den Zuch erëm op d'Gleiser ze kréien. Well dorëms geet et jo elo: Fir d'éischt muss mir

aus dem Defizitslach eraus, dat net nëm-men ongesond ass, mä dat och nach de po-liteschen Aktiounsfräiraum anenkt an een drun hënnert, alles dat an d'Weeër ze lee-den, wat mëttel- a laangfristeg néideg ass, fir dëst Land optimal op seng Zukunft virze-bereeden.

Dank den agespuerte 400 Tripartite-Mil-lioune komme mir e bësse méi séier wéi ge-plangt deem Objektiv méi no. Natierlech hätt ee sech kënnen wënschen, datt et nach méi séier géif goen. Mä da muss een en-gem och soen, wou déi Milliard nach anze-spuere wier, déi eis elo nach bis zum Equili-ber feelt. Ofgesinn dovunner géif et eis wuel net vill bréngen, wa mir amplaz 2009 schonn 2007 kënnte soen: Mir sinn aus dem Defizit eraus. Domat kënnte mer eis näischt kafen, mä mir géifen eis op där anerer Säit de Wee verspären, fir nei politesch Akzenter ze setzen an där Zäit bis dohinner, a fir dem Stat seng Investitiounsfonge virum Verdrë-chenen ze retten.

Dëse Budget muss also ënnert dem véierfa-chen Zeeche stoe vun:

- 1) dem Gläichgewicht vun de Statsfinan-zen,
- 2) deenen neie politeschen Akzenter,
- 3) der Fortféierung vum Infrastrukturausbau a
- 4) schliesslech och - dovunner hu mer nach net geschwat - der Opstockung vun der Budgetsreserv fir den Noutfall,

woubäi op d'mannst déi dräi éischt Prioritéi-ten net hannerteneen, mä mateneen un d'Rei komme mussen. Mir hunn an der Fi-nanz- a Budgetkommissioun fonnt, datt deen Haushaltsplang, deen eis elo als Pro-jet virläit, deenen Ufuerderunge gerecht gëtt.

Mir sinn, wéi gesot, um gudde Wee, fir d'Statsfinanzen erëm an d'Gläichgewicht ze kréien. Well et dem Budgetsminister ge-longen ass, den Zouwuess bei den Dépen-sen zolidd ze bremsen an e gudde Batz ën-nert déi erwaarte Croissance vun de Recet-ten ze drécken - déi eng klammen ëm 5%, déi aner ëm 7% -, komme mer dem Zil, bis zum Enn vun der Legislatur erëm am Equili-ber ze sinn, e gutt Stéck méi no.

Domat wäert et dem Budgetsminister dann och geléngen, d'Verscholdung vun der Ad-ministration publique, also deenen dräi Komponenten - d'zentral Administratioun, d'sozial Sécherheet an d'Gemengen - ofze-bremsen.

Och wa mir Enn 2007 nach ëmmer gutt am europäesche Verglach ofschneiden - d'EU-Verscholdungslat läit bekanntlech bei 60% vum PIB -, komme mir dach mat 9,9% Ver-scholdung ganz no un eng zweestelleg Rat erun, wéi mir se nach ni virdu kannn hunn. An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt mir op de Kapp net grad 7.000 Euro Schold hunn.

Déi zweet Prioritéit sinn d'politesch Akzen-ter, déi mat dësem Budget gesat ginn. Do steet vum Volumen hier d'Sécurité sociale natierlech un éischer Plaz, wat sécherlech domat zesummenhänkt, datt de Stat sech och als drëtte Partner un de Sozialbeiträg bedeelegt, déi genausou séier ebe wuesse wéi den Emploi, an datt hien en plus och nach d'Kannergeld säit e puer Joer souguer ganz aus senger eegener Täsch beziilt. Dat alles mécht ronn 2,5 Milliarden Euro aus, dat heescht e Véirel vum Globalbudget vun der Administration publique.

Do dernieft gesinn déi Kreditposten, déi an d'Rubrik „nei Politiken“ klasséiert kënnen ginn, scho bal bescheiden aus, obschonns och si net ze veruechte sinn: 47 Millioun ginn an d'Betreiung vun de Kanner nieft der Schoul gestach, 97 Millioun si fir de Loge-ment virgesinn. Mir wëssen, datt mer do e Problem hunn. 49 Millioun fir d'Uni an nach eng Kéier 140 Millioun fir d'Recherche.

A genau esou eng gutt Nouvelle ass et, datt sech de Gesamtposte fir d'Education säit 2002 bal verduebelt huet, well grad an dë-sem Beräich déi wichtegst Akzenter ze setze sinn, wéi mer elo gläich wäerte ge-sinn.

Eng manner gutt Nouvelle allerdéngs kënnt vu Bréissel an huet mam Klimaaccord vu Kyoto ze dinn. Mir kennen entre-temps de Präis, dee mer fir eisen CO₂-Ausstouss be-zuele müssen. Dat geet 2007 mat 73 Milliounen un a steigert sech dann op iwwer 100 Millioun pro Joer. A mir wëssen och säit der leschter Woch, datt mir domat nach net um Enn vun der Fändelsstaang ukomm sinn, well Bréissel eis d'Emissiounsschrauf nach méi zoudréine wëllt. Well et hei ëm vill Sue geet, fir déi mer anerwäerts eng vill besser Verwendung hätten, kann een d'Re-gierung nëmmen an hirer Décisioun stäi-pen, sech net grad alles gefalen ze loossen an d'Saach elo virun den Europäesche Ge-riichtshaff ze bréngen.

Déck an d'Geld schloen noutgedrungen och d'Dotatioune fir déi öffentlech Investi-tiounsfongen. Elo sinn et der ëmmerhi schonn hirer 19, déi fir 2007 am Budget plu-riannuel mat 870 Millioun stinn. Dat ass wuel en décke Koup Suen, mä iergendwéi ass et net vill méi wéi déi berühmt Drëps op deem net manner berühmte waarme Steen.

Obschonn de Bauteminister ganz uerg u sengem Investitiounsprogramm gehuwwelt huet an esou bluttnoutwendeg Realisa-tioune wéi zum Beispill eng drëtt Spur fir eis heillos iwwerlueden Haaptautobunnen einstweile gestrach huet, kënnt hie ganz ge-schwé seriö mat senge Fongen an d'La-brenten, ob mat oder ouni „public private partnership“. Nach huet hien e puer 100 Mil-liounen op de Konten, mä viraussichtlech sëtzt hie spéitstens 2009 um Dréchenen, an dat obwuel d'Dotatiounen am Budget wei-derhi klammen.

Wann een op där enger Säit gesäit, wéi d'Fongen amgaange sinn auszedréchnen, an et kuckt een op där anerer Säit déi enorm Infrastrukturbesoinen, déi wéi geckeg klam-men, an zwar soulaang et mat eiser Wirt-schaft an och mat der Beschäftegung de Bierg op geet, da gëtt engem kloer, wat fir eng onméiglech Schéier sech hei opdeet. Wie sech dann do nach fret, wat mir mat deene 700 Millioun maache sollen, déi mir viraussichtlech an dësem Joer méi erakréie wéi geplangt, dee soll sech emol un de Kapp fieden. Et ka keen Zweifel dru ginn, datt déi Suen an d'Infrastrukturfonge ge-héieren a soss néierens.

An da gëtt et nach e Lach ze stoppen, dat ganz gär vergiess gëtt, vläicht well et direkt net wëideet, a well et och e bëssen am Schiet vun de Reserve vun den Investi-tiounsfonge steet. Ech schwätze vun der Budgetsreserv. Fir d'éischt säit 1968 - méi wäit konnt ech net zrücksichen - ass déi Spuerbéchs, an déi normalerweis konnten Iwwerschëss kommen, wa se dann net un d'Infrastrukturfongen iwwerwise ginn, eidel. Enn 2005 war se jo an de Minus gerutscht, nodeem se nach zwéi Joer virdrun eng hal-lef Milliard ausgewisen hat.

Elo kann een natierlech soen: Wat brauch de Stat esou eng Cagnotte, hien ass dach kee Spuerveräin? Dat ass sécherlech net esou falsch, mä et ass och net ganz vrsiich-teg. Well och wa mir déi Konjunkturzyklen aus der gudder aler Stolzäit net méi kennen, kann et ëmmer erëm zu engem Abroch an der Konjunktur, an domat och bei de Stats-recettë kommen. An da wiere mer frou, wa mer e puer Sou op der Säit hätten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Mä wéi gesot, déi ei-del Budgetsreserv ass am Moment net grad eis gréisste Suerg.

Wann een elo, wéi dat fir eis de Fall ass, hannen a vir spuere muss, dann, Här Presi-dent, ass een net opgeluecht, op där anerer Säit och nach op Steuerrecetten ze verzich-ten, well soss d'Lach jo nëmme méi grouss gëtt. Et wier gewëss net vu Muttwëll, wann déi eng oder aner punktuell Steiermesure géif geholl ginn, fir datt mir eis weiderhin an där internationaler Kompetitioun behaapte kënnten. Et muss jo net gläich eng Reduk-tioun vum Kierperschaftssteuer-Taux sinn, obwuel mir och do amgaang sinn an d'Han-nertreffen ze geroen.

Bei der effektiver Steierbelaaschtung vun de Betriber queesch duerch Europa leie mir elo op der 25. vun 32 Plazen - net grad eng Performance, déi potenziell Investisseure begeeschtere kéint. Et wär eiser Finanzplaz awer scho gehollef, wann dee längst iwwer-hollenen Droit d'apport endlech ofgeschaaft géif, a wa mir eis esou séier wéi méiglech en Ersatz géifen afale loosse fir eis 14.000 Holdingen, vun deenen der eng etlech condemnéiert sinn a bis 2010 ofgeschaaft musse ginn.

Et versteet een déi politesch Motivatioun, déi dozou gefouert huet, datt dës Kéier sou-zesoe guer näischt un de Steiere geännert gëtt. Mä et däerf een op där anerer Säit awer net aus den Ae verléieren, datt sech d'Steierkonkurrenz ëmmer méi zouspëtz, an datt een dofir oppasse muss, datt een net den zweete Präis kritt. Dofir ass de Bud-getsrapporteur och der Meenung, datt, wa schonn näischt 2007 um steierleche Plang geschitt, op d'mannst déi eng oder aner Korrektur fir 2008 an Aussicht gestallt misst ginn. Soss kéint et eis nawell bliéien, datt mir aus der Course fléien, éier mer eis ëmsinn hunn.

Sou! Bis elo, Här President, hu mer an en-ger Optik iwwerluecht, an där alles beim Ale bleift an eis Ekonomie sech wéi gehabt kon-tinuéierlech no uewen entwéckele géif, wéi mir dat elo schonns säit Jorzéngte gewinnt sinn. Mä näischt ass manner sécher. Gewëss sinn nach keng weider Dimmerwol-leken um Himmel ze gesinn, mä dat däerf eis net zu iwwerdriwwenem Optimismus verleeden, a scho guer net dozou verleeden, d'Warnunge vun den internationalen Experten an de Wand ze schloen.

Oh, ech weess, datt mir net vill vun deenen hiren Avisen halen, scho guer net wa si e bësse kritesch mat eis sinn an eis op eis Schwächte stoussen! Trotzdeem soll een net prinzipiell ignoréieren, wat déi Spezialis-ten eis ze soe versichen, well bei aller géi-gendeeleger Meenung sinn et net lauter To-perten, déi et nëmmen drop ofgesinn hät-ten, eis an d'Zopp ze späizen.

Wann zum Beispill d'Ekonomiste vun der OECD, déi mir jo ganz besonnesch an d'Häerz geschloss hunn, eis drop hiweisen, datt eise Wuesstum an Zukunft e bësse méi lues goe kéint, well d'Finanzplaz op hir Ma-turitéit zousteiert, a well nach ëmmer kee valabelen Ersatz an Aussicht ass, fir even-tuell d'Relève ze huelen, da soll een dat ge-nausou eescht huelen, wéi deeneselwech-ten Experten hire gudde Rot, eis nach méi intensiv ëm d'Education vun eise Kanner an ëm d'laangfristeg Ofsécherung vun eise Pensiounen a Renten ze këmmern.

Op jidde Fall ass et un der Politik, fir och esou Considératioune mat an hir Iwwer-leeungen eranzehuelen, an dann ier-gendwéi och d'Budgetspolitik duerno aus-zeriichten. Grad déi manner gutt Erfahrung, déi mer an de leschte Jore gemaach hunn, soll eis eng Léier sinn. Well ee Moment op déi gelauschtert ginn ass, déi fonnt hunn, de Stat géif an de Sue schwammen an et sollt een déi wann ech gelift dohinner brén-gen, wou se higeiéieren, nämlich ënnert d'Leit, gouf de Krunn vläicht e bëssen ze wäit opgedréint. A scho war et geschitt! Mir knaen nach haut drun, datt mir eis och nëmme fir e Moment der Illusioun higin ha-ten, fir eis Lëtzebuerger géifen d'Beem trotz allem an den Himmel wuessen a mir hätten de Wuelstand op éiweg gepacht.

Et geet fir e klengt Land nach ëmmer näischt iwwer eng vrsiichteg Budgetspoli-tik, eng déi léiwer d'Recetten e bësse méi niddreg wéi ze héich usetzt, an dann, wann et gutt geet, herno de Schmant ofscheffe kann, mat deem sech da grouss Infrastruk-turprojeten an aner Investitioune fir d'Zu-kunft finanzéiere loossen.

Dofir réit de Rapporteur erëm méi op déi gutt al Budgetsnorm ze uechten, déi wuel net ëmmer nëmme Virdeeler huet, mä déi bei richteger Uwendung a kombinéiert mat enger strenger Kontroll vun der Nätzleche-keet vun den Dépensen, wéi se scho mäi Virgänger, de Roger Negri, hei proposéiert huet d'lescht Joer, zu enger Straffung vum Budget bäidroen kann. Eleng de Fait, datt dës Kéier ouni Weideres an déi 50 Millioun bei de Fonctionnementskäschten agespuert konnte ginn, an emol keen Aua! gejaunt huet,...

(Hilarité)

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre de l'État, Ministre des Fi-nances*.- Ohhh! Ohhh!

» **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*.- ...deit drop hin, datt do nach e bësse Loft dran ass an d'Spuerpotenzial vläicht nach net ganz épuiséiert ass.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Fi-nances*.- Här Rapporteur, sëtzt lech emol eng Woch - dat geet duer - op e Ministesch-sessel a schwätzt mat de Beamten an och de Chefe vun den Administratiounen, da ge-sitt Der, dass ganz vill Reaktiounen komm sinn opgrond vun där Reduktioun vun de Fonctionnementskäschten.

» **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*.- Ah bon.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Fi-nances*.- Dat ass keng harmlos Übung, mä d'nächst Joer geet se virun.

» **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*.- Dann hu se am stillen Kämmerlein Aua! ge-ruff. Dat hu mir net matkritt, Här Statsminis-ter.

(Hilarité)

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Fi-nances*.- Normalerweis héiert d'Chamber awer d'Fléi néitschen, besonnesch wann net vill ze soen ass.

» **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*.- Ech wëll déi jo awer elo net mat Fléi vergläichen.

(Hilarité)

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Ech hu vum Néitsche geschwat, wat eng Form vun administrativer Expressioun ass.

» **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*.- Ech ginn zou, datt esou vill Budgetsrigueur grad an engem Ablack schwéier duerchzedrécken ass, wou Eenzelner mengen, mir géifen trotz allem erëm am Geld schwammen. Schliesslech hu mer 2006 ronn 700 Milliounen Iwwerschoss, well d'Konjunktur et esou gutt mat eis mengt. An dann hu mer och nach déi 450 Millioun vum Här Mittal, dee mir natierlech doropshin an d'Häerz geschloss hunn, an deen neierdéngs alles aneschters wéi onerwënscht bei eis ass.

(Interruption)

Haut heescht et net méi: It's No, Mister Mittal. Haut heescht et: It's Yes, Mister Mittal. Sou änneren d'Zäiten, an esou änneren d'Leit hir Meenung.

(Interruptions diverses)

Wa mir géifen déi Suen, déi eisem Stat...

» **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG).- Schwätzt fir lech!

» **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*.- ...duerch dem Här...

(Coups de cloche de la Présidence et interruption)

» **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG).- Et huet jiddferee seng Meenung missen änneren, dass e sollt kommen.

» **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*.- Ech hu se net brächten ze änneren.

Wa mir géifen déi Suen, déi eisem Stat duerch dem Här Mittal seng...

(Interruption)

...gegléckten OPA op d'Arcelor an de Schouss gefall sinn, an de Budget stoppen, da wäre mir op ee Schlag d'Halschent vun eisem Defizit lass. Dat stëmmt. Mä mir hätten domat keen eenzege vun eise strukturelle Problemer geléist. Am Contraire, doduerch, datt mir déi Problemer ëmmer erëm verdrängen, gi se nëmme méi schlëmm.

Ofgesinn dovunner géif de Finanzminister eis en neie Problem schafen, wann hien dem Budgetsminister déi Mittalsmillioun géif iwwerweisen. Dat hänkt mat Maastricht a mat dem SEC 95 zesummen. Well déi OPAs-Operatioun gëtt als e Kapitaltransfert ugesinn a se kann dofir net als Recette verbucht ginn, währenddem hir Verwendung allerdéngs ënner Ëmstänn als Dépense betruecht géif. Dat heescht, datt deenen Dépensë keng Recettë géintiwwersténgen, woumat d'Lach am Budget nach méi grouss géif.

Duerfir huet d'Regierung och decidéiert, datt déi Sue méiglechst a Kapitalbedeelungen ugeluecht ginn, bis op déi 35 Milliounen, déi ofgezweigt ginn, fir d'Lach am Chômagefong ze stoppen. Sou sinn 200 Millioun fir d'SNCI reservéiert ginn, 70 Millioun ginn an d'Oppäppelung vun den Industriezone gestach an 30 Milliounen an d'Gesellschaft Luxconnect, déi eist Breetbandnetz ausbaue soll.

Et heescht och, eng 20 Millioun wiere fir d'Kreatioun vun enger Agence de promotion de l'image de marque du Grand-Duché virgesinn, wat Äre Rapporteur ganz besonnesch freet, well hie säit Joren der Regierung an den Ouere läit, si sollt dach endlech Neel mat Käpp maachen an eist Land op eng modern a professionell Aart a Weis uechtert d'Welt presentéieren.

Här President, e Budget ass de politesche Fahrplang fir e ganz Joer. Et kann awer och d'Geleeënheet sinn, fir de politesche Kurs ze korrigéieren, wann et dann néideg sollt sinn. An e ka souguer nei politesch Impulser ginn. Déi zwou éischt Fonctiounen huet dëse Budget schonn erfëllt: als politesche Programm fir 2007 an och als Kurskorrektur, adeems hien déi Mesuren ëmsetzt, déi an der Tripartite ofgemaach goufen.

Wat ass elo mat den eventuellen neien Impulser? Ech mengen, do sollt een d'Lat net ze héich leeën, well mir hunn ëmmerhi schonn d'Halschent vun der Legislatur erof a mir hunn nach genuch op der Regierungslee stoen, fir datt mir eis och esou an där zweeter Halschent net wäerte langweilen. Trotzdeem ass et net verbueden, bei esou enger Geleeënheet wéi där heiter, sech Gedanken iwwert d'Grondorientierung vun eiser Politik ze maachen an iwwert den Dag eraus - an dësem Fall iwwert d'Legislatur eraus - ze kucken. Schliesslech besteet d'Regéieren net nëmmen doran, d'Géigewaart ze géréieren, mä och d'Zukunft virzebereeden.

Do kann een natierlech froen, wat et do viles virzebereede gëtt, wann eis Wirtschaft gréisstendeels vu bausse kontrolléiert an eis Politik ëmmer méi vu Bréissel diktéiert gëtt. Mä genau geholl ass dat näischt Neies fir eis. Mir hu fréier eis Sidérurgie mat auslänneschem Kapital opgebaut, a mir hunn duerno eng Finanzplaz mat frieme Suen opgericht - an trotzdeem huet d'Politik ëmmer e Wiertchen dobäi matgeriet. Mir hunn, soulaang wéi et eis gëtt, de feelende Bannemaart duerch Wirtschaftsallianzen - ob Zollveräin, UEBL, Benelux oder Marché commun - ersat, a mir konnten eis trotzdeem ëmmer als Här am eegenen Haus fillen. Also, loosse mer elo kee Krämpchen aus eiser ekonomescher Ofhängegkeet maachen a villméi aus deem, wat eis u Bewegungsspillraum bleift, e Maximum erauszéien.

Dat, wat een op Franséisch den «Tissu économique» nennt, ass bei eis gesond. Mir hunn de Sprong vun der Industrie- an d'Déngschtleschtungsgesellschaft fäerdeg bruecht, méi fréi a vläicht méi grëndlech wéi munch aneren, a mir hunn eis trotzdeem och nach eng modern a gutt opgestallten Industrielandschaft erhalen. Mir hu souguer d'Konschtstéck fäerdeg bruecht, eis Stolindustrie, fir déi ufanks den 80er Jore kee méi e Sou ginn hätt, an eng modern Recyclingindustrie ëmzewandelen, an däreren haut souguer houfreg driwwer sinn, datt mir dee gréisste Stolproduzent vun der Welt bei eis hunn. Mä och dee gréisste Satellitebedreier vun der Welt ass bei eis doheem, an och déi gréisst Medienentreprise an Europa, an ee vun de gréisste Frachtfliger op der Welt. An dat alles an engem Land mat net emol enger hallwer Millioun Awunner!

A mir hu schliesslech eis Finanzplaz. Ob-schonn déi eng vun deenen zéng gréissten op der Welt ass, gouf hir Bedeitung fir eis Economie laang verkannt - oder soll ech soen, aus falscher Schimt e bësse verdrängt? - bis och dee Leschten wéi missen agesinn, datt mir ouni d'Banken net gutt dru wieren. Si maachen offiziell zwar nëmmen e Véirel vun eisem Gesamtëmsaz aus a souguer nëmmen 10% vum Emploi am Land, mä wann ee bedenkt, wat a wien alles un eiser Finanzplaz hänkt, da kënnt ee liicht op 40, 50%. An dat wëllt eppes heeschen.

Elo ass awer just dat Iwwergewiicht vun där Finanzplaz, dat esou munchem Kappzerbrieches bereet. Mat Recht och, well genau geholl si mir als Economie an als Land vun enger Ofhängegkeet - nämlech där vum Stol - an déi aner - där vun de Banken - geroden. A wann ee bedenkt, wat eis ufanks den 80er Joren hätt kënne bléien, wéi d'Schmelzen am Rutsche waren, wa mir dunn net d'Banke gehat hätten, da kann ee sech scho Gedanken iwwert déi méiglech Konsequenze vun där Ofhängegkeet maachen.

Elo ass et awer net esou einfach, e ganze Wirtschaftssector duerch eppes aneschters ze ersetzen, wat een emol nach guer net huet. Dofir soll een an dësem Fall zweeërlee maachen: Et soll een engersäits selbstverständlech probéieren, eis Economie ze diversifizéieren, anerersäits awer och dee Secteur, deem mir bis op Weideres ausgeliiwwert sinn, nach méi zolidd a méi staark ze maachen.

(Interruption)

Dat Zweet ass zum Deel geschitt, well eis Finanzplaz sech an deene leschten zéng Joer e gutt Stéck méi breet opgestallt huet, sech gewëssermoossen a sech selwer diversifizéiert, woubäi d'Regierung hir um legislative Plang kräfteg zur Hand gaangen ass. Als ee vun deene ganz Groussen am Fongegeschäft, mä och als Spezialist am „private banking“ an an enger Rëtsch vun anere Produktparten, huet eis Finanzplaz gutt Chancen, weiderhin d'Nues vir ze behalen. Allerdéngs nëmmen dann, wann d'Ëmgeréis passt: Wa mir genuch qualifizéiert Leit fannen - wat ëmmer méi schwéier gëtt -, wann d'steierlecht Ëmfeld klappt - wat och net méi esou einfach hautdësdags ass - a wa mir och an Zukunft déi richteg Nues fir déi richteg Finanzprodukter hunn, wat schonn e bësse méi verlaangt wéi den handwierklechen Know-how, mat deem

sech eis Finanzplaz bis elo derduerchgeschloen huet.

Elo verstitt Dir och vläicht, firwat grad d'Finanzplaz esou gedirengelt huet, fir eng Lëtzebuerger Uni ze kréien, net eng Wald- und Wiesen-Uni, fir eiser Jugend d'Studéieren am Ausland ze erspueren, mä eng héich opgehaange Spezialitéiten-Uni, an där sech och eis Economie erëmerkennt, an déi intensiv Fuerschung an deene Beräicher bedreift, vun deene mir schonn eppes kennen a vun deene mir liewen.

Mä, wéi gesot, dernieft muss och alles drugesat ginn, fir eis Wirtschaft insgesamt ze diversifizéieren an domat eis ekonomesch Grondlag méiglechst breet an zolidd ze maachen. An och hei gëllt, datt ee fir d'éischt op dat baue soll, wat ee schonn huet a wat ee kennt, éier ee sech op Neiland virwot.

Datt mir net méi esou einfach auslännesch Investisseuren am industrielle Beräich op Lëtzebuerg gelackelt kréien, ass jo eise Wirtschaftsminister an der letzter Zäit méi dacks op senge Promotiounstoure gewuer ginn. Mir sinn, bei eise Léin a bei eisem Liebensstandard, net méi grad attraktiv fir déi classesch Manufakturaktivitéiten. Mä dofir hu mir an deene leschte Jore bewisen, datt mir duerchaus amstand sinn, grouss Opérateuren aus der Neier Economie op Lëtzebuerg ze zéien.

Esou eppes schwätzt sech séier an deene Kreesser erëm a positionéiert eist Land ganz uewen op der Standuert-Hitlësch. Wann et eis geléngt, engersäits ronderëm déi bestehend Entreprises an hir Aktivitéiten nei Créneauen opzebauen - wéi zum Beispill d'Logistik am Donschtkrees vun enger Cargolux -, wa mir dank dem richtegen Ëmfeld - mat LuxTrust a Luxconnect zum Beispill - déi Nei Economie dozou bréngen, hir europäesch Zentral bei eis anzeriichten, a wann eist Handwierk an eise Commerce et dann och nach fäerdeg bréngen, sech op deem neien Hannerland breet ze maachen, datt d'Groussregioun fir eis duerstellt, da mengen ech schonn, datt mir fir eng Zäit op der gewonnener Säit wäerte sinn.

Ech weess elo, Dir héiert ëmmer nëmmen „Wirtschaft“ a frot lech: Wou bleift do de Mësch? Abee, et ass ëm hien, an nëmmen ëm hien, wou et déi ganzen Zäit hei geet. Et ass evident, an ech geséich gär deen heibannen, deen eppes aneschters géif soen, datt d'Wirtschaft kee Selbstzweck ass an och net ka sinn, datt si fir de Mësch do ass an net ëmgekéiert.

Et ass awer fir mech genausou evident, datt d'Selbstverwierklechung vun Eenzelne wéi och seng sozial Ofsécherung ouni gutt funktionnéierend Economie net denkbar sinn. Ech weess, datt deen een an deen anere sech schwéierdeet mam Gedanken, datt ee fir d'éischt déi Sue muss verdéngen, déi een da wëllt verdeelen. Mä et ass nun eben esou, datt d'Wirtschaft fir d'éischt klappe muss, éier een deem Eenzelnen en uerdentlecht Akommes an eng sozial Ofsécherung bidde kann.

A wa mir scho vun Ofsécherung schwätzen, da sief dem Rapporteur nach ee Wuert zugestanen zu engem Thema, dat och op méi laang Siicht ausgeriicht ass, quitte datt mir et nach ëmmer e bësse kuerzsiichteg ugin: Ech schwätze vun eise Pensionnen a vun de Renten a vun deenen, déi se eng kéier bezuele mussen.

Och wa mir et net wëlle wouerhunn, ass eise Pensionssystem am Rutschen. Net elo gläich, well am Moment den Emploi nach ëmmer klëmmt, an domat och d'Sozialbeitrag, mä op d'laang Siicht gesäit et net méi gradesou gutt aus. Et ass nun eemol eng Tatsaach, datt d'Zuel vun de Pensionéierte méi séier wisst wéi all aner Wirtschaftsparameteren, wat dann an engem System wéi eisem, wou déi aktiv Generatioun fir d'Akommes vun de Retraitéierten opkomme muss, fréier oder spéider dozou féiert, datt déi Belaaschtung net méi ze erdroen ass.

Sollte mir net probéieren, elo, wou mir nach gutt dosti mat eise Reserven, eise Pensionssystem vu Grond op ze reforméieren, éier et esou wäit kënnt, datt eis Kanner oder eis Kandskanner eis d'Pensioun kierz mussen, well se net méi mat Bezuelen nokommen, an éier eise Stat, dee jo elo als Drëtten un der Finanzéierung vun eiser Sozialversuergung bedeelegt ass, esou an d'Verscholdung rutscht, datt mir bis 2050 - laut Berechnung vun der Brësseler Kommissioun - zweeanenhallefmol méi Schollden hätten, wéi eis Wirtschaft ze leeschten amstand wär.

Här President, et sinn zwou Saachen, déi mir deene schëlleg sinn, déi eng kéier no eis kommen.

Éischstens musse mir se esou gutt wéi et nëmme geet op dat virbereeden, wat op se zoukënnt. Hir Welt wäert net méi déi vun

haut a scho guer net déi vu gëschter sinn. An d'Ufuerderunge wäerten trotz allem technesche Fortschrétt wuel nach méi grouss wéi bis elo sinn.

An zweetens däerfe mir hinnen, deenen, déi no eis kommen, net méi oplueden, wéi se packe wäerten.

Mir mussen dee Knuet opkréien, dee mir an eiser Educatioun hunn, wou de Präis partout net méi mam Resultat wëllt iwwerenee stëmmen: Mir hunn, laut der OCDE, deen deierste Schoulsystem a mir hunn, laut PISA, mat déi miserabelst Resultater. Dat däerf net sinn!

Genausou wéi et net akzeptabel ass, datt mir 10.000 Lëtzebuerger am Chômage hunn an op d'mannst 130.000 Frontalieren all Dag eis hëllef komme mussen, fir datt mir all déi Aarbecht gemaach kréien, déi mir hunn. Och dee Widdersproch huet eppes mat eiser Schoul ze dinn an och hie muss aus der Welt geschaf ginn.

Op där anerer Säit kënnen mir déiselwecht Jugendlech, ëm deenen hir Ausbildung mir eis vläicht net genuch gekëmmert hunn, net vu virera mat ëmmer méi schwéiere Pensionschargé belaachten, déi dann hiert Akommes deziméieren an hinne vläicht guer net méi dee Wuelstand erlaben, dee mir haut genéissen.

Mir hunn dëst Land, Här President, an engem gudden Zoustand vun eise Virgänger iwwerholl. An engem ganz gudde souguer, wann ee bedenkt, wéi gutt et eis am Verglach mat anere geet. Mir hunn dofir ze suergen, datt mir datselwecht Land eng kéier op d'mannst a gradesou engem gudden Zoustand un déi nächst Generatioun weiderreechen. Un eng Generatioun, fir déi mir eis a véier diebele mussen, fir datt se ronderëm op hir Aufgaben an op d'Erausfuerderunge vu muer virbereet gëtt. Ech mengen, mir sinn där nächster Generatioun dat schëlleg. A mir sinn eis selwer et och vläicht e bësse schëlleg.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Ech ginn dem Budgetsrapporteur, dem honorabelen Här Thiel, Akt vu senger Deklaratioun. Wéi gesot, muer de Mëtteg um dräi Auer héiere mer d'Ausféierunge vum Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker a vum Här Budgetsminister Luc Frieden zum Statsbudget.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.07 heures)

Chamber TV

weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bërmereng um Kanal
S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHz

•

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal
S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hieffenech um Kanal
S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt,
Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Manternach um Kanal
S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Medernach um Kanal
S40 / 455.25 Mhz

96

www.chd.lu

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

- 1. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

(Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget - Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances)

- 2. 5535 - Projet de loi portant approbation des amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005

(Rapport de la Commission juridique - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président. D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Neen, Här President.

M. le Président. - Dat ass net de Fall.

Mir sollen haut de Mëtteg d'Ausféierunge vum Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker zum Budget fir d'nächst Joer héieren an och déi vum Budgetsminister, dem Här Luc Frieden. Et ass awer elo esou, datt de Statsminister Retard huet weïnst dem Besuch vun der Presidentin vu Lettland. Duerfir kënnst hie méi spéit. Op jidde Fall fänke mer elo u mat der Ried vum Här Budgetsminister Luc Frieden. Här Frieden, Dir hutt d'Wuert.

1. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, Dir Dammen an Dir Härren Deputéierten, ech géif lech och nach eng Kéier wëllen ausdrécklech bidden, de Statsminister ze entschëllegen, mä Statsbesich sinn esou, datt een net ëmmer den Timing genau ënner Kontroll huet.

Ech géif gärën als Budgetsminister ufänken, andeem ech géif dem Rapporteur, dem honorabelen Här Lucien Thiel, Merci soe fir déi détailléiert Analys, déi hien an deene leschte Wochen, zesumme mat de Kolléeg vum der Finanz- a Budgetskommissioun, gemaach huet. Als fréiere Budgetsrapporteur weess ech, wat fir eng schwierereg, mä och interessant Aarbecht dat ass.

Ech muss soen, datt ech an de grouse Linnen dat deelen, wat den Här Thiel a sengem schrëftleche Rapport geschrëwwen an a sengem mëndleche Bericht gëschter hei op der Tribün gesot huet. Dat ass eng Analys, déi dat reflektéiert, wat d'Regierung denkt, a mat där et, mengen ech, derwäert wär, datt mer eis an deenen nächste Woche géifen intensiv ausenanersetzen. Well e Budget ass jo net eppes, wat op engem Moment nëmme geschitt. De Budget ass ëmmer eppes, wat een an enger Perspektiv muss gesinn. An et ass virun allem och déi Perspektiv souwuel bis 2009 wéi och déi Reflexiounen, déi den Här Deputéierten Thiel gemaach huet an der Perspektiv vun 2030, 2050 a verschiddene Beräicher, déi derwäert sinn, datt mer se heibannen...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...a ronderëm dëst Haus diskutéieren.

Zil vun der Lëtzebuurger Budgetspolitik bleift et, gesond Statsfinanzen ze hunn. A wa mer soen, gesond Statsfinanzen ze hunn, dann heescht dat, datt mer net wëllen, datt d'Dépenses méi wuesse wéi d'wirtschaftlecht Wuesstum a méi wuesse wéi d'Steierrecetten op engem gewëssene Moment.

Mir hu fréier ëmmer nëmmen nom wirtschaftleche Wuesstum gekuckt. Ech mengen, an der Logik Maastricht, an ech kommen dorobber zréck, mussen mer och méi déi direkt Evolutioun vun de Recettë kucken, déi bei der Berechnung vun dem Budgetsresultat eng Roll spillt.

Et ass jo, well mer festgestallt hunn, datt zënter e puer Joren d'Dépense par rapport zum PIB méi schnell wuessen, wéi d'Recettë par rapport zum PIB, datt mer an deenen zwou leschte Budgetrieden heibannen dofir plädéiert hunn, datt mer op der Ausgabesäit eng Brems missten ageheien. An déi Brems, hu mer gesot heibannen, misste mer ageheien, andeems mer géifen d'automatesch Uklamme vun enger Rei vun Dépense bremsen an datt mer géifen d'Investitiionsausgaben op engem bezuelbaren, héijen Niveau behalen.

Ech hunn duerfir, a sinn dofir kritiséiert ginn, geschwat vum Plafonnéieren oder vum Stabiliséiere vun Dépenses. Wat ass nämlech d'Alternativ? Wa mer dat net maache bei gläichzäitegem Zil, fir de Budgetsdefizit ze reduzéieren, da mussen mer Steuererhéijunge maachen, fir esou d'Recetten an d'Luucht ze dreiwelen. Or, dat ass schlecht, souwuel fir d'Privatleit wéi fir d'Entreprise.

An duerfir hu mer net deen einfache Wee geholl vun der Steuererhéijung, mä mir hunn dee méi schwéiere Wee geholl vum Stabiliséiere vun den Dépenses op eng, wéi mir fannen, sozial gerecht Aart a Weis, andeem mer scho gekuckt hunn, wou mer géife méi bremsen a wou mer géifen nei Politikfelder finanzéieren, déi och zur sozialer Kohäsioun bäidroen.

An duerfir géif ech soen, op dem Wee zu eise Zil - dat war, bleift an ass gesond Statsfinanzen - hu mer eng éischt Etapp gemaach, hu mer déi éischt Etapp vun deem Zil erreecht.

De Statsdefizit, dee läit am Joer 2007 bei minus 0,9% vum Bruttoinlandsprodukt. De Statsdefizit, dee muss een ëmmer erëm kucken, well et ass deen, deen am europäesche Verglach wäertvoll ass. Et geet ëm de Stat am enke Sënn vum Wuert. Dat sinn och d'Gemengen an dat ass och d'Sécurité sociale.

Et ass, mengen ech, an der Debatt vun deene leschte Wochen net oft genuch ervirgehuewe ginn, wéi enk déi dräi Bléck vun den öffentliche Finanzen zesummenhängen. An duerfir mengen ech och, ass dee Chiffer, deen eis an dëser Budgetsdebatt muss beschäftegen, dee vu minus 0,9% vum PIB, oder dat Lach wat besteet a wat an deem Fall 300 Milliounen Euro ausmécht.

Ech wëll drop hiweisen, datt dat eng wesentlech Verbesserung ass par rapport zu de Chiffere vun 2004 an 2005. Virun allem um Niveau vum Zentralstat, de Stat am eigentleche Sënn vum Wuert plus d'öffentlech Etablissementer, hu mer eng Defizitreduzéierung fäerdeg bruecht. An déi Defizitreduzéierung, déi hu mer besser fäerdeg bruecht, wéi mer eis dat als Zil gesat hunn. Mir hunn eis an der Tripartite - fir déi, déi déi Diskussiounen verfollegt hunn oder déi nogelies hunn - zum Zil fir 2007 en öffentliche Defizit vu minus 1,2% vum PIB festgesat.

Or, ech stellen elo fest, duerch eng ganz Rei Moossnamen, déi mer op der Ausgabesäit gemaach hunn, zum Deel och op enger Rei

Recetten, déi mer konnte liicht méi héich asetzen, datt mer d'Defizitresultat op minus 0,9% gedréckt hunn. Mir sinn also ënnert d'Ee-Prozent-Grenz vum Defizit erofkomm, an op deem Wee mussen mer weidergoen.

Wann ech dann elo kucken, wéi mer zu deem Resultat kommen, da stellen ech fest, datt eis Dépenses d'nächst Joer ëm 3,6% klammen an eis Recetten ëm 5,4%.

De Budgetsrapporteur huet gëschter hei gesot, datt en am Fong sech géif wënschen, datt mer eis erëm géife mat der Budgetsnorm ofginn. Onofhängeg dovun, datt ech mengen, datt d'Budgetsnorm an engem Kontext vu Maastricht ganz schwierereg ze applizéiere wär - an ech kommen herno op Är Remarquen zréck, déi de Budgetsrapporteur gemaach huet am Kontext vun der Presentatioun -, wëll ech soen, datt mer hei d'Budgetsnorm, géife mer se am klassesche Sënn vum Wuert rechnen, absolut respektéiert hunn a substanzieel ënnerschratt hunn.

D'Budgetsnorm am klassesche Sënn, wéi mer déi fréier gerechent hunn, läit fir d'Joer 2007 bei 6,3%. De Budget no de Regele vun eise Kontabilitätsgesetz klëmmt ëm 5%; an de Budget, d'Dépenses no Maastricht beim Zentralstat, klëmmt ëm 3,6%. Mir sinn also - an ech mengen, dat ass déi richteg Budgetpolitik, déi mer mussen maachen, fir zu deem Zil ze kommen, wat mer hunn, gesond Statsfinanzen ze erhalen - wäit ënnert der Budgetsnorm bliwwen, déi hatt kënnen eng Croissance vu 6,3% virgesinn, wa mer déi gerechent hätten, wéi mer dat gemaach hunn, wéi een dat och muss maachen, mä si géif eise strukturelle Problemer, déi mer hunn an déi duerch den Defizit illustréiert ginn, net d'Rechnung droen.

Déi 3,6%, déi eise Budget klëmmt no Maastricht gerechent, muss een am Fong nach vun der Inflation berengegen, a wa mer d'Inflation ofrechnen, da wiisst de Budget op der Dépensesäit d'nächst Joer nëmmen ëm 1,8%. Dat beweist, datt mer déi Stabiliséierung vun den Dépenses, déi mer gewënscht hunn als Regierung, an deem Projet de budget hei fäerdeg bruecht hunn.

Fir d'éischt awer géif ech gärën e puer Wuert iwwert d'Recettë soen, ier ech am Detail op eng Rei vun Dépenses zréckkommen.

D'Aschätzung vun de Steieren, dat wësse mer, ass äussert schwierereg. Si ass besonnesch schwierereg, wa mer kucken, datt déi Steierkategorien, déi méi schnell wuessen, Steiere sinn, déi mat enger extremer Volatilitéit behaft sinn. Dat ass virun allem d'Taxe d'abonnement, déi bezuelt gëtt vun den Investitiionsfongen, déi vum Boursségeschäft ofhänken, an dat ass d'Tax op dem Revenu des capitaux. Dat ass déi, déi dovun ofhänkt, wéi vill Dividendë vun de Betriber bezuelt ginn.

Wann ech déi zwou Steierkategorien kucken, dann dierf een op kee Fall, fënnst d'Regierung, déi festsetzen am Joer 2007 op engem Niveau, dee vläicht eng Kéier 2006 vill méi héich ass. Loosse mer eis freeë wann en ee Joer méi héich ass, mä fir dorausser ze soen: Elo kënnen mer all Joer gutt kräfteg méi op der Recettësäit asetzen, ech fannen, datt dat keng prudent Politik wär, an dat ass och eng Politik, déi ech als Budgetsminister net maachen.

Dann ass e Problem bei der Besteuerung ganz sécher deen, datt mer zu Lëtzebuerg eng atypesch Situatioun a ganz villen Entrepreneuren hunn, déi Deel si vun engem Grupp. A wéi vill Steieren déi zu Lëtzebuerg bezuelen, ass net an engem direkte Lien mat dem Benefiss, dee se zu Lëtzebuerg maachen. Duerfir kann een net einfach d'Bilane vun den Entrepreneuren kucken an da soen, da kréie mer esou vill Steieren. Mir kréien oft manner, well no legalen europäesche Steuerregelen d'Entreprise verschidde Saachen aus dem Auslandsgeschäft op enger anerer Plaz ofsetze kënnen.

Da kommen och ëmmer erëm nei Elementer derbäi. Dir hat d'lescht Joer hei eng Diskussioun iwwert den Droit d'apport. D'Regierung denkt doriwwer no an engem méi globale Konzept, an héchstwahrscheinlech kënnt de Stats- a Finanzminister och herno nach dorobber zréck.

Ech wëll just soen, datt, vu datt d'Europäesch Kommissioun wëllt, datt den Droit d'apport an Europa ofgeschaf gëtt, dat géif zu Lëtzebuerg eng Mannereinnahm kuerzfristeg vu ronn 60 bis 70 Milliounen ausmaachen, well am Joer 2005, dat lescht Joer,

wou mer definitiv Chifferen hunn, huet den Droit d'apport 68 Milliounen ausgemaach. Mécht et elo Sënn, datt een do extra héich Montanten asetzt, wëssend, datt déi ofgeschaf ginn? Ech mengen net. D'Europäesch Kommissioun huet virgëschter gesot, datt se d'Meenung huet, datt den Droit d'apport misst bis 2010 ofgeschaf sinn. D'Regierung kuckt dat an engem méi globale Konzept vun der Besteuerung.

Fir dat nächst Joer hu mer d'Steieren also nëmme liicht méi héich agesat, nämlech ëm 5,4%, wéi ech gesot hunn, woubäi mer virun allem och bei der Kierperschaftssteuer jo zënter Joren eng relativ Stabilitéit feststellen. Déi wäert dëst Joer net iwwert dat erausgoen, wat mer virgesinn haten, an déi wäert och d'nächst Joer op deem relativ héijen, mä awer stablen Niveau vun 1,3 Milliarde bleiwen.

Et ass richteg, datt eng Rei aner Steiere méi schnell eropginn. Mir hunn notament d'Situatioun, datt vill nei Aarbechtsplaze geschaf ginn an datt doduerch och d'Gehältersteier an hirem globale Volumen eropgeet. Mir hu se fir d'nächst Joer ëm 13% méi agesat. Mä et wär falsch ze mengen, datt een, vu datt déi Steieren, déi eenzeg, déi schnell wuessen, konjunkturbedéngt sinn: d'Taxe d'abonnement an d'Taxe sur le revenu des capitaux, datt mer do géife Spréng maachen an déi mer herno net méi géife reduzéiert kréien. Mir plädéieren also weider fir eng prudent Aschätzung vun de Steieren.

Ech erënnere och drun, datt 2005 - et ass jo oft, datt hei Débat vergiess ginn -, 2005 hate mer d'Steieren am Budget nach ze héich agesat an de Kont vun 2005 ass manner héich ausgee wéi dat wat mer agesat haten. Duerfir hu mer déi extraordinär Elementer versicht am 2007er Budget net direkt mat anzeschreiwen.

Op der Dépensesäit hu mer versicht, fir vun där héijer Croissance vun den Dépenses op e méi niddregen Niveau ze kommen. Dat ass eis gegléckt duerch eng Rei vu Moossnamen, déi oft beschriwwen gi sinn, déi Moossnamen, déi mer am Kader vun der Tripartite diskutéiert hunn. Moossnamen, fir déi selbstverständlech eleng d'Parlament an d'Regierung an der Entscheedung kompetent sinn. Et ass duerfir, datt mir se hu missen an dësem Budget ëmsetzen. Ech mengen et war awer gutt, dat een déi am Virfeld konnt am Detail mat de Sozialpartner diskutéieren.

Mir hunn an alle Kategorië vun eisen Ausgaben d'Ausgabe manner schnell klamme gelooss, sief dat bei den Investitiionsausgaben, wou mer am Ufank virgesinn haten, déi vill méi staark klammen ze loosse. Mir hunn do 150 Milliounen ewechgeholl vun deem wat mer ursprüngelech virgesinn haten. Mir hunn d'Fonctionnementskäschte vum Stat gebremst. Iwwerall hu mer se gebremst. Iwwerall hu mer versicht déi Dépenses, déi net direkt un de Gehälter hängen, am Fonctionnement vum Stat ze reduzéieren.

An Dir wäert gesinn, d'nächst Joer bei villedem wat am Land net klappt, wäert ëmmer erëm gesot ginn: Ma dat hänkt dorunner, datt mer bei de Fonctionnementskäschten hu missen aspueren. Dat ass awer zum groussen Deel net justifiéiert, well et muss een et och fäerdeg bréngen, déi Suen, déi do sinn, esou anzusetzen, datt deenen elementare Fonctionnementsbesoine vun engem Betrib kann nokomm ginn, an datt aner net kënnen gemaach ginn.

Eng Rei Etüden, och déi, déi d'Chamber ëmmer freet, kënnen eventuell net gemaach ginn. Et kann een zum Beispill net de Posten „Frais d'experts et d'études“ all Joer ëm esou vill Prozent erëm uklamme loosse. Mä jiddereen huet en Effort gemaach, an ech akzeptéieren och net, datt hei ee géint deenen aneren ausgespillt gëtt. Ech stelle fest, datt och Är Chamber sech un deem Effort bedeelegt huet an datt och d'Chamber hir Fonctionnementskäschte fir d'nächst Joer ëm substanzieel 10% gekierzt huet, esou wéi déi meescht Ministère. Dat heescht net, datt net ganz vill aner Suen do sinn, déi et eis erméiglechen, eng ganz Rei vun Aktivitéiten ze maachen.

Mir hu selbstverständlech och niewent deene Fonctionnementsaspuerungen, déi

mer an all Ministère, an all Verwaltung musse maachen an och an Zukunft musse maachen, gespuert duerch d'Netindexupassung oder d'Verschiebung vun der Indextranche, déi am Budget 2007 keen Nidderschlag fënnt, nodeem se elo am Dezember ausbezuelt ginn ass an déi nächst uganks 2008 ufält. Dat huet beim Stat eng substanzuell Reduktioun mat sech bruecht.

Déi Reduktioun ëm 70 Milliounen ass allerdings net esou, wéi ech notament am Avis vun der Chamber vun de Fonctionnaire gelies hunn, datt déi sech ausschliesslech géif op d'Gehälter vun de Statsbeamte bezéien. Déi Aspuerung vu 70 Milliounen, déi mer gesot hunn, wat eng Indextranche beim Stat a senge Fonctionnementskäschte kascht, ass nëmmen zu 15 Milliounen eng, déi sech op d'Gehälter vun de Statsbeamte bezitt, déi wéi all d'Gehälter am Land d'nächst Joer, am Joer 2007, keng Indexupassung erfueren. All déi aner Sue sinn Indexadaptatiounen vun anere Kontrakter oder Obligatiounen, déi de Stat huet, sief dat Kontrakter, Loyeren, mä net Rémunératiounen. Duerfir muss een och beim Detail vun deem, wou mer agespuert hunn, ëmmer erëm kucken ëm wat et sech genee handelt.

Mir hunn trotz all deenen Aspuerungen d'Ausgaben op engem ganz héijen Niveau gehalen. Bei aller Spuernoutwendegkeet geréit dat oft e bëssen an de Vergiess. Duerfir géif ech gären e puer Saachen zu deenen Ausgabe soen, déi mer réellement täegen.

Mir hu bei den Investitiionsausgabe massiv gespuert. D'Investitiionsausgabe sollten am leschte Joer, wéi mer dee leschte Budget gemaach hunn, also am Joer 2006 - an deem Joer wou mer sinn -, 5,6% vum Bruttoinlandsprodukt betreffen. Déi betreffen d'nächst Joer nëmme 4,9% vum Bruttoinlandsprodukt. Dat heescht, d'Investitiionsausgabe par rapport zum national geschafene Räichtum ginn erof. Dat ass déi Politik, déi mer annonciert haten. Dat ass déi Politik, déi mer gemaach hunn.

Dat heescht awer net, datt mir näischt bauen. Dat heescht nach ëmmer, datt de Lëtzebuerger Stat d'nächst Joer 1,6 Milliarden Euro ausgëtt, fir ze bauen, direkt oder indirekt. Dat sinn also enorm vill Sue mat deene mer hei am Land d'Infrastrukture verbessere kënnen, déi Deel si vun der Liebensqualitéit a vun der Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

Mir ginn d'nächst Joer, ech wëll hei nëmmen dräi Chifferen nennen, 194 Milliounen aus fir de Schinnebau. Ech schwätzen hei vun Investitiionsausgaben. 194 Milliounen, dat ass eng Croissance vun 19%. Mir ginn 145 Milliounen aus fir de Stroossebau. Dat ass eng Augmentatioun vu 4%. Do handelt et sech virun allem ëm déi sougenannten „liaison Micheville“ am Süden an ëm d'Nordstrooss, vum Zentrum an den Norden. En drëtt Beispill sinn d'Schoulbauten, wou mer d'nächst Joer 24% méi ausginn, fir eng Gesamtausgab vun 134 Milliounen. Dat si kolossal Zommen. An duerfir muss een deen noutwendige Spuereffort, dee mer gemaach hunn, dat Plafonnéiere vun den Investitiionsausgaben, dat Reduzéiere vun den Investitiionsausgaben, ëmmer gesi mat deem, wat mer trotzdeem maachen.

Mir hu vill gemaach, mä mir hu Saachen net gemaach: Mir hunn net op der Diddelenger an op der Areler Autobunn dräi Bunne gebaut, domadder hu mer 50 Milliounen gespuert; mir hunn net d'Tangente Ouest kuerzfristeg geplangt, domadder hu mer 60, 70 Milliounen gespuert. Dat heescht, et gëtt villen gemaach, mä mir hunn d'Prioritéiten nei fixéiert, an ech mengen, datt mer mat deem Investitiionsvolumen weder den Entreprisé schueden, déi kënnen weider hir Leit beschäftegen, mä datt mer zugläch e wesentlechen Deel zu enger zolitter Statsfinanzpolitik weidergemaach hunn.

Datselwecht gëllt am Beräich vun de Sozialausgaben. Mir halen déi Sozialausgaben op engem extrem héijen Niveau, mä mir hunn eng Rei Ausgaben och do versicht an hirem Uwuesse vun hirem Ausgab ze bremsen. Si wuessen en chiffes absolut, mä si wuesse manner schnell wéi dat virdrun de Fall war: duerch d'Adaptatioun vun den Indexregelen, duerch verschidden Transferten un d'Sécurité sociale, duerch eng Rei aner Finanzierungsmechanismen, wéi zum Beispill bei der Fleegeversécherung. An alles

dat erlaabt eis sécherlech net, dat Zil schonn ze erreechen, wat mer 2009 hunn, mä deem e gutt Stéck méi no ze kommen.

Déi Chifferen, déi mer do agesat hu bei der Sécurité sociale, si realistesch Chifferen opgrond vun der Evolutioun vun der Masse salariale gerechent. Mir ginn dovun aus, datt d'Masse salariale d'nächst Joer ëm 6 bis 7% wäert klammen. Dovunner wäert d'Zuel vun den Assuréeën ëm ronn 3,8% klammen.

D'Lëtzebuerger Zentralbank war der Mee-nung, mir hätten déi Chifferen net héich genuch agesat. Wann een den Detail vun deenen Zifferen kuckt, d'Zentralbank mengt, et hätt ee misse 40 Milliounen méi asetzen, dann dréit d'Zentralbank deene Spuermossnamen net Rechnung, déi mer grad am Beräich vun der Sécurité sociale gemaach hunn. A wann een deene Rechnung dréit, souguer op eng virsichteg Aart a Weis gerechent, da sinn déi Chifferen, déi mer fir d'nächst Joer virgesinn hunn - d'Virfinanzement vun der Krankkeess, d'Virfinanzement vun de Pensiounskeessen -, absolut realistesch.

Déi klammen och nach elo méi wéi d'Moyenne vum Budget. Wann also hei gesot gëtt: Et gëtt op der falscher Plaz gespuert, da soen ech: Neen. Well wann ech lech gesot hunn, datt d'Dépenses ëm 3,6% klammen, da wisst trotzdeem nach d'Kontribution vum Stat un d'Pensiounskeessen am nächste Budget ëm 5% an d'Participatioun vum Stat un d'Krankkeessen ëm 8%.

Also sinn dat Elementer, déi, zesummen och mat dem Wuesse vun der Masse salariale, trotzdeem fir de Stat och an deenen nächste Joren nach eng zousätzlech Ausgab duerstellen. An duerfir mengen ech ass et normal, datt de Stat iwwert déi Finanzéierungen diskutéiert huet, an datt en do Léisunge fonnt huet, déi bei enger staarker Sozialpolitik trotzdeem och d'Finanzéierung vum Budget mëttelfristeg am Grëff behalen. Dëst ëmsou méi, wou grad och am Sozialberäich permanent op de Stat nei Aufgaben zoukommen, déi de Stat net imposéiert kritt huet, mä déi e selwer wollt maachen.

Ech erënneren nëmmen un déi enorm Investitiounen, déi de Stat wëllt maachen am Beräich vun der Betreiuung vun de Kanner en dehors vun der Schoul. Mir ginn d'nächst Joer eppes 47 Milliounen aus fir d'Fonctionnements- an d'Investitiionskäschte vun de sougenannten «Maison-relais», wou also d'Kannerbetreiuung ausserhalb vun der Schoul gemaach gëtt. Mir ginn 21 Milliounen aus fir Crèche, fir also déi, déi nach net an der Schoul sinn. Mir ginn d'nächst Joer och iwwer 30 Milliounen aus - dat ass eng Croissance vu 6% - fir de Placement vu Kanner, déi vu Sozialinstitutiounen oder vun de Gerichter musse placéiert ginn.

Dat wisst méi wéi d'Moyenne vum Budget. De Budget wisst ëm 3%, d'Croissance fir de Placement vu Kanner ëm 6%, déi fir d'Maison-relais ëm 26%. Hei gëtt also scho Politik och am Sozialberäich gemaach. Sécherlech kann een net alles zugläch maachen, mä hei sinn zolidd Akzenter gesat ginn, déi een am Budget 2007 ermëfënnt.

Datselwecht gëllt an der Wunnungsbaupolitik. Sécherlech ass de Gros vun deenen Effort vum deem Programm, deen d'Regierung annonciert huet, nach net am Budget 2007 ermëzfannen, well déi Gespréicher mat de Gemengen an deem Pakt, dee mer de Gemengen ubidden, nach net fäerdeg sinn. Fir datt déi an de Joren '08, '09, '10, '11 wäerte méi e staarke Budgetsimpakt fannen, mä och fir deen Nidderschlag an der Zukunft kënnen ze verkraften, mussen duerfir op anere Plazen Émschichtunge gemaach ginn. Et ass eng wichteg Politik. Och an deem Budget sti ronn 100 Milliounen, fir dat ze finanzéieren, mä an deene Budgeten duerno wäert dat nach méi ginn.

Och d'Fuerschung ass e Beräich, an deem mer iwwerproportionell vill am nächste Budget maachen, a wat mer an deene Budgeten duerno musse maachen. Mir hunn et fäerdeg bruecht, eis am Budget vun 2007 Margen ze verschafen, fir och konform zur Strategie vu Lissabon ze sinn. Dat heescht, fir eng méi performant Ekonomie ze hunn, datt déi Betriber sech kënnen entwéckelen, datt kënnen Plaze geschafe ginn, wäerten eis Ausgabe fir d'Fuerschung sech d'nächst Joer op 140 Milliounen belafen.

Dat sinn 0,44% vum Bruttoinlandsprodukt. A wa mer dobäi d'Fuerschung aus dem Privatsektor derbärechnen, déi jo och vum Stat ënnerstëtzt gëtt, da komme mer am Beräich vun der Fuerschung d'nächst Joer op 2% vum Bruttoinlandsprodukt. Ech mengen, dat ass ganz remarquabel. Dat ass en Effort, dee muss weidergemaach ginn. Do huet een net direkt de Benefiss dervun. Duerfir soen d'Leit och: Wat mécht een do mat där Fuerschung? Ech mengen awer, mëttelfristeg huet eist Land do e reellen

Avantage, wa mer kënnen vun hei aus Saachen entwéckelen, vun deenen eis Gesellschaft an eis Ekonomie profitéieren.

Fuerschung, Neigestaltung vun dem sozialen Zesummeliewen an enger Gesellschaft, Ëmweltpolitik: Dat si Beräicher, déi mer vläicht viru 15 Joer an eise Budgeten a ganz sécher och an deene leschte Joren nach net esou staark ermëfonnt hunn, wéi mer se an der Zukunft ermëfannen. Mir hu villen gemaach, wann ech kucken an deene leschte sechs Joer, wéi d'Croissance vun den Ausgaben am Ëmweltberäich au sens large du terme war. Elo kommen nei Obligatiounen am Kader vun der CO₂-Reduzéierungsproblematik derbäi. Et ass duerfir, datt de Stat och muss Margen hunn. Mir hunn am Budget vum nächste Joer virgesinn, datt mer do Ausgabe vu 74 Milliounen Euro hunn. Dat wäert an deenen nächste Joren eropgoe bis op 100 Milliounen, vläicht souguer méi.

An och duerfir brauch een en Deel Finanzéierung vum Stat, mä do brauch een awer gradesou kloer och en Deel Responsabilitéit vun de Leit a vun de Betriber, déi jo no dem Prinzip vum Pollueur-payeur och zu där Ëmweltverschmutzung an och Ëmweltresponsabilitéit musse bäidroen. Duerfir wëlle mer jo och - an dat gëtt proposéiert am Budget vum nächste Joer, déi Obligatiounen, déi mer hunn als international Verantwortung vis-à-vis vun eis selwer an der Ëmwelt -, datt och d'Leit an de Stat hir Kontributioun leeschten, sief et iwwer e Bäitrag am Bensinspräis, sief et iwwert d'Kontributioun, déi aus dem Statsbudget 2007 eriwuerleeft, fir op déi awer relativ staark Zomm vun 100 Milliounen Euro d'Joer ze kommen.

Mir kënnen selwer vill dozou bäidroen, andeem mer och versichen als Betriber a Privatleit natierlech och dozou bäizetroen, datt d'CO₂-Reduzéierung erofkënn. Domadder hu mer natierlech och e Bäitrag gemaach, datt mer manner musse bei deene Mechanismen investéieren, déi nëmmen dann do sinn, wann een um eegene Plang dat net alles fäerdeg bréngt. Alles wäerte mer net fäerdeg bréngen, mä mer hunn eng Responsabilitéit vis-à-vis och vun eisen no-kommende Generatiounen, datt mer dee Sujet seriö huelen.

An da muss de Stat natierlech och seng kllassesch Aufgabe weidermaachen. Seng kllassesch Aufgaben, déi d'Education sinn, déi den Transport sinn, wat souwuel eng kllassesch wéi eng nei Politik ass, well d'Eisebunn gëtt et bekanntermosse schonn zënter der zweeter Halschent vum 19. Jorhonnert, mä d'Verbredung dovun bei enger zouhuelender Bevölkerszuel ass natierlech eng, déi och vum Stat muss begleet ginn.

Wann ech kucken, wat mer am Beräich vun dem Transport maachen, da stellen ech fest, datt d'nächst Joer souwuel d'Investitiionsausgabe wéi d'Fonctionnementskäschte beim staatleche Budget ëm 7,6% zouhuelen; erëm eng Keier bal duebel esou vill wéi am Beräich vun der Gesamtausgabe vum Stat. De Stat gëtt d'nächst Joer fir den öffentliche Transport 570 Milliounen Euro aus. Domadder kann ee vill organiséieren, kann ee vill nei Saache bauen. Dat si relativ deier Projeten. Si sinn natierlech och fir e puer Generatiounen do, mä et ass elo an deem Moment, wou ee se muss finanzéieren. Trotzdeem muss een déi Suen hunn, an duerfir muss een op aner Saache kënnen verzichten.

D'Education wisst och d'nächst Joer. Mir hunn d'nächst Joer eng Croissance vun de Fonctionnementsausgaben an der Education vu 6,2%. Ech héieren heiansdo, et géif gespuert ginn an der Education. Ech stelle fest, datt de Budget ëm 3,6% wisst, an datt d'Fonctionnementsausgabe fir den Enseignement, dat heescht fir d'Lycéeën, ëm 6,2% wuessen, op 970 Milliounen Euro. Och d'Fonctionnementskäschten, wann een d'Personal ofrechent, wuesse par rapport zum lafende Budget.

Et ass och net esou wéi wa mer géife verschidde Beräicher vill méi wuesse loosse par rapport zu anere Beräicher. Sécherlech do, wou Prioritéit sinn - an ech hunn lech der virdrun eng Rei genannt, wou ech geschwat hu vun de Schoulen, vum Schinnenetz a vum Fäerdegstelle vu verschiddene grouse Stroossenachsen -, da kann een temporäremnt aner Saachen net maachen. An et ass duerfir wou mer bei den Investitiounen geschnidden hunn. Generell awer hu mer déi Prioritéiten esou gesat, wéi mer mengen, datt d'Grondaufgabe vum Stat misste getätet ginn.

Et ass och, fannen ech, net richtig, datt een deen ee Beräich vun der Organisatioun vun der Gesellschaft géint en aneren ausspilt. E Stat muss sech esou organiséieren, dat en deenen eenzelnen Aufgaben nokënn, mä innerhalb dovunner muss e Prioritéite set-

zen. An et ass och kloer, datt, wann an engem Joer exceptionell Événementer sinn - ech huelen zum Beispill d'Kulturjoer, wat virun der Dier steet -, do temporairement verschidde Käschten emol kënnen eropgoen. Et muss een dat dann awer ëmmer iwwer eng Period vun zwee Joer kucken, wou déi exceptionell Elementer ewechgerechent sinn, fir ze kucken, wéi d'Croissance an engem Budget ass.

Ech stelle fest, datt trotz Kulturjoer, well dat heiansdo och gefrot gëtt, d'Fonctionnementskäschten an d'Investitiionskäschten am Kulturberäich nëmmen ëm 1% klammen, mä sech op eng ganz héich Zomm vun 135 Milliounen belafen. Dat ass wäit aus manner wéi zum Beispill dat, wat mer an anere Beräicher maachen, déi fir d'Zukunft vum Land strukturell wichteg sinn - an de Budgetsrapporteur ass dorobber agaangen -, wéi zum Beispill d'Education, wou mer, ech rappeléieren, 960 Milliounen d'nächst Joer ausginn.

Och d'Héichschoul klëmmt d'nächst Joer méi staark. Dat ass kloer, well mir hunn eng Universitéit gegrënnt. Da fënnt een natierlech an deem Joer do méi staark Croissancen erëm. Et muss een dat och do iwwer e puer Joer kucken. An där Universitéit ass och e ganzen Deel Fuerschung, an duerfir fënnt een dat och am Fuerschungsbudget zréck, do ass et noutwendig, datt mer déi weider lues eruféieren, bis déi op hirem Rythme de croisière ukomm ass.

Ech muss soen, datt all Minister, all Departement, säi Bäitrag zu deem Resultat gelescht huet, wat mer erreecht hunn. Et wier net richtig, datt déi eng vill bäikritt hätten, an déi aner hätte missen op vill verzichten. Jiddferen huet op eng responsabel Aart a Weis eng méi kleng Croissance vu sengen Ausgabe kritt, wéi en dat gär gewënscht hätt, mä mir waren all der Meenung, datt mer missten de Wuesstum vun den Dépenses bremsen. An, wéi gesot, mat 3,6% oder 1,8% hors Inflation hu mer dat erreecht.

Duerfir mengen ech, datt de Budget vun 2007 e Reformbudget ass, deen d'Zukunft vum Land préparéiert. E Reformbudget, well en eng Rei vu Moosname mécht; net op eng brutal Aart a Weis, mä mat méi Diskussioun an op eng sozial verträglech an der Wirtschaft frëndlech Aart a Weis. Dat heescht, datt d'Betriber net brauche vun haut op muer hir Dier zouzemaachen; ganz am Géigendeel, well mir investéiere vill. Mir hunn also den Defizit méi kleng gemaach. Mir hunn nei Aufgabebiddere finanziert a mir hunn d'Grondaufgabe vum Stat optimal zerwéiert, well déi Grondaufgaben, déi bliwen.

Ech hätt nach kënnen iwwert de Beräich vun der bannescher Sécherheet schwätzen a vun anere Beräicher. Aufgaben, déi net fortginn an déi och bei wuessender Zuel vun der Bevölkers natierlech méi Fonctionnementskäschte bedeuten, well wa méi Leit am Land wunnen, brauch een och méi Polizei, et brauch ee méi Polizeikommissären an et brauch ee méi Riichter. Ech kënnt déi Lëscht mat anere Services weiderféieren. Duerfir hu mir och déi Dépenses un der wirtschaftlecher Entwécklungszuel deelhuele gelooss, a mir hunn e staarkt Sozialnetz erhalen.

Natierlech evoluéiert dee Budget vun 2007 an engem Kontext vum aktuelle Budget. Ech kann lech haut an hei net soen, wéi de Budget 2006 am Detail ausgeet. Well Dir wësst, datt de Budget 2006 op der Dépensesäit bis de Mäerz d'nächst Joer nach ka betätet ginn, an datt och de Mount Dezember e Mount ass, deen an de Steieren en atypesche Mount ass.

Trotzdeem géif ech wëllen hei e puer Elementer soen. Fir d'éischt emol op der Recettésäit: Et ass richtig, datt d'Recetten am Laf vun de Jore méi schnell geklomm sinn, wéi dat d'lescht Joer de Fall war. Allerdings muss een déi Chifferen ganz am Detail kucken. Et muss ee se och nuancéiert liesen, fir ze wësse wat wierklech geschitt ass.

Mir hunn elo fir d'éischt en exceptionelle Phänomeen duerch géi ganz Operationen am Kontext Arcelor-Mittal. Déi hunn et mat sech gezunn, datt souwuel bei den direkten Einnahme vum Stat, wou en als Aktionär un der Arcelor bedeelegt war, méi Einnahme komm sinn; nämlech do, wou mer eis Aktië vun Arcelor an Arcelor-Mittals-Aktien ëmgewandelt hunn, huet de Stat duerch am Fong een Échange vun Aktië ronn 400 Milliounen kritt. An dann hu mer un där Dividendepolitik, déi d'Arcelor gemaach huet, an de Steieren, déi mir un den Dividenden ophuelen, zousätzlech 150 bis 200 Milliounen era-kritt.

Dat sinn a bliwen exceptionell Recetten, mat deene mer net kënnen d'Budgetpolitik vun deenen nächste Joren hei maachen. Et sinn déi Recetten, déi déi eenzeg nen-

nenswäert exceptionell sinn, déi um Enn vum Joer de Kont 2006 wäerte massiv influencéieren. Ech kommen och herno an der Duerstellung vum Budget nach eng Kéier op déi dote Problematik zrëck.

Derniewent stelle mer nëmme bei eng bis zwou Kategorien nach zousätzlech Steier-einnahme fest: Dat ass bei der Taxe d'abonnement. Déi wäert bis Enn dës Joers och ëm 100 bis 130 Milliounen méi erabrénge, respektiv mir hu bei der Kierperschaftssteier e puermol an der Chamber gesot gehat, datt verschidde Betriber, a virun allem ee Betrib, wollt méi fréi e gewëssene Solde d'imposition bezuelen, deen eng Influenz huet op de Kont vum Joer 2006, quitta datt en an de Maastricht-Chifferen eng Inzidenz um Joer 2005 huet.

Wann ech also elo heiansdo héieren, datt Leit soen, datt d'Recettë vum Joer 2006 ëm 19% bis elo méi héich wäre wéi 2005, dann dréit dee Chiffer zwou fundamentale Saachen net Rechnung: éischtens, datt de Gros dovunner exceptionell an eemoleg war; zweetens, datt déi 19% Enn Oktober gerechent si par rapport zu de reellen Einnahme vum Joer 2005. Si sinn emol net gerechent par rapport zum Budget voté 2006. Am Budget voté hate mir scho vill méi agesat. An duerfir ass d'Croissance vun deem, wat méi erakoum am Joer 2006, par rapport zu deem, wat mer agesat hunn, wäit aus méi kleng.

Wa mer déi exceptionell Elementer eraushuelen, da leie mer domadder wäit ënner 10%. A wann ee kuckt, datt d'Evolutioun vum Bruttoinlandsprodukt bei eppes 9% wäert leien, dann ass d'Evolutioun vun de Steieren in etwa en ligne mat der Evolutioun vum PIB. Als Resultat huet dat, datt mer eng Defizitreduzéierung hunn. Als Resultat huet dat net, wéi ech ëmmer erëm Leit begéinen, déi soen: Wat maache mer dann elo mat deenen zousätzleche Suen? Ma, mat deenen zousätzleche Sue reduzéiere mer eisen Defizit.

Mir hoffen duerfir, datt mer, bei enger staark gebremster Ausgabepolitik - déi mer 2006 gemaach hunn, wou mer mat extremer Rigueur de Budget 2006 an allen Departementen ausgefouert hunn -, wäerte versichen, datt mer eis och schonn am Joer 2006 ronderëm déi 1% Defizitprozent vum PIB wäerte situéieren, minus 1% vum PIB. Dat kann een, wéi gesot, fir de Moment nach net ganz genee soen, mä do sinn also net massiv zousätzlech Zommen entstanden. Jo, zousätzlech, mä dat sinn exceptioneller, déi sinn eemoleg an déi fléissen nëmmen zu engem ganz limitéierten Deel an de nationale Budget fir déi normal courant Ausgabe vum Stat.

De Kont 2006 wäert also méi positiv ausgesinn, well am Kont 2006 ginn natierlech déi Recettë gebucht no de Maastricht-Chifferen, an et ass dat wat relevant ass. Et bleift en Defizit tëschent deem, wat mer am Joer erakréien, an deem, wat mer am Joer ausginn, just gëtt deen Defizit dann e bësse méi kleng.

Mir hu versicht, d'Ausgaben am Laf vum Joer seriö ze kontrolléieren. Dat ass eis gelongen. Ech muss awer derbäi soen - an ech deelen do d'Meenung, déi gëschter hei de Budgetsrapporteur gesot huet: Wann zousätzlech Sue kommen, da mussen déi un de Finanzement vun de laangfristegen Infrastruktur goen. D'Regierung mécht dat an huet dat zum Deel scho gemaach. Mir hunn, wéinst lafende Projeten, an deene leschte Méint schonn de Fong vun den Zuchverbindungen ëm zousätzlech 20 Milliounen gespeist. Mir hunn de Baufongen 30 Milliounen zousätzlech ginn.

Mir hunn och, an och dat ass fir mech Zukunftspolitik op eng aner Fassong, de Fong vun der Dette gespeist, well d'nächst Joer, 2007, muss déi lescht Tranche vun ale Statsobligatiounen zrëckbezuelen ginn; déi sougenannten OLUXen erfalen alleguerten d'nächst Joer.

Et wär fir mech a fir d'Regierung wesentlech méi einfach, mir géifen dofir, wéi déi aner Länner dat maachen, nei Schold ophuelen an dann domat dat iwwer e puer Joer ofstotteren. Mir hunn an deene leschte Joren de Fong vun der Dette trotz der schwiereger Situatioun gespeist. Och dëst Joer hunn ech deem Fong zousätzlech 100 Milliounen zoukomme gelooss, wat et eis also erlaabt, d'nächst Joer eis al Schold zrëckzebezuelen, ouni mussen eng Steiererhéijung ze maachen oder ouni mussen op aneren Dépense beim Stat, déi d'Leit direkt betraff hätten, ze spueren.

Dann hu mer natierlech d'Problematik vum Fonds pour l'Emploi. Ech liesen am Avis vun der Chambre de Travail, datt mer hätte solle vill méi vun de Sue vun der Operatioun Arcelor-Mittal an de Fonds pour l'Emploi stichen, wéi déi 35 Milliounen, déi mer aus deem Pak geholl hunn als Kompensatiouns-

moosnam vun der Neterhéijung vun der Solidaritéitssteuer - 1% hätt do 35 Milliounen uitgemaach.

Mä et ass héchstwahrscheinlech den Auteur vum deem Avis entgaangen, datt mer niewent deene 35 Milliounen, déi mer aus der Operatioun Arcelor-Mittal an de Fonds pour l'Emploi gesat hunn, dëst Joer schonn zousätzlech 50 Milliounen aus deene steierleche Mehreinnahmen och an de Fonds pour l'Emploi gesat hunn, fir kënnen déi Programmer ze finanzéieren, déi deene Leit zegutt kommen, déi keng Schaff hunn, a wou et drëms geet, déi an eng Schaff ze kréien - bei den Aarbechtsbeschafungsmoosname respektiv fir d'Chômeuren ze indemniséieren.

An déi 85 Milliounen hu mer also bäigesat niewent deene 50 Milliounen, déi am Budget 2006 drastungen. Dat heescht, mir hunn och do eng konkret, aktiv Sozialpolitik gemaach, mä et bleift eng Suerg vun der Regierung, déi Ausgabe vun deem Fonds pour l'Emploi och an deenen nächste Joren ze konsolidéieren. Duerfir mussen do weider Schrëtt, Reformen diskutéiert ginn; duerfir sinn och déi Diskussiounen an der Tripartite gefouert ginn.

Well Dir hutt gesinn, datt de Fonds pour l'Emploi och d'nächst Joer, no de Chifferen, wéi mer se haut kennen, mat engem Defizit ofschléisst, an datt deen Defizit Joer fir Joer méi grouss gëtt, wa mer näischt maachen. Duerfir sinn déi Moosname vun der Regierung proposéiert ginn, an duerfir hoffe mer, datt déi Moosnamen Ënnerstëtzung am Parlament fannen, trotz dem Fait, datt mer dëst Joer 85 Milliounen méi an de Fonds pour l'Emploi gestach hunn.

Eist Zil ass et, wéi gesot, de Budget 2006 ronderëm d'Ee-Prozent-Defizit-Marque ofzeschléissen. Da muss ee gesinn, wéi d'Steieren an d'Dépenses nach evoluéieren, an da kucke mer d'nächst Joer op deem Wee weiderzegoen.

Dohier kënn dann d'ganz Schwieregkeet vun der Presentatioun vum Statsbudget, déi de Budgetsrapporteur gëschter opgeworf huet an déi an der Chamberkommissioun am Detail diskutéiert ginn ass.

Ech gi gärden zou, datt et net einfach ass, sech an de Regele vum Eurostat, SEC 95 an an nationale Kontabilitéitsregelen ermëzefannen. Ech warnen awer d'Chamber dovir, fir allze schnell ze proposéieren, datt mer solle vun deem Kontabilitéitsgesetz eriwergoen un eng elengeg Presentatioun no Maastricht-Chifferen. Well do sinn eng ganz Rei Froen, op déi ech an deem Moment keng Äntwert hunn, an ech wär frou, wann d'Chamber, déi jo an der Finanzkommissioun doriwwer diskutéiert huet, och der Regierung géif do mat Äntwerte liwweren.

Wat maache mer zum Beispill mat eisen Investitiounsfongen, iwwert déi mer Infrastructure bezuelen, déi iwwer e puer Joer finanzéiert ginn? Schafe mer déi of? Wou schreiwe mer d'Reserven an d'Avoiren hin? An enger Maastricht-Kontabilitéit sinn déi net!

Wat maache mer mat den Dépense vun aneren Institutionen - zum Beispill Ärer Chamber -, déi haut net am Budget opgefëiert ginn an déi selbstverständlech dann am Detail misste vun der Chamber matgestëmmt ginn. Haut ass et esou, datt d'Chamber eng Dotatioun kritt an innerhalb vun där gëréiert d'Chamber hire Budget.

Ech huelen d'Chamber, well mer hei an der Chamber schwätzen, mä esou gëtt et eng ganz Rei Etablissementer, déi eng Dotatioun kréien - déi missten an Zukunft vun der Chamber mat approvéiert ginn.

Mir brauchen eng Äntwert op d'Fro, wou mer da kontabiliséieren, wa mer zum Beispill Aktië verkafen, eng Participatioun, déi de Stat huet, wéi am Fall vun Arcelor-Mittal. An ech hätt gärden eng Äntwert drop, wou mer d'Amortissementer vun der Dette hirschreiwen. Dat ass an eise klassische Budget eng Dépense. Dat gëtt no Maastricht net als Dépense opgefëiert.

Duerfir soen ech, datt ech d'accord sinn, datt mer am Budget vum Joer 2008 lech en drëtten Volume presentéieren, wou mer vläicht besser wéi bis elo erklären, wéi mer vun deem enge Budget op deen anere kommen. Ech si gär bereet, zesumme mat eise Servicer, zesummen och mat Experten, déi net ënnert der Autoritéit vun der Regierung stinn, verschidde vun deene Froen, déi ech elo grad opgeworf hunn, ze klären.

Ech mengen, et wär och gutt, wann Är Chamber vläicht duerch d'Persoun vum Rapporteur vun deem Budgetsprojekt, dee jo déi Iddien opgeworf huet, un enger Rei vun deene Gespréicher kéint deelhuelen, fir och d'Äntwerten an d'Problematiken do ze gesinn.

Mir hätte gärden, datt de Budget an Transparenz erkläert gëtt. Well e gëtt an Transparenz vun eis opgestallt, mä ech verstinn, datt dat komplizéiert ass, an datt d'Kommunikatioun schwierig gëtt.

Ech soen lech awer, reng beim Kont 2006 hunn ech lech virdru gewisen, wéi schwierig et ass, wa mer nëmmen eng Presentatioun hunn, respektiv wa mer der zwou hunn, an a béide Fäll ass et schwierig.

Ech soen nach eng Kéier: Déi 400 Milliounen exceptionell Recette duerch d'Operatioun Arcelor-Mittal fannt Dir am Kont 2006 erëm - Kont no de klassische Regele vun eise Kontabilitéitsgesetz. Mir hunn déi Sue kritt, déi stinn um Kont, déi ginn als Recette gebucht. No Maastricht ginn déi net als Recette gebucht. Et ass eng Ëmwandlung vun engem Kapital, a wa mer, wat mer wëlle maachen, de Gros an d'SNCI gi fir wirtschaftlech Entwécklung hei am Land, da ginn déi och net als Dépense no de Maastricht-Regele gebucht.

Et féiert eis haut ze wäit, dat an der Technik am Detail ze erklären. Ech wëll just der Chamber soen, an och all deene Chambres professionnelles, déi verlaangt hunn, datt mer op eng Presentatioun géife goen, datt dat onendlech vill Froen opwerft, déi d'Regierung bereet ass, weider ze studéieren, datt mer d'nächst Joer en drëtten Volume maachen, esou wéi dat an Ärem Rapport gewünscht ass, fir d'Transitioun vun deem engen zu deem aneren ze maachen. Iwwergens stellen ech fest, datt Länner wéi Däitschland, Éisträich an esou och zwou Presentatiounen hunn. Villes kënnen mer verbesseren an der Kommunikatioun.

Ech gi gärden zou, datt dat déckert Buch, wat mer an der Chamber déposéieren, net einfach ass a kuerzer Zäit ze liesen an ze verdauen. Sécherlech kënnen mer do nach villes verbesseren a mir wäerten dat och maachen.

Fir d'Soliditéit vun de Statsfinanzen awer ze moossen, Här President, ass et noutwendeg, selbstverständlech, datt een net nëmmen ëmmer de jährelche Budgetsdefizit oder Budgetsiwwerschoss kuckt.

Ech bedauern am Fong, datt an den Debatten an och an den Avisé vun de Berufschamberen zwee Elementer, déi awer an der Analys vum Budget wichteg sinn, absolut weéng Attentioun fannen. Dat ass zum engen d'Schold an dat sinn zum aneren d'Reserven.

D'Schold vu Lëtzebuerg, déi öffentlech Schold, ass kloer ënnert deene 60% vum Bruttoinlandsprodukt, wéi se am Europäesche Vertrag virgesinn ass. Mir hu fir de Moment eng Schold, déi bei 7,5% vum Bruttoinlandsprodukt läit - eng Bruttoschold. Ech hunn lech gesot, mir hu jo och e Fong vun der Dette, dee mer scho gespeist hunn. Eis Nettoschold, déi awer no Maastricht-Kritären och net berücksichtegt gëtt, ass liicht méi niddreg, an d'nächst Joer wäert eis Bruttoschold eropgoen op 8 bis 8,5%.

Ech rappéléieren, datt mer aus guddem Grund, wéinst dëser Situatioun, tëschent 1998 an 2005 keng nei Schold gemaach hunn, datt mer also doduerch eis Capacité d'endettement esou gehalen hunn, datt mer a méi konjunkturschwaache Joren, voire souguer an deene Jore wou mer elo sinn, wou mer och strukturell Problemer hunn, iwwert d'Schold eng Rei Dépense finanzéiere kënnen. Duerfir huele mer och 2007, wann d'Chamber eis déi Autorisatioun gëtt, gärden 100 Milliounen op fir de Stroossebaufong an 100 Milliounen fir de Schinnefong.

Dernieft soen ech hei der Chamber, datt mer déi Autorisatioun, déi d'Chamber eis d'lescht Joer ginn hat, vu 500 Milliounen, datt mer déi nëmmen à hauteur vun 200 Milliounen gebraucht hunn. Mir haten 200 Milliounen Autorisatioun kritt, fir déi zwee Fongen ze speisen, an 300 Milliounen, fir de Budgetsdefizit vum leschte Joer no klassischem Sënn ze finanzéieren. Mir hunn déi 300 Milliounen net opgeholl. Och dat nennen ech Zukunftspolitik, well et ass schwach wann een Dépenses, déi net fir déi nächst Generatiounen sinn, liichtfankeng mat geléintene Sue finanzéiert, well déi müssen déi Nächst zrëckbezuelen, jee no Längt vum Prêt. Duerfir menge mer, datt mer solle bei där Linn bleiwen, soulaang mer dat packen, fir just laangfristeg Investitiounen iwwert deen dote Beräich ze finanzéieren.

Ech hunn lech och virdru gesot, datt mer de Fonds de la Dette och dëst Joer nach eng Kéier gespeist hunn. Ech soen lech och, well mer an Zukunft och méi heibannen iwwert d'Gemenge mussen diskutéieren, an den Här Rapporteur huet dat richteg gesot, datt mer eis och mussen zusehends mat der Fro vun der öffentlecher Verschuldung, Stat a Gemengen, ofginn. D'Gemengeschold am Joer 2006, fir de Moment, läit bei

2,3% vum Bruttoinlandsprodukt. Eng Gesamtanalys vun de Statsfinanzen verlaangt den Defizit ze kucke beim Stat a bei de Mengen. Datselwecht gëllt fir d'Schold an datselwecht gëllt fir d'Reserven.

Äre Budgetsrapporteur huet gëschter hei geschwat vun der Spuerbéchs. Jo, de Lëtzebuerger Stat huet, dank där Budgetspolitik, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, eng Spuerbéchs, mä et ass eng Spuerbéchs an där net Sue sinn, déi mer kënnen fräi dorëmmer verdeelen. Dat si Suen, déi stinn op eise Konten, fir eng Rei vun deenen Investitiounen nach ze tätegen, déi mer ze tätegen hunn. Duerfir soen ech, datt mat deene Suen, déi mer fir de Moment hunn, den Avoiré vun de Fongen, datt mat ronn där 1,5 Milliard, déi dorobber steet, mer kënnen deen temporären Defizit, dee mer hunn, datt mer déi Ausgaben domadder kënnen tätegen.

Eng schnell Lecture vun de Maastricht-Chifferen dréit ni de Reserve Rechnung, well Maastricht kuckt ëmmer nëmmen d'Einnahmen an d'Ausgabe vum Joer. Mä Maastricht ënnersträicht de strukturelle Problem, deen een huet. Et ass am Fong eng Kompensatiounskontabilitéit.

Ech mengen awer, wa mer d'Soliditéit vun eise Statsfinanzen iwwer e puer Joer kucken, da mussen mer an deem Moment an der Appréciatioun vum Defizit - an esou maachen och d'Europäesch Kommissioun an de Conseil vun de Finanzministern dat, wa se d'Budgete kucken - och d'Reserve mat kucken. Dat war déi richtig Politik. Mir brauchen och an Zukunft Reserven, quitta datt ech soen, an enger renger Maastricht-Lecture brénge se eis fir d'politesch Kommunikatioun, mä dat ass jo nëmmen e Minideel vun deem wat mer hei maachen, näischt.

Mir maachen d'Reservpolitik, well mer Verantwortung wëllen hu vis-à-vis vun der Zukunft, fir keng Steiererhéijungen a keng zousätzlech Schold mussen ze maachen, mä an der Analys vum Budgetsdefizit gëtt de Reserven net Rechnung gedroen.

Mir mussen spueren, well d'Reserve gi selbstverständlech - an dat huet Äre Budgetsrapporteur gëschter och gesot - an deenen nächste Joren erof. Si hëllefen eis awer, datt mer net elo brauche brutal vun haut op muer an der Sozialpolitik an an der Investitiounspolitik ze spueren. Duerfir war et eng gutt Politik. An ech erënnere mech nach gutt, datt gesot ginn ass: „No de Wahle si keng Reserve méi do.“ Ech stelle fest, datt och an der Halschent vun der Legislaturperiod déi Reserven nach gradesou héich si wéi 1999, wéi déi viregt Regierung an d'Amt getrueden ass. An et ass d'Flicht vun der Regierung ze kucken déi Reserven esou anzesetzen op deene Projeten, déi zum Deel vun der Chamber gestëmmt sinn an déi all ausgewise sinn am pluriannuellen Investitiounsprogramm, fir datt d'Statsfinanzen zolidd bleiwen. D'Zoliddheet bröckelt wa mer de jährelchen Defizit net weider ofgebaut kréien.

An Europa leie mer nach ëmmer gutt, mä net esou gutt wéi mer et gärden hätten. Mir sinn an der éischter Halschent vun deene Länner, déi an der Eurozon sinn. Eist Zil bleift et awer, de Budgetsdefizit weider ze reduzéieren, quitta, wéi gesot, datt en op engem niddregen Niveau, soulaang mer Reserven hunn, ka bleiwen, mä en ass fir de Moment an eisen Aen ze héich. Mir hunn en éischte Schrëtt an déi Richtung gemaach, fir d'Dépenses ofzebremsen, a mir wäerten op deem Wee weiderfueren.

Déi strukturell Reformen hunn ugefaangen, an duerfir kann een, mengen ech, wierklech soen, datt mer hei mat engem Reformbudget ze dinn hunn, deen inhaltlech d'Zukunft vum Land preparéiert. De Budgetsrapporteur huet gëschter interessant dru rappéléiert - ech hunn et am Ufank ouni Chiffere gemaach - andeem hie gesot huet: D'Dépense par rapport zum PIB sinn an deene leschte Joren eropgaangen an d'Recettë par rapport zum PIB sinn erofgaangen.

Wann ee kuckt wéi dat 2007 ass, an dat hätt ee kënnen an der Ried vu gëschter nach vläicht bäifügen, da gesitt Der, datt mer d'nächst Joer fir d'éischte Kéier den Trend ëmdréinen. Hate mer 2005 nach e Ratio vun Ausgabe géigeniwwer zum PIB vun 42,5%, kréie mer d'nächst Joer nëmmen ee vu

40%. Et ass an déi Richtung, wou mer wei-der musse goen, ëmsou méi wou d'Recettë vu 44% PIB 2005 och eng Tendenz no ënne weisen, dass mer also deen Equiliber mus-sen halen, ëmsou méi wou et eis Pflicht muss sinn, och d'Konkurrenzfähgkeet vun der Ekonomie bäizebehalen, an datt duerfir d'Steieren natierlech ëmmer mussen an en-gem internationalen Ëmfeld gekuckt ginn. Mä ech huelen un, datt de Finanzminister nach herno dorobber wäert agoen.

D'Zil vun der Regierung ass et op jidde Fall, op deem Wee vun der Budgetskonsolidéie-rung virunzegoen, dat heescht d'Stats-schold niddreg ze halen, den Defizit an der Perspektiv 2009 weider ze reduzéieren.

D'Statsschold behale mer am Grëff, wa mer pro Joer net méi wéi 200 bis 300 Milliounen ophuelen, mä mir musse se selbstverständ-lech och an der Perspektiv 2050 am Grëff behalen. Elo ka kee mat aller Prezisioun ge-nee virausgesinn, wéi alles bis 2050 geet, mä et ginn eng Rei Elementer, déi eis kloer indiquéieren, notamment am Beräich vun der Finanzéierung vun der Sozialverséche-rung, wou et zu Problemer kënn. Genee a wéi engem Joer an en fonction vun der Croissance économique, dat si sécherlech Parametere, déi ee kann ënnerschiedlech bewäerten, mä d'Problematic u sech ver-laangt eng schnell Äntwert.

Duerfir huet jo och d'Tripartite décidéiert, datt mer déi Diskussioun geänge féieren, an ech hoffen, datt sech och d'Chamber an deenen nächsten Deeg a Wochen un deem Débat bedeelegt.

D'Defizitreduzéierung bis 2009 hänkt of vum Steieropkommes, hänkt of vun de Pétrols-präisser an der Inflation, hänkt of vun der Croissance économique, déi ass zu Lëtze-buerg nach ëmmer staark, och wa se d'nächst Joer vum Statec op manner héich agesat gött wéi dëst Joer. Mir hunn de Bud-get baséiert op eng Croissance vun der Wirtschaft vu 4%. Iwwert d'Reserven hunn ech virdru geschwat. Eist Zil, wéi gesot, bleift et, vum Defizit 2007 bei minus 0,9%, dat Joer duerno op minus en hallwe Pro-zent, an 2009 nach eng kéier dat licht erof-zedrécken.

Dee Budget hei ass virsiichteg opgestallt ginn, an ech mengen dat wär gutt wéinst deene villen exceptionellen Elementer, déi op der Recettësäit de Budget karakteri-séieren. En ass opgestallt ginn op der Dé-pensësäit mat enger Mentalitéit vum Spue-ren, mä net spueren op eng domm lineär Aart a Weis, mä spueren do, wou mer ge-mengt hunn, datt et méiglech wär a wou mer Margë gebraucht hunn, fir Politiken ze maachen, vun deene mer iwwerzeegt sinn. A mir hunn eist Zil erreecht.

Mä derniewent musse mer selbstverständ-lech kucken, datt mer d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg erhalen. Duerfir hu mer och décidéiert, datt de Gros vun deenen Einnahmen, déi mer aus der Operatioun Arcelor-Mittal kréien, net an de Budget lafe gelooss ginn, mä datt mer ge-sot hunn: Mir ginn eng grouss Zuel vun deene Suen - héchstwahrscheinlech d'Hal-schent - an d'SNCI. An duerfir froe mer jo och an dësem Budgetsgesetz d'Autorisa-tioun vun der Chamber, fir eng Kapitalerhéi-jung vun der SNCI maachen ze dierfen.

Déi ënnerstëtzt d'Betriber, déi sech zu Lët-zebuerg entwéckelen. Dat ass d'Aufgab vun der SNCI, souwuel déi grouss Betriber wéi déi Kleng- a Mëttelbetriber. Duerfir hu mer decidéiert, mat deene Suen Industrie-terrainen ze kafen, op deenen nei Betriber sech kënnen entwéckelen. Duerfir hu mer decidéiert, mat deene Suen eng Agence op d'Been ze setzen, fir d'Promotioun, d'Erklä-rung vun der Lëtzeburger Ekonomie a virun allem vun der Finanzplaz am Ausland op eng professionell an durabel Aart a Weis ze maachen. Dat ass complémentaire zu deene Wirtschaftspromotiounsreesen, déi de Wirtschaftsminister oder ech als Tresors-minister maachen.

Och tëschent deene Reese muss ee Lëtze-buerg erklären, muss een Investisseure si-chen, muss een eng Struktur hunn, déi dat professionell mécht. Duerfir wäerte mer och d'Gesetzgebung, notamment vun der Fi-nanzplaz, weider verbessern.

Ech si voller Optimismus fir d'Entwécklung vun där Finanzplaz. Mir hunn an deene leschte Joren eng Politik gemaach, déi et

erméiglecht huet, datt déi Finanzplaz sech kann entwéckelen. A wann d'Banken, wann d'Fiduciairen, wann aner Consultanté mas-siv Leit an dëse Jore kënnen astellen, wat en Nidderschlag bei der Gehältersteuer fénn, dann ass dat, well mer d'Rahmebe-dingunge geschaf hu fir d'Entwécklung vun dëser Finanzplaz.

An ech deelen d'Meenung vun Ärem Bud-getsrapporteur vun Ärer Finanzkommis-sioun, datt d'Diversifikatioun vun der Ekono-mie wichteg ass, mä datt dat net heescht, datt een déi bestehend Secteuren net och weider muss entwéckelen. D'Finanzplaz ass e Secteur, deen eise Land vill bruecht huet. Duerfir wäert d'Regierung niewent der Diversifikatioun vun der Ekonomie och dëse Secteur duerch eng ganz Rei Gesetzge-bunge begënschtgen, déi zum Deel fir de Moment an Ärer Finanzkommissioun an der Diskussioun sinn, wéi d'spezialiséiert Fon-gen, wéi verschidden aner Strukturen. Mat Hëllef vun deenen Instrumenter wäert déi Fi-nanzplaz attraktiv bleiwen.

Ech krut an deene leschten Deeg e puermol d'Confirmatioun vu Banken, déi zu Lëtze-buerg sinn, datt se d'nächst Joer nei Leit wäerten astellen. Zum Deel hu se Problemer se ze fannen, mä zum Deel fanne se se och; och op anere Finanzplazen an Europa. Och dat stëmmt mech optimisteschem. Eleng dräi Entreprisen hu mer an där leschter Woch gesot, datt se d'nächst Joer relativ vill Leit wëllen astellen an deem dote Beräich. Duer-fir musse mer och eng Politik weider maa-chen, fir d'Rahmbedingungen esou ze ge-stalten, datt dat klappt.

Do gehéieren erëm all déi aner Saachen ze-summen. Well wann am Maastricht - d'Dé-pensë vum nächste Joer - eng vun de gréissten Dépensen de Bau vum Flughafen ass, da maache mer dat jo net, well mer gär méi e schéint Gebai hätten. Da maache mer dat, esou wéi aner Infrastrukturen, well alles dat zesummegehéiert, fir datt de Wirt-schaftsstanduert attraktiv ass.

Dozou gehéieren och d'rapid Entschee-dunge vun allen eenzelne Verwaltungen. Dat göllt am besonnesche Mooss fir d'Fi-nanzplaz, wou mer dat an deene leschte Jore wesentlech verbessert hunn. Dat göllt och fir déi aner Verwaltungen. E Betrib, deen op Lëtzebuerg kënn, kënn nëmmen dann, wann e weess, datt d'Rahmbedin-gunge kloer sinn, mä datt en och schnell eng Äntwert kritt.

Ech bleiwen der Meenung, datt d'Wirtschaft net eleng decidéiert, datt et net e Primat vun der Wirtschaft gött, mä datt d'politesch Ent-scheedungen eng wesentlech Influenz op d'ekonomesch Entscheedungen hunn. E Betrib installéiert sech do, wou e mierkt, datt e sech kann entwéckelen, wou e mierkt, datt e kann Aarbechtsplaze schafen, wou e sech kann ausbauen. Duerfir ginn all déi Bestrie-ungen - och d'Budgetspolitik - an déi Richtung, fir Lëtzebuerg eng agréabel Plaz ze halen, fir ze liewen an ze schaffen.

Ech géif soen, Här President, dëse Budget ass en Deel vun enger Roadmap fir zolidd Statsfinanzen. Déi Roadmap - déi Stroosse-kaart - ass en fait eise Stabilitéitsprogramm, dee mer op Bréissel schécken, net well Bréissel dee verlaangt, mä souguer wa Bréissel en net géif verlaangen, muss een ëmmer dräi Joer virus d'Budgetspolitik maachen. An eise Stabilitéitsprogramm, deen d'Regierung virun zwou, dräi Wochen ofgeseent huet an an d'Chamber geschéckt huet, deen uganks dës Joers vun deenen anere Finanzministere a vun der Europäe-scher Kommissioun wäert begutachtet ginn, soe mer wou eis Richtung higeet. Dëse Budget ass e Schrack an déi Richtung.

Mir spueren, fir muer och gesond ze blei-ween. Et ass e bësse wéi an der Gesond-heet. Et ësst een haut gesond, fir och nach muer, wann ee méi al ass, op Zack ze blei-wen. Duerfir wëlle mer weider an eiser Poli-tik fueren, fir zolidd Statsfinanzen ze hunn. Mir wëlle weider spueren. Spueren heescht net onbedéngt Ofbau. Spueren heescht, d'Uwuesse vun den Dépense manner schnell ze maache wéi an der Vergaangen-heet. Wa mer dat op eng responsabel a so-lidaresch Aart a Weis maachen, da bleiwen ech optimisteschem fir d'Zukunft.

Dëse Budget ass konform zu all deem, wat mer an deene leschten zwou Budgetsrieden hei am Parlament gesot hunn. En ass kon-form zu deem, wat mer mat de Sozialpart-ner diskutéiert hunn. An ech mengen, e wär konform mat deem, wat de Budgetsrappor-teur hei a sengen Iwwerleeungen am Numm vun der Chamber a Finanzkommissioun gëschter gesot huet.

Duerfir géif d'Regierung d'Chamber invitéie-ren, dësem Budget hir Zoustëmmung ze ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister Frieden. D'Wuert huet elo de Stats- a Fi-nanzminister Jean-Claude Juncker.

Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Pre-mier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Fi-nances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech fir d'ëischt an aller Form ze entschëllegen, dass ech net wéi geplangt um dräi Auer haut de Mëtteg konnt hei sinn. Mä déi Statsvisite an hire Pro-gramm, dee mer haut hunn, vun der lette-scher Statspräsidentin, deen huet sech on-ofhängeg vu mengem Wëllen esou verlän-gert, dass den Här Frieden hei als Éischten d'Wuert kritt huet, an ech dat lescht Wuert an der Regierung behalen, wat jo insgesamt eng erfreesch Entwécklung ass.

(Hilarité)

Ëmmer wa mer, Dir Dammen an Dir Hären, de Budget heibannen diskutéieren, ass dat de Moment, fir zrëckzekucken, fir ronderëm sech ze kucken a fir no vir ze kucken. An et fält mer als ee Veteran vu Budgetsdebatten op, dass déi, déi méi laang an der Regie-rung sinn, e puermol hannereneen, nawell gären no hanne kucken, gär ronderëm sech kucken, a gären no vir kucken; an dass déi, déi net méi an der Regierung sinn, eng Ten-denz entwéckelen, fir haaptsächlech no vir ze kucken; an dass déi, déi nei an der Re-gierung sinn, e schreckleche Plëséier dru fannen, fir ëmmer méi intensiv no hannen ze kucken. An iergendwann eng kéier kënn ee jo, denken ech, och an esou eng Situatioun, mä awer nach net.

An deen, deen dat alles ëmmer muss ku-cken, dat ass de Budgetsrapporteur, well dee muss kucke wou mer hierkommen, dee muss probéieren ze beschreiwen, well en et gericht huet oder gesinn huet, wou mer hi-ginn, an dee muss kucke wat am Ëmgeréits vum Budget lass ass.

An de Lucien Thiel huet als Rapporteur zum Budget 2007 déi dräi Spadséiergänge do ge-maach mat enger Eleganz, déi ech em ei-gentlech op Deeler vun deem Spadséier-gang an där kompletter Form emol guer net zougetraut hätt, an déi awer esou ass, dass se beandrockend gewierkt huet op déi, déi gëschter gelauschert hunn, an och op déi, déi säi séier exzellenten, well sachlech gutt fundéierten, propper recherchéierten a perspektivesch propper evaluéierte schrëft-leche Bericht gelies hunn, esou dass ech Ursaauch hunn, am Numm vun der Regie-rung an och a mengem, Merci ze soe fir eng aussergewöhnlech grëndlech a wäertvoll Aarbecht. An dat fénn Unerkennung och am Land, denken ech.

Nun ass et jo esou, wann een dee Budget opstellt, bei deem No-hannen- an No-vir- a Ronderëm-sech-Kucken, dass ee virun al-lem muss d'wirtschaftlech Situatioun am Bléck behalen: déi vun heiheem an déi, déi déi vun heiheem vu baussen hierkommend kokonditiéiert. Well een dat probéiere soll esou prezis wéi méiglech ze faassen, hu mer jo an dëser Legislaturperiod decidéiert gehat, de Budget an der Regierung eréischt am Oktober opzestellen, an net schonn dat am Juli ze maachen, well d'Zäiten esou sinn, dass se séier lafen an och vill makroö-konomesch Basisdonnéeën eng Tendenz hunn, sech ganz dacks nach am zweete Se-mester vum Joer ganz kräfteg ze diebelen an anescht auszeriichten.

Mä och wann ee ganz zum Schluss vum Joer op dat nächst Joer kuckt, gesäit een nach net ëmmer alles richteg. Kuckt emol: D'lescht Joer ëm dës Zäit si mer an der Euro-ronz dovun ausgaangen - dat war d'Kon-sensprognos vun allen Instituter, vun alle Fi-nanzministere, vun der Zentralbank, vun der Kommissioun, vum Währungsfong, vun der OECD a vun aneren -, dass d'Wirtschaft am Euroraum géif am Joer 2006 ëm 1,2% wuessen.

Eenzelner hunn, besonnesch ënnert de Pro-fesseren, déi jo d'Saache méi wëssen - ech schwätze vun deene vun der Ökonomie -, fonnt, dass dat esou eng regelrecht optimis-tesch Ausgangshypothes fir d'Joer 2006 wier. Tatsächlech stellt sech eraus, dass op-grond vun enger Rei vu Virgänge, an trotz der Uelechräiserhéijung, déi d'Joer 2006 deel-weis vergëft huet, an Detailspekter vun der Wirtschaftslandschaft, d'Wuesstum eent vun 2,6% wäert sinn.

An obscho mer d'lescht Joer dovun aus-gaange sinn, grosso modo géife mer e Wuesstum am Joer 2006 vu 4% zu Lëtze-buerg kréien, hu mer opgrond vun der ver-besserter Wirtschaftsflag ronderëm eent vu 5,5% kritt. An elo gi mer dovun aus, dass fir d'Joer 2007 d'Wuesstum an der Eurozon sech op 2,1% ofsenkt, an dass zu Lëtze-

buerg deemgemäss eng logesch Zréckbil-dung vum Wuesstum vu 5,5 op ronn 4% plus/minus wäert stattfannen.

Ob dat awer alles esou kënn, an ob dat mil-limetergenau esou kënn, dat kann ech awer mam beschte Wëllen net viraussoen. Duer-fir behalen um Enn vun engem Joer ëmmer déi Recht, déi soen, d'Regierung hätt de Budget net richteg gemaach. An duerfir ge-sinn déi ëmmer ganz clever aus, déi am Ufank vun de Budgetsdebatten schreiwen, d'Regierung soll emol ganz genau soen, wéi d'Saache géife goen.

Dat kann awer keng Regierung maachen, weder eis nach eng aner, an eis scho guer net. Net, well se nach méi schlecht wier - wéi der vill mengen -, nämlech nach méi schlecht wéi alleguer déi aner, mä well mer nu wierklech keen determinante Faktor vun der Weltwirtschaft zu Lëtzebuerg sinn. A souguer déi, déi zu deem Rang kënn gräi-fen, bréngen dat och net besser fäerdeg.

Déi geopolitesch Plazen, déi op wirtschaft-lech Stratifikatiounen een Afloss kënnen hunn, sinn a kengem Fall verschwonn an an eenzelne Fäll méi zahlreich ginn. Wéi d'Pé-trolspräisser opgrond och vun deem geopo-liteschen Duerchernee sech an deenen nächste Méint wäerten entwéckelen, ka kee prezis viraussoen. Do kann een nëmme mat gemeinsamen Hypotheesen am Euro-Raum, déi bei alle Regierungen d'selwecht sinn, schaffen.

Wéi d'Inflation sech prezis entwéckelt, ass och schwéier ze soen. Zu Lëtzebuerg ass se jiddefalls ze héich. An och wann et eng Réckbildung ginn huet iwwert déi lescht Wochen, bleift, dass mer als national Kollektivitéit net Ustrengunge genuch maachen, fir eis Inflation an de Grëff ze kréien.

Dat ass zum Deel staatlecht Verschëllen, obschon am Budget 2007 an der klasse-scher Definitioun vun den administréierte Präisser keng Erhéijungen an d'Haus stinn. Mä bei de Gemeinde bonzellen d'Taxen-erhéijungen nëmmen esou, déi inflatiouns-dreiwende Charakter hunn - wourop ee misst oppassen an deenen nächste Méint; an och géigemoossen dat wat ee mengt u supplementare Recettë missen ze kréien, am Verglach mat deem, wat een u supple-mentare steuerlechen Iwwerweisung kritt.

D'Inflation am Euro-Raum léisst een un-huelen, si géif sech am Joer 2007 op ronn 2% belafen, wat dann dem Inflatiounskorri-dor géif entsprechen, deen d'Zentralbank gezunn huet, déi eng Inflation vu liicht ën-ner bis net iwwer 2% als normalen Infla-tiounstaux, dee mat der Präisstabilitéit com-patibel wier, beschriwwen huet.

Vu dass d'Zentralbank awer, un där hirer Sit-zung ech muer de Moien zu Frankfurt deel-huelen - wéi ëmmer, wann d'Zësen erhéicht ginn -, net esou zu Onrecht fénn, d'Inflatiounsgefor wier mëttelfristeg ze moossen, därf ee sech net drop astellen, dass d'Zentralbank hir Zënspolitik elo géif drastesch an eng aner Richtung bewegen, wou d'Inflation sech zwëschekonjunktur-méisseg verklengert, well d'Bank wahr-scheinlech mëttelfristeg nach ëmmer ee groussen Inflatiounsrisiko gesäit.

Sou dass een net weess, wéi d'Zënspolitik am Joer 2007 sech wäert entwéckelen; ob et iwwert deen Zënserhéijungsschrëtt vu 25 Basispunkten, dee muer gemaach gött, wou d'Zësen op 3,50% ugehewe ginn, nach zu weideren Zënserhéijungen iwwert d'Veier-Prozent-Grenz eraus während dem Laf vum Joer 2007 kënn, a falls, weess een net vu wéini un. - Mat alle Répercussiounen, déi dat op d'Wuesstumsimpulser huet, well dat geschitt jo, fir Wuesstumsimpulser ei-gentlech ze neutraliséieren an Inflatiounsiw-werschaum aus dem Circuit économique erauszehuelen.

A well een net weess, wéi d'Zësentwéck-lung genau wäert sinn, a well een och net genau weess, wéi zënspolitesch sech déi aner Zentralbanken an der Welt wäerte leeën am Joer 2007, ass et och extrem schwiereg, sief et och schonn nëmmen dowéinst, fir erauszefannen, wéi dann të-schent de grouse Währungsbléck sech d'Changé wäerte maachen. Wat fir eng Wiesselcours politik dass an d'Haus steet fir d'Joer 2007, ass ganz schwéier virausze-soen.

Dir hutt gesinn, dass et e ganz staarken Op-driff ginn huet vum Euro an deene leschte Wochen, eng méi wéi fënnep Prozenteg Ver-besserung respektiv Verdeierung vum Euro par rapport zum Dollar. Den Euro flirtet elo a sengem Wiesselcours mat 1,34 par rapport zum Dollar. An da si mer net méi wäit ewech vun deem Zwëschentaux, dee bis haut deen héchste war, dee mer am Dezember 2004 haten, wou mer en Euro-Dollar-Verhält-nis vun 1,36 haten.

Wann ee bis op eng gewësse Gréisst vu Wiesselcours kënn, fänkt dat natierlech un,

déi europäesch Exportindustrie an domat och déi Lëtzebuergesch an hirem Ausser-Euro-Geschäftsberäich wiesentlech ze strofen, well d'Produkter sech verdeieren a well aner Produkter, déi mat den Euro-Produkter a Konkurrenz stinn, sech deementspreechend verbëllegen. Dat ass, wéi ech fannen, dann eng gedeelten Aufgabestellung, där d'Zentralbank an d'Euro-Finanzminister sech mussen stellen.

Fir de Moment ass net erkennbar, dass elo schonn exportofschwächend Wierkungen am Wiesselcoursberäich opgetruede wieren, mä dat kann awer duerchaus gescheien, wann déi Entwécklung sech ongebremsst géif vusetzen.

Dat sinn alles Incertituden, Risiken no uewen an no ënnen, déi een net ka prezis faassen, an déi op eng onwahrscheinlech Aart a Weis mat iwwert dat Zuelewierk bestëmmen, innerhalb vun deem mer eis am Joer 2007 zu Lëtzebuerg wäerte beuge mussen.

Nun ass d'Situatioun heiheim déi, dass mer 5,5% am Joer 2006 warscheinlech wäerte gewuess sinn, an denke 4% als gesamt Économie am Joer 2007 ze wuessen, wou-raus da vill séier Analytiker d'Schlussfolgerung zéien, da wier jo alles an der Rei. Gradesou wéi schonn, nodeem gemellt gi war am éischte Semester, mir wieren ëm 7,2% gewuess, extrapoléierend gemutmaasst ginn ass, dat wier jo och dann d'Wuesstumsquot iwwert dat ganz Joer 2006, wat natierlech net anriede wäert, well mer bei 5,5% am Ofschloss wäerte leien.

Déi séier Analytiker soen, wann eng Wirtschaft 5,5% wiisst, da soll dach keen eis hei vu Budgetsproblemener schwätze kommen. Dat gëtt net nëmme gesot; dat gëtt mat enger Heftegkeet, déi Fanatismus vermute léisst, deem awer net ëmmer mat den Zuelen ze dinn huet, geschriwwen; dat gëtt op Radio an Televisioun vun deenen, déi iwwert dat berichten, wat geschriwwen a wat gesot gëtt, viruubreet. An déi kënnen net dofir, déi musse jo, wéi se dat ëmmer maachen an der Televisioun an um Radio, genau dat soen, wat gesot ginn ass, an duerfir musse se doriwwer berichten.

An dann ensteet esou eng Stëmmung am Land, wéi wann d'Regierung eigentlech amgaange wier, déck opzedroen, ze flunkeren, d'Leit un der Nues ermëzeféieren, well mer wëllten d'Situatioun vum Land méi schlecht duerstellen, wéi se eigentlech wier. - Besonnesch déi, déi bestëmmte Verhandlungen entgéintkucken, hunn nawell eng Tendenz, sech an déi Richtung ze äusseren.

Ech wollt dozou emol soen, dass ech eigentlech aus dem Staunen iwwer esou vill geballten an dicht zesummegebroen Naivitéit net erauskommen, fir sech virzustellen, ee Statsminister, ee Finanzminister, ee Budgetsminister, ee Wirtschaftsminister, eng Regierung hätt ee spezielle Spaass drun, eng Situatioun, déi se ze veräntwerten huet, méi schlecht ze maachen, wéi se ass!

Dat léisst net nëmme de Verdacht op Schizophrenie zou; dat léisst de Verdacht op bewosste Schizophrenie zou. An déi kann et net ginn. Well Schizophrenie ass net bewosst gestaltbar.

Wann eng Regierung seet, hei sinn d'Problemer, déi mer hunn, an hei sinn d'Problemer, déi mer ze léisen hunn, an hei sinn d'Weeër, wéi mer amgaang sinn, des Problemer probéieren ze léisen, an hei sinn d'Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir se an Zukunft ze léisen, dann ass dat am Regelfall esou, dass se eigentlech wëllt dat soen, wat se gesäit a wat ass.

Ech kennen eigentlech nëmme Finanzministere - an ech kennen der Gott weess awer vill dobaussen -, déi sinn ëmmer bereet, d'Situatioun méi schéin ze maachen. An elo fannen ech dat awer wierlech extraordinär, dass notament de Finanzminister, deem ech sinn, hei am Land accuséiert gëtt, hie géif d'Situatioun méi schlecht maachen, wéi se ass.

Also, normalerweis gëtt gesot, d'Politiker soen de Leit net d'Wourecht. A wann d'Wourecht gesot gëtt, da soe ganz vill Observateuren: Dat do ass awer net wouer, wat elo hei virgedroe gëtt! Dat heescht, et verlaangt een d'Wourecht ëmmer beim Politiker, soulaang wéi gemengt gëtt, d'Wourecht, déi géif an hire Konsequenzen een anere betreffen. Mä wann d'Wourecht op eemol esou ass, dass jiddferee vun hir beträff ass, dann hätt een eigentlech déi Politiker léiwer, déi mat der Pudderous duerch d'Land ginn an zäertlech Gespréicher féieren an d'Kanner këssen an d'Bomien tätschelen an de Leit net soen, wat ass. An dat ass net dat, vun deem ech mengen, dass et dee richteg Wee wier, wéi ee kënnt Politik maachen.

An nach eppes Zweetes stéiert mech e bëssen, dat ass - eigentlech stéiert dat mech selwer awer net richtig -, dass gesot gëtt:

Dat do hutt Der alles der CSV ze verdanken! Déi hunn déi Kar do an den Dreck gefouert, an elo musse mir se hei alleguer erauszéien. Dat ass jo esou en ökumenescht Gesäusel wat ech héieren ausserhalb vun deene Raim, wou just déi Chrëschtlech-Sozial sech versammelen.

An elo wëll ech soen, dass dat net esou ganz schlëmm ass als Virwurf, an dass et och net ganz falsch ass als Constat, dass d'CSV, well se dat scho méi laang mécht, schëlleg drun ass, dass mer déi niddregst Statsschold an der Europäescher Unioun hunn, no grouse Restrukturationsprozesser, déi mer hei am Land ze féieren haten. An dass d'CSV zu engem groussen Deel dru schold ass, dass déi Budgetssituatioun, déi entstanen ass, elo erëm probéiert gëtt, zrëckzedréinen, mat, wéi ech hei muss soen, der séier solidarescher, tatkräfteger an och an der Virschlagsform räicher Kollaboratioun mat der Sozialistescher Partei, déi sech der Budgetsproblemematik mat grousem Eescht gestallt huet an där hire Bäitrag zur Konsolidéierung vun de Statsfinanzen net ka kleng geschat ginn.

Wou kënnt déi Situatioun eigentlech hier? Dat Gespréich hate mer jo schonn e puermol, an ech weess net richtig wat ech muss maachen, fir dass mer emol eng Zäit laang bei deem Gespréich géife bleiwen, well wa mer bis drop sinn, si mer erëm séier dovou fort.

Duerf ech nach eng kéier drop zrëckkommen? Mir hunn an där leschter Legislaturperiod aus guddem Grond, wéi et eng wirtschaftlech Réckbildung zu Lëtzebuerg ginn ass, an där deemoleger Regierung - an där d'CSV och war, dat ginn ech gären zou - mat de Sozialpartner zesummen decidéiert, déi keng aner ware wéi déi, déi mer elo hunn, dass mer sollen déi öffentlech Ausgabe sech, andeem se d'Prinzipiën vun den automatesche Stabilisateure géife beuechten, virunentwëckele loosse, fir dass mer net duerch eng iwwerdriwwen Dépensékierung an engem wirtschaftlech schwaache Moment dee konjunkturelle Knick, dee mer gesinn hunn, nach méi grouss géife maachen, an der Erwaardung, déi opgaangen ass, dass et zu enger Reprise économique ka kommen.

Net duerch eist Getässels eleng - dat zielt just fir een Deel vun deem wat heiheim lass ass -, mä duerch d'Gesamtaktioun vun der internationaler Politik, an zwar esou, dass mer erm géifen a konjunkturell besser Zäite kommen, a méi e stiermescht wirtschaftlech Waasser, an dass mer eis da vun deem Drock, deem do géif entstoën, esou kéinte virundroe loosse, dass mer, wa mer géifen déi richtig Spuerpolitik streckeweis maachen, duerch d'Verbesserung vun der Konjunktur an duerch déi deementspreechend Erhéijung vun den öffentliche Einnahmen erm an eng Situatioun géife kommen, wou een erm zrëck op de Konsolidéierungspad géif kommen. Dat war d'Politik, dat war d'Absicht, an dat ass dat wat geschitt ass.

Wann elo esou gemaach gëtt, wéi wann d'Defiziter eréischt entstanen wäre mat dem Amtsuntreitt vun där neier Regierung, well elo d'Sozialisten, vun deene mer jo wëssen, dass se vun de Suen näischt kennen, erm an d'Regierung komm wären, well jo déi Fantasmen ëmmer kultivéiert ginn, dass d'Sozialiste net kënnte mat Suen ëmgoen, wat jo net wouer ass, da sinn dat falsch Rumouren, déi gestreet ginn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg am Joer 2002 ugefaang Problemer ze kréien. Dat war e Budget, do war nach keen Onverantwortlechen dru bedeelegt. Mir hunn am Joer 2002 en Defizit am Budget vun der Zentralverwaltung, dat heescht vum Stat eleng, also dat heescht vun deem Deel vum Budget fir deen d'Lëtzebuurger Politik zoustänneg ass, gehat. Dat ass net eréischt 2005 entstanen. Dat hu mer vun 2002 un, do hate mer beim eigentleche Stat, beim Stat selwer en Defizit vun 0,5% an der Administration centrale. Am Joer 2003 hate mer en Defizit vun 1,5% par rapport zum PIB, an am Joer 2004, dat war dee leschte Budget vun der leschter Regierung, hate mer en Defizit vun 2,5% an der Administration centrale, esou zwar dass mer am Joer 2004 fir d'alleréischte kéier e gesamtstaatlechen Defizit, wou alles dran ass, Gemengen, Sécurité sociale an de Stat selwer, vun 1,1% haten.

Da soll een och elo net mat der Ried kommen, déi ech heiandsdo héieren, wéi wann an dëser Legislaturperiod d'Suerg ëm eeschtaft gefouert Statsfinanzen nage-looss hätt, wéi wa mer elo an dëser Legislaturperiod ugefaangen hätten, all méiglech Dérapagen ze toleréieren an d'Dépensen net ze kontrolléieren.

Dat ass ee Prozess, deem opgrond vun deenen lwwerleeungen, déi ech lech virdu beschriwwen hunn - déi antizyklesch Kon-

junkturpolitik, déi mer gemaach hunn an där leschter Legislaturperiod -, ugefaangen huet, an dee mer opgrond vun de veränderte Gesamtbedingungen an dëser Legislaturperiod, bis déi op en Enn kënnt, wat de Gesamtstatsdefizit, dat heescht de Stat selwer, d'Gemengen an d'Sécurité sociale ugeet, erm un d'Grenz vun der Ausgeglichenheet vum Budgetséquilibrium a vun de Gesamtstatexcédenté féieren.

Dat hu mer probéiert ze maachen an deem Budget fir d'Joer 2007, well de gesamtstaatlechen Defizit, dat heescht den Defizit vun allen öffentliche Hänn, dee bedréit 0,9% vum Bruttoinlandsprodukt am Joer 2007, an dee vun der Administration centrale, dat heescht vum Stat eleng, dee bedréit 2,9% par rapport zum Bruttoinlandsprodukt.

Dat wat mer observéiert hunn déi lescht Jore war einfach de Phänomeen, dass eis Dépense méi séier gekomme si wéi eis Recetten, an dass eis Ausgabe méi séier gekomme si wéi déi eigentlech nei entstoeend Wirtschaftskraft, dat heescht de PIB vun deem Joer, dat heescht de Wuesstum vun deem Joer, eis et erlaabt hätt. Dat hu mer gemaach, fir der Wirtschaft an hirer Dynamik an hirer Repriseméiglechkeet net ze schueden, mä dat ass awer d'Explicatioun vun der Evolutioun vun der Gesamtsituatioun an där mer sinn.

Et ass dofir, wou mer heibannen eng Ried gehalten hunn den 12. Oktober vun leschte Joer, eng Ried, déi Der, wéi Der wësst, am Juli vun deem Joer wollt halen, fir dass d'Gemengewahlcampagne alimentéiert géif gi mat deene richtigen Donnéeën. Du konnt déi eréischt den 12. Oktober gehale ginn. Net well d'Regierung dat gäre gehat hätt.

Do hu mer opgelëscht, wat d'Schwierigkeete sinn, wou se hierkommen, wat d'Explicatiounen sinn a wat mer elo maache wëllen. A mir hunn eng Rei vu Virschléi formuliert, déi mer wëllten heibannen zum Ofschloss bréngen an hirer konklusiver Phas, mä déi mer an hirer preparativer Phas selbstverständlech, well se direkt dovou betraff sinn, mat de Lëtzebuurger Sozialpartner am Kader vum Lëtzebuurger Modell, dat heescht am Kader vum Koordinatiounscomité vun der Tripartite, wëllte besprechen.

Nu liesen ech och do, dass d'Regierung soss näischt am Kapp gehat hätt, wéi de Budget besser an de Grëff ze kréie fir d'Joer 2007. Grad wéi wann ee sech als Regierung eigentlech misst dofir entschëllegen, dass een alles mécht, fir d'Situatioun vun de Statsfinanzen ze konsolidéieren. Ech weess guer net, ob d'Leit sech iwwerhaapt bewosst sinn, wat dat fir een net novollzéibare Virwurf un eng Regierung ass, fir enger Regierung virzegeheien, d'Regierung wär staark drëm beméit, fir de Budget an d'Rei ze bréngen.

Ech muss awer soen, vun un dass ech an der Regierung sinn, hunn ech awer scho Schlëmmeres missen iwwer mech ergoe loosse, wéi deen dote massiv opgebaute Virwërfswall, deem elo do iwwer eis erastierzt.

An dat hu mer och gemaach, awer net einfach esou, mä andeem mer och probéiert hunn, eis ëm d'Problemstellung am Beräich vun der noutwendeger Verbesserung vun der Commutativitéit ze bekëmmern, andeem mer probéiert hunn, dat iwwer ugekënnegt Emschichtungsweeër ze maachen, wou mer Dépensen aus dem eigentleche Statsbudget eriwuerwiessele gelooss hunn an dee vun der Sécurité sociale, am Konsens mat de Sozialpartnerpropositiounen, déi jo och a fréiere Legislaturperiode schonn öfters vun deem, deem hei schwätzt, formuléiert gi waren an do net vill Gehéier fonnt hunn.

Doduerch dass mer probéiert hunn, e kloer Programm ze maachen, wat mer eis kënnen afale loosse, fir eng besser an eng verfeinert Inflationsteuerung ze maachen. An andeem mer eis zesummen driwwer verstännegt hunn, wat awer och der Wonschmass vum Parlament entsprécht, dass mer am Beräich vun der Schoul, am Beräich vun der Recherche, am Beräich vun der Innovatioun, am Beräich vun der besserer Vereinbarkeet tëschent Beruff a Famill esou vill noutwendeg Mehrausgaben an deene nächste Joren hunn, dass mer an deene classesche Beräicher, an deeneselwechten Domänen misste Bremsprogrammer aleen.

Doduerch dass mer dat gemaach hunn, doduerch dass mer agespuert hunn an doduerch dass mer nei Politike méi staark finanzéiert hu wéi bis elo, hu mer am Gesamtergebnis duerch déi Verhandlungen, déi mer hei am Parlament ugekënnegt haten, a wou wéineg Widdersproch hei am Parlament géint déi Lëscht vun den lwwerleeunge virbruecht ginn ass, eng Économie gemaach vu ronn 400 Milliounen Euro. Wann ee vun engem Joer op een anert 400 Milliounen Euro aspuert, net ausgëtt, dat

heescht 16 Milliarde Lëtzebuurger Frang vun engem Joer op dat anert net an de Budget setzt, obschonn déi fest programmiert a geplangt waren, dann ass dat awer, wéi ech fannen, e relativ considéabelen Effort.

Hätte mer dat net gemaach, hätte mer dat einfach, esou wéi et sech aus den Zuele vun de Joren 2004 an 2005 erginn huet, sech virunentwëckele gelooss, da wier den Defizit vum Gesamtstat, also alles zesummen - de Stat selwer, d'Gemengen an d'Sécurité sociale -, net 310 Milliounen Euro am Joer 2007, mä da wieren dat 710 Milliounen Euro am Joer 2007. An da wier dee Gesamtstatsdefizit, deem elo op 0,9% wäert auslafe laut Planung am Joer 2007, ee vun Ufank u vun 2,1% gewiescht.

Dat heescht an anere Wieder: Anstatt dass mer de Gesamtstatsdefizit ëm 0,8% reduzéiert hätte par rapport zum leschte Joer, hätte mer ouni déi Beschlëss, déi d'Regierung an der Tripartite proposéiert huet, a vun deenen ech hoffen, dass Äert Parlament se stëmmt, de Gesamtdefizit ëm 0,4% an d'Luucht gesat. Déi zwou Zuelen trennen 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt.

Do gesäit een eigentlech, wat fir een Effort, wat fir eng Kraaftustrengung souwuel um Verhandlungswee wéi och um politesche Preparatiounswee an der Regierung, an der Koalitioun a soss doruechter huet missen iwwert d'Streck bruecht ginn, fir zu deem Resultat ze kommen, vun deem mer nawell soen, dass et net esou ass, dass mer eis géife mat deem Resultat do zefridde stellen, well och een Defizit vun 0,9% beim Gesamtstat ass een, deem ze héich ass.

En ass ze héich! Wann ee 5% oder 4% Croissance économique huet, da muss een lwwerschoss hunn an der Gesamtstatsfinanzbilanzéierung; an en Defizit vun 2,9% beim Zentralstat eleng, also bei deem Budget, fir dee mir heibannen zoustänneg sinn, deem ass an alle Fäll dätlech iwwerhéicht. E muss natierlech awer, fir richtig pondéiert ze ginn, agereit ginn an d'Substraktioun, an d'Additioun vun de Gemengebudgeten a vun deene vun der Sécurité sociale.

Mir ginn dobaussen net gekuckt op dat, wat mer am Budget vun der Administration centrale, also vum Stat selwer, als Excédent oder als Defizit produzéieren; mir ginn do-bausse gekuckt, international, souwuel am Eurogroup wéi an der Kommissioun wéi och an de Rating-Agenturen an op aneren, wéi vill Gesamtstatsdefizit dass mer hunn. An deem ass 0,9%. An deem ass bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod - esou hu mer dat geplangt, esou hu mer dat wëlles - op null zrëckzeféieren.

Dat geet ëmsou besser, wéi mer et fäerdeg bréngen, deem Defizit beim eigentleche Stat selwer - dat heescht, bei eis selwer - esou séier wéi méiglech no ënne sech ofsenken ze loosse. Well wat mer méi aspuere beim Zentralstat, wat et méi licht wäert sinn an der Duerstellung an am Erreeche vum Gesamtstatsdefizit, dat heescht, vun der Gesamtstatséquilibersituatioun, wat heescht, dass mer méi séier dohinnerkommen.

An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, feelt e mer och e bëssen u Verständnis, muss ech soen, wann elo gesot gëtt - vu villen; heibannen, mengen ech, ass dat net esou vill verbreet -, dass de Stat am Geld schwëmmt. Ech setzen um Dréchenen!

(Interruption)

Et ass iwwerhaapt kee Geld do, an deem ee ka schwammen, well déi Reserven, déi mer hunn, an iwwert déi de Budgetsminister hei doctement referéiert huet, déi sinn d'nächst Joer - um Enn vum Joer 2008 - net méi do, wann de Budgetsminister net bis dohinner kann nodotéiere mat enger Rei vun lwwerleeungselementer, déi en natierlech a sengem Köcher kann hunn.

Mir schwammen net am Geld! Mir hunn net Geld genuch. De Budgetsrapporteur huet mat deem Hang zur journalistescher Verdäilechung - fir net ze soen, zur journalistescher lwwersimplifizéierung - bewisen, dass mer am Zentralstat - mir hei - zéng Milliarden Euro ausginn am Joer 2007, an dass mer fir déi zéng Milliarden Euro, déi mer ausginn, awer nëmme néng Milliarden an d'Keess kréien, an dass mer ee Lach hu vun enger Milliard Euro - dat si 40 Milliarde Lëtzebuurger Frang - am eigentleche Statsbudget.

Wann dann am Laf vum Joer 2006 méi Steiergelder erakomme wéi geduecht war, wéi geplangt war, a jiddefalls méi erakénnt wéi mer am Joer 2005 konnten erakréien, an de Budgetsprojéit fir 2006 hat jo och scho 4,4% méi Steiere virgesinn am Joer 2006, dann ass dat éischten eppes, wat hei pas-séiert, wat an allen aneren zwielef Eurolän-ner geschitt ass: Iwwerall ass opgrond vun der konjunktureller Erhuelung eng Besser-stellung, eng méi breet Konsolidéierung vun de Statsfinanzen ze observéieren; esou zwar dass d'Defiziter op 2% an der gesam-ter Eurozon am Joer 2006 erofgefall sinn.

An dann huet dat zu Lëtzebuerg, déi Tat-sach, dass mer méi Steieren erakritt hu wéi mer geduecht hunn, munech Konsequenz. Zum Beispill huet dat zur Konsequenz, dass d'Gemenge méi Sue kréien. Ass een hei-bannen, dee sech elo doriwwer sollt be-klöen? - well ech hu gesinn trotz allem, dass jo awer d'Finanze vun eenzelne Gemengen ugefaangen hunn, an eng ugestrengte Si-tuatioun eranzegoen. Dass duerch déi kon-junkturell Besserstellung, duerch méi Steiere bei de Privatleit, duerch méi héich TVA-Einnahmen, och d'Gemengebudgeten e bësse renflouéiert ginn, ass jo awer eng Saach, déi gutt ass.

Si gétt d'nächst Joer nach besser, well duerch déi bei der Autossteuer geplangten Erhéijung kéint jo och erm, vu dass 20% vun deene Recetten de Gemengen zu Recht zoustinn, méi an d'Gemengekeesen eran, esou dass dee Prozess do also viru-geet, wat erm een Element ka sinn, fir dass eis Gemengeverantwortlech - déi och wirk-lech verantwortlech jo awer fir hir Gemenge sinn, well mir hu gutt gefouert Gemengen hei am Land - sech mat där Fro vun deene sech pausenlos widderhuelenden Taxen-erhéijungen nach eng kéier wann ech gelift am Liicht vun deenen neien Zuelen, déi am Joer 2007 wäerten entstoen, solle beschäf-tigen.

Dat huet awer och zur Konsequenz, dass mer méi Steieren erakritt hu wéi mer ge-mengt hunn, dass den Defizit am Joer 2006 natierlech méi niddreg wäert ginn, wéi mer dat nach gemengt hunn, wéi mer de Budget fir d'Joer 2006 opgestallt hunn. A souwäit wéi ech dat gesinn, geet de Gesamtstats-defizit - dat heescht, alles zesummen, Sé-curité sociale, Gemengen an deen eigent-leche Stat - op eng Gréissenuerdnung vun 1% PIB-Punkten zréck, statt engem suppo-séierte virum Redressement conjoncturel opgestalltene Gesamtzeenario vun 1,7%. Mä den Defizit bei der Administration cen-trale bleift ëmmer nach 2,7%, ass also dait-lech héich, wann dat esou geet.

Am Joer 2005 hu mer e Gesamtstatsdefizit vun 1%, an am Joer 2006 kréie mer, souwäit ech dat gesinn, och e Gesamtstatsdefizit vun 1%. Da wier dat zënter 2004, wou deen 1,1% war, déi niddregst Defizitlät, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, déi awer ëmmer nach, esou wéi mer dat och an eiseim Stabilitéitsprogramm renseignéiert hunn, ze héich ass fir ee Land, wat eben an engem Rhythmus vu 4 bis 5% wéisst, wuelwëssend - an dat gétt seltenst gesot -, dass ee ganz grouse Batz vun deem Wirt-schaftswuesstum, wat mer réaliséieren, ex-klusiv der Finanzplaz zouzeschreiwen ass.

An dee Problem, dee mer an där leschter Legislaturperiod haten, an de Joren '01 an '02, war einfach ee Gesamtréckgang vun Konjunkturpak zu Lëtzebuerg, bedéngt duerch en Abroch a bestëmmtene Sparten op der Finanzplaz. Wie weess dann, ob dat sech widderhëlt oder net widderhëlt? Ech weess et jiddefalls net. Ech weess just eppes: Et ka sech all Moment widderhuelen. An dorausser ergëtt sech, dass een déi Re-cetten, déi een duerch d'Finanzplaz kritt, net däréi considérieren wéi strukturell Re-cetten, déi sech all Joer widderhuelen. A wann een dat weess, da muss ee probéie-ren, déi Suen net alleguer auszeginn, an déi Suen elo an den Defizitoffbau ze bréngen, an huet een dat gemaach, se erm op déi Plaz ze bréngen, wou een normalerweis Re-serven ënnert den Daach bréngt.

D'Norweger, wat gescheit Leit sinn - déi gesi jo och wäit wa se op d'Mier kucken -,...

(Hilarité)

...déi hunn alleguer hir Pëtrolsrecetten a speziell Reserven ugeluecht. Ech hu gësch-ter mam President vu Kasachstan iwwert d'Lëtzebuurger Energieversuergung nom Joer 2015 diskutéiert. Dat ass eng Fro, mat

där ee sech schonn däréi ufänken ze be-schäftegen. D'Kasachen, déi och grouss Erdölreserven hunn, hunn och elo e Pëtrols-fong ugeluecht, wou alles dat drafléisst, wat se u Mehreinnahmen, duerch déi iwwer-héichte Pëtrolspräisser par rapport zu deem, wat se eigentlech geplangt haten am Joer 2006, kréien.

Nu stellt Iech folgend Fro: Gëtt et net eng grouss Ähnlechkeet tëschent enger Rei vu Benefisser, déi eis Finanzplaz réaliséiert, well d'Bourssé weltwäit brummen, wou mir Steiere kréien, ouni dass mer selwer eppes dozou bäigeluecht hunn - d'Taxe d'abonne-ment explodéiert regelrecht am Joer 2006 -, mengt Der net, esou wéi d'Norweger a wéi d'Kasachen - fir emol ee Beispill vun hei an ee Beispill vun do ze huelen - misste mir et och mat engem groussen Deel vun den Ein-nahme vun der Finanzplaz maachen? Och wann ech gesinn, wat fir aussergewöhnlech Belaaschtungen en termes vu Finanzéie-rung a vun ofgesécherter Finanzéierung vun eisen Altersséchierungssystemer an den nächste 40 Joer op eis zoukommen.

Also wëll ech soen, dass d'Situatioun net esou gutt ass, wéi elo gemaach gëtt, dass ech soll gleewen, dass se wier. An déi Tat-sach, dass mer e puer 100 Milliounen Steiere méi erakritt hu wéi geplangt, ännert näischt drun, dass mer am Joer 2006 an am Joer 2007 en Defizit vu 40 Milliarde Lëtzebuurger Frang hunn. A wann e Privatmann Schold huet - 100 Frang - an hie wënn 60 Frang an der Lotterie, gëtt en da vu Begeeschterung direkt 160 Frang aus, oder probéiert e seng Schold ze bezuelen, esou dass en nëmme méi 40 Frang Schold huet?

Firwat soll de Stat ausgerechent et anescht maache wéi all rësonnabele Mënsch hei am Land, dee mat Suen ëmgeet...

(Interrupticon et hilarité)

...an deen, ouni dass en domat gerechent hat an ouni dass en et sécher gespuert huet, op eemol am Laf vum Joer méi a sen-ger Täsch huet, wéi e gemengt huet, dass en dran hat, mä awer nach ëmmer ee grousst Lach an der Täsch huet, an duerfir sech selbstverständlech net ëm dat bekëm-mert, wat hie méi an der Täsch huet, mä dorëm bekëmmert, dass en dat Lach, wat en an der Täsch huet, erm esou séier wéi méiglech gestoppt kritt.

An duerfir hu mer déi Problemer, déi mer hunn. Déi sinn net insurmontable, déi sinn explicable opgrond vun deene politeschen Décisiounen, déi vun 2001 bis elo geholl si ginn, an déi sinn dépassabel, surmontabel, well mer ganz genau wëssen, wéi mer bis an d'Joer 2009 zu enger Grondkonsolidéie-rung vun de Gesamtstatsfinanze kommen, fir déi erm un d'Nullgrenz plus/minus ze féieren, fir dass an där nächster Legisla-turperiod op geséchertem Buedem nei Politike kënnen entworf ginn.

Elo gëtt et vill Leit, déi net verstinn - wann d'Wirtschaft 4 bis 5% wéisst, menge se also, mir hunn iwwerhaapt kee Problem -, firwat dass een da muss spueren an Ustrengunge maachen. Mä wéi d'Wirtschaft net gutt gaang ass, huet gelungenerweis jiddferee verstan, dass mer keng Ustrengunge géife maachen, fir ze spueren, well mer gefaart hunn, mir géifen d'Konjunktur an hirer Repriseméiglechkeet brieden, a well d'Leit jo souwisou scho méi schlecht dru waren.

Mä wann et hir gutt geet - der Economie - , wa se ëm 4 bis 5% wéisst, wa mer also an enger Situatioun sinn, déi mer bei der Re-form vun europäesche Wuesstums- a Sta-bilitéitspakt „good times“ genannt hunn, da muss ee spueren, fir dass een net an d'Si-tuatioun kënnt, wann et der Konjunktur ërem schlecht geet, dass een da muss spueren, fir net an eng Verscholdungsspiral ze kom-men, well da kann een net spueren, well d'Situatioun souwisou scho méi schlecht ass.

Et muss een also spueren, wann d'Situa-tioun gutt ass, fir dass ee Margen huet, déi ee kann notzen, wann d'Situatioun erm eng kéier, wat d'Wirtschaftswuesstum ube-laangt, méi schlecht ass. An dat ass d'Philo-sophie, déi probéiert gëtt an der Eurozon-Finanzpolitik ze maachen, a wéi mer och

mengen, dass se richtig heiheem gemaach wier.

Mir müssen am Joer 2007 konzentréiert Re-flexioune féieren an enger Rei vu Beräicher vun der Politik. Et ass ganz evident, dass ee muss e kritische Bléck op d'Steierlandschaft werfen, soufern wéi d'Betribsbesteierung concernéiert ass.

Mir sinn amgaang a sämtleche Rankingen, déi opgestallt sinn, eis an déi schlecht Rich-tung am internationale Placement ze bewe-gen, nodeem mer duerch déi Reform, déi vill kritiséiert gi war, déi mer am Joer 2001 an am Joer 2002 gemaach hunn, notam-ment d'Ofsenke vun der Betribsbesteie-rung, eis an deem éischten Deel vun eu-ro-päesche Klassement beweegt haten.

Mir hätten, hätte mer déi Steierreform 2001 an 2002 net gemaach, ouni iergendeen Zweifel haut manner Suen an der Stats-keess, wéi mer se haten doduerch, dass mer déi Reform gemaach hunn. An duerfir war dat eng richtig Politik, déi deemools gemaach ginn ass, déi iwwregens och rela-tiv breet heibanne gedeelt gi war, wa meng Erënnerung mech net täuscht.

Mir müssen awer elo nach eng kéier ku-cken, wou mer dru si bei der Taxe d'abon-nement, beim Droit d'apport, bei der Kier-perschaftssteuer, fir ze kucken, wéi mer, vläicht iwwer eng Serie vu Jore gestreet, do zu enger cibléierter Ofsenkungspolitik kom-men, déi eis erm am internationale Klasse-ment besser positionéiert, wéi dat de Fall ass, ëmmer eingedenk der Tatsaach, dass mer e Lach an der Keess hunn an dass ee muss genau oppassen, wéi grouss a wéi breet a wéi déif dass een dat Lach an deene respektive Budgetsjore gi léisst.

Vläicht ass et och gutt, wann een dat mécht fir d'Betriber, och nach eng kéier fir d'Joren 2008 an 2009 - ech weess dat net genau, wéi een dat do ka maachen, dat ass ze fréi, fir dat genau ze spieren - nozekucken, wat d'Situatioun vun de Privathaushalter ube-laangt, wat deenen hir steuerlech Belaasch-tung betrëfft.

An där leschter Legislaturperiod hu mer keng Inflationsupassung vum Steiertarif gemaach, notament och dofir net, well mer jo eng Ofsenkung vun de Steiere ge-maach hunn an de Joren 2001 an 2002, wou ee konnt dovun ausgoen, dass déi In-flationsupassungsraim mat verwobe ge-wiescht wieren am Gesamtentlaaschtungs-pak.

Mam Accord vun de Sozialpartner hu mer och prinzipiell an der Tripartite zréckbehal-en - dat bënn d'Chamber selbstverständ-lech net; scheinbar fillen och eenzel Sozial-partner sech net méi esou richtig dorunner gebonnen -, dass et keng Tarifadaptatioun un d'Inflatioun géif ginn.

Dat muss ee sech a Rou ukucken - am Ze-summenhang awer mat der Aféierung, déi ech fir noutwendeg halen, vun engem Steierkredit fir déi Leit, déi bei Steierofs-enkungsprogrammer u sech net an de Genoss vun engem staark gesteigerte Revenu dis-ponible géifen trieden.

Dat ass net d'Negativsteuer - do huet de Wirtschafts- a Sozialrot jo erkannt virun zwee Joer, dass dat ee Wee wier, dee vun Techneschen hier schwéier ze begoe wier -, mä e Steierkredit fir déi Leit, déi vu Steier-entlaaschtungsprogrammer net schreck-lech vill profitéieren an déi besonnesch Laaschten hunn, ouni dass dat an d'Kate-gorie vun den extraordinäre Chargé géif fa-len.

Dat muss, gi mer un d'Betribsbesteierungs-landschaft, mat considéiert ginn, wa mer an enger équitabler Steierlandschaft um Enn vum Joer 2008 - wann dat da geschitt wier; ob dat geschéie kann, weess ech net, dat hänkt vu ville Saachen of - géife wëlle landen.

Op deem Wee dohi wënschen ech eis vill Freed!

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Statsmi-nister. D'nächst Woch féiere mer d'Debatten hei iwwert de Budget fir d'Joer 2007.

Elo komme mer zum leschte Punkt vun ei-sem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Pro-jet de loi 5535 iwwert d'Conférence de La Haye. Et si bis elo ageschriwwen: d'Ma-dame Flesch, den Här Klein, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honora-belen Här Patrick Santer.



2. 5535 - Projet de loi portant approbation des amende-ments au Statut de la Confé-rence de La Haye de droit in-ternational privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005

Rapport de la Commission juridique

» M. Patrick Santer (CSV), rappor-teur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hä-ren, d'Conférence de La Haye de droit inter-national privé ass 1893 gegrënnt ginn op Initiativ vun engem Här Tobias Asser, deen duerfir och de Friddensnobelpriis 1911 krut. Déi Konferenz, där haut méi wéi 60 Länner bäigetruede sinn, schafft Konven-tiounen aus, déi sech mat internationalem Privatrecht befaassen, mat Froe wéi: Wat fir ee Geriicht ass zoustänneg, oder wat fir ee Rechtssystem ass applicabel zum Beispill bei engem Autosaccident, bei Adoptiounen oder Successiounen, déi en internationale Charakter hunn?

Lëtzebuerg ass zënter 1956 Member bei der Konferenz vun Den Haag an huet scho ronn 20 Konventiounen ratifizéiert. Bis elo konnten nëmme State Member vun där Kon-ferenz ginn. Wa mer dese Projet de loi hei gestëmmt hunn, kënnen och international Organisatiounen, sougenannten Organisa-tions régionales d'intégration économique an un éischer Stell d'Europäesch Gemein-schaft Member vun där Konferenz ginn, wat awer nach eng kéier ënnersträicht, datt déi Konferenz vun Den Haag pour le droit inter-national privé eng wichteg international In-stituatioun ass.

De Statsrot, d'Commission juridique an d'CSV-Fraktioun hate kee Problem mat de-sem Projet de loi. Ech géif Iech also bieten, den Article unique ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

» Plusieure voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Santer. Wa soss kee méi eppes zu deem Projet de loi ze soen huet, da géing ech Iech propo-séieren, dass mer direkt zur Ofstëmmung vum Projet de loi kéimen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5535 ass eestëmmeg uge-holl mat 55 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Ma-rie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel et Lucien Weiler;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Casteg-naro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ro-land Schreiner);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Gre-then, Paul Helminger (par Mme Anne Bras-seur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun deser Sitzung.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.51 heures)

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les vendredis à 19.00 heures un résumé de l'activité parlementaire de la semaine. L'émission est rediffusée le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

- 1. 5490 - Projet de loi modifiant
 - la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés;
 - la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
 - la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 2. 5543 - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 3. 5592 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 4. 5586 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1er décembre 2005

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 5. 5604 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 6. 5572 - Projet de loi portant:
 - 1. transposition
 - de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;
 - de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;
 - de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;
 - de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers;
 - 2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant
 - 1) l'entrée et le séjour des étrangers;
 - 2) le contrôle médical des étrangers;
 - 3) l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

D'Regierung kann eis net gutt eng Kommunikatioun maachen, well se bis de Moment net vertrueden ass.

Dofir fänke mir dann direkt u mat eisem Ordre du jour:

Fir d'éischt de Projet de loi 5490 iwwert de Placement vu mental gestéierte Mënschen an zouenen Anstalten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo d'Rapporteurice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol!



- 1. 5490 - Projet de loi modifiant
 - la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés;
 - la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet de loi 5490 sollen en fait dräi Gesetzter geännert ginn, nämlech d'Gesetz vun '88 concernant de Placement vu geeschteg gestéierte Persounen an zouene Strukturen, d'Gesetz vun '99 iwwert d'Police an zu gudder Lescht och nach d'Gemeengegesetz. Als Intro ginn ech lech vläicht just kuerz e puer Informatiounen zum historeschen Hannergrond vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg.

1880 krut Lëtzebuerg dat éischt Gesetz iwwert de Placement vu geeschteg gestéierte Persounen. Ee Gesetz, dat sech largement un der Gesetzgebung vun 1850 respektiv och vun 1873 vun eise belschen Nopere inspiréiert hat. Bal 100 Joer ass un deem Gesetz do dunn näischt méi geännert ginn, bis 1970, wou allerdéngs och nëmmen e puer kleng Ännerungen iwwert de Besëtz vun internéierte Leit virgeholl goufen. 1988 gouf dunn eng méi wesentlech Reform virgeholl, zum Beispill gouf d'Wuert „aliénés“ duerch „personnes atteintes de troubles mentaux“ ersat. Dat deemools schonn an der Optik, fir deem Ganzen deen negativen Nogoût, dee leider hautdësdays och nach ganz oft den Domän Psychiatrie huet, ewechzehuelen.

Bei där Reform deemools gouf och den Accent op de Kranke geluecht an net méi op d'Gesellschaft, wéi dat bis dohinner war, déi misst geschützt gi géint een, dee sech net de Normen entspreichend behëlt. Et gouf och d'Recht vum Patient festgehal, verstärkt a sengem Milieu habituel ze bleiwen, an datt, wann eng Hospitalisatioun onëmgängelech gëtt, déi soll doropshi schaffen, datt déi concernéiert Persoun erëm an hiren „normalen“ Milieu reintégréiert gëtt. Dëst nëmme kuerz als Informatioun zur Geschicht.

Fir déi Leit, déi sech méi genau iwwert d'Evaluatiounen vun der Psychiatrie informéiere wëllen, verweisen ech op d'Detailer am schrëftleche Rapport respektiv op den Exposé des motifs vun dësem Projet de loi, mä awer natierlech och op d'Rapporté vun de Professereren Dokter Häfner a Rössler.

Wat soll elo awer prezis duerch dëse Projet de loi 5490 passéieren? Ma en ass éischstens emol néideg ginn duerch d'Dezentralisatioun vun der Psychiatrie, déi jo bekanntlech den 1. Juli d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass. D'Gesetz ass och geschriwwen an der Optik, datt Leit an engem Etablissement spécialisé betreit ginn. Dat huet sech jo elo geännert, esou datt verschidden Termë vum Gesetz ebe musse geännert respektiv dem allgemenge Spidol musse ugepasst ginn. A fir vläicht nëmmen ee Beispill erauszehuelen nennen ech den Directeur de l'établissement, deen Term muss ersat ginn duerch de Responsable vum Service de Psychiatrie.

Da soll en Etablissement spécialisé jo nëmmen nach Patienten ophuelen, déi eng lännger Zäit musse behandelt ginn. Den initiale Placement, deen akuten also, dee gëtt jo elo an engem allgemenge Spidol gemaach. Och dëst muss am Text vum Gesetz geännert ginn.

Dëst zu den Ännerunge vum Gesetz vun '88, ouni elo op all Artikel am Detail anzegeen.

Beim Police-Gesetz vun '99 gëtt een Artikel ersat, an zwar den Artikel 37. De Buergermeeschter kann elo net méi säi Pouvoir de placement op d'Police delegéieren, dat ënner anerem well zënter der Fusioun vu Gendarmerie a Police déi territorial Kompetenz vu Buergermeeschter a Police net méi onbedéngt déiselwecht sinn.

Verschidde Kadere bei der Police kréien och elo hei selwer e Recht, Persoune placéieren ze loossen, an et gëtt och dovunner profitéiert fir Situatiounen, an deenen déi verschidden Autoritéiten e Placement froe kënnen, nach méi prezis ze definéieren. Dat fir Abusën an déi eng, mä awer och an déi aner Richtung ze vermeiden. Hei ass déiselwecht Definitioun geholl ginn, déi am Artikel 73 vum Gemenge-Gesetz festgehale ginn ass.

A wa mer dann elo beim Gemenge-Gesetz sinn, da gëtt beim Artikel 73 de leschten Abschnitt ewechgelooss, dee sech erledeg huet. Et stoung do, datt de Procureur

misst Bescheed gesot kréien, wann eng Persoun placéiert gëtt. Dat steet allerdéngs schonn am Gesetz vun '88, an zwar datt innerhalb vun 48 Stonne muss informéiert ginn, esou datt deen Abschnitt sech domat erledegt huet an een en elo sträiche kann. Dat kuerz zum Inhalt vum Projet de loi.

Zur Prozedur: Nodeems de Projet vum Minister fir Gesondheet, dem Här Mars Di Bartolomeo, den 12. Juli 2005 an der Chamber déposéiert gouf, ass en de 29. September vum selwechte Joer an der Kommissioun virgestallt ginn, an et gouf och dovu profitéiert, fir an där Réunioun mech als Rapportrice vun dësem Projet de loi ze designéieren. Et goufen Avisë gefrot, notamment vum Collège médical, deen der Meenung ass, datt dëse Projet de loi eng wichteg Etapp an der Dezentralisatioun vun der Psychiatrie ass, an datt e weist, wéi wichteg d'Gesellschaft de Respekt an d'Fräiheet vu psychesch kranke Persounen hëlt.

Zu deenen eenzelnen Artikelen huet de Kolleeg vun den Doktere keng speziell Remarquë gemaach, anescht wéi de Statsrot, deen a sengem Avis vum 4. Juli dëst Joer de Problem opwerft vun der Nature juridique vun der Décisioun vum Placement, de Mënscherechter an och der Dignitéit vun de betraffene Persounen. E weist och nach eemol op d'Mineuren hin, déi vun engem Placement betraff sinn, an en ënnersträicht och, datt dës Froe mussen a spéidere Gesetzesprojete geregelt ginn.

Eng Vue, déi och d'Kommissioun deelt, well wéi Der am schrëftleche Rapport kënnst liesen, huet och d'Kommissioun sech net nëmmen heiriwwer, mä iwwer weider Problemer am Beräich Psychiatrie Gedanke gemaach, an d'Kommissioun war och der Meenung, datt nach aner Schrëtter mussen nokommen.

Mir sinn dunn awer vum Minister informéiert ginn, datt den Aarbechtsgrupp „Psychiatrie“, dee chargéiert gouf, d'Reform vun der Législatioun concernant de Placement - eng Reform, déi dorops erausleeft, de ganzen Text ze ersetzen -, hir Aarbechten esou wäit fäerdeg huet, an datt nach, wann net alle Stricke reißen, virun der grousser Vakanz kéint en neien, vill méi detailléierten an explizite Projet de loi fäerdeg sinn.

Zréck elo awer zu de Remarquë vum Statsrot, déi mer an eiser Réunioun vum leschten 19. Oktober diskutéiert hunn a wou Der och all Detailer am schrëftleche Rapport erëmfant, esou datt ech nëmmen op déi gréisser Remarquen explizit elo wäert hei agoen.

Beim Artikel I.5 proposéiert de Statsrot en neien Abschnitt ze maachen. Eng Propos, déi och vun der Kommissioun esou ugeholl gouf, wéi Dir dat och am Texte coordonné gesitt.

Da mécht de Statsrot och drop opmierksam, datt am Artikel 3 Alinea 2 keen Délai drasteet an deenen d'Etablissementer sech mussen den Normes architecturales ënnerwerfen a seet awer, datt esou en Délai senger Meenung no vu Wichtigkeet ass. No Diskussiounen an der Kommissioun hunn d'Memberen decidéiert, hei awer net op de Wee vum Statsrot ze goen, well déi Gebaier an Etablissementer, déi no der Dezentralisatioun en place gesat goufen, souwiso deenen Normen entspreichen.

E mécht awer weider drop opmierksam am selwechten Artikel, datt hei e Renvoi op den Artikel 20 vum Gesetz vun '88 gemaach gëtt, dee senger Meenung no onnéideg ass. E schléit also vir, deen ewechzeloossen, an hei war d'Kommissioun dann och darselwechter Meenung.

Beim véierten Abschnitt ass d'Kommissioun och dem Avis vum Conseil d'État nogaang, deen de Renvoi op de Paragraph 2 vum Artikel 5 als superfétatoire ugesäit.

Beim Punkt 5 maache se dräi Observatiounen, purement rédactionnelles, déi d'Kommissioun och esou unhëlt, ënner anerem aus dem Wuert „patient“ eng „personne concernée“ ze maachen, vu datt et sech hei ëm en éischte Placement handelt, an datt mer nach net solle vun engem Kranke schwätzen.

Beim Punkt 9 mécht de Statsrot drop opmierksam, datt an der Version coordonnée vum Gesetz vun '88 keen esou een Tippfeeler dran ass, deen duerch dëse Projet

de loi soll adresséiert ginn. Leider kann hei d'Kommissioun dem Conseil net follegen, well am Text, deem am Mémorial publizéiert gouf, dee Feeler tatsächlech dran ass.

Beim Artikel II iwwerhëlt d'Kommissioun d'Proposition de texte vum Conseil d'État, fir déi richteg Terminologie, déi d'Police betrëfft, ze gebrauchen.

Da gëtt déi Héich Kierperschaft awer och ze bedenken, datt eigentlech déi zwielf Stonne Gewahrсам, vun deenen hei Rieds ass, net méi opportun sinn, vu d'Dezentraliséierung vun der Psychiatrie. Hei allerdéngs war d'Kommissioun anerer Meinung a se mengt, datt a verschiddene Situatiounen et néideg ass heirop zrëckzegräifen, an datt dëst kee Widersproch zur Dezentralisatioun duerstellt.

Zu gudder Lescht proposéiert de Statsrot och den drëtten Alinea vun dësem Artikel ze sträichen, well am Gesetz vun '88 schonn d'Pouvoir vum der Police drastinn a se eben net nach eemol solle widerholl ginn. Hei war dann och d'Kommissioun darselwechter Meinung.

Beim drëtten a leschten Artikel vun dësem Projet de loi, deem als But huet, den Artikel 73 vum Gemeengegesetz ze ersetzen, mécht de Statsrot drop opmierksam, datt de leschten Alinea vum Artikel 73 net iwwerholl gouf, dee seet, datt de Buergermeeschter oder Schäffen dem Procureur innerhalb vun dräi Deeg muss Avis ginn. E mengt, datt dat awer fir déi concernéiert Persoun wichteg ass, ausser wann den Artikel 5 genuch Garantië gëtt. Genee dësen Avis war d'Kommissioun, esou datt mer hei net op de Wee vum Statsrot gaange sinn.

Als lescht Remarque zum Projet de loi gëtt proposéiert, den drëtten Alinea vum Artikel 73 ze suppriméieren. Déi Mesure, déi hei viséiert gouf, kann zur vollster Zefriddenheet och vun der Police gemaach ginn. Dat heescht am Kloertext, datt de Buergermeeschter oder Schäffen hei erausbleift, an dës Meinung deelt dann och d'Kommissioun.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, no dësen Erklärungen an Avisen an Diskussiounen natierlech an der Kommissioun ass de schrëftleche Rapport de leschten 30. November ugeholl ginn, unanime an eiser Réunioun. Dat gesot soen ech lech fir de Moment emol Merci. Ech kéim dann herno nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun op dëse Projet de loi zrëck.

Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Dall'Agnol. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers!

Discussion générale

» **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der Rapportrice, der Madame Dall'Agnol, villmools Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport, dee ganz ausféierlech d'Situatioun beschriwwen huet wéi se haut ass, deen och agaangen ass op déi Rapporten, déi mer kritt hunn, an deen och Weeër opgewisen huet fir d'Zukunft. Ech brauch dofir net am Detail iwwert den Text vun haut ze schwätzen, deen, obschonn en neie Gesetzesprojet a kierzester Zäit komme soll, trotzdem noutwendeg ass, fir der jëtzege Situatioun vun der Dezentraliséierung Rechnung ze droen a fir och déi sougenannt Zwangsaweisung an decentral Institutiounen ze erlaben, wat bis elo net méiglech war.

Ech kann elo schonn direkt soen, dass meng Partei mat deem heite Projet d'accord ass an dass se en och wäert stëmmen. Allerdéngs huet d'Regierung mat dem Gesetzesprojet der Chamberskommissioun eng Rei Dokumenter matginn, ënner anere d'Planungsstudie vum Professer Rössler vum Juni 2005, d'Recommandatioun Rec(2004) vum Ministerrat vum Europarat an d'Deklaratioun vun Helsinki.

Wann een déi Dokumenter opmierksam liest, da kann een doraus déi allgemeng Zilsetzung fir déi psychiatresch Soinen hei zu Lëtzebuerg erauskristalliséieren. An ech mengen déi Dokumenter sollen och bei der

Ausschaffung vum nächste Projet grëndlech gekuckt ginn. Si sollen och deem Projet zugronn leien, well si ginn eigentlech déi allgemeng Gronddirektiven, wéi an Zukunft d'Soinë vun der Psychiatrie, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an Europa, auszerichte sinn. Ech wëll net am Detail op déi Texter agoen, mä ech mengen et sinn awer e puer Punkten, déi et verdéngen, dass ee se méi kloer ervirsträicht.

Ech denken do haaptsächlech un dräi Punkten:

Deen ee Punkt huet d'Rapportrice schonn ugeschnidden, dat ass d'Recht vun deem, deen déi Soinë brauch.

Zweetens ass et d'Schafung vun deenen néidegen Institutiounen, fir de Leit déi Soinen ze ginn.

An da wëll ech besonnesch och nach ee Wuert soen iwwert d'Qualitéit vun deene Soinen an iwwert d'Soinë fir d'Mineuren.

Fir d'éischt d'Recht. Déi Dokumenter, déi mer kritt hunn, insistéieren drop, dass och déi Persounen, déi psychiatresch Traitementen brauchen, Rechter hunn. Si insistéieren op d'Noutwendegkeet, dass déi Bénéficiairen déiselwecht Rechter hu wéi all aner Persounen, dass déi Persounen och mussen an der Dignitéit behandelt ginn, dass se mussen respektéiert ginn, an dass se och eng Unerkennung mussen kréie fir dat Recht sech behandelen ze loosse, esou wéi och all aner Kranken. Well de Fait, dass se sech behandle mussen loosse, ergëtt sech aus enger Krankheet, an dat muss een dee Moment och als Krankheet unerkennen.

Wann een déi Texter ëmsetze wëllt, da muss ee sech mat deene puer Punkten, déi ech virdrun ugeschnidden hunn, auserreesetzen, an da muss ee Léisunge fannen zu deene Froen, déi do gestallt sinn.

Dat Éischt ass, dass een déi Rechter unerkennt, dass een déi Décisiounen, besonnesch am Zesummenhang mat enger Zwangsaweisung, och am Sënn hält wéi all aner Décisiounen geholl ginn, wann een enger Persoun en Deel vun hirer Fräiheet hält, well mir wëssen, wann haut een am penale Beräich eng Strof kritt, wou hien en Deel vu senger Fräiheet geholl kritt, dann ass dat mat ganz grouse Garantien ëmginn. D'Verfassung huet eng Rei Regele virgesi wéi dat muss gehandhaabt ginn. Or, hei kréie Persounen aus Krankheetsgrënn en Deel vun hirer Fräiheet ewechgeholl.

D'Madame Rapportrice huet mat Recht gesot, dass an der Vergaangenheet déi Décisiounen mat der Motivatioun geholl gi sinn, fir d'Gesellschaft ze schützen. Et huet een awer déi eenzel Rechter vun där Persoun net genuch gesinn. Au contraire sinn déi Persounen dobause stigmatiséiert ginn a si sinn an e Licht gestallt ginn, wat haut an enger Gesellschaft, déi d'Mënscherechter héichhält a respektéiert, net méi toleréiert gi kann.

Duerfir muss een och, wann déi Décisiounen geholl ginn, se ëmgi mat de Kritäre vun Objektivitéit, vu Proportionalitéit, fir dass och déi Mesure, déi geholl gëtt, proportionell ass zu deem, wat ee fir deen Eenzelnen, an deem sengen Intérêt se geholl gëtt, erreeche wëllt. Wat och nach wichtig ass, datt ass den Zäitraum wou se muss geholl ginn. Déi Mesure kann net méi laang dauere wéi et noutwendeg ass. An dass se geholl gëtt am Intérêt vun där Persoun selwer a gegebenenfalls, wann et am Intérêt général wier, wéi gesot ginn ass, fir d'Gesellschaft ze schützen, dass een dat och muss beweisen, an dass och d'Motivatioun an déi Richtung geet, dass déi Mesure net iwwert déi Zäit kann erausgoen, wou et noutwendeg ass.

Wat besonnesch wichteg ass, a wat och aus dem Projet selwer an aus den Dokumenter ervirgeet, dat ass, dass déi Décisioun, déi geholl gëtt, vun enger Instanz muss geholl ginn, déi kompetent an onofhängeg ass. Et gëtt geschwat dat misst en Tribunal sinn. Dat muss net onbedéngt de Fall sinn, well et ass ganz sécher, wann déi Décisioun geholl gëtt, wann ee kompetent Leit seet, da mussen och Dokterer e Wuert kënnen matschwätzen, also muss ee sech iwwerleeën, wien déi Décisioun huele kann. Et kann op jidde Fall net esou sinn, dass déi Persounen, déi herno zoustänneg si fir den Traitement, gläichzäitig och déi Décisioun huele kënnen. Et muss een also kucken, iwwer wéi ee Wee dass een do déi Indépendance fir d'Zukunft garantéiere kann.

Wann een d'Rapporten noliest, da kréie mer och am Rapport Häfner gesot, zu Lëtzebuerg wier d'Zuel vun deenen, déi iwwert déi Aart a Weis an eng Institutioun kommen, déi also internéiert ginn, relativ héich par rapport zu deenen aneren europäesche Länner. Dat muss engem dann

natierlech ze bedenke ginn, an da muss ee sech d'Fro stellen, ob net hei heiansdo ze wäit gaange ginn ass, dass also vläicht méi Leit vun deene Mesurë betraff si wéi et normal noutwendeg wär.

Den zweete Punkt, deen ech uschneide wollt, ass dee vum Recht op en Traitement, esou wéi all anere Kranken och. Ganz sécher hu mer zu Lëtzebuerg eng ganz wäit gefächert Offer vu Méiglechkeeten, vu Versuerungsstrukturen, dat gëtt och an de Rapporten unerkannt. Allerdéngs steet am Rapport Rössler, dass een de Gesamtplang e bësse vermësst, dass een net gesäit, wéi eigentlech déi Mesuren an déi Institutiounen zesummenhänken a wéi een do eng Koordinatioun ka maachen. An ech mengen, do wier et awer un der Regierung, fir ze probéieren eng besser Koordinatioun vun deene Mesuren ze erreechen.

De Rapport bedauert och, dass et eenzel Méiglechkeeten zu Lëtzebuerg net gëtt, ënner anerem déi vun der Schafung vun de sougenannte Foyers médicalisés. Meng Fro wier duerfir un den...

Här President, wann den Här Glesener seng Fro gestallt huet, da kann ech meng och un de Minister stellen.

(Hilarité)

Ech wollt den Här Minister froen: Am Rapport Häfner geet Rieds vun de Foyers médicalisés, et gëtt bedauert, dass et déi Foyeren zu Lëtzebuerg net gëtt. Gëtt et dofir eng Ursaach? An, ass och geduecht, fir déi Foyeren an Zukunft ze schafen, an dee Moment d'Versuerungsméiglechkeete vun deene Persoune weider auszudehnen?

En drëtten Punkt ass d'Qualitéit vun deenen Hëllef, déi mer deene Leit ubidden. Et mussen kompetent Persoune sinn, déi d'Soinë maachen. Ech mengen, et ass an der Vergaangenheet dofir gesuergt ginn, dass esou Leit do waren.

Wat awer nach ëmmer felt, dat ass Qualitéitsmanagement. Ech mengen, et wier och wichteg, net nëmmen an deem Beräich, mä allgemeng gesinn am Gesondheetsberäich, fir ze kucken, wéi dann d'Qualitéit vun de Soinen an all deene Beräicher do ass, Här Minister.

Dat ass wichteg bei der Fleegeversécherung an dat ass och wichteg an deem heite Beräich. De Kranken huet e Recht op eng gutt Qualitéit vu Soinen, an ech mengen och déi hei Leit hunn e Recht op eng gutt Qualitéit vu Soinen.

Allerdéngs stellt dann awer direkt d'Fro sech vun der finanzieller Situatioun a vun deene finanzielle Mëttele, déi zur Verfügung gestallt ginn. An der Vergaangenheet sinn déi Soinë virun enger Rei Joren iwwert de Budget vum Stat gelaf. Si lafen elo iwwert d'Krankekeesen.

Duerfir wier meng Fro un de Minister, dass, wat an där Etüd gefrot gëtt, och déi privat ugebuede Soinen an Zukunft vun der Krankekeess sollte bezuelt ginn, an ob mer eis dann awer net mussen grëndlech iwwerleeën, wat déi Soinë kaschten? Muss do net eng Etüd gemaach ginn, fir dass een och gesäit, wéi d'Krankekeesen an Zukunft be-laascht ginn? Dass et noutwendeg ass, ass ganz sécher. Mä et muss een awer wëssen, wéi déi finanziell Mëttele beschaaft kënnen ginn an ob se duerginn an ob se richteg ugewannt ginn am Intérêt vun deene Kranken.

Ee leschte Punkt ass d'Betreiung vun de Kanner a vun de Jugendlechen. Zënter dräi Joer ass am Hôpital de Kirchberg eng Sektoun mat 15 Better, wou déi Betreiung ka gemaach ginn. Allgemeng gëtt där Sektoun beschäinegt, dass se eng gutt Aarbecht géif maachen. Mir hunn och dës Deeg kënnen liesen, dass och am CHNP zousätzlech Better geschaaft si ginn.

Meng Fro un de Minister: Besonnesch bei deene Jugendlechen a bei de Kanner ass et wichteg, dass do déi richteg Soinen ugewannt ginn. Et gëtt gesot, mir bräichten zousätzlech Plazen, fir déi Betreiung ze maachen. Wa mer deen definitive Projet an deenen nächste Méint kréien, géif ech mer erhoffen, dass och besonnesch iwwert deen dote Punkt eng Ausso gemaach géif ginn, dass een och géif gesinn, wéi vill Plaze gebraucht ginn a wéi och déi Soinë fir déi Jugendlech, wa se aus dem Spidol erauskommen oder aus där Betreiung an engem akute Spidol, kënnen weidergeféiert ginn, well déi si ganz sécher net domat ofgeschloss.

Dat sinn e puer Iwwerleeungen, Här Minister, déi ee ka maachen. Et kann een der nach vill maachen, wann een déi Rapporten hei liest. Ech mengen, wann Dir Äre Projet presentéiert an deenen nächste Méint, misst een déi Diskussioun ausdehnen, esou wéi ech et hei ugedeit hunn, an net nëmmen déi hei Punkten, mä och all

déi, déi an deenen Dokumenter opgeworf sinn, misst een dee Moment verdéiwen, an et misst ee kucken, wéi een déi psychiatresch Hëllef hei zu Lëtzebuerg weiderbréngt.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir befaassen eis haut mat engem Gesetzesprojet, deen eng Rei vun Ännerungen am Beräich vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg virgesäit, méi genau gesot, wat dee sougenannte Placement vu Patienten oder nach besser gesot vun deene concernéierte Leit mat psycheschen Troublë betrëfft. Et handelt sech haaptsächlech ëm Prezisiounen, wéi esou e Placement soll vollzu ginn, ënner wéi enge Konditiounen dat och soll geschéien.

D'Rapportrice, d'Madame Dall'Agnol, där ech vun där heiter Plaz wëll Merci soe fir dee ganz ausféierleche Rapport, ass schonn, géif ech soen, op alleguerten d'Punkten agaangen, esou dass ech net méi brauch alles ze widerhuelen.

De Projet de loi schreift sech awer och an de Kontext vun der Dezentralisatioun vun der Psychiatrie hei am Land an, déi vum Rapport Häfner ufanks der 90er Jore préconiséiert gouf, an déi vum Rapport Rössler, d'lescht Joer mengen ech war et, evaluéiert ginn ass.

Mir haten an der Vergaangenheet, dat heescht d'lescht Joer, schonn zweemol hei an der Chamber, an zwar am Mäerz d'lescht Joer beim Projet de loi iwwert den Établissement public vum CHNP an am November bei enger Heure d'actualité d'Méiglechkeet, fir op déi Problematik anzegoen.

All Riedner ware sech eens, an ech sinn iwwerzeegt, si sech och haut nach eens, dass et ebe muss hei am Land zu engem Mentalitéitswiessel a Saache Psychiatrie kommen. E Mentalitéitswiessel, deen d'ailleurs, dat wëll ech awer och hei ënnersträichen, mat där progressiver Dezentralisatioun scho largement entaméiert ginn ass.

Haut wëlle mer psychesch Kranker net méi als Stéierfacteur an der Gesellschaft betruechten oder brandmarken a se aus der Gesellschaft ausklammern, andeem mer se, wéi dat fréier geschitt ass, an eng zoue Struktur wëlle stiechen.

En Etablissement, wéi dat zu Ettelbréck laang Zäit eent war, ass selbstverständlech absolut net méi zäitgeméis - och, an dat soll een awer och ënnersträichen, wann do während ville Jore ganz vill a gutt Aarbecht geleescht ginn ass.

Dat Ettelbrécker Etablissement huet awer, an dat wësse mer och alleguerten, eng, wat ech géif mengen, pejorativ Connotatioun mat sech geschleeft, an e Patient, deen do passéiert ass, deen huet ganz oft laang Zäit dee berühmte Stempel op der Stier misse mat sech droen, well et sech zu Ettelbréck während Jorzéngten ëm dat, wat ech géif nennen, e sougenannte Fourre-tout gehandelt huet.

Duerfir war et ëmsou méi wichteg, mat der Dezentralisatioun nei Akzenter ze setzen, am Numm vum enger Désigmatisatioun vun alle Betraffenen. Dës Dezentralisatioun gouf d'ailleurs am Spidolsplang aus dem Abrëll 2001 lancéiert, an deem véier Hôpitaux généraux Psychiatrie-Service fir d'Cas-aiguën unerkannt kritt hunn.

De Plan hospitalier gesäit och vir, fir den CHNP zu enger neier oder enker Rehabilitatiounsstruktur ze maachen. Heiranner, dat muss ech awer soen, muss den CHNP ouni Zweifel nach weider encouragéiert ginn.

Ech wëll och drun erënneren, dass scho viru Joren envisagéiert ginn ass, dass den CHNP soll nei Infrastrukture bauen, Infrastrukturen, fir déi d'ailleurs scho Fonge virgesi sinn. Ufanks sollten déi, wa meng Erënnerunge richteg sinn, no bei den CHL kommen, duerno war et geplangt, dass déi no bei d'Déifferdenger Spidol kommen. Ech géif de Minister gäre froen, wat dee leschte Stand wär an där Saach - wéi mer haut also dostinn.

Während där leschter Legislaturperiod sinn also am Beräich vun der Rehabilitatioun schonn eng ganz Rei Effortë gemaach ginn. Grad ewéi och am Beräich vun der Déhospitalisatioun.

Däerf ech drun erënneren, dass beispillsweis an där leschter Legislaturperiod zwëschen 1999 an 2004 de Budget fir d'Psychiatrie extrahospitalière ëm 80% an d'Luucht gaangen ass - dat heescht vun 3,8 op 6,9 Milliounen Euro -, dass d'Plazen

geschitt. Et ass jo am Fong just eng Upassung un déi nei Spidolsstrukturen, un déi véier Spideeler, wou elo soll placéiert ginn. Deen heiten Deel ass also eng relativ kleng Reform, mä mir hu jo versprach kritt, datt nach virum Summer engersäits eng Kommissioun, déi schonn ageruff ass, sech drëm këmmert, fir konkret Virschléi fir de Placement ze maachen, an datt mer dann e Projet de loi hei an d'Chamber kréien, bei deem mer dann d'Geleeënheet wäerten hunn, méi intensiv a méi laang doriwwer ze diskutéieren. Mir begréissen, datt dat dann esou schnell soll geschéien; nach virum nächste Summer hoffentlech.

Et geet also dobäi haaptsächlech ëm d'Fro vun der Neidefinitioun vun de Konditioune vum Placement, wien d'Recht soll hunn ze placéieren, an och iwwert d'Konditioune vun deem Placement. Mir si selbstverständlech der Meenung, esou wéi den Här Paul-Henri Meyers, datt dee Mënsch, dee psychesch krank ass, d'Recht muss hunn, éischstens, ugesinn ze ginn als e Kranken, deem muss gehollef ginn, an zweetens, datt e muss d'Recht hunn op wierklech adequat Soinen a senger Situatioun.

Well trotzdem datt dee Mënsch, dee placéiert gëtt, sech dee Moment jo an enger schwéierer psychescher Kris befënnt, mat méiglecherweis aggressiven Zich, déi domadder verbonne sinn, wou en da muss viru sech selwer geschützt ginn, oder wou déi aner virun him musse geschützt ginn, bleift dee Mënsch awer e Mënsch an huet doduerjer och Menschenwürde. An ech mengen, datt mer eis jo och do këne beruffen, engersäits, net nëmmen op de Rapport vum Här Rössler, mä awer och op dee rezente Bericht vum Conseil de l'Europe, wou och exzellent Recommandatiounen drastinn, wéi ee méiglechst human Placementsprozedure soll kënnen schafen.

Dat alles, wéi gesot, si gréisser Diskussiounen wa mer de Projet da selwer kréien, oder och scho virdrun an der Kommissioun; ech huelen u scho virdrun an der Kommissioun.

Ech wollt awer nach eppes hei soen, wat an dëser Diskussioun bis haut nach net gesot ginn ass, datt ass: Et gëtt hei nëmme geschwat vun der Prise en charge vun deem, deen an déi Kris do erageroden ass an deen da soll placéiert ginn. Et gëtt geschwat vu gudde Soinen, déi e muss kréien. Dat ass alles richteg an dozou sti mer och. Ech mengen, do gëtt et keng Diferenz zwëschent de Parteien.

Wat mer awer e wéineg an der Diskussioun feelt, dat ass e Volet, dee mer soss awer ëmmer an allen anere Beräicher vun der Medezin uschwätzen, nämlech de Volet vun der Preventioun. An ech wëll dozou e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen hei maachen, well souguer wa mer dann am Summer eventuell e vill bessert Gesetz kréien, wat méi human Placéierungskonditiounen schaaft am Intérêt vun de Betreffenen, da bleift awer nach ëmmer d'Fro op, firwat et zu deene Placementer muss kommen, firwat datt et och - et ass hei d'Fro opgeworf ginn - hei a Lëtzebuerg souguer zu méi heefege Placementer kënn't wéi dat am Ausland de Fall ass.

Wat sinn d'Haptursaachen dann, déi zu esou Situatiounen féieren? Doriwwer, mengen ech, misst een awer och e wéineg kënnen Opschloss ginn. D'Fro dofir un de Minister: Här Minister, wat fir eng Statistike ginn et haut hei zu Lëtzebuerg, déi eng Ursaachefuerschung treffen? Wat hu mer do als Donnéeën, firwat et zu Situatiounen vun esou psycheschem Stress kënn't, datt et zur Eskalatioun kënn't, an duerno och zur Kris? Déi Kris, déi dann herno zu enger Placéierung féiert.

Well déi Placéierung selwer, oder déi Kris, an där dat geschitt, ass jo am Fong just den Endpunkt vun enger individueller Entwécklung, déi sech ganz lues a lues mécht, déi sech lues a lues opschaukelt an déi dann an engem gewëssene Moment d'Faass zum Iwwerlafe bréngt, wou et dann zum Ausbroch vun där Kris kënn't. An et muss jo duerfir Ursaache ginn.

Ursaache kann ee sech ganz liicht afale loossen. Ass et beispillsweis: Situatiounen vu psychesch gestresste Leit, wann dann och nach Alkoholafloss derbäikënn't, oder eventuell Drogen derbäikommen? Dat kënn't jo esou eng Ursaach sinn.

mécht, well anescht ass et nëmme ganz schwéier hinnen ze hëllefen.

Wéi steet et awer elo mam Ausbau vun deem SPAD? Ech hunn deslescht en Interview vum Professor Rössler gelies, wou en, wéi esou oft, eng Rei gutt Aussoe gemaach huet. E gouf zum Beispill drop ugeschwat, datt jo vill Kritik lassgetréppelt gouf, well eenzel Träger respektiv Associatiounen den Ausbau vun esou Servicer ënnert dem CHNP fäerten. Hie gouf als Äntwert, datt mer hei zu Lëtzebuerg jo elo net kéinten esou maachen, wéi wa guer näischt géif bestoen, mä datt d'Realitéit déi ass, datt - ëmmer nach dem Professor Rössler no - mer mam CHNP 600 Mataarbechter a Mataarbechterinnen hunn, wouvun d'Hal-schent Statsbeamtinnen a -beamte sinn, an datt een déi net einfach mir näischt, dir näischt vun haut op mar kann u Privatträger vermëttelen.

Wann ech mer heizou nach eng perséinlech Remarque däerf erlaben, dann ass et déi, datt mer och hei zu Lëtzebuerg net ëmmer solle probéieren, d'Rad erëm nei ze erfannen. Am CHNP si Leit mat laangjähreger Erfahrung, déi wëssen aus wat hir Aarbecht besteet, déi och d'Strukturen hunn, déi ee brauch, fir effizient ze schaffen. Ech sinn der Meenung, datt mer hei net, wéi et zu Lëtzebuerg nach vill ze vill oft de Fall ass, parallell datselwecht sollen opbauen, well jiddferee mengt, e kéint et e bësse besser maachen.

Mir solle probéieren, déi Leit, déi um Thema schaffen, an déi alleguer eng gutt an och eng wäertvoll Aarbecht maachen, alleguer zesummen un den Dësch ze bréngen an no Léisungen ze sichen, wéi mer...

(Interruption)

...- ganz wichteg - am Sënn vum Patient kënnen déi Strukturen uechtert d'Land a fir jiddfereen accessibel opbauen an ubidden.

Hei geet et ëm d'Gesondheet vun de Leit, an doriwwer eraus awer och ëm d'Nohaltegkeet vun eisem Gesondheetssystem, well et däerf een net vergiessen, datt finalement d'Allgemengheet d'Käschten och vun esou Parallelstrukture géing droen. Duerfir ass en Ëmdenken an der Politik, beim Personal an och bei allen Träger an dese Strukturen onëmgängelech. Bei der Zwangsaweisung huet dese Mentalitéitswiessel jo scho stattfonnt, wéi de Projet de loi 5490, dee mer haut wäerte stëmmen, et jo och weist.

Lëtzebuerg gehéiert awer - an dat gouf de Mëtten och scho vum Här Meyers hei gesot - zu deene Länner, déi en héije Prozentsaz un Zwangsaweisungen hunn. Laut dem Professor Rössler sinn an Europa d'Gesetzer awer an deem Punkt relativ ähnlech, just d'Zuelen eben anescht. D'Fro muss also erlaabt sinn, wat hei zu Lëtzebuerg respektiv och an der Schwäiz, déi iwwregens ähnlech héich Chifferen huet wéi mir an der Zwangsaweisung, eben anescht ass wéi bei eisen Noperen.

A wa mer déi Fro elo net esou direkt kënnen beäntwerten, da muss zumindest eent sécher sinn, an dat ass d'Prozedur. Mir mussen als Législateur garantéieren, datt all betraffene Mënsch - fir emol net vu Patient hei wëllen ze schwätzen - d'Méiglechkeet huet, Asproch géint seng Aweisung ze erhiewen a vun engem Riichter gehéiert ze ginn.

De Projet de loi, dee mer haut stëmmen, geet jo och schonns an déi dote Richtung, datt mer hei no 1988 nach eemol prezis soen, wien zoustänneg ass fir de Placement vu Persounen mat enger psychescher Steierung. An deem Sënn géing ech lech nach eng Kéier Merci soe fir d'Nolasschteren, a ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zum Projet de loi 5490.

Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien.

» **M. le Président**.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den honorabelen Här Huss huet elo d'Wuert.

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt och der Rapportrice hei Merci soe fir hiren Exposé, an och fir hir zousätzlech Erläuterung, déi se elo hei gemaach huet, och mengen anere Virriedner, virun allem dem Här Paul-Henri Meyers, iwwert déi Saachen, déi en hei gesot huet, a mat deene mir komplett kënnen d'accord sinn. Dat gesot, brauch ech dofir keen Historique méi hei ze maache vun der Entwécklung vun der Psychiatrie, dat ass jo och op dëser Tribün scho méi wéi eng Kéier gemaach ginn.

Wann een dese Projet de loi, deen elo hei virläit, soll qualifizéieren, da géif ech soen, datt am Moment heimadder net terribel vill

hei an de Raum werfen, wou ech hoffen, dass ech vum Minister déi néideg Erklärungen wäert kréien, well esou wéi den Här Meyers et ganz, ganz richteg gesot huet: Selbstverständlech mussen och déi Leit mat psychiatresche Problemer déi néideg optimal Betreiuung hei zu Lëtzebuerg kréien.

Ech widderhuelen nach eng Kéier: Et ass an deem Domän an der Vergaangenheet scho ganz, ganz vill geschitt. Dofir verstinn ech déi Leit net, déi heiandsdo behaupten, mir géifen ëmmer hannendru lafen, oder et wär e komplette Vide, wat d'psychiatresch Betreiuung hei zu Lëtzebuerg géif ubelaangen. Et kann héchstens op déi Onkenntnis vum Dossier zrëckzeféiere sinn. Mä mir sinn eis awer alleguerten och bewosst, dass een an esou engem komplizéierten a spezifeschen Domän wéi deem dote muss progressiv virgoen, an dass sech och wäerte mat der Zäit nei Problematike stellen, deenen een da muss versiche Meeschter ze ginn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech heimadder selbstverständlech den Accord vun der demokratescher Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Wagner. D'Madame Dall'Agnol huet d'Wuert.

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)**.- Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, 27% vun allen Erwuesse-nen an der EU leiden all Joer u sougenannte psychesche Krankheeten. Dës Krankheete sinn och zu engem gudden Deel dru schold, datt all Joer ëmmerhin 58.000 Mënschen an der EU hirem Liewen en Enn setzen. Verschidden Etüde gi souguer dovunner aus, datt d'Depressioun am Joer 2020 déi heefegst Krankheetsursaach iwwerhaapt wäert sinn.

Dës Zuelen, déi d'Europäesch Kommissioun d'lescht Joer am Oktober am Kader vun hirem Gréngbuch iwwert d'psychesch Gesondheet publizéiert huet, sinn dramatesch, well se eis weisen, datt d'Psychiatrie eis alleguerte betrëfft. Well wa méi wéi all Véierten heivunner a sengem Liewe wäert beträff sinn, dann ass dat och sécher een aus all Famill. An duerfir muss et d'Aufgab vun der Politik sinn, eng Psychiatrie ze ënnerstëtzen, déi no bei de Leit ass, mä déi awer och - an dat ass schonn e puermol ugeschnidde ginn - effizient ka schaffen.

Zanter Juli d'lescht Joer ass dann och an der Dezentraliséierung e Schratt an déi richteg Richtung, menger Meenung no, gemaach ginn, well eben hei net méi den CHNP zu Ettelbréck, mä elo véier allgemeng Spideeler zoustänneg sinn, fir déi Akutpsychiatrie ofzedecken. De Professor Rössler, deen 2005 jo fir d'Regierung déi Etüd iwwert d'Déhospitaliséierung an d'Dezentraliséierung gemaach huet, bewäert dës Etapp op alle Fall ganz positiv, grad wéi och den Ausbau vun de Plazen an den Dageskliniken, d'Jugendpsychiatrie um Kierchbierg an dann neierdéngs jo och zu Ettelbréck.

Dernieft huet de Professor Rössler dann awer och op eng ganz Partie Problemer higewisen - eenzelner sinn och de Mëtte vu menge Virriedner hei scho genannt ginn -, vun deenen ech op alle Fall hoffen a glee-wen, datt d'Regierung gewëllt ass, se konsequent unzegoen. Et feelt zum Beispill u vollzäit betreitene Wunnstrukturen, dat wat een «Foyers médicalisés» nennt.

D'WHO, d'Weltgesundheitsorganisatioun, recommandéiert do, datt 0,3 bis 0,5 Wunn-plazen op 1.000 Awunner kommen. Lëtzebuerg kënn't awer grad emol op 0,25. D'Konsequenz ass fir vill betraffe Leit dra-matesch, well vill chronesch Kranker landen, dem Professor Rössler no, an de Strukture fir Sans-abri oder gehéieren zu den etleche Laangzäitpatienten zu Ettelbréck.

D'Nosuerg an d'Nobetreiung schéngen iwwerhaapt e grousse Problem ze sinn. Fir awer d'Patienten net komplett aus hirem Ëmfeld ze rappen, wann et net wierklech néideg ass; fir se erëm eng Kéier an den -ënner Gänsefüßchen - „normalen Alldag“ anzeglidderen, gëtt et zënter 2001 jo de SPAD, «Soins psychiatriques à domicile», dee jo och ënnert der Leedung vum CHNP fonctionnéiert.

Ech wëilt an deem Zesummenhang, mä och generell, nach eemol betounen, wéi wichteg et ass, fir dezentral Strukturen ze schafen. Et soll een, wann et nëmmen iergendwéi méiglech ass, betraffe Leit mat Problemer do traitéieren, wou d'Problemer sech stellen, nämlech an hirer sozialer Struktur, an hirem Ëmfeld, hirer Famill respektiv och bei hirer Aarbecht. Si musse léieren, sech deem ze stellen, wat se krank

an deene betreitene Logementer oder sou-genannten «Logements encadrés» ëm 41% an d'Luucht gaange sinn op 107 Unitéiten, an dass an den Atelier-thérapeutiquen d'Plaze méi wéi verduebelt gi sinn, an zwar op 260 Unitéiten.

Et bleiwen awer trotz all deenen Effortë vun deene leschte Joren - an den Här Minister kann eis vläicht och soen, wat an deene leschten zwee Joer als Continuation vun der ugefaangener Aarbecht erfollegt ass - doudsécher nach Efforten ze maachen am Beräich vun der extrahospitalière Be-treiuung hei zu Lëtzebuerg. An et bleiwen och nom Vote vun dësem Projet de loi eng ganz Rei vu Froen op.

Sou, an den Här Meyers hat et och schonn ugeschwat, beispillsweis d'Fro vun der Autoritéit, déi iwwert de Placement décidéiere soll. Mir wësse jo, dass et am Ausland um europäeschen Niveau eng ganz Rei Be-striewunge gëtt, fir ze soen, dass dee Plac-ement misst enger Autorité judiciaire ën-nerstoen. Ech froe mech awer, ob mer do richteg leien. Och dat ass scho vum Virried-ner ugeschwat ginn. Wa mer dovun aus-ginn, dass e psychologeschen Trubel en fait e medezinesche Problem ass, sinn ech awer éischter der Meenung, dass do mis-sen d'Medeziner agräifen, an dass also d'Medeziner, an haaptsächlech d'Psychia-teren, déi kompetent Leit misste sinn, fir do d'Soen ze hunn, wat de Placement ube-laangt.

Dëse Projet, esou wéi scho gesot, behan-delt deen dote Sujet net. Et handelt sech awer ëm eng, géif ech soen, ganz funda-mental Fro, där ee sech muss stellen. An ech kann nëmmen hoffen, dass déi Kom-missioun, déi chargéiert ass och un deem dote Sujet ze schaffen, esou schnell wéi méiglech wäert zu hire Konklusiounen kommen.

Eng aner Fro, Här President, ass d'Fro vum Isolement vun de placéierte Leit, och d'Fro vun onfräiwëllegen Traitementer, déi selbst-verständlech och hei zu Lëtzebuerg mus-sen duerchgefouert ginn, an net zu Lescht awer vun deene betraffene Mineuren. Den Här Meyers huet d'éinescht schonn hei er-virgestrach, dass mer effectivement zënter Joren am Hôpital de Kirchberg ee Service hu fir d'Psychiatrie vun den Adolescenten. Ech wëll dozou bäifügen, dass mer och zënter Joren esou eng Unitéit am CHL hunn, wat d'Psychiatrie infantile ubelaangt, mä et stellt sech awer haaptsächlech nach ëmmer d'Fro vun enger ganzer Rei vu lët-zebuergesche Kanner, déi mussen am Aus-land behandelt ginn, well et sech do ëm Froen handelt vun Traitementer de longue durée.

Do kann ech mech och erënneren, dass emol driwwer geschwat ginn ass, driwwer diskutéiert ginn ass, ob mer net missten hei zu Lëtzebuerg déi néideg Infrastrukture schafen, fir esou Traitementer hei zu Lëtze-buerg ze erlaben, verbonne selbst-verständlech och mam Enseignement; dat heescht, mat der Formatioun fir déi betref-fend Leit. Wëssend, dass dat selbst-verständlech och budgetär Inzidenzen huet, wär et awer interessant vum Här Mi-nister gewuer ze ginn, wéi mer an deem Dossier weiderkomm sinn.

Här Minister, Dir hutt hei virun eppes méi wéi engem Joer gesot, dass am Sënn vun der Continuité des soins an der Psychiatrie selbstverständlech misste genuch Struktu-ren zur Verfügung stoen, an dass an nächs-ter Zukunft weider Hôpitaux de jour a Pla-nung oder an de Bau géife goen. Wou sti mer haut an där doter Problematik?

Dir hat och deemools versprach, dass d'Psychologie als Gesundheetsberuff sollt definéiert ginn, an dass och d'Mise en charge vun enger Rei, dat heescht, vun deenen Aktivitéiten, déi een als noutwen-deg ugesäit, missten envisagéiert ginn.

Dir hat och deemools gemengt - a richte-gerweis, géif ech soen -, et dierft net bei där héijer Suicidérat hei zu Lëtzebuerg blei-wen, notament wat déi Jugendlech ube-laangt, an dass een déi Saachen net däerft einfach op d'Säit schubsen, mä dass ee misst kucken, fir déi am Beräich vu multi-disziplinärer Approche unzepaken. Wéi wäit si mer doranner weiderkomm?

Finalement wëll ech awer och net vergies-sen, fir hei op eeg, vläicht net nei, mä trotz-deem op eng Gesellschaftsproblematik an der Psychiatrie hinczewisen, déi an de leschte Joren ëmmer méi Jonker trëfft; ech schwätze vun der Anorexie a vun der Buli-mie. Wéi si mir do zu Lëtzebuerg équipéiert fir déi Krankheeten, déi leider och an den extreme Fäll bis zum Doud féieren? Wéi si mer hei zu Lëtzebuerg équipéiert, fir deene Problematike Meeschter ze ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn eng Rei vu Froen, déi ech och wollt

Gëtt et doriwwer Analysen, déi gemaach gi sinn? Ass et zum Beispill esou, datt d'Ofsenke vun der Hemmschwell duerch Alkoholmëssbrauch zur Aggressioun féiert, datt dat wierklech eng vun den heefegste vun esou Krisesituatiounen ass? Oder wat fir eng aner Ursaache gëtt et nach?

Gëtt et Zuelen zum Beispill iwwert de Rôle vu Stress a Mobbing a schlëmme Situatiounen op der Aarbechtsplaz, déi dee Mënsch wierklech an eng Situatioun vun Isolatioun a wierklech psycheschem Disstress gestach hunn?

Gëtt et Analysen an der Ursaachefuerschung? Gëtt et spezifesch sozial Ursaachen? Oder gëtt et spezifesch sozial Milieuen, an deene méi heefeg placéiert muss ginn, wéi an aneren? Oder geet dat queesch duerch all sozial Schichten? Wéi grouss ass zum Beispill och de Rôle vun negativem Disstress a vu Sträit a vu Konfliktsituatiounen an der Famill? Gëtt et dozou Analysen?

Gëtt et eventuell méi allgemeng gesellschaftlech Ursaachen oder kulturell Ursaachen? Zum Beispill, datt sech hannert deem schéine materielle Glitzerschäin an der Konsumwelt, an där mer dra liewen, vläicht immens vill mënschlech Isolatioun, vill Ängschten a vill ongeléist Konflikter verstoppen? Gëtt et Analysen doriwwer?

Gëtt et Ursaachen, déi zur Stresseskaliatioun a schliesslech zur Kris an zu aggressiver Gewalt beispillsweis féiere kënnen? Gëtt et do keng Relatiounen och zum Beispill mat engem Faktor, deen eis ganz staark an der Preventioun interesséiert, zum Beispill der Ernährung? Et ass jo bei Kanner a bei Jugendleche bekannt, datt d'Junkfood a schlecht Ernährung zu Obésitéit féieren. De Problem ass awer, datt net nëmmen d'Obésitéit eng Folleg ka si vun enger schlechter Ernährung, mä et gëtt Etüden, déi ganz kloer nowisen, datt och neurologesch an neuropsychiatresch Konsequenze kënnen duerch eng schlecht Ernährung bewierkt ginn, zum Beispill Iwwerreizbarkeet, Iwwerregbarkeet, Aggressivitéit an esou virun.

An ech wëll do just zwou Etüden aus Prisongen zitéieren, eng aus England an eng aus den USA, wou se Experimenten gemaach hu mat gesonder Ernährung par rapport zu dem normale Kascht, dee se an de Prisonge kréien. Abee, déi gesond Ernährung huet dozou gefouert, datt an deem Grupp, dee kontrolléiert ginn ass, 37% manner Aggressivitéit a manner Gewalttätegkeet war wéi an deem aneren. Et ass also nëmmen, fir dat ze weisen.

Aner Ursaachen, déi och vläicht missten erfuerscht ginn, wann een iwwer Preventioun schwätzt, wier den Apport vun duerchschnëttleche Belaaschtungen mat Bläi beispillsweis oder mat aneren Ëmweltbelaaschtungen, well och do gëtt et Étude-scientifiques, déi weisen, datt et scho bei ganz niddrege Blut-Bläi-Gehalter net nëmmen zu engem méi niddregen Intelligenzquotient, mä och zu méi Aggressivitéit an zu méi Gewalt bei Kanner a bei Jugendleche ka kommen, a mir si jo haut an enger Gesellschaft, wou permanent, och nach an deene leschte puer Woche geklot gëtt iwwer zounehmend, heiansdo sënnslos Gewalt vu Jugendleche beispillsweis.

An deem dote Kontext wëll ech hei nach relevéieren, wat elo viru kuerzem an der Press presentéiert ginn ass, nämlech de Rapport vun 2006 vum Ombudsmann fir d'Rechter vun de Kanner. Wann een do e puer Zuelen eraushëlt, wéi déi vun de psycheschen Erkrankungen, vun deenen d'Madame Dall'Agnol gesot huet, datt se ronn all Véierten an Europa betreffen, da muss ee sech och emol déi heiten Zuele virun Aen halen, wat hei Kanner scho mat psycheschen Erkrankungen zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Hei steet dran, datt beispillsweis am Joer 2005 467 Kanner a Jonker hospitaliséiert gi sinn zu Lëtzebuerg oder am Ausland weinst Troubles du psychisme et troubles du comportement. An do sinn zwéi Beispiller, dat ass net zum Beispill nëmmen Alkoholmëssbrauch, mä och Troubles de l'adaptation avec anxiété et humeur dépressive, Toxicomanie grave, Sevrage an esou virun.

Am Service pédopsychiatrique vum CHL sinn am Joer 2005 2.611 Kanner an de

Consultatiounen gewiescht, wat weist, datt schonn am jonken Alter bei de Kanner déi psychesch Problemer och ëmmer méi zouhuelen, an da muss ee sech jo vläicht folgend Gedanken maachen: Wann dat esou ass, datt dat am Kandsalter schonn amgang ass esou zouzehuelen, da misst sech jo logescherweis dorausser erginn, datt d'Gefor besteet oder de Risque zumindest besteet, datt déi Kanner oder déi Jugendleche herno och am Erwuessenenalter eventuell de Risque hu vu psycheschen Erkrankungen, wat dann natierlech och de Risque vu méi Placements mat sech bréngt als Konsequenz.

Dat heescht, all déi Saachen hänken zesammen, an esou richteg et ass dovun ze schwätzen, datt mer wierklech e gutt organiséierte Soin vun deene Leit mussen organiséieren an hinnen hir Dignitéit erhalen an hinne mussen duerch de Soin hëllefen, esou wichteg ass et gradesou an eisen Aen, och an deem Beräich vun der Medezin, an der Psychiatrie a bei psycheschen Erkrankungen iwwert d'Preventioun vun esou Krankheeten nozedenken; ze kucken, wou d'Ursaache leien, an dann ze kucken eenzel Pisten anzegoen, wéi een dat ka léisen.

Dat, wat ech hei soen, ass iwwregens eppes, wat zum Beispill d'Weltgesundheitsorganisatioun an hirer Konferenz vun 2004 zu Budapest och ugeschwat huet a wou elo op deem Niveau Analysen iwwert déi dote Problematike lafen.

Dat gesot, wollt ech dee Volet vun der Preventioun awer och hei erabréngen, well bis elo nach net doriwwer geschwat ginn ass an dat a mengen Aen awer e ganz wichtige Problem ass.

Dat gesot, ass natierlech kloer, datt mir kee Problem hunn, esou wéi meng Virriedner dat hei gesot hunn, fir dee Projet hei ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Huss. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och e Wuert vu Merci un d'Rapportrice Claudia Dall'Agnol.

Ech mengen, Här President, et sinn der nach e puer heibannen, déi virun enger Rei vu Joren an der Santéskommissioun waren, wéi mer zu Ettelbréck eng Visite gemaach hu vum CHNP, eng Visite, wou mer am Fong alleguer deemools doriwwer schockéiert waren, wéi mer do déi Strukture virfonnt hunn.

Ech weess den Datum net méi genau, weini datt et war datt mer do waren, mä ech ka mech erënneren, datt déi Visite kuerz nom Fall vum Ceaușescu-Regime a Rumänien war, an déi Zäit hu mer op der Televisioun, an de Medien, Biller dovunner kënnen gesinn, ënner wat fir enge miserabele Konditiounen an deem Land Kanner an Erwuesener a Strukturen agepfercht waren, ënner Konditiounen, déi onmënschlech waren.

Zu Ettelbréck hu mer d'Gefill gehat, wéi mer deemools do waren, datt eis dat staark an déi Situatioun erënnert huet, déi mer do am Fernseh gesinn hunn, a mir waren och duerfir alleguer schockéiert doriwwer, mä mir waren eis eestëmmeg eens, datt mer missten do staark Remedur hei am Land schafen.

Et ass eng Zäitchen, wou et gedauert huet, bis mer de Wee hei fonnt hunn, fir en Ëmdeanken an der Psychiatrie hei am Land ze bréngen. Am Fong mam Spidolsplang hu mer véier Strukture kritt, an den Här Minister huet mer virdru gesot, datt mer am Fong an de feste Strukturen eng Zäitche bis 1.500 Leit haten, an datt déi haut erofgaange sinn ënner 100, wat beweist, datt an deene vergaangene Joren...

(**Interruption**)

Jo, jo!

...erofgaange sinn, esou datt dat also beweist, datt an deene vergaangene Joren hei am Land viles an deem doten Domän geschitt ass.

Mir hunn niewent deene Spideeler eng ganz Rei vun Etablissementen, vun Haiser, déi där Leit ophuelen, an ech selwer hu Kontakt och mat esou Leit, déi an enger Struktur zu Fréiseng, an der Fondation Kräizbiere am Schumansbongert wunnen, wou och Leit ënnerbruecht sinn haut, déi fréier zu Ettelbréck waren, wou Leit sinn, déi do 20, 25 Joer fest agespaart waren.

Wann een haut mat deene Leit awer zesummekënnt, muss ee sech d'Fro stellen: Wéi ass et méiglech gewiescht, datt een all déi

Leit do huet missen esou laang aspären, déi awer do praktesch e ganz normaalt Liewen ënnert deenen aneren, och ënnert den Duerfleit - dat kann ee soen - kënnen féieren?

Et ass duerfir wichteg, datt mer an där heiter Fro Schratt fir Schratt weiderginn, an et ass och wichteg, mengen ech, datt mer hei am Haus eng quasi Unanimitéit an där dooter Fro hunn, datt jiddferree sech där Responsabilitéit bewosst ass, déi mer vis-à-vis vun deene Leit hunn.

Ech brauch net méi Weideres ze widderhuelen, well ech mengen, meng Virriedner hu praktesch all Voletë behandelt, bis zu der Preventioun vum Kolleeg Huss, deen dat elo grad hei virgedroen huet, wou mer musse Fortschréitter maachen. Ech mengen, mir sollen eis encouragéiere mat der Regierung, mam Minister zesummen, déi weider Schrëtt hei am Land ze ënnerhuelen, fir datt mer wierklech do eng komplett Offerte kënnen kréien, déi mënschewierdeg ass an déi sech an engem moderne Stat wéi Lëtzebuerg passend kann uwennen.

Dese Projet gesi mer als e weidere Schratt an déi Richtung, an et ass och duerfir selbstverständlech, datt en eis Zoustëmmung fënn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Och der Madame Rapportrice Félicitatiounen fir hire Rapport.

Ech ka mech am Fong nëmmen de Wieder vum Här Huss uschléissen, deen effektiv dat ervirbruecht huet, wat vergiess ginn ass, nämlech d'Preventioun. Well mer si jo ganz gutt dran, Strukturen ze schafen an alle Beräicher, wann d'Kand am Dreck ass, mä et ass effektiv esou, dass a ville Beräicher awer déi preventiv Moossnamen net spillen, an dass et och an der Preventivmedezin ganz vill nach nozehuele gëtt, fir dass et eben esou ass, dass déi Leit, iwwert déi mer elo schwätzen, guer net an déi Situatioun kommen.

A wa mer vu Psychiatrie schwätzen, do hunn ech jo schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot, dass et ganz wichteg ass, déi psychologesch Beruffer opzewäerten, déi jo am Fong d'Virfeld sinn, ier een an déi psychiatresch Behandlung kënnt, déi d'Virfeld sinn an déi d'Verhale vun de Mënsche kënnen studéieren an och versiche Verhalensregelen opzestellen, fir ze versiche mam Mënsch selwer ze kucken, dass hien net an esou eng Situatioun kënnt.

An där Situatiounen kréie mer besonnesch bei deene Jonken hei am Land ëmmer méi. Sief et duerch den Drock, deen op se ausgeübt gëtt, och schonn an de Schoulen, wou vill deem Drock net gewuess sinn - ouni et emol ze wëssen -, wou se dann op eemol an eng Situatioun komme vun Depressionen, vun déiwer Depressioun, a wou kee Mënsch weess emol an enger éischer Phase, wou se hierkommen.

Duerfir hunn d'Schoulpsychologen eng ganz wichteg Missioun, an ech géif och soen, dass vun do och misst direkt en Usatz kommen, fir dass do scho géif vill gehollef ginn, an och an deem Beräich eng Opwäertung misst kommen. Dat heescht, de Beruff vum Psycholog muss effektiv eng aner Bedeitung kréien a muss och voll unerkannt ginn. A wat besonnesch d'Sécurité sociale ubelaangt, muss och dofir gesuert ginn, dass dann déi psychologesch Behandlung och vun der Sécurité sociale an deem Sënn rembourséiert gëtt - och wann ee privat bei de Psycholog geet, net nëmmen, wann een dat an der Schoul mécht. Ech géif mengen, dass dat seng Wichtigkeet huet.

Dem Här Huss sengen Ausféierungen ass am Fong an deem Sënn näischt bäizefügen. Deen ass ëmmer ganz explizit, wann et ëm d'Siche vun Ursaache geet, an dat ass wierklech héich ze bewäerten, dass mer een hei hunn, deen eis ganz oft op wierklech Problemer an op Ursaachen opmierksam mécht...

(**Interruption**)

...déi praktesch keen aneren iwwerluecht huet. Et ass ebe jo genee d'Ursaachefuerschung, firwat dass mer esou vill Suiciden hunn.

An dass och emol eng Kéier dat net méi als Tabu ugesi gëtt, well och dat misst eng Kéier eng Diskussioun sinn, dass dat net méi als Tabu ugesi gëtt, an dass dat emol einfach eng Kéier öffentlech diskutéiert gëtt. Dass d'Regierung och emol eng Kéier higeet an da wierklech seet, wéi vill Suicidé mer effektiv an deem Land hunn, an dass dat net esou iergendwéi a verstoppte Chifferen dorëmmer geeschtert, mä dass emol eng kloer Sprooch geschwat gëtt, wéi vill

dass mer der hunn an och wou d'Ursaache sinn.

Quitte dass, wann een elo net méi do ass, da kann een en net méi ëm d'Ursaache froen, mä dass een awer kuckt am Ëmfeld vun deene Leit, deenen dat geschitt, dass een do emol ka kucken. Do kann een d'Ursaachen eventuell gewuer ginn, an dass een dann och emol misst eng kloer Analys maachen an déi dann eng Kéier hei virdroen.

Dat wär am Fong mäin Uleies un d'Regierung, dass mer deen Tabu och eng Kéier ophiewen an dann och do esou kloer Analysen hei virleeën, wéi mer dat jo awer och an anere Saache fäerdeg bréngen.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci der Rapportrice a sämtleche Riedner fir déi villsäiteg a konstruktiv Interventiounen zu engem ganz wichtige Thema: d'Psychiatrie, d'Reform vun der Psychiatrie, d'Weiderféierung vun der Reform vun der Psychiatrie.

Et ass richteg gesot ginn, dass deen heite Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren an ofstëmme wäerten, u sech méi e klenge Projet ass, deen awer d'Konsequenz vun enger wäit reechender Reform ass, där vun der Dezentraliséierung vun der akuter Psychiatrie, an de Virreider vun enger weiderer méi wäit reechender Reform ass, der fundamentalen Reform vun der Placementsprozedur.

Fir dass keng Équivoque opkënnt: D'Reform vun der Psychiatrie huet eng Rei vu Pappen, an do soll een, mengen ech, och net eleng d'Vaterschaft beusprochen. Et ass ugaange mat dem Rapport Häfner ënert mengem Virgänger, dem Johny Lahure. Et ass weidergaang ënnert deene successiven anere Regierungen. De Carlo Wagner huet eng Rei vu wichtige Elementer vun där Reform évoquéiert, a si wäert nach esou bal net fäerdeg sinn.

Ech wëll awer drop insistéieren, dass ee vun deene fundamentaalste Voleten, déi mer an deene leschten zéng, 20 Joer gemaach hunn, dee vun der Dezentraliséierung vun der akuter Psychiatrie ass. Et ass richteg, dass en am Spidolsplang vun 2001 enthalte war. Et ass richteg, dass déi verschidde Servicer virgesi waren.

Et ass awer gradesou richteg, dass an deene leschten zwéi Joer d'Implementatioun vun där Dezentraliséierung gemaach ginn ass, wat - an ech soen lech dat esou wéi et ass - keng einfach Saach war. Bis 2005 hate mer een Hauptzentrum, den CHNP, deen eigentlech - et ass virdru gesot ginn - fir alles zoustänneg war, niewent de Réseauen. Vun 2005 un hu mer eng Dezentraliséierung an eng Aufgabendeelung mat enger Rei vun akuten Haiser, véier un der Zuel, déi Hauptspideeler, déi mer am Moment hunn: Dat ass de Saint-Louis zu Ettelbréck, dat ass de Kierchbiere, dat ass den CHL an et ass de CHEM zu Esch.

Dat war keng einfach Aufgab. Mir hunn et fäerdeg bruecht duerch vill gudde Wëlle vun alle Betreffenen, vum CHNP, awer och vun deene Leit, déi um Terrain dat doten hu misse realiséieren. A wann een haut ka soen, dass een akut psychiatresch kranke Mënsch duerch déiselwecht Dier vun deemselwechte Spidol kann eragee wéi een, deen en Aarm gebrach huet oder wéi een, dee soss eng Krankheet huet, dann ass dat eng fundamental Reform, där hir Tragwäit een net genuch ënnersträiche kann.

Et geet een net méi mat engem Stigma op der Stir oder iergendwou aneschters an e Spidol. Et geet een eigentlech deeselwechte Wee wéi en anere Kranken, an esou soll dat och sinn. Net nëmmen an der akuter Psychiatrie, mä och an der Sozialpsychiatrie an och an der Rehabilitatioun solle mer déiselwecht Continuité des soins fäerdeg bréngen, wéi et haut selbstverständlech ass bei deene klassesche Krankheeten. Eréischt wa mer dat erreecht hunn, kënnen mer soen, dass mer d'Psychiatrie-Reform erfollegräich ofgeschloss hunn.

An dat geet vun deene ganz liichten Informatiounsstrukturen, wou een éischt Kontakter hält, an d'Richtung vun der Preventioun, et geet a Richtung vun der Gesondheitsförderung iwwert déi ganz akut Saache bis zu den Atelier-thérapeutiques, de Wunnstrukturen, de Foyers médicalisés, an ech vergiesse sécher e ganze Koup vun deene spezialiséierte Strukturen, déi mer am Beräich vun der Psychiatrie hunn, musse schafen oder ausbauen.

Mir konnten also den éischte Volet vun der Reform vun der Psychiatrie duerch vill gudde Wëllen um Terrain mat villen enga-géierte Leit vum Terrain iwwert d'Ronne bréngen. Ech ënnersträichen, dass vill gudde Wëllen a vill Diskussiounen a vill Be-géinunge vun där nei animéierter Plattform Psychiatrie noutwendeg waren, fir dat dote kënnen ze erreechen. Ech wëll och hei aus-drécklech deene Leit Merci soen, déi wäh-rend Stonnen, während Deeg zesumme-souzen, fir déi doten Iwwergäng méiglech ze maachen, ouni dofir och nëmmen déi geréngste materiell Unerkennung ze kréien. Dofir, moralesch Unerkennung hu se sech ganz sécher verdéngt.

Dat ass ee vun de Volete vun der Psychia-trie. Opgrond vun deem wat geschitt war huet déi jëtzeg Regierung ganz am Ufank vun der Amtsperiod de Professer Rössler beoptraagt, en État des lieux ze maachen, fir eis d'Méiglechkeet ze ginn, fir déi nächst Etappe vun der Reform vun der Psychiatrie ze plangen. Mir sinn haut esou wäit, dass mer net nëmmen de Rapport Rössler hunn, mä dass mer amgaang sinn, den Aktions-programm fir déi weider Reform vun der Psychiatrie ze finaliséieren. Mir wäerten déi wesentlechste Elementer vun där Reform, vun deem Aktionsprogramm bei der Jour-née nationale de la Santé Mëtt Januar vir-stellen, mat enger virleefeger Bilanzéierung vun deem, wat an deene leschten zwee Joer um Terrain vun der Psychiatrie geschitt ass.

Zwee, dräi Elementer, déi vläicht wichteg sinn zu dësem Zäitpunkt schonn ze soen, well se ganz wäit fortgeschratt sinn:

Éischstens hu mer fir déi weider Reform vun der Psychiatrie e wesentlechen Duerch-broch erreecht - a mir wäerten deemnächst dee Projet de loi hei op den Dësch kréien - doduerch, dass mer der Psychiatrie extra-hospitalière en zousätzlecht finanziellt Standbee ginn.

Déi Réseauen, wéi mer se haut hunn, mat deene Strukturen, déi un de Réseauen hän-ken, si bis elo bal ausschliesslech, mat Nuancen, iwwert de Statsbudget bezuelt ginn. Mir hunn et mat de Krankekeesen fäerdeg bruecht, fir deem dote Beräich vun der Psychiatrie e weidert Standbeen ze ginn, dat heescht de médicaliséierten As-pekt bei d'Krankekeesen ze rattachéieren, net alles, mä en Deel, fir dass mer d'Mëttele kréien, fir déi Réseauwe weider auszebauen.

Well, et soll ee sech näischt virmaachen, wa mer doduerch, dass mer dezentrali-séiert hunn, Leit an déi akut Spideeler kréien, da féiert dat dozou, dass se manner laang an deene Strukture bleiwen a vill méi séier Relaisé musse fannen, wou se no där akuter Phas behandelt a begleet gi kënnen. Déi musse mer dofir ausbauen, an dofir brauche mer d'Moyenen, budgetär an och iwwert d'Krankekeesen. Dat ass garan-téiert.

Dann en zweet wesentlecht Element, wou muer an der Commission permanente des Hôpitaux driwwer diskutéiert gëtt, de Plan stratégique vum CHNP. De CHNP besteet weider, huet eng ganz Rei vu Strukturen, déi sech schonn dezentraliséiert hunn, mä en ass net um Enn vu sengem Wandel, brauch Perspektiven, brauch Konzepter. Déi sinn ausgeschafft ginn an déi sinn am Moment amgaang finaliséiert ze ginn.

De CHNP, an dat wëll ech ausdrécklech ën-nersträichen, huet gewisen, dass en adap-tierungsfäeg ass, well mer et an enger Re-kordzäit fäerdeg bruecht hunn, déi Struktur ze schafen, déi mer gebraucht hunn, fir feelplacéiert Jugendlecher mat psyche-schen an och Drogeproblemer kënnen aus dem Prisong erauszekréien an an eng nei Struktur eranzebréngen. Déi ass de leschte Méindeg offiziell opgaangen. An do muss ech soen: Unerkennung fir déi Leit, déi dat doten zesumme mat allen Instanzen, mat der Justiz, mat dem Kolleeg Luc Frieden, deen dat matgedroen huet, mat dem Ju-gendrichter a mat all deene Partner, déi ronderëm sinn, konnten op d'Bee setzen. Zwee weider Foyere wäerten dës Struktur ergänzen.

Also e weidert Element vun der Reform vun der Psychiatrie, de CHNP, dee seng Plaz muss fannen. An ech soen dat esou, wéi ech dat denken: Wa mer et fäerdeg brén-gen, an deenen nächste fënnef Joer - ech nennen emol eng Iلسetzung, et brauch ee jo ëmmer Iلسetzungen - dee grouse Ba-detti, dee mer nach do stoen hunn, d'Heichhaus vum CHNP zu Ettelbréck, dat Symbol vun der Psychiatrie aus fréieren Zäiten ofgebaut kënnen ze kréien, dann hu mer och mat engem CHNP mat enger neier Ausstrahlung ze dinn, dee sécher seng Plaz an der reforméierter Psychiatrie huet a se och wäert behalen.

Am Débat sinn eng Rei vu Froe gestallt ginn. Ech wëll schnell dorop agoen. De

Foyer médicalisé gehéiert zum Concept stratégique vum CHNP, a mir hunn de Go gi fir d'Gebailchkeeten, fir en éischte Foyer médicalisé anzerichten. Et wäerte weiderer nokommen, mä de Plan stratégique muss awer nach genehmegt ginn.

Qualitéitsmanagement ass selbstverständ-lech, an der Psychiatrie wéi an alle Beräi-cher vun der Gesondheet absolut noutwen-deg. Dat ass eppes, wou mer eis schwéier-dinn, fir dat ze maachen, mä et ass onerlässlech, e Benchmarking, wou ee be-reet ass, sech deem ze stellen, a virun al-lem Transparenz, fir dass en éclairéierte Patient do ka goen, wou en am beschte be-handelt ka ginn.

Ech mengen ech hu scho virdrun op déi Fro geäntwert wéi mer zousätzlech Budgeté kënne bereetstellen.

Evaluatioun, selbstverständlech, dat geet an dat Viregt eran.

D'Strukturen, déi mer brauchen - an do sinn eng Rei vu Riedner drop agaangen - fir d'Jugend, fir d'Kanner. D'Jugendpsychia-trie hu mer um Kierchbiereg, se fonction-néiert exzellent a gëtt ergänzt duerch en Hôpital de jour. D'Kannerpsychiatrie am CHL ass am Bau a wäert 2008 zur Verfü-gung gestallt ginn. An da musse mer effek-tiv dee Bilan maache mat de Krankekeesen zesumme vun de Pathologien haaptsäch-lech bei Kanner a bei Jugendlechen, déi am Moment an d'Ausland ginn, déi awer vläicht besser, méi sënnvoll, méi effikass hei zu Lëtzebuerg kéinte behandelt ginn, wa mer déi noutwendeg Strukturen hätten. Och doru schaffe mer am Intérêt vun deene Betraffenen an hire Familien.

Et ass virdru gesot ginn, dass mer eng ganz Rei vun Akteuren um Terrain hunn, déi alleguer extrem gutt Aarbecht leeschten, déi awer nach besser Aarbecht leeschten, wa se dat net an engem konkurrenzuelle Geescht gesinn, mä wa se zesummeschaf-fen. Et dærf keen den Usproch hunn, fir e Monopol ze hunn an deem heite Beräich, mä mer mussen et fäerdeg bréngen, fir eng exzellent Continuité des soins ze kréien do-duerch, dass och d'Akteuren alleguer be-reet sinn, mateneen ze schaffen, a virun al-lem alleguer och bereet sinn, sech a Fro ze stellen a sech op nei Erausforderungen anzustellen. Dat ass net ëmmer esou evi-dent.

Nach ganz kuerz op déi Froen, wat mer wëlles hunn an deene Beräicher, déi hei zu Lëtzebuerg nach net esou systematesch couvréiert ginn, wéi Anorexie, Bulimie an aner Krankheeten. Dat geet an déi Rich-tung eran, wou ech lech gesot hunn, dass mer kucken ze bilanzéieren, wou déi gréisste Besoiné si vun deene Persounen, déi am Moment an d'Ausland ginn, an ob mer sënnvoll Strukturen, déi da besser, méi sënnvoll behandle kënnen, opbaue kën-nen.

Preventioun vum Suicide, do leeft an der Zwëschenzäit e Projet...

» **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Et gëtt nach aner Krankheeten, wou psychesch Er-krankungen drënnerfalen.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Jo, selbstverständlech.

Preventioun vum Suicide, do leeft an der Zwëschenzäit e gudde Projet tëschent Santé an der Ligue d'Hygiène mentale.

Coups de cloche de la Présidence)

Ech kommen zum Schluss, Här President.

» **M. le Président.** - Et gëtt Zäit.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Et leeft, wéi gesot, e gudde Projet tëschent der Ligue d'Hygiène mentale an der Santé.

Zur Preventioun ass alles gesot ginn. Ech deelen déi Meenung. Och an eistem Beräich muss deem Rechnung gedroe ginn, wat d'Haaptursaache fir Aliwwerunge sinn. Dat sin d'Dependenzen aller Zort, Psychosen, Déprimen, akut Suicidegefor, an an an.

Als leschte Saz, Här President, wëll ech soen, dass dat heite Gesetz e klenge Bau-steen ass fir déi Reform vun der Psychia-trie, an dass e weidert wesentlecht Element a Preparatioun ass. Do ass den Aarbechts-grupp, deen ech sengerzäit agesat hunn, schlësseg ginn a senge Propositionen, dat heescht d'Propositione leien um Dësch fir déi fundamental Reform vun der Placementsprozedur mat Contrôle juridique a Rekursrecht fir de Patient.

(Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Dat ass awer e laange Saz, dat do, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

Är Zäit ass elo zwou Minutten ofgelaf. Et gëtt elo Zäit, dass Der zum Schluss kommt.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Oh, meng Zäit ass nach esou bal net ofgelaf, Här President...

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Är Riedezäit.

(Interruption et hilarité)

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Mir kënnen elo un d'Schreiw vum Gesetz goen. Ech wëll lech net den Dag nennen, weini dass de Projet presentéiert gëtt, mä ech mengen, dass dat fir d'nächst grouss Vakanze prett wäert sinn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister.

(Hilarité)

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Vill-mools Merci, dass Der mer esou laang no-gelauschtert hutt.

» **M. le Président.** - Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5490 ass mat 59 Jo-Stëm-men, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abs-tentiuon ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Ma-rie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Mar-cel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Fran-çoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Fran-çois Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Du-val), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Die-derich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5543 iwwert d'Verbidde vum Verkaf vun Alkohol u Jonker ënner 16 Joer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Damme Frank an Dall'Agnol an déi Häre Krieps, Huss, Mehlen a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, an dat ass och an dësem Fall déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.



2. 5543 - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Déi Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5543 huet als But, d'Vente vun Alkohol u Jugendlecher ënner 16 Joer ze verbidden. Dëst iwwerall, dat heescht och a virun allem a Butteker, Supermarchéen an och op Tankstellen.

Firwat ass awer dëse Projet de loi elo néi-deg? Ma, well et bis elo hei zu Lëtzebuerg nom Gesetz vun '89 iwwert de Régime des cabarets wuel esou eng Interdictioun gouf,

mä déi beschränkt sech drop, datt nëmmen an Débits de boissons keen Alkohol u Ju-gendlecher ënner 16 dærf verkaaft oder awer och offréiert ginn. Am Kloertext heescht dat, datt bis elo zwar kee Jugend-lechen ënner 16 Joer am Café huet dærfen Alkohol drénken, mä awer bal iwwerall soss es huet dærfen kafen, an esou och de Schutz vum Jugendleche virum Alkohol net gewährleescht war.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Kee Wonner also och, datt den Alkoholkon-sum bei jonke Leit en ëmmer méi grouse Problem duerstellt, an datt den éischte Kontakt mam Alkohol an engem ëmmer méi niddregen Alter stattfënn.

Eng Etüd vun 2003, déi hei zu Lëtzebuerg realiséiert gouf, bestätegt déi Tendenz, well ëmmerhi laut där Etüd 68,2% vun den 13-Jährege schonns Alkohol konsuméiert hunn. Där Etüden, där et der iwwregens iw-erall queesch duerch Europa eng ganz Rei gëtt, beweisen dat praktesch iwwerall. Gewosst ass och wat fir eng Follegen esou en iwwerméissegem Alkoholkonsum huet, besonnesch eben an deem jonken Alter, wou de Kierper nach am Wuessen ass an den Organismus dee Moment och nach be-sonnesch vulnérabel ass.

Datt Designerdrinks oder och Alcopops, wéi mer se nennen, eng grouss Gefor duer-stellen, dat ass jo och net eréischt säit gëschter bekannt. Dofir hu mer jo och dann ufanks vun dësem Joer eng Tax op d'Vente vun dësem Gedrénks agefouert.

Och international ass de Fléau Alkohol bei Jonker bekannt an e gëtt och thematiséiert, sief et beim Conseil vun der Union 2001, wou eng Recommandatioun erausgoung d'Situatioun ze belichten an ze kucke wéi ee géint dee Phenomeen kéint virgoen. An och 2004 gouf als Konkusioun ugeholl, datt d'Kommissioun eng global europäesch Strategie soll unhuelen, fir dem Alkoholis-mus bei Jonker Här ze ginn.

Och erëm eng Kéier d'OMS, d'Weltgesond-heitsorganisatioun also, huet sech 2001 schonns mat deem Thema hei auserneege-sat a sech och verschidden Objektiver ge-sat, déi Der alleguerte kënn am Detail am schrëftleche Rapport ermëfannen. Ech wëll der elo nëmmen zwee hei erauspicken, nämlech den Alter, wou den éischte Kon-takt mam Alkohol stattfënn, an d'Luucht ze setzen an och ze probéieren, de Kontakt mam Alkohol op e Minimum ze beschrän-ken. Dat heescht, datt dee Jonken net iw-erall do, wou en higeet, mat Alkohol kann a Kontakt kommen, et ugebuede kritt oder et awer och ze kafe kritt. A genau hei gräift jo dann de Projet de loi, dee mer haut solle stëmmen.

D'Kommissioun war sech duerchaus be-wosst - an déi Meenung deele mer och mat de Berufskummeren, deenen hir Avisé mer gefrot haten an déi dem Projet alles an al-lem favorabel gesënn waren -, mir sinn eis also alleguerte bewosst, datt duerch dëse Projet de loi net all d'Scheewercher am Dré-chene sinn. Am Kloertext heescht dat, mir kënnen heimadder net all Kontakt vum Ju-gendleche mam Alkohol verhënnern, mä mir kommen awer emol e gudde Schrëtt an déi richteg Richtung virun.

Et goufen an der Diskussioun och Stëmmen haart, déi gemengt hunn, datt de Verbuet vun Alkohol fir Jugendlecher just de Contraire kéint bewierken, nämlech datt de verbuedenen Alkohol ebe géif nach méi at-traktiv gi fir Jonker. Mir sollen dofir haut dëse Projet de loi stëmmen, ouni awer ze vergiessen, datt do hannendrun och muss eng Sensibiliséierung an eng Responsabili-séierung vun all den Akteure kommen, uge-faang bei deene Jonken, hiren Elteren an och dem Commerce, an datt mer och sol-len drun denken hei Campagné fir déi Sen-sibiliséierung virzegesinn.

Wéi gesot hunn och d'Beruffschamberen, dat heescht de Collège médical, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre d'Agriculture dës Meenung gedeelt, genau wéi och de Stats-rot, deen a sengem Avis vum 20. Juni 2006 och bemierkt, datt esou e Verbuet kéint ëm-gaange ginn an datt et also och mam Projet de loi 5543 keng absolut Sécherheet vum Schutz vum Jonke virum Alkohol gëtt. Dofir schléit dann och de Statsrot d'Ausschaffe vun engem Code de bonne conduite vir.

De Statsrot huet dann awer och den Article unique vun dësem Projet de loi, wéi mir et vun him gewinnt sinn, mat der néideger Suergfalt ënnert d'Lupp geholl an eng Rei Virschléi gemaach, déi d'Kommissioun an hirer Réunioun vum 19. Oktober analyséiert an och diskutéiert huet. D'Detailer fannt Dir alleguerten am schrëftleche Rapport erëm.

Ënner anerem mécht de Conseil d'État d'Remarque, datt den Text «mélanges de boissons alcooliques avec d'autres boissons», esou wéi en am Projet steet, fir Konfusioun kéint suergen, a schléit dofir vir dat ewechzeloossen. Senger Meenung no geet «boissons alcooliques» duer, well heirënn-ner jo och géinge Mélangé falen. No Diskussiounen awer an der Santéskommissioun hu mir trotzdeem décidéiert, beim Regierungstext ze bleiwen, aus där Ur-saach, datt dës Textformuléierung och bei der Tax op den Alcopops gebraucht ginn ass, an datt mir jo eigentlech wëlle bei deene Gesetzzer op enger Linn bleiwen.

Ugeholl hu mir awer eng Propos, fir ze soen, datt et hei ëm Mineurs de moins de seize ans geet an net ëm Mineurs de seize ans.

De Conseil d'État huet och bemängelt, datt de Projet de loi keng Measure virgesäit, déi d'Commerçanten dozou zwéngt ze affi-chéieren, datt et verbueden ass, Alkohol u Jonker ënner 16 Joer ze verkaufen.

Der Kommissioun war déi Propos op den éischte Bléck ganz sympathesch. Aller-déngs hu mir no längerer Diskussioun déci-déiert, och hei beim Regierungstext ze bleiwen, an dat aus der Ursaach, datt eis hei keng Proposition de texte virlouch, a mir eis och net esou direkt elo konnte virstellen, wou dann zum Beispill an engem grousser Supermarché déi Interdiction sollt affi-chéiert sinn: an der Entrée, an der Keess, am Rayon? Wéi sollt déi affichéiert sinn? Geet do eng DIN-A4-Säit duer? Muss dat eng grouss Affiche sinn?

Dat heescht, mir hunn eis eigentlech aus éischter prakteschen Ursaache géint déi Propos ausgeschwat a konnte se net zréck-behalen. Mir waren eis awer trotzdem alle-guerten eens, datt et e gudde Virschlag wär, deen een net soll vergiessen an deen een an de Code de bonne conduite, vun deem ech lech jo virdru schonns geschwat hunn, kéint affléisse loosson.

Zu gudder Lescht schléit de Statsrot och nach vir, den drëtten Alinea ewechzeloos-sen. Hei geet et ëm déi méi juristesche Säit vum Projet de loi. De Statsrot ass, an deem schléisst sech dann och d'Kommissioun un, der Meenung, datt d'Applicatioun vum Droit commun net muss an all Spezialge-setz widderholl ginn.

No dësen Analysen an Diskussiounen gouf de Rapport an eiser Réunioun vum 30. No-vember ugeholl. Souwäit also fir d'Aar-bechte vun der Kommissioun um Projet 5543, deen iwwregens vum Minister vun der Santé Vältesdag dëst Joer hei an der Chamber déposéiert gouf a fir deen ech den 9. März als Rapportrice designéiert gi war. An där Fonctioun soen lech fir de Mo-ment elo emol Merci fir d'Nolauschteren a kommen dann herno nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun op dëse Projet zréck.

Merci.

» **M. le Président.**- Merci, Madame Rapportrice. D'Wuert huet gefrot d'Ma-dame Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech der Rap-portrice häerzlech Merci soe fir hiren de-tailléierte schrëftlechen a mëndleche Rap-port. Ech wëll a mengen Ausféierungen net méi ze vill op de virleiende Gesetzesprojet agoen, mä kuerz op d'Problematic Jugend an Alkohol vun haut.

Et geet haut net ëm déi puer Jonker, déi ee-mol wollten testen, wéi den Alkohol op se wirkt, andeem se doheem an hirem Keller bei hiren Elteren emol e puer Fläschchen erausgeholl hunn, sech zesummefonnt hunn an doropshi sech eng Kleng uge-stréckt hunn, wéi mir dat um Duerf nennen, an eng Kéier gutt voll gi sinn an doraus-

vläicht Konsequenze gezunn hunn, wat hin-nen dann och eng liewenslänglech Léier gëtt.

Mä haut geet et ëm vill méi e schlëmme Phenomeen, nämlech ëm den iwwerdriv-enen Alkoholkonsum bei eiser Jugend. Wann een deene verschiddenen Experten nolauschtert a sech op den Drogerapport baséiert, dee viru kuerzem virgestallt ginn ass, da musse mer leider feststellen, datt vill Jonker an - ech betounen - haut Kanner vun 11, 12, 13, 14 a 15 Joer ganz fréi mam Alkohol a Verbindung kommen an en - wat vill méi schlëmm ass - regelméisseg an ëm-mer méi staark Dose consomméieren.

Alkohol ass eng typesch Astiegsdrog gi fir vill Jonker, déi de Wee net méi erausfan-nen, sou datt se no an no zu ëmmer méi haarde Mëttele gräifen an iergendwann am Drogemilieu landen. Dat wëll net heeschen, datt, wa Jugendlecher eng Kéier e Patt ze-vill gedronk hunn, dono gläich an der Fixerstuff landen.

Mä mir dierfen de Problem vum Alkohol net ignoréieren oder verharmlosen, mä mir mussen eis konsequent asetzen, fir d'Kan-ner an d'Jugendlecher virun der Drog Alko-hol ze schützen a virun hire Konsequenzen.

Et si jo scho positiv Moosname geholl ginn. Am Januar vun dësem Joer ass op de sougenannten Alcopops, déi duerch hire séisse Geschmaach ganz geziilt un eis Jonk gericht sinn, eng extra Tax erhuewe ginn. Dës geféierlech Designerdrinks si Gott sei Dank an deene leschte Méint a ville Supermarchéen aus de Regaler ver-schwonnen, wat ech als wierklech positiv betruechten. Dat Schlëmmt un den Alco-pops ass jo, datt een héichprozentegen Al-kohol drénkt, deen eben esou gutt séiss schmaacht, wouduerch déi Jugendlech dann ëmmer erëm mam Alkohol konfron-téiert ginn.

Mä no dëser Measure ass et also héich Zäit ginn, datt iwwerall verbuede gëtt, fir u Jon-ker ënner 16 Joer Alkohol ze verkaufen. Bis elo huet de Verbuot jo nëmmen an de Ca-féen, Restaurants a Bare stattfonnt. Wann ee sech awer bewusst mécht, wéi vill Sorti-menter vun alkoholeschem Gedrénks an de Supermarchéen ugebuede gëtt, och op den Tankstellen an och bei eis an den Dier-fer, esou ass et absolut logesch, datt et endlech verbuede gëtt, de Kanner Alkohol ze verkaufen.

Et kann net sinn, datt 15-Jähreger sech e Sixpack oder eng Fläsch Whisky kafen, se da mat Limonad opfëllen an dann ënnert der Täsche mat op Fester huelen a sech do volllaffe loosson. Dat ass ganz bedenklech. Dofir ass dëst Gesetz vu grousser Bedei-tung.

Mir mussen eis awer och der Tatsaach be-wosst ginn, datt mir eis Jugend net nëm-men duerch Gesetzzer schütze kënnen. Mir musse se sensibiliséieren an informéieren, esou wéi eis Rapportrice dat elo just gesot huet, a se iwwert déi irréparabel Konse-quenzen informéieren. Dës Sensibiliséie-rung fänkt a mengen Aen doheem an der Famill un. Haut sti mer virun deem grousser Problem, well et gëtt vill Elteren, déi sinn - aus wéi enge Grënn och ëmmer - net méi à même hir Kanner ze erzéien, si sinn iwwer-fuerdert. A grad dës Eltere brauchen eng sozial a regelméisseg Elterebierodung, Ën-nerstëtzung a Begleedung.

D'Eltere sinn déi, déi de Kanner eigentlech mussen dat gutt Beispill doheem virliewen, datt et net zur Normalitéit gehéiert, all Dag Alkohol ze consomméieren a scho guer net a grousser Quantitéiten, an de Kanner erklä-ren, datt den Alkohol e Genossmëttel ass; wat och gutt esou ass. Et huet awer och kee Wäert, virun de Kanner den Alkohol ze verdäiwelen an en absolut ze verbidden, well alles dat, wat ee verbitt, ka richteg in-teressant ginn. Duerfir ass et wichteg, datt mer de Kanner e gutt Beispill virliewen.

Et muss een och bedenken: De Wäin an de Béier sinn een Deel vun eiser lëtzebuerge-scher Kultur. Wat wier den Norden ouni seng Béiertraditioun...

(Hilarité)

...an den Osten ouni säi gudde Muselwäin? Dat gehéiert eben...

(Interruptions diverses)

» **Une voix.**- Bei eis gëtt nëmme Waas-ser gedronk.

(Hilarité)

» **M. le Président.**- Wëllt een der Ma-dame eng Fro stellen?

(Négation)

Da loosst d'Madame schwätzen, wann ech gelift.

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Dat gehéiert...

» **M. Henri Grethen (DP).**- Déi wich-tegst Brauerei ass am Süden.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).**- An an der Stad, Madame Frank?

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Ech kommen nach drop zréck, Madame Loschetter.

Mä dat gehéiert zu eiser gudder Kultur. Gradesou wéi déi sëllech Wäin- a Béierfes-ter, wéi ech elo just gesot hunn, zu deenen typesche Manifestatiounen an eisem ganze Land gehéieren, esou ass den Alkohol on-trennbar vun eisem Patrimoine culturel. Mä dat, wat haut awer aneschters ass wéi viru Joren: datt mer ëmmer méi Jugendlecher fannen, déi zesummen op d'Fester ginn, an déi sech do volllaffe loosson, an da vun der Police musse bal als Alkoholläichen ofge-schleeft ginn. Dat fannen ech dramatesch.

Mä et soll een dat net verallgemengeren, well och den Alkohol kann eng positiv Wier-kung op de Mënsch hunn: Et ass medezi-nesch erweisen, datt bei erwuessene Mënsche geréng Quantitéite vun Alkohol souguer gutt fir d'Gesondheet sinn a sou-guer virun Häerzinfarkt kënnen schützen.

» **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Awer wéi gesot, alles mat Moossen, awer net fir déi Jonk mat 16 Joer, well mat 16 Joer kennt ee seng Grenzen an deem Domän sécherlech net. Duerfir setzt dat Gesetz hei e wichtigen Akzent.

Mir sinn eis och bewusst, datt et net einfach ass, fir deene ville Jonken ofzegesinn, ob se dann elo grad 16, 15 oder 14 Joer al sinn. Duerfir ass et wichteg, datt déi, déi d'Vente maache vun deenen alkoholesche Getränker, am Zweifelsfall och d'Carte d'identité froen dierfen. A wann déi Jonk den Alter net hunn, och mussen Nee soen. Wann dat net geschitt, da mussen déi sank-tionéiert ginn.

Fir datt mir als Politik de feste Wellen ënner-sträichen, datt mer eis Jugendlech mussen ofhalen, fir am jonken Alter Alkohol ze consomméieren, musse mer op Informa-tiounscampagnë setzen, och an der Schoul an iwwerall op deene Plazen, wou Jugend-lecher sech treffen, a se op d'Folge vun dem Alkoholkonsum opmierksam maa-chen. Ech denken do zum Beispill un dee Spot am Kino, wéi mer e kennen, dee viru kuerzem ausgestraalt ginn ass, deen op d'Risiko vum Tubak opmierksam gemaach huet.

Wéi ech elo grad gesot hunn, d'Informa-tiounscampagnen an der Schoul mussen - awer och de Centre de prévention des toxi-comanies, déi eng wonnerbar Aarbecht leeschten - weiderhin Ënnerstëtzung kréien an déi néideg Moyaenen a Budget, fir datt se déi Aarbecht, déi se an deene vergaangene Jore geleescht hunn, och weider kë-nnen ausféieren. An et ass eigentlech trau-reg, wann een d'Budgete vun deene leschte Jore kuckt, datt se manner kritt hunn, wéi an deene Jore virdrun.

Duerfir mengen ech, si mer grad an dësem Moment op där richteger Plaz, fir eis Regie-rung opzefuerderen, datt dat, wat se ge-strach kritt hunn an deene leschte Joren - 10% sinn dat -, géif berücksichtegt ginn, fir datt si iwwerall do, wou se Aarbecht kënnen leeschten - an de Schoulen, an den Heimer bei Jugendlechen an e besseren Zougang zu den Eltere kréien -, mat eis an zesumme mat alle Partner et fäerdeg bréngen, un engem Strang ze zéien, fir eis Jugendlech vun deem héije Konsum un Alkohol ofzehalen.

Ech géif am Numm vu menger Fraktioun den Accord ginn, an hoffen a wënsche mer, datt mer mat dësem Gesetz en Akzent ge-sat hunn, fir dësem Problem Meeschter ze ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix.**- Très bien!

» **M. le Président.**- Merci, Madame Frank. Elo kennt den Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alexandre Krieps (DP).**- Här President, zur Gesetzesvirlag 5543 bréngt d'demokratesch Fraktioun hir voll Ënner-stëtzung. An der Dokumentatioun, déi der Chamberskommissioun virlouch, gëtt kloer, dass et e schreckleche Constat ass, dass ëmmer méi ganz Jonker zum Alkohol gräi-fen. Vill Leit hätte souguer gär gesinn, dass d'Altersgrenz fir den Akaf vun Alkohol op 18 Joer eropgesat gi wär.

D'Constaté sinn iwwerall unanime ge-wiescht, och wat déi individuell a gesell-schaftlech Folge sinn: psychosozial Folgen - et ass virdrun hei gesot ginn -, Suiciden -

et ass d'ailleurs e gewëssenen Iwwer-„lap-ping“ mat deem, wat den Här Huss hei dé-veloppéiert huet -, fräiwëlleg Violence, domm Wetten, physisch Konsequenzen op d'Gehir, d'Liewer; a speziell e ganz schlëmme Phenomeen: bei der schwange-ter Fra. Do trieden terribel Malformatiounen op, och bei geréngste Quantitéiten, déi ge-dronk ginn.

An da muss ee bei deene ganz Jonke ge-sinn, dass den Alkoholkonsum e richtege Gruppphenomeen ass. Dat ass e Géige-saz zum Alkoholismus bei deenen eelere Leit. Bei deene méi Jonken ass dat e Grup-penphenomeen. An dee muss een och er-kennen. Et muss een och gesinn, dass déi Attitüde sech oft an e polytoxikomanesche Kontext aschreiwen: Tubak, Wicken, haart Drogen, an dann och Schmäerzmëttelen, wat am Fong net méi ganz innocent ass.

Kulturell oder sozial si keng grouss Ënner-scheeder. Et trëfft all Communautéiten, all sozial Schichten. D'Meedercher sinn am-gaang d'Jongen erëmzekréie bei deem dote Problem, wéi a villen aneren. An den Alkoholismus bei der Fra ass vill méi schlëmm wéi beim Mann. Däers muss ee sech ganz bewusst sinn. Dat huet physiolo-gesch Ursaachen.

Opfalend heefeg sinn awer och - an d'Ma-dame Frank huet dat ernimmt - zerrasse Fa-millieverhältnisse. Mä ech mengen, d'Hauptdängen hei, wat ee muss soen, dat ass, dass de Grëff zur Fläsch bei deene ganz Jonken och en Appel au secours ass. An ech mengen, wéi bei aneren Dénger muss d'Gesellschaft sech deem bewusst sinn, dass do gehollef muss ginn, an net verdaamt. Ëmmer méi heefeg gesäit ee jo och dee Phenomeen vum „binge drinking“, wou Leit sech richteg de Kapp vun de Schëlleren drénken, an domadder spéider-hi vill Nofolgekäschte fir d'Gesellschaft kréieren.

Mir wären och frou gewiescht, wann de Mi-nister vun der Gesondheet d'Suchtpräven-tiounspolitik an de Schoulen nei opgeluecht hätt an am ganz jonken Alter, fir eng uer-dentlech Éducation sanitaire ze kréien.

D'Répressioun - dat huet d'Madame Dall'Agnol ënnerstrach an hirem schrëft-leche Rapport - geet an dësem Dossier net duer. En Appel muss effektiv och un d'El-tere gemaach ginn, fir dass se mam beschte Beispill virginn.

Wat den Étiquetage vun de Fläschchen ube-laangt, schéngt d'Europäesch Kommis-sioun jo schlussendlech dee Wee ze goen, par analogie zu den Zigarettepack, fir op d'Gefor hinzewiesen. An onser Fraktioun huet en distinguéierte Member an e ganz grousser Wäikenner gemengt, dass et am Fong net ubruecht wär, fir e rouden Doude-kapp op esou Fläsche wéi Château Pé-trusse oder Angélus ze molen, zumools wou dës e ganz himmleschen Numm droen.

(Interruption)

Ech iwwerloossen lech erauszefannen, wien dat gesot huet.

Den Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner huet och a sengem Bericht op deen Alkoholkonsum bei de Kanner higewisen. Et misst een, éischter wéi Chambre-profes-sionellen ze froen, an dësen Dossieren och vläicht Psychologen a Soziologen uspanen, fir eben d'Ursaachefuerschung ze preziséieren.

Et muss een och dee publicitaires Effort, dee gemaach gëtt, fir den Akaf ze stimu-léieren, a Grenzen halen. Et muss een och an der Preventioun d'Industrie associéie-ren, well soss gëtt dat näischt. Esou eng Campagne ass elo an England am hallwen Oktober ugelaft mam Titel: „Know your li-mits“. Natierlech, et si vill Leit, déi hir Limi-ten net kennen am Drénken, an do misst een hinnen hëllefen.

Ofschléissend wëll ech hei der Madame Dall'Agnol villmools Merci soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, an et ass selbstverständlech, dass ons Fraktioun dës Gesetzesvirlag stëmmt.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.**- Très bien.

» **M. le Président.**- Merci, Här Krieps. D'Wuert huet nach eng Kéier d'Madame Claudia Dall'Agnol.

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Dir Häre Ministeren, Här President, Dir Dammen an Dir Härren, de 24. Oktober dëst Joer huet d'EU-Kommissioun matgedeelt, datt se sech eng Strategie gëtt fir d'Schied, déi duerch Alkohol entstinn, erofzesetzen. Als Zuelen nenne se 195.000 Mënschen, déi all Joer duerch d'Auswierkunge vum Al-kohol ëm d'Liewe kommen.

Eng vun de Prioritéite vun der EU ass dann och bei dësem Thema de Schutz vu Kanner a Jugendlechen. Dat geet deemno dann och genau an déiselwecht Richtung wéi eise Projet de loi, dee mer de Mëtte wëlle stëmmen.

D'EU-Kommissioun wëllt och an Zukunft „best practices“ op dësem Gebitt, dat heescht, wéi een den Alkoholkonsum bei Mannerjähreger kann erofsetzen, austauschen.

A wa mer dann an e puer Joer vläicht de Bilan vun dem heitege Projet de loi zéien, da wäert och dat sécherlech fir d'EU e weideren Usazpunkt kënnen sinn.

Wa mer awer vun „best practices“ schwätzen, da soll een awer och hei e Beispill aus engem Net-EU-Land nennen, nämlech der Schwäiz, wou am Kanton Zürich d'Servicer fir Suchtberodung eng Broschür erausbruecht hu mam Titel: „Wenn Jugendliche Alkohol oder Zigaretten kaufen wollen: Was Sie tun können, wenn Sie im Service oder Verkauf arbeiten“.

Dës Broschür ass ganz am Sënn vum heitege Projet de loi, an de Minister kéint jo mat senge Servicer dës Iddi opgräife respektiv weiderginn.

Datt awer net nëmmen eleng de Konsum vun Alkohol eng Gefor duerstellt, mä och d'Suiten, déi hei drunhänken - ech denken elo zum Beispill un d'Autofueren ënnert dem Afloss vun ze vill Alkohol -, dat ass bekannt. Mä mir sollen eis awer och virun Aen halen, datt et verstärkt e Problem vu jonke Leit ass.

Jonk Leit also, déi een nach kann dozou erzéien, e responsabelen Émgang mam Alkohol ze fleggen an hiert Liewen net onnëtz op d'Spill ze setzen duerch Alkoholexzesser - „binge drinking“ ass et virdu genannt ginn - oder ebe mat ze vill Promill am Blut Auto ze fieren.

Datt Jugendlech selwer sech dëser Problematik bewosst sinn, sech dofir interesséieren a sech och mat hir ausenanersetzen, dat weist eng Premièresklass aus der Euro paschoul, déi zesumme mat hirer Professorin dëst Thema intensiv behandelen, an dat, hiren Aussoen no, och mat ganz vill Enthusiasmus.

Si sinn amgaang um Thema ze schaffen, mä si hu mer awer ufanks November schonns matgedeelt, datt, wann et hinnen nogaange wär - also deene Jonken aus dëser Klass -, dann de legalen Alter fir Alkohol ze kafen net op 16 Joer géif festgeluecht ginn, mä op 18. Och d'Publicitéit misst hirer Meinung no ageschränkt ginn a verstärkt och Informationscampagnen zum Sujet organiséiert ginn.

Mir gesinn also, datt déi jonk Leit sech dem Phenomeen Alkohol an och senge Folgen duerchaus bewosst sinn, an datt et dann och un der Politik ass ze handeln an deene Jonken et doduerch méi einfach ze maachen, un deene Prinzipien, déi si sech jo selwer ginn hunn, festzehalen: nämlech sou spéit wéi méiglech a Kontakt ze komme mat Héichprozentegem.

Wichtig ass awer och, wat déi Jonk vun den Erwuessenen a vun der Gesellschaft virgelieft kréien - ech mengen domadder ass jiddferree vun eis an der Responsabilitéit.

Dëst Joer gouf och eng Etüd am Optrag vun der EU-Kommissioun gemaach mam Titel „Alkohol in Europa“. D'Zuelen, déi een heiranner fënnt, sinn iwwerraschend, oder besser gesot erschreckend, deemno wéi een et wëllt gesinn.

An zwar hu bei alle 15- bis 16-jährege Schüler méi wéi 90% scho Kontakt mat Alkohol gehat, an den éischte Konsum fënnt am Duerchschnëtt mat 12 an en halleft Joer statt. Deen éischte Rausch mat duerchschnëttlech 14 Joer. A wann Der elo erschreckt sidd, da kënnst et nach e bësse schlimmer: Well d'Duerchschnëttsquantitéit, déi bei den eenzelnen Dréinkoccasiounen ufält, läit bei net manner wéi 60 Gramm Alkohol a méi wéi ee vun aacht - also 13% vun deene 15- bis 16-Jähregen - war scho méi wéi 20-mol a sengem Liewe voll.

A wann och bei aneren Themen d'Gläichstellung vu Fra a Mann ze wënschen iwweg léisst: Hei sécher net; dat ass schonn ugeschnidde ginn.

D'Fraen hunn an enger Etüd vun 2003 ëmmerhin an zwee europäesche Länner schonns méi gedronk wéi d'Männer.

» **M. Robert Mehlen** (ADR).- D'Frae verdroe jo nëmmen hallef sou vill. Dat ass natierlech domm gelaf!

» **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP).- Dat hutt Dir elo gesot, Här Mehlen!

(Interruptions)

Wa mer elo d'Folge vum Alkohol wëllen analyséieren, da fënnt een och dozou an der EU-Etüd Unhaltspunkten, déi erschrecken: 10% Stierffäll bei de Meedercher a 25% - also ëmmerhin all Véierten - vun de Jonge sinn op Alkohol zrëckzeféieren. 6% vun de 15- bis 16-jährege Schüler sinn a Streidereie verweckelt gewiescht, duerch den Alkohol, an ëmmerhi 4% soten och, datt se alkoholbedéngt ongeschützte Sexualverkéier haten - am Zäitalter vum Aids sinn dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmerhin 4% ze vill!

Erschreckend ass och eng Noriicht aus Däitschland, wou hire Gesondheetsministère e Projet a verschiddene Kliniken huet, wou Mannerjähreger ageliwwert ginn, déi ze vill gedronk hu respektiv déi am Koma duerch - entschëllegt den Ausdrock! - de Soff leien.

Dëse Projet gouf Zuelen hier, déi soen, datt zënter 2003 eleng hir Mataarbechter mat 372 Jugendleche geschwat hunn, déi sech an de Koma gedronk haten, an - wéi ech scho bemierkt hunn - dat ass nëmmen an eenzelne Kliniken, dat ass net d'ganzt Land.

Déi meescht ware 15 bis 16 Joer al, mä gutt 24% waren nach méi jonk; dorënner ee Meedche mat engem Taux vun 2,4 Promill; d'Meedchen hat eelef Joer!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ënnert deenen elo just genannten Aspekter, wou mer dee Projet de loi 5543 hei solle gesinn. E soll ebe just keng Schikan fir Jonker, fir Butteker oder Caféen duerstellen, mä e soll schützen, d'Liewen an d'Gesondheet vun deene jonke Leit, an domat natierlech och vun der nächster Generatioun vun dësem Land.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech nach eng kéier Merci fir d'No-lauschteren.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Huss huet elo d'Wuert. Här Huss, wann ech gelift.

» **M. Jean Huss** (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir hiren Exposé, an direkt och den Accord natierlech vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Wann ech e wéineg kucken, wat meng Virriedner hei gesot hunn, dann ass vu ville schonn eng ganz Rei Saache gesot ginn, déi absolut richtig sinn. Ech wéilt och nach just kuerz op e puer Zuelen agoen, déi aktuell sinn. Dat sinn d'Zuele vun 2003.

Aus dem Bericht vun der Enquête, déi vum Ministère vun der Santé a vun der Éducation nationale et des Sports an Zesammenaarbecht mat der Uni Karlsruhe gemaach ginn ass, an nodeem all Joer an der Moyenne déi Kanner vu néng, 14 an 18 Joer, déi ënnersicht gi sinn, vun deenen ass gesot ginn, datt 46% vun de Jongen an 31,4% vun de Meedercher mindestens eng kéier an der Woch Alkohol consomméieren.

Bei 18 Joer kéint ee jo nach eventuell soen, okay. Mä bei néng a bei 14 Joer sinn dat awer Zuelen, déi trotzdeem eng Iddi beandrockend sinn!

Bei den Alcopops schéngt et 31,2% vun de Jongen an 33,5% vun de Meedercher gewiescht ze sinn am Joer 2003. Déi Zuelen, wat d'Vollsinn ubelaangt, soen, datt 34,3% vun de Jongen a 50% vun de Meedercher an deem Alter scho mindestens eng kéier voll gewiescht wäeren. Bon, vläicht gi se och e wéineg un.

Dat sinn also Zuelen, déi wierklech, wat Jugendlecher ubelaangt, relativ erschreckend sinn, an et muss een, natierlech och esou wéi bei deem Projet virdu, e wéineg kucken, wat d'Ursaachen dovun sinn.

Och hei muss Ursaachefuerschung gemaach ginn. Och hei muss d'Erwuessene Welt an eisen Ae sech de Spiegel virhalen a selbstkritesch kucken, wat dozou geféiert huet, datt dat bei deene Jonken esou ass, well dat hei ass jo nëmmen en Deelaspekt vun deem Problem.

Wa mer déi Zuelen hei elo hu wat den Alkoholkonsum vu Mannerjähregen ubelaangt, vun 9- oder 14-Jähregen an esou virun, dann ass dat jo net nëmmen den Alkohol. Et gi jo nach alleguerten déi aner Saachen, zu deene se och gräifen: Nämlech Zigaretten, zu deene se gräifen; Medikamenter, zu deene se gräifen; Berouegungsmëttel, zu deene se gräifen; Drogen, zu deene se gräifen.

Et ass also e Bild, wat net onbedéngt e schéint Bild ass, a wou ee sech als Erwuessene Welt muss Froe stellen iwwert eis Gesellschaft, och iwwert eis Erzéiung; wou ee sech muss d'Fro stellen: Wéi gi mer mat

deene Jonken ëm a wat fir eng Zukunftsaussichte liwwere mer hinnen?

Wann een iwwert d'Ursaache schwätzt, da mengen ech, dann huet d'Madame Frank der schonn e puer hei opgezielt, déi sécher richtig sinn.

Fréier - domat mengen ech virun 30 bis 40 Joer - war et esou, datt d'Famillje meeschtens aneschtens opgestallt waren, datt méi Autoritéit do war, datt se relativ méi fest nach gebonne ware wéi dat haut de Fall ass. Während mer haut éischter Familljen hunn, wou ganz vill Scheedungen do sinn an déi Familljen dofir dann heiansdo och dépasséiert si mat den Erzéiungsaufgaben. Dofir ass haut d'Situatioun aneschtens. Dat féiert natierlech dozou, datt méi eng schlecht Orientéierung vun de Kanner, wat d'Wäerter ubelaangt, insgesamt amgaangen ass ze passéieren.

Wat do derbäikënnt, ass nach eppes aneschtens, an dat ass dat, wat aus dëser Etüd ervirgeet, datt ass dat wat „mal de vivre“ genannt gëtt, den „mal de vivre“ vun de Jugendlechen, dee sech an all deene Saachen do ausdréckt, déi ech virdu opgezielt hunn, a wou et jo och Ursaache gëtt fir deen „mal de vivre“. Dat heescht engersäits eventuell dat schlecht Beispill vun den Eltere selwer, awer och déi Beispiller vum Drénken an eiser Gesellschaft, well mer musse jo, wa mer selbstkritesch sinn, soen, datt mer eng alkoholiséiert oder bal eng alkoholiséiert Gesellschaft sinn.

Et ass virdu gesot ginn, ob et elo de Béier oder de Wäin ass oder wat et och alles ass, den Alkohol spillt eng Roll, eng immens grouss Roll an dëser Gesellschaft. Et ass eng legal Drog, dat muss een esou soen, déi awer insgesamt akzeptéiert ass a wou et dann haaptsächlech dorëms geet, fir ze kucken, wa mer iwwert d'Erzéiung schwätzen, iwwert d'Opklärung, iwwert d'Broschüren oder iwwert d'Schoul an esou virun, da virun allem, mengen ech, e verantwortlechen Émgang domadder vläicht ze léieren. Dat heescht, datt déi Jonk léieren, wéi een domadder ëmgeet, wann et dann zum Alkoholkonsum kënnt.

An do ass natierlech och dat richtig, wat den Här Krieps hei gesot huet iwwert déi gesondheetlech Folgen, déi a monche Fäll, wann et wierklech zum Alkoholismus kënnt, gravéierend kënnen sinn, net nëmme gesondheetlech Folgen, mä och sozial Folgen, Folgen eventuell fir d'Aarbechtsplaz, fir de Studium an esou virun.

Duerfir mengen ech, datt vläicht, niewent deem, wat klasescherweis dann Opklärung an Informatioun iwwer Broschüre genannt gëtt, och en aneren Aspekt vill méi staark ënnerstrach gi misst, an dat wär dee vun enger anerer Jugendpolitik a virun allem vun enger besserer Jugendsozialaarbecht, déi misst gemaach ginn. Déi kéint zum Deel gemaach ginn iwwer Jugendzentren, do, wou der bestinn, mä et missten der och nach gebaut ginn, a wou ech mengen, dass do de Kontakt direkt wier mat deene Gruppe vu Jugendlechen, déi am meeschten och vun dëse Problematiken, sief et den Alkohol oder d'Fëmmen an esou virun, concernéiert sinn.

Natierlech spillt och de Verbuet, d'Repressioun eng gewësse Roll, oder de Präis spillt eng Roll. Et schéngt jo elo esou ze sinn, wéi wann déi Accisenerhéijung op den Alcopops awer zu engem relativen Abroch vum Konsum vun deenen Alcopops bei de Jonke gefouert hätt. An deem Sënn ass dat jo dann en deelweisen Erfolleg.

Et ass wahrscheinlech eng Zomm vu verschiddenen Initiativen, déi ee muss huelen, vun der Opklärung, mat e wéineg Répressioun a virun allem awer mat Jugendsozialaarbecht. Dann och dem Ubidde vun anere Wäerter, dem Versuch aner Wäerter ze vermëttelen, zum Beispill den Engagement. Jugendlecher ze encouragéieren zum Engagement, sief et am Sport, sief et an der Kultur, der Konscht, am Naturschutz, am Déiereschutz an esou virun. Ech mengen, et gëtt awer och an eiser Gesellschaft nach eng ganz Partie vu Wäerter, wou ee Jugendlecher kann a misst dofir begeeshteren. Do misst vläicht nach méi dofir gemaach ginn.

Insgesamt wëll ech awer soen: An enger Gesellschaft, wou den Alkohol déi Roll spillt, déi en an eiser Gesellschaft spillt, maachen ech mer trotz all deenen dote Mesuren net ze vill Illusiounen, datt mer de Problem géifen total an de Grëff kréien.

Et ass natierlech kloer, datt mer esou eng Mesure wéi déi do och kënnen problemlos ënnerstëtzen.

Merci.

» **M. le Président**.- Merci, Här Huss. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen** (ADR).- Merci, Här President. Wa mer vun Alkohol schwätzen, da schwätze mer vun enger legaler Drog, wéi elo grad gesot ginn ass. Am internationale Ranking steet den Alkohol, wat de Schued ubelaangt, deenen en urricht, un drëtter Plaz.

Dat erstaunt, dat géif een normalerweis net mengen. Mä, wann een awer d'Auswirkung vum Alkohol op d'Gesondheet vun deenen, déi den Alkohol mësbrauchten, op hiert Wuelbefannen, d'Auswirkungen op d'Familljen, déi ganz dacks, wann ee vun de Partner ofhängeg gëtt, auserneefueren a wou all déi aner drënner ze leiden hunn, d'Auswirkungen op d'Ekonomie, well einfach en Deel vun deenen, déi am Aarbechtsprozess stinn, ofhängeg sinn an dofir hirer Aufgab net esou nokommen, wéi dat normalerweis gewënnscht ass, wann een dat alles zesummenhëlt, da brauch ee sech eigentlech net ze wonneren, datt den Alkohol esou wäit vir - un drëtter Stell - steet.

Wéi gesot, ech wëll elo hei net de grouss Spagat probéieren tëschen, wéi dat scho virdu probéiert ginn ass, engersäits der gesondheetsfördernder Wierkung vum Wäin, wann en dann a Moosse genoss gëtt, an op där anerer Säit der Stigmatiséierung vum Alkohol. Jiddferree weess wéi e soll responsabel domat ëmgoen. Dofir wäert ech, well meng Zäit limitéiert ass, dee Spagat net probéieren, well en ass net ëmmer ganz einfach auszuhalen.

Dat wat schlëmm ass, dat ass wierklech, datt mer gesinn, datt d'Jugend ëmmer méi vun deem Phenomeen beträff ass. D'Madame Frank huet dat richtig hei gesot. Ech héieren dat zum Beispill vun de Leit, déi bei der Protection civile fräiwëlleg hir Aarbecht maachen, wéi dacks datt déi mussen erausrécken der dann an d'Klinike féieren, well et wierklech guer net méi geet, well se sech esou ewechgesoff hunn, datt hiert Liewen souguer deelweis a Gefor ass. Dann Zoustänn heiansdo op Baler, och wann ee mat Membere vun der Police schwätzt, déi engem Zoustandsbeschriewungen do ginn, déi ee bal net géing fir méiglech halen.

Dofir stellt d'Fro sech: De Verbuet, an dësem Fall am Commerce, ass dat de Wee?

Selbstverständlech ënnerstëtze mir dat. Selbstverständlech wäerte mir dëse Projet och mat stëmmen, mä, an do beruffen ech mech op d'Ausso vun engem Member vun der Police grand-ducale, dee gesot huet: Wa mir net d'Méiglechkeet kréien, op deene Plazen an deenejeinegen, déi den Alkohol konsuméieren, emol e bësse méi op d'Fanger ze kucken, da komme mer hei wahrscheinlech net ganz wäit virun.

(**M. Lucien Wceiler reprend la Présidence**)

An do hunn ech un een anere geduecht, dee mer zwee, dräi Joer virdu gesot hat, wou ech him d'Fro gestallt hunn: Ma, gitt Dir dann net emol eran an Dir kontrolléiert do emol e bëssen, wat dobanne lass ass? Dee sot: Stellt Dir lech vir, datt mir als Lëtzebuerger - ech mengen deemools war et nach d'Gendarmerie, et sinn elo e puer Joer hier -, datt mir do géingen eragoen an do ufanken d'Identitéitskaarten ze kontrolléieren? Kënnt Dir lech virstellen, wat do lass wär?!

Här President, dunn hunn ech mer d'Fro gestallt: Wann ech - ech wunne méi no un der däitscher Grenz - bei eis däitsch Nopere eriwierkucken oder ech kucken eriwier bei eis franséisch Nopere, wär do bei engem Member vun den Uerdnungskräfte esou eng Ausso méiglech? Hu mir net och als Politiker, als déi, déi leschtenenns fir d'Führung vum Land verantwortlech sinn, an domadder och déi, déi d'Incitatioun un d'Uerdnungskräfte ginn, schonn ofgedankt an eiser Verantwortung do? A misste mer net och, wa mer scho soen, een, dee méi jonk ass wéi 16 Joer, däréif keen Alkohol ze kafe kréien, a mir stellen dat ënner Strof, dann awer konsequent an deem Punkt do méi wäit goen?

Natierlech, an do sinn ech mat jiddferengem d'accord, dee virdu he geswat huet, muss mer eis Froe stellen iwwert d'Ursaachen, d'Ursaachen, déi an eiser Gesellschaft leien. Wann een elo e bëssen zynesch wär, da géif ee soen: Mir liewen an enger ellener Welt a si ass net anescht ze erdroen. Mä dat wär och schonn erëm Ka-

pitulatioun. Tatsaach ass, datt viles an eise Famillje läit.

Do muss ech awer soen - an ech géif menger Roll hei an der Opposition net gerecht ginn -: Wa mer eng Familljeministesch hunn, déi seet, mir mussen nach méi Fraen un d'Schaffe kréien - ech hunn näischt dergéint, a mir soe ganz kloer, datt all Fraen hire fräie Choix sollen treffen, och all Männer an de Familljen, wéi se hir Liewensgestaltung wëllen organiséieren -, mä wann ech dann, an dat sinn nach keng dräi Wochen hier, de Robert Goebbels op RTL héieren, dee seet: Dat war déi Zäit, do sinn d'Fraen nach doheem bliwwen, wann d'Kanner op d'Welt komm sinn, fir sech ëm se ze këmmere, wat e grouse Feeler war; da muss ech awer soen: Hu mer d'Welt net total hei op de Kapp gestallt?

Ech mengen, jiddferee soll fräi decidéiere wat e mécht, mä wa mer déi Fraen, déi Familljen ewell stigmatiséieren, déi sech Zäit huelen, déi sech esou organiséieren, fir sech méi ëm hir Kanner ze këmmere, an dat ass menger Meenung no hei de wichtegste Punkt an deem ganzen Débat, well wann d'Kanner gutt entouréiert sinn, wa se gutt Beispiller hunn, dann ass d'Gefor, dass se esou wäit ofrutschen, vill méi kleng. Ech wëll net soen, datt se zu 100% gebannt ass, mä si ass op jidde Fall vill méi kleng.

An dann nach eppes!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Wann een eng Fro wëllt un den Här Mehlen stellen, da soll e se haart stellen. Fir de Rescht lauschtere mer him no.

(Interruptions diverses)

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech riede mech e bëssen an den Äifer, ech huele mech dann zréck.

Mir sinn alleguer gefuerdert och Virbild dobaussen ze sinn, a mir sinn net ëmmer déi richteg Virbiller, dat ass virdrun och schonn hei gesot ginn, an dat féiert bis an d'Schoul. Ech géif hei och menger Roll net gerecht, wann ech géif mam Fanger op eng Schoul, déi ech relativ gutt kennen, déi an enger Willibrordus-Wallfahrtsstad ugesiedelt ass, weisen...

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här Mehlen, d'Zäiten hu geännert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här Scheuer, ech weess, Gott sei Dank hu se geännert! Mä et ass jorelaang roueg nogekuckt ginn, datt dee Mann, deen déi iewescht Führungsqualitéit hat, moies um 9 Auer schonn héich alkoholiséiert op senger Plaz war. Mä ech soen hei, wat d'Proffen...

(Interruption et hilarité)

Ech soen hei, wat d'Léierkräfte mir selwer gesot hunn.

(Interruptions diverses)

Elteren, déi sech beklot hunn,...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

...skandaliséiert ware wéinst deenen Zoustänn, da braucht Dir lech net ze wonneren!

Här Scheuer,...

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, jiddferee kuckt op mech!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här Scheuer, Dir wësst et - Dir hutt guer näischt domat ze dinn -, datt do eng Kéier sechs Ambulanz Schéiler fortgefouert hunn; se louchen an der Klinik niewenteneen um Buedem, well se total voll waren - total!

Gott sei Dank hunn déi Zäite geännert, mä et ass laang, laang, laang nogekuckt ginn, a mengen Informatiounen no, déi awer och vum Corps enseignant kommen, ass och haut de Problem an där Bezéiung nach net ganz geléist.

Mir mussen och als Politiker - an domadder schlëssen ech of a bréngeselbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun -, mir mussen och als Politiker do, wou et wéideet,...

» **M. le Président.** - Här Mehlen!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - ...eis Verantwortung iwwerhuelen an och duerchgräifen.

Nach eng Kéier, Här President, mir wäerten de Projet selbstverständlech stëmmen, mä mir sinn net sécher, ob dat do alles klappt.

» **M. le Président.** - Dat musse mer da gesinn. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Der Rapportrice awer Félicitatioune fir hire Rapport. Den Här Mehlen huet hei gesot, si wären net déi richteg Virbiller, do kann ech him nëmme Recht ginn.

(Interruptions diverses et hilarité)

Här President,...

» **Une voix.** - Kënnt Der méi prezis ginn?

» **Une autre voix.** - Eis gutt Kannerstuff verbitt eis, dat ze kommentéieren.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Jaerling, kommt elo zum Sujet!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här President, ech kann hei nëmme soen, aus menger Siicht: Also een, deen net gedronk huet, dee kann dee Projet hei net verstoen, well fréier,...

(Hilarité)

...wéi mer nach schwéier geschafft hunn, kann ech lech soen, do ware mer gëeicht bis 8%.

(Hilarité)

Haut ass déi geeschteg Aarbecht méi am Vierdergrond, an et ass och do, wou den Alkohol am léifsten zouschléit: uewen am Kapp.

(Hilarité)

Mä ech kann awer dem Här Huss nëmme Recht ginn: Den Alkohol, dat ass eng Drog, an den Alkohol ass eng haart Drog, well wann en zouschléit, dann hutt Dir eng voll am Gesiicht.

(Hilarité)

Mä dat, wat elo hei zur Diskussioun steet - elo Spaass bei Sait -, dat reit sech am Fong a mat deem Projet vu virdrun. Dat heescht nämlech d'Ursaachen, firwat dass mer déi Strukture wéi virdru musse schafen, déi leien och an deem Problem hei dran, nämlech am Alkohol, well et eben eng Drog ass, an et ass och einfach effektiv awer eng Geschicht vun enger anerer Aart a Weis Erzéiung an och eng Geschicht dovunner, dass effektiv och d'Kanner sech méi eleng iwwerlooss ginn.

Dat soll een awer net aus där Diskussioun hei erausloossen. Dat ass e Fait, an doriwwer muss een awer och eng Kéier nodenken.

Ob awer elo de Wee iwwert d'Repressioun dee richtigen ass, dat ass eng Fro! Ech stelle mer nämlech d'Fro, ob mer elo mat deem Gesetz, wat mer hei stëmmen, fir dass elo Kanner keen Alkohol méi ze kafe kréien, ob dann och manner gedronk gëtt. Oder, wann den Alkohol méi deier gëtt, ob se da kee méi drénken, oder ob se aner Mëschunge fannen, déi gradesou schlëmm sinn a vläicht méi schlëmm sinn.

An och d'Alkoholindustrie wëllt sech jo déi Clienten do, déi schwaach Clienten an déi liicht beaflossbar Clienten, déi wëlle sech déi jo awer och net huele loossen, an déi wäerte schonn erëm à charge goen, fir aner Saachen ze fannen, fir déi Jonk ze lackelen.

Wat fir mech an dëser Diskussioun wichteg ass, a wat mer elo awer schonn an deene leschte Méint erlieft hunn, dat ass den Dialog mat deene Jonken. Mir hu jo gesinn, dass déi Jonk Problemer hunn. Mir hu gesinn, dass se elo ufänken esou lues, all Kéiers, wa se e Problem gesi fir hir Zukunft, op d'Strooss ze goen.

An hei maache mer erëm esou e Projet wéi de 5611 zum Beispill, dee gemaach ginn ass, ouni mat deene Jonken ze diskutéieren. Dat hei ass och e Problem, iwwert deen ee mat de Jonken am Virfeld hätt misse diskutéieren.

An ech géif souguer dem Här Minister roden, deeselwechte Wee ze goe wéi den Aarbechtsminister, an den Dialog och hei an där Saach mat deene Jonken ze sichen, fir ze kucken, fir se ze iwwerzeegen dovun - fir se ze iwwerzeegen dovun! -, dass den Alkohol e Problem ass; fir se ze iwwerzeegen dovun, dass se selwer kucken, dovunner ewechzekommen. Well déi Jonk, déi si verantwortungsbewosst, gradesou gutt wéi et anerer waren.

Et ass just eben haut en anert Gesellschaftsbild, wat do ass, an et sinn och aner Versuchungen, déi do sinn. Ech mengen, doriwwer komme mer och nach op ganz aner Saache spéider, wann et iwwert d'Gewalt an de Schoule geet an d'Gewalt an der Gesellschaft iwwerhaupt. Dat hänkt net ëmmer och nëmme um Alkohol, dat hänkt och un deene Saachen, déi déi Jonk ugebuede kréien um Videomaart, wou och Problemer hierkommen.

Duerch de Projet hei sollen déi Jonk keen Alkohol méi ze kafe kréien. Do stellen ech mer awer d'Situatioun an engem Supermarché vir. Wat mécht déi Caissière dann? Mécht déi dann elo bei all Client, deen do kënnt, eng Identitéitskontroll, wa se vläicht nëmme de Verdacht huet, dass se...

(Interruption)

Bon, bei mir gesäit ee jo, dass ech muss drénken, mä ech mengen, et sinn der jo awer och, déi net...

» **Une voix.** - Oh!

(Interruption)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Jo, et gëtt Situatiounen, déi sinn nëmme mat Alkohol ze erdroen. An ech mengen, meng ass jo elo guer net esou einfach, gell?

(Interruptions)

Mä, ech wëll awer soen, dass déi Diskussioun iwwert d'Kontrollen awer ze féieren ass. Wéi kënne mer dat kontrolléieren? Wat mécht eng Caissière an engem Supermarché an esou engem Fall, wann déi zwee-, dräihonnert Clienten do hannendrun huet, wou een deen aneren duerch d'Keess scho praktesch wëll drécken?

A wien, wann dann e Jonken Alkohol verkaaft kritt, ass da verantwortlech? Dat ass d'Fro! Ass et déi Caissière, déi dann dem Jonken den Alkohol gëtt, oder ass et de Patron vun deem Supermarché? Dat ass eng Fro, déi vläicht beäntwert a gekläert misst ginn.

Eventuell missten och derbäi Richtlinnen awer och un d'Supermarchéen an un déi grouss Chainé goen, wou jo awer och d'Gefor ass, dass net nëmme den Alkohol duerch d'Keess mat erausgeet, mä och op anere Weeër. Do muss een dann awer kucken, dass een och mat deene Supermarchéë kuckt, fir iergendwéi Verhalensregelen ze kréien, fir dass eben déi Jonk keen Alkohol kréien, mä et wäert net einfach sinn, fir dat do ze kontrolléieren.

Mä et ass op jidde Fall e gudder Projet. Ech mengen, en hëlleft zumindest e bëssen ze verhënneren, dass Alkohol verkaaft gëtt, mä e ka leider net verhënneren, dass Alkohol gedronk gëtt, an e kann och leider net verhënneren, dass d'Alkoholindustrie ëmmer erëm nei Produiten op de Maart bréngt, déi sech da laanscht déi Bestëmmungen do wäerte kënnen drécken.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll just direkt soen, dass mer déi Wënsch, fir am Virfeld vun dësem Gesetz mat jonke Leit ze diskutéieren, ganz eescht geholl hunn, an dass mer dat och gemaach hunn. Do uewen op der Tribün setzen eng ganz Rei vu jonke Mënschen, déi sech vläicht iwwert déi eng oder aner Ausso, déi de Mëtteg gemaach ginn ass, gewonnert hunn. Déi hunn och eng ganz intensiv Diskussioun mat eis gefouert iwwert de Sënn vun dësem Gesetz an déi sinn héchstens der Meenung, dass dat hei ee Bausteen ass, op deen een awer nach anerer folge muss loossen.

Well dat ass et nämlech: Et ass kee Gesetz, vun deem ee sech därëf Wonner erwaarden, mä et huet awer de Virdeel, dass kloer Messagen erauskomme vis-à-vis vun deenen Erwuessenen, déi bis elo, ouni sech grouss Suergen ze maachen, Alkohol an Alkoholsprodukter u Kanner a Jugendlecher verkaaft hunn.

An et huet och de Verdéngscht, dass déi jonk Leit zumindest wëssen, dass se eppes maachen, wat net nëmme verbueden ass, mä wat ganz grave Konsequenze fir hir Gesondheet kann hunn, well mer wëssen, dass dee jonken Organismus vill méi ufällig ass fir d'Dépendance vu Suchtmëttelen wéi erwuesse Kierperen, déi - esou wéi dat virdru gesot ginn ass - gëeicht sinn. Ech zweifelen allerdéngs drun, dass esou e komplexen Organismus wéi e mënschleche Kierper iwwerhaupt eng Kéier géint esou Substanze ka gëeicht sinn. Et brauch ee

just d'Carte sanitaire ze kucken, da gesäit een, wat fir eng Phenomeener dass op Suchtmëttelen zréckzeféiere sinn, an awéiwäit dass Suchtmëttelen eis Gesondheetssystemer belaauchten an och d'öffentlech Gesondheet belaauchten.

Dat hei ass e Projet, deen eigentlech op eng gutt Viraarbecht konnt opbauen. Well de Centre de prévention des toxicomanies huet an den 90er Joren an herno am Ufank vun de Joren 2000 an 2001 eng ganz interessant Enquête gemaach iwwert d'Drénkgewunnechte bei deene Jonken. Déi ass ganz opschlossräich a bestätegt, wat an där leschter Stonn hei gesot ginn ass, dass eng Tendenz do ass, fir ëmmer méi jonk mam Drénken unzufänken, an och ganz exzessiv ze drénken, wat bis zum Kampfdrénke geet; wat virdrun e puermol évoquéiert ginn ass.

Vis-à-vis vun där Situatioun, mengen ech, dass et richteg ass, dass déi Erwuessen éischters eng Beispillfunktioun erfëllen, an dass se och Kloertext musse schwätzen, wat Alkohol a soss Suchtmëttelen kënne bedeuten. Mir mussen eis domat ausenaner setzen, dass mer eise Kanner an och eis selwer keen Déngscht leeschten, wa mer de Konsequenze vum Abus vun Alkohol - an ech ënnersträichen „den Abus vun Alkohol“ - bagatelliséieren an esou maachen, wéi wann dat kee Problem wär.

Den Abus vun Alkohol ass ee vun deene grouse Problemer fir d'öffentlech Gesondheet. Den Alkohol mécht méi futti, wéi eng ganz Rei vun anere Saachen, déi ëmmer thematiséiert ginn, wou jiddfereen drop spréngt. Den Alkohol mécht zéngmol esou vill futti wéi de Stroosseverkéier; méi nach. Dofir muss ee sech hei eng Positioun ginn, déi eng daitlech a kohärent ass.

Et kann een, wann een iwwert den Alkohol schwätzt, net d'Geess an de Kabes schützen. Dat geet net. Et kann ee selbstverständlech soen, dass, wann ee mat Mooss un den Alkohol erugeet, dat keng gréisser Problemer duerstellt, mä et därëf een awer wann ech gelift wann et ëm den Abus geet net mat zweeërlee Mënnen schwätzen, an et därëf een net esou maachen, wéi wann dat eent, well et een arrangéiert, e klenge Bobbo wär, an dat anert, wat een do méi fräi ka rieden, op eemol en dramatesche Problem.

Ech soen dat ganz kloer, esou wéi et ass: Den Abus vun Alkohol kascht méi Affer wéi den Abus vun illegalen Drogen; wat awer keen Argument ass fir illegal Drogen, mä wat just en Argument derfir ass, dass mer eis Attitüd vis-à-vis vu legalen an illegalen Droge solle méi konsequent maachen an déiselwecht Messagen erausginn. Kloer Messagen, wou ee vis-à-vis vun deenen, déi dovun beträff sinn, soll eng kloer Sprooch schwätzen.

Ech mengen, dass mer hei an engem Gebitt sinn, wou mer haut ufänken, wou ee mat rouegem Kapp kann d'Diskussioun féieren. Well wann een d'Alkoholproblematik ugeet, da soll een net mat der Dampfwaal driwwerfueren, wou ee sech da jiddferee luet, och deen, dee geleeëntlech e Patt Béier drénkt, mä et soll ee kucken, wou et am meeschte wéideet: an dat ass bei der Jugend, dat ass am Stroosseverkéier, dat ass bei schwangere Fraen, dat ass op der Aarbecht. Do gëtt et e Konsens, dass den Alkohol do näischt verluer huet. Da solle mer eis dorop konzentréieren, a mer sollen en Débat dorop opbauen. Da kënne mer opgrond vun deenen Iwwerleeungen, déi mer do maachen, och mat enger konsequenter Haltung vis-à-vis vun deenen ëmgoen, déi mengen, et kéint een d'Leit berieselee mat Publicitéitsmessagen, déi net richteg sinn.

Ech hu selbstverständlech Versteesdemech derfir, wat d'Marie-Josée Frank seet, wat d'Ennerstëtzung vum Centre de prévention des drogues et toxicomanies ugeet. Ech wëll awer soen, dass déi lescht Regierung an dës Regierung den CPT ganz staark ennerstëtzt hunn. Ech ka mech erënnere, eis Gemeng war Member vun deem Gemengeprojet, fir den CPT ze ennerstëtzen. An ech hoffen, dass d'Madame Frank mat hirer Gemeng net nëmme kleng Projekte mécht, mä sech och dann engagéiert an deem Gemengeprojet CPT. Dir hutt jo d'Chance eng relativ räich Gemeng ze sinn, da kënnt Der dat maachen, wat aner méi aarm Gemengen am Virfeld och gemaach hunn: Wat mer zu méi sinn, wat mer eng méi effikass Politik an deem dote Beräich kënne maachen.

Ech wëll deene meeschte vun den Intervenanté vun de Mëten en häerzleche Merci soen iwwert d'Approche, déi se zu dësem Thema haten. De Projet reit sech an déiselwecht Rei an, wéi beim Tubak. Och do ass gesot ginn, dass zwar net den Tubakskonsum verbueden ass, mä dass de Verkaf u Kanner a Jugendlecher verbueden ass. Dat

misst eigentlech jiddferengem aliichten. An engem, deem dat net alicht, ech mengen, do muss ee mat deem noutwendegen No-drock hëllefen, fir dann zur Konklusioun ze kommen.

E reit sech och an d'Bestriewungen an, vun dëser Regierung, fir méi realistesch mam Phenomeen Alkohol ëmzegoen. Et ass vir-drun drun erënnert ginn, dass mer iwwer eng Surtaxatioun dat Gedrékn, dat wéi Li-monad schmaacht an awer e relativ staarken Alkoholgehalt huet, d'Alcopops, quasi aus dem Lëtzebuurger Handel verschwanne gelooss hunn.

Eng weider Diskussioun fënnt jo elo statt iwwert den Taux d'alcoolémie am Stroosse-verkéier. An ech mengen, dass mer e bësse méi gläwiederdeg kléngen, wa mer déi doten Diskussioun mat Konsequenz féieren, an dozou bäidroen, dass déi jonk Leit, déi mat deem dote Phenomeen ëmmer méi konfrontéiert ginn, mat kloere Messagë konfrontéiert ginn. Ech mengen, mir sinn hinnen dat schëlleg. Hei ass eben ee Bausteen an déi dote Richtung.

Ech soen Iech en häerzleche Merci.

(Interruption)

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Här Mehlen?

» M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, ech wollt den Här Minister just froen: Et ass jo nëmmen een Artikel, dee seet, dat an dat an dat ass verbueden. Wa mer dat hei gestëmmt hunn an d'Gesetz ass a Kraaft, dann ass déi legal Situatioun an deem Sënn geännert an erweidert.

Wat sinn déi praktesch Konsequenzen dovun, ganz besonnesch an deene Situatiounen, déi och hei déploréiert si gi vu Kollee-gen? Dat heescht, op Baler, wou manifestement Jonker, déi méi jonk si wéi 16 Joer, dann Alkohol, ob se es kafen oder et ass jo och verbueden à titre gratuit es unzehuelen, es ze offréieren an esou weider: Hu mer de Courage, fir dann déi Kontrollen ze maachen an do durchzegräifen, wou muss durchgegraff ginn?

» M. le Président.- Här Minister!

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Ech kann Iech just soen, wat fir eng Rechtslag doduerch entsteet. Wann een an där doter Situatioun u Kanner Alkohol verkeeft, dann ass hie strafbar, da muss hien, wann eppes passéiert am Zesummenhang mat deem Verkaf, domat rechnen, dass en dofir responsabel gemaach gëtt.

Ech sinn net zoustänneg fir de Beräich vun de Kontrollen, ech muss Iech awer soen, dass bei all deene Gesetzter, déi mer an der Lescht geholl hunn - inklusiv och d'Tubaksgesetz -, mer am Accord mat deem zoustännegen Minister a mat deenen zoustännegen Corpse bereet sinn, fir déi dote Kontrollen ze maachen. Wéi wäit dass dat dote geet, dat ass mat de Corpsen a mat deenen zoustännegen Kollee-gen ze diskutéieren. Mä d'Rechtslag ass awer ganz kloer.

Et soll ee sech et also dräimol iwwerleeën, wann een Alkohol bei alle méigleche Geleeënheeten u jonk Leit, ganz jonk Leit zum Deel, verkeeft. Ech mengen, dat ass kuerz-siichteg, wann een do just no der Veräinskeess kuckt. Et muss een och kucken, wat een domat kann ausléisen.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5543 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Ro-

main Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zu dem Projet de loi 5592 portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. D'Wuert huet de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Martine Stein-Mergen,...

(Interruption)

...déi ersat gëtt duerch den honorabelen Här Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.



3. 5592 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

» M. Marcel Oberweis (CSV), remplaçant Mme Martine Stein-Mergen (CSV), rapportrice.- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin, erlaabt mer de Projet de loi, d'«Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles» virzustellen. De Projet ass bal virun engem Joer den 9. Dezember 2005 zu Paräis ënnerzeechent ginn. Leider kann d'Madame Martine Stein-Mergen, d'Rapportrice, haut de Mëtten net derbäi sinn. Dir musst also net mat hirem Charme, mä mat menger Einfachheet virleifhuelen.

(Hilarité)

Ech hoffen, Dir kommt duerch de Bësch.

Här President, de 27. Juni ass de Projet de loi hei an der Chamber vun dem Här Ausseminister déposéiert ginn, an de Statsrot huet säin Avis de 26. September erage-reecht. Déi zoustänneg Chamberskommis-sioun huet sech an hirer Sitzung vum 25. Oktober mat dem Gesetzestext an och mat dem Avis vum Statsrot beschäftegt. De Rapport ass den 21. November ugeholl ginn.

De Projet schéngt op den éischte Bléck eng weider Konventioun ze sinn, mä wann ee méi genee hikuckt, dann entdeckt een awer, dass dës Konventioun eng extra Bedeutung kritt. Mir ginn eis heimadder e wichtegt Instrument fir d'Protektioun an d'Promotioun vun der Diversitéit vun de kulturellen Expressiounen. Dës Konventioun erkennt de Staten hiert souveränt Recht un, fir eng eegestänneg Kulturpolitik ze gestalten. An der Konventioun ass explizit festge-hale ginn, dass all Land déi néideg Mooss-namen ergräife kann, fir seng Diversitéit vun de kulturellen Expressiounen ze prote-géieren an awer och virunzedreiwen. D'Länner sinn och opgeruff ginn, de Public anzespanen an dëse Prozess an en dofir ze animéieren.

Et ass vun Interessi drop hinzeweisen, dass d'Konventioun awer eréischt dräi Méint duerno a Kraaft triede kann, nodeem 30 Staten se ratifizéiert hunn. Zwee Joer vu laange Verhandlungse si gebraucht ginn, fir se iwwerhaupt auszeschaffen. Lëtzebuerg war während senger EU-Présidence ganz staark an dee Prozess mat agebonnen. D'Konventioun berout op Iddien, déi schonn an der Déclaration universelle vun der UNESCO iwwert déi kulturell Diversitéit aus dem Joer 2001 ageschriwwen goufen. Do ass festgehale ginn, dass déi kulturell Villfalt als e Patrimoine commun vun der Mënschheet muss ugesi ginn.

Doriwwer eraus ass hir Verdeedegung vum ethesche Standpunkt absolut noutwendeg an ontrennbar mam Respekt vun der Digni-téit vum Mënsch verbonnen. Dës Gedanke sollen nach eng kéier an där virleiender Konventioun ervirgestrach ginn.

Fir dass dës Konventioun awer hir Früchten droe kann, ass et wichteg, dass vill Länner dës Konventioun ënnerschreiwen. Leider hu bis den 20. November dëst Joer eréischt 18 Länner dat gemaach. D'Lëtzebuurger Land huet duerch seng Villsproochegkeet an duerch déi vill Kulturen, déi mir hei am Land versammelen, quasi eng natierlech Vokatioun, fir dës Konventioun ze ratifizéieren. Mir hu jo schonn deen éischte Wee beschratt, andeem mer virun zwee Joer den Institut Pierre Werner geschaf hunn, deem säin Zil et ass, eng kéier am Joer e «Forum européen de la Culture» ze organi-séieren.

D'Konventioun enthält nieft de Kompetenze vun den eenzelne Staten och Elementer, déi an de Kompetenzberäich vun der Euro-päescher Unioun falen. Dat bréngt natier-lech mat sech, dass och si dës Konven-tioun ratifizéiere muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Konventioun ass en neit juristescht Ins-trument, dat eben déi Effortë vun der UNESCO fir d'kulturell Diversitéit ënner-sträiche soll. Et gëtt schonn zënter ville Jo-ren eng ganz Rei vun esou Instrumenter, déi all datselwecht Zil virun Aen hunn. Et gëtt awer hei kloer ënnerstrach, wéi wich-teg et ass, dass ee sech opmécht, fir déi verschidden Ausdrocksméiglechkeete vun der Kultur op dëser Welt ze propagéieren, a wou der vill vun hinnen amgaange sinn duerch d'Globaliséierung ze verschwan-nen. An deem Kontext sinn och all Aktivitéi-ten a Servicer eng Ausdrocksweis fir ons kulturell Identitéit.

D'Konventioun dëngt also als eng Platt-form, fir eng innovativ Kooperatioun am Beräich vun der Kultur op internationalem Plang opzebauen. Duerch si gëtt den inter-nationale Kader geschaf, fir d'Erausfuerde-rungen, déi sech der kultureller Diversitéit an der Zukunft stellen, an dat sinn der jo bestëmmt net weéneeg, zesumme mat de wichtege politeschen Décideuren ze disku-téieren.

D'Konventioun wëllt dofir Strukturen an Or-ganisatiounen schafen, fir datt eben eng Dy-namik entstoe kann, duerch déi déi uleiend Problemer, déi verschidde Länner am Beräich vun hirer Kultur kennen an hunn, besser ze léise sinn. Si gëtt eis also en Ins-trument och fir d'Kooperatioun mat den Entwécklungslänner, well déi jo och elo mëttlerweil duerch de Globaliséierungspro-zess méi no an dee ganzen Iwwerleeungs-prozess erakommen.

Doduerch, dass tëschent den eenzelne Völker mat hire Kulturen e Kader vun Tole-ranz, sozialer Gerechtegkeet a géige-säitegem Respekt geschäfe gëtt, ass dës Konventioun indispensabel fir de Fridden an dëser Welt, an dat op lokalem, op regio-nalem, nationalem an och op globalem Plang.

Wéi scho gesot gehéiert déi kulturell Villfalt hei zu Lëtzebuerg zum Alldag. Mir erliwwen dat jo, wa Mënsche vun iwwer 120 Länner sech beieneesetzen, zesumme schaffen a liwwen, zesummen an d'Schoul ginn an och Sport bedreiwen. Mir Lëtzebuurger kënnen dofir quasiment e Virbild si fir anerer. Si brauchen ons nëmmen ze kopéieren, da gi se och méi oder weéneger doheem eens.

Souwuel de Statsrot wéi och mir als Kom-missioun hunn d'Wichtegkeet vun dësem ganze Projet de loi unerkannt a mir bieten Iech dann och, dat heescht d'Martine Stein-Mergen, d'Rapportrice, a meng Weéneeg-keet, dësen dann hei unzehuelen.

Ech bréngen domat och den Accord vu menger Fraktioun eran a soe wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren.

» Une voix.- Très bien.

» M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Wie freet nach d'Wuert?

D'Madame Flesch. Den Här Fayot.

Discussion générale

» Mme Colette Flesch (DP).- Här Pre-sident, léif Kollee-gen, ech wëll fir d'éischt der Madame Martine Stein-Merci soen an hirer Eegenschaft als Rapportrice an dem Här Marcel Oberweis, dee jo elo hei de mëndleche Rapport virbruecht huet.

Déi Konventioun vun der UNESCO huet eng ganz laang Virgeschicht, wéi gesot ginn ass. Eng Virgeschicht, déi sech of-gewéckelt huet um Hannergrond vun der Oppositioun tëschent de Vereenegte Staten engersäits, an der EU a ganz besonnesch Frankräich a Kanada op där anerer Säit. Den Hannergrond war natierlech d'Politi-que audiovisuelle.

Mir wëssen alleguerten, dass den Export vu Filmer den zweeten Export vun Amerika ass, an dass d'europäesch Filmindustrie sech ëmmer erëm driwwer beklot, dass se géint déi Muecht vun der amerikanescher Filmindustrie Schwiereregkeeten huet sech ze verdeedegen, an dass an de Gespräi-cher an der OMC ëmmer erëm vun euro-päescher Säit speziell Regele gefrot gi si fir d'Kulturgidder an d'Kulturdéngschtleesch-tungen.

Et ass also an deem Zesummenhang, dass déi ëmstridde Geschicht vun där Konven-tioun ze gesinn ass. An et ass schonn esou wéi de Rapporteur, den Här Oberweis, et gesot huet oder wéi d'Madame Stein an hi-rem Rapport geschriwwen huet, dass d'EU sech staark engagéiert huet, dass en Deel vun deem Engagement sech ofgespillt huet, e kriteschen Deel, am Moment vun der Lëtzebuurger Presidentschaft, an dass d'Lëtzebuurger Presidentschaft also och staark intervenéiert ass am Intérêt vun dë-ser Konventioun, déi da schlussendlech zustane komm ass.

Et huet mech frappéiert, dass am Exposé des motifs an och am Rapport am Fong zu där doter Säit vun der Problematik nëmme ganz, ganz diskret Referenz gemaach ginn ass. Et gëtt zum Beispill am Rapport gesot, an dat ass e Saz, dee bal wuertwiertlech aus dem Exposé des motifs iwwerholl ginn ass: «Ainsi, dès qu'elle» - dat ass also d'Konventioun - «entrera en vigueur, elle pourra servir d'instrument de référence pour les États dans leurs efforts de mainte-nir et de développer leurs secteurs cultu-rels, que ce soit au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou au ni-veau de négociations bilatérales ou plurila-térales.»

Ech wollt d'Statssekretärin froen, si soll ons soen, wat d'Lëtzebuurger Regierung sech vun där Konventioun erwaart um Plang vun der OMC an um Plang vun den Diskussioun-en, déi do lafen, notament am Zesum-menhang mam Secteur audiovisuel.

Dat gesot, Här President, wëll ech den Ac-cord vun onser Fraktioun zu dëser Konven-tioun bréngen.

» M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Fayot ass als nächste Riedner agedroen. Här Fayot!

» M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, et ass eng Konventioun - duerfir entschëlle-gen ech mech bal fir hei d'Wuert ze ergräi-fen -, mä et ass awer keng kleng Saach, esou wéi d'UNESCO jo eigentlech och keng kleng Saach ass. Et ass eng Weltor-ganisatioun, déi an enger Zäit vu Globalisa-tioun och eng wichteg Roll vu Régulatioun um Weltniveau spillt. Et ass eng Organisa-tioun, déi net nëmme Programmer, Kon-gresser, Konferenzen oder Seminären orga-niséiert, mä et ass eng Organisatioun, déi och normativ contraignant Instrumenter vun de Memberlänner kann unhuele loossen.

Dëst ass déi siwent Konventioun no sechs aneren, vun deene mer der fënnef ugeholl hunn. Et ass just eng, déi mer net ugeholl hunn, dat ass déi iwwert d'Protektioun vum Milieu subaquatique, deen natierlech zu Lëtzebuerg vläicht net esou wichteg ass wéi an anere grouse Länner.

Dës Konventioun also ass en Traité norma-tif, wou d'Länner sech also engagéieren, fir déi Diversité culturelle ze respektéieren. An der Déclaration universelle vun der UNESCO vun 2001 ass schonn déi Diver-sité culturelle als ee wichtege Objektiv unerkannt ginn. Et ass awer d'Meenung ge-wiescht, dass et besser wär, et hätt een eng Konventioun dozou, ebe just fir Länner der-zou ze kréien, fir eben déi Diversité cultu-relle ze respektéieren. An déi Diversité cul-turelle, déi gëtt net iwwerall respektéiert - och net an Europa!

Wann een iwwregens vun Diversité cultu-relle schwätzt, dat muss ech derbäifügen, geet et net nëmmen ëm Konscht oder ëm Kultur am traditionelle Sënn; et geet ëm Lie-wensweisen; et geet ëm Modes de vie; ëm d'Manéier, wéi e Vollek oder e Grupp vun engem Vollek zesummelieft; wéi seng Sprooch ass; ob seng Sprooch respektéiert gëtt an esou weider.

Zum Beispill hu Sinti a Roma extra Manéie-ren, fir zesummenzeliewen: Dat ass och Kultur a muss och respektéiert ginn.

Sprooche musse respektéiert ginn an hirer Diversitéit. Dat wëllt net soen, dass een also sech dorobber zoumécht, mä wichteg ass och bei dëser Konventioun déi Ouverture op anerer, de Respekt also och vun deenen aneren an där ganzer Diversitéit, déi et weltwäit gétt. Et ass also keng kleng Saach.

Ech wëll dorobber hiweisen, dass mir zu Lëtzebuerg duerch ons Klengheet an duerch ons Oppenheet traditionell kee Problem mat dem Respekt vun der Diversitéit culturelle hunn, mä et gétt sécher vill Länner, wou dat en echte Problem ass, an duerfir ass dëst e wichtegt Instrument, an duerfir wollt ech dat hei trotzdeem nach eng kéier ënnersträichen an och natierlech den Accord vun onser Fraktioun bréngen, net ouni natierlech der Madame Stein an hirem Alter Ego, dem Här Oberweis, fir hire Rapport Merci ze soen.

(Hilarité et interruptions)

» M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Mehlen huet nach d'Wuert gefrot. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Här Präsident, och vun eiser Säit e Merci un déi zwee Rapporturen.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Den Här Fayot huet zu Recht dorop higewisen, dass déi Konventioun hei sech vläicht an éischter Linn un déi Länner adresséiert, déi méi grouss sinn a wou et, opgrond vun historiesche Gegebenheeten, eng Partie - déi eng oder déi aner - Minoritéite gétt, wou et wierklech dann dorëm geet, deenen hir kulturell Eegenheeten ze respektéieren an ze schützen.

Mir hunn dee Problem hei zu Lëtzebuerg a méi engem klengen Mooss, mä mir sinn natierlech och en Immigrationsland. Mir hunn an eiser Geschicht déi eng oder déi aner kulturell Immigration gehat, an ech mengen, mer probéieren och dat ze respektéieren.

Ech wollt mech a menger Intervention awer hei haaptsächlech op eent fokusséieren, dat ass op den Erhalt vun eiser eegener Sprooch, déi lues a lues a Gefor geréit, obscho se eng gewëss Renaissance erlieft an erëm méi gebraucht gétt - mir gesinn dat an de Familjenannoncen an esou - wéi dat fréier de Fall war. An trotzdeem leeft se ganz grouss Gefor, opgrond vun Aflëss, besonnesch vun dem däitsche Sproochraum hier, dach lues a lues ze veraarmen, ze verflaachen a verfälscht ze ginn.

Duerfir muss een d'Fro opwerfen: Wat kënnen mir maachen, fir och eis eege kulturell Identitéit an deem Zesammenhang ze schützen an ze erhalen?

Et ass nach ëmmer de Problem an e gétt regelméisseg opgeworf, dass mer eis Sprooch nach net an eiser Constitution ageschriwwen hunn. Ech mengen, dass soll ee maachen, obschonn domadder sech och an der Praxis nach net vill ännert, mä et ass einfach awer wichteg, dass mer déi Instrumenter, déi mer hunn, fir d'Lëtzeburgergesch a senger Identitéit ze erhalen, optimal nutzen.

Ech géif drop hiweisen, dass et vläicht och ubruecht wär, eemol driwwer nozedenken, wéi mer an eise Medie mat eiser Sprooch ëmginn, ob do net och misst op iergendeng Aart a Weis sech emol mat deene Leit zesummesat ginn, fir ze kucken, dach awer vläicht méi Wäert drop ze leeën, dass mer d'Lëtzeburgergesch a senger Origine probéieren ze erhalen.

Ech stellen och d'Fro, wat an de Schoule gemaach gétt, fir dass - ganz besonnesch d'Kanner, déi vu baussen hei zougewandert sinn - esou fréi wéi méiglech vun allequerten d'Lëtzeburgergesch geléiert ka ginn.

Ech weisen drop hin, dass mer - dat gehéiert och zur kultureller Identitéit an zur kultureller Villfalt - e ganz grouss Patrimoine u Lëtzeburger Lidder hunn, deen amgang ass lues a lues ze verschwannen, well d'Kanner se an der Schoul nach ganz weíneg bäibruecht kréien oder ganz weíneg praktizéieren.

Ech mengen, dass hei ass selbstverständlech e gudden Projet, dee mir och matdroen,

mä mir sollen eis an deem Zesammenhang wierklech Gedanken doriwwer maachen, wéi mer eis selwer uleeën, fir eis Lëtzeburger Sprooch als den éischten Ausdrock vun eiser kultureller Identitéit esou gutt wéi et nëmme geet ze schützen an ze erhalen.

Dat gesot, wäerte mir de Projet selbstverständlech stëmmen.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Domat si mer um Enn vun den Debatten. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

» Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.- Ech kann, Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wichtigkeet vun dëser UNESCO-Konventioun och nëmme ënnersträichen a soe meng Virriedner Merci, déi dat och an treffende Wieder gemaach hunn.

Tatsächlech ass déi Ratificatioun hei wichteg, éischstens natierlech fir d'Diversitéit culturelle, d'kulturell Villfalt, déi domadder ënnerstrach ginn ass, ze schützen; zweetens awer och wéinst der Roll vun der UNESCO selwer, déi domadder gestärkt erausgaangen ass. Ech mengen wuel, dass een och ka soen, dass déi Konventioun hei erëm zu enger Opwäertung vun der UNESCO bäigedroen huet.

D'Ratifikatioun vun dëser Konventioun duerch dës Chamber ass e wichtige Punkt, e wichtegt Element an huet och eng international Bedeitung.

Firwat? Ma éischstens, well heimadde d'Bedeutung vun der Kultur weltwäit och erëm eng kéier festgeschriwwen ginn ass. An et kann ee souguer soen, dass et och e Géigestéck, e wichtegt Géigestéck zur Mondialisation duerstellt wéinst der „Exception culturelle“ - fir et esou ze formuléieren -, déi iwwert dës Konventioun festgeschriwwen ginn ass.

Tatsächlech erkennt d'Konventioun explizit déi spezifesch Natur u vun de kulturellen Déngschtleeschungen, Gidder an Aktivitéiten, déi net solle behandelt ginn, wéi wa se just e kommerzielle Wäert an Notzen hätten. Dat war iwwregens eng vun den Ursachen, firwat d'USA dergéint gestëmmt hunn.

An esou kann een, wéi d'Madame Flesch, gesot huet, d'Konventioun och an de Kontext vun der OMC, vun de WTO-Verhandlung setzen.

Zweetens ass inhaltlech och nach ganz wichteg festzehalen, dass dës Konventioun d'Recht vun de Staaten unerkennt, fir hir eege Kulturpolitik ze definéieren. Dat heescht, et ass selbstverständlech e subsidiäresche Phänomeen, all Land kann dat selwer virhuelen, a kee kann hinnen trotz der Konventioun draschwätzen.

D'EU huet och eng grouss Roll gespillt an der Verhandlung vun der Konventioun an der spezifischer Natur vun de kulturellen Aktivitéiten - an dat ass erëm eng Äntwert, Madame Flesch, op Är Fro -, d'spezifesch Natur vun der Kultur an de kulturelle Gidder an Déngschtleeschungen ass unerkannt ginn, ënner anerem och duerch d'Méiglechkeet, fir d'Promotioun vun der kultureller Villfalt souguer extra staatlech finanziell Hëllef erlazen ze kënnen. Do ass ganz besonnesch de Beräich vun de Medien a vum audiovisuelle Sektour viséiert, an dat ass eent vun den Elementer, déi dann och kënnen an der OMC matspillen.

D'Konventioun erlaabt awer och eng international Zesummenaarbecht, fir déi kulturell Villfalt ze ënnerstëtzen oder och verstärkt an der Entwécklungshëllef afléisen ze loossen. Dat heescht, den Zesammenhang zwëschen Kultur a wirtschaftlecher a gesellschaftlecher Entwécklung ass hei och ganz wichteg ervirzeesträichen - besonnesch an de manieren entwéckelte Länner.

D'EU hat, wéi gesot, en entscheidenden Afloss an de Verhandlung vun dëser Konventioun, an d'Roll, déi déi Lëtzeburger Présidence während där Zäit gespillt huet, ass net ze ënnerschätzen. De Chefverhandler war dee Moment eise Lëtzeburger Botschafter zu Paräis, mat der Hëllef vun eisen UNESCO-Beoptraagten. D'EU-Länner hunn insistéiert an hikritt, dass niemand där kultureller Villfalt och aner Wäerter, déi fir d'Unión fundamental sinn, ageschriwwen gi sinn, am Résumé d'demokrateschen Wäerter an d'Mënscherechtsprinzipien, déi an der Mënscherechtskonventioun ageschriwwen sinn.

Ech zitéieren: de Friden, d'Demokratie, d'Toleranz, de Fraestatut oder d'-rechter, d'Grondfräiheet selbstverständlech, déi sozial Cohésion och, a souguer déi nohaltig Entwécklung. Dat fir d'inhaltlech Punk-

ten, déi dës Konventioun esou wäertvoll a wichteg maachen.

Verschidden institutionell Considérationen mussen ervirgestrach ginn. Ech hunn et virdrun ugeschwat an ech wëll et hei nach eng kéier widderhuelen: Bei déi leedend Roll, déi EU gespillt huet - a si war Virreider, fir d'Konventioun ze verhandelen an op d'Been ze setzen -, kënn derbäi, dass déi 25 Staaten vun der EU ee gemeinsam Mandat ausgehandelt hunn, fir d'Verhandlungen inhaltlech ze gestalten, wat eng ganz wichteg Saach ass.

Zousätzlech huet d'Kommissioun vun der EU eng spezifesch Roll kritt: Si ass als Verhandlungspartner an hiren Zoustännegkeetsberäicher - dat heescht, an de kommunautären Zoustännegkeetsberäicher - zougelooss ginn an der UNESCO, wat souguer och ee Punkt vun der institutioneller Verdwéngung vun der EU ass.

Eng aner wichteg institutionell Bemierkung ass, dass Lëtzebuerg, wéi gesot, während eiser Presidentschaft 2005 eng determinant Roll hat an doranner eng groussaarteg Aarbecht geleescht hat, déi och eestëmme vun allen EU- an anere Staaten unerkannt gi war. Si huet am Verhandel vun de schwierigste Punkte vun der Konventioun hiert gelescht a gehollef, dass d'Konventioun konnt zur Zäit an der UNESCO gestëmmt ginn.

Nach e Punkt muss een ervirhiewen: D'Konventioun ass ugeholl ginn an der UNESCO, obschonn d'USA Nee gestëmmt hunn. Mä gläichzäiteg sinn d'USA am Schouss vun der UNESCO bliwwen, do wou se eréischt kuerz virdrun erëm zrëckkomm waren, nodeem se 20 Joer net méi do waren. Dat weist, dass d'UNESCO e wichtegt Organ op der internationaler Bühn ass.

Fir dann nees zrëck op déi Lëtzeburger Bühn ze kommen: Mir wäerten als Lëtzeburger bei engem vun deenen éischten EU-Länner sinn, déi d'Ratifikatioun vun dëser Konventioun virgeholl hunn. Am Ganze eng 30 Länner, fir dass se kann a Kraaft trieden. A méiglecherweis, esou wéi et elo ausgesäit, ass eis Ratifikatioun ausschlaggebend, fir dass d'Konventioun kann a Kraaft trieden.

Geschwënn ass eng extra Manifestatioun geplangt zu Bréissel, den 19. Dezember, vun den EU-Länner zesumme mat der UNESCO, fir kënnen d'Ratifikatiounen virunzedreien an d'Akraafttriede vun der Konventioun ze garantéieren. Sou dass ech frou sinn, dass mir den 19. Dezember zu deene Länner kënnen gehéieren, déi scho ratifizéiert hunn.

Duerfir sinn ech iwwert déi wichteg eestëmmege Ënnerstëtzung vun der Lëtzeburger Chamber frou. Ech mengen, dass déi ganz Konventioun wichteg ass fir eis eege kulturell Identitéit, well mir gläichzäiteg eis eege Sprooch...

(Interruption du Président)

...mat eiser Villsproochegkeet ënnerschräichen kënnen an d'Cohabitation vu méi Kulturen doranner kënnen gesinn.

Merci villmools.

» M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Domat ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dës Konventioun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Konventioun ass mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Shank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Dieberich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roman Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour. Dass ass d'Ofkommen tëschent der Europäescher Unión an der Ukraine iwwer e weltwäiten Navigations-system. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: d'Madame Flesch an den Här Fayot. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Thiel. Här Thiel!

4. 5586 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1^{er} décembre 2005

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

» M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.- Merci, Här Präsident. Kollegeinnen a Kollegen, et ass net fir d'éischt an och net fir d'lescht, dass ech lech hei iwwer e Projet ënnerhalen, vun deem ee vläicht an der leschter Zäit net méi extra vill héieren huet, mä deen awer trotzdeem um gudden Wee ass.

Dir hutt virun enger Zäit dräi Texter hei gestëmmt, mat deene mir d'Lëtzeburger Ennerschrëft ënnert den Accordë ratifizéiert hunn, déi d'Europäesch Kommissioun an d'EU-Memberstate mat den USA, mat China a mat Israel a Saache Galileo ofgeschloss haten.

Haut geet et drëms, e weideren Accord ofzeseenen, dës kéier mat der Ukraine, dee virun engem Joer an e puer Deeg zu Kiew ënnerschriwwen ginn ass. Déi nächst si schonn ënnerwee: Südkorea, Indien, Brasilien, Mexiko an Australien hunn entre-temps och ofgeschloss, wat heescht wëllt, dass deemnächst och déi Ratifizierungen hei ustoe wäerten.

E klengen Rappel: De Projet Galileo gouf als Gemeinschaftswierk vun der Europäescher Unión an där hirer Weltraumduechter ESA, European Space Agency, lancéiert. Hie gesäit 30 Satelliten - 27 plus dräi Reserven - vir, déi eng gutt 23.000 Kilometer iwwer eise Käpp ëm d'Äerd kreesen a vun do hier Signaler erfroschécken, mat deenen een da seng Positioun bis op de leschte Meter bestëmmen kann.

Den éischte Satellit gouf bal genoe virun engem Joer - ech mengen, den 28. Dezember 2005 - vu Baikonur aus eropgeschoss. Näischt ze fréi iwwregens, well den Test vun de Sendefrequenzen, fir deen déi zwee éischt Satelliten agesat ginn, huet misse bis den 10. Juni ofgeschloss sinn, well soss wär d'Reservatioun fir d'Frequenzbänner verfall. Wann dann och elo weiderhin alles riicht no Programm leeft, kann de Galileo-System Enn 2010 a Betrib goen.

Wat si seng Missiounen?

Fir d'éischt natierlech soll hien dat assuréieren, wat elo den Amerikaner hire GPS och mécht, nämlech dem Eenzelnen hëllefen, säi Wee ze fannen doduerch, dass hien zu all Moment kontrolléiere kann, wou hie selwer grad ass, an dat par rapport zu där Plaz, wou hien hi wëllt. Dee Service, genannt „Open Service“, ass gratis a fir jiddereen op.

Dann de kommerziellen Déngscht, genannt forcément „Commercial Service“, dee fir all méiglechen Benotzer um Buedem, um Waasser oder an der Loft extrem prezis Navigationsdaten op extrae Frequenzen liwwert - allerdéngs net fir näischt, mä géint Bezuelung.

Drëttens kënnen d'Eisebunn, d'Aviatioun an ähnlech Entreprisen op de Galileo zrëckgräfen, fir hire sécherheetstechnesche Besoinen gerecht ze ginn. Dass heescht da forcément „Safety of Life Service“.

Als Nächst kommen déi fir déi eenzel State reservéiert Frequenze fir den „Public Regulated Service“, déi natierlech entsprechend ofgeschiermt a verschlësselt der Polizei oder och der Arméi, a ganz bestëmmt och de Geheimdéngschter vun deenen eenzelne Staten zur Verfügung stinn.

A schliesslech dann de Sich- a Rettungsdéngscht, „Search and Rescue“, fir datt an Noutfäll an a Katastrophefäll d'Spezialiste séier a prezis agräife kënnen.

Wat huet Lëtzebuerg dann elo mam Galileo ze dinn, a woufir musse mir hei Gesetzer iwwer Accordé stëmmen, déi d'Galileo-Bedreiwer mat anere Staten uechtert d'Welt ofschlëissen?

D'Äntwert ass ganz einfach: Lëtzebuerg ass bekanntlech en EU-Stat, an domat Copropriétaire vum Galileo. Lëtzebuerg ass och Partner vun der European Space Agency, wat net fir jiddfer EU-Member de Fall ass. Domat si mir gläich zweemol beim Galileo derbäi.

Wéi gesot, net jiddfer Member vun der Unioun ass och un der ESA bedeelegt, well déi huet am Moment eréischt 17 Membren. Déi sinn d'office u gewësse Fuerchungsprogrammer vun der Weltraumagence bedeelegt a kënnen sech doriwwer eraus u weideren ESA-Programmer bedeelegen, wa se wëllen. Lëtzebuerg huet sech zum Beispill, nieft dem Galileo, an den Telecomsprojekt ARTES an an den Technologieprogramm GSTP eragehaangen an ass doriwwer eraus och nach un zwee Äerdobservationsprojete bedeelegt.

Dat kascht natierlech eppes. Am Fall vum Galileo si mir indirekt, dat heescht iwwert den europäesche Budget, mat annerhallwer Millioun Euro derbäi, an direkt, iwwer eis Participatioun un der ESA, mat véier an enger hallwer Millioun. Déi kënnen mat der Zäit bis op eelef Millioun klammen.

A wat hu mir dovun? Nu jee, datt mir just derbäi sinn, dat ass wuel net den Zweck. Et muss ee wëssen, datt déi ESAs-Programmer nom Prinzip vun „juste retour“ fonctionnéieren. Dat heescht, datt d'Partner en Urecht drop hunn, Opträg mat heem ze huelen, déi bis zur Héicht vum Asaz oder souguer doriwwer eraus kënnen goen. Am Kontext vum Galileo hunn d'Lëtzebuerger Firma véier Propositione fir déi zwou éischt Phase vum Galileo-Projet eragin. Sollte si zum Zuch kommen, kréiche mir iwwert dee Wee op d'mannst een Deel vun eisem Asaz erëm.

Datt elo ausgerechent d'Ukraine ganz uewen op der Lëscht vun de Länner steet, déi sech mat den Europäer fir de Galileo alliéiert hunn, huet eppes domadder ze dinn, datt grad dëst Land an der Raumfahrt schonn etlech opeweisen huet - och wann dat ëmmer e bëssen am globale Bild vun der fréierer Sowjetunioun ënnergaangen ass. Si gehéiert zu deenen aacht Länner op der Welt, déi d'Nues bei der Konzeption an der Produktioun vun Trägerrakéiten zum Beispill vir hunn.

Da kënnt nach derbäi, datt d'Ukraine vun hirer geographescher Lag hier tiptop an de Galileo-Konzept passt, dee jo queesch iwwert de Globus seng Buedemstatiounen muss hunn, fir fir déi néideg Uplinken an domat fir eng komplett Couverture vum System ze suergen.

Den Accord mat der Ukraine ass no deemselwechte Muster gestréckt wéi déi, déi vir-opgaange sinn, mat Ausnahm vun deem mat Amerika, deen d'Zesummenaarbecht tëscht dem GPS an dem Galileo festhält an ouni deen et wahrscheinlech iwwerhaupt net zum Galileo, zum europäeschen Navigatiounssystem komm wär. Allerdéngs, am Fall vun der Ukraine ginn am Accord eng Rëtsch vun Aschränkunge gemaach, wat besonnesch de Sécherheetsberäich ugeet, notamment do wou et ëm déi gemeinsam militäresch Intérêt vum den Amerikaner an den Europäer geet.

De Statsrot huet a sengem Avis besuergt gefrot, ob dann ewell alles an der Rei wär mat deem Projet, well hie vun der internationaler Press gewuer gi war, de Projet hätt Verspéidung. Är Chamberskommissioun huet sech doropshi bei de Spezialiste schlau gemaach a gouf gewuer, datt déi Suergen onbegrennt sinn, well de Galileo ass um gudde Wee. En huet just vläicht Verspéidung op den initiale Kalenner, wat elo am Fong opgefall ass, well déi fir d'Entwécklungsphas responsabel Gemeinschaftsentreprise vun der Europäescher Kommissioun an der ESA sech, wéi virgesinn, den 31. Dezember vun dësem Joer opléist, ouni datt den Entwécklungsprogramm, wéi virgesi war, ganz ofgeschloss ass.

Mä vu datt d'Relève duerch déi europäesch lwwerwaachungsautoritéit mat deem schéinen Numm GNSS assuréiert ass, stelle

sech weider keng gréisser Kalennerproblem. Am Laf vum anere Joer wäert de Kontrakt mam Bedreiwerconcessionnaire dann ofgeschloss kënnen ginn. Dee wäert dann derfir suergen, datt de Galileo fristgerecht 2010 a Betrib geet.

Woubäi - an dat ass eng kleng Annotatioun vun Ärem Rapporteur - ze hoffen ass, datt dann de Projet säin originalen Numm „Galileo“ erëmkritt an net déi gräisslech Bezeichnung GNSS opgepecht kritt, ënnert där en an dësem Moment elo segelt; am Libellé vun dësem Projet gesitt Der dat.

Fir de Moment soll dat eis awer net drun hënneren, den Accord mat der Ukraine ze ratifizéieren. Et geet jo ëm de Projet. Et geet net onbedéngt ëm säin Numm. An ech kann d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun dozou elo scho ginn.

Ech soen lech Merci.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn op alle Säiten Zoustëmmung zu den Ausféierunge vum Rapporteur, och bei der Regierung.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5586 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum Projet de loi 5604, en Ofkommes mat Mexiko iwwer eng Kooperatioun an de Beräicher vun der Erzéiung, der Kultur, der Jugend an dem Sport. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Oberweis.



5. 5604 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

» M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur. - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin, Här Minister, an deem virleiende Projet de loi steet e weidere Kooperationsaccord am Mëttelpunkt, deen tëscht Lëtzebuerg an de Vereenegte State vu Mexiko.

Den Accord de coopération ass de 16. Februar 2006 zu Mexico City ënnerschriwwen an de 9. August an der Chamber déposéiert ginn.

De Statsrot huet säin Avis den 10. Oktober eraginn, an déi zoustänneg Kommissioun huet an hirer Sitzung vum 25. Oktober den Text vum Accord an och den Avis vum Statsrot gelies, sech domat auserneeegesat, kee weideren Accroc fonnt an den 21. November de Rapport ugeholl.

Wa mir e kuerze Bléck zrëckwerfen, da stelle mer haut fest, dass Lëtzebuerg scho mëttlerweil 32 dëser Accordé mat der grousser Welt ënnerschriwwen an zum Deel och scho ratifizéiert huet. Eleng an dëser Period hu mir schonn Accordé mat Vietnam an Asien an dem Cap-Vert an Afrika ënnerzeechent a ratifizéiert, an haut, wéi gesot, mat dem Land Mexiko an der westlecher Hemisphär.

Sécher ass Folgendes: Wann och déi wirtschaftlech Accorden, tëscht eisem Land an anere grouse Länner, fir eise Wuelstand vun Interesse sinn, esou muss een awer unerkennen, dass dës kulturell Accorden och eng ganz grouss Komponent an dësem Land an eng Beräicherung fir d'Land bréngen.

D'Haapteleementer vun dësem Accord leien an de Beräicher Educatioun, Kultur, Jugend, Konscht a Sport, also eng ganz Palette vun Aktivitéiten. Hei nëmmen e puer der rausgepickt.

1. Am Beräich vun der Kultur soll et zum Austausch vu Wësse kommen tëscht de Länner, an dat an de Beräicher Educatioun, Héichschoulwiesen, Medien an dem Schutz vun dem Patrimoine. Dobäi soll et och kloer zum Austausch vun Experte kommen an zu enger verdëfelter Zesummenaarbecht, esou zum Beispill andeems ee Konferenzen oder Ausstellungen organiséiert.

2. Am Beräich vun der Ausbildung kënnen mer eis virstellen, dass et tëscht Enseignanten, Schüler a Studenten zu engem Austauschprogramm ka kommen. Dobäi muss een och bedenken, dass an der Fuerchung an an der Notzung vu modernen Technologien och ons Universitëit staark agebonne ka ginn. Et schéngt jo nëmme logesch ze sinn, dass an enger Welt, déi op ass, och eis Universitëit eng nei Roll muss spillen, zum Beispill am Ausrichte vu Kongresser mat internationalem Charakter.

3. Am Beräich vun der Jugend an dem Sport, do kann et dann zum Austausch vu Sportsgruppe kommen, mä dat gesi mer nach.

Een duerchaus interessante Fait ass d'Schafung vu Centres culturels, an dat an eise béiden Hauptstied, zu Mexico City an och hei zu Lëtzebuerg. De Fonctionnement dovunner gëtt awer duerch en extraen Accord festgeschriwwen.

Wat den Accord awer esou faszinéierend mécht, a mengen Aen, ass de Fait, dass dësen Accord eng speziell Komponent op den drëtten Alter leet. Dat kënnt sou munchereen zu Loscht a Laun verféieren, sech och doranner ze integréieren.

Den Accord bilatéral ass, wéi gesot, ee vu ganz villen, déi eist Land an de leschte Joren ënnerschriwwen huet. Grad am kommende Joer, wou onst Land hei den Titel vun der europäescher Capitale vun der Kultur dréit, wäerte mer déi eng oder aner Geleeënheet kréien, vläicht och op dës Accorden anzegoen. Esou soll zum Beispill eng Konferenz zu Mexiko am November 2007 duerchgefouert ginn.

Ouni hei wëllen an d'Geschicht an d'Geographie anzegoen - ech hunn dat a mengem Rapport gemaach -, wëllt ech awer vläicht zwee Punkten eraushiewen aus der rezenter Zäit.

D'UNESCO - et ass grad ugesprach ginn - huet siwe Weltwonner vun der moderner Zäit ageschriwwen, a grad a Mexiko steet eent dovunner, nämlech d'Tempele vun der Maya-Kultur op der Hallefinsel Yucatán. Wien déi besicht huet, ka feststellen, dass déi Kultur scho wäit virun onser war, wéi mir hei an Europa d'Renaissance ugefaangen hunn unzekuerbelen.

A vläicht nach dat lescht Element aus der Wëssenschaft: Am November ass an der Sierra Madre op 4.500 Meter Héicht dee gréissten Teleskop agericht ginn. En Teleskop, mat deem een elo bis zu 13 Milliarde Joer zrëck an de Weltraum ka kucken, an ech denken, dass eis Universitëit och do bestëmmt ka matschaffen.

Ier ech zum Schluss kommen, wëllt ech ënnersträichen - et ass scho gesot ginn -, dass tëscht eisen zwee Länner schonn eng ganz enk Kooperatioun virläit. Eng wichteg Konferenz, wou Lëtzebuerg vertruede war, war déi vu Monterrey am Joer 2002. Hei ass et am Speziellen ëm de Fi-

nanzement vun der Entwécklungshëllef gaangen.

Mat dem Land Mexiko, engem erfollegräichen „emerging country“, wëlle mir ganz enk wirtschaftlech, awer och doriwwer eraus kulturell Beziungen opbauen, an dat zum Wuel vun de Mënschen, déi an deene Länner wunnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass dësen Accord de coopération awer weider mat Liewen erfëllt gëtt an duerno och dann de Suivi an den Aktivitéite fënn, muss ee Comité de coopération an d'Liewe geruff ginn, mat gläich ville Memberen aus deenen zwee Länner.

Dem Comité seng Aufgab ass et, kloer Projeten auszeschaffen an, wéi gesot, d'Mënschen dran anzebannen. De Kooperationsvertrag wär jo ouni Liewen, wa keng Mënsche sech dran erëmfanne géifen. No fënnef Joer soll den Accord dann tacitement weidergefëiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch dësen Accord mat de Vereenegte State vu Mexiko wëllt Lëtzebuerg ee bescheidene Beitrag zum Versteesdemech an enger globaliséierter Welt leeschten. Ech bréngen dofir och den Accord vu menger Fraktioun eran a soen lech Merci fir d'Optimierksamkeet.

» Plusieure voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Rapporteur.

Wa keen deenen excellenten Ausféierunge vum Rapporteur eppes bäizefügen huet, fir déi ech him wëll Merci soen am Numm vun der ganzer Chamber,...

(Hilarité et interruption)

...da kënnen mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi kommen.

Wollt Dir d'Wuert hunn, Madame Flesch?

(Négation)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5604 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum leschte Projet, dee mer haut um Ordre du jour hunn, zum Projet de loi 5572 iwwert d'Transpositioun vun EU-Direktiven, déi sech mat der Immigratioun befaassen. Et si bis elo ageschriwwen, déi Hären: Hauptert, Bettel, Angel, Braz an

Henckes. D'Wuert huet de Rapporteur vum
Projet de loi, den honorabelen Hâr Marc
Angel. Voilà, Hâr Angel, Dir hutt d'Wuert.

6. 5572 - Projet de loi portant:

1. transposition

- de la directive 2001/40/CE
du Conseil du 28 mai 2001 re-
lative à la reconnaissance
mutuelle des décisions
d'éloignement des ressortis-
sants de pays tiers;

- de la directive 2001/51/CE
du Conseil du 28 juin 2001 vi-
sant à compléter les disposi-
tions de l'article 26 de la
convention d'application de
l'accord de Schengen du 14
juin 1985;

- de la directive 2002/90/CE
du Conseil du 28 novembre
2002 définissant l'aide à l'en-
trée, au transit et au séjour ir-
réguliers;

- de la directive 2004/82/CE
du Conseil du 29 avril 2004
concernant l'obligation pour
les transporteurs de commu-
niquer les données relatives
aux passagers;

2. modification de la loi modi-
fiée du 28 mars 1972 concer-
nant

1) l'entrée et le séjour des
étrangers;

2) le contrôle médical des
étrangers;

3) l'emploi de la main-
d'oeuvre étrangère

*Rapport de la Commission des Affaires
étrangères et européennes, de la Dé-
fense, de la Coopération et de l'Immigra-
tion*

» M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.-
Jo, Merci, Hâr President. Léif Verrieder vun
der Regierung a léif Kolleegeinnen a Kollee-
gen, niewent deene véier Direktiven, déi
mer haut ëmsetzen, leien nach eng ganz
Rei aner Direktiven am Domän vun der Im-
migratioun vir, a vu dass vun dese véier Di-
rektiven, déi mer haut transposéieren, bei
dräi Direktiven den Délai de transposition
ofgelaf ass, an dass mer riskéiere Geldstro-
fen ze kréien, huet d'Regierung décidéiert,
d'Gesetz vun 1972 ze modifizéieren an dës
véier Direktiven elo ëmzesetzen. Mä wéi
Der all am Exposé des motifs konnt liesen
huet d'Regierung jo drun erënnert, dass se
amgaang ass en neit Immigratiounsgesetz
auszeschaffen, wat eis, mengen ech, ganz
geschwë wäert virleien.

Ech mengen, et wär vläicht interessant lech
ganz kuerz déi véier Direktive virstellen.

Bei där éischter Direktiv 2001/40 vum Mee
2001 geet et ëm déi géigesäiteg Unerken-
nung vun den Décisions d'éloignement vu
Ressortissanten aus Drëttlänner. Dat
heescht, dass e Stat eng Décision d'éloi-
gnement exekutéiere kann, déi en anere
Memberstat vun der EU geholl huet vis-à-
vis vun engem Ausländer, dee sech net méi
um Territoire vun deem Memberland
befënnt, deen dës Décision d'éloignement
getraff huet. D'Zil vun dëser Direktiv ass et,
fir méi Effikassitéit bei den Exekutiounen
vun den Décisions d'éloignement ze kréien
a virun allem eng besser Zesummenaarbecht
zwëschent den EU-Länner an dësem
Domän.

Déi zweet Direktiv 2001/51 vum Juni 2001:
Bei dëser Direktiv geet et drëms, d'Disposi-
tiounen vum Artikel 26 vun der Applika-
tionskonventioun vum Schengener Of-
kommen vun 1985 ze compléitéieren. Den
Artikel 26 definéiert d'Obligatioun vum
Transporteur wien e Ressortissant aus en-
gem Net-EU-Land heihinner transportéiert
an d'EU, a wann dee Ressortissant d'En-

trée refuséiert kritt, da muss den Transpor-
teur deen och zrëckféieren. D'Direktiv com-
pléitéiert dësen Artikel 26 an deem Sënn,
dass se déi verschidde Montantë vun de
Geldstrofe fixéiert an awer och nach eng
Kéier drun erënnert, dass den Transporteur
all Fraisë muss iwwerhuelen, déi doduerch
entstoe kënnen.

Déi drëtt Direktiv 2002/90 vum 28. Novem-
ber 2002 definéiert Terme wéi Aide à l'en-
trée, au transit et au séjour irréguliers an
definéiert awer och d'Notioun vun der Aide
à l'immigration clandestine. Dës Direktiv
schreift sech an dee méi grouse Kader
vum Kampf géint d'Immigration clandestine
an, awer och vum Kampf géint de Mën-
schenhandel, den Emploi illégal an och
vum Kampf géint d'sexuell Exploitatioun vu
Kanner.

Déi véiert Direktiv 2004/82 vum Abrëll 2004
ass am Fong eng Reaktioun op d'Attentater
vum 11. September 2001 wéi op d'Attenta-
ter vum 11. Mäerz zu Madrid. Hei geet et
ëm d'Obligatioun vun den Transporteuren,
fir Donnéeën iwwert d'Passagéier weider-
zeginn. Dës Direktiv schreift sech also an
de Kader a vun den Effortë vun der EU, hir
Baussegrenze besser ze sécheren.

Ech hunn lech elo déi véier Direktive kuerz
erkläert. De Projet ass den 10. Mee dépo-
séiert ginn. Mir hu virun der Sommervakanz
zwee Mol an der Kommissioun driwwer ge-
schwat. Mir hunn och no der Vakanz nach
driwwer geschwat a mir hunn den 29. Sep-
tember dem Conseil d'État eng ganz
Rëtsch vun Amendementer virgeluecht a
mir hunn dunn en Avis complémentaire
kritt. Mir hunn awer och nach en Avis vun
der Chambre de Commerce kritt an ee vun
der Mënscherechtskommissioun, deen
awer leider ganz spët, wéi mer d'Aar-
bechte praktesch ofgeschloss haten, den
10. Oktober ukomm ass, mä op dee Rap-
port wäert ech spéiderhin nach eng Kéier
zréckkommen.

Den Avis vum Conseil d'État vum 20. Juni
2006 proposéiert virun allem eng Rei vu for-
malen Amendementer, déi zur Lisibilitéit
bäidroen. Zum Beispiill, dass mer all Artike-
len, déi am Zesummenhang mat den Trans-
porteur stinn, an engem neie Kapitel ze-
summebréngen. De Conseil d'État huet eis
och recommandéiert den Term Gendarme-
rie duerch Police grand-ducale ze erset-
zen, den Term Refoulement duerch den
Term Éloignement ze ersetzen an iwwerall
do, wou nach am 72er Gesetz Ministre de
la Justice stoung, Ministre ayant l'immigra-
tion dans ses attributions ze schreiwen.

De Projet de loi a senger ursprénglecher
Form hat och virgesinn, dass de Minister,
dee responsabel ass fir d'Police, och deen
ass, deen eng Amende un den Transpor-
teur, dee géint dëst Gesetz verstéisst, aus-
sprieche kann. Och do huet de Statsrot ge-
sot, dass mer heifir de Minister, deen d'Im-
migratioun a senger Attributioun huet, sol-
len aschreiwen, dass deen zoustänneg ass
fir esou eng Amende.

D'Kommissioun huet, wéi gesot, all dës Re-
commandatiounen vum Statsrot ugehoill. Si
huet awer och zousätzlech nach e puer
aner Amendementer proposéiert. Mir hunn
am Text den Term vun Transporteur aérien
ersat duerch Entreprise de transport aérien.
Dat ass fir dem Avis vun der Chambre de
Commerce och an engem gewësse Sënn
Rechnung ze droen. Mir hunn dann och
nach den Term Demande d'asile, well mer
jo en neit Asylgesetz hunn, duerch den
Term vun Demande de protection interna-
tionale ersat.

Mir haten dann och proposéiert all déi Zom-
men, déi nach a Frangen do stoungen, an
Euro ëmzeschreiwen. Hei huet de Statsrot a
sengem Avis complémentaire awer gesot,
dat bräichte mer net als Amendement ze
maachen. Hie berëft sech do op d'Bascule-
mentsgesetz vum Euro. Am Texte coor-
donné, deen d'Kommissioun mat der Mat-
hëllef vum Ministère ausgeschafft huet,
deen Der hannen am Rapport fannt, hu mer
awer alles schonn an Euro ageschriwwen.

A mengen Ae betrëfft awer dat wichtegst
Amendement vun der Kommissioun den
neien Artikel 33, wann ee vum Texte coor-
donné ausgeet. Do geet et ëm d'Ëmset-
zung vun där drëtter Direktiv, wou mer jo
d'Definitiounen gi vun der Aide à l'entrée,
dem Transit an dem Séjour. Do hat deen
ursprénglechen Text, dee mer virgeluecht
kritt hunn, virgesinn, dass och déi Leit géin-
gen eng Strof riskéieren a souguer Prisong,
déi aus humanitäre Grënn Leit hei beim Sé-
jour ënnerstëtzen. Dat hu mer geännert an
do war och all Mënsch domat d'accord.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dëst war iwwregens och ee Punkt, deen
d'Mënscherechtskommissioun an hirem
Avis opgeworf huet, well si nach um ur-
sprénglechen Text geschafft haten an net

woussten, dass mir an der Kommissioun do
schonn Ännerunge gemaach hätten.

Zum Avis, ech hunn lech et virdru gesot,
deen ass ganz spët komm, mä am Sënn
vun der Transparenz hunn ech drop geha-
len, dass mer an der Kommissioun deen
Avis analyséieren an ech hunn och drop
gehalen am Rapport e ganze Résumé vun
deem Avis ze maachen. Dofir wäert ech
lech herno, wann ech nach eng Kéier am
Numm vu menger Fraktioun hei schwätze
kommen, och eng Motioun virleeën, déi vun
alle Fraktiounen a Sensibilitëiten hei am
Haus gedroe gëtt.

De Projet 5572 huet also déi véier Direkti-
ven am Domän vun der Immigratioun ëm-
gesat. Ech menge mir wëssen alleguer hei-
bannen, dass dat e ganz wichtegt Thema
ass. Dofir hu mir och als Kommissioun
d'Aarbecht net op déi llicht Schëller geholl.
Ech wëll dofir de Membere vun der Kom-
missioun Merci soen, doniewent awer och
dem Hâr Sylvain Wagner vun der Direction
de l'Immigration, dee fir eis ëmmer en op-
pent Ouer hat an deen eis op all Froen, déi
mer haten, ëmmer konnt eng Äntwert ginn.
Niewent him wëll ech awer och zwou Mat-
aarbechterinnen, Kolleegeinnen aus menger
Fraktioun, Merci soen, déi mech bei der Au-
saarbechtung vun dësem Rapport ën-
nerstëtzt hunn.

Domadder wäert ech de Rapport ofschléis-
sen. Ech soen lech Merci, an, wéi gesot,
ech kommen herno nach eng Kéier zréck,
fir lech d'Motioun virstellen.

Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien.

» M. le Président.- Merci, Hâr Angel.
Den nächste Riedner ass den Hâr Norbert
Haupt. Hâr Haupt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» M. Norbert Haupt (CSV).- Merci,
Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären,
ech wollt fir d'alleréischte dem Rapporteur,
dem Kolleg Marc Angel, villmoos Merci
soe fir säi prezise schrëftlechen an och
mëndleche Rapport.

Ech hunn deem, wat hien elo hei virgedroen
huet, net vill bäizefügen.Ech wëll awer
kuerz a menger Interventioun op e puer As-
pekter, déi mir am Kontext vun dësem Ge-
setzesprojet wichteg schéngen, agoen,
well et mir derwäert schéngt, datt se hei er-
virgehuwe ginn.

Hâr President, wann een déi verschidden
Direktiven zerpléckt, da gëtt engem séier
kloer, datt et sech hei am Fong net ëm
d'Notioun vum Ausländer, deen illegal bei
eis am Land ass, als solch dréint, mä datt
et vill méi dorëm geet, d'Ëmstänn, déi déi
illegal Immigratioun begleeden, ze ëmräis-
sen, fir esou besser géint déi illegal Awan-
derung virgoen ze kënnen.

Am Fong ass den illegalen Immigrant sel-
wer wéineg vun deenen neien europäe-
schen Dispositiounen betrëfft, well déi zilen
haaptsächlech dorop hin, d'Zesummenaar-
becht vun den EU-Staten an der Behand-
lung vun der illegaler Immigrationsproble-
matik ze verbessern.

Et geet hei net dorëm, fir déi illegal Immi-
granten a Zukunft méi streng ze behande-
len a se nach méi ze ploen, wéi se dat scho
ginn. Et geet vill méi drëm, déi duebel oder
vielfältig administrativ Prozedur, déi déi
Leit heiandsdo iwwert sech ergoe loosse
mussen, ze verhënneren, an dat duerch
eng géigesäiteg Unerkennung duerch all
aner EU-State vun enger „Décision d'éloi-
gnement“, déi an engem vun den EU-State
getraff gouf, wat eng Exekution vun där Dé-
cisioun no sech zitt.

Et geet an dësem Projet och net drëm, fir
deem, deem et a sengem Land ganz
schlecht geet an dee mat alle Mëttele ver-
sicht, sech selwer a senger Famill eng bes-
ser Zukunft am Ausland ze sécheren,
d'Awanderen onméiglech ze maachen. Et
geet vill méi drëm, fir deenen düstere Ge-
sellen, déi op eng illegal, fir net ze soen
eng kriminell Manéier mat deenen hinnen
ausgeliiwwerten Immigrante vill Geld ver-
dénge, duerch méi héich an dissuasiv
Strofen d'Handwierk ze leeën.

Et geet och drëm, fir d'Transportgesell-
schafte méi bei dem Rapatriement vun ille-
galen Immigranten ze sensibiliséieren
a se och méi anzebannen an der Kommuni-
katioun vun den Donnéeën, déi si beim
Achecke vu Passagéier erhiwen, fir dass
se déi un d'Autoritéiten, déi en charge vum
Kontroll vun den europäesche Bausse-
grenze sinn, matdeelen.

Hâr President, wéi wichteg et ass, am
Beräich vun der Justice an den Affaires in-
térieures, de sougenannte JAI, um eu-
ropäesche Plang zesummenzeschaffen,
schéngt haut méi wéi jee evident an nout-

wendig. Esou gehéiert et zu der EU hiren
dringendsten Aufgaben eng eegen Immi-
gratiounspolitik op d'Been ze setzen. Déi
illegal Immigranten, déi all Dag a méi
groussen Zuelen op de Küste vu Spuenien
ofgesat ginn oder soss op eng illegal Ma-
néier hire Wee an d'EU fannen, sinn e Pro-
blem, deen déi ganz Unioun betrëfft, an
dee mer versiche mussen, esou séier wéi
méiglech an de Grëff ze kréien.

Dëst ass awer nëmme méiglech, wann all
d'Memberstate besser zesummeschaffen a
wann d'EU sech déi néideg Moyaenë gëtt,
fir géint dee Problem virzegoen. Esou muss
d'Europäesch Unioun vun Beispiill eng
nach méi effikass Kontroll vun hire Bausse-
grenzen op d'Bee setzen an déi verschid-
den europäesch Visapolitiken harmoniséie-
ren. Datt dëst net vun haut op muer ge-
schitt, ass verständlech.

Déi véier Direktiven, déi mir haut an eis Ge-
setzgebung ëmsetzen, weisen awer dorop
hin, datt mir um richtege Wee sinn. Dës Di-
rektive füge sech nämlech an de generelle
Kader vun den europäeschen Efforten an,
fir e bessere Schutz vun de Baussegrenze
vun der EU ze garantéieren.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären,
wéi scho gesot, si mir um richtege Wee. Et
bleift awer nach vill ze dinn. Datt déi illegal
Immigratioun duerch déi extrem ënner-
schiddlech Wuelstandsniveaue an der
Welt an duerch dat staarkt Nord-Süd-
Gefälle ugedriwwen gëtt, wësse mer alle-
guer.

Déi illegal Immigratioun kréie mir dofir mat
Sécherheet net duerch repressiv Mooss-
name ganz an de Grëff. Wann een déi ille-
gal Immigratioun wëllt wäitgehendst ënner-
bannen, da muss een de Problem un der
Wuerzel upaken an deene Leit, déi aus Iw-
erliewensdrang aus hirem Land eraus
wëllen, Konditiounen schaffen, datt se fir
d'Zukunft an hirem eegene Land eng mën-
schwierdeg Iwwerliewensperspektiv ge-
sinn. Dat geet nëmmen iwwer eng kohä-
rent, staark a visibel Aussen- a virun allem
Kooperatiounspolitik vun deene souge-
nannte räiche Länner, awer och vun der Eu-
ropäescher Unioun. Op dësem Plang ass
déi lëtzebuergesch Kooperatiounspolitik
mat Sécherheet e Modell fir all déi aner EU-
Länner.

Hâr President, ofschléissend wëll ech am
Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu
dësem Gesetzesprojet ginn.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Hâr Hau-
pert. Den nächste Riedner ass den Hâr Xa-
vier Bettel. Hâr Bettel, Dir hutt d'Wuert.

» M. Xavier Bettel (DP).- Hâr Presi-
dent, léif Kolleegeinnen a Frënn, fir d'éischte
wëll ech hei dem honorabele Marc Angel...

» Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

» M. Xavier Bettel (DP).- ...Merci soe
fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport,
deen en hei virun eis gemaach huet. Ech
mengen, deen ass och ganz komplett, sou
dass een, deen d'Matière net kennt an
dann de Rapport eng Kéier liest, och
weess, ëm wat et geet.

Wann een hei op déi verschidde Punkten
ageet, Hâr President, dann ass fir d'éischte
een, dee ganz wichteg ass, d'Reconnais-
sance vun Décisiounen aus dem Ausland.
Mir hu gesinn, an dat gesäit een och ëm-
mer méi hei zu Lëtzebuerg, dass et e
gewëssene Shopping gëtt an der Immigra-
tioun. Dat heescht, datt verschidde Leit, wa
se an engem Land déboutéiert ginn, an en
anert Land ginn. Ech mengen, et ass ganz
wichtig, dass dann en anert Land déi aner
Décisioun unerkennt, an dass een net vun
engem Land an en anert Land ka goen.
Normalerweis war dat schonn de Fall, mä
hei ass et nach eng Kéier op jidde Fall an
deem doten Text dran.

D'Responsabilitéit vun der Société aérienne
ass och eng wichteg Saach. Ech mengen,
d'Société-aérienne hunn e gewëssen De-
voir de sécurité ze garantéieren. Wa se
d'Leit enregistréieren, wa se Billjeeë verka-
fen, kréie se verschidden Donnéeën, ob
dat iwwert d'Kreditkaarten, etc, etc ass, an
doduercher kënnen se dann op jidde Fall ver-
schidde Kontrolle scho maachen, déi op
jidde Fall wichteg sinn. Si sollen och keng
Leit eraloossen, déi keng gültig Pabeieren
hunnen.

Verschidde Leit fannen et streng; ver-
schidde Leit soen, et géif ze wäit goen. Ech
mengen, datt eng Gesellschaft awer hir
Aarbecht ze maachen huet. Si huet jo och
eng gewësse Responsabilitéit, well se jo
den Transporteur ass, deen eng Persoun
vun deem enge Land an dat anert bréngt.

» Une voix.- Très bien.

» M. Xavier Bettel (DP).- Concernant den Echange vun Informatiounen, mengen ech, et ass wichteg, dass hei awer Garante sinn, datt déi Informatiounen net egal wien eppes uginn an datt se net egal wou landen. Ech mengen, et geet iwwert d'Privatliewe vun de Leit, an eist Gesetz iwwert d'Données personnelles an den Datenschutz soll also wierklech respektéiert ginn.

Et soll een net do Donnéeën hu wéi verschidden, zum Beispill an Amerika, wou ee gesot kritt, datt ee soll soen, wie wat giess huet, sou datt ee suspekt ass, wann ee kee Fleesch wëllt iessen, oder wann ee wëllt koscher iessen. Dat sinn Donnéeën, déi fir mech op jidde Fall ganz wäit ginn, wann et schonn en Devoir de suspicion einfach bei engem Menu gëtt. Dat ass wou d'Amerikaner wëllen higoen. Ech sinn awer frou, datt deen Text hei net esou wäit geet.

Här Minister, huet mer et net iwwel, mä ech kommen awer net laanscht eng Kritik. Et ass ganz léif, wa mir d'Texter hei an der Chamber stëmmen, mä et ass och gutt, wa mir dann och sur le terrain d'Méiglechkeete ginn. Ech weess, et ass net Är Schold, et ass Äre Regierungskolleeg vun der CSV, den Här Frieden, deen dofir responsabel ass.

(Brouhaha général)

Leider, ech kann et einfach net loossen, Här President, mä Ärem Aarbechtskolleeg, dem Här Frieden, mat Ärem Parteikolleeg, dem Här Lux, déi sech jo d'Aarbecht opdeele fir de Flughafen a fir d'Police, muss ech awer soen, datt et do wierklech Lacunë gëtt.

Ech hat eng Question parlementaire gestallt, Här Minister, an där ech gesot hunn, et géif net duergoen um Flughafen, well si hätten 28 Leit, an dat géif einfach net duergoen a si brächten nach aner Leit, an deemools ware se emol nach net zu 28. De Flughafe gëtt ganz vill vergréissert. D'Devoiren, deem heiten Text no, si fir d'Police ganz grouss. Si sollen déi ganz Kontrollaarbechte maachen. Si sollen och de ganze Suivi maachen.

An do huet de Minister mir geäntwert, il partage mon avis que ça ne suffit pas, well 56 géingen net duergoen an et misst an d'Luucht goen. En hat sech géiert! En hat en Tableau kritt, wou Total an Effektiv dra-stoungen, an en hat den Total an den Effektiv zesummegerechent! Et waren der awer nëmmen 28 a keng 56, an do huet de Minister missen e Réckzieher maachen, andeem e geschriwwen huet, en hätt sech och géiert, et wäre keng 56, mä 28. An deemools huet e scho geäntwert, 56 géingen net duergoen. Et waren der nëmmen 28!

Duerfir, Här Minister, wann Dir wëllt, datt d'Police eng seriö Aarbecht mécht um Flughafen, wann Dir hei dësem Text no hin-nen eng ganz Rei vun Tâchë gitt, da geet et mam Bastelen net duer vun dräi oder véier Leit, wéi ech elo gehéiert hunn, oder fënnef oder sechs Leit, déi souguer bäikomm sinn.

Ech mengen, d'Aérogare ass vill méi grouss ginn, wa se elo ageweit gëtt. De Flughafe gëtt jo risegrouss. Mir wësse jo net wéi grouss a wéi vill Transport dohinner kënnt. A wann een d'Zuele jo awer héiert vum Transportministère, deen ugekënnegt huet, wéi vill Augmentatioun vum Trafic vun de Persounen soll op dee Flughafen um Findel kommen, da lancéieren ech awer e viven Appel un dës Regierung, fir den Effektiv vun der Police grand-ducale um Flughafen net vun 28 e bëssen ze bastelen an eropzesetzen, mä lech den Effektiv ze ginn, well d'Leit si frustréiert, si sinn demotivéiert a si kënnen och hir Aarbecht net seriö maachen.

No där Kritik an, Här Pesident, awer no-deem ech...

» Une voix.- Frot emol d'Madame Polfer!

» M. Xavier Bettel (DP).- Här President, hei gëtt meng fréier Parteipresidentin an Ausseministesche, d'Madame Polfer, zitéiert. Ech weess net, wat d'Madame Polfer hei mam Flughafen ze dinn huet, a mam Här Lux sengem Rechne vun 28 op 56. Hei riets gëtt een direkt nervös, wann een den Här Frieden attackéiert. Ech gesi just hei, dass vun der Police grand-ducale ganz vill Leit benotzt ginn, wann et ass fir Schülerstreiken op der Gare ze bremsen, mä wann et ëm d'Sécuritéit um Flughafe geet, da gëtt gespuert.

De Flughafen ass jo net nëmmen e puer Stonnen am Dag op hei zu Lëtzebuerg. Et geet net duer, dass mer do Patrouillen hunn, déi op Schichte schaffen. Dat heescht, wa mer fënnef oder sechs Leit hunn, kënnen si déi Aarbecht net seriö maachen. Wann Dir wëllt d'Applikatioun vun

den Texter seriö maachen, da musse mer och den Effektiv vun der Police grand-ducale um Flughafen héijen, awer net mat Bastelen.

Mir wäerten awer, Här President, dësen Text stëmmen, mä ech ginn awer dem Här Minister déi Kritik, déi jo net fir hie gemengt ass. Also, et ass wierklech net perséinlech gemengt, Här Minister, mä gitt Äre Kollegen aus der Regierung de Message mat.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Bettel.

» Une voix.- Här Mosar, d'Madame Polfer ka besser rechne wéi de Budgetsminister.

(Hilarité)

» M. le Président.- Dann huet den Här Angel sech nach ageschriwwen, och fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

» M. Marc Angel (LSAP).- Här President, wéi gesot, duerch d'Transpositioun vun dëse véier Direktiven hu mer jo dat sougenannt Ausländergesetz vun '72 elo nach eng Kéier modifizéiert. Dat ass menger Meenung no nach ëmmer e liicht iwwerliefert Gesetz, an dofir wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, dass et wichteg ass an dass ech frou sinn, dass d'Regierung eis a kuerzer Zäit en neit Immigrationsgesetz virleet, an deem mer eis eng modern Immigrationropolitik kënne ginn a bei deem mer net nëmme kënnen déi negativ Säite behandelen - oder oft gëtt jo de Problem vun der illegaler Immigration ugeschwat -, mä wou mer awer fir Lëtzebuerg och déi ganz wichteg positiv Säite vun der Immigration kënne behandelen.

Dëse Projet de loi beweist och, dass mer hei an enger ganz komplexer, enger ganz sensibeler Matière sinn. Dofir wëll ech elo schonn hei en Opuerf maachen un eis alleguer, wa mer dee Sujet elo an Zukunft wäerten diskutéieren, dass mer do sollen e ganz breeden Dialog opmaachen, an net nëmmen an eiser Kommissioun solle schaffen, net nëmmen op d'ONGen an d'Associatiounen lauschteren, mä e ganz breeden Dialog och mat der Populatioun dobaussen an och mat der Jugend. Well ech mengen, bei der Jugend besti gewëssen Ängschten, mat deenen ech net ëmmer d'accord sinn. Mä et muss een déi Ängschte seriö huelen, an et muss een do en Dialog opbauen, an mengen ech, eng ganz, ganz breetgefächert Informatiounspolitik maachen.

Ech hat lech virdru gesot, ech géif gär kuerz op de Rapport vun der Mënschenrechtskommissioun agoen, dee leider esou spéit komm ass, dee mer dofir nëmme kuerz konnte behandelen, mä deen awer ganz interessant ass. Ech mengen, aus Respekt virun esou enger wichtiger Institution wollt ech do véier Punkten opwerfen.

Am Kader vun der zweeter Direktiv - dat ass déi iwwert d'Applikatioun vum Schengen-Ofkommen - regretéiere se am Fong, dass d'Regierung de Paragraph 2 vum Artikel 4 net ëmgesat huet, wou et heescht, dass den Transporteur net bestrooft ka ginn, wann et sech ëm eng Persoun handelt, déi d'Protection internationale wollt ufroen. Ech mengen, wann ech awer d'Gesetz kucken, dat ganz 72er Gesetz, gëtt dee Problem schonn deelweis geléist.

De Problem ass just, dass een dem Transporteur de Choix iwwerléisst vum Juge-ment, ob eng Demande de protection internationale - dat heescht, den Asyl - recevable ass oder manifestement infondé ass.

Ech mengen, eng zweet Äntwert, déi ee kann drop ginn, ass, dass vläicht fir Lëtzebuerg, mir hu jo keng Baussegrenzen, eng Aart Faux problème besteet, well vun eise Flughafen, mengen ech, nëmmen eng oder zwou Linnen a Länner fléien, déi ausserhalb vu Schengen oder vun der EU leien.

Deen zweete Punkt, dat ass d'Direktiv, wou et ëm d'Kommunikatioun vun den Donnéeën vun de Passagéier geet, wou d'Kommissioun vun de Mënscherechter sech Suerge mécht, dass mer näischt drageschriwwen hunn, dass d'Donnéeë missten no 24 Stonnen effacéiert ginn. Do hu mer an der Kommissioun kuerz driwwer geschwat, an do ass eis awer gesot ginn, dass mer eist Datschutzgesetz vum August 2002 hunn, dat awer déi wichteg Fro do regelt.

Eng drëtt Kritik war déi, déi ech virdru schonn ugeschwat hunn, wou mer aus humanitäre Grënn de Séjour elo do net méi bestrofen. Do wëll ech net méi drop agoen.

An dann dee véierte Punkt, deen d'Mënscherechtskonventioun ugeschwat huet, dat war deen, wou e seet, dass mer hei am Land am Fong keng Reglementatioun

hunn, wat d'Modalitéite vum Éloignement ugeet. A grad duerfir hunn ech et wichteg fonnt, an ech wollt der Chamber eng Motioun virleeën, wou mer feststellen, dass ebe Lëtzebuerg keng esou eng Reglementatioun huet, wat d'Modalitéite vum Éloignement vun eise Territoire vu Leit ugeet, deenen hir Demande d'asile net aboutéiert ass.

Duerfir invitéiere mer d'Regierung, e Code de bonne conduite auszeschaffen an der Matière vun de Procédures d'expulsion. Dobäi soll d'Regierung sech inspiréieren un de Prinzipien, déi e Comité d'experts iwwert d'Aspects juridiques an den Asyl an d'Réfugiéien an den Apatridë vum Europarot gëtt.

Et ass, mengen ech, e wichtegt Dokument a mir sollen eis do wierklech esou e Code de conduite ginn. A mir sollen am Kader vun deem Gesetz, wat mer jo elo kréien, vun deem ech virdru scho vill geschwat hunn, dës Fro eng grouss Bedeitung zouleeën. An ech ginn ofschléissend selbstverständlech den Accord vun der sozialisteschter Bänk zu dësem Projet.

Merci.

» M. le Président.- Dir hat versprach, eng Motioun ze deponéieren.

» M. Marc Angel (LSAP).- Merci, dass Der mech drun erënnert. Si ass scho kopéiert.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que le Luxembourg, par l'adoption du projet de loi 5572 portant transposition, entre autres, de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers, s'engage à exécuter efficacement et dans le respect des droits de l'Homme, des décisions d'éloignement prises par d'autres pays liés par la directive;*

- *considère que, pour honorer cet engagement, le Luxembourg se doit de disposer d'une législation cohérente en matière de refoulement;*

- *constate que le Luxembourg ne dispose d'aucune réglementation concernant les modalités d'éloignement du territoire des personnes dont la demande d'asile n'a pas abouti;*

invite le Gouvernement

- *à élaborer un code de bonne conduite en matière de procédures d'expulsion, en s'inspirant notamment des principes directeurs élaborés par le Comité ad hoc d'experts sur les aspects juridiques de l'asile territorial, des réfugiés et des apatrides (CAHAR) du Conseil de l'Europe;*

- *à mieux prendre en compte cette question dans le cadre de la nouvelle loi sur l'immigration en voie d'élaboration.*

(s.) Marc Angel, Félix Braz, Ben Fayot, Charles Goerens, Norbert Hauptert, Aly Jaerling.

» M. le Président.- Merci, Här Angel. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Wéi bal ëmmer oder wéi oft, wann eng europäesch Direktiv ëmgesat gëtt, da si besser Elementer dran an och Elementer, déi net esou gutt sinn. An oft ass och déi national Marge, déi ee bei der Ëmsetzung huet, net schrecklech grouss. Trotzdeem, wa mer déi Direktive kucken, déi mer haut sollen ëmsetzen, déi scho laang hätte sollen ëmgesat sinn, wou mer eis dann elo awer e bësse presséieren, obwuel en neit Gesetz iwwert d'Immigration ugekënnegt ass, dann hunn déi sécher och positiv Elementer.

Och mir Gréng sinn der Meenung, dass d'Lutte géint de Crime organisé eng richtig Prioritéit muss sinn an all Rechtsstat. Et ass näischt, wat méi fundamental un d'Piliere vun der Demokratie résele geet, wéi d'organiséiert Kriminalitéit a wéi dat Uknabbere vum Gewaltmonopol vum Stat, wat ganz oft de pair geet mat eben organisierter Kriminalitéit.

Och si mer der Meenung, dass een d'Lutte géint d'Mënschenhändler an all de Formen och soll als eng éischt Prioritéit ugesinn. Och dat ass an engem Rechtsraum, wéi d'Europäesch Unioun e wëllt sinn, onzoumuttbar, wann et de Mënschenhandel gëtt.

Mir sinn och drun interesséiert, dass déi Regeln, déi solle spillen am Fall vun Éloignement, solle kloer sinn, dass et Regele soll ginn, dass et Regele sinn, déi kuerz Weeër erlaben an déi et doduerch och méiglech maachen, dass een d'Décisiounen

ka relativ séier huelen, wat am Intérêt eigentlech vu jiddferengem ass: vun deene Leit, déi et betrëfft, a vun de Sociétés d'accueil. Rechtsongsécherheet an der Durée ass eng Situatioun, déi méi Nodeeler mat sech bréngt wéi Virdeeler, a wou dann och d'demokratesch Gesellschaft sech ganz oft schwéierdinn dat ze akzeptéieren, fir um Enn vun enger laanger Rechtsongsécherheet richtig an och mënschlech ze reagéieren.

Dat gesot, wëlle mer och ënnersträichen, dass Lëtzebuerg mat Sécherheet - an de Rescht vun Europa och - Regele brauch an der Immigration, déi no Méiglechkeet gemeinsam Regele wären. Mir hu schonn oft an der Vergaangenheet drop higewisen - dat musse mer och haut nees maachen -, dass et awer an der Europäescher Unioun esou ass, dass d'Regelen am Beräich vun der Immigration sech praktesch all drop beschränken, repressiv Regeln ze sinn, déi sech mat der illegaler Kriminalitéit beschäftegen.

Mir hu schonn oft hei drop higewisen, dass et an Europa nach ëmmer keng Efforten a keng Harmoniséierung gëtt, fir legal Immigration méiglech ze maachen an och ze organiséieren. An weinst Mangel un Efforté fir eng legal Immigration, brauch kee Land an Europa sech ze wonneren, wann illegal Immigration stattfënn, well se och deelweis an de Länner gebraucht gëtt.

Wann Der den Aarbechtsmarché kuckt, da fënnst ganz vill iwwert deen dote Marché statt. Et gëtt ganz vill Employeuren an all de Länner vun der Europäescher Unioun, déi zu engem gewëssenen Deel hir Aarbechtskräften do recrutéieren, wou illegal Immigration stattfënn. Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg Leit, déi ouni all d'gültig Pabeieren an engem Aarbechtsverhältnis stinn, zënter Joren, déi cotiséieren, déi Steiere bezuelen, déi deelweis Kanner hei op d'Welt gesat hunn, déi zënter enger Rei Joren hei liewen, an déi trotzdeem illegal sinn.

An trotzdeem gi se gebraucht. Déi Leit sinn hei, si gi gebraucht. Si doen och kengem eppes. Si vergréisseren de Marché vun de Consommateuren. Si huelen net nëmmen eppes ewech, mä si schafen och Räichtum. A si sinn och Demandeur fir Consommation, esou dass ee sech nëmme kann dorüwer da wonneren, firwat dass an Europa net méi koordinéiert Politik stattfënn am Beräich vun der legaler Immigration, d'autant plus - an och dat hu mer schonn e puermol hei misse soulevéieren - dass den europäesche Kontinent, laut offiziellen Zuelen, sech dépeupléiert.

Déi Zuele gi bis 2050 no vir, an et ass kloer, dass een dann op engem Kontinent, dee sech dépeupléiert, muss dofir surgen, dass och Leit kënnen op dee Kontinent erakommen, op eng legal Aart a Weis. A wann et esou e groussen Drock gëtt a wann et e Marché gëtt fir Mënschenhändler a fir organiséiert Kriminalitéit, dann doduerch, dass de Rechtsstat ausser Stand ass bis haut an Europa ze organiséieren, dass déi Leit och op eng legal Aart a Weis déi Demande, déi et an Europa gëtt, kënne stëllen.

Wou mer awer an Europa ganz dichteg sinn an all deene Joren, dat ass eben Instrumenter auszeschaffen, déi am Beräich vun der Répression aktiv ginn. An deem Volet do vun der Immigration si mer ganz kreativ. Dat gëtt deelweis och begrënn mat den Evénementen vum 11. September 2001, dat gëtt och begrënn deelweis mat den Evénementen vu Madrid, déi dramatesch Evénementen sinn, mä déi awer de Bléck immens verengt hunn an deene leschte Joren op de Phenomeen vun der Immigration an op d'Erausforderungen, déi sech an deem Domän stellen.

Mir soen als Gréng ganz kloer, dass mer déi Kritiken, déi och scho vun den europäesche Gréngen am Europaparlament soulevéiert gi sinn, och hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen.

Dës Direktiven, oder zumindest dräi vun deene véier Direktiven, hunn an Europa och kee Vote vun deene Gréngen kritt, well et keng gutt Direktive sinn. Net well alles wat drasteet schlecht wier, natierlech net. Mat deem Argument, dass ee seet: „Majo, mir sinn amgaang ze probéieren d'Éloignement ze regelen, dat ka jo net falsch sinn“, domadder seet een, dass dee ganze

Rateschwanz vun Dispositionen, déi een deem Gesetz oder där Direktiv unhängt, automatesch mat misst justifizéiert sinn an aus enger gudder Motivatioun erausgoe misst. Dat ass awer net de Fall.

Et sinn natierlech Elementer dran, déi positiv sinn, wou probéiert gëtt, Regele festzeleeën an engem Beräich, wou et keng oder nach méi schlechter an deenen eenzelne Länner bis elo gouf. Et ass sécher éischer positiv, mä et schaaft awer och eng ganz Rei vu Problemer. Ech wëll hei op der Tribün se net nach eng Kéier alleguerten opzielen; dat géif wirklech eng relativ laang Ried da ginn. Mä et ass fir eis kloer, dass mer hei eis mat dräi Direktive befannen, déi eiser Meinung no ze vill staark de repressive Volet eraussträchen an net deen aneren.

Ech wëll awer zwee, dräi Beispiller trotzdeem ginn. Wann zum Beispill gesot gëtt, dass ee soll harmoniséieren: Bien entendu, mir harmoniséieren elo hei zu engem Deel Flichten, déi d'Länner sech operleeën, beispillsweis am Eloignement. Dat ass verstänneg a kléngt och verstänneg. Fakt ass awer och, dass mer déi repressiv Flichten do harmoniséieren, ouni dass et awer an deene Länner, déi et betrëfft, och e selwechte Grondsockel gëtt vu Mindestrechter. Et gëtt deen ee Volet harmoniséiert. Et gëtt net gekuckt, ob déi Harmoniséierung e Pendant huet, en och harmoniséierte Sockel vu Mindestrecht bei de Leit, déi an deem Fall do sinn.

Duerfir muss een och déi Logik vun der Reconnaissance mutuelle a Fro stellen. Déi kléngt lackeleg, si kléngt allichtend, dass ee seet: „Majo, Reconnaissance mutuelle, dann hu mer de Problem aus dem Wee geraumt.“ Mä déi Reconnaissance mutuelle féimt statt erm eng Kéier op enger Harmoniséierung, déi nëmmen op deem repressive leschten Deel vun deem Dossier do stattféimt an déi ausser Uecht léisst, dass vläicht d'Situation de départ mat de Minimalrecht net déiselwecht war.

An dann ass op eemol déi Notioun vun der Reconnaissance mutuelle net nëmmen eng positiv, mä eben och eng, déi Nodeeler huet, an déi ginn awer hei net behandelt an och net geléist am Kader vun deenen doten Direktiven.

Wann een déi Dispositioun och kuckt, da liest een och tëschent den Zeilen, dass do eng schwierig Gratwanderung probéiert gëtt ze maachen tëschent engersäits wirkleche Mënschenhändler, déi ee wëllt bekämpfen, d'organiséiert Kriminalitéit, an awer deenen, déi an deene Beräicher do aktiv schaffen, am Beräich vum Asyl oder vun der Immigration, beispillsweis NGOen, oder beispillsweis Familljemembere, déi schonn an engem neie Land sinn a probéieren engem aneren ze hëllefen eventuell nozekommen, wat zwar net erlaabt ass, mä wat net ze vergläichen ass mat deenen Absichten, mat deene Finalitéiten, déi kriminell organiséiert Banden a Mënschenhändler un den Dag leeën; an hei ass awer d'Gratwanderung am Text extrem schmuel. An do riskéiere mer ganz séier och NGOen, déi an deem Beräich do schaffen, oder Leit, déi sech ëm hir Famill suergen, an een Dëppen ze geheien, wat mat Sécherheet net akzeptabel ass.

Nach eng Kéier zu deem dote Punkt. Et ass och eppes am Text, dat huet d'Commission consultative des droits de l'Homme och soulevéiert, dass mer den Artikel 31 vun der Genfer Konventioun, deen ebe seet, dass den Demandeur d'asile u sech net ka penaliséiert ginn, well e jo natierlech iergendwou eng Infractioun begeet, wann en ouni Pabeieren areest, dass deen net ka penaliséiert ginn.

Wann een deen Artikel do am Kapp huet - fir op dat zrëckzekommen, wat ech elo grad gesot hunn -, muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Inwieweit kann een dat net auszéien och op deem seng Famill, wann en dann Efforté probéiert ze ënnerehuelen an der Logik vun engem Regroupement familial, dee vläicht net licite ass, deen awer mënschlech verständlech ass? Déi riskéieren och, obwuel si selwer net kënne penaliséiert ginn, an dee Beräich do ze kommen, an déi Grenz ass ganz schmuel.

Et ass eng Gratwanderung, a mir hunn net d'Gefill, dass an dësen Direktiven an an de Gesetzter déi Prezisioun dra wär.

Dat ass keng Ënnerstellung. Ech wëll wirklech net ënnerstellen, dass déi Leit, déi d'Gesetz herno ze applizéiere kréien, sech net wäerte beméien, déi Nuancen do ze maachen. Mä an deem Text, dee mer haut stëmmen, an dat ass déi Grondlag op där mer schaffen, ass déi Nuance ganz reng. An déi Gratwanderung, déi mer do maachen, ass eng äusserst delikat, an dofir ass deen Text och fir eis op deem Punkt do net zefridde stellend.

En anere Punkt, dee mer awer och net esou einfach wëllen hinhuelen, dat ass déi Bestrafung vun den Transporteuren. Sécher hunn d'Transporteuren eng Verantwortung. Dat ass kloer. An déi Strofen, déi dra sinn, sinn extrem héich. Mä dat werft awer fundamental Froen op. Et werft wirklech fundamental Froen op. An déi Fro, déi opgeworf gëtt vu ville Leit, déi an dëser Matière schaffen, ass awer déi, dass hei, dans le doute, den Transporteur wat mécht? E kuckt no sengen Intérëten. An engem Fall vu geréngstem Zweifel verfollegt e sän eegenen Intérêt.

Mä iwwert dem Intérêt vum Transporteur steet awer eppes wéi d'Genfer Konventioun. Do sti Prinzipien dran. An dat sinn héich Prinzipien. An eleng dee Gedanken, dass ee kéint duerch dës Dispositionen en Transporteur, wou dann de Pilot oder de Copilot oder Leit vum Kabinépersonal, déi mat Sécherheet net geschout sinn an dëse Matière, sollen driwwer befannen, ma déi kréien dach mat Sécherheet d'Instruktioun hei: Am Zweifelsfall, gitt lech keng sichen. Do sinn dach mat Sécherheet Leit derbäi, déi kéinte wirklech de Genfer Statut kréien, déi do schonn duerch de Kuerf ginn.

Déi Strofe si ganz héich. Fir se wirklech drop ze stoussen, d'Transporteuren, dass se keng Ausnahme solle maachen a wirklech solle ganz streng dat dote kucken. An den Transporteur mécht dat natierlech och. Si surge fir hiren Intérêt. Et ass net un hinnen, d'Genfer Konventioun ze applizéieren. Si applizéieren hiren eegenen Intérêt am Betrib a si wësse wat et kascht, wa se e Falschen zoufälleg dobäi haten. Ma da gi se beim geréngsten Zweifel deem Problem aus dem Wee, well d'Strof ass natierlech méi héich wéi de Benefiss um Ticket.

Esou einfach leeft herno um Tarmac d'Iwwerleeung. An d'Resultat ass, dass d'Genfer Konventioun do tëschent de Pneue vun de Fligere an dem Tarmac riskéiert ënnert d'Rieder ze kommen. An dat ass mat dësen Direktive mat Sécherheet ginn.

Den Avis vun der Kommissioun ass spéit komm. Et ass richtig. En ass spéit komm. Mir mengen awer, dass deen Avis vun der Commission consultative des droits de l'Homme eng Rei Froen opwerft, déi awer richtig sinn, wou se op reell Problemer am bestehenden Text hiweisen.

Mir sinn der Meinung, dass een, opgrond vun deem Avis, dësen Text nach net hätt sollen hei an d'Plénière bréngen.

Elo kënnt et tatsächlech op véier Wochen net méi un. Elo si mer Joren iwwerfällg bei verschiddenen Direktiven. Et steet en neit Immigrationsgesetz an d'Haus, wat den Här Schmit, den delegéierte Minister, ugekënnegt huet, wou mer och dovun ausginn, dass eng Rei Verbesserung par rapport zum Projet de loi 5572 wäerten dra sinn.

Elo si mir der Meinung, dass dësen Text hei wirklech net méi hätt missen an d'Plénière kommen nach virum Ofschloss vum Joer. Et hätt kengem wéi gedoen, wa mer véier Woche méi laang gewaart hätten. A mir hätte mat Sécherheet e besseren Text hei zum Vote kënne virleeën, dee vläicht eis Apaisementer net alleguerten hätt kënne ginn, well déi Direktive fir eis extrem eesäitig sinn. Mä zumindest op enger Rei vu Froen, déi d'Commission consultative des droits de l'Homme opwerft, hätt ee kënne a véier Wochen an der Kommissioun passabel Äntwerte fannen, an et hätt absolut nâischt méi geännert, dee Projet eréischt a véier Wochen heihinner ze bréngen.

Dat gesot, wäerten déi Gréng aus deene genannte Grënn dësen Text net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Dann huet den Här Henckes d'Wuert.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, véier Direktive solle mer haut ëmsetzen. Direktiven, déi hätte scho solle virun zwee Joer ëmgemat gi vun der viregter Regierung.

(Interruptions)

Pardon. D'Direktive si véier Joer al. Si hätte missen 2002 ëmgemat ginn.

Et gesäit een, dat et wichteg Direktive sinn, well d'Zil vun deenen Direktiven ass eng besser Kontroll ze kréien iwwert déi illegal Immigration.

Déi viregt Regierung huet effektiv déi Zilsetzung verschweesst gehat, well mir hu gesinn, wat den Effet dovunner war. Dat war, dat d'illegal Immigration hei zu Lëtzebuerg sprunghaft an d'Luucht gaangen ass, an dat mer den europäesche Rekord geschloen hunn. Dofir sinn ech frou, dat dës Regierung higeet an där illegaler Immigration de Kampf ugekënnegt huet an au contraire wëllt higoen, fir ze kucke fir déi legal Immigration par rapport zu där illegaler Immigration ze favoriséieren.

D'Moyenen, déi elo duerch d'Gesetz an d'Direktive virgesi sinn, fir géint d'illegal Immigration virzegoen, dat si méi héich Strofe géint alleguer déi Leit, déi Net-EU-Bierger hei a Lëtzebuerg an an Europa anschleise wëllen. Et ginn och méi héich Strofe virgesi fir déi Transporteuren a speziell Fluggesellschaften, déi an Zukunft esou Leit transportéieren. Do si Strofen, nottamment wat d'Geldstrofen ugeet, vu 4.000 respektiv 5.000 Euro pro Persoun virgesinn. Dat sinn effektiv dissuasiv Strofen an et wäert haaptsächlech um Niveau vum Flughafen an de Kontrolle vun de Billjeeën elo natierlech eng méi grouss Attentioun do bestoen.

Ech wëll och dem Rapporteur Merci soen, deen hei déi eenzel Dispositiounen ganz kloer erkläert huet.

Ech wëll nach ee Problem diskutéieren, deen awer méi technescher Natur ass, an dat ass dee vum Texte coordonné, dee mer als Informatioun an eise Dokument virgeluecht hunn. Do bedauern ech e bëssen, ech menge mir musse kucken, dat mer dat an Zukunft och esou formuléieren, dat, wann d'Chamber en Texte coordonné virgesäit, mer dann och e separate Vote kënnen huelen an deen als en neien Texte de loi virgesinn. Dat musse mer maachen, well elo huet e leider kee gesetzleche Charakter, mä just nëmmen en informative Charakter.

Bei där Geleeënheet wëll ech dann och drop hiweisen, dat am Artikel 15 am leschten Alinea e klengen Tippfeeler geschitt ass, wou drasteet: «Pendant le délai et l'instance d'appel»; et misst awer: «Pendant le délai de l'instance d'appel» sinn. Dat nuren, fir d'Lecture vum Text richtig ze maachen.

» **Une voix.** - Gott sei Dank!

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Da wëll ech awer och...

Ech weess, dat ass fundamental, mä ech wollt et awer weinstens gesot hunn.

Dann ass et esou, dat déi Motioun, déi virgeluecht ginn ass, d'Regierung opfuert, fir e Code de bonne conduite auszeschaffen, wat d'Reckféierungen ugeet. Ech mengen déi rezent Debatten hu gewisen, dat et gutt ass, dat déi Leit, déi Réckféierungen ze exercéieren hunn, duerchzeféieren hunn, dat déi Regeln hunn, wéi se sech deene solle stellen, nottamment deen Ablack, wou déi Persoun, déi soll réckgeféiert ginn, dat net wëllt a Gewalt géint d'Agenten uwennt. Dofir ass et jo och wichteg, dat hei déi richtig Dispositiounen geholl ginn.

An ech wëll soen, dat d'Land vun de Mënscherechter, Frankräich, mam Här Sarkozy, diesbezüglich Regeln am Aklang mat dem Conseil de l'Europe festgeluecht huet, an ech hoffen och, dass d'Regierung sech un deenen inspiréiert, wa se de Code de bonne conduite festleet.

Dat gesot, wëlle mer natierlech den Accord zu dësem Gesetz bréngen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Schmit, wann ech gelift.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech mengen et ass e bësse spéit schonn, fir elo eng laang Debatt iwwert d'Immigration unzefänken.

(Brouhaha général)

Ech hunn lech do richtig verstanen. Ech wëll just op e puer Punkten agoen.

Dat Éischt ass de Punkt: Firwat dat Gesetz elo? Ganz einfach, well wa mer dat Gesetz elo net an deenen nächsten, géif ech gär soen, Stonnen hei stëmmen, da gëtt et eis eng deier.

(Interruption)

Dat gëtt eis alleguer eng deier, well mir bezuelen aus dem Budget, also alleguer. De Steuerzueler bezilt. Et ass also véier Joer Retard bei enger Direktiv. Bon, ech mengen, et war wirklech eng extrem Urgence, fir dat ze maachen.

Mä ech wëll awer och direkt drop agoen, fir ze soen, dat et ausserdeem keng Ursaach gëtt, fir dat Gesetz net ze stëmmen, well déi Argumenter, déi ech héieren hunn, fir ze soen, et hätt een nach misse waarden, et hätt een nach misse studéieren: Dat ass gemaach ginn!

Wat d'Remarquen aus dem Avis vun der Commission des droits de l'Homme ugeet, hunn ech d'ailleurs virun e puer Deeg d'Kommissioun emfaangen an ech hat e laangt Gespréich mat hinnen, an deem mer konnte feststellen, dat hir Remarquen, hir Suggestiounen largement an deem réviséierte Projet en compte geholl gi sinn. Ech géing do besonnesch der Chamber Merci soe fir eng Rei Korrektur gemaach ze hunn, esou dass dat Argument sans objet ass.

Nun, eng Direktiv ass eng Direktiv, déi ass négociéiert ginn, an eng Direktiv ass par Definitioun e Kompromëss tëschent deemools nach 15 État-Membere. Elo muss ech awer soen, dat d'Rechter, déi hei ugeschwat gi sinn, an déi eis natierlech alleguer um Häerz leien, d'Rechter vun den Asylanten, och d'Rechter vun de Persounen, déi sollen éloignéiert ginn, absolut gewahrt sinn, well d'Direktiv an och eis Gesetzgebung ganz kloer virgesinn, dat souwuel d'Prinzip vum der Convention de Genève absolut intouchéiert bleiwen, an zweetens, dat natierlech och all aner Prinzipien, wat d'Mënscherechtskonventioun ubelaangt, och respektéiert ginn, y compris d'ailleurs iwwer eist Gesetz vun '72, wat vläicht net perfekt, doudsécher net perfekt war, mä awer eng ganz kloer Referenz op de Respekt vun der Mënscherechtskonventioun gemaach huet.

E lescht Wuert ass: Ech ka mat ganz villem vun deem, wat gesot ginn ass, averstane sinn, besonnesch wat d'Immigration légale ugeet. Mir wëssen alleguer, dat d'Grenz schütze wichteg ass, Policen op d'Flughäfe setzen, méi Policen. Ech wëll do soen, zu Lëtzebuerg ass an deem dote Beräich wéineng Gefor, well mer eigentlech net konfrontéiert si mat ville Vole an Länner, déi en dehors, wéi dat scho gesot ginn ass, vum Territoire Schengen leien. De Problem ass deen, de richtigen Equilibre ze schafen tëschent dem Contrôle an der Répressioun.

Ech mengen et dierf jo awer keen Zweifel do bestoen, dat mer all mafieux Réseauen extrem energesch bekämpfen. Mir sinn e Rechtsstat, mir hunn Tribunal, an déi wäerte scho sécherstellen, wien engem aus humanitären Ursaachen aus hëllef, a wien engem aus lukrativen Ursaachen eraus hëllef. De Gesetzestext seet jo ganz kloer, dat dee bestrooft gëtt, deen engem aus lukrativen Ursaachen aus hëllef. A kee Mënsch, deen engem Demandeur d'asile, engem berechtigten Demandeur d'asile, zu Hëllef komm ass, géif dowéinst bestrooft ginn.

D'Immigration légale, ganz kloer, do hänke mer wäit hannendrun an der Europäescher Unioun. En Duerchbroch ass awer amgaangen ze geschéien. Mir hu jorelaang dorëner gelidden, dat e puer Länner, mä besonnesch ee Land souguer refuséiert huet, iwwerhaupt iwwert d'Immigration légale an der Europäescher Unioun ze schwätzen. Ech hat virun e puer Deeg e Gespréich mat dem Här Schäuble sengem Staatssekretär. Dat ass elo net méi do, déi Däitsch sinn och bereet iwwer eng Direktiv iwwert d'Immigration légale mat sech schwätzen ze loossen.

Et ass kloer, d'Problematik vun der Immigration muss eng global Approche hunn, wou d'Repressioun géint all déi wichteg ass, déi Abusé maachen, géint déi Réseauen, déi de Clandestins eigentlech hëllef. Et ass net de Clandestin en tant que tel, dee bestrooft gi muss, et ass de Réseau, deen haaptsächlech muss bestrooft ginn.

An dat ass och en Débat, dee mer musse féieren, wa mer iwwer en neit Immigrationsgesetz hei zu Lëtzebuerg diskutéieren. Mir hunn och eng Rei vu Clandestinen, an ech schwätzen net vun Demandeurs d'asile, mä vu Clandestinen, hei. Mä wie kreéiert de clandestinen Immigrant? Wie kreéiert en? Ma deen, deen e clandestinement, illégalement beschäftigt.

(Interruption)

Géif et keng Occupation illégale ginn, géifen et keng - soe mer et - Patroné ginn, déi Leit op eng illegal Aart a Weis beschäftigen, da géifen et och wahrscheinlech vill manner Clandestiné ginn. Dat ass also e

Punkt, op dee mer am Kader vun engem neien Immigrationgesetz wäerten zrëckkommen.

Wat d'Transporteurs ubelaangt: Et ass d'ailleurs net de Pilot, deen decidéiert ee matzehuelen, et ass beim Check-in, wou déi Kontroll muss gemaach ginn a gekuckt ginn, wéi d'Situatioun ass. Ech mengen, datt och en Transporteur, dee mierkt, datt et sech ëm e wierkechen Demandeur d'asile handelt, deem seng Situatioun, säi Liewen a Gefor ass, och wann dee keng Pabeieren huet,...

Mir hunn ni gesot, keng Pabeieren ze hunn, dat wär strofbar. Mir hunn nach ni een hei bestrooft, well e keng Pabeieren hat, wann en eng Demande d'asile gestallt huet. Mir hunn där vill, déi eng Demande d'asile an deem Kontext stellen, mä ech mengen, do musse mer eben e bëssen op eng allgemeng Attitüd, eng Mentalitéit zielen, an ech maachen och Confiance, datt dat heiten net Direktive sinn, déi repressiv sinn, mä déi an engem globale Kontext en Instrument duerstellen, fir eng ordonnéiert Immigrationspolitik an der Europäescher Unioun ze gestalten.

Mä et feele Voleten, an déi Voletë mussen elo développéiert ginn, an d'ailleurs, deen nächste Conseil européen huet als een Haaptthema den Thema vun der Immigration.

Merci, Här President.

» Plusieure voix.- Très bien!

» M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun da wierkelech ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5572. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5572°.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5572 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Die-dריך, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot,

Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

An da komme mer zum Vote vun der Motioun. Do ass nach eng Ënnerschrëft bäi-

komm, nämlech déi vum Jacques-Yves Henckes. Domadder ass dann och d'Lëscht vun den Ënnerschrëfte komplett.

Vote

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Et ass keen dergéint an et gëtt och keng Enthaltung. Domadder ass d'Motioun ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si programméiert fir den 12. mëttes, den 13. moies a mëttes an de 14. Dezember mëttes. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.24 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

- An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
- An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
- An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
- An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
- Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

- An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
- Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

- An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
- Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

- 1. Communications
- 2. 5646 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg
(Déclaration de recevabilité)
- 3. Ordre du jour
- 4. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens
- 5. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007
(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Brouhaha général)

Här Vize-Premier, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- Neen, Här President.



1. Communications

» M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5647** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

2. **5648** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

3. **5649** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

4. **5650** - Projet de loi portant approbation du „Notenwechsel vom 29. April 1998 über die Rechtsstellung der dänischen, griechischen, italienischen, luxemburgischen, nor-

wegischen, portugiesischen, spanischen und türkischen Streitkräfte in der Bundesrepublik Deutschland“

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 11.12.2006



2. 5646 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 7. Dezember huet d'Präsidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 5646 vum Här Mehlen iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert de Bau vun engem ënnierdeschen Zuch an der Stat ausgeschwat.

Ass d'Chamber domat averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.



3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Präsidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

An deenen dräi Sitzunge vun haut de Mëtteg, muer de Moien a muer de Mëtteg féiert d'Chamber d'Budgetsdebatten.

Muer de Mëtteg no de Budgetsdebatten hu mer de Projet de loi iwwert de Congé parental an e Projet de loi, deen d'Holdingsgesetz ännert. De Projet de loi 5610 iwwert d'Lëtzebuergesch Bedeelegung un der Association Internationale de Développement an dem Fonds International de Développement Agricole ass weider virgesinn, a schlussendlech nach de Projet de loi 5626, eng Ofännerung vum Code du Travail.

Et sief drop higewisen, dass d'Diskussiounen souwéi de Vote vun deene Projeten, déi e Mëttwoch de Mëtteg net méi géingen drukommen, en Donneschdeg no der Orientéierungsdebatt op den Ordre du jour gesat ginn.

Iwwermuer Donneschdeg hu mer fir d'éischt d'Motioun vun der Madame Brasseur iwwert d'Reformen am Schoulsecteur, an zweetens eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Energiepolitik, déi vum Grupp vun deene Gréngegen ugefrot ginn ass.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert. Mir kommen elo un d'Budgetsdebatten.

(Interruption)

Pardon, den Här Goerens huet d'Wuert.

» Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

» Une voix.- Entschëllegt lech beim Här Goebbels!

» M. le Président.- Den Här Goerens. Ech hunn awer Här Goerens gesot.



4. Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens

» M. Charles Goerens (DP).- Ech hat och esou verstanen, Här President.

(Interruptions)

Här President, ech wollt d'Wuert froen, fir eng Ännerung um Ordre du jour virzuschloen, an zwar fir den Dépôt vun enger Resolutioun, déi handelt vun der Organisatioun vun enger Conférence internationale, déi den 11. an 12. Dezember zu Teheran stattfënnt an déi Zweifel un der Schoah thematiséiert. Mir fannen dat net an der Rei.

Ech wëll och direkt hannendrop soen: Et ass net déi éischte Kéier, datt mer als Chamber dat do condemnéieren, mä mir sollen dat ni reaktiounslos hinhuelen, wat de President vun der République Islamique d'Iran suggéiert a wat en à la fin du compte och wëllt duerchzéien. Et soll een déi mam Wuert huelen. Wann dat viru 70 Joer esou gemaach gi wär, bräichte mer haut vläicht net driwwer ze schwätzen.

» Plusieurs voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- attirant l'attention sur les prises de positions répétées du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad contestant la réalité de la Shoah et qualifiant de mythe l'Holocauste;

- ayant pris connaissance de l'organisation d'une conférence internationale les 11 et 12 décembre 2006 à Téhéran mettant en doute la réalité de la Shoah;

- considérant le génocide perpétré par le régime nazi sur le peuple juif comme une réalité historique;

condamne

- avec fermeté toute velléité révisionniste et négationniste au sujet de la Shoah;

- toute idéologie antisémite;

- les propos du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad contestant la réalité de la Shoah;

- l'organisation d'une conférence internationale les 11 et 12 décembre 2006 à Téhéran mettant en doute la réalité de la Shoah.

(s.) Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Robert Mehlen, Michel Wolter.

» M. le Président.- Ech ginn dem Här Goerens Akt vun dem Dépôt vun där Resolutioun. Mir kucken, weini dass mer déi op den Ordre du jour huelen, fir ofzestëmmen.

Mir kommen also elo zu de Budgetsdebatten. D'Riedezäit ass nom Modell 7 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Wolter, den Här Meisch, den Här Fayot, den Här Bausch, den Här Gibéryen, den Här Jaerling, den Här Mosar, den Här Goerens, d'Madame Mutsch, den Här Hauptert, d'Madame Brasseur, den Här Negri an den Här Klein. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.



5. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Discussion générale

» M. Michel Wolter (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Budgetsprojekt fir 2007 gétt eng Trendwend ageleet. Den Trend tëschent deem e puer Joer sichtbaren a spierbaren Ausenanerdrifte vu Recetten an Ausgabe beim Stat gétt mam virleiende Budget gebrach. D'Schéier tëschent deem, wat de Stat erakritt vun de Leit an aus der Wirtschaft, an deem, wat en ausgëtt, geet net weider op.

D'Entwécklung vum Ausenanergoe vun Einnahmen an Ausgabe war de Grond zu deels heftege Kontroversen an der Budgetsdebatt vum leschte Joer. Net jiddferen hat de Message vun dem Statsminister senger Ried vum 12. Oktober 2005 hei an der Chamber richteg verstanen. Au contraire, d'Erkenntnis, dass et net kéint esou weidergoen, dass mer mëttelfristeg och hei zu Lëtzebuerg net méi Sue kënnen ausginn, wéi mer der erakréien, huet sech staark a Grenze gehalen.

Bei munchen hei an der Chamber, an der Regierung, bei de Sozialpartner an an der Bevölkerung hat d'Ried vum Statsminister noweislech net dat Émdenke provoziert, wat d'Viraussetzung zu enger positiver Trendwend géng duerstellen, an d'Bereetschaft, och sâi Bäitrag dozou ze leeschten.

D'Chamber huet dat lescht Joer richteg reagiert, wéi se verlaangt huet, dass net nëmmen mëttelfristeg, mä och kuerzfristeg misst gehandelt ginn. Si huet d'Regierung virun hir Verantwortung gestallt, an de Rapport vun eisem Kolleg Roger Negri war doranner ganz dättelech.

D'Regierung huet dës Responsabilitéit ugeholl an an der Tripartite duerchgesat, dass mer iwwert dräi Joer nees an de budgetären Equilibre kommen. Och d'Sozialpartner hunn agesinn, dass mëttelfristeg nëmmen nei Politike kënnen gemaach ginn, wann den néidege Spillraum dozou besteet.

Ech wëll duerfir d'Unerkennung vun der CSV-Fraktioun ausdrécke fir d'Efforten, déi d'Regierung an d'Sozialpartner gemaach hunn, fir d'Haus nees an Uerdnung ze kréien.

Den Horizont, op deem de budgetären Equilibre nees soll erreecht ginn, ass dee vum Joer 2009. Dat ass den Endpunkt vun där Zäitschinn, op där dës Regierung an dës Majoritéit kënnen gestaltend wirken. Et ass de Schlusspunkt vun dëser Legislatur, iwwert deen eraus keng Regierung sech kann zu eppes engagieren.

Et gëtt awer och deenen eenzelne Parteien d'Méiglechkeet an d'Geleeënheet, dem Wieler an hire Wahlprogrammer méiglech Optiounen fir d'Zukunft virzeleeën. Un de Leit ass et dann, fir sech fir dës oder déi Optioun ze entscheeden.

De Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel, huet a sengem exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport d'Ursaache vum Ofdriften duergeluecht. Hien huet et awer och fäerdeg bruecht, de Budget an eng mëttelfristeg Perspektiv ze setzen an op eng Rei Erausforderungen opmierksam ze maachen, déi mer meeschtere mussen. Hien ass vu ville Säiten dofir gelueft ginn. Ech wollt mech dësem Luef uschlëssen an him am Numm vun eiser Fraktioun Merci soe fir e Bericht, deen a sech geschloss a kohärent ass.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. Michel Wolter (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budgetsprojekt fir 2007 kann net richtig betruecht a bewäert ginn, ouni e Réckbléck op d'Evolutioun zënter 2002 ze maachen. Den 21. Dezember 2001 huet d'Chamber op Virschlag vun der Regierung fir d'lescht zolidd Plus-valuen affektéiert. Aus dem Joer 2000 hate mer en Iwwerschoss vu 760 Milliounen Euro, dee mer zum allgeréissten Deel den Investissementsfongen zougefouert hunn. Da koumen nach eng Kéier 150 Milliounen aus dem Joer 2001, an duerno war et eriwier. 2004 an 2005 schliesslech hate mer Defiziter amplaz vu Plus-valuen.

Dat, wat an där Zäit passéiert ass, huet de Rapporteur exhaustiv beschriwwen. Wéi a woufir dat am Fong huet misse passéieren, wëll ech nach eng Kéier kuerz widerhuelen: Déi Automatismen, déi d'Ausgabe steige loossen, hu weider voll gespillt. Et sinn nei Politike mat neie Kreditter an de Budget geschriwwen ginn. Den Investitionsvolumen ass weider geklommen an d'Recettë sinn eben net méi esou aussergewéinlech gewuess, wéi dat tëschent 1997 an 2001 de Fall war.

Dobäi kouw den Effekt vun enger substanzierter Steuerreform an de Joren 2001 an 2002, déi sech zwar séier positiv op eis wirtschaftlech Dynamik an op d'Konsumverhale vun de Leit ausgewierkt huet, mä där hir éischt Effekter, esou wéi dat normal ass bei Steuerreformen, an de Joren 2003 bis 2005 och Ausfäll vu Recetten no sech gezunn hunn. Méi prezis war et en Uklamme vun

Einnahmen, dat am internationale Kontext nach ëmmer substanzéiell, awer wäit manner däitlech war wéi dat vun den Ausgaben, déi sech am zweestellege Prozentberäich fest-gesat hunn.

Eis Partei, Här President, huet déi antizy-klesch Politik vun der vieregter Regierung ënnerstëtzt. Et war eng wësSENTlech a wëllent-lech Politik, d'Ausgaben net anzefréieren, mä bewosst weiderzefueren, fir der Wirt-schaft d'Chance ze ginn, an eng konjunktur-rell besser Zäit ze kommen, esou wéi mer se dann och säit Ufank vun dësem Joer nees kennen.

Allerdéngs huet esou eng Politik wéinstens zwou Limiten: 1. Si ka sech net iwwer grouss Zäitraum weiderschreien; an 2. si notzt näischt, wann d'Defiziter, an eisem Fall d'Ausgabesteigerung, net konjunktureller, mä struktureller Natur sinn.

Parallèll dozou gouf déi al Budgetsnorm op-ginn. Dat war zwar ni eng exakt Wëssen-schaft. Et muss een dat ënnersträichen. An dach hu mer se bis an d'Joer 2000 strikt ap-plizéiert. Duerno gouf se opginn.

Déi Rechnung, no där den Ausgabewuess-tum vun Stat net huet däerfe méi klammen, wéi dat mëttelfristeg Wirtschaftswuesstum inflatiounsberengegt prognostizéiert gouf, hu mer net méi zwanghaft bäibehalen.

Dat hat eng Rei vu Grënn. Net zulescht war et a mengen Aen doduerch begrënnt, dass d'Regierung sech an de Joren 2000 an 2001 vun der Oppositioun, de Gewerk-schaften, engem Deel vun der Press perman-ent huet misse virhale loossen, si séiz op de Sue vun de Leit a géif regelrecht am Geld schwammen, ouni et nees un d'Steier-zueler wëllen zrëckzeginn.

Dee Stress, deen deemools gemaach gouf, war op Dauer net ze packen - schliesselech waren d'Plus-waluen do: 450 Milliounen '99; 670 Milliounen 2000 -, an et gouf fir d'Regie-rung onméiglech, sech där Bewegung, déi onbedéngt nei, méi a strukturell nei Bud-getsausgabe wollt hunn, ze widdersetzen. Dat beschte Beispill fir dëse Mouvement ass an eisen Aen dee berühmte Renten-dësch.

Ënnert dem Androck vun ëmmer méi héije Plus-waluen, huet sech eng Dynamik age-stallt, där sech kee méi konnt entzéien. Wéi op enger Stee hu sech déi eenzel Parteien zu ëmmer neie Prouessen eropgeschwon-gen. Leit, déi zur Virsicht ugemahnt hunn, sinn nëmmen nach matleedeg bekuckt ginn, wéi wa se vun engem anere Stärgéife kommen. Dass de Rentendësch iwwerzunn huet, dierft haut jiddferengem kloer sinn.

Alles matenee konnt awer net gutt goen. No deem spektakuläre Fall vum Wirtschafts-wuesstum vun 9% 2000 op knapp 2% dat Joer duerno, koume méi moer Joren op eise Budget zou. D'Wuesstumszuele bloufe jore-laang niddreg. D'Steierverwaltung huet mat aller Kraaft versicht, ausstoend Steieren an-zezéien, fir dass net alles sollt aus dem Gläichgewiicht geroden. An d'Investisse-menter vum Stat hu missen héich bleiwen, fir d'Perspektive vu méi Croissance net op d'Spill ze setzen.

Bis 2005 definitiv kloer ginn ass, dass mer e gutt Stéck Geld méi géifen ausginn, wéi es géif erakommen. A bis Enn 2005 e Budget fir 2006 gestëmmt ginn ass, deen däitlech gemaach huet, dass dëst Joer misst d'Trendwend kommen, wann d'Land sech net an eng néfaste Defizit- a Scholdespiral sollt eraginn, un där hirem Enn eng finanziell Katastroph géif stoen.

Mam Constat, datt 2006 eppes misst ge-schéien, fir de budgetären Equiliber nees erbäizeféieren, net ruckarteg, mä graduell, an duerfir net manner zilorientéiert, ass Ufank 2006 d'Tripartite mat der Problematik befaasst ginn.

Si war eigentlech schonn amgaangen, an der Form vun enger Kompetitivitéitstripar-tite, an huet sech duerno méi geziilt mam Redressement vun de Statsfinanze be-schäftegt.

Iwwregens ass et eis Iwwerzeegung, dass dat eent an dat anert Hand an Hand geet. Nëmmen opgrond vun ausgeglachtenen öf-fentleche Finanzen ass eng Verstärkung vun eiser Wettbewerbsfäegkeet méiglech. Deemno huet d'Tripartite eigentlech eng duebel Aufgab erfüllt.

Dëst entléisst d'Politik net aus der Flicht, am Joer 2007 - an de Premier huet et déi lescht Woch hei gesot - sech Gedanken ze maa-chen, wou d'Prioritéiten unzesetze sinn, fir nei wirtschaftlech Entwécklungen ze förde-ren. Mäi Fraktiounskolleeg Laurent Mosar wäert sech a sengem Beitrag méi intensiv mat dëse Froe beschäftegen.

Den 28. Abrëll konnten d'Partner sech schliesselech op e Programm eenegen, deen et méiglech gemaach huet, mam Budget fir 2007 déi Trendwend ze packen, vun där

ech a menger Einleitung geschwat hunn. Ouni dat, wat d'Regierung mat de Sozial-partner ofgemaach huet, a wat bis Enn nächster Woch och duersch dës Chamber wäert goen, hätte mer eis öffentlech Finan-zen net an de Grëff kritt.

D'CSV-Fraktioun, Dir Dammen an Dir Hären, steet dann och voll a ganz hannert de Pro-poseden, déi aus der Tripartite erauskomm sinn, an zwar an allen Domänen. Dëst géllt net nëmme fir de finanziellen, mä beson-nesch och fir den ëmweltpoliteschen, aar-bechtsrechtlechen a soziale Volet vun där Tripartite. An deem Mooss, wou en Accord e Ganzt ass, wou all Partei eng Rei vu Kon-zessiounen huet misse maachen, ass et noutwendeg, wann een d'Tripartite als solch net op d'Spill wëllt setzen, déi eenzel Kapi-telen och ëmzesetzen.

Et grenzt un en Trauerspill, wéi Leit an Orga-nisatiounen, déi mat um Dësch souzen an deene leschte Méint a Wochen, op schonn eng bal penibel duerchsichteg Manéier al-les versicht hunn, fir eenzel Deeler aus dem Pak nees a Fro ze stellen oder ze kippen. Si musse wëssen, dass si domadder net nëm-men d'Glafwierdegkeet vun der Tripartite, mä och hir eege ganz staark a Fro stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Tripartite huet am Abrëll der Chamber pro-posediert, dass duersch eng Rei Moossname sollen am Budget vum nächste Joer ronn 400 Milliounen gespuert ginn. Couragéiert Moossnamen zu engem gudden Deel: den Index aussetzen an zäitversat zur Uwen-dung bréngen; d'Kannergeld ze désindex-éieren; e puer Cotisationsleeschungen er-opzesetzen. Dat alles ass kee Kannerspill. An all déi, déi dësen Accord matgedroen hunn, verdéngen eis Unerkennung fir déi Responsabilitéit, déi si iwwerholl hunn.

Ouni d'Spuerdécisiounen vun der Tripartite an ouni déi 50 Milliounen Euro zousätzlech, déi de Stat bei sech selwer a sengem deeg-leche Fonctionnement wëllt spueren, hätte mer 2007 ronn 450 Milliounen Ausgabe méi.

Domat léich den Defizit vun der Zentralver-waltung bei bal annerhallef Milliard Euro am-plaz bei enger Milliard. E wier méi héich wéi dat lafend Joer, wat contraire zu eisen Engagementer am europäesche Stabilitéits-pakt wier, a géif sech, a Prozenter vum PIB ausgedréckt, net op 2,9%, mä op 4,2% be-lafen.

Esou e Budget hätte mer net kënnen zou-strécken an zoustëmmen. Den Defizit vun der gesamter öffentlecher Hand - Stat, Ge-mengen a Sozialversécherung - géif sech op 750 Milliounen Euro belafen, wat 2,2% vum PIB ausmécht. 2,2% am-plaz vun 0,9, net 0,8, erof, mä 0,5 erop par rapport zum leschte Joer.

Dee Projet, deen elo virun eis läit, ass an ei-sen Aen dee wuel ausgeglachensten, dee mer zu dësem Zäitpunkt kënnen hunn. Et ass e Projet, deen a Richtung Equiliber weist, deen nei Piste beschreift, déi zum mëttelfristegen Erreeche vun équilibréierte Finanze vum Zentralstat féieren.

Et bleift, Dir Dammen an Dir Hären, dass eng Milliard Euro feelen, dass der zéng sol-len ausgi ginn an der awer nëmmen néng erakommen. Mir sinn deemno nach laang net aus eiser Verantwortung entlooss.

De Budget fir 2007 ass e Budget vun der Consolidatioun. Déi Dallsuel, déi mer 2006 erreecht haten, ass duerschschrott. Mä mir musse wëssen, dass eis Erausfuederun-gen - et gouf onzähleg kéiere scho ge-schriwwen a gesot - struktureller Natur sinn.

Strukturell Problemer kritt een eleng mat en-ger besserer Konjunktur, wéi mer se am la-fenden an hoffentlech och am nächste Joer erwaarden, net geléist.

Strukturell Problemer fuerderen och struktu-rell Léisungen, woumat d'Tripartite am Joer 2006 net konnt opwaarten. Dat huet se och net missen. Fir de Moment ginn hir Konklusiounen duer.

Fir déi méi laangfristeg Stabilitéit vun de Lëtzebuenger Finanze brauche mer awer méi. An do ass eindeuteg d'Politik an der Flicht ze weisen, a wat fir eng Richtung den Zuch soll fueren.

Apropos Konjunktur: 6% Wirtschaftswues-s-tum dëst Joer; 4% 2007. Dat si gutt Zuelen; iwwerduerschnéttlech gudder am euro-päesche Kontext.

Mä mir kënnen net sécher unhuelen, dass alles esou geet. Kee weess, wat déi geopo-litisch Evolutioun op deene kritesche Plaze vum Planéit am nächste Joer eis wäert be-reeden.

Bal all dës kritesche Plaze produzéieren in-teressanterweises Pétrol. Genee dëse Pétrol huet awer eng enorm Lenkungsfunktioun fir déi global wirtschaftlech Entwécklung.

Irak an Iran sinn a bleiwe Problemfäll. Déi afrikanesch Fournisseuren hunn net déi Sta-

bilitéit, déi ee sech fir ee gesécherten Ap-provisionnement géif wënschen. Russland fonctionnéiert als gigantesche Liwwerant vun Energieträger net mat där Rou a Sereni-téit, wéi ee sech dat ideal kéint virstellen.

Alles an allem bleift d'Fro vun den Energie-präisser an hirem Impakt op déi global, op déi europäesch an op déi Lëtzebuenger Wirtschaftsentwécklung also gestallt.

Vun 1999 bis 2000, Här President, hate mer véier Joer mat Iwwerschëss. An dat Geld, wat mer während deene puer Jore konnten op d'Säit, also an eis Investissementsfon-gen tässelen, huet eisem Land erlaabt, fir déi schwéier Momenter no 2001 ze meesch-teren.

Mir wäere frou, wann déi nei Wirtschaftsdyna-mik laang genuch géif unhalen. Mir kënnen awer net sécher sinn, dass et esou wäert sinn. Tatsächlech ass an de Vereenegte Sta-ten eng wirtschaftlech Réckbildung am-gaange sech ofzezechnen, an de Risiko vun enger méi gemellecher Entwécklung op de Bourssen ass permanent do. D'Verga-an-genheet huet eis bewisen, wéi séier et geet.

Sollte mer deemno am Joer 2006 méi Steuer-recettë kënnen verzeechne wéi geplangt - et gétt vu 700 Milliounen Euro geschwat -, dann ass et kloer, glaskloer an eisen Aen, dass déi integral de Fongen zougefouert musse ginn, fir dass mer eis nees kënnen an eng Logik vu Reserveschafung an de Fonge beginn.

Des Weideren huet de Stat 2007 ronn 50 Milliounen a sengem Fonctionnement wëlles anzespueren. Dat packt een net e puermol hannerteneen. Dës Bewegung ass zimlech eemoleg an et muss ee sech bewosst sinn, dass iergendwou och am Statsapparat bei de lafende Konsumausgaben d'Grenze vum Spueren erreecht sinn.

Schlussendlech huet d'Regierung an hirem Budgetsprojéit fir 2007 ongeféier 200 Mil-liounen zousätzlech Einnahme par rapport zum lafende Joer ageschriwwen, déi reng konjunkturbedingt sinn, dovun 120 Milliounen Taxes d'abonnement, déi op eng soute-néiert Bourssenaktivitéit opbauen, an 80 Milliounen aus Dividenden, déi op bal déi-selwecht Grënn zrëckzeféiere sinn.

Fir d'Rechnung dann nach eng kéier ze maachen: Ouni Tripartitesaccord an ouni konjunkturrell bedingte Mehreinnahme stéin-gen 2007 bei der Zentralverwaltung 990 plus 450 plus 200 ass gläich 1.640 Milliounen Euro Defizit, oder 4,8% vum PIB. Am Gesamtstat wären et der 310 plus 450 plus 200 ass gläich 960 Milliounen, dat sinn 2,8% am-plaz déi 0,9%, déi mer elo kënnen an Erfëllung vun eise Stabilitéitspaktverpflich-tungen op Bréissel mellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Lëtzebuenger Budget kennt e puer ganz grouss Rubriken. Do ronderëm gravitéieren déi politesch Aktionen an Akzenter mat deene mer Zeeche wëlle setzen, Pistë wël-len exploréieren, nei Chancë fir d'Land wël-len erschléissen.

A ronnen Zuele gétt de Stat 2007 zwou Mil-liarden Euro u Gehälter aus. Seng Investis-ementer kaschten eng Dräivéirelsmilliard. En transféréiert eng Milliard an d'Pensiouns-keesen, 800 Milliounen un d'Familljen a Form vu Kannergeld a soss Subventiounen, 700 Milliounen u Krankekeesen, 400 Milliou-ne brauch de Beschäftegungsfong. Ent-wécklungshëllef, Sécherheet an öffent-lechen Transport brauchen zesummen nach eng kéier eng Dräivéirelsmilliard.

Zesumme stellen dës zéng Kategorien also 7,5 Milliarden Euro duer. Dat sinn dräi Véirel vun den Ausgabe fir d'Joer 2007. Rechent een nach d'Transferten un d'Gemengen derbäi, ronn 500 Milliounen aus Akomes-steier, TVA an Autossteuer, da si mer op ee-lef Bléck, déi véier Fënneftel vun allen Dépensë vum Budget ausmaachen.

Deementspriedend fällt et wuel net schwéier ze realiséieren, dass strukturell Léisunge fir den Evolutionsproblem vun ei-sen öffentleche Finanze virun allem an deen-e eelef Gebidder leien, déi 80% vun all ei-sen Ausgaben duerstellen.

Wou ech grad bei de Gemengen an der so-zialer Sécherheet sinn: D'Regierung huet hir Budgets-presentatioun dëst Joer domadder ugefaangen, dass se betount huet, an Zu-kunft verstärkt, wann net exklusiv op déi sougenannte Maastrichter Budgets-presen-tatioun zrëckzegräifen. Dëst begräift dräi Voletë vum de Statsfinanzen, an zwar den Zentralstat, d'Gemengen an d'sozial Sé-cherheet. D'Finanz- a Budgetskommissioun huet de Ball opgehoen, deen hir vun der Re-gierungssäit zougespillt ginn ass, a sech am Detail mat dëser Fro beschäftegt.

Am Kader vun där Diskussioun hu mer mis-se feststellen, dass awer eenzeg an eleng den zentralstaatleche Volet vum Budget zu dësem Zäitpunkt gutt dokumentéiert ass.

Bei de Gemenge bleiwen an dëser Hisiicht vill Efforten ze maachen. An d'sozial Sécher-heet, déi opgrond vun den enormen Trans-fertsleeschungen vum Stat à court terme e positiven, souguer e séier positive Finan-zéierungssold opweise kann, ass an der Budgetsdokumentatioun nëmme mangel-haft duergeluecht.

Mäi Fraktiounskolleeg a President vun der Budgetskommissioun Laurent Mosar wäert sech mat deem Sujet nach weider beschäf-tigen an och eng deementspriedend Mo-tioun hei déposéieren. D'Chamber ass op jidde Fall bereet, mat der Regierung op de Wee vu Maastricht ze goen, pour le meilleur et pour le pire.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Bléck an d'Zukunft beweist, dass d'Eraus-fuerderungen, déi op eist Land duerkom-men, gewaltig sinn. Si verlaangen no Krea-tivitéit an der Fäegkeet vernetzt ze denken. Mir wëssen, dass mer den Defizit vum Stats-budget an de Joren 2008 an 2009 weider zrëckféiere mussen, an zwar bis op de Punkt vum Equiliber. Dat bedeit, dass en hallwe Prozentpunkt PIB pro Joer muss un Defizit ofgebaut ginn. Esou verlaangt et den europäesche Stabilitéitspakt vu senge Memberen, besonnesch vun deenen, déi mat esou positive Wirtschaftsdaten operéie-ren, wéi mir se de Moment kennen.

Dat ass zwar méiglech, mä et geet net vum selwen. Mir wëssen, dass mer laangfristeg iwwer eng ganz Aarbechtsgeneratioun ge-rechent 4% Wirtschaftswuesstum an der Moyenne brauchen, fir eis Pensiounskeesen iwwert d'Ronnen ze kréien, mä am Fong just, fir bei 700.000 Awunner festzustellen, dass mer ouni Reform annerhallef Millioun brauchen, fir dass de System weider ronn-dréint. A mir wëssen, dass déi 4% tëschent 2001 an 2004 nëmme mat ganz vill Krämp-es ze erreeche waren.

Mir wëssen, dass mer bei de Krankekeesen e strukturelle Problem hunn, dee sech spéit-stens dann auswierkt, wann déi haut 35- bis 50-Jähreg, déi an der Alterspyramid vun ei-sem Land dee gréissten Deel ausmaachen, an deen Alter kommen, wou se Sécurité-so-ciales-méisseg méi kaschten, an dat ass an der Regel vu 55 Joer un.

Mir wëssen, dass 2006 12.000 nei Aar-bechtsplazen zu Lëtzebuerg geschaf gou-fen, déi mat 9.000 Frontalieren an nëmme mat 3.000 Residentë besat goufen, dat bei enger Aarbechtslosegkeet op héije 4,5%, wat ronn 10.000 Leit ausmécht. Zu Lëtze-buerg ginn dëst Joer bal esou vill Aar-bechtsplaze vu Frontaliere besat, wéi eise ganze Chômage ausmécht, an awer geet en net erof, mat all deem, wat dat un indivi-duell dramatesche Schicksaler ausmécht.

Mir wëssen an deem Kontext och, dass Bil-dung, Ausbildung a Weiterbildung fir d'Re-duktioun vun der Aarbechtslosegkeet abso-lut kruczal Viraussetzung sinn, déi eis inter-pelléieren, fir un de schouleschen Optiou-nen an der Leeschtungs-fäegkeet vun der Lëtzebuenger Schoul dringend benéidegt Verbesserungen erbäizeféieren.

Mir wëssen, dass mer ewell dagsiwwer zu Lëtzebuerg zu iwwer 600.000 sinn, dovun just 280.000 Lëtzebuenger, mat all deem, wat dat u gesellschaftlecher Integratiouns-leeschung verlaangt, un Infrastrukturen, déi kaschten, an un Transfertsleeschungen, déi, wann net haut, da muer musse bezuelt ginn.

Mir wëssen, dass d'öffentlech Hand sech nach munches muss afale loossen, wa se méi bëllegt Wunne fir eis Jonk wëllt erméig-lechen, an am Fong iwwerhaapt er-schwénglecht Wunne fir all Mënsch. No-deems op der Steuer- a Subventiounssäit an deene leschte Jore bal alles gemaach ginn ass, wat iergendwéi méiglech ass, bleift nëmmen nach d'Méiglechkeet, duersch méi Angebot de Präis ze stabiliséieren. Ouni eng méi incisiv Roll vun der öffentlecher Hand wäert eis dat net am erfuerderleche Mooss geléngen.

Mir wëssen, dass an engem räiche Land och Aarmut existéiert. Do wou Liicht ass, ass och Schiet. An déi Leit, an et sinn dau-senden hei zu Lëtzebuerg, déi am Schiet musse liewen, hu sech dat net alles onbe-déngt gesicht. Onzouräichend Ausbildung, Aarbechtslosegkeet, iwwerdeiert Wunnen a mënschlech Keelt kënnen e Spiraleffekt aus-léisen, un deem sengem Enn Aarmut an Ex-

klusioun stinn. Dëst muss d'Politik mat alle Mëttelen an natierlech och ënner Réckgrëff op déi national Solidaritéit bekämpfen an andämmen.

Pake mer et un an engem positive Geescht, andeems mer déi richteg Décisiounen huelen, andeems mer d'Geschéck hunn, déi richteg Prioritéiten ze setzen, andeem mer dat Wesentlech vum Onwichtigen, dat kuerzfristegt Stëmmgewënnend vum laangfristeg Sënnvollen trennen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat vun Investissementer am Beräich vum öffentliche Transport, vum Logement, vun den öffentleche Bauten op eis duerkënnt, wäert considéabel Zomme verschlängen. Nei Spideeler, eng nei Organisatioun vun der medezinescher Betreiuungslandschaft, wéi se aus den elo ufänkenden Diskussiounen ëm déi nächst Spidolskaart erauszeliessen ass, wäerte sech an der Bilanz mat héijen Ausgabepostë manifestéieren. Ausgabeposten, déi mer net kënnen endlos strecken an drécken, wa mer, wéi dat jo kee géif bestreiden, d'Zil vun enger optimaler Gesondheetsversuergung fir jiddferen zu Lëtzebuerg weider virun Aen hunn.

Déi Schoulen, déi mer nach musse bauen, an zwar esou, wéi mer an Zukunft wäerte misse Schoule bauen, fir dass mer nei Bildungsziler kënnen erreechen, si net zum Braderiestarif opzeriichten - PPP hin oder PPP hier. Nei Garen, nei Zuchlinnen, Opfang- an Ëmgehungsstroosse kënnen mer net realiséieren, ouni substanzéiell Kreditter zu hire Gonschten auszeweisen. D'Beruffsa Familljeliwe matenee kombinéieren, Uni a Recherche opbauen, Kyoto meeschteren an eis Entwécklungshëllef weider ausbauen, wäert net zum Nulltarif sinn.

Dës erneiert Logik viséiere mer un, virum Hannergrond vun engem nach net ëmmer équilibréierte Budget, an deem mer op déi eng oder déi aner Manéier zousätzlech zu den ze gestaltenden Ausgabe musse 500 Milliounen pro Joer spueren, fir bis 2009 nees an den Equilibre ze kommen. Näischt vun deem, wat mer elo politesch bewierkstellegen, steet am Fong zur Dispositioun, esou dass mer net einfach kënnen soen: Hei gëtt elo e grouse Block herausgeschnidden, an da leeft et nees virun.

Mir hunn net 500 sozial Milliounen, déi mer kéinten oder wëiten einfach esou zesum-mesträichen - fir eng kloer Ofso un d'Adress vun all deenen ze riichten, déi esou eppes nach ëmmer schéngen ze mengen. Méi eng selektiv Ënnerstützungspolitik ze maachen, kann net heeschen, grad deenen, déi se am dréngendste brauchen, d'Ënnerstützung ewechzehuelen.

Déi bewäerte Politik viruschreiwen a se mat neien, néidegen, erstriewenswäerten Elementer an Akzenter kombinéieren heescht, eis budgetär aneschtens ze organiséieren. Et heescht och, Saachen a Fro ze stellen, déi zwar praktesch, komfortabel a gemitt-lech sinn, awer weder besonnesch zukunfts-trächteg nach vun engem voluntarist-esche Politikusaz inspiréiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wat ech elo probéiert hunn ze beschreiwen, ass als Gesamtpak onaus-wäichlech. Mir mussen eng Partie Ziler gläichzäiteg viséieren, a mir mussen eng ganz Partie vu Resultater gläichzäiteg er-reechen.

De Budget nees an e Gesamtéquilibrer ze kréien, dat ass keng Optioun. Et ass eng Viraussetzung an eng Noutwendegkeet, fir nei Politike kënnen unzegoen.

Nei Politiken ze definéieren an ëmzesetzen, ass och keng Optioun. Et ass dréngend noutwendeg, fir d'Zukunfts-fäegkeet vun eiser Gesellschaft ze assuréieren.

Déi Wiesselwirkung tëschent dem Ausgläiche vum Budget an der Realisatioun vun neie Politike fir d'Land a fir d'Leit ass keng einfach. Eisen Handlungsspillraum op dem Spannungsfeld tëschent Spueren an Invest-éieren ass enk, méi enk wéi fréier. Hien opti-mal notze bedeit, dass mer eis mussen eng kloer a verpflichtend Prioritéitenuerdnung fir déi kommend Jore ginn.

Ech hunn d'Investissementer an d'Défien op dësem Chantier ugeschwat. Méi bezuelbare Wunnengsraum, verbessert Mobilitéit fir eis Leit, eng besser Ausbildung fir eis Jonk, d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet

an der Ausgrenzung, dat mussen déi abso-lut virrangeg Ziler vun där Politik sinn. A si verlaange resolut Investissementer, déi eis all zegutt kommen.

Ganz besonnesch déi méi spierbar schou-lesch Erfolleger vun eiser Jugend konditio-néieren de weidere Succès vun der Lëtze-buerger Gesellschaft. Mir kommen net duer, wuer mer wëllen hin, wa mer net op déi kommend Generatiounen setzen, déi d'Heft kënnen an d'Hand huelen a Stat a Gesell-schaft orientéieren, am plaz just vun hinnen orientéiert ze ginn.

D'Entwécklung vum Chômage, déi vun der Kriminalitéit an der Gewaltbereitschaft an der Gesellschaft, déi vun eiser Kompetitiv-i-téit an eiser wirtschaftlecher Leeschtungs-fäegkeet hänke vun der Ausbildung an der Bildung vun deenen of, déi muer zu Lëtze-buerg solle schaffen. Natierlech mussen déi Leit sech och kënnen logéieren a sech bewe-gen.

A si wäerten zu méi sinn, wéi dat haut de Fall ass! Mir kréien all Joer 5.000 nei Awun-ner bäi. Dat sinn der 50.000 an zéng Joer. Ech muss kengem e Bild molen, fir duerze-stellen, dass ëm 2050 d'Lat vun de 700.000 Mënschen zu Lëtzebuerg esou wäert er-reecht ginn. An deem Zeenario wahrschein-lech mat ronn 300.000 Frontalieren. Dat mécht eng Millioun Leit, déi sech um Hori-zont vun der iwwernächster Generatioun wäerten zu Lëtzebuerg befannen a sech bewegen.

Un eis ass et haut, fir d'Viraussetzungen do-fir ze schafen, dass si dat an enger Atmos-phär vu sozialem Friden an am Kader vun enger équilibréierter Gesellschaft kënnen maachen. D'Schafe vun dëse Viraussetzun-gen huet alles ze di mat der Aart a Weis, wéi mer eis Budgeten déi kommend Joren agencéieren. D'Erausfuorderung ass deem-no gestallt. D'CSV-Fraktioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass bereet se un-zegoen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Wolter. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Här Presi-dent, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demo-kratesch Partei kuckt no vir! Dat sinn dem Statsminister seng Wiederer vun der leschter Woch - op jidde Fall, esou hunn ech se emol verstanen.

D'DP kuckt no vir, well mer eis Suerge maa-chen ëm eist Land, well mer eis Suerge maachen ëm d'Zukunftschancen hei am Land, well mer fäerten,...

(*Interruption du Président*)

...datt dat, wat laang Joren hei am Land ge-gollt huet, op eemol net méi de Fall ass, nämlech datt jiddferen d'Chance kritt, sech, seng Famill an domadder och dat ganz Land no vir ze bréngen. A mir hoffe jo emol, datt mer net déi eenzeg sinn, déi sech heibannen doriwwer Suerge maachen.

Ech si vun Natur aus Optimist, kann ech lech soen - wéi ganz vill aner liberal age-stallte Leit -, an ech übe mech ganz seelen a Schwarzmolerei. Den Optimismus dierf awer net blann maachen, fir dat ze erken-nen, wat schifleeft, wat déi grouss Eraus-fuorderunge vun der Zukunft sinn. En dierf eis net dozou verféieren ze mengen, ier-gendwéi géif et scho vum selwen erëm rich-teg gutt goen.

Wann ee gesäit, datt trotz intensive Spuer-moosname fir d'Joer 2007 e strukturellen Defizit am Statsapparat vun enger Milliard Euro virgesinn ass, da kann een dat net ein-fach esou hinhuelen. Dat heescht nämlech, datt de Stat fir 2007 eng Milliard méi dierf ausginn, wéi e rechent eranzekréien.

Trotz den Aschnëtter vun der Spuertripartite geet de geplangten Defizit an der Adminis-tration centrale, also dem Statsapparat, grad emol ëm 150 Milliounen par rapport zum Defizit am Budget 2006 erof. Wa mir an deem Rhythmus virufueren, da wäert de Budgetsminister nach laang mussen Defizi-ter presentéieren. Dofir si mir der Meenung, datt op där enger Säit déi Spuererefforten net dierfen noloossen, an datt mer op där aner-er Säit alles mussen drusetzen, datt och weiderhin eng dynamesch Ekonomie zum Finanzement vum Statsapparat ka bäi-droen.

Nu maach d'Liesart vum Budget no der SEC-95-Method - also kompatibel mat de Kritäre vum europäesche Stabilitéitsplang - eng aner sinn, mä Tatsaach ass, datt de Stat plangt, vill méi Geld auszeginn, wéi en era-kritt - an dat nach iwwert déi nächst Joren.

Wa mir net all Joers duerch déi exzellent Konjunktur méi Geld an de Statssäckel kréien, wéi no realistesch Aschätzungen

erwaart gëtt, da riskéiere mer d'Reserve ganz schnell opzebrauchen an deene kom-mende Generatiounen eng säfteg Schold ze hannerloossen.

Dofir maache mir eis Suergen ëm d'Zukunft. Et ass de strukturellen Defizit an de Statsfi-nanzen, dee momentan nach zum Deel duerch konjunkturell Plus-valuen ofgediert gëtt. Mä kee weess, ob dat nach déi nächst Joren esou bleift. De Schock vun 2001 misst eis jo alleguerten nach an de Schanke stie-chen.

Nu mierkt ee bei der Regierung an och bei de Majoritéitsparteien en intensiven Drang, fir d'Presentatioun vum Budget an Zukunft ausschliesslech no der SEC-95-Method vir-zehuelen, fir konform ze si mat Maastricht, fir eis besser mat den europäeschen No-pe-re kënnen ze vergläichen, fir déi finanziell Situatioun vun de Gemengen an de Sozial-keesse kënnen mat anzerechnen.

Dat mécht och Sënn an eisen Aen, mä et dierf awer net dozou féieren, datt d'Reali-téit verzerrt gëtt. Wann nämlech den Defizit beim Zentralstat mam Iwwerschoss bei der Sécurité sociale verrechent gëtt, da schéngt et, wéi wann d'Statsfinanze besser géingen dosto, wéi se a Wierklechkeet sinn.

No Maastricht kann dat Sënn maachen, mä et soll jo kee mengen, den Iwwerschoss aus de Sozialkeesse kéint wierklech dozou dén-gen, dem Stat seng Dépenses ze decken. Dat Geld ass net disponibel, mä dat Geld muss op d'Säit geluecht ginn, fir deene Jon-ke vun haut muer hir Pensiounen ze bezue-len.

Och wann no der SEC-95-Method den Defi-zit fir 2007 just op 310 Milliounen chiffréiert gëtt, huet de Stat e reelle Besoin de finance-ment vu ronn enger Milliard. A wann no der SEC-95-Method den Defizit 2009 bei null läit - an dat ass jo d'Zil vun dëser Regierung -, dann heescht dat nach ëmmer, datt den Zentralstat nawell en Defizit vun 2,3% vum PIB mécht. Vill méi transparent ass dat do-ten och net.

Et dierf also net drëms goen, de Budget aneschtens ze presentéieren, fir ze ver-heemlechen, datt de Stat am Laf vun deenen nächste Joren op Käschte vun de kom-mende Generatiounen leeft, an dann 2009 e Budget ze presentéieren, deen zwar am Maastricht-Equilibre ass, mir pro Joer awer ëm déi honnerte vu Milliounen méi ausginn, wéi erakommen. Neen, Maastricht hin oder hier, eis Ustrengungen, fir d'Recetten an d'Dépensé méi no beieneenzebréngen, dierfen net noloossen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet d'lescht Woch ge-mengt, d'DP géif ze vill no vir kucken an do-bäi de Bléck zrëck - virun allem op déi re-zent Vergaangenheet - vernoléisseg.

Ech wëll hei soen, datt d'DP zu deem steet, wat se an de Joren 1999 bis 2004 selwer ini-tiéiert huet, an och zu deem, wat se matge-droen huet. Dat kann ee jo net vu jiddferen-gem heibanne behaapten!

D'DP steet zu de Steierreduktiounen fir d'Pri-vatpersounen an d'Betriben aus de Joren 2001 an 2002, well se de Leit an de Betriben méi Loft ginn hunn, fir ze consomméieren an ze investéieren.

D'DP steet zu de Beschléss vum Renten-dësch, well domadder e politesche Problem geléist gouf, dee laang Joren d'Land ge-spléckt huet. Et ass do ëm Gerechtegkeet gaangen, et ass drëms gaangen, datt kee misst am Alter, no jorelaangem Schaffen, an Aarmut falen.

Dobäi ass d'DP déi Partei, déi scho virun 1999, duerno an och haut nach proposéiert, eise Rentensystem méi breet opzestellen, en duerch Elementer vu Kapitaldeckung ze verstärken, fir datt en dann och nach d'Laaschte kann droen, wann déi an d'Pen-sioun ginn, déi dëst Joer, also 2006, fir d'éischte Kéier eng Cotisatioun bezuelt hunn. Do konnten tëschent 1999 an 2004 éischt Akzenter gesat ginn. Zënterdeem ass awer net méi vill geschitt.

D'DP steet och zur antizyklescher Budgets-a Finanzpolitik vum Ufank vun dësem Jor-zéngt. Et war richteg, d'Konjunktur net duerch iwwerdriwwer Spuererefforten nach weider ofzewiergen, wéi déi international Ekonomie dat souwisou schonns gemaach huet. Mä eng antizyklesch Budgetpolitik besteet jo net nëmmer doranner, a schlech-ten Zäiten d'Konjunktur duerch d'Akafhuele vun engem Defizit ze stäipen.

Déi aner Säit vun der Medail gesäit vir, a gudden Zäiten den Defizit nees ze redu-zéieren - an eigentlech méi wéi dat. D'Rech-nung geet jo mëttelfristeg nëmmen op, wann a gudden Zäiten och nees deement-sprechend Reserve kënnen ugeluucht ginn, also Iwwerschëss kënnen accumu-léiert ginn, déi da bei där nächster Talfahrt e wäertvollt Polster kënnen duerstellen.

Grad deen Effort ass momentan bei engem Defizit vun enger Milliard Euro net ze erken-nen. D'Reserve ginn och a gudde Jore wei-der ugezaapt. A wat géif geschéien, wann d'Ekonomie kuerzfristeg nees géif abrie-chen? Da géif Lëtzebuerg ganz schnell mam Réck zur Wand sto.

Mir gesinn eis zrëckversat an d'70er Joren, wou d'Politik a ville Länner esou gemaach huet, wéi wa se ganz streng no de Virgabe vum Här Keynes géif fueren, op deem seng Theorie sech dat do jo baséiert, mä duerno awer ganz schnell an Zäiten, wou den Defi-zit hätt erëm misse reduzéiert ginn, dat si gelooss huet an d'Geld awer weider aus-ginn huet. Déi Länner leiden haut nach oft ënner engem Scholdebierg, dee se dee-mools accumuléiert hunn.

Wou an e puer Joer esou vill Geld ausgi-gouf, datt déi nokommend Generatiounen nach haut mussen zrëckbezuelen.

Wou d'Schold- an d'Zënslaaschten all Mar-gen opfriessen, fir nei Politike kënnen ze ge-stalten.

Wou d'Hänn engem da gebonne sinn, wann néideg Strukturreforme musse begleet ginn.

Wou näischt méi bleift, fir de Konsequenze vun der Globaliséierung entgéintzewierken oder se nëmmen ofzufiedere.

Wou d'Demographie schwéier op de Rente-system dréckt, mä weineg Spillraum ass, fir den Émbau vum System ze ënnerstëtzen.

Wou de medezinesche Fortschrëtt ze deier gëtt, fir datt jiddferen dovunner ka profi-téieren.

Wann d'DP virun esou engem Zeenario warnt, da kann een dat weder als Autismus nach als Schizophrenie bezeechen, dann ass dat eng Politik vu klorem Mënschever-stand. Dofir plädéiert d'Demokratesch Par-tei fir weider Efforten ze maachen, fir mëttel-fristeg wierklech nees mat deem Geld vun haut eens ze ginn.

Et wär méi einfach fir d'DP sech als Sproochrouer vun all deenen ze profiléieren, deenen all Dag afält, wéi de Stat nach méi Geld kéint ausginn. Et wär einfach, vläicht populär, mä et wär awer falsch! Mir kréien eis Zukunft net preparéiert, wa mir esou maachen, wéi wann alles kéint beim Ale bleiwen.

An datt ee mat esou enger éierlecher Oppo-sitiounspolitik och eppes bewierke kann, hu mir am Laf vun dësem Joer méi wéi eng Kéier gesinn.

Et war d'Demokratesch Partei, déi vun Ufank u plädéiert huet, d'Budgetskris net duerch en Dréinen un der Steierschrauw ze léisen. Esou wéi d'Steierreduktiounen vun 2001 an 2002 am Endeffekt méi Geld an d'Statskeess bruecht hunn, esou schaaft d'Erhéijung vun der Steierlaascht nëmme kuerzfristeg eng budgetär Entlaaschtung, well d'Betriben hir Aktivitéit verlageren an de Konsum ofgewiergt gëtt. Duerno geet et dem Statsbudget net besser wéi virdrun. Am Fall vun enger klenger Ekonomie, déi duerch d'Dynamik vum Finanzsektor ge-droe gëtt, nach éischter vill méi schlecht.

An ech muss lech soen: Mir sinn erliichtert, datt déi gréisste Sënnen, déi d'Regierung am Mee vun dësem Joer geplangt hat, elo emol op Äis leien.

(*Interruption*)

D'Erhéijung vun der Solidaritéitssteuer ëm 1% fir Privatpersounen a Betriben wär mat Sécherheet e falsch Signal gewiescht an hätt eiser nationaler Ekonomie nohalte geschuet. Dës Steuer ass en Instrument, fir an enger Krisesituatioun déi national Solidari-téit kënnen spillen ze loossen. Se géif elo awer just dozou féieren, datt manner Aar-bechtsplaze géingen entstoen, also de Contraire vun deem, wat mer brauchen, a vun deem, wat mer hoffentlech alleguerte wëllen.

Et war d'DP, déi als Eenzeg am Land géint deen Nonsens do Stuerme gelaf ass, a schlussendlech huet d'Regierung missen noginn. Eise Problem läit nämlech net doranner, datt net genuch Geld an d'Stats-keese kënnt. Dat gesi mer jo, wa fir dat la-fend Joer iwwer 700 Milliounen méi schéngen eranzekomme wéi geplangt. Et sinn d'Dépenses, déi eis fortlafen. Do musse mer usetzen, wa mer dee strukturellen Defizit vun enger Milliard wëllen erofsetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP begréisst et och, datt d'Regierung elo emol zumindest driwwer schéngt nozeden-ken, fir d'Steiertabell un d'Inflatioun unze-passen. Ech wëll dat hei kloer soen, well dat ass jo schonn emol e grouse Fortschrëtt par rapport zu deem, wat mer am Mee vun dësem Joer hei héieren hunn.

D'DP huet scho beim Budget fir d'Joer 2005 op déi schliächend Steiererhéijung op-mierksam gemaach, a mir stelle fest, dass de Krees vun deenen, déi eis Recht ginn,

ëmmer méi grouss gëtt. Mir befannen eis do a gudder Gesellschaft vu CGFP, LCGB an aneren, déi datselwecht fuerderen.

Zënter dem 1. Januar 2002, wou déi deemoleg CSV-DP-Regierung d'Akommessteuer däitlech reduzéiert hat, hunn d'Steierzueler hei am Land wesentlech méi un Akommessteuer bezuelt, wéi dat dem deemolegen Tarif no noutwendeg gewiescht wär. Zënter datt dës Regierung am Amt ass bis haut hunn d'Leit insgesamt 280 Milliounen Euro méi u Steiere bezuelt. Eleng fir dat lafend Joer mécht dat ëm déi 140 Milliounen aus. An et muss een dovunner ausgoen, datt mat där am Dezember erfallender Indextranche d'Erhéijung vun der Akommessteuer fir 2007 nach emol wäert méi héich ausfalen.

Et ass virun allem hei de Mëttelstand, dee méi bezilt. Et sinn net déi sougenannten Déck, deenen den Här Frieden an d'Täsch gräift, well fir déi och duerch d'Inflatioun d'Maximalbelaaschtung net iwwer 38%erausgeet. Et sinn déi schaffend Leit: Aarbechter, Employéén, Fonctionnaires. Et sinn da besonnesch och nach Famillje mat Kanner, bei deenen zougeschloe gëtt, also déi, déi schonn duerch d'Verschiebung vum Index, duerch d'Autossteuer, duerch d'Erhéijung vun den Accisen hu misse Plomme loossen.

Nieft dem Kafkraaftverloscht musse se dem Stat fir d'nächst Joer 140 Milliounen Euro méi Akommessteuer bezuelen, wéi laut Tarif noutwendeg wär. E Jonggesell mat engem Akommes vun 2.500 Euro de Mount am Joer 2002 bezilt doduerjer, eleng datt den Index zënter dem 1. Januar 2002 ëm 13,1% gestiegen ass, elo ronn 37,4% méi Steiere wéi nach 2002.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Wéi vill Euroe sinn dat?

» **M. Claude Meisch** (DP).- Dat ass een Drëttel...

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Wéi vill Euroe sinn dat?

» **M. Claude Meisch** (DP).- Ech kann lech dat soen, wa mer an d'Steiertabelle kucke ginn, Här Juncker. Et ass en Drëttel méi wéi hien 2002 bezuelt huet. Ech kann lech aner Beispiller nennen.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

» **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Den Här Statsminister misst dat dach wëssen.

» **M. Claude Meisch** (DP).- Eng bestuete Koppel mat zwee Kanner a mat engem Akommes de Mount vu 4.000 Euro bezilt souguer 72,3% méi Akommessteuer wéi 2002. Ocho do kënnen mer schnell nokucken, wéi vill Euroen datt dat dann ausmécht.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Wéi vill Euroe sinn dat?

» **M. Claude Meisch** (DP).- Ma mir kucken dat elo no, Här Juncker. Da stelle mer eis zesummen iwwert de Barème an da siche mer et no.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Très bien.

» **M. Claude Meisch** (DP).- Den Index, dee jo elo emol net méi duergeet, fir d'Kafkraaft ze erhalen, muss dann och nach hierhalen, fir dem Stat méi Steieren ze bezuelen.

Dat sinn ze vill Laaschten op deene Schëlleren, déi eist Land sollen droen!

A wéi d'Partei mat engem „S“ am Numm datt dann och nach als eng sozial Politik kënnen verkafen, dat muss emol een eis erklären.

An da kënn den Här Frieden am Eescht heihinner a seet, 2007 géingen d'Steieren net eropgoen. Wann nieft der Autossteuer, den Haussé vun den Accisen, der TVA fir liberal Beruffer, dem Plus vun der Cotisatioun fir d'Fleegeversécherung ëm 40%, dann och nach iwwer 140 Milliounen zousätzlech un Akommessteuer fälleg ginn - wann dat awer keng Steiererhéijunge sinn, da freet ee sech, wat den Här Frieden sech ënner enger richteger Steiererhéijung alles virstellt.

D'lescht Woch huet de Premierminister d'Diere fir eventuell Steiererlicherterungen eng Spléck wäit opgemaach. Ech bedauern awer, datt de Premier net méi determinéiert war, grad wéi et ëm d'Erofsetze vun de Steiere gaangen ass, an hien huet sech do méi wéi och nëmmen eng Hannerdeit opgelooss.

Eiser Meinung no muss et ganz kloer d'Zil vun der Politik sinn, fir de Leit an de Betriber

hei am Land e groussen Deel vun deem Geld, wat se duerch hir Aarbecht verdéngt hunn, ze loossen.

D'Lëtzebuerger Economie glänzt jo och doduerjer mat grousse Performancen, well den Know-how an d'Kapital zum Deel aus dem Ausland kommen. D'Wëssen, d'Erfahrung an d'Fäegkeete vun dausende vu Leit droen zum Wuelstand vu jiddferengem bäi. Dat Wëssen, déi Erfahrung an déi Fäegkeete kënnen awer och schnell nees verluer goen, wann d'Leit gesinn, datt de Stat sech hei zu Lëtzebuerg ze vill zerwéiert un deem, wat si geschafen hunn.

D'selwecht ass et mam Kapital, dat hei investéiert ass. Wann et enzwousch anescht méi ofwerft, da geet et iergendwann dohinner. De globale Steierwettbewerb wäert Lëtzebuerg net ophalen, an dofir musse mer nieft der Akommessteuer och d'Betriebsbesteierung iwwerdenken; net fir Cadeauen ze maachen, mä fir sécherzestellen, datt och muer nach grouss Benefisser mat zwar verstännege Steiersätz kënnen besteiert ginn. Da kënn nämlech vill méi Geld an d'Statskeess, wéi wa mer hei nach just e puer Entreprisë mat dann zwar ganz héije Sätz kënnen besteieren.

Duerfir kann et haut net méi sinn, datt eng Entreprise schonn um investéierte Kapital besteiert gëtt, éier se iwwerhaupt schonn hir Dieren opgemaach huet. Den Droit d'apport gehéiert net méi an dës Welt, a mir sollten net op d'EU-Kommissioun waarden, fir hei eppes ze ënnerhuelen.

D'Taxe d'abonnement ass jo keen Argument, fir d'Fongenindustrie hei zu Lëtzebuerg ze halen. A well ee jo weess, datt an deem Domän d'Konkurrenz an a ronderëm Europa méi grouss ginn ass, muss een och hei zu enger Strategie zrëckfannen, fir sécherzestellen, datt de Stat sech och nach duerch d'Aktivitéiten op der Finanzplaz ka finanzéieren, an dës Aktivitéiten awer gläichzäiteg kann heihalen. Méi eng differenzéiert Taxe d'abonnement géif do sécherlech Sënn maachen, fir zum Beispill eng Rei vu spezifesche Produitë besonnesch ze förderen.

Mir sollten eis seriö mat de Propositionen an den Iwwerleeunge vun der Chambre de Commerce zur Betriebsbesteierung beschäftegen. Well mir als Land de Choix geholl hunn, mat niddrege Steiere vill Aktivitéit wëlen unzezéien, musse mir hei besonnesch e Bléck op eis europäesch Noperen halen. Duerfir sollte mir eis ganz schnell Gedanke maachen iwwert d'Besteierung vum Kapital, iwwert den Droit d'apport, iwwert d'Iddi vun der Dette notionnelle beziehungsweis d'Intérêts notionnels, iwwert den Taux d'imposition vun de Betriber an esou weider an esou fort.

Eng interessant Steierlandschaft ass haut méi wéi jee wichteg, a besonnesch fir Lëtzebuerg, fir kompetitiv ze bleiwen. Et ass och de Garant, fir weider Aktivitéiten um Standuert Lëtzebuerg, fir sécher Aarbechtsplazen an eben och fir gesond Statsfinanzen. Mir sollten de Schrëtt schnell ugoen, well et ass vill méi einfach, e Betrib heizehalen, wéi en duerno nees sichen ze goen.

Eng kompetitiv Betriebsbesteierung eleng mécht awer nach keng dynamesch Economie. De Präis vun der Energie, schnell an effizient Administratiounen, e Guichet unique fir Betriber, eng oppen Haltung zu Zukunftstechnologien, Flexibilitéit, fir ze produzéieren an ze verkafen, Innovatioun duerch Fuerschung, Virfahrt fir eise Mëttelstand, a ganz besonnesch gutt forméiert Personal; alles dat muss zesummekommen, fir datt muer eis Economie genuch ofwerft, fir datt mir eis grouss a kleng Wënsch kënnen erfëllen. Och dat ass Budgetspolitik, wa mëttelfristeg assuréiert ass, datt kompetitiv Betriber hei am Land hir Steiere bezuelen. Dat bréngt Recetten. Dat reduzéiert den Defizit.

Et ass an eisen Aen net alles falsch, wat de Premierminister d'lescht Woch hei presentéiert huet. A bei deem engen oder anere Schrëtt wäert en d'Demokratesch Partei als Alliierten hunn: Dann, wann et drëms geet, d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen, fir d'Betriebssteiere punktuell unzepassen, fir esou am internationale Kontext konkurrenzfäeg ze bleiwen.

Mat der Iwwerleeung, fir mëttelfristeg Reserven unzeleeën, fir eng Rei vu Risiken op der Recettësäit, wéi zum Beispill den Tanktourismus, ze provisionéieren, hu jo och mir eis scho beschäftegt. Wann et drëms geet, fir nei Margen ze schafen, fir esou nei an noutwendeg nei Politike kënnen ze développéieren, wäert d'DP gäre mathëllefen. Nëmmen esou ass eisen Engagement an der Fuerschung, fir d'Uni, fir d'Kannerbetreuung ze finanzéieren.

Mä finanziell a politesch geet dat doten alles eleng net op. Wann een dat do alles wëllt maachen, da muss ee jo iwwert déi Reforme

vun der Tripartite erausgoen, da sinn déi jo wierklech nëmmen den Ufank, wéi de Rapporteur Lucien Thiel d'lescht Woch hei gesot huet.

Ech froen duerfir: Wéi wëllen d'CSV an d'LSAP elo weiderfueren, wann alles nëmmen en Ufank ass? Wéi wëllen d'CSV an d'LSAP dann nei Margë schafen, d'Zukunft attackéieren, a fir déi schlecht Zäite spueren? Sot eis dat, wann ech gelift!

Hei ass et, wou et da roueg gëtt op de Bänke vun der Majoritéit!

Kee Wuert doriwwer, wéi mir muer eis sozial Ofsécherung wëlle finanzéieren, wann de Budget déi grouss staatlech Participatioun un de Kessen net méi packt. Kee Wuert mat wat fir enger Aarbechtsmaartpolitik d'Ausgabe vum Fonds pour l'Emploi solle reduzéiert ginn, andeems d'Leit nees an den éischten Aarbechtsmaart integréiert ginn.

Keng Iwwerleeungen, wéi den Transfert vu Sozialleeschtingen an d'Ausland ka gebremst ginn. Mir hunn näischt héieren iwwer méi eng kloer Orientatioun an der Familljepolitik. Kee Wuert iwwer méi eng selektiv Sozialpolitik, wou deen, deen déi Hëllef brauch, och méi gehollef kritt, amplaz déi elektoral motivéiert Géisskanepolitik, déi kaum nach ze finanzéieren ass.

(Interruption)

Wie mengt, datt de Budgetséquiber mëttelfristeg kann erreecht ginn, d'Steiere kënnen erofgoen, Reserve kënnen op d'Säit geluecht ginn, an nei Dépenses engagéiert ginn, dee kënn net laanscht dës Froen. Et sief dann, déi hätte Recht, déi soen, d'Situatioun wär vill besser, wéi d'Regierung se géif duerstellen. Dat wär zwar vläicht den einfachsten Zeenario, ob et dee realisteschsten ass, dierf awer dohinnergestallt sinn.

Wien d'Ziler, déi d'lescht Woch hei développéiert goufen, wierklech wëllt erreechen, deen deet gutt drun, nach emol e Bléck an déi 33 Propositionne vun der Demokratescher Partei ze werfen, déi mir am Abrëll vun dësem Joer vigeluecht hunn. Propositionen, wéi de Stat besser mat sengem Geld eens gëtt, wéi d'Mënschen an Aarbecht kommen a bleiwen, wéi eis sozial Ofsécherung op déi grouss Erausfuerderunge vun der Zukunft kann agestallt ginn, wéi eis Betriber der globaler Konkurrenz trotzte kënnen.

Propositionen, déi net d'Ambitioun hunn, all Beauty-Contest ze wannen, mä eng éierlech Politik ausmaachen, déi eist Land nees kann op déi richtig Schinn bréngen. Eng Politik, déi vu jiddferengem eppes ofverlaangt, dofir eis de Scholdestat géif erspueren, dee jiddferengem hei am Land seng Fessel duerno géif uleeën. Eng Politik, déi der Economie nei Perspektiven opmécht, eng Politik fir d'21. Jorhonnert, an net eng Perspektiv just bis 2009. Mä fir esou eng Politik schéngen d'CSV an d'LSAP net ze begeeschteren ze sinn.

Wat fir eng Politik begeeschtert dann nach d'CSV an d'LSAP? Et weess keen et esou richtig. Wann den Här Bodry, Parteipresident vun der LSAP, dem Premier an aller Däitlechkeet ze verstoe gëtt, datt den Här Boden laang genuch Zäit gehat hätt, fir nozekucken, wéi d'Situatioun um Wunnengsmaart sech Joer fir Joer verschlëmmert, da kann d'Ähnlechkeet an der Koalitioun jo wuel net besonnesch grouss sinn.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Ech wëll lech awer soen: Beim Här Boden a mir klappt et awer nach.

(Hilarité)

» **M. Claude Meisch** (DP).- Här Premierminister, dovun hunn déi Leit, déi op der Sich no enger Wunneng sinn am Land, awer nach net ganz vill.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Jo, jo.

(Interruptions)

» **M. Claude Meisch** (DP).- A wann dann och nach de Budgetsrapporteur Lucien Thiel, deem ee muss fir seng Fläissaarbecht félicitéieren - wat ech dann heimadder och ausdrécklech wëll maachen -, vum LCGB virgeworf gëtt, hie wär de Wollef am Schofspelz, da versteet een,...

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Dat ass net de Fall.

» **M. Claude Meisch** (DP).- ...datt se an der CSV alleguerten un engem Strang zéien, awer leider a verschidde Richtungen.

(Interruptions diverses)

Den CSV-Deputéierte Lucien Thiel wëllt weder den Index manipuléieren an de Rente-

system ëmbauen. Fir den CSV-Deputéierte Marc Spautz an anerer sinn dat „Visiounen, déi futtimaachen“! Dobäi sëtzen den Här Thiel an den Här Spautz hei an därselwechter Fraktioun. D'CSV probéiert vu lénks bis riets de ganze Politspektrum...

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Voilà!

» **M. Claude Meisch** (DP).- ...ofzedeken, a si mierken emol net, datt se amgaange si bei wichtige Zukunftsthemen, déi d'Zukunft vun deem Land hei markéieren, an der Mëtt auserneenzebriechen.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Dat mécht d'Differenz tëschent 36 an 20.

» **M. Claude Meisch** (DP).- Den Här Thiel mécht sech Suergen ëm déi laangfristeg Finanzéierbarkeet vun eise Renten; d'Demokratesch Partei och. Wann déi Suergen awer eescht gemengt sinn, da muss den Här Thiel a vill anerer och géint de Projet de loi 5611 stëmmen, well domadder zum Beispill duerch den Transfert vun de Babyjoren oder den Transfert vun der Prise en charge vum Complément différentiel fir 2007 méi Ausgabe vun 29 Milliounen aus dem Statsbudget an d'Rentekeese verlagert ginn. Dat nodeems mam Budget vun 2006 emol schonns 17 Milliounen zu Laaschte vun de Pensionskeesen transféréiert goufen.

Dat heescht: manner Reserven, manner Kapitaldeckung! An d'Rentemauer réckelt domadder e weidert Stéck méi no. E Problem vun haut gëtt einfach op déi nächst Generatiounen ofgewälzt.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Ah!

» **M. Claude Meisch** (DP).- Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass keng responsabel Politik!

» **Une voix**.- Très bien!

» **M. Claude Meisch** (DP).- Jorelaang ass dem Land...

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Vous ne manquez pas de culot!

» **M. Claude Meisch** (DP).- ...a senge Bierger gepriedegt ginn, d'Zukunft hätt dräi Buschtawen:...

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Vous ne manquez pas de culot!

» **M. Claude Meisch** (DP).- ...IVL! Programme directeur, Programmes sectoriels, Plans régionaux, Stadentwécklungsplang, en neit Gesetz iwwert den Aménagement communal, nei PAGEn uechtert d'Land; alles dat gëtt elo vum Premier selwer iwwer Bord gehäit, wat eng kohärent Landesplanung ausmécht, andeems e proposéiert, de Stat soll Terrainen ausserhalb vum Perimeter opkafen an als Bauland op de Marché bréngen. Dovunner ofgesinn, datt duerch esou eng Äusserung d'Präisser vun den Terrainen och ausserhalb vum Perimeter an der Sekonn explodéiert sinn, ass et contraire zu alle Virstellunge vun enger kohärenter Entwécklung vun eisen Uertschaften.

Et geet der Regierung hei just drëms, ee Joer nom Mea culpa vum Premierminister, den Échec vun hirer Politik ze cachéieren. Datt d'Regierung an der Wunnengsbaupolitik scho laang kapituléiert huet, gëtt jo spëitstens kloer, wann de Premier seng lescht Hoffnung domadder verknäppt, datt d'Leit, oder déi ganz räich Leit, bereet wären, hir Terrainen emol ënnert dem Maartpräis ze verkafen.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Jo!

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- D'DP war géint all couragéiert Moossnamen.

» **M. Claude Meisch** (DP).- De Premier kann esou vläicht op de Comptoiren uech-

tert d’Land punkten. Et wäert awer ni een doduerjer eng Wunneng méi bëlleg fan-
nen.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d’État, Ministre des Fi-
nances*. - Jo. Bestëmmt net um ieweschte
Stack vum Interconti. Dat ass wouer.

» **M. Claude Meisch** (DP). - Wann et
lech mat esou Äusserungen, Här Statsmi-
nister, eescht gemengt ass, da kann ee jo
dovunner ausgoen, datt de Stat deem-
nächst och wäert bereet sinn, Terrainen, déi
em selwer gehéieren, ënnert dem Präis ze
verkafe,...

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier
Ministre, Ministre d’État, Ministre des Fi-
nances*. - Jo.

» **M. Claude Meisch** (DP). - ...wéi dat
zum Beispill um Kierchbiereg kéint de Fall
sinn...

(Interruption)

...respektiv ganz massiv op de Modell vum
Bail emphytéotique zrëckgräifen, wéi d’Stad
Lëtzebuerg dat jo an der Lescht gemaach
huet.

(Interruption)

Wéi een et fäerdeg bréngt, als Premier an
enger Woch souwuel déi fréier wéi och déi
heiteg Educatiounsministesch ze désa-
vouéieren, dat ass dem Här Juncker säi Ge-
heimnis. Fir d’éischt stellt de Premier sech
voll hannert d’Madame Delvaux a léisst kee
gutt Hoer un der DP-Bildungspolitik aus der
leschter Legislaturperiod, an da schléit e
sech nees op d’Säit vun der Madame Bras-
seur; wou jo awer jiddferree weess, datt d’DP
e ganz aneren Usaz an der Educatiouns-
politik huet, wéi déi jëtzeg Regierung. Inter-
sant wär et emol ze héieren, wat d’CSV an
der Bildungspolitik virhuet. Oder wëllt d’CSV
hei wierklech nees d’Madame Hennicot
reaktivéieren?

Amplaz datt de Premier de Gemengen
d’Schold gëtt un der héijer Inflation, soll
hien emol kucken, wat den Innenminister
dovunner hält. Dee priedegt vu Rëmeleng
bis op Huldang nämlech, datt d’Gemenge
sollen de Käschtedeckungsprinzip uwen-
nen, an datt d’Fudder Waasser an Zukunft
bis zu 4,5 Euro kéint kaschten. Et däerf ee
gespaant sinn, wéi deen dote Richtungs-
sträit innerhalb vun der Regierung ausgeet,
ob de Premier wénnt oder säin Innenminis-
ter.

» **Une voix**. - Très bien.

» **M. Claude Meisch** (DP). - Och wäert
et drop ukommen, ob de Stat bereet ass,
nach déi grouss an deier Infrastrukturpro-
jete bei der Ofwaasserklärung wéi bis elo
mat 90% ze subsidiéieren. Sollt dat net de
Fall sinn - an dat stoung jo emol schonn am
Raum -, da wäert nach eng weider Well vun
Taxenerhéijungen op d’Leit duerkommen.

Och dierf ee gespaant sinn, ob d’LSAP
d’Meenung vum Här Juncker deelt. Ëmmer-
hin huet d’Lëtzeburger Sozialistesche Aar-
bechterpartei nach viru sechs Méint per
Communiqué matgedeelt, datt d’Regierung
eenzeg an eleng un den Taxenerhéijungen
an de Gemenge schëlleg ass, well de Stat
d’Gemenge géif finanziell ausdréchnen.

Wie bei dëser Regierung no Kohärenz an
der Aktioun sicht, gëtt batter enttäuscht.
Den Zickzackkurs veronséichert net nëm-
men d’Leit hei am Land, en ass och den
Ausdrock vun enger grousser Hëllefloseg-
keet vun der Regierung.

„Réformer“ heescht laut Petit Robert: „chan-
ger en mieux“! D’Regierung schwätzt vum
engem Reformbudget fir d’Zukunft. Nu gëtt
vun neie Margë geschwat, mä bei engem
Defizit vun enger Milliard si keng ze fannen.
Nu sollen déi nächst Generatioune mat an
d’Boot geholl ginn; a Wierklechkeet ginn
d’Budgetsreserven opgebraucht an d’Ren-
tereserven ugeknabbert.

Oft, wann een dem Premier a munche vu
senge Ministeren esou nolauschtert, mengt
een, si wélten tatsächlech eppes besser
maachen: D’Madame Jacobs huet den
Term „selektiv“ schonn an de Mond geholl;
den Här Krecké schwätzt dovun, d’Kompeti-
tivitéit ze verbessern; den Här Biltgen wëllt
sécher méi Leit an Aarbecht bréngen; an
den Här Frieden wëllt och d’Statsfinanzen

ofsécheren. Dat Wonschdenke wëlle mir
duerfir och guer net a Fro stellen, mä dee
Wonschconcert do hält allenfalls a Sonn-
desrieden d’Strooss. Mat enger reeller a fir
d’Bierger positiv spierbarer Politik huet dat
awer näischt ze dinn.

Dem Premier seng Wierder vum 12. Oktober
2005 kënne mir mat zwou Hänn ënner-
schreiwen. Deemools sot hien hei am Haus:
„Eisen Usproch, eis Ambitioun fir déi nächst
Zäit an déi Zäit no der nächster Zäit ass
kloer. Mir brauche Modernisatioun do, wou
mer net virukommen, a Remoderniséierung
do, wou mer amgaang sinn zrëckzefalen.
Innovatioun, Transformatioun, Integratioun:
Ronderëm dës Begrëffer organiséiere sech
d’Modernisatioun an d’Remodernisatioun.
(...) D’Objektiv ass et, déi kuerz- a mëttel-
fristeg Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft
méi solidd ze maachen an hir Stärkten ze
notzen, fir d’sozial Solidaritéit an de sozialen
Zesummenhalt iwwer Jorzéngten, dat
heescht och a grad fir déi nei Generatioun,
méi nohalteg staark ze maachen.“

Et gesäit een, datt d’Kommunikatioun an
d’Rhetorik wuel stëmmen. Mä d’Wierklech-
keet ass eng aner, a ganz oft komme mer
net iwwert déi blouss Rhetorik eraus. An dat
ass et, wat d’Bierger am meeschten ent-
täuscht. Et gëtt a Wierklechkeet net vill zum
Bessere geännert. Dat, wat schlecht leeft,
gëtt elo wéi an engem alen Auto gefléckt.
D’Raschtflecke ginn iwwerpinselt, an iwwer-
all do, wou op de Sëtzer de Stoff ofgenotzt
war, gëtt en nei iwwerzunn. Mä d’Rascht-
flecken iwwerpinsele geet an den Ae vun
der DP net duer.

Wou hu mir da bis elo moderniséiert a remo-
derniséiert? War et net esou, datt mer
duerch äusserlech Zwäng dozou gezwonge
gi sinn, wa mir emol eppes geännert hunn?
War et net esou, datt mir méi oft duerch
Bréissel Bee gemaach kruten, wéi datt mir
selwer d’Zepter an d’Hand geholl hätten an
eppes moderniséiert a remoderniséiert hät-
ten?

Ass d’Regierung wierklech der Meenung,
datt mir mat der Verschiebung vun den In-
dextranché genuch fir d’Kompetitivitéit vun
eise Betriber gemaach hunn? D’Banque
centrale kënnt jiddefalls zu enger anerer
Konklusioun.

Wëllt d’Regierung wierklech net dofir suer-
gen, datt d’Geschäfte hei am Land hir Die-
re kënnen opmaachen, wann d’Leit wëllen
akafe goen?

Wou bleift d’Simplification administrative?

Wéini kënnt den neien Aktiounsplang fir de
Mëttelestand?

Wéi vill Leit hu sech da bis elo scho getraut
a sinn hiren eegene Patron ginn?

Wéi kréie mer eis jonk Leit esou forméiert,
datt se eng vun deene ville geschafenen
Aarbechtsplaze kënnen unhuelen?

Si mer wierklech no zwee an en halleft Joer
CSV-LSAP besser ginn? Hu mer eis besser
op d’Zukunft virbereet? Hu mer schonn alles
gemaacht, wat ze maachen ass, oder si mer
den einfache Wee gaangen an drécken
d’Problemer virun eis hir?

Et bleift dëser Regierung nach zwee an en
halleft Joer fir konkret Politik kënnen ze ge-
stalten. Dës Zäit muss och genotzt ginn. Mir
däerfen eis elo op kee Fall bis no den
nächste Wahle vertagen. Dës Zäit huet Lët-
zebuerg net!

D’Demokratesche Partei hëlleft gären dobäi
mat, wann et drëms geet, d’Zukunftschancë
vun de Mënschen hei am Land ze verbes-
seren.

Fir datt och déi Jonk mat rouegem Gewës-
sen an de Rentensystem kënnen abezuelen!

Wa mir eis kloer Ziler an der Familljepolitik
setzen!

Fir datt och an Zukunft Krankheet net Aar-
mut heescht!

Wann de Courage, sech selbststänneg ze
maachen, nees belount gëtt!

Wann d’Prozedure solle vereinfacht ginn, fir
datt d’Administratiounen nei Chancë kën-
nen opmaachen!

Fir eis oft verstëbste Gesetzter der gesell-
schaftlecher Realitéit kënnen unzepassen!

Fir datt de Wee op d’ADEM nees mat Hoff-
nung an net mat Frustratioun verbonnen
ass!

Fir datt déi kommand Generatioune mat um
Dësch sëtzen, wann haut d’Finanz- a Bud-
getspolitik definéiert gëtt!

Fir wierklech schnell méi Wunnengen ze
bauen, an domadder wunne kee Luxus méi
ass!

Fir eis Schoul nei auszeriichten, datt se eng
Äntwert gëtt op déi sozial, wirtschaftlech a
gesellschaftlech Realitéiten, eng Schoul,
déi de Schlëssel ass zur Réussite!

Zéng Aktiounsfelder, op deene vill Aarbecht
op d’Politik waart. Zéng Aktiounsfelder, wou
mir an deene kommenden zwee an en hal-
left Joer nach villes kënne bewegen.

Wann d’Richtung stëmmt, da fannt Dir an
der Demokratescher Partei e responsabele
Partner. Wann d’Richtung stëmmt, da wäert
och déi gréissten Oppositiouspartei
d’Äerm eropstréppen, fir eist Land op d’Zu-
kunft ze preparéieren.

Nun ass am Budget fir d’Joer 2007 awer
keng kloer Richtung ze erkennen. Et gesäit
een net, ob d’Regierung bereet ass, déi ver-
bleiwend Zäit ze notzen, fir weider wichteg
Struktureformen op de Wee ze bréngen. Et
huet een net d’Impressioun, wéi wa sech
d’CSV an d’LSAP ëmmer esou eens wären,
wouhinne et soll goen. Et huet ee manifes-
tement d’Gefill, wéi wann d’Politgewerk-
schaften a béide Parteien op der Brems géi-
fe stoen.

Wann Dépensen einfach emol op déi kom-
mend Generatiounen ofgewälzt ginn, d’Pro-
blemer um Bockel vum Steierzueler geléist
ginn, a wichteg Struktureforme leie blei-
wen, bis et ze spéit ass, dann ass dat dee
Wee, deen d’Demokratesch Partei net ka
matgoen.

Eng Regierung, déi duerch Hëlleflosegkeet
a Fantasielosegkeet bestécht; eng Regie-
rung, déi reagiert amplaz ze agéieren; eng
Regierung, déi net de Courage huet, och
onbequem Wourechten anzegestoen, esou
eng Regierung kritt keng Opbrochstëm-
mung hei am Land verbreet.

Dëse Budget léist dem Land seng Proble-
mer net. Dës Politik ass eng schwéier Hypo-
théik op d’Zukunft, well mir haut riskéieren,
d’Zukunftschancë vu muer ze verschwilen. An
duerfir, Här President, wäert d’Demokra-
tesch Partei dësem Budget net zoustém-
men.

Ech soen lech Merci fir d’Nolauschteren.

» **Plusieurs voix**. - Très bien!

» **M. le Président**. - Merci, Här Meisch.
Nächste Riedner ass den honorabelen Här
Fayot. Här Fayot, Dir hutt d’Wuert.

» **M. Ben Fayot** (LSAP). - Här President,
ech wollt och am Numm vun onser Fraktioun
dem Budgetsrapporteur ons Unerkennung
ausdrécke fir seng Analysen, déi oft wich-
teg a richtig sinn, fir seng Visiounen wäit no
vir, an och fir seng Iddien, déi mer gär dis-
kutéieren, besonnesch seng perséinlech Id-
dien, déi en an dësem Rapport ausgedréckt
huet.

Här President, déi europäesch Währung
huet gemeinsam Regeln an der Eurozon
mat sech bruecht. Déi Regeln erlaben ze
zielen, wéi vill Sue mer erakréien a wéi mer
se ausginn. Mir kënnen ons Finanzsituatioun
mat där vun den Eurolänner vergläichen, an
d’Zil ass et, den Defizit an d’Schold ze be-
grenzen.

Nach hu mer zwee Systemer fir de Budget.
Dat ass net kloer, weder fir d’Politik nach fir
d’Bierger. Dofir ass d’LSAP mat der Dé-
marche vun der Finanzkommissioun d’ac-
cord, fir no enger Iwwergangszäit vun dräi
Joer, vun 2007 un, een eenzege Budget
nom Système européen des comptes ze
verlaangen. Et gëtt dogéint nëmmen tech-
nesch - keng politesch - Awänn. Mir droen
dofir déi gemeinsam Motioun, déi déi ver-
laangt, mat.

D’Fuerderung no engem eenzege Budget fir
d’Gesamtausgaben an -einnahme vum Stat
an all deenen öffentlechen Institutiounen
ass eng weider wichteg Etapp op dem Wee
vu méi Transparenz a Rigueur. Dozou ge-
héiert d’Kontabilitéitsgesetz vun 1999, déi
nei Cour des Comptes, d’Schafung vun en-
ger Commission du Contrôle de l’exécution
budgétaire an der Chamber an déi nei Pro-
zedur fir massiv Kreditiwwerschreidungen
ze verhënneren, déi mer d’nächst Woch hei
initiéieren.

Méi wichteg wéi d’budgetär Technicitéit ass
dat politesch Zil, datt hannert de gemeinsa-
me Budgetsregele stécht. Déi gemeinsam
Währung vun zwielef EU-Länner soll stabil a
staark sinn. D’Inflation soll bekämpft ginn.
Wa se an d’Luucht geet, setzt d’Zentralbank
d’Zësen erop. D’lescht Woch, de 7. De-
zember, op 3,5%. Dat concernéiert ons
Wirtschaft, ons Importer wéi ons Exporter,
mä och all Leit, déi Präten oder Spuerbicher
hunn.

Et gëtt Politiker, déi déi Zëspolitik vun der
Zentralbank bedauern. Si mengen, dat géif
den Élan vum Wirtschaftswuesstum brem-
sen. Si fannen déi Politik ze vill enk. Dëst
ass besonnesch de Fall a Frankräich, vu
riets no lénks iwwert d’Mëtt. Soulaang wéi
mer awer keng gemeinsam Wirtschaftspoli-
tik an der Eurozon hunn, ass déi Währungs-
politik richtig.

Lëtzebuerg - ech erënneren drun - hat ni
eng eege Währung. Et konnt d’Währungs-

politik ni fir seng Wirtschaftspolitik asetzen,
wéi zum Beispill fréier Frankräich oder Ita-
lien. Do ass d’Geld entwäert ginn, an do-
duerch kruten déi Länner e kompetitiven
Avantage, ouni en eegenen Effort ze maa-
chen. Verschidde Leit a Frankräich dree-
men nach haut dovunner.

Lëtzebuerg huet seng Konkurrenzféegkeet
ëmmer duerch eng héich Produktivitéit vu
sengen Aarbechter a Beamten, de soziale
Fridden, politesch Stabilitéit an den Dyna-
mismus vu senge Betriber erreecht, net
duerch Geldentwärtung.

Mir si grad wéi déi aner Länner an Europa,
déi aner Länner vun der Eurozon an enger
niddreger Inflation interesséiert, déi d’Zen-
tralbank duerch hir méi restriktiv Zëspolitik
verfollegt. Dës erhält d’Kafkraaft beson-
nesch vun de klengen Akommessen. Et ass
aus soziale grad wéi aus wirtschaftlechen
Ursaache wichteg, d’Präisser grad wéi
d’Taxen am Grëff ze behalen.

Här President, d’Budgetsentwécklung an
d’Budgetszuele weise vu Joer zu Joer, wéi
déi politesch Prioritéiten ausgesinn.

Verglach mat de Joren 2002 bis 2006 ass
eng Prioritéit am Budget 2007 d’Straffung
vun den Ausgaben. Dat verlaangt Sacrificer
vun de Leit. Et verlaangt och eng konse-
quent Haltung vun Stat: E muss méi selek-
tiv virgoen, méi effikass schaffen a säin Train
de vie duerno ausrichten.

Wesentlech Prioritéite leien op dem Kampf
géint de Chômage an op der Beschäfte-
gung, op Schoul a Bildung, op Fuerschung
an Innovatioun. E wichtigen Akzent ass déi
finanziell Maîtrise vun der öffentlecher Kran-
ken- a Fleegeversécherung, ouni Ofbau.

Eng weider Prioritéit läit op dem öffent-
lechen Transportwiesen. Ons Kyoto-Enga-
gementer sinn Investissementer an d’Ëm-
welt fir d’Generatiounen no ons. Ons
Entwécklungshëllef soll de Mënschen an
den Entwécklungslänner Perspektive fir
sech doheem opmaachen. D’Investisse-
menter zu Lëtzebuerg bleiwen op engem
héijen Niveau.

Här President, de Statsminister huet a sen-
ger Ried leschte Mëttwoch vum Bléck no
hannen, vum Bléck no vir a vum Bléck ron-
derëm geschwat. De Bléck no vir ass wuel
néideg. Kyoto an de Kampf géint d’Aarmut
an enger Welt, déi zesummewisst, weisen
dat. D’Problemer vun de Leit vun haut dærf-
fen dobäi net vergiess ginn.

De Bléck no vir dærf keng Entschëllegung
sinn, fir ze trätelen. Munch Visionären, déi
30, 40 Joer virauskucken a grouss Projete
fir muer an iwwermuer entwerfen, vergies-
sen d’Drénglechkeet, d’Urgence vun haut.
Eng Schoul, déi haut gebraucht gëtt, dærf
keng zéng Joer brauchen, fir gebaut ze
ginn.

Mir wollten de Konferenzcenter um Kierch-
biereg fir d’Présidence vun 2005 fäerdeg
kréien. Elo muss mer zidderen, ob e fir déi
nächst Présidence 2015 fäerdeg gëtt. Et
ass net akzeptabel, dass ons Nationalbiblio-
théik oder ons Nationalarchiven a miserabe-
le Konditiounen iwwer Jorzéngte schaffe
gelooss ginn. An niewebäi gesot, dës Insti-
tutioune si fir ons Identitéit méi wichteg, wéi
eng Diskussioun iwwer en neien, ale Fändel.

De Bléck no hannen ass sécher instruktiv.
Wat onsen heitegen Defizit ugeet, verstënn
ech, dass d’offiziell Liesaart fir d’Entstoe
vum Defizit vun 2002 un déi ass, dass d’Sta-
bilisateurs automatiques spille gelooss gou-
fen. Dat steet elo offiziell am Stabilitéits-
plang.

Woubäi ee sech d’Fro stelle muss, wéi mer
iwwerhaupt an enger oppener Economie
d’Konjunktur mat onse relativ bescheidene
Mëttele beaflosse kënnen. Egal wat een do-
zou menge kann, dærf keng Regierung an
Zukunft de Budgetsdefizit esou aus dem
Rudder lafe loossen, wéi dat zwëschent
2002 an 2005 geschitt ass.

A schliesslech, de Bléck ronderëm ass obli-
gat fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, deem
seng Währung, seng Wirtschaft, seng ganz
Existenz vun der Gesondheet an der Stabi-
litéit vun der Europäescher Unioun ofhän-
ken.

Wesentlech bleift awer och de Bléck op
haut. Et geet ëm d’Besoinë vun de Leit vun
haut. Et geet ëm d’Zukunftsängschte vun
der Jugend vun haut. Dat huet sécher
näischt mat der Hand an de Mond ze dinn.
Dat heescht, schnell a permanent op d’Be-
soinë vun haut ze reagéieren.

Sécher ass de Wuelstand zu Lëtzebuerg
reell. D’Ëmverdeelung fonctionnéiert. De
Sozialstat erfëllt déi héchsten Uspréch.

Mä d’Mënsche vun haut si mat neie Proble-
mer konfrontéiert. Wunnen ass esou deier
wéi nach ni. Eng Schaff ass vill manner liicht
ze fannen. D’Leieren ass am Ëmbroch. Eng
Famill grënnen an zesummenhalen ass haut

manner evident wéi jee. Kanner erzéien ebenfalls.

Et gëtt nei a wäit verbreet Risike wéi Aarmut an Exklusioon, Isolatioun an Elengsinn, Iwwerscheldung, Drogen, Onsécherheet a Gewalt, Récksiichtslosegkeet an Intoleranz. All Generationen huet hir spezifesch Problemer. Mir kënnen duerfir net jorelaang waarden, fir déi nei Problemer unzegoen.

Oft ass d'Politik ze lues an der Reaktioun an ongenügend an der Previsioun. An der Schoul zum Beispill hu mer jorzéngtelaang gemengt, d'Kannerzuel géif erofgoen. Mir hunn net genuch Schoule gebaut an net genuch Enseignanten age stellt. D'Kanner vun haut mussen elo direkt eng Schoul kréien, déi hire Besoinen entsprécht. Si kënnen net waarden, bis d'Politik hir Schouldiskussioun ofgeschloss huet.

Dohier onst Onverständnis, wann eng Lëtzebuerger Bildungspolitikerin an enger Motion vun dëser Chamber verlaangt, et misst elo emol gewaart ginn, bis eppes an der Schoul geschitt.

Här President, et ass an den 80er an 90er Joren, an de Jore vu rasanter wirtschaftlecher a finanzieller Entwécklung, gäre gesot ginn, de Stat wär allgéigewäerteg, e misst zrëckgestutzt, méi schlank ginn. Haut gesi mer, dass dat falsch war an ass.

D'Realitéit zu Lëtzebuerg verlaangt nom Stat. Eng Bevëlkerung mat enger Halschent Lëtzebuerger an enger Halschent Netlëtzebuerger, eng Wirtschaft an engem globale Wettbewerb, e Land konfrontéiert mat dem Awunnerzeenario a puncto wunnen, Transport, Infrastruktur vun all Zort, Aarbechtslosegkeet, Ëmweltschied: Déi Erausfuerderunge kënnen net iwwert d'Privatinitiativ oder d'Liberalisatioun vu wesentleche Services geléist ginn.

Dofir brauche mer e moderne Stat mat der Hauptmissioun, déi sozial a wirtschaftlech Kohäsion zu Lëtzebuerg ze garantéieren. An der globaler Logik vun der Maartwirtschaft muss een d'Wärter vu kollektiver Solidaritéit a Verantwortung duerstellen. An dësen Zäite mussen de Stat an d'öffentlech Hand insgesamt staark bleiwen.

De Stat brauch Suen, fir ze fonctionnéieren. Déi kritt en an der Haaptsaach aus Steieren a Bätträg. Duerfir muss hie seng Steuerbasis erhalen, a jiddferree soll senge Méiglechkeeten no bezuelen. Mä e muss zugläich seng Steuerlaascht op déi vun de Konkurrenten ofstëmmen, an duerfir muss Europa sech géint de Steierdumping staarkmaachen.

D'Gläichgewicht zwëschent dem individuellen Akomes an der gesamter Steuerlaascht ass schwiereg. Jiddferreen hätt gär esou vill wéi méiglech Suen an der eegener Täsch. En hätt awer och gär gutt öffentlech Déngschter, eng anstänneg Pensioun, eng performant Krankekeess.

Duerfir sinn d'Zilsetzunge vun engem modernen Sozialstat Chancëgläichheet, Bekämpfung vun der Aarmut, Recht op eng dezent Wunneng, Schutz am Krankheitsfall. Mä och de Kader vun enger moderner a performanter Wirtschaft schafen an d'Erhale vun enger gesonder Ëmwelt ugoen.

De moderne Stat muss och effikass, onbürokratesch a biergerorientéiert sinn. E muss flexibel un nei Aufgaben erugoen. Dat ass net onproblematesch.

De Stat kritt reprochéiert, oniwwersiichtlech ze wucheren. Effektiv schafft en ëmmer nei Établissements publics, souguer Privatgesellschaften. Déi Instrumenter kënnen llicht aus der Budgetsdisziplin lafen.

De Problem ass, dass den eigentleche Stat oft onflexibel ass. Et huet jorelaang gedauert bis d'Techniques de l'information et de la communication sech am Lëtzebuerger Stat duergesat hunn. D'Schwieriegkeet vun der Equatioun ass, op déi nei Aufgabe schnell ze reagéieren, ouni iwwerméisseg nei Strukturen um Bord vum Stat ze schafen.

De moderne Sozialstat muss och selektiv, méi selektiv sinn. Vill vun den Ëmverdeelungsmechanismen zu Lëtzebuerg sinn net selektiv. Den Index ass net sozial selektiv. D'Steieren ëmmer manner. Déi kleng Akommessen hunn näischt vu Steiererlicherungen, well se keng Steiere bezuelen.

D'Tripartite huet gesot, d'Désindexatioun vum Kannergeld wär sozial gerecht ausze gläichen. Deen Ausgläich ka wuel a Form vun Zoulagen oder Entlaaschtunge geschéien, mä wat fir Ausgläicher? Et gëtt vu Crédit d'impôt geschwat. Wat ass dat dann? Kënne mer dann endlech emol klären, wat dat heescht?

Vill méi wichteg ass awer a mengen Aen den Ausgläich duerch öffentlech Déngschtleeschungen vun der beschter Qualitéit fir jiddferreen. D'Chancëgläichheet an der Schoul an e gudden Encadrement ausser-

halb der Schoul stellen e sozialen Ausgläich duer, besonnesch fir Kanner aus manner gutt situéierte Milieuen. Öffentlech Altersheimen a Kliniken, öffentlech Infrastrukturen, öffentlech Déngschtleeschungen, d'Solidaritéit duerch e Pensiounssystem mat der Repartitioun vun de Chargen téschent de Generatione schafe sozial Cohésion a Gläichheet.

De Budgetsrapporteur huet hei länger Ausfuerungen iwwert d'Entwécklung vum Pensiounssystem zu Lëtzebuerg gemaach. Hei gesäit hien éischter d'Leisung an engem Kapitalisatiounssystem wéi an dem Umlagesystem, an hie fuerdert den Ausbau vun Zousazpensiounen.

Mir hu säit 1999, ech erënneren lech drun, e Gesetz iwwer betriblech Zousazpensiounen. Et wär emol interessant ze wëssen, wéi dann de Bilan dovunner ass. Et wär interessant ze wëssen, wéi d'Leit op déi Méiglechkeeten, déi an deem Gesetz sinn, reagéiert hunn. Insgesamt, muss ech awer soen, ass meng Partei der Meinung, dass deen heitege System, deen op dem Generationevertrag berout, sozial gerecht ass a jiddferengem et erlaabt, eng anstänneg Pensioun fir seng Retraite ze kréien.

Wa mer et net fäerdeg bréngen oder wa mer et net fäerdeg bréngen kënnen oder net wëllen, dass sozial Gerechtegkeet a gläichen Zougang fir jiddferreen zu gudden öffentlechen Ofsécherungssystemer an Déngschtleeschungen bestinn, da mussen mer wëssen, op wat mer erausginn, da verschafen déi, déi sech et leeschte kënnen, dat heescht déi, déi d'Revenuen dofir hunn, sech Privatschoulen, Zousaz- an aner Pensiounen, Privatsécherheet a Privatkliniken. An esou eng Entwécklung, Här President, ka meng Partei op jidde Fall net matdroen.

Här President, am Budget 2007 fanne mer d'Objektiver vu sozialer Cohésion ermë. Et gëtt kee Sozialofbau zu Lëtzebuerg, et gëtt keng konfiskatoresch Steuerpolitik, och wann d'Steierlaascht an der Akomessteuer weinst der Netupassung vum Barème säit 2002 an d'Luucht gaangen ass. Et gëtt kee Réckzuch vum Stat an de Gemengen aus den öffentlechen Déngschtleeschungen. Et gëtt weider eng héich Investitiounsquot, besonnesch fir d'Schoul, fir d'Altersheimer a fir d'Kliniken. Weider Effortë mussen fir den Encadrement vun de Kanner gemaach ginn. De Sozialstat muss weider ausgebaut ginn. Et gëtt scho vill flexibel Mëtelen, fir ze hëllefen.

D'Regierung ass ëm d'Kompetitivitéit vun de Betriber beméit. Si ass ëm Innovatioun a modern Infrastrukture beméit. Dat verhénnert net, dass de Stat de finanziellen Equiliber siche muss. En dierf sech net endlos verschëlden. Deen Equiliber ass nach net erreecht. En ass um Wee dohin.

Dem eigentleche Stat feelen 2007 991,8 Millioune bei Gesamtausgabe vun 10,1 Milliarden. D'Bruttoschold vun Land geet erop op 9,9% vum PIB, also bal 10%. Si wäert an de kommende Joren nach weider klammen, well d'Reserven an de Fongen déi héich Investissementer, déi mer a verschiddene Beräicher wëlles hunn, net méi bezuele kënnen. Fir d'Investissementsfonge bleiwen Enn 2007 507 Milliounen, géint 2,6 Milliarden am Joer 2001. Mat de verleienden Engagementer sinn d'Fongen Enn 2008 eidel.

Eng wesentlech Tatsaach ass net ewechzeleegnen. Et geet dem Lëtzebuerger Stat manner gutt wéi virun 2002. Dat ass eng laang Tendenz, déi eréischt 2009 opgehale soll ginn, hoffentlech.

D'Regierung huet dës Situatioun am Oktober 2005 dénoncéiert. D'politesch Majoritéit, déi d'Regierung dréit, war d'accord ze spueren, awer am Zesummespill mat de Sozialpartner, net vun uewen erof. D'Regierung huet am Abrëll 2006 mat de Sozialpartner en Accord fir e Spuerpak fonnt. D'Sozialpartner waren an der Tripartite am Abrëll 2006 d'accord fir dem Stat ze hëllefen, 400 Milliounen Euro ze spueren.

E Spuerpak, dat si Mesuren, déi net eenzel, mä als Ganzt gesi mussen ginn. Dat ass d'Method vun der Tripartite, en Ausgläich téschent Interessen a soziale Kräften. D'Tripartite huet a schwiereger Zäit eng Situatioun débloquent. Wéi d'Pétrolspräisser fortgelaf sinn, huet d'Indexmodulatioun Rou an der Präisbewegung bruecht. Si huet d'Orientéierung fir d'Bekämpfung vum Chômage ginn. Si ass deenen neien Erausfuerderunge vu Kyoto begéint. Si huet d'Ausgabe vun der Fleegeversécherung fir de Stat gebremst. Si huet de Statut unique fir d'Salariat an Aussicht gestallt.

Dat war en Duerchbroch an dat huet d'Politik zu Lëtzebuerg weiderbruecht. Dat huet schwiereng sozial Ausenanersetzunge gespuert, huet der Wirtschaft Rou bruecht, huet gewisen, dass d'Participatioun vun de soziale Kräfte keen eidelt Wuert ass.

Dat ass nach net ganz duergestant. Mir stëmmen de Projet 5611 virun Enn des Joers, fir dass de Budget 2007 vum Accord an der Tripartite profitéiere kann. Dëse Projet betrëfft de Kampf géint de Chômage, mä och d'Ëmweltpolitik an Aspekter vun der Sozialversécherung.

Mir stëmmen de Projet 5611, fir dass d'ADEM schnellstens hir individuell Betreuung vun all Chômeur ausbaue kann. Keen Dag dierf dobäi verluer goen, wann déi Mesurë vum 1. Juli 2007 un asetzen a gräife sollen.

Mir stëmmen domat och de Kader fir de Maintien dans l'emploi, dee bei Ëmstrukturéierungen an der Wirtschaft virbeugend den Iwwergang an eng aner Beschäftegung ouni Passage an de Chômage erméigleche soll.

Et bleift de Statut unique. D'Schafung vun engem eenzege Salariatsstatut fir Aarbechter a Beamten ass eigentlech déi eenzeg strukturell Reform, déi an der Tripartite ofge-seent gouf.

Mir wëssen, dass d'Regierung all Effortë mécht, fir dat esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen. Et gëllt e Kalenner bis November 2008 ze respektéieren. Dofir ass de Stéchdatum vum 31. Dezember 2006 e wichtegen Datum fir de soziale Fridden zu Lëtzebuerg. Mir ënnerstëtzen d'Ministere Biltgen an Di Bartolomeo bei där schwieriger Missioun, Patronat a Salariat op eng Léisung anzeschwieren, déi dës epochal Neierung ouni weider Belaaschtunge fir d'Betriber erméiglecht.

Här President, am September-Oktober 2006 ass et och lues a lues kloer ginn, dass d'Einnahme vum Stat am Joer 2006 ënnerschat gi waren. Am Bericht vun der Cour des Comptes zum Budget gëtt annoncéiert, de Stat géif 2006 700 Milliounen Euro méi u Steieren eranhuele wéi virgesinn. Wann déi dann erakommen, wann dat effektiv esou wäert sinn, solle mer onser Meinung no déi Sue fir d'Sanéierung vun den Investitiounsfongen an Zukunftsaufgabe gebrauchen, grad ewéi d'Arcelor-Milliounen, wéi dat vun der Regierung décidéiert ginn ass.

Här President, d'Steierschrau w bleift en Haaptinstrument vun der Politik. De Budgetsrapporteur huet fir de Finanzsektor geschwat, wéi hien d'Ofschafung vum Droit d'apport verlaangt huet. Hien huet fir d'Wirtschaft geschwat, wéi hien e Geste op der Besteuerung vun de Betriber gefuerdert huet.

De Finanzminister huet an der Chamber d'lescht Woch ze de Steieren Zeeche gesat - loosse mer et emol esou nennen. Et misst een - ech verfolge säi Rasonnement - e kritesche Bléck op d'Steierlandschaft werfen. Bei der Betribssteuer wäer mer am internationale Ranking zrëckgefall. Taxe d'abonnement, Droit d'apport, Kollektivitéitssteuer, do soll un eng - ech zitéiere wuertwärtlech - „cibléiert Ofsenkungspolitik an de kommende Joren“ geduecht ginn, mä et soll een och ëmmer un d'Lach denken, dat am Budget ass.

Hien huet dann an deenen Iwwerleeungen alldéngs och dat ekologesch Element ginn, wat ons och bei de Steierinstrumenter ëmmer méi wichteg schéngt, fir déi Ziler ze erreechen, déi mer ons och op deem Plang gesat hunn.

Bei der Akomessteuer sollt d'Belaaschtung 2008-2009 iwwerduecht ginn. Wann eng Adaptatioun vum Barème kënnt, sot de Finanzminister, soll fir déi, déi keng Steiere bezuelen, e Steierkredit an d'A gefaasst ginn, dat awer keng Negativsteuer soll sinn. Dat ass sécher gerecht am Usaz, am Iwwerleeën; d'Fro ass just, wéi dat praktesch soll geschéien.

De Barème soll also un d'Deierecht ugepasst ginn, a mir wëssen och, dass d'Betriber an de Finanzsektor an enger schwieriger Konkurrenzsituatioun sinn, well ëmmer méi Länner ronderëm ons Avantagen ënnerbitten. Mä nach eng Kéier: Wa mer un der Steierschrau dréien, mussen mer d'finanziell Basis vum Stat a A behalen. Mir waarden also elo, no deenen Aussoe vun der leschter Woch, op prezis Propositione vun der Regierung, fir dës schwiereng Equatioun ze erreechen.

Ech wëll och nach e Wuert iwwert d'Lëtzebuerger Quellesteier fir d'Résidentë soen. Mir hunn den 21. Dezember 2005 hei de Projet 5504 gestëmmt, fir eng Quellesteier op Kapitalertrag anzeféieren an d'Vermögenssteuer fir Persounen ofzeschaffen. Am Budget 2006 sinn dofir 40 Millioune Recettë virgesinn; am Budget 2007 25 Milliounen. Der Steiervverwaltung no sollen dat der 2006 nëmmen 18 Millioune ginn. Dat erklärt déi niddreg Previsioun fir 2007.

D'Chamber hat deemools eng Motioun gestëmmt, an där se gefrot huet, d'Auswier-

kunge vum Gesetz Enn 2006 ze evaluéieren. Et soll ënnersicht ginn, ob de Fräibetrag vun 250 Euro duer géif goen, fir déi kleng Spuerer vun der Quellesteier ze befreien. Et war och gefrot ginn, fir eventuell eng Gesetzesännerung virzeleeën. Ech wollt dofir d'Regierung froen, ob se Erkenntnisser an där Hisiicht huet, an ob se aus deenen Erkenntnisser Konklusione wëllt zéien.

Här President, ech wollt méi genee op zwee Problemer agoen, an zwar op d'Schoul an op de Logement, woubäi ech natierlech d'Aarbechtsmaartpolitik net vergiessen.

Vläicht eng Remarque wat d'Chamberaarbecht zum Budget selwer ugeet: Ech hu keen Avis vun iergendenger Kommissioun iwwert déi sektoriell Budgete gesinn. Mä niewent der allgemenger Finanzanalys vun der Finanzkommissioun schéngt de Budget an deenen anere Kommissiounen weider keen Thema gewiescht ze sinn. Ech hunn op jidde Fall keen Avis gesinn. Ech fannen dat schued, well d'Budgetspolitik muss jo an den eenzelne Beräicher och déi allgemeng Orientatioun confirméieren.

Kuerz e Wuert zum Chômage, op dee mer d'nächst Woch ausfuerleech zrëckkommen. De Chômage geet 2007 net entscheedend erof. Wéi d'Regierung selwer am Budget seet, d'Politik vun der Regierung kascht 2006 401 Milliounen, an 2007 402 Milliounen. Et ass fir den Ablack net ze iwwerkucken, wéi vill d'Ëmsetzung vum Gesetz 5611 kaschte wäert, fir déi zéng nei Mataarbechter agestallt ginn an eng Rei Mesurë virgesi ginn, fir d'Sich no enger Schaff méi effikass a méi individuell ze maachen. Mir komme bei der Diskussioun iwwert de Projet 5611 dorobber zrëck, dofir wëll ech dës wichteg Prioritéit vun der Regierung elo net verdéiwen.

Dofir just déi zwee Punkten: engersäits de Logement an anersäits d'Schoul. De Logement fir d'éischt. Do seet d'Regierung an hire Commentaires, dass de Gros vum budgetären Effort nach net 2007 ze spieren ass, mä eréischt kënnt, wann de Wunnengspakt mat de Gemenge virläit. Et gëtt awer och do eng Drénglechkeet, eng Urgence. Hei geet et net ëm d'Zukunft, ëm grouss Visiounen fir an zéng oder 20 Joer; et geet ëm haut.

Et kann net akzeptéiert ginn, Här President, dass eng ganz Generatioun vu jonke Leit a Stéit duerch d'Spekulatioun an de Mangel un öffentlecher Interventioun sech e Liewe laang héich verschëlde muss, fir en Eegehëm ze kréien. Ech mengen, et muss méi schnell gehandelt ginn, an et muss géint d'Spekulatioun op Haiser, Terrainen a Lotissementser virgaange ginn.

De Regierungsprogramm ass zu deem Thema ganz explizit. Och d'Dokumenten vum zoustänneg Ministère fir d'Tripartite. Et gëtt also kee Grund, fir net schnell déi néideg Gesetzgebung op de Wee ze bréngen.

D'Ursaache fir d'Wunnengs- a Baulandnout si bekannt: Weder de Stat nach d'Gemengen hu substanziiell Grondstéckreserven. Privatpromoteuren hu massiv Terrainen opkaaft; Terraine ginn aus Spekulationsgrënn zrëckgehalen; d'Gemengen- a Statsautorisatiounen daueren ze laang.

Well nach ëmmer kee Projet iwwert de Pacte logement mat de Gemenge virläit, ass et schwéier, iwwert de Präis vun de Mesuren am Budget ze schwätzen.

Mir mussen Méiglechkeete fir de Stat an d'Gemenge schafen, fir op deem Gebitt aktiv ze ginn. D'Gesetz iwwert d'Enteignung duerch Stat a Gemenge fir öffentlechen Notze muss geännert ginn. Et kann een d'Baugebot aféieren, fir dass d'Terrainen an engem Lottissement bannen enger Zäit bebaut mussen ginn. D'Emphytéose soll verallgemeinert ginn. D'Virkaufsrecht vun de Gemengen a vum Stat beim Verkaf vu Bauland ass eng effikass Mesure géint d'Präisdreiwerei. D'Modulatioun vun der Grondsteuer fir Baulücken am Baupermeter ass eng aner Mesure, déi hëllefe kënnt, Bauland op de Maart ze bréngen.

Et gëtt gesot am Commentaire vum Budget, de Budget vun deem Departement géif hëllefen, d'Präisser vun Terrainen an Haiser ofzedrécken oder ze stabiliséieren. Ech weess net, wou dat am Budget ze fannen ass. Déi Hëllefe fir d'Gemengen, déi op zéng Millioune pro Joer geschat ginn, sollen eréischt 2008 asetzen an hu keng Inzidenz

op de Budget 2007. Insgesamt ginn déi Dépenses courantes vum Logement kaum erop a bleiwe bei 57 Milliounen.

Méi zolidd ass allerdéngs d'Augmentatioun bei den Dépenses en capital, déi op 42 Millioune steigen, vis-à-vis vun 38 Milliounen 2006 a 25 Milliounen 2005. Dat sinn all déi Hëllefen, déi duerch vireg Gesetzer am Wunnengsbau geschaf goufen an déi verstärkt an Usproch geholl ginn.

Ech hunn de Statsminister gehéiert en Op-ruff un d'Propriétairë maachen, hiert Bauland zu engem anstännege Präis ze veräusseren. Dat ass sécher gutt gemengt, wärt awer kaum op oppen Ouere bei de Speculateure falen. Onse Kolleeg Michel Welter...

» **Plusieurs voix.** - Oooohh!

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Onse Kolleeg Michel Wolter huet verlaangt, d'Regierung soll Bauterrain opkafen an zu engem anstännege Präis op de Maart bréngen, fir d'Präisser ze drécken. D'Regierung kann awer déi Terrainen net zu egal wat fir engem Präis kafen. Dat wär héchstgeféierlech a géif d'Spekulatioun nach weider unheizen.

De Bericht vum Ministère du Logement fir den État de la Nation vun 2006 seet zwar, dass d'Zuel vun den autoriséierte Wunnen-gen 2005 ëm 19,7% vis-à-vis vun 2004 eropgaangen ass. Dat ware 4.692 Unitéiten. Wann een a Rechnung zitt, dass vun der Autorisatioun bis zur Realisatioun zwee Joer verginn, da kënt een - esou sot de Bericht - fir 2006 eng Stabilisatioun vun de Präisser erwaarden. Wann dat dann antriede géif, wär et op jidde Fall eng Stabilisatioun op engem héije Präisniveau.

Ech muss lech soen, dass ech allerdéngs do éischter skeptesch sinn, dass dat esou séier geet. Ech kréie vu Leit vum Fach gesot, dass viles am Tube ass an och viles - PAGen, PAPen - duerch komplizéiert a laangwiereg Prozedure verschleeft gëtt.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Déi 4.692 Unitéiten, dat sinn ausgestallte Baugenehmegungen.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Baugenehmegungen; mä ech mengen, et sinn der och nach am Tube, déi nach kënnten hëllefen d'Situatioun verbessern.

Mäin Opruff also un d'Regierung, esou schnell wéi méiglech de Projet iwwert de Pacte logement an d'Maîtrise du foncier virzeleeën, dee schonns beim État de la Nation - iwwregens - an och bei der Tripartite annoncéiert gi war.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Kann ech eppes dozou soen, wann ech gelift?

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, selbstverständlech.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - De 15. Mee hu mer dat ugekënnegt. Du sinn ech an d'Chamberskommissioun gaangen, do hu mer gesot: Elo gëtt e Projet de loi gemaach, do kommen all déi Moossnamen, déi Der elo opgezielt hutt, dran. Dat dauert sechs, siwe Méint, an um Enn vum Joer, da gëtt de Projet déposéiert.

Da verstinn ech am Fong net, wat all puer Woche gemaach gëtt, datt gesot gëtt, et wier e Skandal, datt dee Projet nach net do ass. Vun Ufank u war gesot ginn: Dee brauch siwe Méint, dee kënt Enn dës Mounts. Ech wëll dat just nach eng kéier soen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Also, wann e Projet kënt, Här President, wäre mer natierlech frou, wann en och ëmfaassend all déi Mesurë géif begräifen, vun deene mer geschwat hunn, och am Regierungsprogramm, a mir wären dann och frou, wa mer schnell kënnten duerch d'Prozedur kommen. Et ass nämlech d'urgence, an dofir verstitt Der dat, Här President.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Ech wëll dem Här Minister soen, dass bei de Leit dobausse wierklech eng grouss Frustratioun ass iwwert déi Entwécklung um

Wunnengsmaart. An d'Regierung ass geuerdert, fir eppes ze maachen. Ech mengen, den Här Minister weess dat. Dofir insistéiere mir drop, dass dat esou schnell wéi méiglech geschitt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, d'Schoul ass fir d'LSAP eng absolut Prioritéit. D'Schoulpolitik ass mat groussen Erausforderunge konfrontéiert. Fir d'Chancëgläichheet...

(Interruption du Président)

...ze erreechen an den Échec scolaire ze bekämpfen, muss d'öffentlech Schoul hir Offer diversifiéieren. Si muss derniewent Hëllefstellung an an ëm d'Schoul bidden. Si muss d'Inhalter an d'Methode moderniséieren, net fir alles ëmzewerfen, mä fir et un d'Besoinë vun haut unzepassen.

Wann zum Beispill grouss Zuele vu Schüler weinst de Sprooche keen Ofschloss kréien, da muss ee sech froen, wat se u Sprooche brauchen, wéi mer dat evaluéieren, a wéi mer déi Sproochenniveauen erreechen, déi si brauchen an déi mir brauchen. Déi Aarbecht ass amgaangen an ass wesentlech fir d'Zukunft vu ville Kanner.

Mir däerfen net vergiessen, dass niewent der öffentlecher Schoul och Privatschoulen Héichkonjunktur hunn - dat ass jo anscheinend en Thema. Ech wëll hei kloerstellen, dass d'LSAP ni an der Privatschoul e Mëttel fir d'Léisung vu Bildungsproblemer zu Lëtzebuerg gesinn huet. Si huet och déi zwee Gesetzer iwwert d'Privatschoule vun 1983 an 2003 net ze veräntweren.

Dass Privatschoulen haut Héichkonjunktur hunn, huet vill Ursachen. Eng dovunner ass, dass d'Schülerzuel mat der steigender Bevölkerung an d'Luucht geet. An eng aner ass, dass an der Vergaangenheet net genuch gemaach ginn ass, fir d'öffentlech Schoul...

Här President, ech hoffen, dass ech déi Hären net stéieren, wann ech hei schwätzen.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Lauschtert dem Här Fayot no, wann ech gelift!

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, si mussen net nolauschteren, mä si misste probéieren, déi aner ze respektéieren.

» **M. le Président.** - Besser ass natierlech, wa se nolauschteren.

(Hilarité)

» **Une voix.** - Zumools den Här Di Bartolomeo.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Eng aner Ursach fir déi Héichkonjunktur vun de Privatschoulen ass, dass an der Vergaangenheet net genuch gemaach ginn ass, fir d'öffentlech Schoul no de Besoinë vun de Kanner ze diversifiéieren. Vill friem Familljen, déi zu Lëtzebuerg wunnen, brauche verschidde Schoulöffere fir hir Kanner, déi se bis elo net an der Lëtzebuurger Schoul fonnt hunn. D'Entwécklung vun der Wirtschaft, d'Presenz vu villen Auslänner a Betriber, Banken, internationalen Institutiounen, oft nëmme fir e puer Joer, verlaangt aner Schoulstrukture wéi déi lëtzebuergesch. Dëst war laang virauszegesinn.

Duerfir war a sinn ech der Meenung, dass d'Lëtzebuurger Schoul sech intern diversifiéiere muss. Et ass gutt, dass d'Regierung endlech op dee Wee geet. A wat d'Erhéijung vun de Kreditter fir d'Privatschoulen ugeet, kann een der Regierung net reprochéieren, Gesetzer ze executéieren, fir déi se net responsabel ass, an et kann een hir och net reprochéieren, nei Weeër ze goen, fir de Problem ze leisen.

D'Regierung huet Enn 2006 eng Partie wichteg Realisatiounen an där Hisiicht ze verzeechnen. Den Neie Lycée fonctionnéiert säit September 2005. Eng Ganzdagsprimärschoul fonctionnéiert säit September 2006. Fir auslännesch Kanner, déi rezent am Land sinn, fonctionnéiere säit September 2006 Studien, déi op de Bac international préparéieren, an d'nächst Joer fänkt de Schengener Lycée un.

D'Sich no Léisunge fir d'Schoulproblemer vun haut ass schwiereg. Dat weess jiddferen. Mä et ass an der Schoul net anescht wéi soss am Liewen: Et geet ni zrëck; et geet ëmmer nëmmen no vir. D'Reformaarbecht vun der Madame Delvaux ass exemplaresch fir ons, andeem se dat unerkennt, wat aus der pedagogescher Aarbecht an de Schoulen un Neierungen erauskënnt, a se zugläich nei Impulser iwwer wichteg Recherche wëllt ginn.

Et ass an deem Zesummenhang ze begréisen, dass en Accord mat den Enseignantë vum Secondaire iwwer hir Aarbecht fonnt

konnt ginn. Dat erlaabt méi individuell Be-treuung vun de Schüler, méi Kontakter mat den Elteren a besonnesch méi Zesummenaarbecht ënnert den Enseignanten. Wann net och d'Enseignanten aus hirer dagdeeglecher Praxis eraus d'Noutwendegkeet dovunner agesinn hätten, dann hätte se déi Ëmgestaltung vun hirer Aarbecht sécher net ugehall.

Et ass hei net d'Plaz, fir op d'Detailer anzegoen. Ech wëll awer fir d'LSAP soen, dass vun där Reformaarbecht viles fir d'Zukunft vun all Kand an der Schoul ofhänkt.

Mir begréissen duerfir de budgetären Effort fir 2007. Et gëtt der Regierung elo reprochéiert, Fonctionnementskäschte vun de Lycéeë géifen net esou séier an d'Luucht goe wéi am allgemenge Budget. Et kann een dach awer net der Regierung reprochéieren, d'Verwaltungskäschten ze duerchforsten, an doraus d'Argument opbauen, si wär géint d'öffentlech Schoul. De Contraire ass nämlech de Fall!

De Budget vun den Ausgabe vum Erzéiungsministère geet vun 805 Milliounen am Joer 2006 op 841 Milliounen am Joer 2007 erop, an d'Investissementer am Fong fir d'Schoule klammen op 121 Milliounen am Joer 2007, vu 85 am Joer 2006.

Ech kann also déi Polemik vu verschiddener Säit géint d'Erzéiungsministesch net novollzéien. Nach ni war esou en Élan an der Reformtätegkeet op deem Gebitt. Nach ni war et esou wichtig, dass déi Reforme réuséieren. Och dat sollten d'Gewerkschaften an aner Verdeedeger vun der öffentlecher Schoul zur Kenntnis huelen.

(Interruption)

Här President, ech huele jo un, dass de Statsminister och d'Zeitungen zu Lëtzebuerg liest, an dofir brauch ech elo hei am Detail net dorobber anzegoen.

Här President, de Budget 2007 ass keen Austeritéitsbudget, mä et ass e Budget, deen op Gläichgewicht hischafft, well Lëtzebuerg sech net an d'Spiral vun der Schuld zéie léisst. Et ass de Budget vun engem staarke Stat, dee sech ëm sozial Kohäsioun a sozial Gerechtegkeet beméit. Mir hätten dobäi gäre méiglechst vill Selektivitéit, fir déi nei sozial Problemer effikass unzegoen.

Et ass e Budget, deen dréingend Aufgaben ugeet. An der Schoul, an der Innovatioun, am Kampf géint de Chômage, do soll de Stat schnell an effikass handeln. Et ass e Budget, deen duerch gutt Infrastrukturen an Innovatioun d'Kompetitivitéit vun de Betriber ënnerstëtzt, an et ass e Budget, deen d'Verantwortung vu Lëtzebuerg fir de Klimawandel escht hält. Aus all deenen Ursachen, an och, well mir Vertrauen an d'Regierung hunn, dëst Land an dem Reformkurs weiterzebréngen, si mir fir dëse Budget a wäerten en och stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn eng cocasse Situatioun, an där eist Land sech befënnt. Mir hunn 2006 e Wuesstum gehat vum PIB vu 5,5%, a mir wäerte viraussiichtlech 2007 e Wuesstum hu vu 4%, an trotzdem ass eise Budget anscheinend am Déséquilibre.

Mir haten 2005 7.000 nei Aarbechtsplaze geschafen. Mir wäerte viraussiichtlech 2006 12.000 neier schafen, an trotzdem ass de Chômage zënter de Wahlen 2004 vu 4 op 4,2 an op haut 4,5% geklommen.

Et gëtt sécherlech villfältig Ursachen, iwwert déi ee muss diskutéieren, fir déi Déséquilibreren do ze erklären.

Beim finanziellen Déséquilibre stellen ech ëmmer erëm fest, oder meng Fraktioun stellt dat ëmmer erëm fest, datt mir do am Moment haaptsächlech iwwert d'Dépensë schwätzen, an datt iwwert d'Recetten am Ufank vun de Budgetsdebatten quasi guer net geschwat ginn ass. A leschter Zäit gëtt awer e bësse méi doriwwer geschwat, an ech hunn d'Impressioun, wa mir nach e bëssen evoluéieren, wärt och ëmmer méi iwwert d'Recettë geschwat ginn. Ech mengen, dat ass och richtig esou, well den Déséquilibre am Budget, dee kënt net nëmmen duerch d'Dépensen, mä dee kënt duerch Problemer bei de Recetten a bei den Dépensen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, mir hunn Eckdaten an dësem Budget, déi soen eis, datt d'Recetten ëm 5,6% wäerte klammen an d'Dépensen ëm

3,6%, an trotzdem wäerte mir e Budgetsdefizit vun 991,8 Milliounen Euro hunn.

Och iwwert dee Budgetsdefizit ass scho viles gesot ginn, mä ech mengen awer, datt eng Rei Saachen nach net gesot gi sinn an deem Zesummenhang, ënner anerem och am Zesummenhang mat de Recetten. Ech wëll dann och bei de Recetten ufänken a mech awer natierlech beschränken, souwuel bei den direkte wéi bei den indirekten, op déi grouss Steierkategorien, well et ass jo schlussendlech virun allem op déi wou et ukënnt. An et ass virun allem och do, wou eiser Meenung no sech eng Rei Problemer stellen.

Bei den direkte Steieren hu mir am Moment bei der Lounsteuer am Budget 2007 eng viraussiichtlech Recette stoe vun 1.775 Milliounen Euro. Bei der Kierperschaftssteuer 1.300 Milliounen Euro, an dann iwwert d'Assiette nach eng kéier 430 Milliounen Euro.

Opfalend ass hei déi ganz speziell Entwécklung vun der Kierperschaftssteuer. Vläch emol nach eng kéier fir déi Zuele réckwierkend ze kucken: 2002 war d'Kierperschaftssteuer bei 1.431 Milliounen; 2003 bei 1.439 Milliounen; 2004 ass se erofgefall op 1.167; 2005 ass se erëm eropgaangen op 1.206; 2006 bei 1.369 Milliounen, a viraussiichtlech, wéi gesot, 2007: 1.300 Milliounen.

Déi Zuelen hei geheien och lech natierlech net un de Kapp, fir lech duercherneen ze maachen, mä fir ze ënnersträchen, datt mer bei der Kierperschaftssteuer eng Entwécklung hunn, déi an där Hisiicht ganz speziell ass, well d'Recetten iwwert d'Kierperschaftssteuer, eiser Meenung no, net méi dem Niveau vum Wuesstum, dee mer reell hunn, entspreichen, dee misst erakommen.

Dat fënnt een am beschten eraus, wann een d'Joer 2006 vergläicht mam Joer 2003. Mir sinn am Joer 2006 op engem Niveau ukomm vun der Kierperschaftssteuer vum Joer 2003. Dat heescht, mir hunn éischter en Tassement, fir net ze soen eng Tendenz no ënnen, an dat trotzdem datt mer erëm 2006 e Wirtschaftswuesstum erëmfonnt hu vu 5,5% respektiv d'nächst Joer emol viraussiichtlech eent vu 4%. Dat heescht, d'Steierrecetten, déi iwwer Betriber erakommen, entspreichen a kenger Hisiicht, eiser Meenung no, der Wuelstandsvermehrung, déi awer bei de Betriber stattfënnt.

Do gëtt et eiser Meenung no zwee Effekter, déi dat mat sech bréngen. Deen éischen, dat ass bekannt, mir haten 2002 eng Steuerreform; an deem zweeten, dat ass deen, dee schonn an de leschte Wochen och vill kommentéiert ginn ass, vun engem intelligenten „fiscal engineering“ vun de Betriber, haaptsächlech vun deene grouse Banken zu Lëtzebuerg.

Ech wëll fir d'éischt awer nach eng kéier zrëckkomme bei d'Steierreform fir d'Betriber vun 2002, well och erëm d'lescht Woch hei am Kontext vum Statsminister senger Ried eng Duerstellung gemaach ginn ass, wéi et zu där Steuerreform do komm ass, wat d'Be-weggrënn dozou waren, déi menger Meenung no dem Historique net standhält. Mir musse wëssen, datt déi Steuerreform vun 2002 - dat heescht, déi Steierreduktioune vun 2002 vun de Betriber - net 2001 déci-déiert ginn ass, mä schonn Enn Juli 2000.

Dir kënt lech nach vlächit erënneren, deem aarmen deemolege Fraktiounspresident vun der Demokratescher Partei, den Här Rippinger, huet nach an där enger Woch gesot: Dës Regierung wëllt keng Steierreduktioune virzéien; an annerhallef Woch duerno sinn d'Eckwäerter vum Budget virgestallt gi fir 2001, an do huet de Statsminister ugekënnegt, datt souwuel fir d'physesch Persounen 2001 wéi och fir d'Betriber 2002 massiv Steierreduktioune géife kommen.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.** - Dat war deemools, wéi d'DP d'Steierreform duerchgezunn huet.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Dat iwwerloossen ech elo Ärem Jugement.

Wat mech hei interesséiert, datt ass am Fong elo och net, wien deemools d'Steierreform bei der leschter Regierung duerchgesat oder proposéiert huet, mä mech interesséiert virun allem d'Argumentatiounsschinn, Här President, déi deemools gefouert ginn ass, fir zum Beispill déi Steierreduktioune bei de Betriber ze argumentéieren.

Mir hu souwuel virdru beim Här Wolter wéi och d'lescht Woch beim Premierminister hei héieren, dat wär eigentlech eng intelligent antizyklesch Moossnam gewiescht, fir eben d'Konjunktur ze stäipen zu engem Moment, wou se géif abriechen. Dat ass eng Approche, déi een - dat ass sécher - eventuell kann deelen. Dat gëtt sécherlech oft gemaach.

Mä am Juli, August, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2000, du ware mer an engem ganz aneren Zeenarior. An ech wëll awer vläicht emol nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, wat deemools de Finanzminister a Premierminister öffentlech gesot huet, wéi e seng Steuerreduktioun fir 2002 presentéiert huet. An ech zitieren do aus dem Artikel vum „Luxemburger Wort“, also eng Zeitung, déi jo, mengen ech, dem Budgets- a Finanzminister net onbedéngt negativ géigeniwwersteet. Do stoung deemools Folgendes geschriwwen, do gëtt den Här Juncker folgendermoossen zitéiert:

„Als Erklärung für die vorverlegten Fiskalentlastungsmaßnahmen nannte der Premier- und Finanzminister den Umstand, dass kein Rückgang des Konjunkturzyklus auch im benachbarten Ausland zu erkennen ist, alle Zeichen vielmehr auf Wachstum stehen, das Steuerbelastungsvolumen genauer eingeschätzt werden kann und von einem dauerhaften Wirtschaftsaufschwung begleitete definitive Übergang zum Euro bevorsteht.“

Dat heescht, 2000 ass net gesot ginn: Mir maachen hei aus enger antizykluscher Iwwerleeung eraus eng Steuerreduktioun fir d'Betriber, well mer an engem Konjunkturufschwung sinn, mä et ass gesot ginn: Mir kënnen dat dote maachen, well all Parameter deiten drop hin, dass am Ausland an och zu Lëtzebuerg dee formidablen Opchwung - an ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: 2000 hate mer e Wirtschaftswuesstum vu bal 9% vum PIB - wahrscheinlech mat grousser Sécherheet kéint weidergoen, an den Euro dat nach géif renforcieren.

Dat heescht, et muss een dat awer wourechtkeetshalber hei nach eng Kéier rappeliieren, dass dat net d'Resultat war vun enger enormer Wäitsicht deemools bezüglech engem eventuelle Konjunkturabroch, dee géif kommen, firwat dat gemaach ginn ass, mä éischer aus deem Grond eraus, deen den Här Wolter och zum Deel ugeschnidden huet virdrun: Well effektiv am Land, am Joer 2000, den Hunger esou grouss gi war, fir Gelder ze verdeelen, an den Drock op d'Regierung effektiv esou grouss ginn ass, dass am Juli du relativ, ech géif emol e bësse soen, awer an engem Schnellschoss déi Décisionen do geholl gi sinn, an dat net onbedéngt esou wueliwwerluecht war, wéi se nawell heiandso gäre verkaaft ginn.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Do iert Der lech awer.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Oh, Här Grethen, ech mengen, dass ech mech do net iren. Ech kéint där Zitatioun souwisou hei, och vu Verrieder vun Ärer Partei, mä och souguer aus der ziviler Gesellschaft, eng ganz Rei virleeën, wéi déi Zäit applaudéiert ginn ass bei deene Steuerreduktiounen. Do ware rosewéineg Iwwerleeungen, wat d'zukünftig Konjunktur vu Lëtzebuerg ubelaangt, hannendrun, dat kann ech lech soen. Wann ech domadder ufänken - ech hu se zwar all hei leien, wann Der wëllt, kann ech lech se alleguerte virlesen -, mä da musst Der lech laang haut de Mëtteg hei gedëlegen.

(Interruption)

Wat ech domadder wëll soen, dat ass - Dir wësst jo, mir hunn deemools eng aner Meenung gehat, a mir hunn och net gesot, wéi dat oft hartnäckeg duerno an och nach haut behaapt gëtt, mir hätte keng Steuerreduktioun gemaach -, dass, wann ee sech do e bësse besser Zäit geholl hätt an effektiv och schonn e bësse méi an d'Zukunft vu Lëtzebuerg gekuckt hätt, ee wahrscheinlech eng ganz Rei méi cibléiert aner Saachen hätt kënne maachen, wahrscheinlech och zum Deel Saachen, déi op eis wäerten zoukommen an deenen nächste Joren. Mä déi kommen dann zousätzlech dorobber. An ech kommen nach dorop ze schwätzen.

Ech stellen natierlech och dann d'Fro vum Finanzement. Dann hätte mer mat Sécherheet eppes Besseres gemaach wéi dat, wat deemools 2000 décidéiert ginn ass. Well, an dat ass eppes, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat mech besonnesch stéiert, wann iwwert d'Steieren an d'Fuerderunge fir Steuerreduktiounen diskutéiert gëtt: Déi si jo extrem villfältig, an et ass jo och einfach déi opzustellen. Et ass ganz einfach, d'Steieren erfzesetzen, mä et ass ganz schweier, se erëm eropzesetzen. Dat ass ganz evident. Dat hunn ech iwwregens och deemools hei gesot.

Dir gitt hei eiser Meenung no e Schratt ze wäit, well mer net genuch drop vibereet sinn, well et ass psychologesch gesinn natierlech net ubruecht, scho guer net an enger Situatioun vu konjunktuellem Ofschwung, fir d'Steieren dann erëm eropzesetzen. Mä och duerno, och wann een op engem Niveau ass vu méi enger héijer Kon-

junktur, ass dat net esou evident. Dat beschte Beispill erliewe mer jo iwwregens am Kader vun den Diskussiounen ronderëm d'Tripartite-Moossnamen an dësem Budget.

Déi puer Steuererhéijungen - an effektiv, do muss ech dem Här Meisch Recht ginn, et sinn eng Rei Steuererhéijungen an dësem Budget mat dran -, wann ee scho kuckt, wéi déi de Moment diskutéiert ginn angesichts dem Wuesstum vun iwwer 5%, wéi vill Onverständnis deenen entgéintkënn, da gesäit een eleng wéi schweier dass dat ass.

Elo si mir natierlech an der Situatioun, dass effektiv dee steuerlechen Niveau, dee mer zum Beispill fir d'Betriber geschafen hunn 2002, wou mer op eng Gesamtfiskalbelastung fir d'Betriber komm si vu ronn 30%, dass mer duerch dat, wat virun allem an Däitschland envisagéiert gëtt, nämlech ab 2008 eng Steuerreform fir d'Betriber ze lancieren, wou dann an Däitschland d'Situatioun derbäi erauskënn, dass se wëllen ënner 30% Gesamtbelaaschtung fir d'Betriber goen, erëm eng Kéier zolidd wäerten ënner Drock geroden.

An d'Erklärung läit jo op der Hand, firwat. Dee wichtigsten ekonomesche Sektour zu Lëtzebuerg ass d'Finanzplaz. An déi wichtigst Banken op der Finanzplaz sinn déi däitsch Banken. Mir brauchen eis do näischt virzemaachen. Mir kënnen do als Gréng duerchweege verstoen, dass d'Regierung sech elo scho vill, vill Gedanke muss maachen, wéi se domadder ëmgeet 2008 an 2009.

Mä wéi gesot, mir hätte sollen deemools méi cibléiert virgoen, zum Beispill iwwer verschidden Elementer ronderëm d'Taxe d'abonnement. Mir schafe jo elo en neit Gesetz fir d'Fonds spéciaux, wou mer wëssen, dass d'Taxe d'abonnement en zimlech negativen Impakt op déi Spezialfongen huet, virun allem och wann een déi wëllt promovieren an der Zukunft. Do kann een iwwert d'Taxe d'abonnement geziilt vill méi Saache maachen, fir de Finanzsektor da geziilt ze ënnerstëtzen, wéi am Contraire, dass een higee, zum Beispill wéi 2002, andeem ee generell einfach fir all Betriber am Land, déi ënnert d'Gewerbekapitalsteuer falen, fir deenen hiren Taux einfach emol erfzesetzen.

Duerfir wär e Ciblage méi sënnvoll gewiescht. Mä Steuerreduktiounen, dass ass e Manque à gagner, donc ass et eng Ausgab. Dat heescht, ech hunn der elo haut de Mëtteg eleng hei eng ganz Rei héiere soen, wéi se wëllen d'Steiere reduzieren. Si hunn awer mat kengem Wuert a kengem Saz erwähnt, wéi se dat op där anerer Säit bei den Dépense wëlle sträiche goen.

An et deet mer leed, Här Meisch, wann Der sot Dir wëllt d'Steiertabellen un d'Inflatioun upassen, okay, dat kann ee maachen, mä da musst Der soe wéi Der deenen Ausfall, deenen Der doduerch bei de Recettë kritt, bei den Dépense kompensieren wëllt. Mä beim beschte Wëllen, ech hunn awer bis elo bei all deenen, déi de Moment duerch d'Land jäizen, fir Steuerreduktiounen ze kréien, net héieren, wou se op där anerer Säit da wëlle kierz goen; oder - dat ass déi aner Méiglechkeet - wéi se nei Recettë wëlte schafen. Well wann een effektiv e Manque à gagner huet, duerch de Fait, dass een d'Steieren erfsetzt, da muss een entweder d'Dépenses op där enger Säit kierz oder et muss een eng nei Steuer schafen oder aner Recettë schafen; ansonste kritt een en zolitte Problem.

Här President, wat eis awer besonnesch als Gréng stéiert, dat ass, wann een entretemps d'Verhältnis kuckt bei den direkte Steieren, tëschent der Kierperschaftssteuer an de Steiere fir déi Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn. Vläch och do e puer Chifferen: 2000 hunn déi Leit, déi géint Loun a Gehalt geschafft hunn, 1.273 Milliounen Euro Steieren an d'Keess erabruucht; 2001 waren et der 1.311; 2002 ass et erëm e bëssen zrëckgaangen, dat war duerch dee konjunktuellen Abroch: 1.261; an 2003 ass et awer schonn erëm eropgaangen op 1.300, an dunn 2004: 1.452; 2005: 1.612; 2006: 1.649 Milliounen, an am Budget fir 2007 sinn 1.775 Milliounen Euro virgesinn u Steieren, déi déi Leit bezuelen, déi géint Loun a Gehalt schaffen.

Fir dann e Verglach ze maachen: 1.775 Milliounen Euro bezuelen déi Leit u Steieren, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, an op där anerer Säit d'Kierperschaftssteuer - dat heescht déi wichtig Steuer op de Gewënner vun de Betriber -: 1.300 Milliounen.

Just zur Erënnerung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Am Joer 1988 war dat Verhältnis nach 1.000 Milliounen géint 1.000 Milliounen. Dat war total équilibréiert. Mir stellen also fest, dass mer entretemps eng enorm Diskrepanz hei zu Lëtzebuerg bei de Steieren hu fir déi Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, par rapport zu deene Steieren, déi op dem Kapital erhuewe ginn.

(Interruption)

Dat stëmmt, Här Juncker, do louche se wäit méi héich. Souwisou, op de Spëtzeesteiersätz läit se och méi héich. An den 80er Jore louch de Spëtzeesteiersaz zu Lëtzebuerg wäit iwwer 50%. Wann een d'Solidaritéitssteuer derbäigerech huet, louch en eng Zäit bal bei 60%. Dat wësse mer. Mir si jo och scho virdrun e wäite Wee gaangen. Dat muss ee jo och mat aberechnen; bei de Betriber idem. Wann een emol géif zrëckrechnen bis 1990, wat mir zu Lëtzebuerg bei den direkte Steieren no ënne gefuer sinn, haapt-sächlech natierlech fir déi Leit,...

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.** - Dir dääft net drun denken.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Jo.

...fir déi Leit, déi héich Revenuen hunn.

(Interruption)

Dat ass enorm.

Mä, wat ech wëll soen, Här President, hei stellt sech en zolitte Problem vu Steiergerechtegkeet entre-temps. Et stellt sech en zolitte Problem vun Ëmverdeelung vu gesellschaftlechem Räichtum. Fir mech ass Steierpolitik och nach ëmmer en Instrument an enger Gesellschaft, fir fir Verdeelungsgerechtegkeet ze suergen. A wa mer op deem heite Wee esou weiderginn - a mir sinn do natierlech a gudder Gesellschaft an deene 25 respektiv an Zukunft 27 EU-Länner -, da kréie mer e Problem, Här President.

Wann ech da gläichzäiteg esou Saache muss lese wéi d'lescht Woch op der Wirtschaftssäit vum „Wort“, wou eng interessant Statistik opgestallt ginn ass iwwert d'Vermögensbildung an der Europäescher Unioun - et war eng Statistik, déi weltwäit opgestallt ginn ass, wou ënner anerem déi Superräich an de Vereenegte Staten opgezielt gi sinn -, a wou een da muss erschreckend feststellen, dass an der Zwëschenzäit de Wuesstem vun deene Superräichen an Europa - dat heescht d'Zuel vun de Leit, déi superräich ginn an Europa - vill méi séier zouhëlt wéi an de Vereenegte Staten, wann ech dat dann am Verhältnis kucken zu deem, wat ech virdu gesot hunn, da muss ech feststellen, dass mer entre-temps zu Lëtzebuerg an a ganz Europa en zolitte Problem hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir maachen eis wierklech Suergen, wa mer et net fäerdeg bréngen, a mir wësse ganz genee - dat soen ech hei ganz däitlech -, mir kënnen als klengt Lëtzeburger Land net eleng deenen dote Problem an de Grëff kréien. Dee kënne mer nëmmen um europäeschen Niveau geléist kréien. Mä dat ass eng enorm Erausforderung!

Wa mer wëlle verhënneren, dass an deenen nächste Joren Haideren, „Le Pen“en oder Peter Martinsen wëllen Héichkonjunktur feieren, an dass se eis laanscht d'Ouere geschloe ginn, méi wéi et eis léif ass, da muss mer op deem dote Gebitt eppes ënnerehuelen. Da muss mer e gewëssene Rééquilibrage an der ganzer Europäescher Unioun bei de Steiere kréien. Well soss, Dir Dammen an Dir Hären, wäert Der gesinn, da wäert d'Renationalisierung an de Käpp vun de Leit méi séier goe wéi et eis alleguerte léif ass, an och d'Problemer, déi domadder verbonne sinn.

An natierlech ass een éischten Usaz, deen een do kréie muss, eng gewëssen Harmonisierung vun de Betribssteieren, sief et bei der Bemessungsgrundlag, mä awer och wahrscheinlech - mä dat ass net fir haut oder muer, mat Sécherheet -, fir gewësse Minimae festzeleeë bei de Betribssteieren, fir dass dee Steierdumping bei de Betribssteieren op europäeschem Niveau endlech en Enn fënn. Mir hunn dorunner näischt ze gewinnen.

Mir sollen ons keng Illusiounen maachen. Wann dat esou weidergeet, da wäerte sämtlech europäesch Länner dobäi nëmmen ze verléieren hunn. Da wäert et zu soziale Spannunge feieren an Europa, déi net eng Verdéiung vun Europa wäerten erbäiféieren, mä éischer eppes ganz, ganz aneschters.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.** - Très bien!

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wollt dann zu den indirekte Steiere kommen. Och do gëtt et nees grouss Kategorien. D'TVA: 1.350 Milliounen, d'Taxe d'abonnement: 550, an Accisen: 940. Et muss een natierlech soen, bei der TVA hu mer eng Situatioun - dat wësse mer alleguerten -, wou mer speziell staark profitéiert hunn duerch dee glécklechen Ëmstand, dass eng Direktiv an Europa ëmgesat ginn ass, déi e Pays d'origine festgeluecht huet beim Akassiere vun der TVA, an dass

mer iwwert dee Wee eng Rei Déngscht-leeschungsbetriber, wann een et esou wëllt nennen, op Lëtzebuerg kritt hunn, oder zumindest en Deel vun hinnen op Lëtzebuerg kritt hunn; deenen Deel, deenen dann heihinner transféiert ginn ass, well hei dann d'TVA bezuelt gëtt. Dass e glécklechen Zoufall.

Dat sinn natierlech Gelder, déi mer wëllkomm huelen. Mä mir sollen eis awer keng Illusiounen maachen. Vu dass et relativ evident ass, dass de Commerce électronique insgesamt an all senger Formen éischer wäert zohuele wéi ofhuele wäert et net onendlech esou weidergoen, dass de Chiffre d'affaires do wäert terribel klammen, an all déi aner europäesch Länner eis einfach wäerten nokucke wéi mir hei d'Steieren dovun anzéien. Dass wäert d'Strooss sécherlech net laang halen. Duerfir solle mer natierlech déi Suen do wëllkomm huelen, mä mer solle se eiser Meenung no haut schonn asetzen, fir d'Zukunftssektoren opzebauen.

Ënner anerem kéint ech mer och virstellen, dass, wann ee schonn iwwert dee glécklechen Ëmstand do en neie Sektour op Lëtzebuerg kritt huet, een och duerch e gewëssene Kader, deenen ee schaaft, duerch e gewëssent Liewensëmfeld och fir déi Leit zu Lëtzebuerg, kann dozou bäidrogen, dass, souguer wann eng Kéier dee glécklechen Ëmstand do ewechfält - dat heescht, mer déi Nisch do verléieren -, mer da vläch awer déi Betriber kënnen halen doduerch, dass mer e bessere Kader, e gutt Ëmfeld fir déi Leit geschaf hunn oder effektiv déi Recetten do notzen, fir an nei Beräicher ze investieren.

Mä mir sollen eis op alle Fall haut och bewosst sinn, dass dat doten net e Sektour ass, an dass déi Recetten an déi Plus-valuen, déi mer do kréien - an et sinn der net wéineg gewiescht déi lescht Joren an am Moment -, op alle Fall net dierfen an de Konsum gestach ginn.

Dann, Här President, bei den indirekte Steieren natierlech den Tanktourismus. De Rapporteur beschreift et a sengem Rapport: 866 Milliounen Euro kommen direkt eran iwwert d'Carburanten a 518 Milliounen nach eng Kéier duerch Produits du tabac, déi mat grousser Wahrscheinlechkeet an direkter Relatioun heizou stinn. De Rapporteur mécht sech - an dat begrëssen ech - a sengem Rapport relativ vill Suerge ronderëm déi dote Recette.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Hie beschreift en éischte Problem, deenen eis och schonn d'nächst Joer wäert betreffen an eis mat grousser Wahrscheinlechkeet do wäert zu enger Mannerrecette feieren, dass ass d'Afeierung vun deem berühmte Camionneur professionnel, dat heescht, dass professionell Camioné sech an der Belsch an Zukunft ravitaillieren kënnen iwwer e Spezialpräis, esou e Prix professionnel eigentlech.

De Rapporteur mengt, dass dat scho géif mat grousser Wahrscheinlechkeet zu enger Moins-value vun 350 Milliounen Euro bei den Accisen d'nächst Joer feieren. Bon, déi aner Punkte geet hien nëmmen zum Deel un, déi sträift en nëmme just, mä ech mengen, dass déi awer kuerz- a mëttelfristeg dozou feiere wäerten, dass beim Tanktourismus mat Sécherheet nach vill méi grouss Abréch ze erwaarde sinn.

Et gëtt méi Grënn. Et gëtt natierlech een éischte Grond fir eis, dass ass déi ganz Klima- a Energieproblematik. An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen eis natierlech nach ëmmer der Illusioun hingginn, an et huet een eigentlech e bëssen d'Impressioun, dass mer hei zu Lëtzebuerg mengen, dass 2012 de Klimaproblem geléist ass, dass heescht, dass, wann de Kyoto-Prozess ofgeschlossen ass, de Klimaproblem da geléist wär. Neen! Ech soen lech, 2012 geet et érischt un, da geet d'Diskussioun érischt richtig lass an da wäert den Drock érischt richtig entstoen.

Well mir wësse jo all, dass dat, wat mer eis do fixéiert hu bis 2012, emol net am Geréngsten duergeet, fir iwwerhaapt de Klima stabiliséiert ze kréien, geschweig dann d'Rad zrëckzedréien. Dass heescht, no 2012 wäerten déi Diskussiounsphasen, déi jo schonn amgaangen sinn, en terribelen Drock maachen.

All Expertë soen eis entre-temps, datt mer nach ongeféier 15 Joer Zäit hu weltwäit, fir d'Rudder erëmzegeheien, an datt, wa mer dat net fäerdeg bréngen an deenen nächste 15 Joer, duerno irreversibel Schied entstinn, och irreversibel Schied fir eis Ekonomien. An den engleschen Economist, den Här Stern, huet dat jo wierklech ganz gutt zu Pa-beier bruecht. Hien huet eis och virgerechent wat fir eng désastréis ekonomesch Konsequenzen an och wat fir eng désastréis héich Käscht punkten dat wäert hunn: Honnerte Milliarden Euro ginn der Economie wahrscheinlech verluer oder kascht et se, wa mer an deene 15 Joer - an ech betoune 15 Joer, dat ass keng Éiwegkeet, dat ass net ganz laang - näischt maachen.

Et ass och duerfir net verwonnerlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt ganz rezent Émfroen, zum Beispill eng, déi elo an Däitschland gemaach ginn ass, erginn, datt d'Klimaproblematik als eng vun deene gréisste Bedrohunge vun der Bevölkerung émfonnt gëtt.

Mir müssen och do oppassen, do erwaarden d'Mënsche vun eis, datt mer konsequent handeln, datt d'Politik net de Kapp an de Sand stécht. Well, wa mer d'Leit an hirer Angscht loossen a se dobäi loossen, datt se de Konsequenzen ausgeliiwert sinn an hinne müssen nokucken, da soen ech lech, da wäert och do gesellschaftleche Sprengstoff draleien, an allen Hisiichten, am soziale Beräich esou gutt wéi och an anere Beräicher. Dat wäert et a sech hunn an duerfir menge mer och, datt ee sech haut schonn en Zeenario muss gi wéi een aus där Ofhängegkeet erauskënn.

A virun allem, wat mer haut awer schonn décidéiere müssen, an zwar direkt, dat ass: Wat geschitt mat deem Geld, wat mer am Moment erakréien iwwert deen Tanktourismus an och mat grousser Wahrscheinlechkeet nach e puer Joer oder eng Rei Jore wäerten erakréien? An do héieren ech och ëmmer déi abenteuerlechste Saachen. Et gëtt nach ëmmer Leit, déi mengen, datt een déi Sue misst prioritär notzen, fir Sozialausgaben ze tätegen, oder déi wäeren haapt-sächlech dowéinst do.

Mir soen op alle Fall, datt ee muss ufänken déi Suen ze notzen, fir d'Rekonversiou vun eiser Economie ze finanzéieren, well, wa mer dat net maachen, haut an déi nächst fénnef, zéng, 15 Joer, da wäert et schwéier ginn iwwer Sozialpolitik ze diskutéieren an zéng, 15 Joer. Duerfir menge mer, datt een déi Diskussioun aus deem Bléckwénkel kucke muss.

Mir sinn duerfir engersäits frou a begreissen also, datt am Kader vun der Tripartite eng Rei Mesuren emol weinstens elo thematiséiert gi sinn an och eng Rei Mesurë getraff gi sinn.

Mir bedauern awer nach ëmmer, datt mer et net fäerdeg bruecht hunn zu Lëtzebuerg méi eng global Diskussioun iwwer eng méi gesamt ökologesch Steuerreform ze definéieren. Dat heescht, et misst goen, fir einfach emol ze kucken, eise gesamte Steiersystem no ökologesche Kritären an och Zilsetzungen ze definéieren. Wou wëlle mer eng Kéier hikomme mat deem Ganzen? Mir müssen och hei oppassen, well d'Leit do-bausse mussen jo kënnen novollzéien, wat mer mat där Operatioun do maache wëllen. An dat ass de Moment net de Fall, well déi Mesuren, och wa mer se zum Deel begreissen, eiser Meinung no awer ze vill hallef-häerzeg sinn a virun allem net konzeptuell genuch ugaange gi sinn.

An, Här President, an deem Kontext kënn een natierlech och net derlaanscht, fir e puer Wuert ze verléieren iwwert deen aktuelle Sträit mat der Kommissioun ronderëm den Allocatiounsplang. Eis stéiert do virun allem d'Aart a Weis vun der Reaktioun vun der Regierung op d'Verwerfe vun der Bréiseler Kommissioun.

Ech mengen, jiddferen ass besuergt, dass mer och hei an deem Land nach eng Schwéierindustrie oder Schwéierindustriesectoren, déi mer haut hunn, méiglechst kënnen behalen. An et ass keen heibannen, deen einfach elo esou géing soen, lapidar, eis ass dat alles egal, d'Haaptsaach ass, mir ginn elo einfach blann derduerch, fir Kyoto-Allocatiounspläng ze decidéieren, déi esou restriktiv wéi nëmme méiglech sinn, sief et dann och, datt d'Schwéierindus-

trie, déi mer de Moment hunn, d'Baach erofgeet. Där gëtt et keen! An déi, déi dat behaapten, datt et där géing ginn, déi wëlle just Polemik bedreiwen.

Mä et ass awer e Fakt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt an deenen ale 15 EU-Länner, wou natierlech déi méi héich Lounkäschten, déi mer hunn, scho souwisou groussen Drock maachen op d'Schwéierindustrie, op déi doten Industriesectoren, et souwisou ganz schwéier wäert sinn déi an deenen Industriestaten nach ze halen. Et dierf een awer och bei där Debatt do allerdéngs net vergiessen, datt mir schonn eng laang Geschicht hunn am Beräich vun der Pollutioun, a wa mer duerfir driiwwer schwätzen, ass net ze vergiessen, datt mer e 40 Joer laange Virsprong op vill Länner an aneren Deeler vun der Welt hunn.

An duerfir sollte mer och an deem Kontext net ze vill grousspureg optrieden, well et geet hei bei der Klimaproblematik jo och ëm méi eng gerecht insgesamt global Verdeelungslogik, déi sech hannendru verstoppt.

Duerfir menge mir och, datt et am Kontext vun där Diskussioun hei awer och wichteg ass, datt Drock bestoe bleift, datt een net mécht wéi wann alles selbstverständlech ass. Well et ass relativ kloer, och am industrielle Sektour wäerten déi Industrien, déi mer zu Lëtzebuerg nach hunn, déi beschten Iwwerliwenschancen hunn op deenen dee meeschten Drock ass an déi, déi am meeschte capabel si sech ze veränneren. Well mir sollen ons och do näischt virmaachen, do wäerten an deenen nächsten zéng, 15 Joer gewaltig Mutatiounen kommen. An ech kommen och nach eng Kéier op déi interessant Saachen ze schwätzen, déi de Rapporteur a sengem Rapport an deem Zesummenhang beschriwwen huet.

Duerfir, wa mer eisen Allocatiounsplang wëlle verdeedegen, da wäert dat sécher am schlechteste goen, wa mer esou eng Aart kuerzsiichteg Épiciersmentalitéit un den Dag leeën. Domadder wäerte mer kaum Leit iwwerzeegt kréien.

Mä souwisou stellt sech eiser Meinung no iwwert deen dote Konflikt eraus, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Diversification économique schwätzen, déi generell Fro wéi eng Industrie, jo, wéi eng wirtschaftlech Diversifizierungspolitik mer iwwerhaapt realistesch kënnen a sollen ustriewen.

Natierlech, wéi gesot, mussen mer versichen déi Schwéierindustrie ze erhalen, déi mer haut hunn an déi - datt muss een awer och nach eng Kéier dobäisoen - entre-temps nëmmen nach 10% vun eise PIB duerstellt. Mä ëmmerhi sinn et nach 10%, dat ass net näischt. Mä déi Gréng sinn awer doriwwer eraus scho laang der Meinung, dass et an engem Héichlounland eng Illusioun ass, fir ze mengen, et kéint een nach op enger Industrieromantik vun de 70er Joren opbauen, fir méi produktiv Secteuren hei am Land opzebauen. An datt mer nach méi produktiv Secteuren niewent de Finanz- an Déngschtleeschtungssecteure brauchen, där Iwwerzeegung si mir och.

Et huet eis duerfir och erfreet ze liesen, dass de Rapporteur do ganz däitlech eis Vuen deelt, an ech wëll hien zitéieren op Säit 11 vu sengem Rapport, wou hie schreift: „D'où la nécessité de miser sur des produits et des services à haute valeur ajoutée qui sont seuls en mesure de satisfaire à nos exigences en matière de niveau de vie. (...) Au risque d'offusquer les romantiques de l'industrie traditionnelle, il faut se rendre à l'évidence que dans nos parages l'ère de la manufacture touche à sa fin.“

Also, ech mengen, dat sinn däitlech Wieder och vun Rapporteur. Ech kënn déi Zitatioun hei nach weiderféieren, wou e beschreift wéi hien, och à la lumière vun enger Culture écologique d'une part an enger Sidérurgie de recyclage d'autre part, de Poids économique vun den Industrien zu Lëtzebuerg an Zukunft gesäit. Mir deelen op alle Fall seng Analys do total a si frou, datt hien déi esou däitlech beschriwwen huet a sengem Rapport.

Här President, duerfir, mir befannen eis an enger Mutatioun, an enger Transitioun zu enger Wirtschafts- an Industriepolitik aus dem 21. Jorhonnert. An, Här President, et sinn net déi, déi där Tatsaach wëllen an d'A kucken, déi an deem Kontext Ideologen oder Dreemer sinn, mä et sinn déi, déi mor-dicus esou wëlle maache wéi wann dës Mutatioun opzehale wär, déi domadder all Perspektiven an all Chancen och fir eng Lëtzebuurger Industriepolitik vum 21. Jorhonnert wäerte verschlofen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - An deem Kontext kann een och als Beispill eraushuelen - an de Rapporteur huet et och

zum Deel hei gemaach mat engem gewësene Sënn fir Humor -: d'Iwwernahm vun Arcelor duerch Mittal.

Hien huet hei nach eng Kéier drun erënnert, an zu Recht menger Meenung no, wat alles zu Lëtzebuerg an och op dëser Tribün gezielt ginn ass, wéi dee Prozess ugaangen ass. Ech ka mech hei u Rieden erënnern op dëser Tribün, an déi koumen och net vun där grénger Fraktioun, bei deenen huet ee geduecht, et wär een um 1. Mee!

An hien huet och dat Beispill vun enger Lëtzebuurger Dageszeitung zitéiert, wat ech net nach eng Kéier widderhuele wëll. Och dat ass eigentlech e Beispill vun där Mutatioun, an där mer amgaange sinn, a vun enger Realitéit mat där mer entre-temps konfrontéiert sinn, déi een endlech muss zur Kenntnis huelen. An et soll een net esou maache wéi wann déi net géing stattfannen, well een dann op alle Fall Verléierer gëtt, ier et ugeet.

Här President, ech wëll och an deem Kontext nach e puer Wuert soen zu där Politique de promotion vun der Regierung respektiv zu där nei ze schafender Agence de promotion, well déi jo bekanntlech iwwert déi eemoleg Recette vun dem Arcelor-Mittal-Coups soll finanzéiert ginn, oder zum Deel sollen déi Gelder genotzt ginn, fir déi ze finanzéieren.

Mir als Gréng fannen d'Iddi vun där Agence de promotion eng ganz gutt Iddi. Si stoung och an eise Wahlprogramm. Ech wëll soen, datt mir an eise Wahlprogramm, wéi mir eis d'Diversification économique virgestallt hunn, eng ganz Rei Saache gefuerdert hunn. Ënner anerem war dat do och eng vun deenen Iddien. Deemools hu mir am Kader vun de Wahlen vu verschiddene Säite gesot kritt - net vu Parteien, mä vun aneren -, mir hätten an eise Wahlprogramm vill Vages stoen. Ech stellen da fest, datt eng vun deene vagen Iddien an d'Realisatioun wäert iwwergoen.

Mä et stellt sech awer d'Fro, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat fir eng Prioritéitsetzung ee mécht mat där Agence de promotion. Mir mengen, datt un éischer Stell natierlech hei misst gekuckt ginn, datt mer dee Sektour, deen entre-temps zu Lëtzebuerg largement d'Nummer eent ass, festegen, well et huet kee Wäert iwwer anerer ze schwätzen, wa mer deen, deen de Moment eist eenzegst Standbeen ass an deen iwwerhaapt mécht, datt mer finanziell an deem Land nach iwwerliewe kënnen, datt mer net emol fir d'éischt no deem kucken.

Dofir läit déi éischt Prioritéit eiser Meinung no bei där Agence de promotion fir d'Festegung vum Finanzsecteur, fir ze kucke wéi mer haaptsächlech bei der Fongenindustrie nach diversifiéiere kënnen, wéi mer dee Beräich stabiliséiere respektiv wéi mer deen ausbaue kënnen. An da menge mir, datt et duerchwees méiglech ass fir iwwert dee Finanzsecteur do a seng Produkter, déi en ubitt, nei innovativ, héich technologesch Secteure kënnen unzezéien.

Ech wëll nëmmen ee Beispill eraushuelen. Dir wësst, datt de Moment ee Sektour weltwäit boomt, dat ass dee vun den Energieeffizienz-Techniken, vun den alternativen Energien, déi ganz Palette, déi dozou gehéiert, déi ëmmer méi breet gëtt. An entre-temps hutt Der sécherlech och scho matkritt, datt et Finanzfonge gëtt an deem dote Beräich, an datt déi enorm boomen. Et ass souguer e gewësse Risiko de Moment do, datt do eng nei Bulle entsteet mat alle Risiken, déi dat jo beinhalt.

Mä wa mer dee Finanzsecteur an déi Finanzierungsméiglechkeeten hunn, fir esou e Sektour wéi dat doten, deen innovativ ass, op Lëtzebuerg ze kréien, ma da kommt mir notzen dach dee Sektour do, fir iwwert deen och esou produktiv Beräicher op Lëtzebuerg ze kréien. Déi befanne sech éischer am innovative Mëttelbetriebsberäich wéi a ganz groussen Industriesectoren.

Wann Der de Moment kuckt, wat fir eng Betreiber och do an deem Sektour weltwäit innovativ sinn, un der Spëtzt si vun der Innovation, da sinn dat éischer Mëttelbetreiber. Si ginn zwar oft duerno vu Groussen iwwerholl. Et ass do net anescht wéi och am Sektour vun den Neien Technologien, vun den Internet-Technologien um Enn vum 20. Jorhonnert, wou herno, wéi ëmmer esou schéi gesot ginn ass - et ass eng Zäit gesot ginn -, déi al Industrie, dat wär d'Dinosaurier-Industrie, an déi si just nach gekuckt ginn als Zukunft. Et hunn déi Zäit och scho vill Ekonomiste gewart: Passt op, d'Dinosaurier oder déi al Industrie wäert schonn herno och do erëm fir gewëssen Uerdnung suergen, an déi wäert dann déi vill Klenger, déi et do gëtt, opfriessen.

An hei ass et e bëssen ähnlech. Dir hutt de Moment ganz vill innovativ Mëttelbetreiber an deem Beräich an déi ginn oft duerno vu

groussen iwwerholl. Mä mir, mengen ech, kënnent hei och iwwert d'Finanzplaz eng Strategie opbauen, fir esou Secteuren heihinner unzezéien. Duerfir si mer och der Iwwerzeegung, Här President, datt mer eis net solle verzettelen, mä datt mer op eis Stärkte sollen opbauen a realistesch Zeenarien esou ausbauen.

Duerfir d'Konklusioun, Här President, bei de Recetten:

Éischstens, verschidde Steiere wuessen eiser Meenung no net esou wéi se wuesse misste bei héijem Wirtschaftswuesstem. D'Ursaachen dovunner, op alle Fall wéi mir se gesinn, hunn ech virdu beschriwwen. Do gëtt et och eng Rei Saachen, haaptsächlech um europäeschen Niveau, déi ee kann oder muss ënnerrhuelen.

Zweetens, verschidde Recettë wéi Tanktourismus oder héich TVA-Einnahmen duerch Commerce électronique kënnen ganz séier abriechen. Mir kënnen op alle Fall an Zukunft net op déi opbauen.

Drëttens, mir hunn eng staark, eng ze vill staark Ofhängegkeet vum Finanzsecteur. Déi Recettë sinn awer ganz volatil, well se an Tëschenzäit och en vue vun de Produkter, déi mer hei op der Finanzplaz hunn, bal total tributaire si vun der Entwécklung vun de Boursen. D'Platze vun der Internetblos an d'Reaktiounen vun der Bourse duerno, am Joer 2001, hunn ons während dräi Joer virun Ae gefouert, wat passéiere kann, wann et do zu engem Abroch kënn.

A véiertens, Här President, mir mengen, datt duerch déi Diskrepanz beim Verhältnis vun den Einnahmen, déi erakommen, déi Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, par rapport zur Besteuerung vum Kapital, e Phenomeen vu Steuerungerechtegkeet sech och hei am Land, genee wéi an aneren EU-Länner, drastesch verstärkt huet, wou mer onbedéngt müssen dergéint ugoen, well et soss zu Lëtzebuerg an och an Europa zu gréissere soziale Spannunge wäert kommen.

Här President, aus deene Risiken, déi ech natierlech hei beschriwwen hu bei de Recetten, ergi sech natierlech scho logescherweis och eng Rei Konsequenze bei den Dépensen. Et ass ganz kloer fir eis, mir sinn dergéint, obscho mer eng héich Konjunktur hu vun iwwer 5% 2006 an iwwer 4% - wahrscheinlich, wann alles esou bleibt - 2007, datt mer net erëm d'Verdeelungsmaschinn sollen ulafe loossen, mä datt mer déi Gelder sollen notzen, fir d'Rekonversiou vun eiser Economie ze finanzéieren. Dat heescht, datt mer déi Gelder sollen notzen, fir an d'Zukunft ze investéieren.

Mir müssen eis bewusst sinn, datt mer effektiv eng maximal Notzung vun den öffentliche Mëttele mussen während deenen nächste Jore bereestellen, fir déi gewaltig Mutatioun ze finanzéieren, fir an d'Zukunft ze investéieren. Duerfir: Keng grouss Verdelungsaktiounen, mä Ofsécherung vun eise heitege Wuelstand, an deem mer eis haut befannen, och fir déi kommend Generatiounen. Dat ass dat, wat eiser Meinung no an deenen nächste Joren usteet.

Duerfir menge mir och, datt déi absolut Prioritéit bei den Dépensé muss bestoen, fir an d'Zukunft ze investéieren, fir déi Strukturdefiziter, déi mer am Ufank vum 21. Jorhonnert hunn, ze behiwen.

Un éischer Stell steet natierlech d'Schoul. Här President, et kéint ee laang doriwwer diskutéieren. Mir hu just e puer Saachen erausgestrach. Mir wëssen et alleguerten, mir hunn eng Schoul, déi eiser Gesellschaft net méi Rechnung dréit. Mir hunn eng Immigratioun hei zu Lëtzebuerg, déi eng aner ass wéi nach viru 40 oder 50 Joer. Déi schaaft eis Problemer am Schoulsystem. Mir hunn entre-temps eng Situatioun, datt bei deene ganz, ganz villen, vill ze villen Échelen an eise Schoulsystem der vill och aus dem Beräich vun der Immigratioun kommen.

Mir hunn och eng Schoul, déi sech net méi genuch ausriicht op d'Wirtschaft an d'Gesellschaft. Mir hunn eng Schoul, déi derzou gefouert huet, datt entre-temps zum Beispill op der Finanzplaz dës Joer e puer honnert Plazen net konnte besat ginn, well einfach d'Finanzplaz um Lëtzebuurger Aarbechtsmarché a souguer doriwwer eraus an der Groussregioun keng Leit méi fënn. Dat muss ee sech emol virstellen. Dat muss ee sech op der Zong zergoe loossen. Wann een dat vergläicht mat de Problemer, déi Nopeschlänner vun eis hunn, da gëtt et héich Zäit, datt mer bei der Schoul wierklech zolidd Reformen ugin: nei Forme vun Enseignement, Opbau vun der Uni Lëtzebuerg, Recherche-Centeren.

D'Schoulpolitik, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir eis ee vun deene wichtigste Reformchantiere vun deenen nächste 15 Joer. A fir eis ass et och relativ kloer, mir brauchen elo alles anescht wéi

eng Denkpaus an der Schoulpolitik, an der Schoulreform. Mir brauchen au contraire Handelen; an Handele relativ séier, well déi eenzeg wierklech Ressource, déi mer eis opbaue kënnen ass d'Wëssen an d'Wëssengsgesellschaft, soss hu mer keng.

Zweete Punkt, Här President, d'Mobilitéit. E puer Zuele just: 450.000 Awunner an 315.000 Aarbechtsplazen, dovunner iwwer 100.000 Frontalieren haut schonn, Tendenz: massiv steigend. Eigentlech soen déi Zuelen alles aus. An dee gewaltege Mobilitéitsproblem, dee mer haut hunn, wou jorzéngtelaang gemengt ginn ass mir kéinten deen iergendwann eng Kéier an de Grëff kréien, andeems mer méiglechst vill an deier Stroosse bauen, do musse mer haut awer definitiv feststellen, datt en och een eenzege Constat d'échec vun der Politik ass.

Dat erstaunt eis vläicht manner wéi anerer, mä ech wëll net méi an d'Vergaangenheet kucken. Et gëtt héich, héich Zäit, datt mer an der Mobilitéit elo déi Weeër ginn, déi mer goe mussen, well soss riskéiere mer e Problem ze kréien. Well ech behaapten, datt zu Lëtzebuerg de Mobilitéitsfacteur méi wéi an allen anere Länner an der Europäescher Unioun zu engem ganz, ganz haarde Standuertfaktor fir eise Wirtschaftsstanduert ginn ass.

An, Här President, ech hat d'Chance, well ech an enger anerer Responsabilitéit elo an enger Institutioun sëtzen, nämlech der Agglolux - dat ass déi Konvention, déi den Innenministère mat der Stad Lëtzebuerg a mat de Randgemenge vun der Stad huet -, wou mer amgaange sinn eng ganz Rei Zee-narien ze detektéiere fir déi nächst 15 Joer. Ech schwätzen do vun Horizonten, net vun 30 a 40 Joer, mä bis 2020. Mir hunn do déi neiste Strukturdate kierzlech op den Dësch geluecht kritt, an ech kann lech soen, déi sinn net erschreckend, wat d'wirtschaftlech Potenzialitéiten ubelaangt vu Lëtzebuerg, mä déi sinn erschreckend, wann ee gesäit wat op eis zoukënn, wa mer net an deem Beräich e Revirement an der Mobilitéit kréien.

Da wäerte mer eleng um Gebitt vum Zentrum an d'Situatioun kommen, wa mer e Status quo hu par rapport zu haut zum Beispill, datt mer Bewegung mam Auto a Richtung Zentrum - also net nëmme Stad Lëtzebuerg, mä Stad Lëtzebuerg an d'Randgemengen - vun haut also ronn 200.000 op 400.000 Bewegung bis d'Joer 2020 wäerte kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass relativ kloer, wa mer net ëmdenken, dann ass dat net ze bewältegen. An donc sinn dann och déi wirtschaftlech Entwécklungspotenzialer gehemmt, déi mer reell hunn.

A wann ech dat do soe fir den Zentrum, da soen ech lech, dann ass et net wesentlech aneschtens fir déi aner wirtschaftlech Entwécklungspoler, déi mer hunn, sief et am Süde vum Land ronderëm d'Frichen, wa mer do déi nämlecht Feeler maachen oder och an der Nordstad ronderëm Ettelbréck an Dikrech.

Duerfir, dat wäert eis eng déck Staang Geld kaschten. D'nächst Woch wäerte mer bei der Motioun, déi hei an der Chamber zur Diskussioun wäert stoe fir d'Budgetsjoer 2007, wann een eleng déi Lëscht kuckt, déi do opgezielt gëtt, wat alles misst geschéien an deenen nächste Joren eleng am Beräich vum öffentliche Transport, da wäert dat eis eng déck Staang Geld kaschten.

Logement, Här President, de Premier huet selwer gesot, et wär ee vun deene schlëmmste Constaten, deen hien a sene leschte Joren Innenpolitik huet misse maachen, dass et e risegen Échec wär, d'Logementspolitik. Et kann een deem natierlech nëmmen zoustëmmen.

Bon, et kéint een elo laang driwwer diskutéieren iwwer d'Responsabilitéiten an deem Beräich, mä ech muss lech éierlech soen: Ech kucke léiwer no vir wéi nacch laang no hannen. Well de Problem ass esou grave, datt mer hei souwisou all zesummen - all Parteien zesummen; de Stat mat de Gemengen zesummen - eppes mussen ënnerhuelen, well ansonsten mer kee Millimeter wäerte weiderkommen.

Mir menge virun allem, datt dat och muss geschéien an engem gewëssene Respekt vu Landesplanung. Virun allem musse mer ons endlech Moyenë ginn - an do ginn ech dem Här Fayot Recht -, fir d'Spekulatioun ze bekämpfen. Ech hoffen, datt mer da mat deem Gesetz, wat mer elo gläich wäerte kréien, jo dann hoffentlech vum Logementsminister endlech déi Instrumenter wäerten insgesamt an de Grapp kréien, fir dat kënnen ze maachen.

E weidere Punkt, Här President, ass d'Moderniséierung vun eiser Verwaltung.

Mir hunn zu Lëtzebuerg ze lues Prozeduren. Et ass net ëmmer esou wéi behaapt gëtt, datt eis Gesetzer esou schlecht wieren, mä eis Prozedure sinn ze lues. Se sinn ze laang, an dat huet oft ze di mat enger insgesamt schlechter Organisatioun vun eiser Verwaltung. Lëtzebuerg ass ze vill am Hannertreffen, nach ëmmer.

Mir mussen och eis Verwaltung - an do zéien ech inklusiv och d'Parlament, d'Chamber mat an - besser op d'EU-Erausforderunge virbereeden, déi op eis zoukommen.

D'Vitesse an Europa, iwwert deen neie Ban-nemaart, ass méi schnell gi fir eis. Mir musse méi séier kënnen vun der Plaz trëppelen. Mir sinn net méi eleng, wa mer Décisioune mussen huelen, an dat musse mer alles berücksichtegen. Dofir brauch eis Verwaltung eng Moderniséierung.

Dat kascht och eppes. Wann ech soen eLëtzebuerg oder eGovernment, da weess ech genee, datt dat och mat Käschte verbonnen ass. An do hannendrun hänkt sécherlech och d'Weiderbréngung vun der Réforme territoriale, déi eng wierklech Bluttoutwendeg-keet zu Lëtzebuerg ass.

An da leschte Punkt, Här President, bei den Dépense Recherche an Innovatioun.

D'Regierung ass do um gudde Wee, well se Kreditter zur Verfügung stellt, fir d'Recherche massiv eropzesetzen.

Mir vermëssen de Moment nach e bëssen eng kloer Strategie an och wou d'Schweierpunkte solle leien. Mir kréien nach eng Rei Geleeënheeten, och am Kader vun enger Rei vun Interpellatiounen, an deenen nächste Méint doriwwer ze diskutéieren a mir hoffen, datt mer do méi Kloerheet kréien.

Dann awer, Här President, e puer Kapitelen, déi och mat den Dépensen ze dinn hunn, wou mer och gréisser Reforme musse maachen, wou mer an Zukunft Choixë mussen treffen. Dat éischt ass d'Familljepolitik.

Här President, mir sinn der Iwwerzeegung, datt een am 21. Jorhonnert der Familljepolitik muss eng nei Definitiou ginn. Mir mus-sen natierlech an enger Gesellschaft alle Leit de Choix loosse wéi se sech privat organiséiere wëllen, mä mir mussen awer zur Kenntnis huelen, datt d'Aart a Weis haut schonn, wéi d'Leit sech organiséiert hunn, och an hirer Familljepolitik, sech gewaltig verännert huet par rapport zum leschte Jorhonnert a sech ganz rapid wäert weider ver-änneren.

Mir hunn haut schonn eng Gesellschaft, wou e groussen Deel vu béide Partnere beruffstäteg sinn an déi Tendenz - egal wat Verschiddener eis wëllen ziele kommen, - wäert rapid weidergoen.

Mir brauchen haut jo nëmmen ze kucke wéi et an eise Schoulen ausgesäit. Do gëtt et ëmmer manner, fir net ze soe gläich guer keng Ënnerscheeder méi. Au contraire. Et ass souguer esou, datt entre-temps Frae besser aus dem Schoulsystem erauskomme wéi Männer, ëmmer méi an ëmmer méi zahlreich, an duerfir léist sech déi dote Fro gesellschaftlech an deem Sënn selwer.

Mä mir hunn awer ee Problem, well d'Mechanismen an eiser Gesellschaft, eis sozial Strukturen nach ëmmer op d'lescht Jorhonnert ausgeriicht sinn.

Dat féiert dann dozou, Här President, datt mer am Moment zum Beispill, wann ech elo reng bei der Kannerversuergung kucken, finanziell ganz staark Geld verdeelen an och nach onselektiv, an op där anerer Säit ëmmer méi deier a qualitativ héichwäerteg Infrastrukture fir Kannerversuergung och nach ausbauen.

Nëmmen e puer Beispiller, dat ass sécherlech net exhaustiv wat ech hei maachen, mä ech wëll nëmmen e puer grouss Gruppen opzielen. Wann ech am Moment reng kucken, wat u Geldleeschungen bezuelt gëtt bei der Familljepolitik: Mir hu Gebuertsprimen; mir hunn e grousszügege Congé parental; mir hunn en héicht Kannergeld zu Lëtzebuerg; mir hunn en Abatement an der Steiertabell fir Kanner; mir hunn eng vill-schichteg Berücksichtigung vu Kanner bei deene verschiddenste steierlechen Of-schreiwungsméiglechkeeten; mir hunn eng grousszügeg Mammerent agefouert, wou d'Fro sech mat grousser Wahrscheinlech-keet och nach vun der Exportabilitéit wäert stellen an deenen nächste Joren, wat natierlech och erëm de Käschtepunkt wäert an d'Luucht driewen.

Gläichzäiteg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, maache mer ëmmer méi flä-chendeckend qualitativ héichwäerteg Crëchen, wa méiglech och nach - dat ass zu-mindest dat wat déi meescht Leit gären ha-ten - bal gratis fir jiddereen, Maisons relais an esou weider, datt heescht vill an deier Infrastrukture mat och nach héije Folgekäschte fir déi nächst Joren. Mir mussen endlech

do e Bilan zéien. Mir musse Selektivitéit do erabrëngen.

D'Prioritéit, Här President, ass fir eis als Gréng do relativ kloer. Mir sinn der Mee-nung, datt ee manner finanziell Leeschtun-ge soll fir Kannerversuergung ginn a méi héichwäerteg Betreibungsméiglechkeete fir Kanner soll schafen, a wann een op där anerer Säit selbstverständlech déi manner héich a méi selektiv finanziell Leeschtungen erfogesa huet, dann natierlech kann een och higoen an déi héichwäerteg Be-treibungsméiglechkeete fir Kanner zu engem ganz gönschtege Präis fir jiddfereen an der Gesellschaft schafen. Mä béides zesum-men, dat ass net ze finanzéieren, dat ass re-lativ kloer.

Dofir musse mer déi Diskussioun do eng Kéier féieren, en fonction vun deem Zenario.

Déi Diskussioun gëtt awer eiser Meenung no am Moment net genuch oder vill ze vill weénege gefouert. Dat huet dozou gefouert, datt mer eng deier Duebelstrategie de Mo-ment fueren, déi engersäits ëmmer manner Leit zefridde stellt an insgesamt fir d'Allge-mengheet kaum nach ze finanzéieren ass.

Duerfir menge mir, datt um Gebitt vun der Kannerbetreuung en enorme Reformchantier besteet, mat zolitte budgetären Impakter, jee nodeem wéi een et veranstalt bei de Re-cetten a bei den Dépensen.

Dee klassesche Sozialstat, Här President, fir d'éischt eise Rentesystem. De Rapporteur huet jo och vill a sengem Rapport doriwwer geschwat, mä ech mengen ier een iwwer-haapt iwwert de Rentesystem schwätzt, muss een emol fir d'éischt an der Öffent-lechkeet kloerstellen - dat ass ee sech schëlleg, wann een dat mécht - zu wat fir engem Rentesystem ee stoe wëllt.

Et gëtt zwou Méiglechkeeten: Et gëtt d'Um-lageverfahren an et gëtt d'Kapitaldeckungs-verfahren. Fir eis, an dat soen ech duerfir hei ganz däitlech, fir dass iwwerhaapt kee Mössverständnis bei näischt opkënn: Mir stinn zum Umlageverfahren, well mer der Meenung sinn, datt dat dat eenzegst Verfah-ren ass, dat d'Solidaritéit tëschent de Gene-ratiounen an der Gesellschaft garantéiere kann.

Dat wëllt natierlech net heeschen, datt een net kann an d'Umlageverfahre verschidden Elementer vu Kapitaldeckung erabrëngen. Dat heescht, datt een zum Beispill Reserve ka besser uleeën.

Mä mir sinn awer net der Meenung, datt ee soll op d'Kapitaldeckungsverfahren ganz iw-wergoen, well dat géing mëttel- bis laang-fristeg en Ausenanerbriche vun der Gesell-schaft mat sech bréngen. An ech soen lech: Déi Länner, déi dee Wee gaange sinn, sinn um beschte Wee dat matzemaachen. Wann ee kuckt wat fir eng Diskussiounen ëmmer méi an de Vereenegte Staten zum Beispill entstinn, wou dee Wee do relativ staark for-céiert ginn ass, da kann een dat do scho feststellen.

Mä mir sollen eis awer och keng Illusioune maachen: Och wa mer eis Reserve besser uleeë wéi dat gemaach gëtt, da bewierke mer domat nach keng Wonner.

Mir sollen zwou Saachen do bedenken:

1. E bessert Uleeën hei heescht, datt déi Gelder do iwwer e längeren Zäitraum blo-ckéiert sinn. Dat heescht, wann ech dann ëmmer erëm héieren, datt mer bei de Rente-keesen am Geld géinge schwammen an ee sech do keng Suergen ze maache bräicht an ee gläichzäiteg verlaangt, datt ee soll d'Reserve besser uleeën, ausser et seet ee mer elo hei, ech wëll an héich riskant Beräi-cher d'Gelder uleeë goen, da muss ee wës-sen, dass, wann een do méi Rendement wëllt hu wéi een haut huet, een da laangfris-teg déi Gelder festleeë muss. Da kann een och näischt mat deene Gelder do maachen.
2. E bessert Uleeë vun eise Reserve léist eis net eise fundamentale Rentesystem, an dat geet iwwregens aus där Etüd, déi vu Price-waterhouse gemaach ginn ass, ganz däit-lech ervir. Et ass sécherlech richteg dat ze maachen, mä et léist eis net eise strukturelle Problem, dee mer hunn.

An dat vläicht nach eng Kéier zur Erënne-rung: Ech hunn, wa mer iwwer Renten zu Lëtzebuerg diskutéieren, ëmmer e bëssen d'Impressioun, datt dat alles einfach ver-giess gëtt. Et gëtt gesot, mir hunn héich Re-serven, an dofir ass kee Problem fir déi nächst 30 Joer.

Mir hunn 2001, 2002, 2003 gesinn, dass, wann e konjunkturrellen Abroch kënnst a wann d'Recettë vum Stat net méi esou héich sinn, da gëtt et ganz séier enk. An ech soen lech, de Moment hu mer een Drëttel vun eise Recettë bei de Rente fiscaliséiert. Dat ass eng Dramsituatioun. Vun esou enger Si-tuatioun dreemen aner Länner an Europa, datt d'office een Drëttel vun de Rentekee-sen iwwer Steiere finanzéiert gëtt.

Mä mir mussen ons bewosst sinn, mir kë-nen eis et natierlech nëmme leeschten dat ze maachen, wa mer permanent an engem Héichkonjunkturzeenario sinn. Et dierf op al-le Fall net eng längerfristeg Period anriede wéi 2002, well soss gëtt et do séier enk.

Dat Zweet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat oft vergiess gëtt, ass, mir schafen zu Lëtzebuerg an der Moyenne të-schent 6.000 an 10.000, jee nodeem - dëst Joer waren et der souguer 12.000 -, nei Aar-bechtsplazen. Och do musse mer wëssen, wat dat zur Konsequenz huet. Do komme jonk nei Bäitragzueler, déi natierlech relativ séier riseg Zommen an d'Keese spullen, wou mer keng Leeschtungen ze bezuele brauchen, wou Leeschtungen eréischt an 30 oder 40 Joer ufalen.

An dann hu mer nach ee Problem do dobäi, dat ass, datt mer - Gott sei Dank, kann ee jo nëmme soen - eng Liewenserwaardung vun de Leit hunn, déi bestänneg klëmmt. Et war elo kierzlech am „Lëtzeburger Wort“, men-gen ech, e ganz sympathesch Artikel vun engem Här, deen 100 Joer al ginn ass, dee gesot huet: Wann ech et nach zwee Joer packen, da war ech esou laang an der Pen-sioun wéi ech aktiv geschafft hunn.

Mä ech soen lech, gitt emol eng Kéier d'Ge-schichtsbicher noliesen - eise Rentesystem, dee staamt jo vum Bismarck of - op wat deen déi Zäit opgebaut huet, dat war net op eng Carrière an der Rent vu 40 Joer, mä dee war op ganz aner Saachen opgebaut. Duer-fir musse mer och wëssen, datt dat eis e Problem schaaft. An do muss ee kënnen roueg driwwer diskutéieren, sous condition, wéi gesot, datt ee sech am Ufank dozou be-kannt huet wat een erhalé wëllt, an datt een dat net ofschafe wëllt.

Duerfir, Här President, dräi Punkten. Éisch-tens, d'Reserve besser uleeën. Zweetens, nei Finanzéierungsquelle schafen. Do den-ken ech haaptäschlech un d'ökologesch Steuerreform, déi sécherlech laangfristeg éischter soll no ënnen tendéieren, mä eis awer kuerz- a mëttelfristeg kann eng Recet-te bréngen, déi mer notze kéinten, fir ge-wëssen Transitiounen an eisem System vun haut matzefinanzéieren.

An dann, Här President, ass et relativ kloer, mir hunn zu Lëtzebuerg en Duerchschnëtts-pensiounsalter vu 57 Joer. Et geet sécher-lech net drëms driwwer ze diskutéieren, fir de Pensiounsalter insgesamt abenteuerlech eropzesetzen, mir mussen et awer ron-n-bréngen, a wann ech soe Pensiounsalter vu 57 Joer, dann ass et nach laang net esou, datt all déi, déi mat 57 Joer - an dat ass jo nëmmen d'Moyenne, do sinn der éischstens emol vill, déi leie wäit drënner - an d'Pen-sioun ginn, och 40 Joer cotiséiert hunn. Loin de là!

Mir si jo hei an engem Assurancësystem - dat gëtt och heiansdo vergiess -, deen eig-entlech drop opbaut, datt ee 40 Cotisa-tiounsjoren huet. Bon, do kritt ee jee no-deem nach Saachen ugerechent, Joren, mä am Endeffekt ass et sécherlech net esou, datt all déi, déi mat 57 ginn, déi 40 voll Coti-satiounsjoren hunn.

Dat heescht, mir musse mindestens do mët-tel- a laangfristeg op e System kommen, datt mer déi 40 Cotisatiounsjore kréien. Dat ass sécherlech net bannent enger Genera-tioun hinczekréien. Souwisou kann een am Rentesystem, menger Meenung no, net bannent enger Generatioun grouss Verän-nerunge maachen, mä et muss een elo ufänken eng Rei Décisiounen ze huelen, déi laangfristeg hir Wierkung hunn.

Bei de Krankekeesen, Här President, ass 2006 gesot ginn: Mir hu keen Defizit a mir wäerten och wahrscheinlech 2007 kee kréien. Mä och do solle mer eis awer elo net eppes virmaachen. 2006 hu mer keen Defi-zit, well mer 12.000 nei Aarbechtsplaze ge-schaffen hunn, well mer natierlech och do enorm vill méi Cotisatiounen erakritt hunn, net well mer do esou dichteg waren am De-tekéiere vun Aspuerpotenzialer an am Spueren.

A mir wëssen alleguerten, datt mer dräi grouss Käschtefacturen an de Krankekee-sen hunn. Dat eent, dat sinn d'Infrastruktu-ren, deier Infrastrukturen, Spidolsinfrastruk-turen. Do musse mer Iwwerleeungen ustel-len. Mir hunn eng medezinesch Versuer-gung, déi héichwäerteg ass, déi awer nach laang net ëmmer effizient ass.

Ee Beispill, nëmme fir dat erauszehuelen, dat ass dat berühmte Gedréins, datt ee fir eng Krankheet bei 15 Doktere geet. Dat ass nëmmen een Aspekt. Et kéint een der vill opzielen. Och do spillt natierlech déi steigend Alterserwaardung géint de System, well natierlech, wat d'Leit méi al ginn - am Alter huet ee méi Pech krank ze ginn, kann een hei nëmme soen - wat se do natierlech och méi vum System profitéieren.

Duerfir, Här President, do gött et Problemfäll, datt ee se skizzéiert. Et gött och Léisungen. Déi muss ee roueg ugoen. Mä mer müssen se awer ugoen an och diskutéieren.

Da gött et an der Preventioun eng ganz Rei Beräicher, déi wichteg sinn: Ëmwelt, Ernährung, Bewegung, Drogen an esou weider. Eng Rei Saache sinn eiser Meenung no an deene leschte Jore richtig thematiséiert ginn a mir hoffen, datt d'Regierung weiderfiert op deem Wee. Dat huet en immensen Impakt, net nëmmen op d'Liewensqualität an d'Liewenserwaardung vun de Leit, mä och op eis Krankekeesen. Duerfir muss mer déi weiderverfolgen.

Konklusiounen, Här President, bei de Recetten a bei den Dépensen: Mir hunn e Problem bei den Einnahmen a bei den Ausgaben. Mir hunn e Problem bei der Steiergerechtegkeet. Mir mengen, datt mer, wa mer och iwwer Steierreformen diskutéieren, endlech och déi ekologesch Steierreform mus-sen eescht huelen.

Mir müssen eng gesellschaftspolitesch Zilsetzung kréien, déi an d'Richtung geet, datt mer eis net einfach doutspueren, et geet net doréms, mä datt mer Ëmschichtunge kréien, déi et eis effektiv erlaben, datt mer de Wuelstand, mat deem mer haut liewen, och fir déi nächst Generatioun nach erhale kënnen.

D'Prioritéit läit, wéi gesot, bei den Ausgabe fir Bildung, Fuerschung, Mobilitéit, Logement a Moderniséierung vun der Verwaltung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menger Konklusioun.

De Rapporteur huet, eiser Meenung no, eng Rei Problemfäll opgeworf an Analyse gemaach, déi richtig sinn, déi awer eigentlech och net nei sinn. Déi si scho vun deene verschiddenste Rapporteur, och vu verschiddenste Politiker vu verschiddenste Parteien an deene leschte Joren opgeworf ginn.

Hien huet awer ganz oft ausgelooß wéi hien déi Froen ugoe wëllt respektiv wat seng Virschléi sinn, fir déi Problemer do ze léisen.

Meng Fraktioun mengt, datt et awer endlech un der Zäit ass, fir net nëmme Problemfäll opzwerfen an ze analyséieren, mä och ze kucke wéi een endlech Reformen an d'Weeër geleet kritt.

Här President, mir sinn awer der Meenung, datt och wann dës Regierung eng Rei positiv Usätz ze verzeechnen huet; iwwregens muss ech lech soen, dat ass net meng Aart a Weis fir ze fonctionnéieren, fir ze mengen, datt et iergendeng Regierung iergendwou gött - dach, an Diktature sécherlech -, also an demokratesche Länner gött, déi einfach alles falsch mécht. Ech halen net vill vun der Schwaarzweißmolerei an ech mengen, datt déi Schwaarzweißmolerei vläicht gutt ass fir einfach banal am politesche Raum ze polariséieren, mä datt déi eis net ganz vill weiderbréngt.

Mä déi gutt Usätz, déi an dëse Reformusätz dra sinn, si wierklech nëmmen hallefhäerzeg.

Dat kënnt och dohier, well dës Regierung an dës Majoritéit ze vill verschidde politesch géigesätzlech Richtungen a sech selwer dran huet, esou gutt an hire Parteie wéi och an der Majoritéit.

Dës Regierung ass eiser Meenung no dividiéiert wéi kaum eng aner virdrun. Dat konnt een an deene leschte Wochen a Méint oft spieren. Sief et bei den Tripartitesaccorden, déi hei am parlamentaresche Raum ëmgesat gi sinn, bei der Schoulpolitik, bei der Logementspolitik. Mä, wéi gesot, déi Divisioun sinn net nëmmen an der Regierung, déi sinn och an deenen eenzelne Parteien. Et rappt jiddferen a géigesätzlech Richtungen an duerfir weess een net esou richtig, wou et mëttel- a laangfristeg soll hiféieren. Duerfir gött sech bei de Reformen eigent-

lech drop beschränkt, fir iwwert dës Legislaturperiod erauszekommen.

Här President, mir mengen awer, datt mer am Moment dréngend eng Majoritéit bräichen, déi net hallefhäerzeg un d'Reformen erugeet, mä déi solidaresch gëeent a mat aller Kraaft un engem klaren Zukunftsprojet vu Lëtzebuerg géif schaffen. Duerfir verstitt Der sécherlech och, datt mer aus deem Grond dësen hallefhäerzeg a widder-spréchleche Budget beim beschte Wëllen net stëmme kënnen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Bausch. D'Wuert huet elo den Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gär d'Wuert no deene véier Fraktiounscheffen elo huelen, well et opgrond vun de Virbereedunge vum europäesche Conseil vun en Donneschdeg an e Freideg esou ass, dass ech vun den Owend sechs Auer un - dat gött mer zéng Minutten - a muer eng Rei vun europäesche Kommissäre muss empfänken, esou dass ech d'Geeëenheet net méi hunn, fir muer am Laf vum Dag hei ze schwätzen; wuerfir ech mech bei deene Riedner wëll entschëllegen, déi als eenzel Riedner hei optrieden an net am Numm vun hire Fraktioun schwätzen.

Ech géif gare Merci soe fir déi Debatt, déi mer hei gefouert hunn, well déi Debatt eigentlech - dat muss een heiandsdo feststellen, och wann ee mengt Eenzelner hätten et léiwer anescht - dach awer méi Konsensintersectionen zu Dag gefördert huet wéi schroff Géigesätz an der Bewäertung vun der Politik oder am alternativen Entworf zu enger net fundamental kräfteg kritisierter Regierungspolitik.

Ech war besonnesch frou iwwert dem Kolleeg Claude Meisch seng Ried, deem, wat ech korrekt fannen, sech ouni Nuancé bekannt huet zu der Budgets-, Finanz- a Wirtschaftspolitik vun där Regierung, déi eist Land tëschent 1999 an 2004 regéiert huet. Et mécht weíneg Sënn - an duerfir soll een och eenzel Aussoen ni an deem Sënn interpretéieren, wann ech se maachen - Distanz ze huelen zu deem, wat een zesummen an enger Regierung gemaach huet. Keen ass do mat dem Koalitionspartner ëmmer honnertprozenteg averstan. A seltenste Fäll ass ee mat sech selwer ëmmer averstan.

(**Hilarité**)

An et kann een awer e Land nëmme regéieren an eng Regierung och nëmme féieren, wann ee jiddferengem dee Spillraum gött, soulaang wéi en zukunftsmeisseg ze veräntwerten ass, deen e brauch, fir existéieren ze kënnen a Loft ze kréien. Dat ass eng Regel vun der Demokratie a vum Respekt, déi eenzel politesch Meenungen a Stréimungen eng virun där anerer müssen hunn.

An duerfir fannen ech et generell gutt, dass den Här Meisch hei d'Politik vun där aler Regierung an deene Beräicher, déi ech beschriwwen hunn, nojustifizéiert huet, wat eng utile Prezisioun war, wann ech dat vergläiche mat eenzelne Meenungsäusserunge vun him selwer respektiv vu Spriecher vu senger Partei an einschlägegen Dokumentatiounen, déi een heiandsdo kann noliessen.

Ech sinn dankbar dofir an ech soen dat och wäit ewech vun all polemeschem Niewege-danken.

Hien huet gläichzäiteg dättelech gemaach, dass een déi Politik, déi déi lescht Regierung gemaach huet, muss änneren, well d'Zäite geännert hunn, well d'Erausfuerderungen anerer sinn a well dat, wat vun 1999 bis 2004 richtig war, logescherweis net méi ka richtig sinn am Zäitraum 2004 bis 2009 an duerno.

Well hätt een déi Politik virugefouert, déi ass guddem Grond entstanen ass, dann hätte mer an de Joren 2005 bis 2009 e kumuléierten zousätzleche Budgetsdefizit vun 20% par rapport zum Bruttoinlandsprodukt zsummegedroen. Dann hätte mer eis Stats-schold vu ronderëm 2007 op mindestens 15% an d'Luucht gesat, an esou wéi den Här Meisch mat Bléck op aner politesch Zesummenhäng gesot huet, dass d'Léisung net kënnt an enger Verscholdungspolitik stoen, esou richtig ass et, dass hien d'Konklusioun zitt, dass déi Politik vun där fréierer Regierung - aus guddem Grond entstan - eng aner Tournure muss kréien an dëser Legislaturperiod, déi dorop ausgeriicht ass, fir net an de Verscholdungsstat anzetrieden an net an der Defizitautomatik ënnerzegoen.

Doraus huet sech erginn, dass mer, wéi och schonn an der Ried vum 12. Oktober 2005 ugekënnegt, déi dem Här Meisch seng nogerechte breet Zoustëmmung haut fonnt

huet, eng Rei vu Gespréicher gefouert hu mat de Sozialpartner zu Lëtzebuerg an duerno och hei am Parlament, fir zu engem Richtungswiessel an der Budgetspolitik ze kommen, deen eben doranner besteet, dass een d'Automatisme sech net méi einfach brutalst op zukünftge Generatiounen doduerch exerzéiere léisst, dass se haut Käschten zeidegen, déi muer musse bezuelt ginn.

Doraus huet sech erginn, dass fir d'Joer 2007 opgrond vun deene Propositionen, déi d'Regierung gemaach huet, par rapport zu deem, wat fir d'Joer 2007 entstan wier, wa mer keng Reformschrëtt ageluecht hätten, eng Mannerdépense vu 400 Milliounen Euro entstan ass, wat dättelech iwwer 1% vum Bruttoinlandsprodukt läit. Hätt een déi Reformen net gemaach, wier een net zu deenen Aspuerunge komm, an déi Aspuerunge wieren och wesentlech méi schwéier um politesche Plang ginn, wa se hei am Haus, soufern wéi se bis elo scho votéiert gi sinn, net breet gedeelt gi wieren.

Ech halen hei trotzdeem fest, nodeem ech elo feststelle muss, wat mech net wonnert, mä wat mech awer iergert, dass déi klug Geeschter, déi ëmmer alles scho besser wossten - normalerweis gehéieren ech jo och zu deenen, mä dës Kéier emol ausnahmsweis net -, elo erëm meckeren un de Resultater vun der Tripartite.

Et ass elo modern ginn - an et war jo nach ëmmer modern, modern ze sinn -, fir ze soen, déi Tripartite, déi brauche mir eigentlech net. Dat gräift am politesche Raum ëm sech, dat gräift och bei eenzelne Sozialpartner ëm sech. Jiddferee wäert sech hei am Land nach wonneren, wa mir déi Konsensmaschinn zu Lëtzebuerg eng Kéier ofstellen, wouhinne dass mer da ginn. Et kann ee ronderëm kucken, wou ee lant, wann een op de Sozialkonsens, soufern wéi de Konsens ëmmer och eng Léisung an der Saach duerstellt, vu virera verzichte wëllt. Ech ka virun esou engem Sech-Ofwende vum Lëtzebuerger Modell, well et komplizéiert ass, nëmme warnen.

Jiddferfalls, ouni déi Gespréicher mat de Sozialpartner an ouni dat Verständnis, wat mer och hei am Haus fonnt hu fir eenzel Saachen, déi misste gemaach ginn, wier d'Budgetssituatioun am Joer 2007 dättelech méi schlecht wéi se, wann Der dee Budget hei stëmmt, wouzou ech lech gare géif wëlen opfuerderen, am Joer 2007 wäert sinn.

Den Här Meisch huet zu Recht gesot, dat wären intensiv Aspuerungen, déi am Budget 2007 gemaach ginn, well, zënter dass ech mech ëm d'Statsfinanze bekëmmern - dat ass säit 1985 -, ass nach ni esou eng staark Ofsenkung vun der programmierter öffentlecher Dépense vun engem Joer op dat anert gemaach ginn.

Fréier - Fréier? -...

(**Hilarité**)

..., viru Jore wier dat denkbar gewiescht, well d'wirtschaftlech Situatioun wesentlech méi schlecht war. Haut gött jo allgemeng an der Rosaroutmolerei vun den Zäitbetrulechter gesot, d'wirtschaftlech Situatioun wier gutt, wat och stëmmt, an an esou engem Kontext ass et besonnesch bemierkenswäert, dass op Punkten, wou ee fréier souguer bei ausgeprägte Wirtschaftskrise keen Accord fonnt huet, een dës Kéier en Accord fonnt huet fir deen ee muss dankbar sinn.

Intensiv waren déi Aspuerungen, mä wann ech den Här Meisch richtig verstanen hu gi se him awer nach net duer. An ech wëll soen, mir och net, mä ech weess awer, wat d'Schwieregkeet ass, fir zu weideren Dépensesofsenkungen ze kommen, well mam Här Meisch si mir der Meenung, dass den Ausgabeproblem vum Stat den Haaptproblem vun der öffentlecher Finanzgestaltung ass, an dass deen - an do distinguéiere mir eis e bësse vum Kolleeg Bausch - net esou séier op der Recettésäit läit wéi haaptsächlech op der Ausgabesäit.

Nun huet den Här Meisch aus engem Grond, dee mir schleierhaft ass, Steiererhéijunge kritiséiert. Ech kann esou an där brutalen Form, wéi vun him préformuléiert, Steiererhéijungen net erkennen. Ech gesinn allerdéngs och keng Steierofsenkungen. Ech gesinn och keng richtig Steierneutralitéit. Mä ech gesinn op engem Punkt, nämlech an der Netindexéierung vum Steiertarif un d'Inflatioun, d'Fortsetzung vun der Politik vun där leschter Regierung, déi awer och d'Approbatioun fonnt huet vun de Sozialpartner an der Tripartite.

Et ass nozeliesen, dass d'Sozialpartner an d'Gewerkschaften, déi jo elo eng no där anerer eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun froen, gesot hunn, am Prinzip wiere si domadder d'accord, dass bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod, dat steet am Avis vum Comité de coordination, keng Upassung un d'Inflatioun géif kommen.

Gradesou wéi d'Patronen an d'Gewerkschaften och averstane waren - Här Bausch, Dir hutt dat gelies am Avis vum Comité de coordination tripartite -, dass d'Tripartite Akt hält, an ech denken d'Chamber och, dat hu mir heibanne schonn oft erkläert, vun der Absicht vun der Regierung, sech konstruktiv un enger Harmoniséierung vun der Bemessungsgrundlag fir d'Betriebssteuer an der Europäescher Unioun ze bedeelegen, well mer wéi Dir der Meenung sinn, dass deen éiwege Steierdumping, dee mir an der Europäescher Unioun erliewen, sech zum Nodeel vun den öffentlechen Haushalter an domat och zum Nodeel vun deene méi Schwaachen an der Gesellschaft wäert auswirken. Insofern sti mer an där Affär am Wuert.

Wann ech gesot hu bei menger Interventioun, am Accord mat der Regierung, dass mer eis iwwerleeë wéi een d'Betriebssteuerlandschaft an d'Steierlandschaft vun de Privatpersounen - heiandsdo regruppéiert dat sech jo och nach am mëttelstännge Beräich - an de Joren 2008 an duerno ajustéiere wëllt, dann ass dat, well mer müssen zur Kenntnis huelen, dass opgrond vun eiser Fassong, fir Steierpolitik ze begräifen, wat duerchaus eng „schlächend Steiererhéijung“ ass, wat mer zënter 2002 hei virhuelen, dass een iergendwann, och fir Drock vun der Lounfront ewechzehuelen, erëm muss zu enger Ofsenkung kommen.

Ech hunn dat - an ech hätt gären, dass dat gutt an Erënnerung bleift - verbonne mat engem Hiwäis op déi budgetär Enkpäss, déi mer hunn an déi mer natierlech musse mat a Betruecht zéien.

Den Här Meisch huet iwwregens dankenswäerterweis mech do integral zitéiert, well hien deen Hiwäis op dat budgetäert Lach, wat een net dærf aus den Ae verléieren, wann een iwwer Steierpolitik schwätzt, mat a seng Zitatesammlung, déi mir beduecht war, opgehol huet.

Duerfir ass dat, wat den Här Meisch hei iwwert d'Regierungspolitik generell gesot huet an iwwert d'Steierpolitik in specie gesot huet, eng korrekt Reflexioun an e korrekte Reflet vun der Regierungspolitik gewiescht.

Wäert Dir net Chef vun der Demokratescher Partei, Här Meisch, ech géif lech direkt als Regierungsspriecher engagéieren, well ech hunn d'Regierungspolitik selten an hirer Kohärenz a Konsequenz esou propper exposéiert gesi wéi Dir dat während engem laangen Deel...

(**Interruptions**)

...vun Ärer Ried hei gemaach hutt.

(**Hilarité**)

Just dass - an dofir ass vläicht awer Äre Profil net de richtege fir deen Job, deen ech ee Moment an engem autobiographeschen Exkurs, deen op Schwächt hindeit hei, opblëtze gelooss hunn - Der d'Steierpolitik net integral richtig beschreift, well, wann ech dat an Zesummenhang bréngen och mat deem, wat de Kolleeg Bausch gesot huet, iwwer ekologesch Usätz, déi een an der Steierpolitik brauch an déi mer an der Steierpolitik iwwregens och hunn zënter 1991, wann och net a genügend ausgeprägter Form, wéi hie wahrscheinlech denkt a wéi ech dat net total anescht gesinn, an uknäppt un de Verursaacherprinzip, deen och an der Fiskalpolitik eng Roll muss spillen, da kann een décmment d'Erhéijung vun der Autossteuer a vun den Accisen net prinzipiell kritiséieren.

Wa mer et eescht huele mat dem Schlachtruff, dass mer a Saache Klimaschutz alleguer als Gemeinschaft musse vun der Plaz kommen; wa mer et eescht huele mam Verursaacherprinzip a wa mer eis vergläiche mat deenen Niveauë vu Besteuerung, déi mer ronderëm eis hunn, da kann een déi Augmentatiounen vun der Ursachebe-laschtung am breedeste Sënn vum Ëmweltberäich net als de Géigendeel vun der richteger Politik beschreiwen.

Gradesou wéi een och wësse muss, dass an deene „schlächende Steiererhéijungen“, déi mer duerch d'Netindexéierung un d'Inflatioun vum Steiertarif erziilt hunn, eleng 50 Milliounen Euro dobäi sinn aus dem Steierjoer 2004 fir déi eng aner Koalitioun bei der Festleegung vum Steierniveau zoustänneg war wéi déi Koalitioun, déi elo an der Verantwortung steet.

Och den Här Bausch huet sech jo do laang mat der Steierpolitik beschäftegt, wéi ëmmer op rouegem a sachlechem Toun, mä net all sachlech Beschreiwung ass eng richtig Beschreiwung.

(**Interruptions et hilarité**)

Ech war e bëssen iwwerrascht beim Här Bausch hei en Auszuch aus enger Ried - aus dem Joer 2000 muss dat wuel gewiescht sinn - vum Stats- a Finanzminister,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

dat war deemools deeselwechten, iwwert d'Steierpolitik ze héieren.

Ech kann net richteg erkennen, wat dorunner falsch gewiescht wier, well hie wëllt u sech soen: Hei geschitt Nodichtung.

» **M. François Bausch** (*DÉI GRÉNG*).- D'Beweggrënn! D'Beweggrënn!

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Jo, jo, hei geschitt Nodichtung!

Kuckt emol d'Joer 2000. Liest d'Prévision économique vun der OECD no, liest se no vum Fonds monétaire international, liest se no vum Statec, liest se no vun der Europäescher Kommissioun. Déi hunn erkenne geden - dat ass de Misère mat de Konsensprognosen, do stécht jo een deen aneren un -, wéi wa mer an engem Rhythmus vu relativ héijem Wirtschaftswuesstem kënnnten heiheem an an der Eurozon virufueren.

Den immédiaten Haushaltsrisiko fir d'Joer 2001 an 2002 duerch d'Steierofsenkung war also opgrond vun der Konsensprognos net ginn, an duerfir och verantwortbar an deem Mooss wéi se geschitt ass.

Do war d'Tatsaach, dass mer duerno e konjunkturelle Redressement kritt hunn, zu Lëtzebuerg méi spierbar am massiven Ofstuerz vum Wirtschaftswuesstem, wuerfir mer vu ville Leit heibanne kritiséiert gi sinn, déi sech elo iwwerhaapt net méi wonneren, dass d'Statec-Zuelen all dräi Méint änneren, mä déi deemools awer der Regierung e grouse Prozess gemaach hunn, well mer net gesinn hunn, dass de Wirtschaftswuesstem sech géif no ennen ofsenken.

D'Tatsaach, dass et zu där konjunktureller Verlangsamung komm ass, mécht déi Politik dofir awer nach net falsch, well mir hunn eis jo deemools och gemeinsam mat de Sozialpartner a mat aneren driwwer verstännegt, dass déi Politik, déi mer engagéiert haten, sollt virugefouert ginn, fir dass mer am Joer 2001, wat schonn e schwaacht Joer war, mä awer nach Excédentem am klassesche Budget nom Kontabilitéitsgesetz vun 1999 produzéiert huet, déi Ofsenkung kënnnten ouni Gefore fir de Budget maachen a gläichzäiteg domat Impulser an d'Wirtschaft géifen eraginn, fir méiglechst séier aus där Dällt, an déi mer dunn erkennbar gerede waren, erauszekommen.

Duerfir kann ech, souguer am Zäitraum ënnerschiddlecher Begrënnung op d'Gesamtperiod bemieess an op dat, wat an där Period genee geschitt ass, wou déi Ried gehale ginn ass, net erkennen, wat fundamental un där Politik falsch gewiescht wier. An ech hunn dat, wat de Kolleeg Bausch hei virgelies huet, eigentlech och net als eng Remise en cause vun der Justificatioun vun där Politik gesinn, mä éischter als e Bémol un deem beharrlechen Insistéieren op engem Deel vun der Explikatioun: Hie wollt eigentlech soen, d'Explikatioun géif gewannen, wa se méi breet géif gemaach ginn.

» **M. le Président**.- Här Statsminister, erlaabt Dir eng Tëschefro vum Här Bausch?

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Selbstverständlech.

» **M. François Bausch** (*DÉI GRÉNG*).- Ech hunn dat nach eng Kéier zitéiert, well dat awer wichteg ass, och an der Explikatioun vun den Aspuerungen, déi mer musse virhuele mat dräi oder véier Joer Verspéidung.

Ech hunn 2001, wéi mer déi Steierreduktiounen hei am Parlament diskutéiert hunn, ëmmer gesot, datt wat ech vermësse géing, dat wär d'Géigefinanzéierung dovunner. Vu datt d'Géigefinanzéierung natierlech, wéi

aus deem Zitat ersiichtlech, an der Hoffnung bestanen huet, datt se an enger weider unhalender héijer Konjunktur an donc héije Plus-valuë géif leien, war dat natierlech aneschtters komm, wéi een et geduecht huet.

An donc ass dat, wat mer haut maache mat e puer Joer Verspéidung, och am Kader vun der Tripartite, menger Meenung no awer och zu engem Deel mindestens d'Resultat vun där net gemaachtener Géigefinanzéierung vun där Steierreform vun 2002.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Doriwwer kann ee laang streiden, mä mir kënnen dat och maachen. Mä ech mengen net, dass et richteg ass déi Moossnamen, déi elo hei am Aspuepak geholl ginn, ze presentéieren als déi noutwendeg Géigefinanzéierung zu där ënnerloossener Géigefinanzéierung, wéi Dir se beschreift, vun der Steierreform vun de Joren 2001 an 2002 vun dësem Jorzéngt. Well richteg ass et, dass deen Deel Steieren, dee mer aus dem Bruttoinlandsprodukt, dat heescht aus dem nationale Räichtum erauszéien, haut nach genee op deemselwechten Niveau läit wéi dat de Fall virun der Steierreform war.

A richteg ass et, dass d'Dépense par conter an hirem Undeel par rapport zum nationale Räichtum sech ëm 5 oder 6% no uewen déplacéiert huet. Dat heescht, mir gi par rapport zu deem, wat mer am Joer verdéngen, méi aus wéi virun der Steierreform, mä mir kréie prozentual nach genee datselwecht era wéi virun der Steierreform, elo no der Steierreform. Insofern hätt d'Géigefinanzéierung vun der Steierreform dora bestanen, dass een déi Augmentatiounen vun de Budgeten, déi ee vun de Joren 2002 bis 2005 gemaach huet, net ënnerholl hätt.

Hätt een dat awer gemaach, nämlech déi Dépensen do gebremst, notament am Investivberäich, dann hätt ee weider Schwächungselementer an eng scho méi schwaach dohierkommend Konjunktur eraginn, wat d'Ursaach war firwat déi lescht Regierung précisément déi Politik do net gemaach huet.

De Problem sinn net d'Recetten.

» **Une voix**.- Net nëmmen.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- De Problem si virun allem d'Dépensen, an déi Tatsaach, dass mer haut esou vill aus dem PIB als Recette eraushuele wéi deemools, mä dass mer awer méi als Dépense aus dem PIB verbrauchen, fir eise Budget ze artikuléieren, weist, dass de Problem bei den Dépensë läit an net bei de Recetten.

Ech weess och, dass d'Leit fannen d'Betriber misste méi Steiere bezuelen, an dass ee kee Sträit mat de Leit kritt, wann een d'Betriebssteieren erhéicht. Wann de Finanzminister, deen ech sinn, d'Kierperschaftssteuer an d'Luucht setzt an d'Leit mam Index a mam Kannergeld a Rou léisst, dann hëlt seng Popularitéit zou, an deem Mooss, wéi e just de Géigendeel muss maachen, a seng Popularitéit eben deementspriedend ofhëlt.

Dat ass d'Regel vum Spill an dorunner dærf ee sech net allze vill stéieren, well et gëtt fundamental keng alternativ Konzeptioun zu där Gesamtpolitik do.

Wat mech e bëssen enttäuscht huet, nodeem ech esou vill gelueft hunn um Kolleeg Meisch senger Ried, dat ass, dass ech hei muss dee klassesche Saz vun all Regierungschef soen, nodeem d'Oppositioun geschwat huet, an deen doranner besteet, fir ze soen, hien hätt keng Alternativen héieren.

Ech fannen dat jo ëmmer esou stupid, d'Oppositioun gräift d'Regierung un, dat ass jo nach eenegermoossen normal, a seet déi Politik wier falsch, dat gëtt net ëmmer am Detail bewisen, och net an de graffe Linnen, well den Här Meisch huet jo eigentlech gesot hie wier mat där Politik averstanen, well hie seet, hie wier mat der Ried vum 12. Oktober vum leschte Joer averstane gewiescht, also och mat der Nullronn an der Fonction publique, well et geet jo drëm, fir méi ze spueren, et geet jo net...

(Interruption et hilarité)

Jo, wéi? Dir hutt dach hei eng Ried gehalen, wou Dir gesot hutt, eng Milliard Euro Verscholdung am Zentralbudget wier vill ze vill an et misste weider Effortë gemaach ginn, fir ze spueren. Da kënnt Dir jo décemment net - dat ass lech och net eescht gemengt -...

(Hilarité)

...hei derfir plädéieren, dass mer nach en Deel vun der Dépense no uewen ajustéieren.

» **M. Claude Meisch** (*DP*).- Dat hunn ech jo och net gemengt.

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Dat heescht, Dir mengt also, et soll bleiwe wéi et ass?

» **Plusieurs voix**.- Neen, neen.

(Interruptions)

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Gelift?

» **M. Claude Meisch** (*DP*).- ..., datt een och der Regierung ka vertrauen, datt, wa se verhandelt mat de Leit, fir sech un een Dësch ze setzen, da gesäit een herno wat fir ee Resultat dobäi erauskënnt.

(Interruptions et hilarité)

» **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*.- Mä Dir sidd awer där Meenung, well Dir jo mat där Ried vum 12. Oktober averstane sidd a well Der sot weider Aspue-

Sommaire des séances publiques

Communications	page 93
Ordre du jour	page 93
Dépôt d'une proposition de loi	page 93
5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007	
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget	pages 93-96
- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget	pages 97-100
- Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances	pages 100-102
- Discussion générale	pages 118-129
5535 - Projet de loi portant approbation des amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005	page 102
5490 - Projet de loi modifiant	
- la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés;	
- la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;	
- la loi communale modifiée du 13 décembre 1988	pages 103-107
5543 - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans	pages 107-111
5592 - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005	pages 111-112
5586 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1 ^{er} décembre 2005	pages 112-113
5604 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006	page 113
5572 - Projet de loi portant:	
1. transposition	
- de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;	
- de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;	
- de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;	
- de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers;	
2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant	
1) l'entrée et le séjour des étrangers;	
2) le contrôle médical des étrangers;	
3) l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère	pages 114-117
Communications	page 117
5646 - Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg (Déclaration de recevabilité)	page 118
Ordre du jour	page 118
Dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens	page 118

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
			1359	M. Laurent Mosar	«Loi antitabac»
1305	Mme Claudia Dall'Agnol	Information et éducation sexuelle et affective	1361	M. Ben Fayot	Accessibilité des lieux publics aux chiens d'accompagnement
1315	M. Aly Jaerling	Projets Belval Plaza 1 et Belval Plaza 2	1362	M. Ali Kaes, M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Sécurité routière sur la route nationale RN7
1324	M. Xavier Bettel	Importation et commercialisation de fourrures de chien et de chat	1363	M. Gast Gibéryen	Conférence et séminaire «Le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes»
1327	M. Camille Gira	Contamination des eaux par des pesticides	1364	M. Laurent Mosar	Législation relative à l'exercice de la profession de notaire
1332	M. Henri Kox	Crues actuelles sur la Moselle	1365	M. Roger Negri	Deuxième avenant à la Convention entre la France et le Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune
1334	M. Marc Spautz	Négociations d'adhésion à l'UE avec la Turquie	1366	M. Jos Scheuer	Loi sur bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil - Commission des loyers
1335	M. Robert Mehlen	Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean	1367	M. Xavier Bettel	Rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés
1336	M. Claude Adam	Éducation différenciée	1369	M. Claude Meisch	Réglementation de la vitesse applicable sur la RN11 Luxembourg-Echternach
1337	M. Laurent Mosar	Assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa	1370	M. Marc Spautz	Création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales
1338	M. Laurent Mosar	Test nucléaire nord-coréen	1372	M. Félix Braz	Expulsion d'un demandeur d'asile biélorusse
1339	M. Marc Angel	Conférence nationale pour étrangers	1373	Mme Anne Brasseur	Encadrement individualisé des élèves
1340	M. Marc Spautz	Déplacement de certaines lignes à haute tension	1374	M. Camille Gira	Sécurité à l'aéroport
1341	M. Robert Mehlen	Contrôle de poids lourds sur l'autoroute A1	1375	M. Félix Braz	Système de sécurité européen ERTMS (European Rail Traffic Management System)
1342	M. Gast Gibéryen	Conséquences de la fusion entre Arcelor et Mittal Steel	1376	M. Emile Calmes	Publicité télévisée
1344	M. Lucien Clement et M. Marco Schank	Loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain	1377	M. Laurent Mosar	Phénomène de la mafia chinoise
1345	M. Xavier Bettel	Enfants accueillis au Centre pénitentiaire avec leurs parents	1378	M. Claude Meisch	Recettes publiques au premier semestre 2006
1346	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Hôpital de la Congrégation «Fondation François-Elisabeth» à Luxembourg-Kirchberg	1379	M. Jean-Pierre Koepp	Règles de conduite de l'État en matière de paiements
1347	M. Gast Gibéryen	Assurance contre les accidents des agents recenseurs	1380	M. Jean Huss	Découverte près de Bascharage de citernes en béton contenant des hydrocarbures
1348	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Piste cyclable de l'Alzette	1381	M. Laurent Mosar	Rapport annuel sur la Turquie
1349	M. Camille Gira	Situation des agents municipaux	1382	M. Xavier Bettel	Système de brouillage des communications GSM au Centre pénitentiaire de Schrassig
1350	M. Camille Gira	Estimation de la valeur des forêts luxembourgeoises	1383	M. Robert Mehlen	Enquête de l'accident aérien survenu en novembre 2002
1351	M. Charles Goerens	Budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007	1384	M. Claude Meisch	Réorganisation de la structure de direction du groupe Arcelor-Mittal
1352	M. Marcel Oberweis	Avenir professionnel des élèves inscrits en section horticole au Lycée Technique Agricole (LTA) d'Ettelbruck	urgente	M. Claude Meisch	Société de fret ferroviaire des CFL et du groupe Mittal-Arcelor
1354	M. Henri Kox	Transparence dans le domaine des subventions agricoles	1386		
1355	M. Camille Gira	Laboratoires prenant en charge les analyses pour les animaux de compagnie			
1356	M. Camille Gira	Ouverture contrôlée des écluses du barrage de la Sûre			
1357	M. Jacques-Yves Henckes	Sécurité du trafic ferroviaire transfrontalier			
1358	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Revalorisation de l'éducation physique et sportive à l'école primaire			

Question 1305 (26.9.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant **l'information et l'éducation sexuelle et affective**:

La loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse vise entre autres une politique d'information et d'éducation sexuelle renforcée et adaptée comme moyen essentiel de promouvoir la santé sexuelle, reproductive et affective et de prévenir les risques de grossesses non désirées tout comme les dangers des maladies sexuellement transmissibles.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Mesdames et Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Mesdames et Messieurs les Ministres souscrivent-ils toujours à la philosophie et aux buts de la loi précitée, notamment en ce qui concerne l'importance de l'information et de l'éducation sexuelle et affective?

- Le Planning familial qui, parmi d'autres, assure l'éducation à la

santé sexuelle et affective, organise entre autres des séances d'information destinées surtout aux jeunes et pour lesquelles il existe une forte demande. Ainsi en 2005 2.682 élèves de 152 classes ont bénéficié de telles séances d'information. Toutefois, et malgré ses demandes répétées, le Planning familial ne dispose pas de poste conventionné pour accomplir cette mission. Mesdames et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il faudrait mettre à disposition du Planning familial les ressources et moyens nécessaires pour pouvoir accueillir plus de classes et pour assurer des séances d'information dans d'autres contextes?

- L'article 3 de la loi précitée prévoit l'introduction de séances spéciales d'information et d'éducation sexuelles dans les cours ou stages de formation pédagogique des candidats enseignants. Est-ce que ces séances spéciales ont été introduites? Si oui, sous quelle forme et depuis quand? Le cas échéant j'aimerais connaître les raisons qui ont fait obstacle à l'introduction de ces cours pendant les derniers 28 ans et si finalement l'introduction est prévue à court terme?

Réponse commune (13.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation profes-*

sionnelle, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La philosophie et les buts de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse n'ont pas perdu de leur actualité. Les efforts en matière d'information et d'éducation sexuelle ne doivent pas discontinuer. Il importe même de les accentuer si on considère le nombre croissant de grossesses non désirées auprès de mineures ainsi que l'augmentation du nombre des personnes atteintes du Sida ces dernières années.

Les mérites qui reviennent au Planning familial pour le travail accompli au cours des dernières décennies en matière d'information sexuelle ne sauraient être assez soulignés. Depuis qu'il a été reconnu officiellement au milieu des années 70, le Planning familial bénéficie du soutien étatique. C'est ainsi que les salaires du personnel et le loyer sont pris en charge par le Ministère de la Famille ou que le Ministère de l'Éducation nationale contribue aux activités du Planning familial en accordant le finance-

ment des prestations de cours «Santé affective et sexuelle» (Total 2005-2006: 174 séances à deux heures).

Au niveau de la formation des enseignants, il convient de distinguer entre celle qui vise l'enseignement primaire et celle qui prépare à l'enseignement secondaire.

S'il est vrai qu'au niveau de l'enseignement primaire, la sexualité n'a pas fait l'objet de cours spéciaux comme le prévoit la loi de 1978, il faut toutefois relever que les questions ayant trait à la sexualité ont toujours été traitées de manière transversale dans la formation des instituteurs. Puisque l'éducation sexuelle figure au programme de la sixième année d'études et que certains aspects sont déjà abordés dès la deuxième année d'études, l'éducation sexuelle fait partie du profil de l'instituteur. Dans le cadre de son autonomie, l'Université sera libre d'introduire des séances spéciales en matière d'éducation sexuelle.

Question 1315 (1.10.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant les **projets Belval Plaza 1 et Belval Plaza 2:**

Fir e sougenannte Projet Belval Plaza 1 war eng Surface virgesi vu 6.500 m². Eng zousätzlech Demande, fir dës Surface op 13.000 m² ze erweideren, soll agereecht gi sinn.

Dësen zousätzlechen Areal soll fir Handel am Detail virgesi ginn, ënner anerem eng Surface vun 2.750 m² fir Textil, fir Schong a Maroquinerie 1.250 m², fir Hygiène a Gesondheet 500 m², Auermecherei a Schmock 500 m² a Sport a Fräizäit 1.500 m².

D'Genehmegung fir dës Erweiderung soll scho sou gutt wéi ausgestallt sinn.

Do derniewt soll awer engem Lëtzebuerger Groussmaart an Esch eng Erweiderung vu senger Surface fir Textilartikele verweigert gi sinn.

An der Argumentatioun vun den Demandeur fir d'Erweiderung vun der Surface op Belval Plaza 1, gëtt eng Zuel vun 130.000 Familljen ugin, wat de Besoin vu weidere Mëttelgeschäften soll rechtfertegen.

Dës Zuel schénkt sech op déi ganz Groussregioun ze baséieren, wou menger Usicht no awer schon eng Saturatioun vum Besoin vun esou Geschäften besteet, an zousätzlecher géif de Mëttelstand besonnesch an Esch a Bieles prekariéieren.

Déi Mëttelegeschäfte, déi sollen am Projet Belval Plaza 1 derbäi kommen, sinn déiselwecht, déi am Zentrum vun Esch a vu Bieles ugebueden ginn. Dat ze genehmege géif déi aktuell Escher an déi Bielese Geschäftswelt (ëm déi 800 Betriber) a Gefor bréngen, wou ëmerhin iwwer 4.000 Salariéen hiert Brout verdéngen.

Et schéngt och domadder nach net Schluss ze sinn, well en zukünftege Projet Plaza 2 weider kommerziell Aktivitéite kënn ufroen.

Et misst emol kloer ermëttelt gi wéi vill Commerce nach opgrond vun der jetzeger an der zukünfteger Awunnerzuel nach sénnvoll ass, ouni datt duerch zevill Konkurrenz weider mëttelstänneg Betriber a Gefor geroden an domadder och vill Aarbechtsplazen.

Kann den Här Minister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass deenen Häre Ministeren de Projet Belval Plaza 1 a Plaza 2 bekannt? Wa jo, wat fir eng Ausmoosse soll e kréien?

2. Wat sinn déi kommerziell Surfacen, déi sollen an dës Projeten integréiert ginn?

3. Si scho Genehmegungen ausgestallt ginn, wa jo, wat fir eng?

4. Si sech déi zoustänneg Ministeren der Gefor fir d'Escher an déi Bielese Geschäftswelt bewosst, wann zousätzlech Handelsflächen op dem Site Belval genehmegt ginn?

5. Wéisou kënnen engersäits Genehmegunge fir zousätzlech Kommerzarealer op dem Site Belval ausgestallt ginn, wann op där anerer Säit eng Genehmegung fir d'Vergréisserung fir Textilartikelen engem Lëtzebuerger Groussmaart zu Esch verweigert soll ginn?

6. Wat sinn d'Kritären - Awunner- a Flächeméisseg gesinn - fir Genehmegunge fir zousätzlech Handelsflächen?

7. Ass eis Regioun net schonns un der Grenz vun de vernünftegen Zouloossunge fir Handelsflächen ukomm?

8. Kann den Här Minister vun der Landesplanung mir matdeele wat fir eng Projeten nach op dem Site Belval virgesi sinn?

Réponse commune (11.12.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi que le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire disposent des informations suivantes concernant les projets Belval Plaza 1 et Belval Plaza 2. Le premier aura une surface totale approximative de 44.000 m² dont un quart sera destiné à des surfaces commerciales. La surface restante sera réservée à des activités de loisirs (cinéma, fitness, restauration, etc.) et à des surfaces de bureaux. Le projet Belval Plaza 2 aura prévisiblement une surface totale de 37.000 m² qui seront réservées à des surfaces de bureau, des surfaces destinées au logement, des surfaces de restauration et des surfaces commerciales. La répartition exacte de la surface du projet Belval Plaza 2 par activité future n'est pas encore connue au stade actuel.

Pour ce qui est du projet Belval Plaza 1, des surfaces destinées à la vente en détail d'articles et de produits des branches commerciales principales habillement, chaussures et maroquinerie, hygiène et santé, horlogerie et bijouterie, sports et loisirs, électroménager et audiovisuel et papeterie et librairie sont prévues.

Une autorisation particulière, communément appelée autorisation grande surface, a été accordée pour les magasins vendant des ar-

ticles de la branche commerciale principale électroménager et audiovisuel et papeterie et librairie.

Les Ministres sont tout à fait conscients des interactions possibles entre les magasins du centre-ville de la Ville d'Esch sur Alzette et ceux du futur centre commercial de Esch/Belval. On ne peut cependant pas nier que ce nouveau centre attirera de nouveaux clients ce qui créera de nouvelles opportunités pour les commerces du centre-ville. Il est cependant indispensable que les commerces du centre-ville et ceux du futur centre commercial Belval Plaza se mettent ensemble pour jouer la carte de la complémentarité.

En ce qui concerne l'extension d'un grand centre commercial sis à Esch/Alzette appartenant à un groupe luxembourgeois, le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a délivré une autorisation d'extension en date du 24 avril 2006 portant également sur une extension de la surface destinée à la vente de textiles.

Conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement, une autorisation particulière peut être refusée si le projet risque de compromettre l'équilibre commercial dans la ou les branches commerciales principales concernées sur le plan national, régional ou communal. L'équilibre commercial est évalué sur base du marché théorique d'une zone de chalandise et de l'équipement commercial de cette même zone de chalandise ainsi que du chiffre d'affaires prévisionnel du projet en question. Le marché théorique est calculé à partir des dépenses commercialisables des habitants de la zone de chalandise concernée. L'équipement commercial est calculé à partir des surfaces de vente existantes dans cette zone de chalandise.

Sur base de plusieurs études récentes, on ne peut pas confirmer que toute sorte de projet risque de compromettre l'équilibre commercial dans la région citée par l'honorable Député. Il est cependant vrai que dans certaines branches commerciales principales, un risque de déséquilibre est imminent.

Finalement, rappelons les projets qui sont prévus sur le site de Belval:

Les projets terminés: Rockhal, bureaux d'une banque, rénovation du bâtiment du siège de la société Agora, siège du Fonds Belval (Bâtiment temporaire sur la Terrasse des Hauts-Fourneaux), bureau de chantier du Fonds Belval (ancien bâtiment des contremaîtres), Belval Info Point (Bâtiment temporaire sur la Terrasse des Hauts-Fourneaux).

Les projets en construction: nouveau bâtiment à bureaux d'une banque et Belval Plaza 1.

Les projets en préparation: Belval Plaza 2, Hotel Belval Square, Belval Plaza Tower (bureaux), six projets de logement dans le quartier Belval Nord, Pépinière d'entreprises dans le bâtiment Vestiaire, Archives nationales, bâtiments de l'université, Lycée technique Belval, CIPA de la commune de Sanem.

Les projets en développement: Centre national de la culture industrielle, réhabilitation des hauts-fourneaux, logements pour étudiants, trois îlots «Sudband» pour des showrooms, bureaux et l'artisanat, six îlots «Square 1» pour des bureaux et des logements, un complexe scolaire de la commune de Sanem, des quartiers de logements supplémentaires, des îlots pour des bureaux supplémentaires.

En total, le site de Belval accueillera de 5.000 à 7.000 habitants et plus de 20.000 postes de travail.

Question 1324 (4.10.2006) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant l'**importation et commercialisation de fourrures de chien et de chat**:

Dans sa réponse à une question parlementaire relative à l'importation et la commercialisation de fourrures de chiens et de chats (*cf. compte rendu N°1/2006-2007*), Monsieur le Ministre avait indiqué que, vu les volumes extrêmement faibles, une interdiction totale de l'importation ne serait pas envisagée.

Or, dans un reportage télévisé en date du 3 octobre 2006 sur RTL Télé, les responsables d'une organisation de protection des animaux française ont affirmé avoir des preuves pour la fabrication de vêtements à partir de fourrures de chiens au Luxembourg. Malgré diverses tentatives, Monsieur le Ministre ne s'est toujours pas déclaré prêt à recevoir les responsables pour une entrevue.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces affirmations?

Réponse commune (15.12.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

Tout d'abord nous voudrions rassurer l'honorable Député que le Gouvernement est très sensible aux récits rapportés de la part des délégués de l'Association AFIPA concernant les traitements et les manipulations auxquels sont exposés en Chine les chiens et les chats détenus pour la production industrielle de fourrures.

Concernant l'allégation de l'honorable Député comme quoi le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ne s'est «toujours pas déclaré prêt à recevoir les responsables» de l'organisation française de protection des animaux, je dois vous informer qu'en ma qualité de Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural je me suis déclarée disposée à recevoir l'association AFIPA pour discuter du problème de l'importation des peaux canines et félines dans l'UE. Cette rencontre a cependant dû être reportée à plusieurs reprises faute de disponibilité des délégués de l'AFIPA.

L'honorable Député demande si les affirmations faites par une organisation française de protection des animaux lors d'un reportage sur RTL Télé peuvent être confirmées. Comme indiqué lors de la réponse à sa précédente question sur le même sujet, la nomenclature du Statec ne prévoit pas de code spécifique pour les fourrures de chien. En plus, les entreprises important pour moins de 150.000 euros de marchandises ne sont pas tenues de déclarer leurs importations au Statec. Nous ne disposons donc pas des données nécessaires pour pouvoir confirmer les affirmations de l'organisation en question. Ceci dit, depuis 1996, date de l'agrément du P.I.F. (Poste d'Inspection Frontalier) à l'Aéroport de Findel par la Commission européenne, les Services vétérinaires y installées n'ont enregistré aucune importation de peaux de chiens et de chats à ce poste de contrôle. Cela n'exclut cependant pas d'éventuels échanges intracommunautaires de telles marchandises dans le cadre du régime des libres échanges entre les États membres au sein de l'UE.

Il convient donc de relever que, nonobstant la mise en application du règlement grand-ducal du 10 juillet 2006 soumettant à licence l'importation, au Grand-Duché de

Luxembourg, des peaux de chiens et de chats, seul un régime de restriction, voire d'interdiction à l'égard de l'importation de ces peaux au niveau communautaire saura garantir l'efficacité souhaitée. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle tant le Ministre que la Secrétaire d'État ayant dans leurs attributions l'Agriculture sont à maintes reprises intervenus en faveur d'une démarche communautaire dans les débats qui ont été menés en la matière au sein du Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'UE, et y ont toujours préconisé une interdiction d'importation à un niveau plus global. C'est dans ce même ordre d'idées que le Gouvernement salue qu'en date du 20 novembre 2006 la Commission européenne a adopté une proposition visant à interdire l'importation, l'exportation et la vente de fourrures de chats et de chiens dans l'Union européenne. Cette proposition de règlement sera maintenant examinée par le Parlement européen et le Conseil des Ministres de l'Agriculture en vue de son adoption par la procédure de codécision.

Question 1327 (5.10.2006) de **M. Camille Gira** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **contamination des eaux par des pesticides**:

Le 17 août 2006, l'Institut français de l'environnement a publié son bilan sur la qualité de l'eau en France. Il en ressort qu'en 2004 des pesticides ont été retrouvés dans 96% des rivières, l'eau est jugée de qualité moyenne à mauvaise dans 49% des cas. Dans les eaux souterraines, dont le renouvellement peut prendre des centaines d'années, des concentrations de pesticides ont été relevées dans 61% des échantillons, 27% des eaux souterraines sont jugées de qualité médiocre ou mauvaise.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- À quels intervalles le Luxembourg procède-t-il à des analyses en vue de la détection de pesticides dans ses cours d'eaux et eaux souterraines?

- Quelles sont les conclusions tirées de ces analyses quant au degré de contamination de nos eaux par des pesticides?

Réponse (6.12.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Depuis 1991 des analyses de pesticides sont réalisées dans le cadre de la surveillance de la qualité des eaux souterraines. Ces analyses sont effectuées en sous-traitance au sein d'un laboratoire accrédité. Récemment le nombre de paramètres et la fréquence des analyses ont été adaptés dans le contexte de la directive 2000/62/CE dite «directive cadre eau» et s'effectuent dorénavant avec une fréquence biannuelle sur 34 sites répartis sur les différents aquifères du territoire national. Conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 les fournisseurs d'eau potable (communes et syndicats) ont également l'obligation d'effectuer l'analyse de ces paramètres, soit au niveau du robinet du consommateur, soit au niveau de leurs ressources exploitées.

D'autre part, la division du laboratoire de l'AGE, dans l'optique de pouvoir réagir rapidement pour investiguer les origines de contaminations, a analysé entre février et août 2006 lors d'une première étape plus de 200 échantillons. Suivant ces analyses, 5% des nos ressources ne présentent aucune trace de pesticides, tandis que dans 25% des cas au moins trois pesticides ont pu être détectés. Environ 10% des concentrations mesurées dépassent le seuil de

100 ng/L pour une seule substance, ce qui correspond au seuil légal fixé par le règlement grand-ducal sur les eaux destinées à la consommation humaine et 20% des détections correspondent à des concentrations supérieures à 50 ng/L.

Les substances le plus souvent détectées sont l'atrazine et son métabolite principal l'atrazine-déséthyl, suivis du dichlorobenzamide qui est le produit de dégradation direct du dichlobénil, vendu dans le commerce sous le nom commun «Casoron». Cette constatation mérite d'être soulignée et montre qu'à côté de l'agriculture, il existe bien d'autres origines comme l'utilisation de désherbants pour des espaces publics (places, cimetières,...) par des administrations communales ou encore leur utilisation sur des voies ferrées pour contrôler la pousse des herbes sur les tracés du chemin de fer.

Question 1332 (6.10.2006) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRÉNG*) concernant les **crues actuelles sur la Moselle**:

Par rapport aux crues actuelles de la Moselle, le dernier message de la Cellule d'Annonce des Crues fonctionnant au sein du Service de la Navigation - diffusé ce matin par fax - prévoit le passage de la crête des crues pour aujourd'hui en fin d'après-midi, avec une cote maximale d'environ 770 cm à Stadtbredimus et de 680 cm à Remich. Quelques lignes plus bas, le lecteur est ensuite averti que les valeurs pour Remich ne sont pas fiables car «passagèrement affectées par un chantier sur une vanne du barrage de Stadtbredimus», un chantier sous régie allemande. Enfin, malgré l'affirmation que «cette situation ne devrait pas engendrer de sensibles conséquences aggravantes», son impact est bien réel dans la mesure où la prévision du niveau d'eau par rapport à celui de Stadtbredimus est moins fiable et que la montée de l'eau s'est avérée nettement plus rapide que lors de crues précédentes.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Depuis combien de temps le problème de la vanne défectueuse au barrage de Stadtbredimus est-il connu?

- Quand est-ce que les travaux de réparation ont commencé et quand est-ce qu'ils seront terminés?

- Est-ce que le Ministre est d'accord qu'en cas de crue, la distribution rapide, fiable et adéquate des informations et prévisions hydrologiques est essentielle pour les communes et citoyens concernés, surtout en cas de barrage non opérationnel?

- Quels moyens sont prévus pour améliorer les prévisions hydrologiques en cas de travaux, ainsi que pour minimiser les conséquences des chantiers?

- N'est-il pas urgent d'abandonner l'envoi des fax au profit d'un envoi par courrier électronique, ainsi que d'une publication parallèle sur le site web du Service de la Navigation ou sur un autre site dédié?

- Face à la recrudescence probable des crues durant les prochains mois, le Ministre n'envisage-t-il pas la mise en place rapide d'un site web, par exemple à l'image du site allemand <http://www.hochwasser-rlp.de>.

- Sinon, le Ministre envisage-t-il éventuellement une publication en ligne commune avec nos voisins allemands et/ou français?

Réponse commune (11.12.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Tout d'abord, il convient de noter que la crue qui a frappé début octobre la Moselle luxembourgeoise a été générée par des précipitations exceptionnelles qui ont concerné surtout le bassin versant de la Meurthe et qui ne pouvaient rester sans conséquences pour la Moselle avale. Si la crue avait un temps de retour de 50 ans dans le bassin de la Meurthe, les niveaux d'eau atteints à l'échelle de référence de Stadtbredimus relèvent avec 7.50 m de l'ordre d'une crue ayant une fréquence statistique de cinq ans.

Suite à une détection en date du 30 mai 2006 d'un problème d'étanchéité sur une vanne du barrage de Stadtbredimus, des travaux de réparation ont été effectués visant le remplacement préventif de la garniture d'étanchéité de la charnière.

Conformément à sa philosophie de sécurité, l'Administration luxembourgeoise a insisté à ce que les travaux de réparation de l'ouvrage en cause, effectués sous régie allemande, se fassent le plus rapidement possible. À cet égard, le Service de la Navigation a insisté auprès des autorités allemandes notamment à prévoir les moyens matériels et personnels appropriés, de sorte que la durée du chômage de la vanne soit limitée au plus strict minimum.

Les travaux, qui ont impliqué la mise en place du batardeau de secours, ont commencé le 3 juillet 2006 pour se terminer le 12 octobre 2006.

En ce qui concerne les informations et les prévisions hydrologiques, je suis d'accord avec l'honorable Député qu'une diffusion rapide, fiable et adéquate des informations et prévisions afférentes est essentielle pour la population concernée. À cet égard, il convient de noter que le service d'annonce des crues de la Moselle a été opérationnel à un stade précoce bien avant que la phase de vigilance déclenchant le service d'annonce des crues obligatoire n'a été atteinte. Des informations sur la situation, assorties de prévisions, ont ainsi été mises à disposition du public, notamment des communes et des citoyens concernés, à partir du mardi, 3 octobre 2006 dès 18 heures. La diffusion s'est faite par les voies traditionnelles bien rodées comme par exemple les administrations communales, la presse écrite et parlée, la messagerie P&T, la Protection civile, etc. La population concernée a par la suite été tenue informée sur l'évolution des niveaux d'eau moyennant 15 messages de crue.

La planification et l'exécution rapide des travaux permettent de minimiser les conséquences des chantiers. Il est clair que chaque fois que des travaux sont effectués, le Luxembourg insiste auprès du maître d'ouvrage afin d'aboutir à une finalisation des travaux dans les meilleurs délais. Il faut aussi savoir que pour les travaux en question, le personnel a veillé prioritairement au fonctionnement correct de la vanne du barrage restante en service.

Pour ce qui est d'une publication en ligne systématique à l'image, par exemple, du site allemand cité par l'honorable Député, la réalisation d'une plateforme d'information pour la prévision et l'alerte des crues en temps réel est prévue dans le cadre du projet transnational TIMIS («Transnational Internet Map Information System on Flood») créé en 2003 et cofinancé par le programme INTERREG IIIB de l'Union européenne. Le projet

visait la mise en place d'un système d'information transnational pour les inondations couvrant les bassins versants internationaux de la Moselle, de la Nahe et d'une partie du Rhin. La phase opérationnelle du système d'information est prévue pour la fin de l'année 2008.

Question 1334 (10.10.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **négociations d'adhésion à l'UE avec la Turquie**:

L'Union européenne est en train de mener des négociations d'adhésion avec la Turquie, alors qu'il est patent que l'état des relations de la Turquie avec ses voisins chypriote et arménien ne permet pas vraiment de considérer de telles négociations comme justifiées à la lettre. Il y a quelques jours, la journaliste turque d'origine kurde, Zubeyde Ersöz, s'est vue accorder le statut de réfugié politique, et asile lui a été offert au Luxembourg.

Dans ces circonstances il semble de moins en moins judicieux de continuer les négociations d'adhésion avec un pays dont des ressortissants demandent et obtiennent l'asile politique au Luxembourg et dans d'autres pays membres de l'Union.

- Monsieur le Ministre partage-t-il cette appréciation?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement concernant la compatibilité de la décision d'offrir l'asile politique à une ressortissante turque avec la continuation des négociations d'adhésion avec un pays qui ne respecte manifestement pas l'ensemble des critères politiques d'adhésion, dits «de Copenhague»?

- Si le Gouvernement jugeait que la continuation des négociations d'adhésion avec la Turquie est incompatible avec la décision de conférer l'asile politique à Madame Ersöz, quelles initiatives compte-t-il prendre concernant la poursuite respectivement la suspension de ces négociations d'adhésion?

Réponse (20.11.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

En date du 3 octobre 2005, l'Union européenne a lancé les négociations d'adhésion avec la Turquie. La décision de principe d'ouvrir les négociations avec la Turquie a été prise par les chefs d'État et de Gouvernement des États membres de l'Union européenne au Conseil européen de décembre 2004 et sur base d'un rapport de la Commission européenne du 6 octobre 2004 qui concluait que la Turquie remplissait suffisamment les critères politiques de Copenhague et qui recommandait en conséquence le lancement des négociations. Les critères de Copenhague, dont le remplissage suffisant constitue une condition à l'ouverture des négociations d'adhésion, exigent la stabilité d'institutions garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'Homme, ainsi que le respect et la protection des minorités; l'existence d'une économie de marché viable et la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union; la capacité d'assumer les obligations résultant de l'adhésion, notamment de souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire, et la capacité administrative d'appliquer et de mettre effectivement en œuvre l'acquis communautaire.

Le mandat de négociation pour la Turquie, qui régit les négociations d'adhésion, réitère que l'Union attend de la Turquie qu'elle poursuive le processus de réforme et s'attache à améliorer le respect des principes de liberté, de la démocratie et de l'État de droit, ainsi

que des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Le mandat précise que l'Union et la Turquie poursuivront leur dialogue politique approfondi et que l'UE continuera à suivre de près les progrès de la Turquie. Il retient en plus que la progression des négociations sera influencée par les progrès réalisés par le pays dans le respect des critères de Copenhague ainsi que d'un certain nombre d'autres critères, dont notamment «l'engagement sans équivoque de la Turquie à entretenir des relations de bon voisinage» et «la véritable volonté de la Turquie de trouver une solution globale au problème chypriote dans le cadre des Nations Unies (...) et les progrès effectués dans la normalisation des relations bilatérales entre la Turquie et tous les États membres de l'UE, y compris la République de Chypre».

Afin d'évaluer l'état de préparation de la Turquie et le respect des critères, la Commission européenne publie chaque année un rapport régulier recensant les progrès réalisés par la Turquie sur sa voie vers l'Union et épinglant aussi les lacunes qui restent à combler. Si le dernier rapport de suivi de la Commission européenne, publié le 8 novembre 2006, constate que la Turquie continue de respecter suffisamment les critères politiques de Copenhague et qu'elle a poursuivi ses réformes politiques, elle note cependant avec préoccupation que le rythme des réformes s'est ralenti et exhorte la Turquie à redoubler d'efforts dans de très nombreux domaines pour se rapprocher des normes européennes. La Commission relève en particulier le fait que la Turquie n'a pas entièrement mis en œuvre le protocole additionnel de l'accord d'Ankara relatif à l'union douanière vis-à-vis de Chypre. La Commission fera des recommandations sur la voie à suivre dans les négociations d'adhésion et les relations UE-Turquie en général en vue du Conseil européen de décembre 2006, lorsque les chefs d'État et de Gouvernement seront appelés à tirer les conclusions du rapport de progrès.

Pour suivre d'encore plus près les efforts de la Turquie, la Commission européenne a annoncé par ailleurs dans son document stratégique sur l'élargissement, publié également le 8 novembre 2006, qu'elle a l'intention de renforcer davantage le dialogue politique dans le cadre des négociations d'adhésion. Le dialogue politique que l'Union mène avec le pays lui permet en effet de discuter avec la Turquie également de tous les sujets liés aux critères politiques. À ces occasions, l'UE incite la Turquie à chaque fois à ne pas relâcher ses efforts et à continuer sur la voie des réformes et à accélérer leur mise en œuvre.

En particulier l'Union européenne insiste sur la liberté d'expression et encourage la Turquie à procéder à la réforme des textes législatifs qui peuvent être interprétés de manière à enfreindre cette liberté. L'Union européenne encourage notamment la Turquie à retrouver certains articles de son Code pénal qui peuvent être invoqués au détriment de la liberté d'expression et d'autres libertés fondamentales des citoyens turcs.

Les progrès réalisés au cours des dernières années et les changements intervenus en Turquie témoignent du bien-fondé de l'approche européenne de soutenir et d'influencer le processus de réforme en Turquie dans le dialogue et dans la perspective d'une adhésion de la Turquie. Il est néanmoins vrai qu'il reste de très nombreux défis à relever. D'importantes lacunes persistent en matière de libertés fondamentales, des lacunes qui, le cas échéant, peuvent motiver une décision d'offrir l'asile politique à un ressortissant turc.

La décision d'attribuer le statut de réfugié politique à un ressortissant turc ne me semble de ce fait pas contradictoire avec l'approche de

l'UE qu'il importe de soutenir le processus de réforme en Turquie dans le cadre des négociations d'adhésion.

La Turquie est en train de changer profondément et c'est avec le soutien de l'UE et grâce à la pression du processus de négociation qu'elle change. La Turquie qui pourrait un jour entrer à l'UE n'est pas la Turquie d'aujourd'hui.

Question 1335 (11.10.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le **Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean**:

Déjà aktuell Ausstellung am neien «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» huet vun Ufank u fir déi ënnerschiddlechst Reaktiounen gesuergt, fir et emol galant auszedrücken. Well dobäi ëmmer erëm d'Fro opgeworf gëtt, wat dës Ausstellung de Steierzueler kascht, géif ech gärden dës Froen un lech riichten:

1. Kënnt Dir de Käschtepunkt vun dëser Ausstellung chiffréieren a wa méiglech Detailler dozou liwweren?

2. Wann Objekter, déi Bestanddeel vun der Ausstellung sinn, als Konschtwierker mat Steiergelder opkaf gi sinn, kënnt Dir dës Objekter mat hirem respektive Präis opleschten?

3. Wat ass de Joresbudget, dee fir Ausstellunge virgesinn ass, a wéi gesäit déi betreffend Planung fir d'Zukunft aus?

Réponse (23.11.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

D'Ausstellung „Eldorado“, déi den honorablen Deputéierte Mehlen den Dag vun der Aweigung vum «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» (MUDAM) den 1. Juli 2006 gesinn huet, stellt en Deel vun der Kollektioun vum MUDAM duer. Dem Musée seng Kollektioun ass no an no constituéiert ginn duerch eng jährelch Dotatioun, déi am Gesetz vum 28. Abrëll 1998 virgesinn ass: De Betrag vun där Dotatioun fir Konschtwierker ze kafe bedréit pro Joer 825.000 Euro an ass e Stéck vum Gesamtbudget, deen do op d'Rotschléi vu folgende Leit zrëckgräifen:

D'Auswiel vun de Wierker ass d'Aufgab vun engem wëssenschaftleche Comité, deen aus internationalen Experte besteet. D'Direktesch vum MUDAM, d'Madame Marie-Claude Beaud, kann do op d'Rotschléi vu folgende Leit zrëckgräifen:

- d'Madame Carmen Giménez, Art Curator 20. Jorhonnert, vum Solomon R. Guggenheim Musée vun New York;

- den Dr. Stephan Schmidt-Wulffen, Rektor vun der Akademie der bildenden Künste vu Wien;

- de Sir Nicholas Serota, Direkter vun der Tate Gallery vu London, an

- den Här Paul Reiles, fréieren Direkter vum Lëtzebuurger Musée national d'Histoire et d'Art.

Et ass dës Comité, dee säin Accord gëtt ier e Wierk kaf gëtt. Dat garantéiert, datt Konschtwierker kaf ginn, déi internationale Qualitéitskritären entsprechen an déi och an d'Sammlung vum MUDAM passen.

De beschte Beweis, datt eis Kollektioun international unerkannt ass, ass datt eng Rei grouss Muséeën gefrot hunn, fir eis Wierker ausléint ze kréien: de MACBA vu Barcelona, de Museum of Contemporary Art vun Chicago, d'FRAC Lorraine vu Metz, de K20 vun Düsseldorf, d'Kunsthau vu Graz, de Whitney Museum of American Art vun New York, de Centre Pompidou vu Paräis, an nach vill anerer.

Domat ass Lëtzebuerg opgehol ginn an d'Rei vun deene Länner mat Kulturinstitutionen, déi och selwer international begierte Konschtwierker zur Verfügung stelle kënnen an net nëmmen, wéi dat bis elo bei eis de Fall war, Sammlungen oder individuell Objete bei auslännesche Muséeën ausgeléint hu fir Ausstellungen zu Lëtzebuerg ze organiséieren.

Sou sinn zënter 1999 circa 100 Ufroen fir Prête vun auslännesche Muséeën un eis eruge droe ginn. De gréissten Deel vun den Artisten, déi an der Sammlung vum MUDAM vertruede sinn, sinn international unerkannt an hir Wierker sinn a privaten an öffentleche Kollektiounen am Ausland ze fannen.

Als Annex zu dëser Äntwert fannt Dir d'Lëscht vun de Wierker vun der Ausstellung „Eldorado“.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 1336 (11.10.2006) de **M. Claude Adam** (*DÉI GRÉNG*) concernant l'**Éducation différenciée**:

Selon le rapport d'activité 2005 du Ministère de l'Éducation, «depuis l'année scolaire 2003/2004, les placements à l'étranger (d'enfants à besoins spécifiques) ont augmenté de plus de 40% (87 en 2003, 110 en 2004 et 123 en 2005)» et pourtant «le nombre total des enfants de l'Éducation différenciée est cependant resté constant par rapport à l'année précédente (550 en 2005, 546 en 2005)».

Le rapport d'activité 2004 du Ministère de l'Éducation ainsi que la publication de statistiques et indicateurs 2003-2004 «Les Chiffres Clés de l'Éducation nationale» révèlent bien que plus de 750 élèves ont fréquenté les structures scolaires faisant partie de l'Éducation différenciée mais ne renseignent guère sur le nombre d'enfants fréquentant une école à l'étranger.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Comment peut-on définir les besoins spécifiques des enfants orientés vers l'étranger? Quelle est la répartition des enfants par besoin spécifique?

- Quelles sont les institutions étrangères qui accueillent des enfants à besoins spécifiques venant du Luxembourg? Parmi ces institutions étrangères, lesquelles offrent une possibilité d'accueil en internat?

- Qui supporte les frais de scolarisation à l'étranger? Quel est en général le montant de ces frais de scolarisation?

- Est-ce que les scolarisations à l'étranger sont suivies voire évaluées?

- Qu'est-ce qui explique les orientations à l'étranger? Qu'est-ce qui explique l'accroissement du nombre de ces orientations? Le Gouvernement a-t-il prévu d'y remédier?

Réponse (20.11.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les motifs des placements individuels à l'étranger repris dans les statistiques du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne sont pas exclusivement d'ordre scolaire.

Il faut discerner les placements à l'étranger proposés par la Commission médico-psycho-pédagogique nationale, les placements ordonnés par voie judiciaire et les placements recommandés en vue d'une prise en charge médicale particulière.

Les chiffres en question ne permettent donc pas une interprétation qui serait en relation directe avec

l'évolution du nombre d'élèves fréquentant une école de l'Éducation différenciée.

En ce qui concerne les motifs scolaires, le législateur a prévu que les placements à l'étranger ne sont à autoriser par la Commission médico-psycho-pédagogique nationale que dans le cas où une formation équivalente ne peut se faire au Grand-Duché (par exemple formations professionnelles pour jeunes sourds ou aveugles).

Le nombre des placements scolaires reste stable (23 par année) alors que les placements sur avis des instances judiciaires et des autorités médicales (respectivement 94 et 31 en 2006) ont considérablement augmenté au fil des années.

Parmi les causes des placements ordonnés par voie judiciaire, les troubles importants du comportement sont prépondérants tandis que les pathologies psychiques sont à l'origine des placements en milieu médical étranger. Parfois il est difficile de discerner si le premier motif du placement est d'ordre médical ou d'ordre judiciaire parce que des maladies psychiques peuvent engendrer un comportement inadapté.

Dans ces situations complexes la séparation géographique du milieu d'origine peut en elle-même avoir des effets thérapeutiques. L'exiguïté du territoire luxembourgeois ne permet guère à un élève de prendre un nouveau départ dans un environnement neutre.

Dans le cas de pathologies psychiques rares la collaboration avec des cliniques expérimentées des pays avoisinants s'avère utile voire indispensable de sorte que le Gouvernement ne saura y renoncer complètement.

Toutes les institutions avec lesquelles une collaboration régulière est entretenue offrent un accueil en internat (cf. relevé en annexe).

Les frais de scolarisation pouvant aller jusqu'à 2.200 euros sont imputés sur le budget de l'Éducation différenciée, les frais d'internat sont pris en charge par le Ministère de la Famille et comportent une participation de la part des personnes investies de l'autorité parentale, arrêtée selon un barème qui tient compte des revenus et de la composition du ménage.

Pour les élèves en faveur desquels le placement dans une institution à l'étranger a été entériné par la Commission médico-psycho-pédagogique nationale, une personne de référence est désignée afin de garantir le suivi de chaque élève.

De principe, le service social de l'Éducation différenciée est chargé d'accompagner les élèves et leurs parents à moins que cette tâche ne revienne aux services sociaux attachés au parquet général.

Une évaluation comparative s'avère difficile étant donné que les institutions étrangères sont choisies en complémentarité des établissements luxembourgeois.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 1337 (11.10.2006) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa**:

L'assassinat sauvage d'Anna Politkovskaïa a provoqué une vague d'indignation au sein de la communauté internationale. Ainsi l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe ainsi que plusieurs organisations non gouvernementales telle la Fédération internationale des Journalistes se sont, à l'unisson, dits «choqués» par ce meurtre et re-

vendiquent la mise en place d'une enquête impartiale et rapide pour en démasquer les commanditaires. Ce meurtre est à ajouter à la liste noire de toute une série d'assassinats de journalistes russes perpétrés ces dernières années. L'assassinat de Paul Klebnikov, rédacteur en chef de l'édition russe de Forbes le 9 juillet 2004 à Moscou et qui n'a pas encore été élucidé à ce jour, en constitue un exemple significatif.

Cet assassinat ravive les craintes relatives au non-respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse en Russie. La question du durcissement de la répression à l'encontre des journalistes et opposants du régime se pose plus que jamais. À cet égard deux initiatives législatives semblent confirmer cette volonté de museler toute voix critique envers le régime en place, à savoir la loi sur les ONG de janvier 2007 qui réduit considérablement les libertés d'action des ONG russes et étrangères, désormais placées sous le contrôle de l'administration présidentielle, ainsi que la loi sur l'extrémisme de juin 2006, dont les défenseurs des droits de l'Homme craignent qu'elle puisse être utilisée pour interdire un certain nombre d'activités politiques d'opposition et entraver le travail des médias indépendants.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux Messieurs les Ministres:

- Quelle est l'appréciation du Gouvernement concernant ces allégations de violations des droits de liberté d'expression par le Gouvernement en Russie?

- Indépendamment des prises de positions internationales et notamment européennes, le Gouvernement luxembourgeois entend-il soulever la question de l'assassinat de la journaliste russe avec les autorités russes?

- Dans l'affirmative, de quelle façon le Gouvernement envisage-t-il de procéder?

Réponse (21.11.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Le Gouvernement luxembourgeois partage sans réserve l'indignation de l'honorable Député au sujet de l'assassinat d'Anna Politkovskaïa.

Lors du dernier tour de consultations en matière de droits de l'Homme avec la Russie, le 8 novembre dernier à Bruxelles, l'Union européenne a soulevé la question du meurtre d'Anna Politkovskaïa et, de manière plus générale, de la liberté de presse en Russie. Elle a appelé une nouvelle fois à une enquête approfondie de ce crime haineux en vue de traduire au plus vite ses auteurs en justice.

Au-delà de ce drame, l'Union européenne a eu recours ces derniers mois aux moyens diplomatiques à sa disposition pour exprimer ses préoccupations sur les nouvelles lois russes sur les ONG et sur l'extrémisme. Suite aux protestations de l'UE, le Président Poutine a demandé l'avis juridique du Conseil de l'Europe et, par la suite, ordonné aux auteurs de la loi d'y apporter certains amendements, amendements qui se sont néanmoins avérés insuffisants. En ce qui concerne la loi sur l'extrémisme, la Présidence locale à Moscou a de même fait part des préoccupations de l'UE au Ministère russe des Affaires étrangères.

En tant que partie prenante aux positions de l'Union européenne décrites ci-dessus, le Luxembourg n'a pas l'habitude de publier, en sus, de grandes déclarations bilatérales. Je puis toutefois assurer l'honorable Député que le Gouvernement saisit toute occasion pour faire part de notre position aux autorités russes. Ainsi j'ai notamment soulevé la question de la loi sur les ONG lors de mes dernières rencontres avec mon homologue russe.

Je me permets par ailleurs de rappeler que c'est sous Présidence luxembourgeoise que les premières consultations institutionnalisées sur les droits de l'Homme avec la Russie ont eu lieu.

Question 1338 (11.10.2006) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **test nucléaire nord-coréen**:

L'Agence centrale de presse coréenne (KCNA), organe officiel du régime communiste de Pyongyang, a annoncé le 9 octobre 2006 l'essai nucléaire nord-coréen en assurant qu'il contribuerait à «défendre la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et alentour».

Quelques heures après l'annonce de ce premier test nucléaire nord-coréen, le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est réuni d'urgence pour «fermement condamner» le régime de Pyongyang et étudier des sanctions possibles.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelles sont les conséquences de ce test nucléaire au niveau du rééquilibrage des forces politiques dans la région, voire dans le monde? De quelle manière l'Union européenne envisage-t-elle de réagir à cette provocation nord-coréenne?

- Quelles seront les sanctions les plus vraisemblables contre la Corée du Nord de la part de l'ONU face à cet incident diplomatique majeur?

- Y a-t-il moyen de décréter des sanctions tout en épargnant la population civile, qui déjà maintenant fait les frais du régime nord-coréen en place?

Réponse (21.11.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

L'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a affirmé avoir procédé le 9 octobre 2006 constitue non seulement une menace pour la paix et la stabilité dans la région et au-delà, mais aussi un défi pour le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et pour les efforts internationaux tendant à renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires à travers le monde. Il va de soi que des pays tels que l'Iran observent attentivement la réaction de la communauté internationale suite à ces développements.

Par conséquent, le Gouvernement luxembourgeois se félicite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 1718 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les sanctions adoptées sont de nature à viser le régime nord-coréen et non la population civile. En effet, au terme de la résolution 1718, les États membres de l'ONU doivent empêcher la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, vers la Corée du Nord des biens suivants: chars de combat, véhicules blindés de combat, systèmes d'artillerie de gros calibre, avions de combat, hélicoptères d'attaque, navires de guerre, missiles et lanceurs de missiles; tous articles, matières, matériel, marchandises et technologies susceptibles de contribuer aux programmes nucléaires, de missiles balistiques ou autres armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée, et articles de luxe.

Il a également été décidé que les États membres doivent geler les fonds, avoirs financiers et ressources économiques se trouvant sur leur territoire à la date de l'adoption de la résolution ou par la suite, qui sont la propriété ou sous le contrôle direct ou indirect des

personnes ou entités désignées par le Comité de sanctions ou par le Conseil de Sécurité comme participant ou apportant un appui, y compris par d'autres moyens illicites, aux programmes en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques et autres armes de destruction massive de la Corée du Nord.

Enfin, les États membres ont été instruits de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'entrée sur leur territoire ou le passage en transit par leur territoire de toute personne désignée comme étant responsable des politiques menées par la Corée du Nord en matière de programmes en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques et autres armes de destruction massive.

L'Union européenne a pour sa part lancé les procédures nécessaires en vue de la mise en œuvre de la résolution 1718 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. La position commune y relative devra en principe être adoptée le 20 novembre 2006.

Le Gouvernement luxembourgeois espère que le retour à la table des négociations dans le cadre des pourparlers à six, annoncé le 31 octobre dernier par la République populaire démocratique de Corée, permettra de mettre rapidement en œuvre la Déclaration commune publiée le 19 septembre 2005 par la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée et qui vise à parvenir à une dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne et de maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule et dans l'Asie du Nord-Est.

Question 1339 (11.10.2006) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la **conférence nationale pour étrangers**:

La loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers stipule que le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers est chargé «d'organiser périodiquement une conférence nationale pour étrangers sur un ou plusieurs sujets concernant les étrangers, réunissant entre autres les membres du Conseil national pour Étrangers, les membres des commissions communales consultatives pour étrangers ainsi que des représentants des associations (...) ayant une activité sociale, culturelle ou sportive ainsi qu'avec les associations oeuvrant en faveur des étrangers». Depuis, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a organisé plusieurs conférences, dont la dernière a eu lieu le 6 mars 2004 et était intitulée «Ma participation citoyenne au Luxembourg: acteur ou spectateur?».

Il semblerait qu'une nouvelle conférence nationale pour étrangers est en cours de préparation au sein du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Dès lors je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quelles sont les suites qui ont été données à la conférence organisée en mars 2004? Les annales de la conférence sont-elles disponibles?

- Quel sera le thème de la conférence à venir?

- Dans quelles mesures le sujet de la réforme de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, le contrôle médical des étrangers et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère sera-t-il traité au cours de la conférence?

- La proposition de loi portant modification de l'article 51(7) de la Constitution, de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au ni-

veau national et de la loi électorale du 18 février 2003 (doc. parl. 5575) déposée par les députés Err et Fayot sera-t-elle intégrée dans les sujets abordés au cours de la conférence?

- Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0803 (cf. *compte rendu N°7/2005-2006*) adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire le 14 décembre 2005, ce dernier affirmait que le Conseil national pour Étrangers avait soumis des propositions de modification du règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à lui-même. À l'époque, ces propositions étaient à l'étude. Ont-elles entre-temps été transmises au Gouvernement? Ce sujet sera-t-il abordé au cours de la conférence?

- Une collaboration entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Immigration a-t-elle lieu en vue de préparer la conférence?

- Sous quelle forme la Chambre des Députés aura-t-elle l'occasion de se saisir des conclusions de la conférence à venir?

Réponse (11.12.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Je vous informe que la prochaine conférence nationale pour étrangers aura lieu le 21 avril 2007.

1) Quant aux suites réservées à la dernière conférence nationale, je me permets de préciser que les différentes interventions introductives de ladite conférence et les rapports des ateliers ont fait l'objet d'une publication version papier et version électronique. La version électronique est toujours disponible. Les conclusions tirées ont été analysées au niveau du Ministère de la Famille et de l'Intégration au Commissariat du Gouvernement aux Étrangers en vue de leur transposition possible dans les actions qui sont de sa compétence.

À titre d'exemple, il y a lieu de relever l'atelier portant sur les discriminations sur le lieu du travail. Depuis la conférence, des actions de sensibilisation et d'information à l'attention des différents acteurs du monde du travail ont été mises en place. De même, divers séminaires et conférences ont été organisés.

Une étude sur la discrimination dans le milieu du travail a été commanditée par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers en 2004 et réalisée par le Ceps/INSTEAD en collaboration avec le SeSoPI-Centre intercommunautaire. Les résultats de cette étude ont été publiés en octobre 2005.

2) Sur la question du thème de la conférence nationale, je peux vous informer que celle-ci sera placée sous les signes de l'Année européenne de l'Égalité des Chances pour tous, ainsi que de l'Année culturelle.

Il y aura un atelier plus politique visant l'intégration des non nationaux par la participation nationale et politique ainsi que la pleine citoyenneté. Les textes de loi cités par l'honorable Député en feront implicitement partis.

Un autre atelier thématisera les différents acteurs et moyens d'intégration autres que politiques.

3) Concernant les propositions de modification du règlement grand-ducal fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers, je vous informe que suite à l'introduction de ces propositions par mes soins auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire,

une réunion a eu lieu entre les deux Ministères en mars 2006 au cours de laquelle Monsieur le Ministre Jean-Marie Halsdorf a marqué son accord de principe sur ces modifications.

Celles-ci sont actuellement revues au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire de manière à les rendre conformes à la législation régissant les compétences communales. Ce sujet ne sera pas abordé au cours de la prochaine conférence nationale.

4) La préparation de la conférence nationale incombe de par la loi au Commissariat du Gouvernement aux Étrangers. Comme cela s'est fait pour les conférences nationales précédentes, le Conseil national pour Étrangers, ainsi que certaines associations d'étrangers et celles œuvrant en faveur des étrangers sont activement impliqués dans l'organisation de celle-ci.

Le rôle du Ministère de l'Immigration se situe plutôt au niveau de la participation.

5) Suite aux invitations qui vont à tous les membres de la Chambre des Députés, tel que cela s'est déjà fait pour les conférences précédentes, je m'attends à une présence effective d'un nombre représentatif de députés à ladite conférence tout au long de la journée et surtout lors de la séance de clôture où un débat animé avec salle se fera autour des conclusions.

En effet, une des critiques émises en 2004 par les participants lors de cette séance de clôture fut l'absence quasi-totale des élus nationaux et locaux.

Question 1340 (11.10.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **déplacement de certaines lignes à haute tension:**

Sur la route nationale RN13 entre Fennange et Bettembourg et sur la route nationale RN31 entre Bettembourg et Kockelscheuer les lignes à haute tension sont en train d'être déplacées selon un nouveau tracé.

Suivant mes informations le nouveau tracé suit de façon aérienne le chemin de l'autoroute de Schiffflange vers Bettembourg jusqu'à la rive de l'Alzette. Un passage souterrain est ensuite prévu pour traverser la réserve naturelle. Après avoir parcouru cette dernière, la ligne à haute tension rejoint à nouveau de façon aérienne le tracé de l'autoroute

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes des Ministres concernés.

- Pour quelles raisons le nouveau tracé des lignes à haute tension ne suit-il pas intégralement de façon aérienne le tracé existant de l'autoroute?

- Jusqu'à quand la route nationale RN13 entre Bettembourg et Fennange restera-t-elle fermée?

Réponse (10.11.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement:*

Suivant les informations fournies par l'Administration de l'Environnement, le seul projet de la société Cegedel S.A. en cours de réalisation dans les environs de Bettembourg et qui tombe sous les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, est la construction de la nouvelle ligne électrique 225 kV à partir de la ligne de distribution haute tension existante Schiffflange-Dudelange jusqu'à la nouvelle sous-station de transformation de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois

située à Bivange. La sous-station de transformation qui servira à renforcer l'alimentation en énergie électrique du réseau ferroviaire des secteurs Bettembourg-Luxembourg et Berchem-Wasserbillig ainsi que la ligne électrique 225 kV ont été autorisées en vertu de la loi relative aux établissements classés par l'arrêté N°1/04/0173 du 7 avril 2005.

Ad 1) Plusieurs variantes, dont notamment une variante qui suivait intégralement de façon aérienne le tracé de l'autoroute, ont été étudiées par le bureau d'études, de conseil et de gestion en matière écologique et environnementale «Oeko-Bureau» pour le compte de la société Gegendel S.A. et de la SNCFL. La variante sortant de cette étude comme étant le plus favorable en matière de protection de l'environnement a été retenue et autorisée.

Conformément à la législation en matière de la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement, le dossier commodo et incommodo peut être consulté auprès de l'Administration de l'Environnement.

Ad 2) Suivant mes informations, les travaux en relation avec la pose des conduites électriques sur la route nationale RN13 sont achevés.

Question 1341 (12.10.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le **contrôle de poids lourds sur l'autoroute A1:**

De leschten 3. Oktober sinn de ganzen Dag iwwer bis spéit owes op der Autobunn Lëtzebuerg-Tréier op der Héicht vun der Sortie Potaschbiérg Camionskontrollen duerchgefoert ginn. Dobäi ass de ganze Verkéier op der Autobunn esou behënnert ginn, datt et während der Hauptverkéierszäit zu engem Megastau komm ass, dee bal bis op de Findel gereecht huet, an dee souguer spéit owes ëmmer nach bis zur Sortie Fluesweiler gereecht huet. Automobilisten a Richtung Gréiwemaacher hu Stonne gebraucht fir dësen Trajet ze maachen. Deen Dag ware weinst dem Feierdag an Däitschland zousätzlech ganz vill Automobilisten aus Däitschland ënnerwee, déi de Chaos nach vergréissert hunn. Et ass iwwregens net fir d'éischt, wou dat geschitt.

Duerfir géif ech lech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Wourop hunn dës Kontrolle sech bezunn a wat sinn déi konkret Resultater vun dëser Kontroll gewiescht?

2. Besteet keng Méiglechkeet fir Camionskontrollen esou duerchzeféieren, datt esou eng onzoumutbar Behënnerung vum gesamte Verkéier kann évitéiert ginn?

3. Wa jo, sidd Dir bereet fir op entspreichend Verbesserungen hinzewierken?

Réponse (11.12.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Les contrôles en question ont été effectués conformément au règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif aux limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés. Ce règlement prévoit notamment en son article 1^{er} que:

«Art. 1^{er}. Il est interdit aux conducteurs des véhicules automoteurs dont la masse maximale autorisée, avec ou sans remorque, dépasse 7.500 kg et qui sont destinés au transport de choses en provenant de la Belgique ou de l'Allemagne et en direction de la France de circuler sur les voies publiques du Grand-Duché de Luxembourg les samedis et veilles des jours fériés énumérés à l'article 3 à partir de 21.30 heures jusqu'à 21.45 heures

les dimanches et jours fériés précités.

La même interdiction est d'application pour les véhicules mentionnés au premier alinéa en provenance de la Belgique ou de la France et en direction de l'Allemagne les samedis et veilles des jours fériés énumérés à l'article 3 de 23.30 heures jusqu'à 21.45 heures les dimanches et jours fériés précités.»

Les dispositions du règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 précité requièrent que la Police grand-ducale procède à un contrôle des poids lourds qui empruntent le réseau autoroutier soit en direction de la France soit en direction de l'Allemagne les jours où une interdiction de conduire est en vigueur dans l'un de ces deux pays. Cette procédure est nécessaire surtout à l'occasion des jours fériés qui varient selon le pays concerné. Il va sans dire que ces contrôles ont une répercussion négative sur la fluidité du trafic sur le réseau autoroutier. Cependant, au cas où ces contrôles ne seraient pas effectués, les conséquences sur le trafic seraient encore plus néfastes, puisque le réseau autoroutier serait obstrué par les poids lourds interdits d'entrée dans les pays respectifs. Toutefois, j'ai demandé à la police d'examiner si les contrôles et la gestion du trafic peuvent être organisés de manière telle à réduire au maximum les nuisances pour les autres automobilistes.

Le 3 octobre 2006 les contrôles de la Police grand-ducale ont donné lieu à l'établissement des 263 avertissements taxés pour non-respect de la réglementation précitée sans compter les autres infractions verbalisées pour non-respect aux dispositions du Code de la Route (Eurovignette, pneus lisses, fixation de la charge, etc.).

Question 1342 (12.10.2006) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **conséquences de la fusion entre Arcelor et Mittal Steel:**

Suerger an der Populatioun am Zesummenhang mat der Fusioun vu Mittal an Arcelor, wat de Sëtz vun der Arcelor zu Lëtzebuerg ueegt, sinn zanter haut och Thema an enger franséischsproocheger Wochenzäitschrëft. Rieds geet do vun Délocalisationen, déi ulafe géingen, a vum geplangte Verkaf vum Arcelor-Verwaltungsgebai an der avenue de la Liberté an der Stad.

Ënnert der Iwwerschrëft «Arcelor: liquidation totale au siège à Luxembourg» gëtt behaupt, datt de Service informatique vun der Arcelor no Dubai délocaliséiert gëtt an datt déi éischt Licenciementer zu Lëtzebuerg ugelaf wieren.

De Service juridique fir sâin Deel soll vum Hauptsiege an der avenue de la Liberté no London verluecht ginn. Och hei wieren déi éischt Licenciementer «en cours».

Den Arcelor-Sëtz an der Stad géing verkaf ginn an den Här Mittal géif sech an dëser Saach fir d'éischt un d'Regierung adresséieren.

Duerfir folgend Fro:

- Wat ass un deene genannten Informations drun?

Réponse commune (23.10.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Den Här Deputéierte Gibéryen ass duerch eng Partie Rumeure beonrouegt, déi an enger Wochenzeitung lancéiert goufen iwwer Pläng, déi Arcelor-Mittal a Besuch op Lëtzebuerg hätt.

Entgéint deem, wat do gemengt gëtt, gëtt et keng Intention fir de Siège vu Lëtzebuerg soss anzousch ze transferéieren, och net

de Service juridique oder d'Informatik. Arcelor-Mittal plangt och net, d'Hauptverwaltungsgebai an der avenue de la Liberté ze verkaufen.

Question 1344 (12.10.2006) de **MM. Lucien Clement** et **Marco Schank** (CSV) concernant la **loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain:**

L'article 108(1) de la loi susmentionnée prévoit que «Les plans d'aménagement général dûment approuvés par le Ministre de l'Intérieur conformément aux dispositions de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes qui existent au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi doivent faire l'objet d'une refonte et adaptation complète conformément aux dispositions et procédure de la présente loi dans un délai de six ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.»

Vu les développements ci-dessus nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire:

- Combien de communes ont déjà adapté leur PAG respectivement entamé une procédure d'adaptation aux dispositions de la loi du 19 juillet 2004?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend mettre en oeuvre afin d'inciter toutes les communes en question à respecter le délai de six ans tel que prévu à l'article 108 de la loi de 2004?

Réponse (20.11.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

- À l'heure actuelle le plan d'aménagement général (PAG) d'une seule commune (Esch/Sûre) a fait l'objet d'une refonte et adaptation complète au sens de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Le conseil communal de la commune d'Esch/Sûre a en effet procédé au vote définitif de son nouveau PAG en date du 11 octobre 2006, alors que des observations écrites ont été présentées dans le délai de 30 jours qui suivent l'approbation provisoire par le conseil communal. La procédure d'approbation pourra donc être achevée dans les prochains mois. À ce jour aucune autre commune n'a officiellement entamé la procédure d'approbation par la saisine de la commission d'aménagement.

- En vue de la refonte et adaptation complètes de leur plan d'aménagement général, quelque 40 communes ont d'ores et déjà soumis les contrats qu'elles ont conclu avec une personne qualifiée au sens de l'article 7 de la loi prémentionnée, aux services du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire en vue de leur approbation.

- Par trois circulaires datées respectivement au 13 juillet 2004, au 7 novembre 2005 et au 6 mars 2006, les communes ont été rendues attentives au fait que conformément à l'article 108(1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004, leur plan d'aménagement général doit faire l'objet d'une refonte et adaptation complètes jusqu'au 7 août 2010 au plus tard. Dans ces circulaires il a de nouveau été rappelé qu'en cas de non-respect du délai précité les plans d'aménagement général établis sous le régime de la loi du 12 juin 1937 deviennent caducs, ce qui aura inévitablement comme conséquence que l'ensemble du territoire communal sera classé en zone verte.

- À titre exceptionnel, les communes concernées peuvent, sur délibération motivée du conseil

communal et sous l'approbation du Ministre, demander que le délai soit prorogé pour une durée maximale d'un an.

- Les communes agissent donc en parfaite connaissance de cause et peuvent par conséquent prendre toutes les mesures qui s'imposent afin de pouvoir respecter les délais imposés par la loi.

Question 1345 (13.10.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **enfants accueillis au Centre pénitentiaire avec leurs parents:**

Deux jeunes mères sont actuellement incarcérées en détention préventive avec deux enfants en bas âge. Les deux femmes partagent une cellule avec leurs enfants. Malgré les efforts entrepris par les gardiennes pour offrir à ces enfants le minimum d'espace dont ils auraient besoin, ces derniers sont presque toute la journée enfermés en cellule et n'ont guère de possibilité de se défouler en plein air.

Par ailleurs, il paraît que les mères souhaiteraient elles-mêmes que leurs enfants quittent le Centre pénitentiaire et soient placés jusqu'au moment de leur sortie dans une institution appropriée ou dans une famille d'accueil.

Cette situation est inacceptable pour les enfants tant du point de vue de leur épanouissement personnel que du point de vue de leur sécurité.

- Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Madame et Monsieur les Ministres, qu'est-ce qu'ils veulent entreprendre pour mettre fin à cette situation.

- De façon générale, combien d'enfants sont accueillis au Centre pénitentiaire avec leurs parents? Quel est l'âge de ces enfants? Combien de temps ces enfants restent incarcérés au Centre?

- Au vu de la situation actuelle ne serait-il pas envisageable de prévoir les infrastructures nécessaires au sein du Centre pénitentiaire pour permettre aux mères de rester ensemble avec leurs enfants en bas âge pendant leur détention?

Réponse (8.11.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Dans la mesure où les faits ont été présentés de façon peu nuancée au public, il me tient à cœur de rappeler les faits et circonstances de cette affaire.

Le samedi 30 septembre 2006 deux femmes, chacune accompagnée de son enfant de 15 mois respectivement 29 mois, ont été arrêtées dans le cadre d'une affaire de trafic de stupéfiants.

Le dimanche 1^{er} octobre 2006 les deux femmes ont été placées sous mandat de dépôt par le juge d'instruction.

Vu que les deux femmes s'étaient violemment opposées à une séparation de leurs enfants au moment de l'arrestation, ceux-ci ont à la suite de la mise en détention rejoint leurs mères au Centre pénitentiaire - quartier des femmes - en conformité avec l'article 142 du RGd du 24 mai 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires. Ce fut donc une décision humaine et de bon sens qui fut prise par les autorités judiciaires.

Le 13 octobre 2006, sur décision du Juge de la Jeunesse de Luxembourg intervenue suite à un courrier du Centre pénitentiaire, la mesure de placement des enfants dans un foyer a été remise en vigueur et les enfants ont quitté le CPL, alors qu'il s'avérerait que les mères n'étaient pas à même de s'occuper de leurs enfants.

D'une manière générale il importe de relever qu'il n'y a pas lieu de confondre la situation d'enfants en bas âge avec celle des adolescents mineurs incarcérés au CPL.

Ainsi, l'article 142 du règlement d'ordre intérieur des établissements pénitentiaires de 1989 dispose ce qui suit:

«Hormis le cas où elle se constitue prisonnière, le directeur ne peut refuser une femme accompagnée d'un enfant incapable de se passer des soins de sa mère ou d'une femme dont l'accouchement pendant la détention est à prévoir.

Les enfants admis avec leur mère peuvent être gardés par celle-ci dans leur chambre ou cellule; ils y disposent toujours d'une couchette séparée.»

Il se dégage du texte qui précède que les auteurs du règlement de 1989 ont à juste titre considéré que d'une manière générale les bébés sont mieux avec leur mère que placés dans un foyer. Ces considérations ont aussi été à l'origine du placement des deux enfants en bas âge en prison ensemble avec leur mère.

Question 1346 (13.10.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant l'hôpital de la Congrégation «Fondation François-Elisabeth» à Luxembourg-Kirchberg:

Selon mes informations, l'hôpital inauguré en juillet 2003 et ayant une capacité de 450 lits, ne dispose pas de chambres climatisées destinées aux patients hospitalisés.

Sachant que ces dernières années les températures ont souvent dépassé les 30 degrés pendant les mois d'été, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Pour quelles raisons l'installation n'a pas été réalisée au cours des travaux de construction du bâtiment, comme c'est le cas pour d'autres hôpitaux ou pour certains départements de l'Hôpital Kirchberg comme par exemple la salle de réanimation et le bloc opératoire?

- Le Gouvernement envisage-t-il l'installation et le cofinancement d'un système de climatisation dans l'Hôpital Kirchberg?

- En cas de réponse négative, ne pourrait-on pas équiper au moins les chambres de la station des maladies cardiaques avec un système de climatisation, sachant que ces patients souffrent énormément de la chaleur en été?

- À qui incombe la responsabilité en cas de décès d'un cardiaque pour cause de températures trop élevées dans les chambres?

Réponse (14.11.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Toutes les constructions hospitalières récentes, réalisées avant 2003 ou terminées pendant l'été 2003, qui s'est signalé par une canicule exceptionnelle, répondent à des standards internationaux. Ces standards n'exigeaient pas à l'époque, et n'exigent d'ailleurs toujours pas, la mise en place d'un système de climatisation pour les chambres d'hôpital.

Équiper après coup toutes les chambres d'un système de climatisation serait techniquement très difficile à réaliser. La mise en place d'appareils mobiles de climatisation n'offre pas les mêmes garanties d'hygiène qu'une climatisation centralisée, alors qu'un risque de légionellose ne peut pas être écarté.

Si, comme dit ci-dessus, les standards internationaux ne requièrent pas de climatisation pour les chambres d'hôpital, ils exigent cependant la mise en place d'un système de ventilation susceptible d'y maintenir une température convenable.

De tels systèmes existent dans nos hôpitaux, y compris à celui du Kirchberg. Suite à la canicule de 2003 mes services sont particulièrement attentifs, lors de l'examen de nouvelles demandes de construction ou de transformation d'hôpitaux ou d'ailes d'hôpitaux, à la question de la température à maintenir dans les chambres. La solution à retenir peut diverger de cas en cas, par exemple en raison de la localisation des chambres à l'intérieur du bâtiment, du volume de leur surface vitrée ou encore de leur exposition au soleil. Des solutions alternatives à la climatisation pouvant être envisagées sont notamment le post-refroidissement intégré pour les chambres d'hospitalisation ainsi que les plafonds rayonnants hydrauliques.

Il est bien évident que tout système de ventilation demande une manipulation adéquate pour fournir des résultats optimaux. D'après mes renseignements le système de ventilation adiabatique, en place à l'hôpital du Kirchberg, n'aurait pas pu donner son plein rendement lors de la canicule de 2003, alors qu'il présuppose la fermeture des fenêtres, que cependant certains patients, dans un réflexe bien compréhensible, ont laissées largement ouvertes. Des instructions au personnel et aux patients permettront d'y remédier, en cas de nouvelle canicule.

À noter qu'un système de climatisation centralisé fonctionne dans les services de soins intensifs des hôpitaux du pays, y compris à celui du Kirchberg.

Quant à la question de la responsabilité, soulevée par l'honorable Parlementaire, je n'entends pas prendre position, alors que si elle était effectivement portée devant les tribunaux, ceux-ci ne seraient en aucune façon liés par les considérations que je pourrais émettre.

Question 1347 (16.10.2006) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'assurance contre les accidents des agents recruteurs:

Zur Zäit sinn an de Gemengen erëm d'Vollekszieler ënnerwee. Dëse Matbierger gött fir hire wäertvollen Déngscht eng kleng Indemnitéit vun der jeewelleger Gemeng (respektiv dem Stat) zougestanen.

- Meng Fro ass, ob dës Leit onfallversécherst si wann hinne während der Ausféierung vun hirer Fonctioun en Accident geschitt.

Réponse (23.11.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Well d'Vollekszielung nëmmen eemol all Joer duerchgefuert gëtt an d'Aarbecht vun de Vollekszieler och nach innerhalb vun enger kuerzer Zäit gemaach gëtt, kréien déi Leit keen Aarbechtskontrakt vun de Gemengen, mä si kréie fir hir Aarbecht vum Stat a vun de Gemengen eng kleng Indemnitéit. Well déi Leit awer net an engem rechtlechen Aarbechtsverhältnis mat där betroffener Gemeng stinn, si si net automatesch versécherst, fir de Fall wou hinne bei hirer Aarbecht als Vollekszieler eppes géif zoustoussen.

Fir d'Vollekszieler ofzeséchere fir de Fall wou hinne en Accident sollt während hirer Aarbecht geschéien, muss déi jeeweileg Gemeng eng Versécherung ofschléissen, déi d'Risquen, deenen hir Vollekszieler ausgesetzt sinn, couvriert.

Question 1348 (16.10.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la piste cyclable de l'Alzette:

La piste cyclable PC15 fait la liaison entre la ville de Luxembourg et Ettelbruck et traverse entre autres les communes de Lorentzweiler et de Lintgen. Bien que la majorité des travaux soit déjà achevée, notamment les tronçons Luxembourg/Lorentzweiler et Lintgen/Ettelbruck, la réalisation de la liaison Lorentzweiler/Lintgen est pour l'instant suspendue. Entre ces deux localités, le cycliste, devant emprunter la route secondaire entre Gosseldange et Hunsdorf, est exposé aux risques de la circulation.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Où en est l'état d'avancement du dossier en question?

- Quelles sont les raisons exactes de l'interruption des travaux pour la piste cyclable entre Lorentzweiler et Lintgen?

- Quand les travaux peuvent-ils être repris en vue de la finalisation de la piste cyclable PC15?

Réponse (1.12.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

L'aménagement d'une piste cyclable d'une largeur de 1 m dans le sens Hunsdorf-Pretingen (CR123) constitue une solution provisoire qui fut installée en 2002.

Les services de l'Administration des Ponts et Chaussées ont eu une collaboration étroite avec les responsables du Ministère de l'Environnement et de l'Office national du Remembrement pour trouver un tracé pour la piste cyclable qui est compatible avec le projet de renaturation à réaliser dans le cadre de la construction de l'autoroute du Nord et qui satisfait aux doléances des propriétaires des terrains situés dans la vallée de l'Alzette. Le tracé proposé dans une première étape par l'Administration des Ponts et Chaussées emprunte les voies d'accès utilisées actuellement par les agriculteurs pour accéder à leurs terrains. En juillet 2005, une demande afférente a été soumise au Ministère de l'Environnement. Or, il a été constaté que le projet interfère avec l'actuel projet de renaturation globale de l'Alzette envisagé par le Ministère de l'Environnement.

C'est pour cette raison que le département des Travaux publics recherche une solution permettant la mise en chantier de la piste cyclable indépendamment du futur chantier de renaturation de la vallée de l'Alzette tout en assurant l'intégration de la piste cyclable dans le concept définitif de la future zone humide, ce qui garantira la continuité de la piste (PC15) dans les conditions de sécurité requises et permettra parallèlement un accès aux terrains agricoles.

Cette proposition sera examinée sous peu dans une réunion de concertation entre les représentants du Ministère de l'Environnement et du département des Travaux publics. Dès qu'un accord sera trouvé, l'Administration des Ponts et Chaussées finalisera le projet d'exécution de la piste cyclable, de sorte que la réalisation pourrait être mise en route rapidement.

Question 1349 (16.10.2006) de **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG) concernant la situation des agents municipaux:

Le Gouvernement a promis à maintes reprises aux communes

qu'il entendait réglementer la situation des agents municipaux afin d'élargir leurs compétences notamment en ce qui concerne le contrôle du respect des règlements communaux.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Sachant que cette question est examinée au Ministère de l'Intérieur depuis des années, où en sont les travaux de réforme du statut de ces agents?

- Quand est-ce qu'une première ébauche de règlement sera présentée? Quand les communes pourront-elles envisager d'élargir les compétences de leurs agents municipaux?

Réponse (13.11.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Le Gouvernement a depuis longtemps reconnu le sérieux du problème ressenti par les communes face à l'impunité de bon nombre d'infractions aux règlements communaux et est en train de chercher une solution pour apporter une réponse prompte et efficace aux petits troubles à l'ordre.

Il s'est chargé en 1999 déjà d'examiner dans quelle mesure les agents municipaux pourraient davantage être intégrés entre autres dans les missions de surveillance de la circulation et si on pouvait par ailleurs leur confier des attributions dans le domaine de l'application des règlements communaux de police.

L'extension des compétences des agents municipaux en matière de circulation routière a été examinée en premier lieu. Les conclusions de cet examen sont entérinées dans un avis de la Commission de circulation de l'État du 20 septembre 2002. Les éléments essentiels de cet avis, qui est d'ailleurs partagé par le Gouvernement, peuvent être résumés comme suit:

- Il y a accord pour dire qu'il ne faut pas établir une nouvelle police communale et que l'agent municipal n'aura pas de fonction d'agent ou d'officier de police judiciaire.

- Il ne sera pas permis à l'agent municipal de porter une arme. Il faudra ainsi éviter de mettre cet agent dans une situation où il risque de s'exposer à une confrontation avec une personne qui le mettrait en danger et qui rendrait donc nécessaire le port d'armes.

- Dans son contact avec des personnes, l'agent municipal devra se limiter à constater l'identité de personnes: il aura le droit de demander de produire la carte d'identité. Mais il ne procédera pas à une vérification de l'identité des personnes; celle-ci restera réservée à la police et l'agent municipal devra faire appel à la police lorsqu'une personne refuse de lui montrer la carte d'identité qu'il demande.

La possibilité d'une éventuelle extension des compétences des agents municipaux dans le domaine de l'application des règlements de police autres que ceux relatifs à la circulation est en train d'être examinée par un groupe de travail composé de délégués du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, du Ministère de la Justice, du Ministère des Transports, de la Police grand-ducale et de la Ville de Luxembourg. Ce groupe retient comme base de ses travaux les principes arrêtés pour le volet «circulation» exposés ci-dessus.

Le groupe a analysé les règlements de police de la Ville de Luxembourg afin de déterminer concrètement quelles infractions pourraient être constatées par les agents municipaux. Dans ce contexte il a été retenu qu'il ne saurait s'agir que d'infractions dont la sanction ne serait un avertissement taxé ou une amende administrative. Or, ces deux catégories de

sanctions nécessitent une modification de notre loi. En effet, l'avertissement taxé est actuellement réservé à des infractions en matière de circulation routière limitativement énumérées par la loi et l'amende administrative est une notion nouvelle que notre législation ne connaît pas encore.

Le groupe a encore étudié d'autres pistes. Il s'est notamment informé sur la manière par laquelle des villes de nos pays voisins font face aux problèmes qui nous préoccupent, en l'occurrence l'Ordnungsamt de Trèves et la Ville de Liège. Récemment, des experts du Canton de Vaud sont venus exposer le système vaudois qui permet d'apporter une réponse prompte et efficace aux petits troubles sociaux, sans qu'il ne soit nécessaire de mettre en route le lourd appareil judiciaire.

Le groupe de travail se réunira prochainement pour tirer les conclusions de ses travaux et présentera ensuite ses propositions au Gouvernement.

Question 1350 (18.10.2006) de **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG) concernant l'estimation de la valeur des forêts luxembourgeoises:

Pour tout bien qui est mis en vente, il faut en connaître la valeur afin de pouvoir négocier un prix convenable. Nos forêts ne font pas exception à cette règle et c'est dans ce contexte que je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Existe-t-il au Luxembourg une méthode scientifique et centralisée pour estimer la valeur de nos forêts?

- Quel est le service en charge de cette estimation?

- Qui a accès à ces données? Sont-elles accessibles au grand public?

- À quelle fréquence cette estimation est-elle renouvelée pour garantir l'actualité de ces données?

Réponse (31.10.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad point 1: La valeur de parcelles boisées est estimée d'après un mode généralement admis en Europe de l'Ouest par le secteur forestier.

Les parcelles présentant un âge de moins de un tiers de la révolution (âge d'exploitabilité) sont estimées d'après la valeur de l'investissement (plants, main d'œuvre, protection contre la dent du gibier, etc.).

Les parcelles présentant un âge situé entre un tiers et deux tiers de l'âge d'exploitabilité sont estimées en fonction de leur valeur d'attente.

Les parcelles présentant un âge dépassant le deuxième tiers de l'âge d'exploitabilité sont estimés d'après la valeur commerciale du bois présent sur la parcelle.

À ces valeurs s'ajoute la valeur du fonds forestier (valeur de la terre).

Étant donné que la valeur d'une forêt varie fortement en fonction du volume et de la qualité du bois ainsi que de la topographie (pente, présence ou absence de voirie forestière, présence ou absence d'habitats présentant une valeur environnementale, etc.) la valeur de chaque parcelle boisée est estimée individuellement.

Dans la brochure d'information «Forêt et Sylviculture au Grand-Duché de Luxembourg» le citoyen intéressé trouvera à la page 77 un chapitre intitulé «Quelle est la valeur de ma forêt?».

Dans notre pays les prix varient entre 25 et 25.000 euros par hectare.

Ad point 2: Il y a lieu de distinguer deux cas de figure:

a. Vente entre propriétaires privés: La valeur est fixée par les partis en présence.

b. Acquisition de parcelles par l'État respectivement par des communes:

L'Administration des Eaux et Forêts est chargée d'établir une expertise individuellement pour chaque parcelle boisée. Dans le cas d'une acquisition par l'État le dossier est présenté au Comité d'acquisition du Ministère des Finances.

Ad points 3 et 4: L'Administration des Eaux et Forêts (Service de l'Aménagement des bois) a réalisé au cours des années 1980 à 1984 (cinq années) un inventaire et une analyse détaillés des parcelles mises en vente publiquement dans notre pays. En raison d'un manque de personnel cette initiative n'a pas pu être maintenue.

Question 1351 (18.10.2006) de **M. Charles Goerens** (DP) concernant le **budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007**:

Dans le cadre des discussions relatives au projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2007 au sein de la Commission des Finances et du Budget, je vous saurais gré de faire parvenir les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Quel est, par exercice budgétaire depuis l'exercice 2002, le montant exact des recettes perçues par l'État suite à la non-adaptation du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à l'évolution de l'inflation?

2. Quelle est l'estimation de l'impact du relèvement de la TVA en Allemagne sur les recettes en général et en particulier émanant de la vente de carburants, d'alcools et de tabacs au Luxembourg?

3. Pour l'exercice 2007 le projet de budget prévoit au niveau de la TVA des recettes égales au budget voté 2006. Quelles en sont les raisons exactes?

4. Le Gouvernement a annoncé de combler le déficit du Fonds pour l'Emploi par un montant de 35 millions d'euros émanant des recettes extraordinaires perçues grâce à la fusion Arcelor-Mittal. Comment le Gouvernement entend-il couvrir les dépenses du Fonds pour l'Emploi à moyen et à long terme?

5. Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a annoncé que le projet de budget 2007 prévoit le renforcement de l'effectif de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour combattre notamment la fraude au niveau de la TVA. Quels résultats Monsieur le Ministre escompte-t-il de cette mesure?

Réponse (23.11.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

1. Outre la modification du tarif d'imposition, la réforme tarifaire de 2002 a également procédé à une adaptation à l'inflation du barème d'imposition. Compte tenu de l'évolution des prix à la consommation et dans l'hypothèse d'une adaptation annuelle du tarif à l'inflation, le tarif d'imposition aurait évolué comme suit: + 2,96% pour l'année d'imposition 2004, + 2,02% pour l'année d'imposition 2005 et + 2,26% pour l'année d'imposition 2006.

Les chiffres cités par le passé par l'Administration des Contributions directes ou par le Statec - en l'occurrence une recette supplémentaire de l'ordre de 50 millions d'euros en 2004, 90 millions d'euros en 2005 et 140 millions d'euros en 2006 - sont le résultat d'estimations essayant d'approximer l'ordre de grandeur de la recette supplémentaire en se basant sur un taux d'imposition moyen (ou «effectif»).

2. Selon l'analyse et les estimations macroéconomiques de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne, du FMI et de l'OCDE, l'augmentation de la TVA en Allemagne de trois points de pourcent au 1^{er} janvier 2007 aura un impact négatif sur la croissance et l'inflation en Allemagne et induira également un effet de «spill over» négatif sur toute la zone euro.

Selon la «prévision d'automne» de la Commission européenne publiée le 6 novembre dernier, la croissance économique dans la zone euro accusera en 2007 un recul à 2,1% par rapport à une croissance de 2,6% en 2006 et ceci notamment en raison de la hausse de la TVA en Allemagne en 2007. Compte tenu du degré d'ouverture très élevé de notre économie, la décélération de la croissance économique en Allemagne et dans la zone euro pourra avoir un impact négatif sur la croissance économique au Luxembourg. En effet, il est prévu dans le projet de budget pour l'exercice 2007 que la croissance réelle du PIB ralentira de 5,5% en 2006 à 4,0% en 2007.

En ce qui concerne l'impact du relèvement de la TVA en Allemagne sur les recettes provenant de la vente des carburants, d'alcools et de tabacs au Luxembourg, une telle estimation n'a pas été faite par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ou par un autre service compétent, étant donné qu'une telle estimation nécessiterait la mise en place d'un modèle complexe d'interaction stratégique et de détermination non coordonnée de la politique fiscale entre pays.

3. Afin d'améliorer progressivement le solde à rembourser après contrôle, tout en diminuant par la même occasion le délai de remboursement de la TVA aux entreprises, il a été décidé de procéder durant le dernier trimestre de l'exercice 2006 à des remboursements exceptionnels pour un montant de 100 millions d'euros. En conséquence, le montant des recettes de TVA pour ordre à attendre pour l'exercice 2006 se situera très vraisemblablement à 1,750 milliards d'euros avec un produit net TVA de 1,352 milliards d'euros.

Pour l'exercice 2007, le montant de TVA pour ordre a été estimé par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines à 1,850 milliards d'euros ceci hors événements exceptionnels.

En tenant compte des prévisions du Statec quant à la croissance économique réelle pour 2007 à savoir 4%, et en considérant l'élasticité des recettes de TVA à la croissance économique, il a été décidé de retenir pour 2007 une croissance des recettes de TVA de 50 millions d'euros. Vu les éléments qui précèdent, les recettes pour ordre retenues au projet de budget 2007 sont de 1,755 milliards d'euros et le produit net TVA de 1,3507 milliards d'euros.

Il va de soi que la détermination des recettes TVA pour ordre 2007 et du produit net TVA 2007 doit être prudente dans la mesure où certaines activités d'une importante société de commerce électronique cesseront en 2007 et qu'il est difficile d'estimer le comportement des consommateurs résidents et non résidents qui consomment dans les quatre pays composant la Grande Région.

4. L'accord Tripartite conclu fin avril 2006 entre le Gouvernement et les partenaires sociaux identifie le rétablissement de la situation sur le marché de l'emploi et la réduction du chômage comme une priorité de l'action politique à court, moyen et long terme. Le Gouvernement est en train de mettre en œuvre les décisions prises en concertation avec les partenaires sociaux. À terme, le nombre de chômeurs et le nombre de personnes bénéficiant de mesures actives en faveur de l'emploi seront ainsi réduits, ce qui induira une réduction durable des dépenses du Fonds pour l'Emploi. Au-delà de l'exercice 2007, le Fonds pour l'Emploi devra être alimenté par d'autres recettes fiscales (par exemple impôt de solidarité) et budgétaires.

5. La pratique de la fraude en matière de TVA conduit à des pertes budgétaires et à des atteintes au principe de la justice fiscale. De plus, elle provoque des distorsions de concurrence.

Depuis surtout l'abolition des contrôles douaniers aux frontières en 1993 (les contrôles ont été déplacés dans les entreprises et sont à effectuer, a posteriori, par les fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines), des escroqueries intracommunautaires organisées s'ajoutent aux fraudes connues jusqu'à cette date. Des circuits commerciaux fictifs sont construits dans le seul but d'éluder d'importantes sommes de TVA au Luxembourg et ailleurs dans l'Union européenne.

À ce nouveau défi s'ajoute la véritable explosion du nombre d'assujettis inscrits au Luxembourg (1992: 23.000 => 2006: 41.000).

Toutes ces circonstances exigent des modifications des procédures de contrôle de l'administration.

Le renforcement de l'effectif et parallèlement le développement d'une analyse de risque et une formation adaptée des vérificateurs permettront des contrôles plus fréquents et plus efficaces dans les entreprises et donc, à moyen terme, une augmentation des recettes TVA.

Question 1352 (19.10.2006) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**avenir professionnel des élèves inscrits en section horticole au Lycée Technique Agricole (LTA) d'Ettelbruck**:

Le nouveau complexe scolaire, les nouvelles serres ainsi que le nouveau sas hygiénique, récemment installés au LTA d'Ettelbruck, répondent aux besoins des élèves inscrits en section horticole dans cette école, dont le nombre demeure important. Ainsi pour la seule année scolaire 2005/2006 la section horticole enregistre cinq réussites en régime de technicien, 27 réussites en CATP et 10 réussites en CCM.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Vu le manque de postes de travail dans le secteur de l'horticulture et vu le nombre de diplômés dans ce domaine, j'aimerais savoir quels sont les débouchés qui s'offrent de nos jours ces derniers?

- Au cas où ces diplômés n'arrivent pas à s'intégrer sur le marché de travail, quelles sont les solutions envisagées à leur égard?

- Ne pourrait-on pas recourir à ces jeunes diplômés afin de développer davantage la production horticole au Luxembourg partant du fait qu'actuellement seulement 1% des besoins en légumes de notre pays proviennent de la production nationale?

Réponse (1.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. La situation des diplômés varie selon la formation qu'ils ont suivie: La section horticole se compose de quatre sous-sections menant à quatre métiers différents:

- le fleuriste (Florist) fait partie du secteur des services. Il est employé dans les magasins fleuristes y compris dans le cadre de grandes surfaces; plus rarement dans les administrations communales et publiques;

- le floriculteur (Zierpflanzengärtner) fait partie du secteur des productions primaires. Il travaille chez des horticulteurs qui produisent des plantes ornementales. Les débouchés sont actuellement assez limités au Grand-Duché;

- l'horticulteur-maraîcher (Gemüse-gärtner) fait aussi partie du secteur des productions primaires. Il travaille chez des horticulteurs qui produisent des légumes ainsi que dans des initiatives de mise au travail comme chef d'équipe ou d'insertion au travail. Toutefois les débouchés sont assez limités au Grand-Duché,

- le pépiniériste-paysagiste (Baumschulgärtner - Garten- und Landschaftsgärtner) appartient aussi au secteur des productions, mais la plupart des élèves s'orientent vers le secteur des services (partie paysagiste) et productions primaires (partie pépiniériste). Il existe des débouchés dans les pépinières, entreprises paysagistes, les Garden-Center, les initiatives de mise au travail (chef d'équipe) ou d'insertion au travail, les administrations communales et publiques.

Nombre d'élèves aux LTA (octobre 2006)

	Fleuriste	Floriculteur	Horticulteur-Maraîcher	Pépiniériste - Paysagiste
Technicien en horticulture	23			
10 ^e CATP	52			
11 ^e CATP	14	0	4	28
12 ^e CATP	12	0	2	24
12 ^e Cours du soir	5	0	0	4
10 ^e CCM	6	0	0	22
11 ^e CCM	4	0	0	24
12 ^e CCM	5	0	0	18

2. L'Administration de l'Emploi nous informe que le nombre de demandeurs d'emploi dans le secteur horticole s'élève à 350. Il est toutefois à ce stade impossible de vérifier combien sont détenteurs d'un diplôme (CATP ou technicien).

Toutefois, vu que plus de 95% des apprentis ont choisi une formation dans le domaine de la prestation de services (Fleuriste et Pépiniériste-Paysagiste) et non pas dans ceux des productions primaires, comme floriculteur ou horticulteur-maraîcher, une augmentation de la production horticole nationale est peu envisageable.

Par ailleurs, pour se lancer dans la création d'une entreprise, que ce soit pour la production ou pour le secteur de services, un diplômé doit avoir acquis une solide expérience professionnelle dont une partie à l'étranger. La création d'une nouvelle entreprise de production en horticulture nécessite un investissement financier important.

La création d'une zone horticole permettrait d'établir de nouvelles entreprises dans le domaine de la production et de créer des emplois. Une telle démarche dépasse évidemment le cadre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Question 1353 (19.10.2006) de **M. Henri Kox** (DÉI GRÉNG) concernant la **transparence dans le domaine des subventions agricoles**:

Dans le cadre de l'initiative européenne de transparence, la Commission européenne publie depuis le 10 octobre les bénéficiaires ainsi que les montants de certaines subventions financières de l'Union européenne sur le site web EUROPA. La publication des données relatives aux montants et bénéficiaires de subventions agricoles est cependant du ressort des États membres. Il se trouve que quatre pays européens ont déjà rendu accessible les données relatives aux montants et bénéficiaires des subventions agricoles, le Luxembourg n'en faisant pas partie.

Dans ce contexte je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Luxembourg entend contribuer à ces efforts de transparence et publier également les données relatives aux bénéficiaires et aux montants reçus dans le domaine agricole?

Réponse (23.11.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Dans son Livre vert sur la transparence (COM 2006/194) la Commission avait annoncé des actions dans trois domaines:

- meilleure transparence dans le domaine du lobbying et des actions des groupes de pression au

près des services de la Commission,

- instauration systématique d'une procédure de consultation publique des parties intéressées dans les processus décisionnels et/ou législatifs,

- publication de l'identité des bénéficiaires des fonds européens.

Actuellement la Commission européenne, sous sa seule autorité, rend déjà publiques les données sur les bénéficiaires des fonds européens qu'elle gère directement de façon centralisée.

Dans le cadre du nouveau règlement financier de l'UE pour la période 2007 à 2013, une approche législative a été approuvée par les États membres afin de publier les données individuelles des bénéficiaires dans les domaines du budget communautaires exécutés en gestion partagée entre l'UE et les États membres, par exemple la Politique agricole commune, avec la Politique commune de la pêche et les fonds structurels.

Ce processus va être lancé à partir de 2009 pour les paiements de la PAC, étant entendu que cette question doit encore être examinée par le Parlement européen.

Question 1355 (20.10.2006) de **M. Camille Gira** (*DÉI GRENG*) concernant les **laboratoires prenant en charge les analyses pour les animaux de compagnie**:

Au Luxembourg il n'existe actuellement pas de laboratoire prenant en charge les analyses prescrites par des médecins vétérinaires pour les animaux de compagnie. Ces analyses sont pour l'instant effectuées par des laboratoires à l'étranger et il arrive régulièrement qu'un animal meure avant l'obtention des résultats des analyses.

Dans ce contexte je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Étant donné que le Laboratoire national manque de personnel, ne pourrait-on pas profiter d'une augmentation de ses effectifs pour que ces analyses soient prises en charge par la division vétérinaire de celui-ci?

Réponse (13.11.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

Pour répondre à la question parlementaire de l'honorable Monsieur Camille Gira, je voudrais d'abord rappeler les compétences attribuées au Laboratoire de Médecine vétérinaire lors de sa création en 1922: le dépistage des maladies contagieuses des animaux de rente par des examens parasitologiques, bactériologiques, virologiques et sérologiques, le dépistage des zoonoses ou encore le diagnostic de toute autre maladie des animaux de rente et du gibier et accessoirement des animaux de compagnie.

Le rôle primordial du Laboratoire de Médecine vétérinaire consiste donc dans la surveillance et le diagnostic des maladies contagieuses des animaux de rente aux fins d'assurer un statut sanitaire élevé à notre cheptel producteur et de prévenir toute apparition de zoonose sur notre territoire. La prise en charge du diagnostic des animaux de compagnie n'est prévue qu'à titre accessoire.

Or, l'honorable Député n'est certainement pas sans savoir qu'actuellement nos animaux de rente sont exposés au risque de la contamination par plusieurs maladies émergentes, telles la fièvre catarrhale ovine, la peste porcine et la salmonellose, sans oublier la lutte contre la grippe aviaire. Sachant que le statut sanitaire élevé de notre cheptel est une priorité absolue et que la lutte contre ces maladies émergentes requiert des analyses rapides et nombreuses, il est évident qu'il ne reste guère de disponibilités pour effectuer des analyses pour des animaux de compagnie.

S'il est vrai qu'une augmentation de l'effectif, telle que préconisée par l'honorable Député, permettrait de réaliser un nombre plus élevé d'analyses, force est de constater que suite aux augmentations opérées au cours des dernières années les locaux disponibles pour la réalisation des travaux analytiques arrivent à leur limite de capacité.

C'est la raison pour laquelle l'implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire dans la phase 1 du futur Laboratoire National de Santé à Dudelange revêt une grande priorité.

Dans l'attente, l'examen des animaux de compagnie ne saurait se faire qu'à titre tout à fait accessoire en fonction de la disponibilité du personnel et de l'infrastructure.

Cette approche nous place, d'ailleurs, au même niveau que les laboratoires vétérinaires officiels des pays avoisinants qui concentrent leur travail analytique sur les animaux de rente et les zoonoses alors qu'ils cèdent aux laboratoires

privés l'initiative de se spécialiser dans les procédures de diagnostic des maladies des animaux de compagnie.

Question 1356 (20.10.2006) de **M. Camille Gira** (*DÉI GRENG*) concernant l'**ouverture contrôlée des écluses du barrage de la Sûre**:

Selon nos informations, les écluses du barrage de la Sûre sont ouvertes à intervalles réguliers afin de permettre à l'eau de s'écouler. Or, ce déversement instantané provoque des crues pouvant atteindre les 50 cm derrière le barrage. Ces immersions régulières causent des dommages à la flore et à la faune.

Dans ce contexte je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-il envisageable de procéder à une ouverture contrôlée des écluses, permettant un déversement moins brutal de l'eau afin de protéger la flore et la faune des rivages avoisinants?

Réponse (28.11.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

L'exploitation de la Centrale hydro-électrique d'Esch/Sûre est gérée par la convention conclue entre d'une part l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par les Ministères des Finances, de l'Économie, des Travaux publics et de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et, d'autre part, la Société luxembourgeoise des énergies renouvelables Soler. Cette convention définit le mode et les consignes d'exploitation de la Centrale.

L'exploitation de la Centrale d'Esch/Sûre en fonction des besoins du réseau Cegedel provoque de fortes variations brusques du débit de la Sûre à la sortie de l'usine principale, située au pied du barrage principal, qui se propagent à travers les trois bassins complémentaires qui assurent le maintien d'un plan d'eau constant dans la localité d'Esch/Sûre. Le quatrième bassin sert de bassin de compensation pour amortir ces variations de débit vers l'aval. Le barrage du bassin de compensation doit être exploité de façon à assurer un débit d'écoulement plus régulier en aval du barrage afin que ne soit pas porté préjudice à la faune et à la flore du cours d'eau. Notons que le cours d'eau de la Sûre en aval du quatrième barrage de compensation est caractérisé par un état beaucoup plus naturel, particulièrement vulnérable à des changements brusques et importants de débit d'eau.

Les variations horaires du débit de la Sûre en aval du barrage de compensation (quatrième bassin) ne doivent pas être supérieures à:

- 50% endéans une heure lors des augmentations de débit,

- 20% endéans une heure lors des diminutions de débit.

Le calcul de ces échelons s'opère à partir du débit aval établi.

Il est admis que le volume total du bassin de compensation sera mis à profit pour limiter les variations de débit en aval précitées.

Question 1357 (20.10.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*) concernant la **sécurité du trafic ferroviaire transfrontalier**:

Dans un communiqué les syndicats des cheminots français réunis au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail viennent de lancer de graves accusations à l'encontre de l'orga-

nisation du transport ferroviaire au Grand-Duché et parlent de «diverses anomalies et dysfonctionnements se produisant quotidiennement en territoire luxembourgeois». Le récent accident ferroviaire n'en serait que la preuve incontestable. Pointés du doigt sont notamment des problèmes au passage de la frontière (inefficacité de l'alerte radio, impossibilité de coupures d'urgence de l'électricité, ...).

Ainsi les questions suivantes s'imposent:

1. Qu'en est-il de la base factuelle de ces accusations?

2. Monsieur le Ministre avait-il connaissance de l'existence des problèmes chroniques évoqués par les syndicats des cheminots français?

3. Quelles sont les améliorations, notamment au niveau de la sécurité du trafic ferroviaire transfrontalier qui s'imposent?

Réponse (27.11.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'exploitation technique d'une section de ligne transfrontalière est soumise à des dispositions particulières contenues dans des consignes communes arrêtées avec les réseaux limitrophes, notamment l'obligation de changer de canal RST au droit de la frontière ainsi que de franchir une section de séparation de caténaires.

Il est évident que la sécurité de la circulation des trains sur une telle section ne repose pas sur les deux mesures citées par l'honorable Député, qui ne constituent que des moyens ultimes de secours d'urgence.

En ce qui concerne l'accident mortel survenu à Zoufftgen le 11 octobre 2006, les enquêtes communes SNCF et CFL n'ont pas fait état de dysfonctionnements au niveau des installations techniques de sécurité tant du côté français que du côté luxembourgeois.

Jusqu'à cette date aucun problème au niveau du passage de la frontière franco-luxembourgeoise ni en situation normale ni en situation perturbée n'a été communiqué aux CFL. À l'instar des CFL, Monsieur le Ministre a pris connaissance de la publication du communiqué de presse des syndicats français en date du 17 octobre 2006 qui fait allusion à des préten- dus dysfonctionnements.

Suite à l'accident mortel de Zoufftgen les CFL analysent, avec l'assistance d'un expert externe, les installations techniques et les dispositions réglementaires des sections de frontière avec les réseaux ferrés français, allemand et belge. Par ailleurs, ils mettent en service un poste mobile RST SNCF au Poste Directeur de Bettembourg en attendant l'installation du système Radio Mobile Numérique ERTMS/ETCS sur le ferré luxembourgeois prévue à partir de l'année 2007 et installent deux lignes téléphoniques directes entre le Poste Directeur de Bettembourg et la centrale de gestion du courant de traction électrique installée à Pagny/Moselle ainsi qu'entre le Poste Directeur de Thionville et la centrale de gestion du courant de traction électrique installée à Luxembourg. Par ces lignes directes la coupure d'urgence du courant peut être accélérée des deux côtés de la frontière.

Question 1358 (20.10.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant la **revalorisation de l'éducation physique et sportive à l'école primaire**:

Sachant que l'activité sportive est un moyen efficace dans la lutte contre l'obésité, différents experts

réclament la revalorisation de l'éducation physique et sportive à l'école primaire. Pour atteindre ce but, on pourrait permettre à des chargés de cours d'éducation physique de l'enseignement secondaire d'accéder à la fonction d'instituteur enseignant le sport dans le primaire.

Au vu de ce qui précède, et par analogie à la loi du 5 juillet 1991 qui avait prévu une mesure transitoire et unique permettant à certains chargés de cours d'accéder à la fonction d'instituteur, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Quelle est la position du Ministère de l'Éducation nationale sur ce sujet?

- Le Gouvernement cherche-t-il le dialogue avec les enseignants concernés afin de sonder leur opinion à ce sujet?

Réponse (14.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Il est évident que l'activité sportive est un moyen efficace dans la lutte contre l'obésité. Les cours d'éducation physique et sportive contribuent à augmenter en quantité et en qualité l'activité motrice de nos enfants.

La plupart des cours d'éducation physique et sportive sont assurés par des instituteurs brevetés admis à la fonction. Dans la réponse à la question parlementaire N°0418 de Madame Françoise Hetto-Gaasch (*cf. compte rendu N°11/2004-2005*), j'ai signalé en date du 25 avril 2005 que le nombre de chargés de cours, y inclus ceux qui font partie de la réserve de suppléants, était de 56 personnes au cours de l'année scolaire 2004/2005. Il faut relever que certains chargés de cours ont accompli un cycle universitaire complet en éducation physique et sportive.

Étant donné que la loi du 5 juillet 1991 portant entre autres fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur retient dans son article 1^{er} que cette disposition constitue une mesure transitoire et unique, une telle formation ne peut être répétée.

Je me réfère encore une fois à ma réponse à la question parlementaire N°0418 au sujet des modalités suivant lesquelles les chargés de cours d'éducation physique et sportive peuvent accéder à la profession d'instituteur dans laquelle j'avais expliqué que ces candidats ne peuvent toutefois pas être recrutés comme instituteurs, vu qu'ils ne remplissent pas les conditions d'admissibilité au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur. La profession d'instituteur est seulement accessible qu'aux candidats détenteurs d'un certificat d'études pédagogiques ainsi qu'aux candidats détenteurs d'un diplôme étranger d'instituteur conforme aux dispositions de l'article 3 de la directive du Conseil 89/48/CEE du 21 décembre 1988.

J'avais ajouté que les candidats qui souhaitent le faire doivent s'inscrire dans une formation d'instituteur de l'enseignement primaire, où ils pourront demander une validation des crédits de leur formation universitaire initiale (ECTS) respectivement des acquis professionnels éventuels auprès de l'Université de Luxembourg.

Quelques chargés de cours ont demandé et reçu auprès de mes services des renseignements sur les démarches éventuelles à suivre.

Question 1359 (20.10.2006) de **M. Laurent Mosar** (*CSV*) concernant la **«loi antitabac»**:

Le texte de la loi relative à la lutte antitabac prévoit à l'article 6 (1) 11

qu'il est interdit de fumer «dans les autobus des services de transports publics de personnes, même à l'arrêt ou en stationnement».

Un dépliant d'information a été publié par le Ministère de la Santé dans le but d'informer le grand public sur les dispositions de la nouvelle loi. La version française du dépliant reprend la formulation citée ci-dessus, tandis que dans la version allemande le passage «à l'arrêt» est traduit par «Haltestellen». Les deux variantes ont donc un sens différent, ce qui mène, selon mes informations, régulièrement à des discussions, voire à des disputes entre fumeurs et non-fumeurs aux arrêts de bus ou dans les abribus.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement est-il au courant de cette situation ambivalente pour nos concitoyens?

- Ne faudrait-il pas de l'avis de Monsieur le Ministre de la Santé:

- soit rééditer le dépliant, cette fois-ci avec la bonne traduction du passage «à l'arrêt»,

- soit modifier la loi de façon à interdire de fumer aux arrêts de bus ou dans les abribus?

Réponse (8.11.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Parlementaire constate une discordance entre les versions française et allemande du dépliant d'information publié par mes services en rapport avec l'interdiction de fumer dans certains lieux édictée par la loi antitabac. Si la version française reproduit correctement la loi aux termes de laquelle «il est interdit de fumer dans les autobus des services de transports publics de personnes, même à l'arrêt ou en stationnement» la version allemande laisse erronément entendre que l'interdiction s'étendrait aux arrêts de bus (Haltestellen) ou abribus.

Le prédit dépliant a été diffusé à tous les organismes et établissements concernés par l'interdiction de fumer ainsi qu'à toute personne du public qui en a fait la demande. Étant donné la grande demande émanant du public, ainsi que d'établissements concernés qui ont sollicité des exemplaires supplémentaires, le dépliant d'information s'est très vite trouvé épuisé. De nouveaux dépliants ont été imprimés. Ils sont d'ores et déjà disponibles et communiqués à quiconque en fait la demande auprès de la Division de la médecine préventive et sociale de la Direction de la Santé.

L'erreur de traduction n'est bien entendu plus reproduite dans la nouvelle édition.

Quant à la solution alternative proposée par l'honorable Parlementaire, à savoir modifier la loi pour y ajouter une interdiction de fumer dans les arrêts de bus ou abribus, je n'en vois pas la nécessité, alors que ces emplacements se trouvent situés totalement ou au moins partiellement à l'air libre.

Question 1361 (23.10.2006) de **M. Ben Fayot** (*LSAP*) concernant l'**accessibilité des lieux publics aux chiens d'accompagnement**:

En sus des personnes non voyantes, de plus en plus de personnes handicapées voyantes ont recours à des chiens d'assistance ou d'éveil pour augmenter leur qualité de vie, aussi au Luxembourg.

Malgré des initiatives de sensibilisation, des personnes handicapées accompagnées de tels chiens se voient refuser l'accès à certains bâtiments publics tels que des supermarchés et restaurants, tout en ayant accès à d'autres bâtiments de ce type. Il en est de même d'établissements offrant un travail à une personne handicapée ou assurant l'éducation scolaire d'un enfant handicapé.

Or, des études réalisées à l'étranger démontrent le bienfait qu'apporte à une personne handicapée la présence d'un tel chien dans toutes ses activités quotidiennes, y compris l'accompagnement à l'école et au lieu de travail, ce dans l'esprit d'une pleine intégration des personnes handicapées et de leur autonomie maximale dans la vie quotidienne.

Dans sa réponse du 23 mars 2005 à la question parlementaire N°0315 (cf. *compte rendu N°8/2004-2005*), Madame la Ministre avait annoncé que «les travaux préparatifs à une révision de la réglementation sur l'accessibilité des lieux ouverts au public sont actuellement en cours. L'examen quant à la possibilité de l'introduction d'une disposition réglant l'accès aux chiens accompagnant les personnes handicapées et les non voyantes est envisagé pour faire, le cas échéant, partie intégrante de ces travaux».

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Madame la Ministre où en sont les travaux préparatoires à une révision de la réglementation sur l'accessibilité des lieux publics à ces chiens d'accompagnement. Dans quel délai un projet de loi y afférent sera disponible?

- Madame la Ministre peut-elle également préciser dans quelle mesure la révision précitée tiendra compte de l'accès aux bâtiments scolaires et aux lieux de travail pour les élèves et adultes handicapés en possession d'un tel chien d'accompagnement, fut-ce sous certaines conditions?

Réponse (27.11.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration**:

Actuellement il existe deux règlements grand-ducaux qui autorisent l'accès des chiens guidant des personnes aveugles à des lieux publics précis. Il s'agit du règlement grand-ducal du 11 mars 1997 portant modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 1988 relatif à l'hygiène dans le commerce des denrées alimentaires et du règlement grand-ducal du 11 mars 1997 portant modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 1988 fixant les conditions d'hygiène et de salubrité dans le secteur de l'alimentation collective.

À l'initiative du Ministère de la Famille et de l'Intégration et en concertation avec Monsieur le Ministre de la Santé, les termes «chiens guidant des personnes aveugles» employés aux articles 2, point 7, respectivement 8, point 12 des prédicts règlements seront remplacés dans le cadre de la révision actuelle de la législation sanitaire par le Ministère de la Santé par ceux de «chiens d'aide accompagnant des personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, moteur, sensoriel ou mental, et dont le propriétaire peut justifier de l'éducation de l'animal».

La modification de ces articles a pour objet de placer les chiens d'aide pour personnes handicapées sur un pied d'égalité avec les chiens guides d'aveugles en ce qui concerne leur accès à des locaux de vente de denrées alimentaires ainsi qu'aux locaux servant au débit de boissons alcooliques et non alcooliques ou d'autres aliments prêts à la consommation sur place. Cette mesure a pour objet d'éviter toute discrimination injusti-

fiée entre les personnes ayant un handicap différent de la cécité qui se font accompagner par un chien d'aide par rapport aux personnes aveugles qui recourent aux services d'un chien guide.

En ce qui concerne l'accès des chiens d'aide accompagnant des personnes handicapées à d'autres lieux ouverts au public, notamment l'accès aux lieux de travail des élèves et adultes handicapés, il est envisagé d'intégrer des dispositions réglant ces questions dans un nouveau texte légal étant donné que les textes existants ne s'y prêtent pas.

Question 1362 (24.10.2006) de **MM. Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marco Schank (CSV)** concernant la **sécurité routière sur la route nationale RN7**:

Au cours des dernières semaines, deux accidents très graves se sont produits sur la RN7 (E420) en direction de Wemperhardt entraînant la mort de deux personnes. Dans les deux cas les chauffards responsables de l'accident avaient perdu le contrôle de leur véhicule avant de heurter des automobilistes innocents circulant en sens inverse.

Afin de prévenir des sorties involontaires des automobilistes sur les voies opposées et de protéger de manière optimale les usagers de la route, des mesures de protection efficaces doivent être mises en place sur la RN7. Ainsi l'installation d'un mur de protection en béton appelé communément «mur californien» pourrait efficacement empêcher la traversée des véhicules et protéger les personnes circulant en sens inverse.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-il envisagé d'améliorer la sécurité routière sur la RN7 (E420) à court terme par l'installation d'un «mur californien» ou au moins sur les tronçons à haut risque?

- Est-il envisagé, dans le moyen terme, d'aménager à double voie la RN7?

- Dans la négative, quelles autres solutions peuvent être envisagées afin de diminuer le risque d'accident sur ladite route?

Réponse commune (1.12.2006) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et M. Lucien Lux, Ministre des Transports**:

Au vu du fait que l'installation d'un «mur californien» rend nécessaire l'aménagement de voies doubles dans les deux sens de circulation et comme le risque d'un véhicule hors contrôle ne se limite pas seulement à quelques tronçons précis de la RN7 entre le lieu-dit «Friedhof» et la frontière belge, un tel projet prendrait une grande envergure et sa planification ne pourrait avoir lieu qu'à long terme. En effet, outre les nombreuses adaptations que cela impliquerait, tous les carrefours seraient à réaménager respectivement à déniveler.

Dans l'immédiat, un certain nombre de mesures précises sont à l'étude.

Il sera examiné si les limitations de vitesse sont toujours appropriées sur ladite route ou s'il s'avère que ces limitations doivent être révisées vers le bas. Il sera également vérifié si le nombre des panneaux de signalisation en place informe adéquatement les usagers de la route sur les périls éventuels qui guettent sur cette route ou s'il faut, le cas échéant, élargir le dispositif de panneaux de signalisation par d'autres mesures qui signalent de façon plus claire et plus prompte les dangers.

À cela s'ajoute l'étude pour la mise en œuvre d'un éclairage adéquat aux endroits à brouillard fréquent. Aussi l'Administration des Ponts et Chaussées analyse-t-elle actuellement les possibilités et les effets pouvant résulter d'une adaptation du marquage et de la signalisation horizontale sur la RN7.

Par ailleurs Monsieur le Ministre des Transports va instruire la Commission de Circulation de l'État d'examiner dans le cadre de leurs travaux si ladite route présente un ou plusieurs sites à haut risque, diits points noirs, et le cas échéant d'étudier si ces sites s'apprêtent pour la mise en place éventuelle de radars automatiques.

Enfin, le département des Travaux publics se propose d'entamer un audit de sécurité sur ce tronçon de la RN7.

Question 1363 (24.10.2006) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant la **conférence et séminaire «Le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes»**:

Le séminaire que le Ministère de l'Égalité des Chances organise du 23 au 24 octobre 2006 à l'hôtel Hilton à Luxembourg-Dommeldange vient d'essuyer une critique virulente de la part de l'«Association des Hommes du Luxembourg» (AHL) qui dénonce une vision partielle, idéologique et unilatérale dont témoignerait l'orientation même de ce séminaire.

Ces critiques m'amènent à poser les questions suivantes:

1. Combien ce séminaire coûtera-t-il en tout au contribuable?

2. Quels sont les critères ayant déterminé le choix des différents experts étrangers et des autres participants à la table ronde?

3. Est-ce que Madame la Ministre de l'Égalité des Chances ne voudrait-elle pas répondre favorablement à la demande de l'AHL et accepter un débat public avec cette Association sur les problèmes des hommes au Luxembourg?

Réponse (14.11.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances**:

1. Le coût prévisionnel de la conférence des 23 et 24 octobre 2006 s'élèvera à 11.424,18 euros, 80% des frais étant remboursés par la Commission européenne.

2. Les critères ayant déterminé le choix des experts étrangers et des personnes ayant participé à la table ronde ont été:

- la contribution de l'intervenant au sujet, à savoir le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité des femmes et des hommes;

- l'expérience des intervenants en la matière;

- un chercheur en matière d'études des masculinités

- un responsable d'un projet pour hommes

- des représentants du patronat et du syndicat

- un directeur d'une école pour parents

- des pères

- la représentation des trois pays partenaires du projet.

3. L'Association des Hommes du Luxembourg a bien été invitée à la conférence sur le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité des femmes et des hommes.

Elle n'a pas saisi l'opportunité du débat public à cette manifestation qui était pourtant l'occasion propice pour engager un dialogue concernant la thématique en question.

Question 1364 (24.10.2006) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant la **législation relative à l'exercice de la profession de notaire**:

La profession de notaire est réservée au Luxembourg, comme d'ailleurs dans la plupart des États membres de l'Union européenne, aux nationaux. Pour la Commission européenne une telle condition de nationalité serait contraire au principe de libre établissement et constituerait une entrave à la libéralisation des services prônée par Bruxelles. Elle fait encore valoir que le notaire n'exerce aucune activité participant de l'exercice de l'autorité publique pouvant justifier une telle condition.

À noter que les «anciens» États membres de l'Union européenne, partant le Luxembourg, disposent de deux mois pour modifier leurs législations et autoriser des notaires venant d'autres pays à exercer leur profession sur leur territoire. Passé ce délai, le dossier sera transféré à la Cour de Justice. Il est rappelé dans ce contexte que lors de la négociation en cours de la directive «Bolkestein», la profession de notaire a été exclue du champ d'application de la directive.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelles suites le Luxembourg entend donner à cette décision? Envisage-t-il de modifier le cadre juridique concerné? Dans l'affirmative, pense-t-il libéraliser totalement la profession de notaire ou bien entourera-t-il l'établissement de notaires étrangers de conditions précises?

Réponse (9.11.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**:

Le Gouvernement estime que la condition de nationalité est justifiée du fait que les notaires sont selon la loi «des officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique». Le Gouvernement n'envisage pas pour l'instant de modifier la législation et coordonnera sa démarche avec ses voisins, plus particulièrement la Belgique et la France qui connaissent un système similaire au nôtre.

Question 1365 (25.10.2006) de **M. Roger Negri (LSAP)** concernant le **deuxième avenant à la Convention entre la France et le Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune**:

Au mois de juillet 2006, un deuxième avenant à la Convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune a été paraphé par les deux parties contractantes. Aux termes de l'article 4, point 1. de l'avenant, ce dernier entrera en vigueur dès que les deux parties se seront notifiées l'accomplissement des procédures de ratification qui leur sont propres.

- Étant donné qu'au Luxembourg la ratification de l'avenant en question devra se faire par le biais d'une loi, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre a l'intention de déposer dans un futur proche un projet de loi y relative à la Chambre des Députés?

Réponse (6.12.2006) de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances**:

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que les dispositions de l'Avenant permettront l'imposition des bénéfices, revenus et gains provenant de l'exploitation et de l'aliénation de biens immobiliers dans l'État de la situation de l'immeuble, et ceci sans distinction selon que le propriétaire de l'immeuble est une personne physique, une société de capitaux ou une société dite transparente, ou selon que l'immeuble est ou n'est pas affecté à un établissement stable dans l'État de sa situation. Force est de constater que le présent Avenant rétablira le principe général appliqué en matière de droit fiscal international qui consiste à imposer les revenus immobiliers dans l'État de la situation de l'immeuble, principe écarté par une décision du Conseil d'État français en date du 18 mars 1994. Cette dernière approche n'a cependant pas été partagée par la Cour administrative du Grand-Duché.

Les négociations en vue de l'élaboration d'un Avenant à la Convention fiscale franco-luxembourgeoise avaient repris, il y a une dizaine d'années, mais tous les essais ont toujours échoué en raison d'autres revendications des autorités françaises.

Finalement, la Partie française s'est contentée du strict minimum en rétablissant la situation antérieure aux deux décisions des deux juridictions suprêmes.

Après la signature de l'Avenant qui a eu lieu le 24 novembre 2006, il est envisagé de déposer le projet de loi portant approbation dudit Avenant à la Chambre des Députés au début de l'année prochaine.

Question 1366 (25.10.2006) de **M. Jos Scheuer (LSAP)** concernant la **loi sur bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil - commission des loyers**:

La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil dispose en son article 7, paragraphe (1), premier et deuxième alinéas ce qui suit:

«Dans les communes de 6.000 habitants et plus, il est institué une ou plusieurs commissions des loyers.

Plusieurs commissions des loyers sont instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants. Un règlement grand-ducal déterminera la zone de compétence territoriale et le siège de ces commissions des loyers.»

Faute d'explications plus détaillées dans le commentaire des articles qui accompagnait le projet de loi devenu la loi susmentionnée, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

a) En vertu de l'article 7, paragraphe (1), deuxième alinéa, une commune de moins de 6.000 habitants a-t-elle le droit de mettre en place sa propre commission des loyers?

b) Est-ce que plusieurs communes comptant chacune moins de 6.000 habitants peuvent instituer une commission des loyers commune, même si le total du nombre d'habitants des communes impliquées reste en deçà du seuil de 6.000 habitants?

c) Est-ce que la loi permet aux communes de moins de 6.000 habitants de s'associer à une commune de plus de 6.000 habitants dans le but d'instituer une commission des loyers commune?

d) En cas de réponse affirmative aux questions a) et b), est-ce que les commissions des loyers mises en place par une seule commune de moins de 6.000 habitants ou par plusieurs communes d'un total de moins de 6.000 habitants auront le même statut juridique et les

mêmes pouvoirs que les commissions des loyers des communes ou ensembles de communes de plus de 6.000 habitants?

Réponse (1.12.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Étant donné qu'il existe bon nombre de petites communes où il n'y a que très rarement une affaire relevant de la compétence de la commission des loyers, il a été jugé utile de ne plus maintenir l'obligation pour chaque commune d'avoir une commission des loyers. L'article 7 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil prévoit qu'un règlement grand-ducal déterminera la zone de compétence territoriale et le siège des commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants, et ceci surtout pour des raisons de transparence.

Une commune de moins de 6.000 habitants n'a donc pas le droit de mettre en place - quand bon lui semble - sa propre commission des loyers, à moins qu'il soit expressément prévu dans ledit règlement grand-ducal que la zone de compétence territoriale d'une commission des loyers donnée est limitée à cette seule commune.

Le projet de règlement grand-ducal en question est actuellement en cours d'élaboration. Jusqu'à l'entrée en vigueur de ce règlement grand-ducal, l'ancien article 6 de la loi modifiée du 14 février 1955 restera applicable.

Pour ce qui est de la deuxième question, il y a lieu de répondre par analogie à la réponse à la question précédente.

En ce qui concerne la question sub. c), il y a lieu de souligner que la loi fait une distinction claire entre communes ayant plus de 6.000 habitants et celles ayant moins de 6.000 habitants. Les règles de nomination et de révocation (président, membres, secrétaire), le lieu de réunion ainsi que les frais de fonctionnement des commissions des loyers sont différentes pour les deux catégories de communes. Par conséquent, et pour éviter toute confusion, la loi ne permet pas à une commune de moins de 6.000 habitants de s'associer à une commune de 6.000 habitants et plus pour instituer une commission des loyers commune.

En ce qui concerne la question sub. d), il importe de noter que toutes les commissions des loyers, peu importe leur zone de compétence territoriale respective, ont le même statut juridique et les mêmes pouvoirs pour juger les affaires introduites devant celles-ci.

Question 1367 (25.10.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **rapatriements forcés de demandeurs d'asile déboutés**:

Dans sa réponse à une question parlementaire au sujet du retour forcé d'un demandeur d'asile débouté que j'avais posé lors de la séance publique du 24 octobre 2006 (cf. *compte rendu N°2/2006-2007*), Monsieur le Ministre avait répondu qu'une entreprise privée avait été chargée d'effectuer le rapatriement de la personne concernée vers la Biélorussie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions supplémentaires suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la Luxembourg Air Rescue a effectué le rapatriement de la personne concernée?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de fois la Luxem-

bourg Air Rescue a déjà effectué des rapatriements de demandeurs d'asile déboutés à la demande des autorités compétentes?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer quels sont les coûts engendrés par cette pratique à ce jour?

Dans un article de presse, publié en date du 19 avril 2005 dans le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung», Monsieur le Ministre avait fait à l'égard de la situation politique en Biélorussie la déclaration suivante: „Das Regime hat jede Anstrengung unternommen, um auch die letzten kritischen Stimmen zum Schweigen zu bringen und alle Aspekte des politischen und sozialen Lebens des Landes immer fester in den Griff zu nehmen.“

- Monsieur le Ministre est-il toujours d'avis que le régime biélorussien réprime systématiquement toute forme d'opposition politique? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le rapatriement de demandeurs d'asile vers ce pays constitue un risque pour les personnes concernées?

Réponse (11.12.2006) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Comme Monsieur le Député doit l'avoir appris entre-temps, la Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. (LAR) a effectué avec un de ces avions l'éloignement vers Minsk d'un ressortissant biélorusse en date du 12 octobre 2006.

Or, le Gouvernement n'avait pas sollicité directement la mise à disposition d'un avion de la LAR. En effet, la LAR a effectué ce vol en sous-traitance pour la société Luxair Executive SA., une de trois sociétés avec lesquelles le Gouvernement peut procéder, par marché négocié sans publication préalable, à la location d'avions destinés au rapatriement de personnes en séjour irrégulier au Luxembourg qui ne peuvent pas être rapatriées par vol régulier.

Trois autres rapatriements ont été effectués par des avions de la LAR. Une seule fois le Gouvernement avait expressément exprimé le désir de pouvoir recourir à un avion de la LAR, à savoir lors du «transfert Dublin» vers Athènes du ressortissant iranien qui après s'être dérobé de la surveillance de la police judiciaire devait se blesser gravement en faisant une chute dans la vallée de la Pétrusse.

Sachant que tout est entrepris pour effectuer les rapatriements par vol régulier, les cinq vols, individuels où cela n'a pas été possible, ont engendré un coût total de 82.600 euros.

Comme je l'ai déjà relevé dans la réponse à une autre question sur le même sujet (cf. *compte rendu N°3/2006-2007 - question parlementaire N°1372*), la situation des droits de l'Homme et des libertés publiques en Biélorussie est très préoccupante. Le régime de Minsk mérite à cet égard notre entière condamnation. Le cas de la personne rapatriée est néanmoins particulier. Le ressortissant biélorusse n'a pas pu apporter la moindre preuve qu'il était exposé à des menaces ou poursuites du fait de ses convictions politiques ou autres, comme le prévoit explicitement la Convention de Genève relative au statut des réfugiés.

La décision de ne pas lui accorder un statut de protection a été confirmée par les juridictions qui ont eu à statuer sur les recours.

Question 1369 (26.10.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **réglementation de la vitesse applicable sur la RN11 Luxembourg-Echternach**:

Dans une carte blanche diffusée par Radio Lëtzebuerg le 11 oc-

tobre 2006 le président de la Sécurité routière a critiqué la réglementation de la vitesse applicable sur la RN11 menant de Luxembourg à Echternach.

- Comme les limites de vitesse y applicables résultent d'un règlement grand-ducal du 29 mars 2004, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports s'il partage l'avis défendu dans l'émission radiophonique susmentionnée.

- Peut-il en outre m'indiquer combien d'accidents se sont produits sur cet axe routier depuis l'entrée en vigueur de la réglementation actuelle de la vitesse?

- Est-ce qu'il y a eu à cet égard une évolution (positive ou négative) par rapport à la situation d'avant le règlement grand-ducal du 29 mars 2004?

- Est-il vrai que les limitations de vitesse inscrites dans ce règlement grand-ducal en question avaient préalablement à l'entrée en vigueur de celui-ci fait l'objet d'un avis de la Commission de Circulation de l'État? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me dire si un représentant de la Sécurité routière a pris part à la délibération en question et, si oui, s'il s'est opposé aux dispositions critiquées par l'auteur de la carte blanche?

Réponse (27.11.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans un avis du 28 septembre 2001 relatif aux lignes directrices à appliquer pour fixer les vitesses maximales autorisées, la Commission de Circulation de l'État a souligné l'importance et la nécessité d'un système cohérent de limitations réglementaires de la vitesse pour imposer aux usagers de la route la discipline requise en vue d'atteindre le niveau de sécurité souhaité.

La Commission a ainsi constaté que la N7 comporte entre Diekirch et Weiswampach des tronçons à trois voies de circulation et que la vitesse est limitée à 110 km/h sur les tronçons à deux voies de circulation dans une direction.

La Commission a également constaté que la N11 entre Luxembourg et Echternach comporte des similitudes avec la N7, à savoir des tronçons à trois voies de circulation. Poursuivant l'objectif d'un système cohérent de limitations réglementaires de la vitesse, la Commission a proposé de porter la limitation de la vitesse à 110 km/h sur les tronçons à deux voies de circulation dans une direction.

Le même avis a été à la base du règlement grand-ducal du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie de l'État située en dehors des agglomérations. L'avis en question a été approuvé le 21 décembre 2001 par l'Assemblée plénière de la Commission de Circulation de l'État.

En ce qui concerne l'évolution des accidents, trois usagers de la route ont trouvé la mort entre janvier 2000 et mars 2004 sur la N11, à savoir

- le 1^{er} avril 2000: route de Luxembourg à Dommeldange (1 piéton; comportement),

- le 6 août 2001: Dommeldange - Waldhaff (vitesse) et

- le 30 novembre 2003: Echternach - Altrier (vitesse)

et qu'entre avril 2004 et novembre 2006 deux usagers de la route ont trouvé la mort sur la N11, à savoir

- le 14 juin 2004: au croisement Bech/Consdorf (causes: non respect de la priorité et drogues) et

- le 19 décembre 2005: Echternach en direction de Luxembourg (causes: vitesse et verglas).

Question 1370 (26.10.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales**:

Selon mes informations, la situation des jeunes éducatrices et éducateurs diplômés sur le marché de l'emploi s'avère de plus en plus difficile. En effet, le soi-disant «secteur conventionné» offre de moins en moins d'emplois vacants dans le domaine de la pédagogie et les autres employeurs potentiels à savoir l'État et les communes pratiquent une politique de recrutement pouvant être qualifiée de «restrictive».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- La situation actuelle sur le marché du travail concernant les éducateurs justifie-t-elle la création d'un lycée spécialisé pour professions éducatives et sociales?

- Le cas échéant, quelle sera la capacité de ce lycée?

- Les élèves fréquentant ce lycée seront-ils informés au préalable des contraintes régissant actuellement le marché de l'emploi concernant leur profession?

- À part une formation axée sur l'éducation des enfants et l'encadrement des personnes handicapées, ne conviendrait-il pas également de former ces jeunes gens à encadrer les personnes âgées, comme ce secteur est en progression constante?

- Le Gouvernement n'envisage-t-il pas d'inclure dans ce lycée la formation du CATP auxiliaire de vie ainsi que de mettre sur pied une collaboration avec le Ministère de la Famille, susceptible de gérer la formation en cours d'emploi ASF (aide sociofamiliale)?

Réponse (11.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le Ministre du Travail et l'Administration de l'Emploi m'ont rendu attentive en été à la récente évolution sur le marché de l'emploi dans le secteur socioéducatif. En effet, il y a actuellement plus de 100 professionnels socioéducatifs qualifiés inscrits à l'ADEM dont 75% d'éducatrices et éducateurs issus des récentes promotions du Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Ad 1) et 2)

La création de ce lycée s'est avérée nécessaire après le transfert en 2003 des études d'éducateur gradué à l'Université du Luxembourg. Vous n'êtes pas sans ignorer que la Chambre des Députés a voté en 2005 à l'unanimité la création d'un lycée technique spécialisé. Pour l'année scolaire en cours 707 élèves sont inscrits au LTPES et la capacité du lycée à construire à Mersch sera, à moyen terme, de quelque 900 élèves.

Le législateur a à l'époque rejeté l'idée de répartir les classes d'élèves dans plusieurs lycées techniques afin d'éviter l'inconvénient d'une dispersion des moyens et des compétences.

Ad 3)

Les membres des Services de Psychologie et d'Orientation Scolaire et les responsables du LTPES informent les élèves des ordres d'enseignement secondaire et secondaire technique au préalable au sein de leurs lycées de même que les élèves inscrits en première année d'études de l'éducateur de la situation qui règne sur le marché de l'emploi en général.

Question 1372 (27.10.2006) de **M. Félix Braz** (DÉI GRENG) concernant l'**expulsion d'un demandeur d'asile biélorusse**:

Le 12 octobre 2006 un ressortissant biélorusse, demandeur d'asile au Grand-duché, a été expulsé vers son pays d'origine par vol privé dans un avion sanitaire affrété auprès de la Luxembourg Air Rescue.

La Biélorussie vit aujourd'hui un régime politique qui se signale par l'étouffement systématique de toute opposition, une dictature aux portes de l'Union européenne. À son arrivée le ressortissant biélorusse a immédiatement subi des interrogatoires de plusieurs heures, dont on ignore encore quelles en seront les suites.

1. Quelle est la teneur exacte de l'accord d'expulsion entre les autorités luxembourgeoises et biélorusses?

2. Quelles autorités ont fixé les modalités d'expulsion, côté luxembourgeois et côté biélorusse?

3. Qui a pris la décision finale d'expulser le ressortissant biélorusse?

4. Sur quels fondements le Ministère de l'Immigration se base-t-il pour certifier qu'on peut «rapatrier» une personne en Biélorussie sans que celle-ci n'encoure de risques sachant que des sanctions allant jusqu'à deux ans de privation de liberté sont prévues dans le Code pénal Bélarus pour le délit de cette République?

5. Le Gouvernement ne considère-t-il pas que cette décision est tout simplement une erreur grossière? Si oui, ne conviendrait-il pas de permettre au ressortissant biélorusse de rejoindre son épouse au Grand-Duché?

6. Est-ce que le Gouvernement envisage de procéder à d'autres expulsions vers la Biélorussie ou sont-elles suspendues au vu de la situation des droits de l'Homme en Biélorussie? Qu'en est-il de l'épouse du ressortissant biélorusse expulsé?

7. Un suivi de la condition du ressortissant biélorusse expulsé sera-t-il réalisé?

La recommandation 1547 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe prévoit une série de mesures en cas d'expulsion et de refoulement du territoire des étrangers en situation irrégulière dont la présence d'observateurs indépendants lors du transport du départ à l'arrivée.

8. Quelle est la position du Gouvernement quant à l'emploi d'observateurs lors de la procédure d'expulsion?

9. Les organisations luxembourgeoises susceptibles d'observer une expulsion ont-elles été contactées?

10. Est-ce qu'une organisation luxembourgeoise en a fait la demande? Si oui, pourquoi n'a-t-elle pas été accordée?

11. Est-ce que des observateurs indépendants ont pu accompagner cette personne? Dans la négative, pourquoi?

Réponse (16.11.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

1. Il n'existe pas d'accord de réadmission de personnes en situation irrégulière entre le Luxembourg et la Biélorussie. Or, même en l'absence d'un tel accord, dont l'objet est de fixer les conditions et les procédures à respecter lors d'une demande de réadmission d'une personne en séjour irrégulier, les États sont tenus par le droit interna-

tional de réadmettre leurs ressortissants du moment où l'identité et la nationalité de la personne à réadmettre sont établies.

2. La demande de réadmission du ressortissant biélorusse a été adressée par la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration à l'Ambassade de la République de Biélorussie à Bruxelles. Cette ambassade a également délivré le laissez-passer nécessaire au rapatriement de la personne concernée, alors qu'elle était dépourvue d'un titre de voyage.

3. et 4. La décision de rapatrier le ressortissant biélorusse par la Direction de l'Immigration du Ministère a été prise, alors qu'il était débouté de sa demande en obtention du statut de réfugié, décision confirmée par un jugement du Tribunal administratif, de même que par un arrêt de la Cour administrative.

Dans ce contexte il y a lieu de préciser que l'article 14 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère précise que «l'étranger ne peut être expulsé, ni éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont gravement menacés ou qu'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, ou à des traitements au sens des articles 1^{er} et 3 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants».

Or, la personne rapatriée vers la Biélorussie n'a pas pu établir que tel serait le cas après son retour dans son pays d'origine. Ainsi le Tribunal administratif, dans son jugement du 23 novembre 2005, rendu après recours de l'intéressé contre la décision ministérielle de rejet du 6 juin 2005 de sa demande d'asile, a estimé que le récit de l'intéressé était «incohérent, vague et contradictoire», jugement confirmé par la Cour administrative le 23 février 2006.

5. Renseignements pris auprès des instances compétentes d'autres États membres de l'Union européenne, avec lesquels les services de la Direction de l'Immigration sont en contact permanent. Contrairement à certaines allégations, il s'avère qu'entre autres la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne pratiquent une politique de rapatriements vers la Biélorussie. Ainsi, en 2005, les autorités allemandes ont procédé à 137 rapatriements forcés vers la Biélorussie.

Le seul rapatriement forcé auquel le Gouvernement luxembourgeois a procédé jusque-là vers le Biélorussie n'est donc pas une exception dans le contexte européen.

6. Le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu, à l'instar des politiques d'autres États membres de l'Union européenne, de «suspendre» de façon générale les rapatriements vers la Biélorussie. Comme lors de tout rapatriement, il sera évalué de cas en cas si l'éloignement peut se faire en conformité avec l'article 14 de la loi du 28 mars 1972.

7. Le Luxembourg n'étant pas représenté par une ambassade en Biélorussie, un «suivi de la condition» de la personne concernée n'est donc pas facile à établir. Toutefois, il peut être relaté que le ressortissant biélorusse s'est présenté en date du 27 octobre 2006 à l'Ambassade du Luxembourg à Moscou et y a été reçu par le consul. Ceci confirme que la personne en question n'a pas été mise aux ar-

rêts en Biélorussie et a donc pu voyager librement de Minsk à Moscou.

8. à 11. Concernant la recommandation 1547 (2002) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe intitulée «Procédures d'expulsion conformes aux droits de l'Homme et exécutées dans le respect de la sécurité et la dignité», il y a lieu de souligner que cette recommandation a été adressée au Comité des Ministres du même Conseil de l'Europe, afin que celui-ci:

- mène une étude de fond et assure «un suivi par le biais de rapports périodiques sur les procédures et les pratiques mises en œuvre dans les États membres du Conseil de l'Europe (...) pour effectuer les expulsions légalement décidées, en réunissant des informations précises et circonstanciées (...)»;

- établit, «à l'échelle européenne, un groupe de travail (...), afin d'élaborer, dans un esprit pragmatique et humain, un code de bonne conduite» en la matière et

- invite les États membres à respecter un certain nombre de règles en matière de rétention et d'expulsion.

Aucune réponse du Comité des Ministres n'a été donnée jusque-là à la Recommandation de l'Assemblée parlementaire.

En l'absence de cette réponse, le Gouvernement est toutefois disposé à considérer la recommandation en question, notamment dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle loi en matière d'immigration actuellement en cours, de même que dans le cadre de la construction projetée d'un centre de rétention pour étrangers en situation irrégulière.

Question 1373 (27.10.2006) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant l'encadrement individualisé des élèves:

Dans une interview diffusée par RTL Radio en date du 25 octobre 2006, le président du Groupe parlementaire du PCS, Monsieur Michel Wolter, a indiqué qu'un encadrement plus individualisé des élèves, tel qu'il est prévu par la réforme de loi sur l'école primaire ne serait guère réalisable avec les ressources humaines actuellement disponibles. Afin d'éviter des dépenses supplémentaires pour l'État en vue de la réalisation d'un tel encadrement, Monsieur Wolter a proposé une augmentation de l'horaire des enseignants de l'enseignement primaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis de Monsieur Wolter concernant le manque de ressources humaines en vue d'un encadrement et d'un enseignement plus individualisés des élèves? Dans l'affirmative, comment Madame la Ministre entend-elle aborder ce problème?

- Madame la Ministre est-elle également d'avis que la tâche des enseignants de l'enseignement primaire, à l'instar de celle des enseignants de l'enseignement postprimaire, devra être redéfinie, voire augmentée?

Réponse (1.12.2006) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

L'avant-projet de loi réformant l'enseignement primaire prévoit effectivement que l'école de demain devra assurer un encadrement plus individualisé des élèves. Il est notamment prévu de créer dans les arrondissements des équipes multidisciplinaires où différents spécia-

listes collaborent avec les enseignants et conseillent les parents pour assurer une prise en charge des élèves qui ont des difficultés scolaires ou d'autres besoins spécifiques pour les amener vers un succès scolaire. Il va sans dire qu'une telle mesure sollicite des ressources humaines adéquates.

Il ne faut pas oublier que déjà aujourd'hui beaucoup de ressources humaines sont investies dans la prise en charge des élèves. Environ 10,7% des leçons d'enseignement dans l'enseignement primaire et 11,2% des leçons dans l'éducation préscolaire sont utilisées en vue de l'encadrement individuel des élèves. S'y ajoutent environ 110 postes dans l'enseignement spécial qui sont consacrés à la prise en charge d'enfants présentant des difficultés scolaires ainsi que plus de 500 postes dans l'éducation différenciée.

J'estime qu'une répartition plus rationnelle des moyens, telle qu'elle est étudiée actuellement par mes services, pourra pallier de manière significative le manque de ressources humaines. S'il s'avère par la suite que les ressources actuelles ne suffisent pas pour amener les élèves à développer au mieux leurs potentialités et à atteindre un succès scolaire, il me semble évident que le nombre des intervenants devra être renforcé.

Concernant la tâche des instituteurs de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire, il m'importe de préciser que le règlement grand-ducal du 3 mai 1989, stipule que la tâche de l'instituteur se compose d'une tâche d'enseignement, d'une tâche de surveillance, d'une tâche d'orientation et de concertation ainsi que d'une tâche administrative. Ce règlement permet de concevoir la tâche de façon à ce qu'elle permette à l'enseignant de relever les défis qui résulteront de la réforme de la loi scolaire, notamment le dialogue avec les parents et la collaboration avec l'équipe multidisciplinaire.

Question 1374 (27.10.2006) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant la sécurité à l'aéroport:

Le 13 octobre, dans sa réponse à ma question parlementaire N°1269 (cf. *compte rendu N°3/2006-2007*), le Ministre des Transports a assuré qu'il n'y avait pas de manque de sérieux au niveau de la sécurité à l'Aéroport de Luxembourg et que le contrôle d'accès à l'enceinte aéroportuaire ne serait pas défaillant. Or, il se trouve que la veille de cette réponse, la Commission européenne a envoyé un avis motivé au Luxembourg pour non-respect de la législation européenne en matière de sécurité aérienne. Cet avis motivé concerne avant tout la mise en œuvre des règlements européens N°2320(2002) et N°622 (2003). La Commission note que des inspections au Findel ont fait apparaître une mise en œuvre incomplète des normes européennes et, plus grave, la persistance de certaines défaillances répertoriées lors d'inspections antérieures.

Sachant que l'avis motivé est la dernière étape avant la saisine de la Cour de Justice, je me permets de poser les questions suivantes au Ministre:

- À quelle date eurent lieu les dernières inspections au Findel?

- À quel niveau se situent les déficiences?

- Est-ce qu'on a déjà réalisé des progrès depuis cette inspection?

- De quelle période datent les déficiences anciennes non encore rectifiées?

- Dans combien de temps est-ce que le Gouvernement prévoit une mise en œuvre complète des

normes communautaires de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg?

Réponse (5.12.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

La Commission européenne a effectué à deux reprises des inspections visant à vérifier l'application par le Luxembourg des règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile. Une première inspection eut lieu du 19 au 23 juillet 2004 et une inspection de suivi du 23 au 25 mai 2005.

L'avis motivé du 12 octobre 2006 que la Commission a adressé au Luxembourg et qui m'est parvenu par lettre transmissive du 27 octobre 2006 est en rapport avec ces deux inspections qui ont fait état de certaines déficiences au niveau de la sûreté aérienne à l'Aéroport de Luxembourg.

L'honorable Député n'est pas sans savoir que je me trouve dans l'impossibilité d'entrer dans le détail des déficiences constatées.

En effet, les rapports d'audits effectués par les autorités communautaires sont des documents classifiés et la divulgation publique de leur contenu serait par ailleurs incompatible avec l'objectif de la sécurité et la sûreté nationale.

Il y a lieu de constater que des progrès importants ont été réalisés depuis la première inspection au niveau de tous les domaines contrôlés lors de l'inspection de suivi, à savoir le contrôle d'accès, l'inspection-filtrage, la fouille et la vérification des aéronefs et le contrôle du fret, notamment en raison des travaux de coordination entre autorités concernées au sein, notamment, du Comité national de la Sûreté de l'Aviation civile.

Les remèdes aux déficiences constatées concernent à la fois l'adaptation du dispositif législatif et réglementaire, que des mesures opérationnelles qui se sont concrétisées entre autres par un renforcement de la fréquence des contrôles, la mise en place de formations spécifiques, l'établissement d'un catalogue de sanctions administratives et des contrôles aléatoires.

Le Conseil de Gouvernement vient par ailleurs d'arrêter un paquet de mesures de sûreté à mettre en œuvre afin de pouvoir satisfaire dans les meilleurs délais aux prescriptions internationales, européennes et nationales en matière de sûreté à l'Aéroport de Luxembourg.

Le Gouvernement a ainsi arrêté avec précision les rôles incombant aux différents acteurs en matière de sûreté sur le site aéroportuaire afin d'améliorer de manière transversale le dispositif en place. En tant que gestionnaire aéroportuaire indépendant, lux-Airport a été chargé d'effectuer les missions d'exécution de sûreté et dans le domaine du contrôle des personnes, sous la supervision de la Police grand-ducale, et dans le domaine du contrôle du fret, sous la supervision de l'Administration des Douanes et Accises, et ceci en conformité avec les missions lui attribuées par la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare et par le règlement grand-ducal du 14 avril 2003 portant approbation du contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg.

Parallèlement, en plus de l'affectation déjà opérée depuis le 20 septembre 2006 d'un effectif supplémentaire de onze personnes de la Police grand-ducale à l'Aéroport, le Gouvernement a arrêté une programmation pluriannuelle prévoyant un renforcement important de l'effectif des autorités ayant des compétences en matière de sûreté. Ainsi pour 2007 un renforcement de deux agents de la Direction de l'Aviation civile, de 14

agents de la Police grand-ducale, de douze agents de l'Administration des Douanes et Accises et de 36 agents de lux-Airport est programmé. Parallèlement, le budget de 2007 prévoit des crédits substantiels pour l'acquisition du matériel de sûreté requis afin de renforcer la sûreté aéroportuaire.

Le Gouvernement a par ailleurs adopté un programme national de contrôle de la qualité en matière de sûreté de l'aviation civile qui permettra aux administrations de vérifier par des méthodes harmonisées si les opérateurs agissant sur l'Aéroport de Luxembourg sont en conformité avec la réglementation en matière de sûreté.

Avec la mise en place du dispositif précité, le Luxembourg a donc réuni tous les éléments pour assurer une mise en conformité avec la réglementation en vigueur dans les meilleurs délais.

Question 1375 (27.10.2006) de M. Félix Braz (DÉI GRÉNG) concernant le système de sécurité européen ERTMS (European Rail Traffic Management System):

Après l'accident ferroviaire du 11 octobre 2006, les analyses mettent en lumière la complexité des systèmes de sécurité et de signalisation entre le réseau luxembourgeois et les réseaux techniquement différents de nos pays voisins. Ces différences ne facilitent guère le développement d'un véritable réseau ferroviaire européen. Voilà pourquoi le système de sécurité européen ERTMS («European Rail Traffic Management System») prévoit une harmonisation de 20 systèmes nationaux différents.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- À quel stade se trouve la mise en place des différents volets de l'ERTMS au Luxembourg? Quand est-ce que le système sera complètement opérationnel?

- Est-ce que nos pays voisins ont prévu la mise en place complète de l'ERTMS sur leurs réseaux et notamment sur les lignes vers le Luxembourg? Si oui, à quelle échéance?

- Le Ministre ne pense-t-il pas que la Grande Région «SarLorLux-Rhénanie-Palatinat-Wallonie» devra servir de cadre à un projet pilote européen pour la mise en place rapide et complète du système ERTMS?

- Est-ce que le Ministre entend mettre l'introduction rapide et coordonnée de l'ERTMS à l'ordre du jour du prochain Sommet de la Grande Région ou d'une réunion de coopération spécifique avec les exécutifs des régions voisines?

- Est-ce que le Ministre entend prendre une initiative au niveau du Conseil des Ministres des Transports de l'UE et auprès de la Commission européenne pour accélérer la mise en place du système ERTMS?

- Est-ce que l'UE ne devrait pas soutenir prioritairement les investissements nécessaires à l'harmonisation des réseaux transfrontaliers et définir un calendrier contraignant?

- Est-ce que les subventions européennes pour des projets ferroviaires transeuropéens ne devraient pas être liées à une obligation d'introduire le système de sécurité européen sur ces lignes?

Réponse (11.12.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Par sa question parlementaire du 27 octobre 2006, l'honorable Député Félix Braz s'enquiert auprès de Monsieur le Ministre des Transports sur le système de contrôle de vitesse ERTMS/ETCS.

Dans le cadre de la transposition des mesures reprises au plan d'action «Amélioration de la sécurité de l'exploitation ferroviaire», le conseil d'administration des CFL, en sa séance du 29 novembre 1999, a décidé d'introduire le système de contrôle de vitesse européen unifié ERTMS/ETCS niveau 1 sur tout le réseau ferré luxembourgeois. Pour permettre d'améliorer la sécurité ferroviaire à court terme, cette décision a été accompagnée par une mesure transitoire stipulant l'introduction du système d'aide à la conduite MEMOR II+. L'implémentation dudit système est achevée.

Le projet ETCS libellé sous «Installation d'un dispositif d'arrêt automatique des trains et installation d'un système de contrôle de vitesse sur l'ensemble du réseau» a été approuvé par la loi du 24 juillet 2000 sous le projet numéro 9. Son financement est assuré par le Fonds du rail.

Le planning de la mise en place de la partie infrastructure du système de contrôle de vitesse ETCS niveau 1 prévoit un déploiement successif en neuf lots. En 2008/2009 l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois sera équipé du système ETCS niveau 1.

En ce qui concerne la partie du sous-système sol, l'ETCS niveau 1 est actuellement en service sur les tronçons Dommeldange-Ettelbruck-Burden, Ettelbruck-Diekirch et Bissen-Ettelbruck depuis le 20 mars 2004. Les éléments posés sont certifiés conformes aux spécifications européennes.

La partie matériel roulant se compose au stade actuel de trois locomotives électriques de la série 3000, ainsi que de huit automotrices de la série 2000 qui sont équipées du système ETCS. Les CFL sont en train de réaliser l'implémentation sur la série entière des 2000, série qui compte 22 engins. L'équipement du parc restant se fera au fil du temps tout en respectant les critères d'interopérabilité et en assurant le trafic transfrontalier. Dans ce contexte il faut souligner que chaque modification touchant à des organes ou à des systèmes de sécurité, l'implémentation d'ETCS est à considérer comme telle, nécessite une réhomologation sur les réseaux concernés.

Conformément à la directive européenne 2001/16/CE relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen conventionnel, transposée par règlement grand-ducal du 6 juin 2003 en droit luxembourgeois, les textes afférents en matière d'interopérabilité des systèmes de contrôle et de commandement sont également applicables sur le réseau ferroviaire luxembourgeois. L'aménagement du réseau de la radio numérique intégrée ERTMS/GSM-R a été approuvé par la loi du 3 juin 2003 modifiant la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

Actuellement la finalisation de la planification de la couverture et de la performance du réseau de la radio numérique intégrée GSM-R est en cours et la phase 2 concernant les préparations de mise en place est entamée.

Les 20 locomotives de la série 4000, les respectivement six et quatre locomotives de manœuvre des séries 1100 et 1500 (matériel pris en location par les CFL), ainsi que les 18 voitures pilotes disposent déjà d'un équipement bistandard c'est-à-dire d'une radio analogique et numérique (GSM-R).

Une fois la planification du réseau GSM-R terminée et arrêtée, un plan d'implémentation sera établi pour le restant du parc.

Les bénéfices des systèmes ETCS et GSM-R ne se feront réellement sentir une fois que des lignes entières et les trains y circulant seront équipés. Ainsi, la décision d'installer les systèmes ETCS et GSM-R sur une ligne frontalière dépend de

la stratégie des réseaux ferroviaires limitrophes. Pour cette raison, ETCS et GSM-R ne peuvent pas être déployés de manière isolée. De même, une entreprise ferroviaire ne s'engagera pas dans une stratégie de migration sans avoir certaines assurances sur la stratégie des gestionnaires des réseaux qu'elle utilise. À son tour, la stratégie de migration des entreprises ferroviaires aura une influence importante sur la stratégie des gestionnaires d'infrastructures. La nécessité d'une coordination est donc évidente.

Allemagne

Il en ressort de la stratégie de migration ETCS allemande qu'il n'est pas prévu d'équiper la ligne Wasserbillig-Trier (Ehrang) en ETCS. Il est par contre intéressant de noter que le développement d'un module de transmission spécifique (STM) pour le système de sécurité allemand LZB/PZB est actuellement en cours. Ce module STM, qui sera installé à bord des engins de traction, permettra le fonctionnement de l'équipement ETCS côté bord pendant leur parcours sur une ligne non équipée d'ETCS, mais équipée d'un système de sécurité national, dans ce cas précis du LZB/PZB.

En ce qui concerne le déploiement du système GSM-R en Allemagne, celui-ci compte actuellement +/- 2.800 stations de base en service, soit l'équivalent de 24.500 km de lignes équipées du système GSM-R.

France

Le déploiement du système ETCS en France prévoit:

- l'installation du système ETCS niveau 1 sur le réseau ferré français pour assurer l'interopérabilité sur les corridors européens

- l'installation du système ETCS niveau 2 pour augmenter la capacité sur les lignes à grande vitesse (possible seulement si une grande partie des trains en sont équipés). En dehors de ces lignes, aucune application du système ETCS niveau 2 n'est envisagée.

Au stade actuel RFF envisage l'installation de trois lignes pilotes ETCS niveau 1 pour 2007/2008 (Thionville-frontière luxembourgeoise, Mont-St-Martin - Longuyon et Baudrecourt-Saarbrücken). L'appel d'offre pour le déploiement du système ETCS niveau 1 sera lancé prochainement.

En ce qui concerne le système GSM-R les travaux de renouvellement de la Radio Sol-Train analogique ont été lancés en 2003. Après une mise en service du GSM-R pour l'application radio de chantier de la LGV Est en novembre 2004, les premiers sites réalisés sur une ligne pilote entre Paris et Bar-Le-Duc ont été raccordés au centre de commutation nominal de Paris la Chapelle Evangile et ont permis une mise en service commerciale du tronçon Château Thierry - Châlons-en-Champagne fin mars 2006. Le déploiement du GSM-R se poursuit actuellement sur les régions de l'Est de la France et concerne quelque 2.000 km de lignes classiques. Le déploiement complet du réseau GSM-R est programmé pour fin 2014.

Belgique

INFRABEL envisage d'équiper le réseau classique avec le système ETCS niveau 1. Les lignes à grande vitesse vers les Pays-Bas et l'Allemagne seront équipées avec l'ETCS niveau 2 d'ici fin 2013. Le système GSM-R est déployé actuellement sur l'ensemble du réseau ferroviaire belge (+/- 3.000 km), dans les gares, les ateliers de maintenance et quelques bâtiments administratifs principaux.

En ce qui concerne l'introduction rapide et coordonnée de l'ERTMS dans la Grande Région, l'Union européenne a envisagé, dans un premier temps (2007-2015), six corri-

dors qui traversent l'Europe. Ces six corridors, dédiés au fret, seront ainsi équipés prioritairement suivant un programme de l'UE.

Le Corridor C d'Anvers vers Bâle/Lyon traverse la Belgique, le Luxembourg et la France. De ce fait la Grande Région, à l'exception de la partie allemande, bénéficiera d'un axe équipé d'ERTMS. L'implémentation complète selon les premières prévisions sera réalisée vers 2012/2013.

Une mise en place plus rapide de l'ERTMS est toujours à l'ordre du jour tant au niveau infrastructure que matériel roulant. L'idée fondamentale d'équiper les corridors dédiés au fret est la meilleure façon en vue d'un développement rapide à travers toute l'Europe. Ainsi il est opportun d'équiper dans la suite l'ensemble du réseau ferré européen pour créer un vrai chemin de fer interopérable en termes de système de contrôle commande (système de sécurité). Ceci permettra de relever le niveau de sécurité des circulations ferroviaires. La Commission a nommé un coordinateur général ERTMS pour les six corridors en la personne de Monsieur Karel Vinck.

Les budgets 2007-2013 de l'Union européenne pour les réseaux transeuropéens prévoient des aides financières d'un montant total de 500 millions d'euros pour l'implémentation d'ERTMS tant au niveau des infrastructures que des équipements à bord du matériel roulant. Afin de bénéficier d'une aide financière de l'UE chaque projet doit fournir la preuve qu'il respecte les critères d'interopérabilité. En ce qui concerne le système de sécurité européen ERTMS, des spécifications techniques d'interopérabilité sont en vigueur tant pour la grande vitesse que pour le rail conventionnel. Les États membres sont obligés d'équiper toute nouvelle ligne avec ERTMS. Ceci vaut également pour tout renouvellement ou réaménagement de grande envergure de lignes existantes. Néanmoins vu l'envergure du réseau ferré européen et des montants à investir, l'implémentation du réseau complet est un projet à long terme.

Question 1376 (27.10.2006) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant la **publicité télévisée**:

Dans un article de presse publié en date du 20 octobre 2006 dans le quotidien luxembourgeois «d'Wort», le Premier Ministre bavarois a critiqué les projets de réforme de la Commission européenne concernant une nouvelle réglementation de la publicité télévisée dans le cadre du renouvellement de la directive «Télévision sans frontières». Parallèlement le Premier Ministre s'est prononcé contre les propositions de la Commission à autoriser le «product placement» sous différentes conditions.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du Premier Ministre bavarois qui s'est prononcé contre une réduction quantitative de la publicité télévisée, comme elle est envisagée par la Commission européenne?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en matière de «product placement»?

Réponse (20.11.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre des Communications*:

Mon intervention lors du Conseil des Ministres à Bruxelles le 13 novembre 2006 est publiée sur le site Internet du Service Information et Presse. À toutes fins utiles, je joins une copie en annexe de la présente (*annexe à consulter au*

Grefte de la Chambre des Députés).

Ce texte est le reflet des éléments sur lesquels le Luxembourg concentre ses efforts dans ce dossier.

Nous attendons maintenant que le Parlement européen prenne position.

Question 1377 (30.10.2006) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **phénomène de la mafia chinoise**:

L'affaire de la fusillade dans un restaurant chinois à Mamer en janvier 2003, actuellement pendante devant la chambre criminelle du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, met à nouveau en lumière le phénomène de la «mafia» chinoise. Il est rappelé que plusieurs personnes présumées appartenir à la pègre chinoise, sont poursuivies pour extorsion et chantage, menace d'attentat et séquestration.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement peut-il confirmer l'implantation de la pègre chinoise au Luxembourg? Quelle est l'ampleur du phénomène?

- Quelles sont les mesures qui ont d'ores et déjà été prises pour lutter contre le phénomène respectivement quelles sont les mesures que le Gouvernement entend mettre en œuvre à court et moyen terme pour contrer efficacement le phénomène?

Réponse (15.12.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Hormis quelques cas isolés, le Gouvernement ne dispose pas d'informations permettant de conclure à la présence de la «mafia» chinoise à Luxembourg.

Depuis des années, les autorités judiciaires et policières combattent avec détermination les phénomènes de crime organisé de quelque origine géographique qu'ils soient. À cet effet, le Gouvernement a constamment amélioré le dispositif législatif. Dans ce contexte il y a lieu de rappeler la loi du 11 août 1998 portant sur l'association de malfaiteurs ainsi que l'organisation criminelle. Par ailleurs deux projets de loi à savoir le projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins (doc. parl. 5156) ainsi que le projet de loi fixant les méthodes particulières de recherche (doc. parl. 5588) ont été déposés.

Question 1378 (31.10.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les **recettes publiques au premier semestre 2006**:

Dans l'édition du mois d'octobre du mensuel de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP) l'éditorialiste note: «Ce qui frappe à propos de la situation financière de l'État et ce que la présentation du budget a passé sous silence, c'est la progression fulgurante des recettes publiques au premier semestre 2006 - et cela sans les 451 millions de la transaction Mittal-Arcelor - de respectivement 18,5% ou 714 millions d'euros, et même 860 millions pour les huit premiers mois de l'année fiscale en cours.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les chiffres avancés dans l'éditorial du mensuel de la Confédération Générale de la Fonction Publique?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le dé-

tail des recettes publiques se chiffrant pour le premier semestre 2006 à 714 millions d'euros et à 860 millions d'euros pour les huit premiers mois de l'année fiscale en cours?

Réponse (14.12.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Au 30 juin 2006, l'État a perçu des recettes courantes (sections 64.0-64.9 et 65.0-65.8 du budget de l'État) de 4.288 mio. €, soit 55% du budget voté pour l'exercice 2006. Au 31 octobre 2006, l'État a perçu des recettes courantes de 5.779 mio. €, soit 89% du budget voté. Il convient de relever que dans ces totaux, les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise et la taxe sur la valeur ajoutée sont enregistrées avec leurs montants bruts. Il convient également de relever que ce montant ne comprend pas les 451 mio. € perçues par l'État dans le cadre de l'opération d'échange des actions Arcelor contre numéraire et actions Mittal. En effet, cette recette est portée au budget des recettes en capital (article 95.1.86.030 - recettes provenant de la vente de participations de l'État).

Fin octobre 2006 les recettes courantes de l'État ont donc progressé de 1.149 mio. € ou +19,9% par rapport à la période correspondante de l'exercice budgétaire antérieur. Il est toutefois important de noter dans l'appréciation de ce chiffre que le budget voté pour l'exercice 2006 fut élaboré sous l'hypothèse d'une progression des recettes courantes de +4,6% par rapport au budget voté de l'exercice 2005, soit +10,7% par rapport au compte provisoire 2005 (étant donné que l'exercice 2005 s'est soldé par une moins-value globale au niveau des recettes courantes).

L'évolution des recettes courantes de l'État au cours des dix premiers mois de l'année en cours est affectée par un certain nombre d'événements à caractère exceptionnel. Il s'agit en l'occurrence de l'impôt retenu sur revenus de capitaux suite au paiement du dividende Arcelor (environ 200 mio. €), de l'introduction en 2006 d'une retenue à la source sur les revenus d'épargne perçus par des résidents et des non résidents (environ 30 mio. € au 31 octobre 2006) et de la perception par l'État de dividendes plus élevés que prévus (par exemple Arcelor, SES Global, Cegedel) ou plus élevés qu'en 2005 (par exemple BCEE, P&T) (environ 90 mio. €). Par ailleurs, la perception en janvier 2006 d'un solde d'imposition important en matière d'impôt sur le revenu des collectivités (environ 120 mio. €) fausse les comparaisons interannuelles 2005/2006, étant donné qu'en 2005 aucun montant significatif ne fut perçu avant octobre de l'année.

À noter aussi qu'en outre de l'impôt retenu sur les revenus de capitaux mentionné supra, la plus forte progression est observée au niveau des recettes perçues au titre de la taxe d'abonnement (+107 mio. € par rapport à la période correspondante de l'exercice budgétaire antérieur). L'évolution de cet impôt est liée étroitement à l'évolution des marchés boursiers internationaux et est donc caractérisée par une très grande volatilité.

En prenant en compte ces recettes à caractère «exceptionnel», la progression des recettes courantes de l'État au cours des dix premiers mois de l'année en cours est ramenée à +602 mio. € ou +10,4% par rapport à la période correspondante de l'exercice budgétaire antérieur. À noter que selon les estimations du Statec, la progression en 2006 du produit intérieur brut à prix courants se situe à 9,8%.

Par conséquent, la progression des recettes courantes de l'État doit être analysée avec prudence et est expliquée dans une très large mesure par des événements à caractère «exceptionnel» ou «saisonnier». Abstraction faite des ces événements, la progression des recettes courantes au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire en cours progresse en ligne avec l'évolution du produit intérieur brut.

Question 1379 (31.10.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** (*ADR*) concernant les **règles de conduite de l'État en matière de paiements:**

A Geschäfts- an Handwierkskree-sser ass a leschter Zäit ëmmer méi dacks ze héiere vun enger allgemenger steigender schlechter „Zahlungsmoral“ an an dësem Kontext gëtt och ganz oft den „Stat“ genannt.

Dës Virgoensweis - speziell vum „Stat“ - bréngt Geschäfts- an Handwerksleit ganz oft oder liicht an ee finanziellen Enkpass an dëst Geld feelt fir Investitiounen.

Op där anerer Säit awer, wann de Stat seng Steiergelder andreiwit, ass den Délai ganz kuerz gehalen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill Rechnunge sti well méi wéi zwee Méint säitens dem Stat bei den eenzelne Geschäfts- an Handwerksléit aus?

2) Wéi héich sinn insgesamt dës staatlech Verflchtungen?

3) Wéi verdeelt dëst sech op déi eenzel Ministèren?

4) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuele fir hir „Zahlungsmoral“ ze verbessern?

Réponse (23.11.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget:*

D'Rechnungen, déi de Stat kritt fir ze bezuelen, kommen an deene respektive Ministèren eran, déi fir déi eenzel Ausgaben zoustänneg sinn. Et ass also net méiglech ee gesamten Iwwerbléck ze ginn iwwert d'Zuel an d'Héicht vun de Rechnungen, déi ee bestëmmten Dag nach ze bezuele sinn.

Et gëtt schnell behaupt, de Stat géing lues bezuelen ouni datt et onbedéngt wouer ass. Heiansdo dauert et méi laang, well d'Rechnunge musse kontrolléiert ginn oder well se kontestéiert sinn. Mä zanter dem Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Statskontabilität an der Aféierung vun der Finanzkontroll gëtt daitlech méi séier bezuelt. Een Dag nom Visa vun der Finanzkontroll bucht d'Trésorerie d'Ausgab an deen Dag duerno gëtt de Postscheck vun där anerer Partei kreditéiert (zwee Deeg wann et op eng aner Bank geet).

Question 1380 (31.10.2006) de **M. Jean Huss** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **découverte près de Bascharage de citernes en béton contenant des hydrocarbures:**

Selon des révélations dans la presse, des ouvriers auraient découvert durant les travaux d'extension d'une ligne ferroviaire des citernes en béton contenant des hydrocarbures près de Bascharage. Une société de production de goudron, la Solhyd S.A., se trouvait autrefois sur ce lieu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre concerné:

- Depuis quand le Ministère a-t-il connaissance de ce site?

- Quelles sont les substances problématiques qui ont été trouvées sur ce site et en quelle quantité?

- Quelle est l'envergure de la contamination?

- Peut-on déjà estimer le prix de l'assainissement pour ce site?

- Qui étaient les principaux actionnaires avant la fermeture de cette société?

- Considérant le principe du pollueur-payeur, qui va financer ces frais d'assainissement?

- Quel impact cette découverte va-t-elle avoir sur le chantier de la ligne ferroviaire?

Réponse (27.11.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'interroge sur les cuves à goudron de la société Solhyd S.A. mises en évidence lors des travaux en relation avec l'extension de la ligne ferroviaire près de la gare de Bascharage.

Ad 1) Le site en question a été retenu en date du 13 juin 2002 dans le cadre du cadastre des sites potentiellement pollués établi par l'Administration de l'Environnement. Étant donné qu'à cet instant l'Administration ne disposait pas d'étude déterminant le degré de pollution du sol et sous-sol, le site a été classifié comme potentiellement pollué.

En date du 22 novembre 2005, l'Administration a reçu de la part d'un organisme agréé une notification d'intervention sur le site conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement. Cet organisme qui est intervenu suite à un mandat de la part des CFL a procédé à des analyses du site et du goudron dans les cuves.

En date du 22 mars 2006, les résultats de cette étude ont été présentés aux responsables de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (SNCF). L'Administration de l'Environnement a participé à cette entrevue lors de laquelle certaines modalités de l'assainissement ont également été discutées.

Le dossier de demande d'autorisation en matière d'établissements classés pour les travaux d'assainissement a été déposé par la SNCF à l'Administration de l'Environnement en date du 4 juillet 2006.

Ad 2) Les études précitées ont mis en évidence la présence de goudrons contenant des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Ces HAP qui représentent environ 20% du volume des goudrons sont toxiques et sont à classer comme déchets dangereux.

Ad 3) Le projet d'assainissement prévoit l'excavation et l'assainissement hors site des éléments suivants:

- 360 tonnes de déchets de goudron

- 400 m³ de béton pollué (parois des cuves)

- 15.000 m³ des terres polluées (autour des cuves)

Ad 4) La législation sur les établissements classés ne prévoit pas que les coûts des projets doivent être notifiés à l'Administration de l'Environnement. L'Administration ne dispose donc pas de chiffres concernant le prix de l'assainissement.

Ad 5) L'Administration de l'Environnement ne dispose pas d'informations au sujet des actionnaires de la société.

Ad 6) Selon les informations dont nous disposons actuellement, les

frais d'assainissement sont pris en charge par les SNCF conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Ad 7) L'Administration de l'Environnement n'est pas au courant d'un impact de la découverte des cuves à goudron sur le chantier de la ligne ferroviaire.

Question 1381 (31.10.2006) de **M. Laurent Mosar** (*CSV*) concernant le **rapport annuel sur la Turquie:**

Plusieurs sources européennes s'accordent à dire que la Commission européenne dénoncera dans son rapport annuel sur la Turquie, le 8 novembre 2006, le ralentissement des réformes et les carences en matière de liberté d'expression. Ainsi, bien que certains progrès ont pu être constatés telles que l'adoption par les députés turcs d'un paquet législatif, notamment la loi créant le médiateur chargé de régler les conflits entre l'État et les citoyens et des dispositions mettant fin à la discrimination contre les Roms, des carences subsistent notamment au niveau de la liberté d'expression. Dans ce contexte le commissaire à l'élargissement, Olli Rehn, demande en particulier depuis des mois la modification ou la suppression de l'article 301 du Code pénal, qui a permis à la justice turque de poursuivre plusieurs dizaines d'auteurs, dont le prix Nobel de littérature 2006 Orhan Pamuk. Il semble également que le rapport revienne sur le refus d'ouverture par la Turquie de ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes grecs.

Lors d'une interview accordée au quotidien italien «Corriere della Sera», le président de la Commission européenne s'est dit très préoccupé par la situation actuelle en affirmant que les réformes n'avancent que très lentement et que les progrès se font désirer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelles seront les conséquences pour la Turquie en cas d'un rapport annuel négatif sur les progrès du pays?

- Face à de nouveaux retards par rapport à l'accomplissement des critères de Copenhague, quelles mesures l'Union européenne pourrait-elle envisager?

- L'Union européenne ne devrait-elle pas adopter une position plus ferme voire reconsidérer sa position à l'égard de la Turquie?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à cet égard?

Réponse (8.12.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le rapport de progrès régulier de la Commission européenne sur la Turquie du 8 novembre 2006 conclut que la Turquie a poursuivi ses réformes politiques et continue de remplir suffisamment les critères politiques. Elle a notamment adopté une série de réformes politiques dans le cadre du 9^e paquet législatif qui entraînent des améliorations en ce qui concerne le respect de ces critères. En même temps, la Commission constate avec préoccupation que le rythme des réformes politiques s'est ralenti au cours de l'année écoulée. Elle appelle la Turquie à assurer la mise en œuvre des réformes législatives et l'exhorte à redoubler d'efforts dans de très nombreux domaines pour se rapprocher des normes européennes. Des efforts supplémentaires doivent ainsi notamment être faits en ce qui concerne les droits fondamentaux, en

particulier la liberté d'expression, la liberté de culte, les droits des femmes, les droits des minorités et les droits syndicaux.

D'autre part, la Commission relève dans son rapport que la Turquie n'a pas entièrement mis en œuvre le protocole additionnel de l'accord d'Ankara relatif à l'union douanière, et ce en particulier vis-à-vis de Chypre. Dans sa déclaration du 21 septembre 2005, qui prévoyait une évaluation de la mise en œuvre du protocole additionnel au cours de l'année 2006, l'UE avait souligné que l'ouverture de négociations sur les chapitres pertinents dépendait du respect par la Turquie de ses obligations contractuelles à l'égard de tous les États membres et que le non-respect par la Turquie de l'ensemble de ses obligations pèserait sur l'avancement général des négociations. Voilà pourquoi la Commission européenne a recommandé le 29 novembre 2006, suite aux conclusions de son rapport de progrès, une suspension partielle des négociations d'adhésion avec la Turquie en n'ouvrant pas les négociations d'adhésion sur huit chapitres de négociation liés à l'union douanière et en suspendant la clôture provisoire des négociations sur les autres chapitres de négociation (hormis le chapitre sur la recherche et la science pour lequel les négociations d'adhésion ont été clôturées provisoirement le 12 juin 2006).

Le Gouvernement luxembourgeois a noté avec préoccupation que le rythme des réformes politiques en Turquie s'est ralenti, mais souscrit à la conclusion du rapport de progrès selon laquelle, malgré les déficiences considérables, la Turquie continue de remplir suffisamment les critères politiques. Le Gouvernement déplore que la Turquie continue de ne pas remplir ses obligations relevant de l'Union douanière en ce qui concerne Chypre, et salue les recommandations de la Commission comme une bonne base pour les discussions du Conseil Affaires générales et Relations extérieures du 11 décembre prochain, qui devra déterminer de quelle manière ce non-respect des obligations pèsera sur l'avancement des négociations. Au nom du Gouvernement luxembourgeois, je m'efforcerai de contribuer à l'adoption d'une position commune des 25 États membres à l'égard du processus de négociation avec la Turquie.

En ligne avec l'engagement pris par le Conseil européen de décembre 2004, le Gouvernement luxembourgeois est par ailleurs convaincu que les négociations d'adhésion avec la Turquie représentent le meilleur cadre pour l'Union européenne pour suivre de près les progrès de la Turquie et pour l'accompagner sur la voie des réformes en appliquant de manière rigoureuse la conditionnalité européenne. Les progrès réalisés au cours des dernières années, les changements profonds intervenus en Turquie témoignent du bien-fondé de l'approche européenne qui vise à soutenir et influencer le processus de réforme dans le dialogue et dans la perspective d'une adhésion de la Turquie afin d'assurer l'irréversibilité du processus des réformes. L'Union européenne continuera d'aborder tous les sujets liés aux critères politiques avec la Turquie et l'exhortera à remédier à toutes lacunes identifiées dans le rapport de progrès. En ce qui concerne plus particulièrement la liberté d'expression, l'Union européenne continuera à insister auprès des autorités turques sur la nécessité de réformer certains textes législatifs qui peuvent être interprétés de manière à enfreindre les libertés fondamentales, et notamment l'article 301 du Code pénal. Le Premier Ministre turc Monsieur Erdoğan comme le Ministre des Affaires étrangères Gül ont d'ailleurs récemment annoncé qu'un amendement de l'article 301 était envisagé.

Question 1382 (31.10.2006) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant le **système de brouillage des communications GSM au Centre pénitentiaire de Schressig:**

En date du 27 septembre 2006 je me suis renseigné dans une question parlementaire (*cf. compte rendu N°3/2006-2007 - question parlementaire N°1307*) auprès de Monsieur le Ministre de la Justice sur l'installation d'un système de brouillage au sein du Centre Pénitentiaire du Luxembourg (CPL) ainsi que du coût d'un tel système. Dans sa réponse Monsieur le Ministre a simplement indiqué qu'une installation de détection/inhibition des communications GSM avait été mise en place au CPL, mais que son bon fonctionnement ne pouvait pas être garanti. Dès lors, Monsieur le Ministre ne m'a pas signalé quels étaient/sont les coûts d'un tel système de détection/inhibition (achat, installation et maintenance).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les coûts engendrés jusqu'à cette date par le système en question?

- Quelles sont les raisons empêchant le fonctionnement correct de ce système?

- Dans quel délai Monsieur le Ministre estime-t-il qu'un système efficace permettant de brouiller les communications GSM pourrait être installé au CPL de Schressig?

Réponse (23.11.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Comme je l'ai dit en réponse à la question parlementaire N°1307, la société française chargée de l'installation de détection/inhibition des communications GSM au CPL de Schressig n'a pas réussi à garantir un fonctionnement satisfaisant du système installé.

Les raisons empêchant le fonctionnement correct de ce système sont d'ordre purement technique.

Comme le système installé ne donne pas satisfaction, il va sans dire qu'aucune charge financière ne pourra en résulter pour l'État.

N'étant pas technicien, je ne peux pas avancer de délai dans lequel un système de brouillage des communications GSM pourra être installé. Toutefois, ainsi qu'il résulte de ma réponse à la question parlementaire N°1307, je tiens à ce que ce projet soit réalisé et j'ai demandé à l'Administration pénitentiaire d'examiner quelles autres solutions techniques sont sur le marché.

Question 1383 (6.11.2006) de **M. Robert Mehlen** (*ADR*) concernant l'**enquête de l'accident aérien survenu en novembre 2002:**

Viru véier Joer ass bei Nideraanven eng Fokker vun der Luxair erofgefall an huet 20 Persounen an den Doud gerappt an domat immenst Leed an déi betrafte Famillje bruecht, déi zu Recht verlangen, datt d'Ursaache vun dësem Accident missten opgekläert an d'Responsabilitéite festgestallt ginn.

Aus der Press ass ze erfueren, datt den Dossier ëmmer nach géif beim Untersuchungsriichter leien an et duerfir kee Fortkommen an dëser Affär gëtt. Dat verwonnert e bëssen, well den deemolegen Transportminister den definitive Rapport vun den Experten, déi mat der Enquête iwwert d'Ursaache chargéiert gi waren, well den 11. Dezember 2003, also viru bal dräi Joer, public gemaach huet.

Duerfir dës Froen un Iech an Ärer Funktioun als Responsablen an der Regierung fir de gudde Fonctionnement vun der Justiz:

1. Fannt Dir et normal, datt bal dräi Joer no der Publicatioun vum offiziellen Experterapport, déi gerichtlech Enquête ëmmer nach net ofgeschloss ass?
2. Wat sinn déi konkret Ursaache woufir dës Enquête nach ëmmer net konnt zu Enn bruecht ginn?
3. Wat sinn Är Méiglechkeete fir op d'Virukomme vun der Enquête respektiv der Prozedur anzewierken, a sidd Dir bereet fir an deem Sënn aktiv ze ginn?
4. Kënnt Dir Iech derfir verbiegen, datt an dëser schrecklecher Affär alles op den Dësch kënnt an d'Responsabilitéite kloer an daitlech festgestallt ginn?

Réponse (15.12.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Auch wenn ich mir der juristischen und technischen Komplexität der Angelegenheit bewusst bin, teile ich den Schmerz und das Unverständnis der Angehörigen und Freunde der Opfer des Luxair Unfalls vom November 2002 über die lange Dauer der gerichtlichen Untersuchung.

Wie Sie wissen, hat der Justizminister weder Zugang zu der gerichtlichen Akte, noch ein Weisungsrecht an den zuständigen Untersuchungsrichter. Leider gibt das Gesetz mir keine Möglichkeit, eine gerichtliche Untersuchung zu beschleunigen.

Ich habe den Staatsanwalt gebeten, die Opfer individuell über den Stand der Untersuchung zu unterrichten. Auch würde ich eine Kommunikation an die Öffentlichkeit über alle schon getätigten Schritte seitens der luxemburgischen Gerichtsautoritäten begrüßen.

Schließlich ist es der ausdrückliche Wunsch der Regierung, dass die Ursache dieses schrecklichen Unfalls - im Interesse der Opfer, deren Familien, der Luftfahrt und der Justiz - so schnell wie möglich von einem Gericht geklärt werden kann.

Question urgente 1384 (6.11.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **réorganisation de la structure de direction du groupe Arcelor-Mittal**:

Le conseil d'administration d'Arcelor-Mittal vient d'annoncer la réorganisation de la structure de direc-

tion du groupe. En effet, Monsieur Junck mettra un terme à son rôle de CEO du groupe, laissant sa place à Monsieur Mittal, ceci avec effet immédiat. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Quelle a été la position du Gouvernement lors de ce processus de décision au sein du groupe Arcelor-Mittal? Comment le Gouvernement évalue-t-il cette décision?

- De l'avis de Monsieur le Premier Ministre quelle influence cette décision aura-t-elle sur la gouvernance du groupe respectivement sur la représentation luxembourgeoise au sein de la direction de la société? Est-ce que cette décision faisait partie de l'accord que Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre de l'Économie avaient conclu avec Monsieur Mittal dans le cadre du projet de fusion entre Arcelor et Mittal?

- Lors de sa déclaration du 27 juin 2006 à la Chambre des Députés, Monsieur le Premier Ministre avait souligné «que le siège de la nouvelle société, quelle qu'elle soit, devrait se trouver au Luxembourg et que cela nous permettrait d'avoir une certaine mainmise sur l'architecture du groupe et de nous montrer influents à partir du Luxembourg en tant que pays hôte d'une société dont la composition restait à déterminer». Après la décision de réorganisation de la structure de direction du groupe Arcelor-Mittal, Monsieur le Premier Ministre est-il d'avis que le maintien du siège du groupe au Luxembourg est toujours garanti et que toutes les conditions restent réunies pour une «certaine mainmise sur l'architecture du groupe»? Est-ce que jusqu'ici les décisions stratégiques du groupe Arcelor-Mittal ont été prises au siège du groupe?

- Dans le cadre de cette même déclaration, Monsieur le Premier Ministre avait précisé que Monsieur Mittal ne prendrait pas «le contrôle d'Arcelor, mais (fusionnerait) d'égal à égal avec Arcelor, de manière amicale (et reprendrait), en partie parce que le groupe doit démontrer ses intentions amicales, tous les arrangements conclus entre l'État luxembourgeois et Arcelor. Vous connaissez ce plan sur lequel nous nous sommes accordés lors de la tripartite de la sidérurgie et qui s'étend de 2006 à 2007. Il sera intégralement précisé». Est-ce que les arrangements conclus entre l'État luxembourgeois et Arcelor resteront toujours garantis après cette décision de réorganisation de la structure de direction du groupe?

Réponse (24.11.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

J'ai l'honneur de me référer aux questions parlementaires N°1384 du 6 novembre 2006 concernant la réorganisation de la structure de la direction du groupe Arcelor-Mittal et N°1392 du 9 novembre 2006 (*non encore publiée*) traitant de la protection des intérêts luxembourgeois dans le cadre de la création du groupe Arcelor-Mittal de Monsieur le Député Claude Meisch et à la réunion du 9 novembre courant de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports au cours de laquelle j'ai eu l'occasion de répondre en détail aux questions des membres de la Commission concernant l'évolution du dossier «Arcelor-Mittal». Cette réunion m'a notamment permis de couvrir les aspects du dossier mis en avant par Monsieur le Député Meisch dans ses questions parlementaires.

À la fin de la réunion, Monsieur le Député a indiqué, à ma demande, qu'il estimait que ses questions étaient, au vu des informations fournies lors de la réunion, devenues sans objet. J'estime dès lors que le Gouvernement peut se dispenser de répondre par écrit aux deux questions parlementaires.

Question 1386 (7.11.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **société de fret ferroviaire des CFL et du groupe Mittal-Arcelor**:

Les CFL viennent de constituer en collaboration avec le groupe Mittal-Arcelor une société commune destinée à reprendre l'activité du fret ferroviaire.

- Quels ont été les apports des deux partenaires? Comment est constitué le capital social de la nouvelle société? Quel en est le plan de gestion financière à moyen terme?

- L'État luxembourgeois a-t-il consenti en la matière à un quelconque engagement financier ou politique pour garantir la réussite de ce plan de gestion?

- Y a-t-il par ailleurs à côté des statuts un pacte d'actionnaires? Dans l'affirmative quel est le contenu de ce pacte? Monsieur le Ministre est-il d'accord pour communiquer ce pacte à la Chambre des Députés?

- Alors que le projet de constitution de la nouvelle société a dû être soumis à l'approbation préalable de la Commission européenne,

quels ont été les arguments du Gouvernement luxembourgeois pour faire accepter ce projet? Quelles furent les réticences formulées dans une première étape par la Commission européenne pour avaliser le projet? Quels furent les arguments luxembourgeois pour persuader finalement la Commission d'y acquiescer? Monsieur le Ministre est-il d'accord pour communiquer l'ensemble du dossier à la Chambre des Députés?

- Quels sont les organes statutaires de la société? Qui sont les personnes qui siègent au conseil d'administration et qui en assument la direction?

Réponse (8.12.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Les CFL viennent de constituer en collaboration avec le groupe Mittal-Arcelor une société commune destinée à reprendre l'activité du fret ferroviaire.

L'apport des CFL à la nouvelle société se présente comme suit:

- le parc de wagons de transport de marchandises des CFL;

- un apport en numéraire d'un montant de 34,1 millions d'euros pour besoins en fonds de roulement, investissements et coût de restructuration;

- la société neg Uetersen et la partie fret de la société neg Niebüll en Allemagne;

- la société Dansk Jernbane au Danemark et

- les contrats de transport fret d'EuroLuxCargo et des CFL.

Les apports de Mittal-Arcelor comprennent:

- le parc de locomotives de manœuvre télécommandées;

- les wagons pour transports internes sans autorisation d'opérer sur le réseau public et

- un apport en numéraire d'un montant de 44,1 millions d'euros pour besoins en fonds de roulement, investissements et coût de restructuration.

Le capital social de la société s'élève à 147 millions d'euros, dont Arcelor détient 1/3 et les CFL 2/3.

Le plan de gestion et le pacte d'actionnaires sont à la base de la stratégie commerciale de CFL Cargo. Bien qu'il s'agisse de documents qui tombent sous le secret commercial, il est à relever que CFL Cargo vise à être profitable endéans deux ans à partir de sa création.

Les engagements financiers et politiques de la part de l'État luxem-

bourgeois se résument à ceux contenus dans l'accord de la Tripartite ferroviaire du 20 décembre 2005.

La part de marché de l'entreprise commune est de 9% par rapport au volume total transporté au Grand-Duché de Luxembourg. Les modes de transport sont pour la plupart interchangeables ou à l'avantage du transport routier. Il n'y a donc pas de concentration dominante, d'autant plus que le réseau ferré luxembourgeois est accessible de façon non discriminatoire à toutes les autres entreprises ferroviaires de fret.

Par ailleurs, la Commission européenne a apprécié l'augmentation de l'efficacité des opérations fret au Grand-Duché de Luxembourg, résultant notamment d'une profonde restructuration des services fret actuels des CFL, permettant de réduire substantiellement le coût de la desserte ferroviaire au Grand-Duché, et d'une augmentation de la distance parcourue en longue distance, optimisant ainsi l'utilisation du matériel et réduisant par là le coût par km.

L'honorable Député n'est pas sans savoir que le dossier soumis à la Commission européenne contient des éléments stratégiques et commerciaux de CFL Cargo qui sont confidentiels et qui ne peuvent pas être divulgués. La version officielle de la décision de la Commission européenne est par contre jointe en annexe (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Le conseil d'administration et la direction générale constituent les organes statutaires de la société. Le conseil d'administration de CFL Cargo se compose comme suit:

Président: M. Marc Wengler, Directeur général adjoint de la SNCFL

Vice-Président: M. Alain Bouchard, Executive Vice President Arcelor-Mittal, Head of Purchasing Worldwide, Paris

Membres du conseil d'administration:

- M. Jeannot Waringo, Président du conseil d'administration de la SNCFL,

- M. Frank Reimen, Vice-Président du conseil d'administration de la SNCFL,

- M. Thierry Glaesener, membre du conseil d'administration de la SNCFL,

- M. Alex Kremer, Directeur général de la SNCFL,

- M. Henri Grober, Vice-Président d'Arcelor-Mittal, Bars Production Units,

- M. Nico Reuter, Vice-Président d'Arcelor-Mittal, Sales and Marketing Sections and Merchant Bars,

- M. Alain Coolen, Vice-Président d'Arcelor-Mittal, Downstream Flat Carbon Europe Industrial Supply Chain,

- M. Georges Bach, Président du SYPROLUX,

- M. Alain Kinn, Membre du Bureau exécutif de l'OGB-L,

- M. Nico Wennmacher, Président du FNCTFEL.

Le comité de direction de CFL Cargo se compose de quatre membres:

- M. Fernand Rippinger, Directeur général,

- M. Marc Calmes, Directeur opérationnel,

- M. Raymond Lehnert, Directeur Finances,

- M. Marc Polini, Directeur commercial.

Chamber TV



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un